

HISTOIRE DE L'EUROPE ET DE LA FRANCE

DE 1610 A 1789



PAR
VICTOR DURUY

NOUVELLE ÉDITION REMANIÉE

CONFORMÉMENT AUX PROGRAMMES DU 28 JANVIER 1890.

PAR G. LACOUR-GAYET

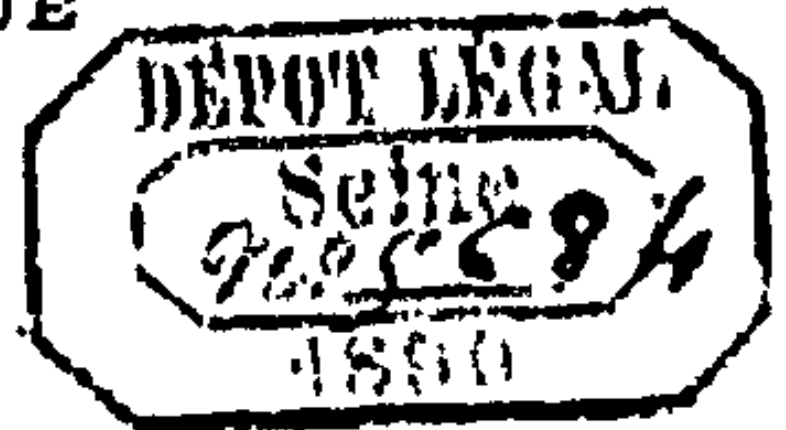
Docteur ès lettres, professeur au lycée Saint-Louis

SOUS LA DIRECTION DE

E. LAVISSE

Professeur à la Faculté des lettres de Paris

CLASSE DE RHÉTORIQUE



PARIS

LIBRAIRIE HACHETTE ET C^{ie}

79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

1890

Droits de traduction et de reproduction réservés.



AVERTISSEMENT

Le Conseil supérieur de l'Instruction publique, dans sa session de décembre 1889, a modifié, en quelque points, les programmes d'histoire de l'enseignement secondaire classique. M. Victor Duruy m'a fait l'honneur de me prier de lui désigner des collaborateurs pour faire à ses livres les quelques retouches et additions devenues nécessaires. M. Lacour-Gayet, docteur ès lettres, professeur au lycée Saint-Louis, a bien voulu se charger de revoir, sous ma direction, le cours de rhétorique.

Je suis fier, pour ma part, de mettre mon nom au-dessous de celui de mon maître M. Duruy, sur le titre d'ouvrages où tant de Français ont appris et apprendront encore à aimer l'histoire et la France.

ERNEST LAVISSE.

Septembre 1890.

HISTOIRE DE L'EUROPE
ET
DE LA FRANCE

DE 1610 A 1789

CLASSE DE RHÉTORIQUE



Louis XIV (d'après Rigault).

CLASSE DE RHÉTORIQUE

HISTOIRE DE L'EUROPE ET DE LA FRANCE DE 1610 A 1789.

La France, de l'avènement de Louis XIII à la mort de Mazarin.

— Les Etats de 1614. — Richelieu : lutte contre les protestants et les grands. Accroissement de l'autorité monarchique. Marine et colonies. — Minorité de Louis XIV ; Mazarin, la Fronde.

La politique européenne. — La maison d'Autriche. Les catholiques et les protestants en Allemagne. — La guerre de Trente ans : intérêts des puissances qui y sont engagées ; les armées et les bandes ; grands généraux, principales actions militaires.

La paix de Westphalie et la paix des Pyrénées.

L'Angleterre sous les Stuarts. — La révolution de 1648. Cromwell. — La restauration.

Etat de l'Europe vers 1660. — Décadence de l'Espagne. Prospérité de la Hollande. Prépondérance de la Suède dans le nord. La paix d'Oliva.

Mouvement intellectuel. — Sciences et philosophie : Bacon, Galilée, Descartes, Spinoza. — Lettres : l'influence espagnole, Cervantès et Lope de Vega. — L'Académie française : Corneille, Pascal. — Les arts : Poussin, Le Sueur.

La société française. — L'hôtel de Rambouillet. La misère au temps de la Fronde : saint Vincent de Paul.

Louis XIV, la monarchie absolue. — Théorie du roi sur le pouvoir royal. La cour, les conseils, les secrétaires d'Etat. Colbert. Louvois, Vauban. Les affaires religieuses : la déclaration de 1682 ; la révocation de l'édit de Nantes.

La politique de Louis XIV. — Lionne et Pomponne. — Guerre de Hollande. — Formation de la ligue d'Augsbourg.

La Révolution d'Angleterre. — Les Stuarts et le Parlement : whigs et tories. Déclaration des droits : avènement de Guillaume III.

Les coalitions contre Louis XIV. — La succession d'Espagne.

Dernières années de Louis XIV. — La cour ; Port-Royal ; détresse financière ; testament et mort du roi.

Le mouvement intellectuel. — Les lettres : les grands classiques. Les arts : Le Brun, Mansart. Le Louvre, Versailles. — Les sciences.

Commencement d'opposition : Fénelon et le duc de Bourgogne. Vauban. — Bayle.

L'Europe vers 1715. — L'Europe occidentale après les traités d'Utrecht et de Rastadt. L'Europe orientale après les traités de Carlowitz, de Passarowitz et de Nystadt. Pierre le Grand.

La France, de 1715 jusqu'au milieu du XVIII^e siècle. — La régence et les essais de réforme. Law. Fleury. D'Argenson. Machault.

Les affaires européennes. — Règlement de la succession d'Espagne, des successions de Pologne et de Toscane. Les Bourbons d'Espagne en Italie. Stanislas Leczinski en Lorraine.

Autriche et Prusse pendant la première moitié du XVIII^e siècle. — L'Etat prussien. Frédéric II. Marie-Thérèse. — Guerres de la succession d'Autriche et de Sept ans : exposé général de la politique. Indication des principales actions militaires. Rôle de la France dans ces guerres.

Les affaires maritimes et coloniales. — Rivalité de la France et de l'Angleterre en Amérique et aux Indes. L'empire anglais. Voyages de découvertes.

L'Europe orientale. — La Russie : Catherine II. Conquêtes sur la Turquie. Partages de la Pologne.

La fin du règne de Louis XV. — Le Parlement. — Choiseul et Maupeou.

Le mouvement intellectuel et politique. — Les lettres et les arts, les sciences, les philosophes et les économistes en France. Les livres, la presse, les salons ; les Parlements.

Le gouvernement parlementaire en Angleterre. — Rois, Parlement et ministres ; triomphes des whigs : les libertés politiques, la presse.

Mouvement de réformes en Europe. — Influence des idées françaises. Charles III en Espagne ; Pombal en Portugal ; Léopold de Toscane et Beccaria en Italie ; Gustave III en Suède.

Joseph II en Autriche. — Frédéric II en Prusse. — Situation de la Prusse en Allemagne à la fin du règne de Frédéric II.

Préludes de la Révolution française. — La France à l'avènement de Louis XVI. — Etat des esprits à cette époque ; opposition entre les idées et les institutions. — Essais de réforme : Turgot. Malesherbes. Necker. Désordres financiers. Les Etats généraux.

La guerre d'indépendance en Amérique. — Les colonies anglaises d'Amérique, leur soulèvement. — Intervention de la France. — Constitution américaine de 1787.

Vue générale sur l'Europe en 1789. — Conclusion du cours.

TABLE DES GRAVURES

	Pages.
Louis XIV (d'après Rigault).	Frontispice
Louis XIII à seize ans et Albert de Luynes	42.
Assassinat de Concini.	15
Richelieu	21
Port de la Rochelle en 1626.	25.
Place Royale	26.
Louis XIII avec Richelieu.	29.
Paris sous Louis XIII.	38.
Mazarin	42.
Cardinal de Retz.	50
La porte Saint-Antoine au temps de la Fronde.	57
Gaston d'Orléans	58.
Le château de Vincennes au xvi ^e siècle.	59.
Gustave-Adolphe	75
Condé	85.
Turenne	87
Médaille de la paix des Pyrénées.	90
Jacques I ^{er} (d'après Crispin de Paz).	95
Charles I ^{er} (d'après Van Dyck).	100
Henriette de France, reine d'Angleterre (d'après Van Dyck).	101
Olivier Cromwell (d'après Cooper).	112
George Monk, duc d'Albemarle (Bibliot. nation.).	122
Pierre Corneille	150
Blaise Pascal.	151
Eustache Le Sueur	154
Colbert.	161
Louvois.	175
Vauban.	181

TABLE DES GRAVURES.

	Pages.
Henriette d'Angleterre, duchesse d'Orléans.. . . .	197
Charles II.. . . .	215
Le duc de Monmouth.. . . .	217
Jacques II.. . . .	249
Guillaume III, prince d'Orange (Van der Werff).. . . .	225
Château de Saint-Germain.. . . .	223
Canon espagnol.. . . .	255
Bossuet (Jacques-Bénigne).. . . .	265
Médaille commémorative de la révocation de l'édit de Nantes..	271
L'abbaye de Port-Royal au xvii ^e siècle.. . . .	279
Françoise-Louïse de la Beaume le Blanc, duchesse de la Val- lière. (Mignard.)	295
Françoise-Athénaïs de Rochechouart, marquise de Montespan. (Picart.)	297
Jean de la Bruyère.. . . .	315
Jean Racine.. . . .	318
Racine lisant Sophocle, chez Boileau, à Auteuil	319
Molière (Jean-Baptiste Poquelin, dit)	321
Maison de Boileau, à Auteuil.. . . .	322
Le Val-de-Grâce.. . . .	329
Charles Le Brun.. . . .	333
Tombeau de Richelieu, dans l'église de la Sorbonne.. . . .	335
Moscou:	341
Statue de Pierre-le-Grand à Saint-Petersbourg, par Falconet..	350
Philippe, duc d'Orléans, régent de France.. . . .	372
La rue Quincampoix.. . . .	379
Louis XV.. . . .	383
Les convulsionnaires de Saint-Médard, d'après une gravure du temps	390
Frédéric II, le Grand.. . . .	415
Hermann-Maurice, comte de Saxe.. . . .	423
Médaille commémorative du pacte de famille.. . . .	453
Place Stanislas, à Nancy.. . . .	480
Catherine II.. . . .	494
La reine Anne.. . . .	506
George I ^{er}	508
George II.. . . .	510

TABLE DES GRAYURES.

	Pages.
William Pitt (lord Chatham).	513
William Pitt (fils de lord Chatham).	515
George III.	516
Newton	526
Ermitage de Rousseau, à Montmorency	530
Voltaire (François-Marie Arouet de).	532
Montesquieu (Charles de Secondat, baron de la Brède et de).	534
Le Panthéon.	541
Tombeau de Rousseau à Ermenonville.	599
Beaumarchais (Pierre-Augustin Caron de).	601
Marie-Antoinette-d'Autriche (Josèphe-Jeanne).	603
Village suisse du Petit-Trianon	605

LISTE DES CARTES

Il nous a paru plus commode pour l'élève de réunir les cartes à la fin du volume, en les disposant de manière que, le livre étant ouvert à un endroit quelconque, la carte consultée puisse être développée toute entière sous les yeux du lecteur.

Europe vers 1660.

France à la mort de Louis XIV.

Allemagne de 1635 à 1763.

Pays riverains de la Baltique.

Inde.

Amérique du Nord.

Europe en 1789.

Possessions coloniales de l'Angleterre.

HISTOIRE DE L'EUROPE ET DE LA FRANCE

DE 1610 A 1789

CHAPITRE I

LOUIS XIII. — TROUBLES DE LA RÉGENCE.

ÉTATS GÉNÉRAUX DE 1614.

1. Aperçu sur l'histoire intérieure de la France de 1610 à 1661. —
2. Minorité de Louis XIII. Régence de Marie de Médicis. Concini. —
3. Avidité des grands. — 4. Première révolte des seigneurs (1614). —
5. États généraux de 1614. — 6. Nouvelle révolte des seigneurs; traité de Loudun (1615-1616). — 7. Premier ministère de Richelieu. Arrestation de Condé (1616). — 8. Mort de Concini (1617). — 9. Gouvernement d'Albert de Luynes (1617-1621). Nouvelles prises d'armes. —
10. Organisation républicaine des protestants. — 11. Guerre avec les protestants; mort d'Albert de Luynes (1621). — 12. Désordre universel dans l'État.

1. Aperçu sur l'histoire intérieure de la France de 1610 à 1661. — Le demi-siècle qui s'étend entre l'assassinat d'Henri IV et le début du règne personnel de Louis XIV, entre 1610 et 1661, est une période agitée et intéressante entre toutes de notre histoire nationale.

Dès qu'Henri IV est mort, les grands et les protestants,

1. Razin, *Histoire de France sous Louis XIII*; Anquet, *Histoire des assemblées politiques des réformés de France*; Picot, *Histoire des États généraux*; B. Zeller, *Le connétable de Luynes*.

auxquels il avait imposé, sinon l'obéissance absolue, au moins le respect, relèvent la tête et recommencent la lutte contre la royauté; ils mettent à profit la minorité de Louis XIII et la faiblesse des ministres, les grands pour obtenir des places et des pensions, les réformés pour arriver à l'indépendance politique. Il y eut quatorze années continues de troubles et de guerres civiles.

En 1624, notre histoire intérieure change brusquement d'aspect comme par un coup de théâtre : Richelieu est arrivé aux affaires. Vrai successeur d'Henri IV, il reprend l'œuvre du chef de la maison de Bourbon au point où elle était restée en 1610, mais en lui donnant un caractère nouveau, celui d'une lutte impitoyable et sans merci contre toutes les résistances et les rébellions. Après avoir fait table rase de tous les obstacles, il commence à élever l'édifice de la monarchie absolue.

Le ministère de Mazarin, qui fait suite au sien, a quelque ressemblance extérieure avec la période de troubles qui avait ouvert le règne de Louis XIII. Une nouvelle réaction est essayée par tous ceux que la volonté de Richelieu avait obligés à se courber et à se taire; elle va même jusqu'à une guerre ouverte, où magistrats, nobles, princes du sang combattent sous la même bannière contre la royauté. Mais cette levée de boucliers aboutit à la défaite irréparable de ceux qui l'avaient provoquée. Après la Fronde, le triomphe de la royauté est complet; Louis XIV pourra inaugurer la monarchie absolue, qui devait être jusqu'à la révolution française notre régime politique.

2. Minorité de Louis XIII. Régence de Marie de Médicis. Concini. — Louis XIII, né le 27 septembre 1601, n'avait pas encore neuf ans accomplis lors du crime de Ravallac; il devait donc s'écouler quatre ans encore avant que le fils d'Henri IV eût atteint la majorité légale des rois fixée par la vieille ordonnance de Charles V. L'usage attribuait la régence à la mère du roi : Blanche de Castille avait gouverné pendant la minorité de saint Louis, Catherine de Médicis, pendant celle de Charles IX; Marie de Médicis, qui était restée sans influence et comme une

étrangère sous le règne de son mari, crut nécessaire de donner à son autorité une sorte de sanction légale. Elle s'adressa au parlement de Paris, qui, sur une sommation menaçante du duc d'Épernon, lui déféra aussitôt la régence « avec toute puissance et autorité » (1610). Bornée de cœur et d'esprit, la veuve d'Henri IV était complètement incapable de continuer l'œuvre que ce grand roi avait entreprise : au dehors, après quelques instants d'hésitation, qui valurent aux protestants d'Allemagne le secours d'une armée française pour prendre Juliers; elle abandonna tous les projets de son mari; au dedans, elle renvoya l'intègre Sully dans ses terres, où il vécut encore trente années, et elle accorda toute sa faveur à un aventurier, Concini, et à sa femme, Leonora Galigai; Leonora était sœur de lait de la reine. Concini, qui puisait à pleines mains dans le trésor, acheta, en quelques mois, pour 330 000 livres le marquisat d'Ancre (près d'Amiens), pour 200 000 la charge de premier gentilhomme de la chambre, et quantité de gouvernements de villes; il mit le comble à cette fortune insolente en prenant le titre de maréchal, sans avoir jamais paru sur un champ de bataille; il ne fut jamais ministre, mais il en joua presque le rôle. Leonora travaillait, de son côté, à la prospérité commune, en vendant des grâces, des absolutions. La cour des aides poursuivait des officiers de finances prévaricateurs; elle s'engagea par contrat public à les faire déclarer innocents, moyennant 300 000 livres.

3. Avidité des grands. — Henri IV avait ramené les grands à l'obéissance par son énergie et surtout par son habileté. Il s'était tenu au-dessus des partis pour les dominer. Lui mort, ils reparurent avec leurs intérêts et leurs passions, et ne voulurent pas laisser à un étranger les profits de ce pillage de la France. Le prince de Condé, le comte de Soissons, son oncle, le duc de Bouillon, le duc de Guise, une foule d'autres, encore accoururent pour arracher des pensions qui eurent bien vite épuisé l'épargne amassée par Henri IV à la Bastille. Le prince de Condé obtint d'abord une pension de 200 000 livres, avec un hô-

tél à Paris, et le comté de Clermont; le comte de Soissons, 200 000 écus comptant, et une pension de 50 000 livres; le duc de Bouillon, 200 000 livres; le duc de Guise, 100 000 écus, etc.; mais ces sommes furent bien dépassées dans la suite.

4. Première révolte des seigneurs (1614). — Les prétentions des seigneurs s'accrurent avec la faiblesse du gouvernement. « Les présents de la reine, dit Richelieu, étourdirent la grosse faim de leur avarice et de leur ambition; mais elle ne fut pas pour cela éteinte; l'épargne et les coffres de la Bastille étoient épuisés; alors ils aspirèrent à choses si grandes, que l'autorité royale ne pouvoit souffrir qu'on leur donnât le surcroît de puissance qu'ils demandoient. » Ce qu'ils voulaient, en effet, c'étaient des gouvernements pour eux et leurs familles, des places de sûreté et le démembrement de la France. D'Épernon était gouverneur de Metz; mais Henri, se défiant de cet orgueilleux seigneur, lui avait imposé un lieutenant qui occupait la citadelle et correspondait directement avec les ministres; le jour même de la mort du roi, d'Épernon dépêcha l'ordre de mettre la main sur le lieutenant et sur la citadelle. Il eut alors, à deux pas des Espagnols, une forte place qu'on appela « son royaume d'Austrasie. » Beaucoup de seigneurs, à la nouvelle de l'assassinat, s'étaient ainsi jetés dans les villes à leur convenance, et quelques-uns n'en avaient plus voulu sortir ou voulaient y rentrer. « Le temps des rois est passé, disaient-ils, celui des grands est venu. » Le premier refus de la régente amena une guerre civile. Condé prit les armes et publia un manifeste où il accusait la cour d'avoir abaissé la noblesse, dilapidé les finances, et grevé le pauvre peuple de reproches singuliers dans la bouche d'un prince qui avait reçu avec ses amis la plus belle part de cet argent du pauvre peuple. Il terminait, suivant l'usage, en demandant la convocation des états généraux, pour travailler à la réforme des abus.

Élevé dans la religion catholique, mais issu d'une famille protestante (il était le petit-fils du prince de Condé assas-

siné à Jarnac), Condé espérait rallier à sa cause l'un et l'autre parti. Un grand nombre de seigneurs vinrent se ranger sous ses drapeaux, et à leur tête les ducs de Vendôme, de Longueville, de Luxembourg, de Mayenne, de Nevers, de Retz, etc. Les calvinistes, qui venaient d'obtenir la confirmation pour cinq ans, de leurs places de sûreté, refusèrent de s'associer à cette levée de boucliers : « Nous avons pour notre conscience, disait un de leurs chefs Duplessis-Mornay, toute la liberté que nous pouvons désirer, et nous ne voulons pas, à l'appétit de quelques factieux, abandonner nos familles et nos maisons. » Les catholiques ne prenaient pas feu davantage. Depuis les états de la Ligue, il s'était fait un grand apaisement dans les passions populaires. Le parti des politiques, né avec l'Hôpital, arrivé au pouvoir avec Henri IV, comptait presque tous les gens de robe et la bourgeoisie. L'expérience, si cruellement achetée par la guerre civile, n'était point perdue. La nation comparait à ces trente-huit années de massacres et de pillages, les douze ans de prospérité qu'elle avait eus, en se serrant autour du trône, et elle laissait les grands seigneurs agiter dans le vide leur stérile ambition. « Les peuples, écrivait en ce moment Malherbe, demeurent partout en obéissance, et de rien faire sans eux il n'y a pas moyen. » Qu'une main ferme prenne le gouvernail, et même les plus turbulents rentreront dans le repos où Henri IV les avait tenus. Quelques-uns des vieux ministres d'Henri IV, Villeroy, Jeannin, conseillaient à la reine d'agir avec vigueur : elle aima mieux traiter à Sainte-Menehould (15 mai 1614). Le prince de Condé reçut 450 000 livres en argent comptant; le duc de Mayenne, 300 000 *pour se marier*; M. de Longueville, 100 000 livres de pension, etc. Mais la cour, voulant regagner d'un côté ce qu'elle perdait de l'autre, ne paya pas cette année les rentiers de l'Hôtel de Ville. Voilà ce qui fut fait pour le *pauvre peuple*.

5. États généraux de 1614. — Les princes firent alors dire secrètement à la régente que si elle désirait ajourner la convocation des états, ils y consentiraient

volontiers. Marie de Médicis craignit un piège dans cette proposition qui aurait ménagé aux princes, pour l'avenir, un nouveau prétexte de révolte, et l'assemblée s'ouvrit à Paris le 14 octobre 1614; quelques jours après la déclaration de la majorité de Louis XIII. Ce fut la dernière réunion des états généraux avant 1789. Au nombre des députés était un jeune homme de vingt-neuf ans, qui avait déjà assez gagné d'estime dans son ordre pour que le clergé le nommât son orateur le jour de la présentation des cahiers; l'évêque de Luçon, Armand Du Plessis de Richelieu. Les trois ordres ne s'entendirent pas; il y eut des paroles et des scènes déplorables. Un membre du tiers fut bâtonné par un député de la noblesse, et ne put obtenir justice. L'orateur du tiers, le lieutenant civil de Mesme, ayant osé dire que « la France était la mère commune des trois ordres, que l'Église était l'aînée, la Noblesse puînée et le tiers état le cadet, » la noblesse se plaignit au roi de ces mots comme d'un affront : « C'est grande insolence, disait son président, le baron de Senece, de vouloir établir quelque sorte d'égalité entre le tiers et la noblesse; car, ajoutaient derrière lui les députés nobles, il y a entre eux et nous autant de différence comme entre le maître et le valet¹. » Le clergé, de son côté, refusait de prendre aucune part des charges publiques : « Ce serait, disait-il, diminuer l'honneur dû à Dieu. »

L'accord ne se trouve pas mieux dans les vœux de l'assemblée. Le clergé, réclamait l'introduction en France de tous les décrets du concile de Trente, que le parlement avait jusqu'alors repoussés. La noblesse, pour faire pièce au tiers, insistait sur la suppression de la *paulette*, qui, en établissant l'hérédité des offices, avait commencé la noblesse de robe². Le tiers, de son côté, voulait qu'on

1. Les nobles demandèrent dans leurs cahiers qu'il fût interdit à tout roturier de porter arquebuses ni pistolets, d'avoir chiens qui n'eussent les jarrets coupés, de se vêtir, eux ou leurs femmes, comme les nobles, de porter velours ou satin, etc., sous peine de 1000 écus d'amende.

2. Cependant les nobles ne dédaignaient plus les places de magistrature et voulaient que le tiers des offices leur fût exclusivement affecté. Quant à la vénalité des charges, la question fut très sérieusement agitée. Un finan-

réduisit les pensions payées aux grands, qui, doublées depuis Henri IV, dépassaient 5 millions et demi, et que l'on condamnât les maximes ultramontaines enseignées encore par quelques évêques, à savoir que le pape peut « priver de la royauté les personnes sacrées des rois et dispenser leurs sujets du serment de fidélité. »

Il ne fut pas difficile aux ministres de profiter de ces divisions : on ferma le lieu de réunion des états, sous prétexte qu'on avait besoin de la salle des séances pour donner un ballet (mars 1615). Singulier rapport avec les états de 1789, dont on ferma aussi la salle, mais dont les députés surent en trouver une autre, celle du Jeu de Paume. Les députés du tiers, en 1614, devançaient la nation, et, n'étant point compris d'elle, furent sans force ; ceux de 1789 eurent derrière eux 25 millions d'hommes qui les écoutaient et les soutenaient.

L'assemblée de 1614 ne mérite pas le discrédit où elle est tombée ; elle n'a rien fait, mais elle montra jusqu'où était arrivée déjà l'éducation politique de la haute bourgeoisie. Les discours de ses orateurs et surtout de son président, Robert Miron, prévôt des marchands de Paris, révèlent une intelligence pratique des affaires et un désir de sages innovations qui étonnent. A leurs yeux, la monarchie absolue est légitime, parce qu'elle est encore nécessaire : le roi, souverain législateur, doit être obéi de tous, mais à la condition qu'il accomplira les réformes intérieures que la nation réclame. « Si Votre Majesté n'y pourvoit, disait Miron, il est à craindre que le désespoir ne fasse connaître au peuple que le soldat n'est autre chose qu'un paysan portant les armes, et que quand le vigneron aura pris l'arquebuse, d'enclume qu'il est, il ne devienne marteau. » Et ils demandent : la convocation périodique d'une assemblée générale du royaume au

cier proposa de racheter en douze années tous les offices de judicature et de finance, et de remettre ainsi la couronne en possession d'une de ses plus importantes prérogatives qu'elle avait perdue depuis un siècle, celle de nommer aux fonctions publiques (*Mercur de France*, ann. 1614 et 1615). Le plan ne fut pas sans quelque effet sur la conduite du parlement dans la Fronde.

moins tous les dix ans, la liberté des élections urbaines, la garantie, l'extension des privilèges municipaux. Pour les finances, le tiers voulait une plus juste répartition des charges publiques entre les citoyens, l'obligation imposée aux clercs ou gentilshommes ayant maison dans les villes de contribuer aux charges municipales, et la suppression des offices inutiles¹; pour la justice : l'égalité de tous devant la loi, l'affranchissement des serfs, l'abolition des tribunaux exceptionnels, une procédure plus rapide et moins coûteuse; pour le commerce et l'industrie : la suppression des douanes intérieures, des jurandes et des maîtrises, la liberté du trafic dans tout le royaume, et l'établissement des droits protecteurs à l'entrée des marchandises étrangères; pour la noblesse : la réduction du nombre des grandes charges militaires, l'abolition des récents anoblissements, la suppression des forteresses dans l'intérieur du royaume, celle des pensions inutiles ou excessives, et la répression sévère des duels, la punition, comme crime de lèse-majesté, de toutes assemblées et levées d'hommes sans congé du roi; enfin de bons règlements qui soustrairaient le pauvre peuple aux vexations des gouverneurs et gens de guerre; pour l'Église : une meilleure distribution de ses richesses, aux dépens des bénéfices trop opulents, au profit des cures trop pauvres; l'obligation à la résidence imposée aux évêques².

1. Le *budget* de 1614. — Suivant un état communiqué sous le sceau du secret aux députés, le peuple payait alors 55 millions d'impôts dont il arrivait seulement à l'épargne 16 200 000 livres, et le ministre estimait que le roi avait besoin, pour la conservation de son État et l'entretien de sa maison, de 19 millions, dont 100 000 livres pour son service personnel, 500 000 pour sa garde; autant pour ses bâtiments, 700 000 pour la maison de la reine mère, du frère et de la sœur aînée du roi, 1 570 000 pour voyages; le reste, moins de 15 millions, pour la solde des garnisons, des gens de guerre, de l'artillerie, des fortifications, de la marine du levant et du ponant, les ponts et chaussées, les gouverneurs de province, les ambassadeurs, les pensions tant en France qu'à l'étranger, les dettes, etc. (Bazin; *Histoire de Louis XIII*, t. 1, p. 176.) Ainsi les recettes se partageaient alors de cette sorte : un quart pour le prince et sa cour, trois quarts pour l'État. Mais si nous tenons compte des 5 660 000 livres de pensions payées à la noblesse, ce sera moitié des recettes que nous trouverons dépensées pour la cour et moitié seulement pour l'État.

2. On eut à faire, en 1640, une communication aux évêques : il s'en trouva dix-neuf qui suivaient la cour au lieu d'être dans leur diocèse.

leur nomination par le roi, mais après élection de trois candidats par les évêques de la province, le chapitre de la cathédrale et vingt-quatre notables du diocèse; l'ordre donné aux curés de faire viser chaque année les registres de l'état civil au greffe des juridictions ordinaires, l'interdiction faite aux communautés d'acquérir des immeubles, si ce n'est attenant à leurs maisons ou enclos, et toujours après vérification au parlement, etc.

Tels furent les principaux projets de réforme mis en avant par le tiers, et, pour la plupart, bien des fois proposés déjà dans les assemblées précédentes. On ne leur donna nulle attention alors, parce qu'il ne suffit pas d'être la raison et la justice pour se faire aussitôt accepter de tous. C'est par le travail des siècles que descend dans la foule ce qui n'est longtemps que le rêve des hommes supérieurs. Mais, sans parler de l'assemblée révolutionnaire de 1556, on peut suivre de 1484 à 1614, à travers les vicissitudes les plus diverses, le progrès continu de la tradition nationale. Richelieu, Colbert, Turgot, ne la méconnaîtront pas et chercheront à satisfaire à quelques-unes de ces demandes répétées : le reste attendra le jour où la nation reprendra elle-même tous ces vœux de nos pères, pour y faire droit et à bien d'autres¹.

6. Nouvelle révolte des seigneurs; traité de London (1615-1616).— Les mécontents avaient réclamé la convocation des états généraux pour colorer leur prise d'armes; quand ils eurent épuisé l'argent arraché par leur première révolte, ils en commencèrent une seconde, sous prétexte qu'on ne faisait pas droit aux demandes des états. Condé entraîna cette fois les protestants, qui étaient inquiets de voir Marie de Médicis se rapprocher de plus en

1. A propos de l'opposition faite par la noblesse et le clergé à l'article du tiers touchant l'indépendance absolue de la couronne vis-à-vis du saint-siège, on fit courir à Paris ce quatrain prophétique :

O noblesse, ô clergé, les aînés de la France,

Puisque l'honneur du roi si mal vous maintenez,

Puisque le tiers état en ce point vous devance,

Il faut que vos cadets deviennent vos aînés.

(Aug. Thierry, *Essai sur l'histoire du tiers état*, p. 147.)

plus de l'Espagne; car un double mariage royal était sur le point de se conclure, celui de Louis XIII avec Anne d'Autriche, fille du roi d'Espagne, Philippe III, et celui d'Élisabeth de France, sœur de Louis XIII, avec Philippe d'Autriche, frère d'Anne d'Autriche (le futur Philippe IV). Le duc de Rohan souleva les populations des Cévennes, et tout le parti prit les armes pour soutenir une noblesse factieuse. La cour était alors occupée des préparatifs d'un voyage à Bordeaux, où le roi devait recevoir sa fiancée et conduire sa sœur. On ne pouvait retarder le départ, car les Espagnols étaient déjà en marche (octobre 1615). Il fallut une armée pour escorter le jeune roi et sa sœur jusqu'à la frontière et ramener l'infante à Paris. Durant tout ce voyage, qui ne ressemblait guère à celui d'un souverain¹, la cour avait été poursuivie et souvent harcelée par les soldats de Condé et de Rohan : elle acheta une nouvelle paix à Loudun (mai 1616). Louis XIII reconnut le prince et ses amis pour de bons et loyaux sujets, déclarant qu'ils n'avaient rien fait *qui ne lui fût très agréable*, et il paya les troupes qu'on avait levées contre lui. Condé seul reçut 1 500 000 livres. Chaque révolte lui rapportait davantage. Celle-ci avait coûté à l'État plus de 20 millions.

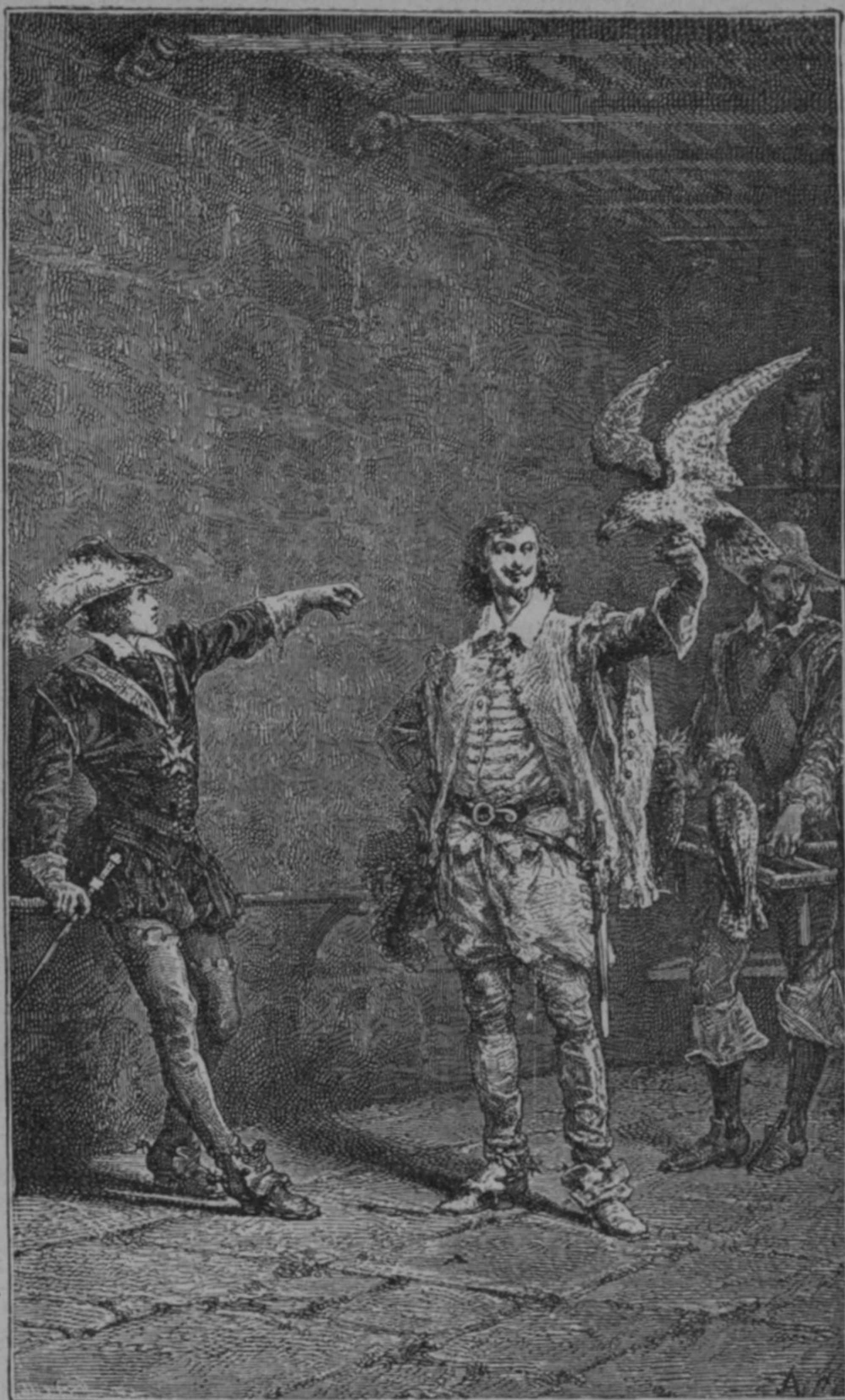
7. Premier ministère de Richelieu. Arrestation de Condé (1616). — Le prince revint à Paris, et toute la cour s'empressa autour de lui : il sembla un instant le véritable roi de France. La reine, qui gouvernait toujours sous le nom de son fils, poussée à bout par une nouvelle prise d'armes du duc de Longueville, montra enfin plus de fermeté. Elle venait de renouveler le ministère; l'évêque de Luçon, que les états de 1614 avaient mis en vue, était devenu secrétaire de ses commandements et aumô-

1. L'administration militaire était alors si défectueuse; l'imprévoyance si grande, que, dans le retour de Bordeaux à Tours, qui ne fut guère hâté, puisqu'il dura cinq semaines, un grand nombre d'hommes périrent de froid et de maladie, que les vivres et le fourrage manquèrent constamment, et que ce voyage du roi par les provinces les plus riches et les plus peuplées, à travers des villes soumises et rapprochées l'une de l'autre, présenta toutes les misères d'une déroute. (Bazin, *Histoire de Louis XIII*, t. I, p. 235.)

nier de la jeune reine, puis membre du conseil, où il se faisait fort écouter. Concini trouva que le jeune prélat « en savait plus que tous les barbons. » Il lui fit donner un « des quatre offices des maison et couronne de France, » avec la double charge de la guerre et les affaires étrangères¹. Aussitôt les mesures de rigueur sont adoptées : le 1^{er} septembre 1616, le prince de Condé est arrêté en plein Louvre et jeté à la Bastille ; ses partisans, qui essayent de soulever Paris et les provinces voisines, « s'entendent parler d'un ton qui sentoit plus sa majesté royale que la conduite passée. » Richelieu aimait à s'adresser à l'opinion publique : « Des esprits remuants, dit-il dans une sorte de manifeste, avoient troublé le repos établi par la prudence de la reine ; en vain avoit-elle tâché de les retenir par des chaînes d'or, ils s'étoient joués de sa clémence et de sa libéralité. » Et il montrait Condé extorquant en six années 6 millions et demi, Mayenne 2 millions, Nevers 1 600 000 livres, Longueville 1 200 000, Vendôme 600 000, Bouillon près d'un million, et chacun « cherchant à établir une tyrannie particulière dans chaque province. » Les princes et leurs adhérents furent déclarés criminels de lèse-majesté, déchus de leurs dignités ; et trois armées se dirigèrent vers la Picardie, la Champagne et le Berry pour étouffer la révolte. La cause royale aurait triomphé cette fois, si le roi lui-même ne s'était uni aux mécontents pour renverser les ministres et sortir de tutelle.

8. Mort de Concini (1617). — Concini n'avait qu'une ambition vulgaire. Il aimait la richesse, et le pouvoir. L'effrayait, parce qu'il ne se sentait pas de force à le porter. Sans dévouement ni reconnaissance pour la reine, il eût quitté la France si sa femme eût consenti « à cette lâcheté et ingratitude. » Il comptait qu'avec ses huit millions, il pourrait acheter le duché de Ferrare au pape, et que, parti de Florence n'ayant pas un sou vaillant, il y

1. La commission, datée du 1^{er} novembre, est postérieure de deux mois à l'arrestation du prince de Condé ; mais Richelieu fut mêlé à cette affaire, et sa nomination fut la récompense du zèle qu'il y montra.



Louis XIII à seize ans et Albert de Luynes.

rentrerait prince, sans plus craindre les clameurs de tout un peuple contre l'étranger. Il se savait haï, menacé ; la populace avait déjà une fois pillé son hôtel de Paris ; mais c'était du côté où il ne soupçonnait rien que vint le péril.

Louis XIII avait alors seize ans. Ce prince, d'un carac-



Assassinat de Concini.

tère triste et morose, vivait dans l'isolement, éloigné des affaires par sa mère et par Concini, entouré seulement de quelques pages auxquels il s'attachait parce qu'il avait besoin d'affection. Il s'était épris d'amitié pour un cadet de Provence, qui lui apprenait à dresser des émerillons et des piès-grièches, d'Albert de Luynes, fils d'un officier de fortune et déjà âgé de trente-huit ans. Le favori du roi conçut l'espoir de remplacer le favori de la reine. Une

conspiration secrète fut tramée entre Louis XIII, son fauconnier et son jardinier ; le capitaine des gardes, Vitry, reçut l'ordre d'arrêter Concini et de le tuer s'il résistait. « Le 24 avril, le sieur Vitry, accompagné de quelque vingt gentilshommes qui le suivaient négligemment en apparence, aborda le maréchal d'Ancre, comme celui-ci entrait dans le Louvre et était encore sur le pont. Il lui dit qu'il le faisait prisonnier de la part du roi. Et, tout en même temps, l'autre n'ayant eu le loisir que de dire : *Moi prisonnier !* ils lui tirèrent trois coups de pistolet, dont il tomba raide mort. Un des siens voulut mettre l'épée à la main ; on cria que c'était la volonté du roi : il se retint. En même temps, le roi parut à la fenêtre, et tout le Louvre retentit du cri de : *Vive le Roi !* »

Leonora Galigai eut un plus triste sort. Elle fut accusée de malversations, de complot contre l'État, et surtout de sorcellerie. On lui demanda, dit-on, par quels sortilèges elle avait acquis tant d'empire sur la reine mère : « Par l'ascendant, aurait-elle répondu, d'un esprit supérieur sur une âme faible. » Elle fut décapitée en place de Grève, et ses restes furent jetés dans les flammes. Marie de Médicis reçut l'ordre de quitter la cour et se retira à Blois ; Richelieu fut exilé dans son évêché, puis sur les terres du pape à Avignon (1617).

9. Gouvernement d'Albert de Luynes (1617-1621).

Nouvelles prises d'armes. — Les grands avaient applaudi à la chute de Concini, dont ils espéraient profiter. Mais, quand ils virent de Luynes s'approprier les dépouilles du maréchal, devenir en moins de quinze mois duc et pair et gouverneur de Picardie, épouser une Rohan, qui fut plus tard la trop célèbre duchesse de Chevreuse, et faire d'un de ses frères un duc de Chaulnes, du troisième un duc de Piney-Luxembourg, ils se révoltèrent encore, en changeant de drapeau : ils s'armèrent en faveur de la reine mère, tout à l'heure leur ennemie. Le duc d'Épernon, à la tête de 300 gentilshommes, la tira de sa prison de Blois, et tenta de soulever avec elle le midi. De Luynes ne fut pas plus habile à leur résister que le

maréchal d'Ancre ; la paix d'Angoulême, ménagée par Richelieu qu'on avait rappelé d'exil, accorda à Marie de Médicis le gouvernement de l'Anjou et trois places de sûreté (1619). Bientôt Angers devint le foyer de nouvelles intrigues et le refuge de tous les mécontents. La reine mère voulait ressaisir le pouvoir. Mais le roi s'amusait aux armes. Quand les troupes étaient aux champs, il retrouvait, au milieu des soldats, l'ardeur batailleuse de son père ; il marcha sur Angers, décidé à poursuivre sa mère jusqu'en Poitou, jusqu'en Guyenne, si elle s'y réfugiait, « en jetant le fourreau de son épée deçà la rivière de Loire. » Il n'alla pas si loin : les partisans de la reine mère furent défaits dans une escarmouche sanglante auprès des Ponts-de-Cé ; et la route du midi lui étant coupée, elle se trouva heureuse d'obtenir à Angers, cette fois encore par l'intermédiaire de Richelieu, la confirmation du premier traité (1620).

10. Organisation républicaine des protestants. — A cette époque, un soulèvement plus redoutable éclata dans le midi ; c'était une guerre religieuse. Marie de Médicis et Louis XIII, à sa majorité, avaient suivi la politique d'Henri IV à l'égard des protestants, « se déclarant persuadés par l'expérience du passé que la violence n'avait servi qu'à accroître le nombre de ceux qui étoient sortis de l'Eglise, au lieu de leur enseigner le moyen d'y rentrer. » Mais les réformés avaient eux-mêmes dépassé l'édit de Nantes. En voyant la reine mère se lier à l'Espagne, ils étaient entrés en défiance, et, à l'assemblée de Saumur, en 1611, ils s'étaient donné une véritable organisation républicaine. Ils avaient formé de leurs 806 églises 16 provinces partagées en districts. Un *consistoire*, réuni chaque semaine, gouvernait l'église ; un *colloque*, assemblé tous les trois mois, gouvernait le district ; un *synode* annuel traitait des affaires de la province ; des *synodes nationaux* devoient s'assembler tous les trois ans sous un président élu. Pour la politique et la guerre, les provinces se groupaient en *cercles*, comme en Allemagne. Chaque cercle, ainsi que chaque province, avait son con-

seil dirigeant qui, au besoin, convoquait une *assemblée générale*. Enfin, deux mandataires élus pour trois ans résidaient à la cour et servaient d'intermédiaires entre le parti et le roi. Tout se faisait par députés et par élection. C'était bien une république démocratique et représentative, au sein d'une monarchie absolue. Les *assemblées générales* n'étaient pas loin de se croire les droits et auraient volontiers joué le rôle des États généraux de Hollande. Ces prétentions alarmèrent la cour, et quelques catholiques en prenaient ombrage. Dans certaines villes, les haines se réveillèrent comme aux plus mauvais jours de la Ligue. La multitude n'y égorgeait pas encore les réformés, mais elle renversait leurs temples, déterrait leurs morts et chassait leurs pasteurs.

11. Guerre avec les protestants ; mort d'Albert de Luynes (1621). — En 1617, un édit rétablit dans le Béarn la religion catholique, avec ordre aux protestants de restituer les biens ecclésiastiques qu'ils avaient sécularisés depuis un siècle. L'édit s'exécutant mal, le roi entra dans le Béarn avec une armée. Aussitôt tout le parti s'agita, malgré les conseils de Sully et de Duplessis-Mornay ; une assemblée générale, tenue à la Rochelle, publia une déclaration d'indépendance, leva des troupes, et, sur le refus du vieux maréchal de Lesdiguières et du duc de Bouillon, en offrit le commandement au duc de Rohan (1621). De Luynes, que Louis XIII fit tout exprès connétable, marcha contre Montauban, menant avec lui 15 000 hommes, le roi et un carme déchaussé qui, l'année précédente, avait prophétisé, disait-on, la victoire des Autrichiens devant Prague. Le carme promit que la place se rendrait infailliblement un certain jour. Mais on devait au préalable recourir aux procédés de la sagesse ordinaire et tirer 400 coups de canon. On les tira gravement et bien d'autres. Les murailles hérétiques restèrent debout. On entama un siège en règle. La ville, forte d'assiette, fut défendue héroïquement par La Force et le consul Dupuy. L'attaque, commencée le 18 août, n'était guère avancée le 2 novembre ; Rohan, qui était aux

champs avec une armée, avait fait entrer des secours. Il fallut lever le siège. On voulut se dédommager sur la petite place de Monheurt, au bord de la Garonne. Le connétable y prit une fièvre qui l'emporta (15 décembre 1621) ¹. « Cet homme si grand, si puissant, dit un contemporain, se trouva tellement abandonné dans sa maladie, que, pendant deux jours qu'il fut à l'agonie, à peine y avait-il un de ses gens qui voulût demeurer dans sa chambre. Et quand on porta son corps pour être enterré dans son château de Luynes, au lieu de prêtres qui priaient pour lui, je vis deux de ses valets jouer au piquet pendant qu'ils faisaient repaître leurs chevaux. » Le favori de Louis XIII n'a certes pas été un grand ministre ; cependant il faut lui savoir gré d'avoir pris les armes pour faire respecter par la reine mère et par les réformés l'autorité royale.

Louis XIII continua seul la guerre, et il fit l'année suivante une assez vive campagne où il y eut force pillages et exécutions sévères dans les places qu'il prit. Le duc de Rohan profita d'un moment de lassitude, pendant le siège de Montpellier, pour obtenir une paix qui renouvelait l'édit de Nantes, mais qui interdisait les assemblées politiques, et ne laissait aux réformés d'autres places fortes que Montauban et la Rochelle (traité de Montpellier, octobre 1622).

12. Désordre universel dans l'État. — De Luynes laissait le royaume dans un état de faiblesse et de désordre qui rappelle les plus mauvais jours de notre histoire : la direction des affaires disputée par Condé, Sillery, La Vieuville ; l'autorité royale humiliée par des révoltes continuelles ; la noblesse dictant des lois au souverain et maîtresse des provinces par les gouvernements dont elle disposait ; les calvinistes prêts à se séparer du reste de la nation ; la vieille politique de François I^{er} et d'Henri IV

1. Richelieu faisait à de Luynes une sourde guerre de pamphlets qu'il écrivait lui-même (car il y eut toujours en lui l'homme de lettres, même aux temps les plus occupés de sa vie) ou qu'il faisait écrire (Voy. dans la Bibliothèque elzévirienne les *Caquets de l'accouchée*).

abandonnée au dehors ; le royaume sans alliances et sans considération ; enfin la maison d'Autriche inaugurant la guerre de Trente ans par une suite de victoires, et paraissant préluder, par la ruine du protestantisme allemand, à l'asservissement de l'Europe. Il était temps que Richelieu arrivât aux affaires.

CHAPITRE II

LOUIS XIII ET RICHELIEU.

LUTTE CONTRE LES PROTESTANTS ET LES GRANDS.

ACCROISSEMENT DE L'AUTORITÉ MONARCHIQUE.

MARINE ET COLONIES¹.

1. Ministère de Richelieu (1624-1642); ses projets. — 2. Premières opérations de Richelieu; nouvelle guerre contre les protestants (1625-1626). — 3. Abaissement des protestants (1627); paix de la Rochelle (1628); édit d'Alais (1629). — 4. Abaissement des grands: Chalais (1626); journée des Dupes (1630); exécution de Montmorency (1632); le comte de Soissons (1641); Cinq-Mars (1642). — 5. Soumission du parlement; assemblée des notables. Accroissement de l'autorité monarchique. — 6. Destruction des forteresses féodales; abolition des grandes charges militaires; les Grands Jours. — 7. Création des intendants. — 8. Marine et colonies. — 9. Désordre dans les finances. — 10. Commerce et industrie. — 11. Politique étrangère: abaissement de la maison d'Autriche. — 12. L'Académie française, la Sorbonne, le Palais-Royal, le Jardin des Plantes. — 13. Mort de Louis XIII (1643). — 14. Louis XIII et Richelieu, d'après Saint-Simon.

1. Ministère de Richelieu (1624-1642); ses projets. — Marie de Médicis s'était réconciliée avec son fils après la mort du duc de Luynes, et elle avait obtenu le chapeau de cardinal pour son conseiller habituel, l'évêque de Luçon. Au mois de mai 1624, elle le fit entrer au conseil. Au bout de quatre mois, Richelieu avait dominé ou renouvelé le ministère, expulsé un nouveau favori, subjugué Louis XIII par l'ascendant d'un génie supérieur, et dessiné la politique qui devait illustrer un règne si tristement commencé.

Richelieu, *Mémoires*; 1. B. Zeller, *Richelieu*; Caillet, *Administration de la France sous Richelieu*; d'Avenel, *Richelieu et la monarchie absolue*. Voyez aussi les ouvrages indiqués au chapitre I.

Il a expliqué lui-même tout le plan de son œuvre. « Lorsque Votre Majesté, disait-il plus tard à Louis XIII dans son *Testament politique*, se résolut de me donner l'entrée de ses conseils, je puis dire en vérité que les huguenots partageoient l'État avec elle, que les grands se conduisoient comme s'ils n'eussent pas été ses sujets, et les plus puissants gouverneurs des provinces comme s'ils eussent été souverains en leurs charges. Je puis dire encore que les alliances étrangères étoient méprisées.... Je promis à Votre Majesté d'employer toute mon industrie et toute l'autorité qu'il lui plaisoit me donner pour ruiner le parti huguenot, rabaisser l'orgueil des grands, réduire tous ses sujets en leur devoir, et relever son nom dans les nations étrangères au point où il devoit être. » Il mit au service de cette politique un esprit vaste et fin qui embrassait l'ensemble et voyait les détails, une activité que rien ne lassait, et une volonté de fer.

2. Premières opérations de Richelieu; nouvelle guerre contre les protestants (1625-1626). — Il voulut d'abord poursuivre ces trois buts à la fois. A peine entré au conseil, il conclut, tout cardinal qu'il était, le mariage d'une sœur de Louis XIII, Henriette de France, avec le fils de Jacques I^{er} d'Angleterre, devenu cette même année 1625 le roi Charles I^{er}; il signa une nouvelle alliance avec les Hollandais, fournit en secret de l'argent à Mansfeld, qui seul alors tenait tête en Allemagne à la maison d'Autriche, et envoya 10 000 hommes chasser de la Val-teline les soldats du pape, pour la restituer aux Grisons. Toutes ces alliances étaient protestantes. L'Espagne, qu'elles menaçaient, n'avait guère de soldats, mais elle avait encore de l'or, et un peu de cet or répandu à propos parmi les réformés de France amena une nouvelle prise d'armes. Richelieu comprit qu'il n'était pas possible de mener de front tant et de si grandes affaires; il ajourna les moins pressées et s'occupa des protestants. Tandis que le duc de Rohan ralliait ceux du Languedoc et des Cévennes, son frère Soubise avait soulevé les Rochellois et mis la main sur l'île de Ré. La Rochelle était alors une

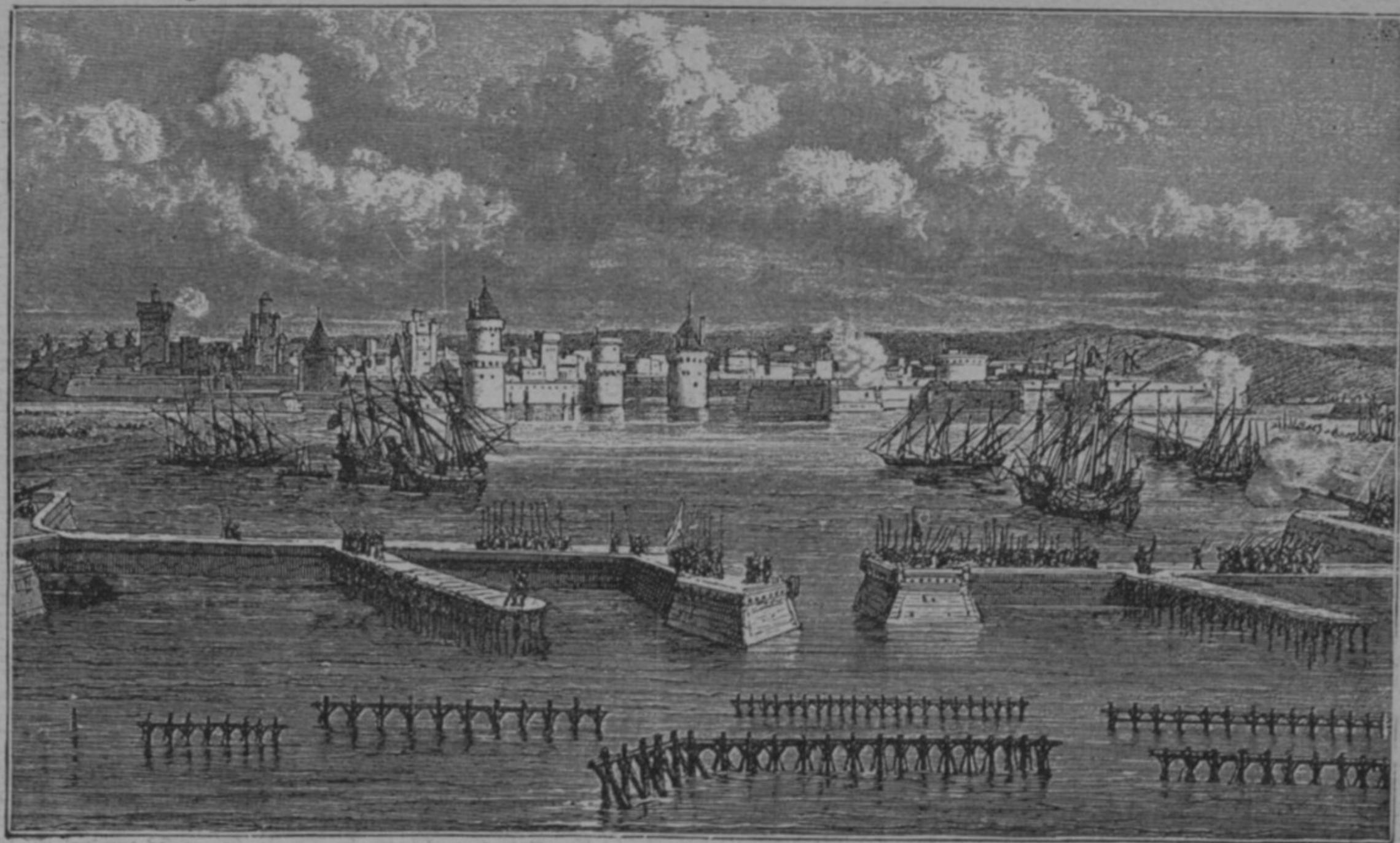


Richelieu.

véritable république, et comme la capitale du calvinisme français : sa flotte était supérieure à celle du roi (1625). Richelieu fut obligé de demander des vaisseaux à deux États protestants, l'Angleterre et la Hollande; et il eut l'adresse de les obtenir, en promettant de son côté l'appui de la France contre la catholique Autriche. Son amiral, le duc de Montmorency, eut quelques succès sur les côtes de l'Aunis et du Poitou; et Soubise se réfugia en Angleterre avec les débris de sa flotte. Richelieu offrit alors aux rebelles le renouvellement du traité de Montpellier, pour préparer à loisir les moyens de les écraser plus tard (février 1626).

Abaissement des protestants (1627); prise de la Rochelle (1628); édit d'Alais (1629). — Cependant il remettait quelque ordre dans les finances; il organisait l'armée; il construisait ou achetait des vaisseaux, et signait avec l'Espagne le traité de Monçon, en Aragon, qui terminait à notre avantage le différend sur la Valtelline. Il s'était assuré ainsi la libre disposition de toutes ses forces. Quand tout fut prêt, il entraîna le roi et la noblesse au siège de la Rochelle (août 1627).

L'entreprise, fort populaire en France, semblait difficile, car le roi d'Angleterre, Charles 1^{er}, envoyait cette fois aux calvinistes français une flotte de 90 voiles. Les généraux et les courtisans montraient un mauvais vouloir qu'on retrouve jusque dans cette parole du brave et loyal Bassompierre : « Nous serons assez fous pour prendre la Rochelle. » Mais Richelieu pourvut à tout : il se fit à la fois général, ingénieur, amiral. Secondé de l'évêque de Maillezais, Sourdis, qu'il avait nommé chef d'escadre, et qu'il fit plus tard archevêque de Bordeaux, il chassa les Anglais de l'île de Ré, où ils s'étaient établis, et pour les empêcher de ravitailler la Rochelle, il leur ferma les approches du port en faisant construire par l'architecte Métézeau une digue gigantesque de 740 toises, large de 12 à la base et de 4 au sommet, lequel s'élevait au-dessus des plus hautes marées. Deux forts en gardaient les extrémités; 200 navires bordaient les rivages voisins et la



Port de la Rochelle en 1628.

digue pour la défendre. Les Anglais essayèrent en vain de forcer ce prodigieux ouvrage. Du côté de la terre, une contrevallation de 5 lieues, protégée par treize forts, enveloppait la ville d'un cercle de feux. Elle résista cependant, soutenue par le courage viril de la duchesse de Rohan qui s'y était enfermée, et par l'énergie de son maire, Guiton, qui avait menacé de poignarder quiconque parlerait de se rendre. Quand elle ouvrit enfin ses portes (octobre 1628), de 30 000 habitants il en restait 5 000. « L'extrémité des Rochellois était en son dernier point, n'ayant plus d'herbes à manger sur leurs contrescarpes, de cuir de bœuf ni de cheval, de courroies, de bottes, de souliers, de ceintures, de pendants d'épée, de pochettes, dont ils faisaient des gelées avec de la cassonade et des bouillies sucrées qu'ils mangeaient pour se nourrir.... On trouva la ville toute pleine de morts, dans les chambres, dans les maisons, dans les rues et places publiques; la faiblesse de ceux qui restaient était venue à tel point, et le nombre de ceux qui mouraient était si grand, qu'ils ne se pouvaient enterrer les uns les autres, et laissaient leurs morts gisants où ils avaient expiré, sans que pour cela l'infection en fût grande dans la ville, parce qu'ils étaient si atténués de jeûnes, qu'étant morts, ils achevaient plutôt de se dessécher qu'ils ne pourrissaient. » (*Mémoires de Richelieu.*)

La Rochelle fut traitée en place conquise : ses franchises municipales furent supprimées, sa mairie abolie, ses fortifications rasées. Montauban et les autres villes révoltées firent successivement leur soumission. Le duc de Rohan tint encore huit mois, grâce aux affaires d'Italie qui appelèrent du côté des Alpes le roi et le cardinal et aux subsides de l'Espagne avec laquelle il avait signé un traité secret qui lui assurait 300 000 ducats « pour conserver la guerre en France, tant qu'il plaira à Sa Majesté Catholique. » La paix d'Alais ou *édit de grâce* (juin 1629), signée après la destruction de Privas et la soumission des Cévennes, termina la dernière guerre religieuse. Les calvinistes cessèrent d'être un parti politique

et de former un État dans l'État, mais Richelieu leur confirma toutes les conditions de l'édit de Nantes relatives à la liberté du culte et à l'égalité civile. Durant tout son ministère, il les employa, comme les autres citoyens, dans l'armée, la magistrature et les offices de finances; il les encouragea à se livrer à l'agriculture, au commerce, à l'industrie; cependant il les exclut de la colonisation du Canada, à cause du voisinage des colonies anglaises et pour réserver la conversion des Indiens aux missionnaires catholiques. À part cette faute, il les protégea toujours dans leurs biens et dans leurs personnes : exemple remarquable de modération éclairée, donné par un membre de l'Église au lendemain d'une victoire chèrement achetée; et à une époque où personne en Europe, catholique ou protestant, ne connaissait la tolérance¹.

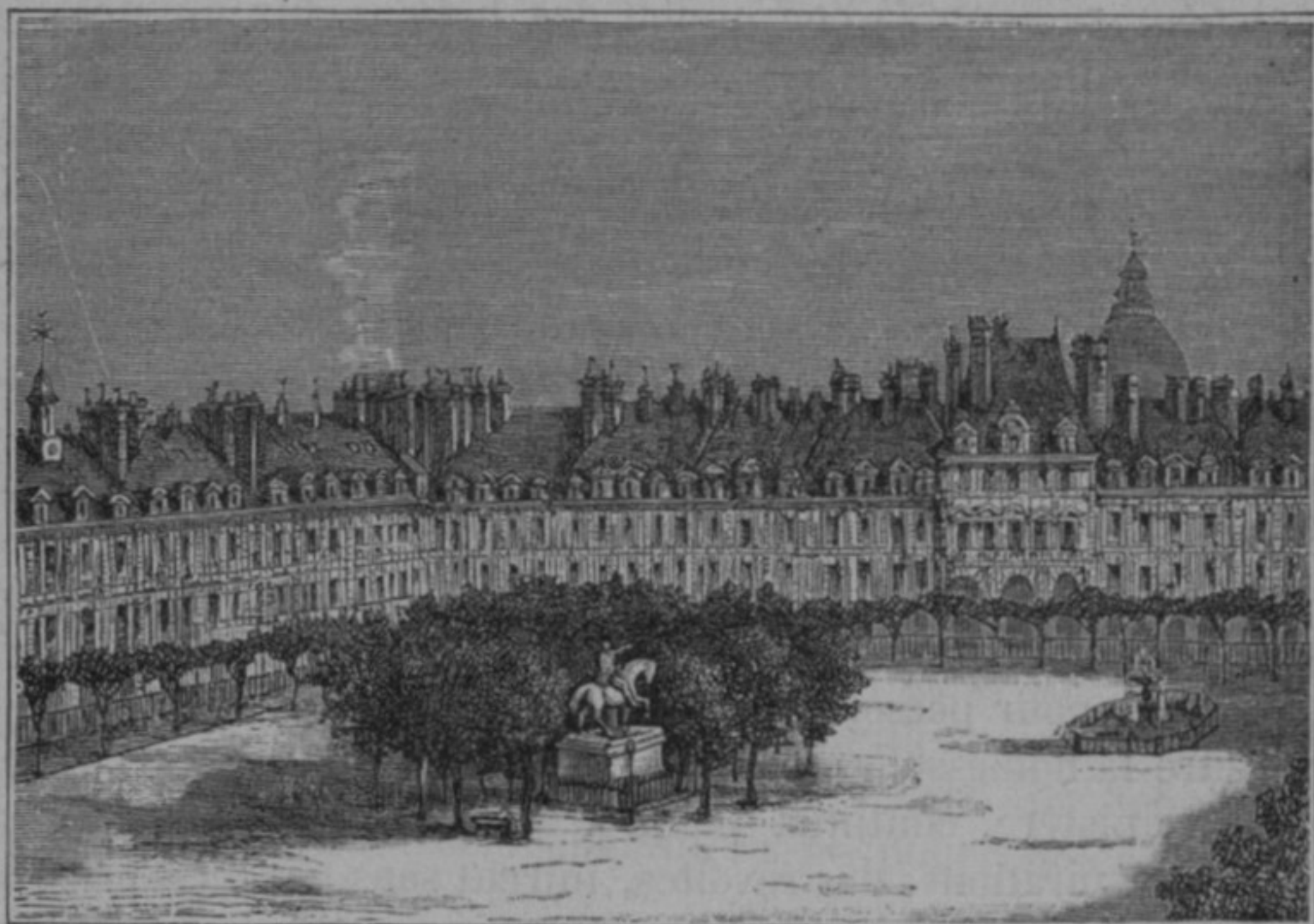
4. Abaissement des grands; Chalais (1626); journée des Dupes (1630); exécution de Montmorency (1632); le comte de Soissons (1641); Cinq-Mars (1642). —

Richelieu voulait que la royauté fût, à l'intérieur, une suprême magistrature d'ordre public, n'ayant ni affection ni haine pour personne, et faisant justice à tous. La lutte contre la noblesse, commencée dès les premiers jours de son ministère, continua jusqu'à sa mort. Des intrigues, des conspirations, des révoltes, mirent sans cesse en péril sa vie, son autorité, celles du roi et le repos de la France. Il les réprima avec une sévérité impitoyable. « C'est chose inique, disait-il au roi, que de vouloir donner exemple par la punition des petits, qui sont arbres qui ne portent point d'ombre; et ainsi qu'il faut bien traiter les grands faisant bien, c'est aussi eux qu'il faut plutôt tenir en discipline. » Mais si le cardinal avait le droit de punir les coupables, il faut regretter qu'il en ait usé avec tant de

1. Dans le manifeste de janvier 1617, au début de sa carrière ministérielle, il avait dit : « La diversité des religions pouvant bien créer de la division en l'autre monde, mais non dans celui-ci. » Dans un livre dogmatique, publié quelques mois après sa disgrâce, il répudiait encore la contrainte : « Les remèdes violents ne faisoient qu'aigrir les maladies de l'esprit. » Cet aveu est remarquable dans la bouche d'un homme qui n'avait pas l'habitude de reculer devant les moyens extrêmes.

rigueur, surtout qu'il ait quelquefois, comme Louis XI, donné à la justice l'apparence de la vengeance et fait de l'échafaud un moyen de gouvernement.

Les premiers conspirateurs furent de jeunes seigneurs, amis de Gaston d'Orléans, frère du roi, qui semble avoir comploté avec eux, et dont ils exploitèrent en tous cas et la jeunesse (il n'avait que dix-huit ans lors de l'affaire de



Place Royale.

Chalais) et la lâcheté. Le cardinal voulait lui faire épouser Mlle de Montpensier; mais ses amis le dissuadèrent de recevoir une femme de la main du ministre tout-puissant, et ils organisèrent une cabale pour empêcher ce projet. Richelieu avait intérêt à tourner de folles étourderies en crime; il est cependant possible qu'il n'ait point calomnié ses adversaires en leur prêtant le projet de l'assassiner, celui de déposer Louis XIII et de mettre à sa place le duc d'Orléans, qui aurait épousé Anne d'Autriche¹. Ces

1. Il convient, en effet, de ne pas oublier qu'en ce temps où vivaient encore

étourdis trouvèrent de puissants complices, mais ne surent pas cacher leur dessein. Quand Richelieu l'eut découvert, la duchesse de Chevreuse fut exilée de la cour avec les Vendôme; le maréchal d'Ornano, enfermé à la Bastille, où il mourut, « non sans soupçon de mort violente; » Chalais, jeune seigneur connu par ses galanteries, décapité à Nantes par un bourreau si inhabile que sa tête, hachée de trente-quatre coups, ne tomba qu'au dernier. Au vingtième, on entendait encore ses gémissements. Il y eut même comme un jugement de la reine. Louis lui cita, en présence du cardinal, les dépositions qui l'accusaient d'avoir songé à épouser son frère, à quoi elle répondit avec dédain qu'elle ne gagnerait pas assez au change. C'était un pauvre prince, en effet, que ce Gaston. Il s'humilia devant Richelieu : il promit « d'aimer et affectionner ceux qu'aimeraient le roi et la reine mère, » et il se hâta d'épouser Mlle de Montpensier (1626).

L'année suivante, une terrible leçon fut donnée à tous ces grands qui ne croyaient pas que la loi eût été faite pour eux. Les comtes de Bouteville et des Chapelles furent exécutés en place de Grève à la suite d'un duel (1627). Bouteville en était à sa vingt-deuxième affaire, et il était revenu tout exprès des Pays-Bas se battre en plein jour, au milieu de la place Royale, comme pour mieux braver le roi et ses édits. Au moins, cette fois, la rencontre avait été loyale. Il n'en était pas toujours ainsi, et bien de prétendus duels n'étaient que des assassinats, comme ce jour où le chevalier de Guise, rencontrant le vieux baron de

les traditions de la politique italienne, se débarrasser d'un ennemi par un assassinat n'était pas une idée qui répugnât beaucoup. Un jour que le maréchal d'Ancre vint rendre visite au prince de Condé, il trouva l'hôtel plein de ses ennemis, qui délibérèrent s'il ne fallait pas l'y tuer sur l'heure. Bassompierre trouva lui-même que cette visite du maréchal « était un tour bien hardi; » un guet-apens de la part des plus grands seigneurs de France ne l'eût pas étonné. Il est difficile de regarder comme fausses toutes les accusations de tentatives d'assassinat contre Richelieu dont ses *Mémoires* sont remplis. Quelques-uns de ceux qui formèrent ces projets s'en vantèrent plus tard. (Voy. Montrésor, collection Petitot, t. LIV, p. 296, et suiv.) Durant la Fronde, un maréchal propose d'assassiner Condé. Retz et Mazarin s'accusent réciproquement de s'être envoyé des assassins.

Luz en carrosse, le força à mettre pied à terre et lui traversa la poitrine d'un coup d'épée, pendant qu'il cherchait un refuge dans une maison voisine. Le baron avait un fils, qui appela le chevalier. Guise tua le fils après le père et devint, par ce bel exploit, le héros de la cour. C'était avant Richelieu, et c'étaient ces exploits-là dont Richelieu ne voulait plus. On comptait, en 1609, que dans les dix-huit dernières années, 4000 gentilshommes avaient péri en combat singulier. Cependant, malgré les justes rigueurs de Richelieu, les duels recommencèrent après lui avec une telle fureur, que 940 gentilshommes furent encore tués de 1643 à 1654.

Marie de Médicis avait fait entrer le cardinal au conseil, où elle comptait qu'il lui servirait d'instrument. Quand elle vit le ministre résister à ses caprices, elle voulut perdre cet « ingrat serviteur, » et elle arracha à son fils, alors malade, une promesse de disgrâce. Richelieu allait s'éloigner. Déjà la cour encombrait au Luxembourg les antichambres de la reine mère; Marie de Médicis avait demandé à son fils « s'il préférerait un valet à sa mère, » et le roi sans répondre était parti pour Versailles. Un honnête homme, nouveau favori de Louis XIII, Saint-Simon, le grand-père du célèbre historien, montra au roi « un précipice dans l'humeur de sa mère et dans le nombre de gens qui, par elle, prétendaient tous à gouverner. » Averti par Saint-Simon, le cardinal accourt à Versailles : « Continuez à me servir comme vous avez fait, lui dit Louis XIII, et je vous maintiendrai contre tous ceux qui ont juré votre perte. » Marie de Médicis, qui recevait déjà les compliments de la cour, ne fut désabusée que par le désert qui se fit autour d'elle. Ce fut la *journée des Dupes* (11 novembre 1630); elle fit aussi des victimes.

Les deux frères Marillac, Michel garde des sceaux, Louis maréchal de France, s'étaient trop hâtés de triompher avec la reine mère : le premier fut destitué et mourut en prison; l'autre, arrêté en Piémont, au milieu de son armée, fut accusé de concussions et jugé par une commission extraordinaire, dans la maison même de Richelieu,

à Rueil. « C'est une chose bien étrange, répétait-il, qu'on me poursuive comme on fait. Il ne s'agit dans mon procès que de foin, de paille, de bois, de pierre et de chaux. Il n'y a pas de quoi fouetter un laquais. » Il n'en fut pas moins condamné à mort et exécuté en 1632. Bassompierre, son ami, fut enfermé à la Bastille, où il resta douze ans, jusqu'à la mort du cardinal. Marie de Médicis, reléguée à Compiègne, s'enfuit à Bruxelles où elle vécut,



Louis XIII avec Richelieu.

sous la protection équivoque des Espagnols, dans un état voisin de la misère; elle mourut à Cologne en 1642, sans avoir pu revenir en France.

Le duc d'Orléans avait aussi quitté la France. Réfugié auprès du duc de Lorraine, il épousa sa sœur, malgré les ordres du roi (il était veuf de sa première femme), puis alla retrouver sa mère aux Pays-Bas; d'où il trama une nouvelle conspiration qui aboutit à une révolte déclarée. Le gouverneur du Languedoc, Montmorency, se laissa

prendre aux promesses de Gaston; tandis que le prince entra dans le royaume avec quelques milliers d'aventuriers, il souleva les provinces du midi, que Richelieu venait d'irriter en essayant d'introduire des officiers royaux dans l'administration intérieure de ces pays d'états. Quand ils eurent joint leurs forces, ils livrèrent bataille à l'armée royale, commandée par le maréchal de Schomberg, sous les murs de Castelnaudary (septembre 1632). Le duc d'Orléans s'enfuit au premier choc. Montmorency, resté seul, fut pris, condamné par le parlement de Toulouse et exécuté, malgré les supplications de toute la noblesse.

Le duc de Lorraine paya les frais de la guerre. Louis XIII occupa militairement son duché (1634), qui resta aux mains de la France jusqu'à la fin de ce siècle. Quant à Gaston, il fut épargné, parce qu'il *était du sang de France, qu'il faut respecter*; mais il reçut l'ordre de se retirer à Blois. Quatre années plus tard, un événement inattendu lui enleva le rang d'héritier présomptif de la couronne : Anne d'Autriche donna le jour à Louis XIV (5 septembre 1638).

Une humiliation infligée au duc d'Épernon, le dernier représentant des prétentions féodales, et la condamnation à mort du duc de la Valette pour une faute militaire, montraient à tous que des temps nouveaux étaient venus, ceux de l'obéissance absolue. Pourtant le comte de Soissons, chef d'une branche de Condé, tenta encore une fois de renverser le terrible cardinal. Réfugié à Sedan, auprès du duc de Bouillon, il appela à lui tous les mécontents pour réveiller la guerre civile en France. L'Espagne se hâta de lui donner 7 000 hommes. Le maréchal de Châtillon surveillait Sedan avec une armée royale; attaqué à l'improviste dans les bois de la Marfée, à quelques lieues de la ville, il fut vaincu par la défection d'une partie de ses régiments; mais le comte périt, dans la poursuite, d'un coup de pistolet tiré au hasard (juillet 1641). La guerre finit avec lui; le duc de Bouillon s'empressa de faire porter au roi sa soumission.

La dernière conspiration fut celle de Cinq-Mars, ce favori du roi qui, élevé à la dignité de grand écuyer, rêva la fortune du connétable de Luynes. Il se perdit en signant un traité d'alliance avec l'Espagne, acte de trahison d'autant plus grave qu'il fut conclu sous les murs mêmes de la place espagnole de Perpignan dont Louis XIII faisait alors le siège. Richelieu, malade, presque mourant, se procura, à prix d'argent, une copie du traité et l'envoya à Louis XIII. Livré, suivant l'usage, à une commission extraordinaire, Cinq-Mars fut condamné, puis décapité à Lyon (septembre 1642). Ce hardi-conspirateur n'avait pas vingt-deux ans. Avec lui périt de Thou, fils de l'historien, qui paya de sa tête le désir de vivre au milieu des grands et de leurs intrigues. Le duc de Bouillon ne se tira d'affaire qu'en livrant Sedan, qui fut réuni alors à la France.

5. Soumission du parlement; assemblées de notables; accroissement de l'autorité monarchique. —

La magistrature ne conspirait pas, mais quelquefois elle gênait. En 1617, Richelieu, alors en exil, écrivait : « Le parlement doit une entière obéissance aux volontés du roi, mais il la doit raisonnable. » En changeant de place il changea de point de vue. Il punit de la destitution, de l'emprisonnement ou de l'exil toute velléité d'opposition. Lorsqu'en 1641, au milieu de la guerre de Trente ans, les magistrats voulurent refuser l'enregistrement de nouvelles taxes, Louis XIII vint tenir un lit de justice, et fit de nouveau entendre les plus hautaines paroles. En vain l'avocat général Omer Talon supplia le roi de se laisser toucher par les prières, « à l'exemple du Dieu vivant dont il était l'image sur la terre; » il fallut obéir, « sans plus de raisons, et cesser de mettre la main au sceptre du souverain. » Défense expresse fut intimée au parlement de faire des remontrances sur les édits concernant le gouvernement et l'administration de l'État. On n'en admit que pour les édits bursaux, à charge d'enregistrer ceux-ci, « toute affaire cessante, si le roi jugeoit qu'ils devoient être vérifiés » nonobstant les remontrances. Louis XIII

avait rappelé durement au parlement « qu'il n'avait été établi que pour rendre la justice à nos sujets. »

Richelieu n'avait pourtant pas de dédain pour l'opinion publique. Comme tous ceux qui sont forts, il en appelait souvent à elle et s'en trouvait bien; mais il aimait mieux dire ce qu'il avait fait que discuter ce qu'il avait à faire : aussi beaucoup de manifestes, d'exposés de sa conduite, même de ce que nous appelons aujourd'hui des articles, qu'il insérait dans le *Mercure de France*, le plus ancien de tous nos journaux, et point d'états généraux; seulement quelques rares assemblées de notables, qui, choisis par le roi, avaient moins d'esprit d'indépendance et pouvaient avoir autant de lumières. Il y en eut une en 1625, au sujet de la Valteline et de la rupture avec le pape; une autre à la fin de 1626. A celle-ci aucun prince ou duc ne fut appelé, mais des magistrats, des ecclésiastiques, des conseillers d'État et le prévôt des marchands de Paris. Le ministre leur développa ses projets pour créer une marine qui protégeât le trafic lointain, pour instituer une armée permanente où les grades seraient accessibles à tous, pour réorganiser les finances en dégrevant les classes laborieuses, pour encourager le commerce et l'industrie en y appelant la haute bourgeoisie et les nobles; enfin pour réformer l'administration intérieure. Le chancelier Michel de Marillac rédigea, sur le cahier de cette assemblée, un édit en 461 articles; le parlement ne l'enregistra que sur un ordre formel et par dérision le surnomma le code Michaud. Cet essai de réformation générale tenait compte de beaucoup de demandes faites par les états de 1614; il était encore en vigueur au XVIII^e siècle.

6. Destruction des forteresses féodales; abolition des grandes charges militaires; les Grands Jours.— Dès l'année 1626, Richelieu avait ordonné la démolition des forteresses féodales inutiles pour la défense des frontières. La même année, il abolit les charges de grand amiral et de connétable, qui donnaient à leurs titulaires une autorité presque royale sur la flotte et sur l'armée; il racheta la première à Henri de Montmorency et il abolit

la seconde à la mort de Lesdiguières. Il n'aimait pas les trop grandes fonctions et il entendait être le seul maître partout.

Les acquisitions de la France en Lorraine étaient bien loin de la main du roi ; pour que ces pays sentissent l'action du gouvernement, le cardinal créa le parlement de Metz ; et, pour avoir une justice plus expéditive, il renouvela l'institution des Grands Jours ; ceux de Poitiers, en 1634, condamnèrent, pour exactions et violences, plus de deux cents nobles.

7. Création des intendants. — Enfin il fit une véritable révolution dans l'administration provinciale par l'institution des *intendants*. Sous les derniers Valois, les gouverneurs, qui étaient tous de haute noblesse, s'étaient rendus à peu près indépendants dans leurs provinces. Henri IV avait été obligé d'acheter leur obéissance. Richelieu, qui, en toutes choses, reprit et continua l'œuvre du premier Bourbon en la poussant plus loin, créa des « intendants du militaire, justice, police et finances¹ » (1635). Choisis par le roi dans la roture, en général parmi les maîtres des requêtes du conseil d'État, sans crédit personnel, à la discrétion du ministre, ces agents exercèrent un contrôle jaloux sur les grands, les parlements, les villes, les états provinciaux ; ils concentrèrent peu à peu entre leurs mains tous les pouvoirs civils, et finirent par ne laisser aux gouverneurs que la représentation et l'autorité militaire, laquelle était nulle dans les provinces intérieures.

La royauté gagna à cette institution, origine de nos préfectures, et l'unité nationale en fut fortifiée. Depuis la création d'une armée permanente, sous Charles VII,

1. L'institution des intendants de finance remonte à Henri II, mais fut régularisée et étendue par Richelieu. Il n'y eut pas un intendant par province ou circonscription militaire, mais par *généralité* ou circonscription financière. Supprimés durant la Fronde, ces officiers furent rétablis par Mazarin. Louis XIV les investit de toute l'autorité administrative dans les provinces, et même du pouvoir judiciaire ; mais des mutations très fréquentes ou des destitutions leur faisaient sentir la dépendance dans laquelle le maître voulait les tenir.

aucune mesure n'avait frappé plus fortement la nouvelle féodalité.

8. Marine et colonies — Une des suites du siège de la Rochelle fut un premier essai d'organisation pour notre marine. Après chaque expédition, les vaisseaux de l'État rentraient en un port où ils restaient sous la garde de leurs capitaines, qui ne les gardaient point. Les bâtiments se détérioraient, et on perdait un temps infini à les réparer, puis à les réunir pour les faire agir ensemble. En 1629, Richelieu chargea d'Infreville de visiter toutes les côtes de l'Océan et d'y choisir l'emplacement de trois arsenaux. Il désigna le Havre, Brest et Brouage. Des magasins y furent aussitôt construits, et, en 1631, trois commissaires généraux de la marine vinrent s'y installer. D'Infreville s'était trompé pour Brouage et le Havre, il avait deviné juste pour Brest, comme il devina Duquesne, qu'il recommanda à Richelieu. De nombreux vaisseaux furent armés, et dans la guerre de Trente ans les flottes de France dominèrent sur l'Océan et la Méditerranée.

Richelieu n'oublia pas nos naissantes colonies. Au Canada, Champlain avait fondé Québec en 1608 et nous avions quelques ports en Acadie, l'île du Cap-Breton et la Floride. Ces possessions s'appelaient la Nouvelle-France, nom qu'elles n'ont pas gardé, bien que leurs habitants parlent encore la langue de la vieille France et en aient conservé le souvenir affectueux. Une compagnie avait l'exploitation exclusive de ces contrées, mais n'en tirait rien. En 1627, le cardinal provoqua la formation d'une autre compagnie qui eut, à perpétuité, le monopole du commerce des pelleteries, la nomination de ses officiers, et la juridiction sur tous ses employés. Ce monopole était alors nécessaire, sauf la clause de perpétuité qui, empêchant la concurrence, arrêta le développement progressif des colonies. Un autre article est à remarquer et à louer : le sauvage qui embrassait le christianisme jouissait de tous les droits des Français d'origine. Pour se dédommager de leurs échecs devant la Rochelle, les

Anglais, s'emparèrent en 1629 de Québec; mais ils la rendirent trois ans plus tard, au traité de Saint-Germain. Ils avaient aussi menacé nos établissements des Antilles, où des aventuriers français (les boucaniers) s'étaient établis, à la Barbade, Saint-Christophe, la Martinique, Saint-Domingue et la Guyane. Dix navires de guerre les en chassèrent. Richelieu, qui avait compris l'importance, pour des colonies nouvelles, de la tutelle d'une compagnie commerciale, organisa, à l'exemple des Anglais et des Hollandais, la compagnie des *îles d'Amérique* (1635), qui fut florissante tant qu'il put veiller sur elle; il soutint celle des *Indes occidentales*, qui eut une station à Madagascar, et celle d'*Afrique*, fondée au siècle précédent par des négociants de Marseille qui avaient construit, sur le littoral algérien, près de Bône, le Bastion de France et acquis le port de la Calle pour la protection de nos corailleurs.

9. Désordre dans les finances. — Pour les finances, Richelieu rentra dans les mauvaises voies d'où Sully était sorti. Il augmenta les impôts, ce qui était inévitable avec d'aussi grandes affaires que les siennes, mais il sut mal les ménager. La différence entre le revenu net et le revenu brut devint énorme. Sur 80 millions, que le pays donnait en 1643, le trésor n'en recevait que 55, et la dépense étant de 80, le déficit s'élevait à 56, sans compter que le revenu de trois années était mangé d'avance. Ainsi le trésor se trouvait dans la détresse, et pourtant les peuples étaient horriblement foulés. Des émeutes avaient éclaté à Paris et dans les provinces; les *croquants* de Guyenne, les *va-nu-pieds* de Normandie, avaient égorgé les agents du fisc; mais les troupes étouffèrent durement ces révoltes, et on était trop habitué aux désordres des finances et aux affreuses misères des campagnes pour s'inquiéter beaucoup des uns ni des autres.

10. Commerce et industrie. — Le grand ministre entendait que rien ne fût négligé de ce qui importait à la puissance ou à la richesse de la France. Il avait fait décider, pour la protection de nos négociants à l'étranger,

l'envoi d'une ambassade jusqu'en Russie, à l'effet d'obtenir du tsar que nos négociants pussent commercer dans son pays en toute liberté de conscience, et avec juridiction consulaire pour vider les contestations qu'ils auraient entre eux. On a vu que, par son système de grandes compagnies commerciales, il voulait disputer aux marins d'Angleterre et de Hollande les divers marchés du monde. Un noble perdait sa noblesse en montant sur un vaisseau marchand : Richelieu déclara, dans le code Michaud, que le gentilhomme qui s'adonnait au trafic par mer ne dérogeait pas; et, par une mesure plus large encore, il promit au négociant qui avait en mer depuis cinq ans un navire de 200 tonneaux la noblesse personnelle pour tout le temps qu'il continuait son trafic. Dès lors les navires des compagnies furent souvent commandés par de hardis gentilshommes qui donnèrent aux équipages des goûts de guerre autant que de trafic : bonne précaution en un temps où le commerce, dans les mers lointaines, se faisait encore l'épée à la main. A l'intérieur, Richelieu encouragea les industries naissantes des glaces et des tapis, il fit venir des ingénieurs des Pays-Bas pour dessécher les marais, continuant encore en cela Henri IV et préparant Colbert, qui fut son admirateur; parce qu'il retrouva, sur mille points, les traces de celui qu'il appelait toujours le grand cardinal.

Nous lui reprochions tout à l'heure d'avoir mal géré les finances; mais ces reproches s'effacent quand on songe aux services éclatants que cet argent paya. Dans sa politique étrangère, Richelieu mérite plus encore notre reconnaissance.

11. Politique étrangère : abaissement de la maison d'Autriche — « Jusqu'où allait la Gaule, disait Richelieu, jusque-là doit aller la France. » Mais les Espagnols, maîtres des Pays-Bas, de la Franche-Comté et du Roussillon, enveloppaient encore de trois côtés la Flandre amoindrie, et ils tenaient l'Italie par Naples et Milan. Il commença par eux en les attaquant deux fois coup sur coup en Italie, à propos de la question de la Valteline et

de la succession de Mantoue¹. Chacune de ces affaires fut résolue selon nos intérêts, et la seconde nous valut la place piémontaise de Pignerol (1634).

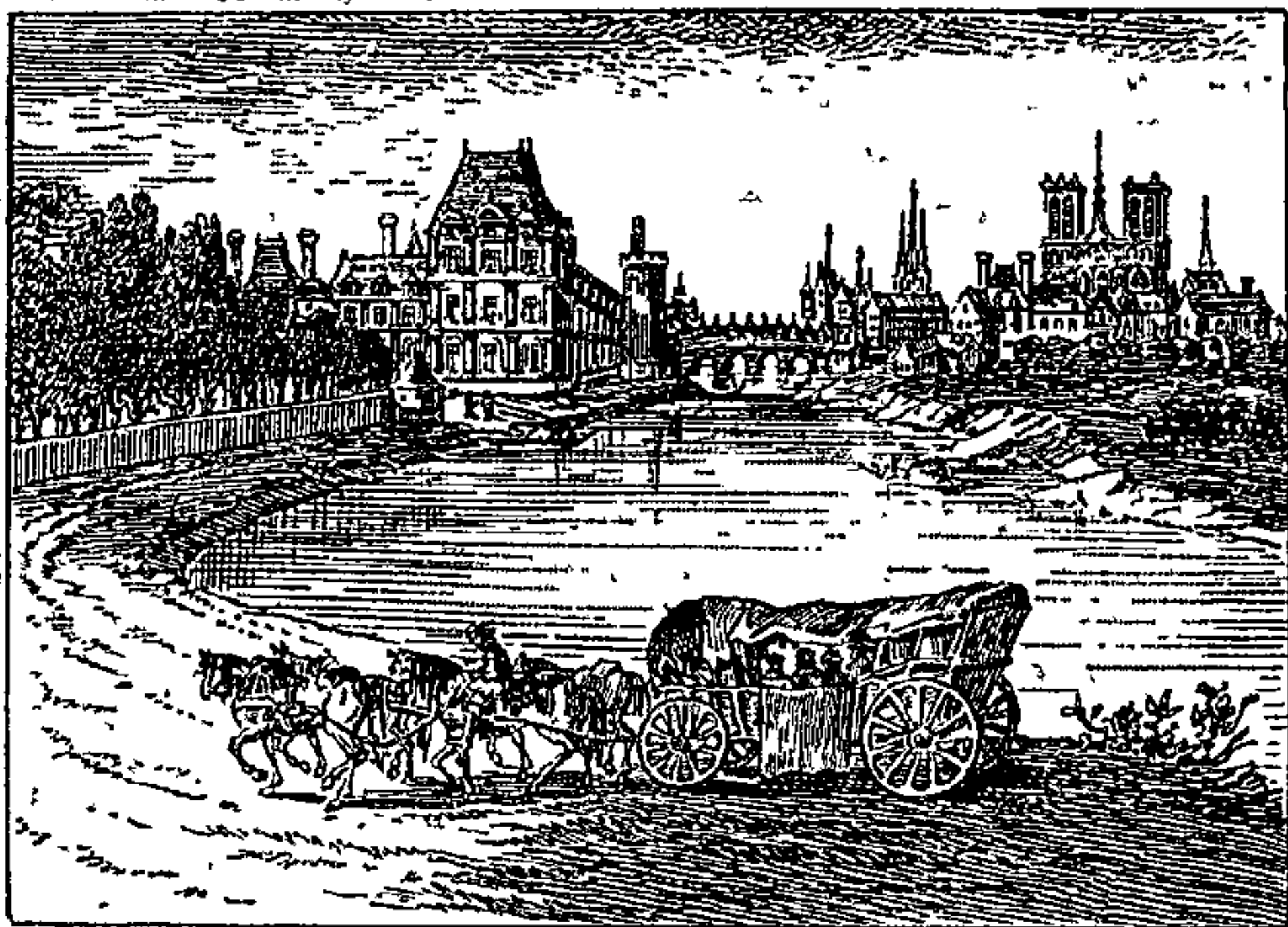
Après être intervenu dans les affaires italiennes, après avoir lancé Gustave-Adolphe en Allemagne, il attaqua lui-même directement la maison d'Autriche dans ses deux branches, espagnole et autrichienne : c'est la période française de la guerre de Trente ans que nous racontons plus loin. Elle commença en 1635. Richelieu conduisit les opérations avec un tel succès, que lorsqu'il mourut, le 4 décembre 1642, à l'âge de cinquante-sept ans, il laissa le royaume agrandi de quatre provinces : Lorraine, Alsace, Artois, et Roussillon ; la Catalogne et le Portugal soulevés contre l'Espagne ; les Suédois et nos soldats presque aux portes de Vienne.

Il avait donc tenu la promesse qu'il avait faite à Louis XIII, en entrant au ministère : il avait relevé le nom du roi au point où il devait être parmi les nations étrangères. « On commençoit à connoître, dit un contemporain, que la puissance du roi d'Espagne, jusque-là si formidable et qui devoit le porter à la monarchie universelle, n'étoit pas telle qu'elle paroissoit, et que la France avoit, tout au contraire, des ressources inépuisables et qu'on ne croyoit point, provenant de l'union de toutes ses parties, de sa grande fertilité et du nombre infini de soldats qui s'y trouvent toujours ; de sorte qu'on peut dire sans exagération que la France, bien gouvernée, peut faire de plus grandes choses que tout autre royaume du monde. »

12. L'Académie française, la Sorbonne, le Palais-royal, le Jardin des Plantes. — Le terrible ministre avait non seulement le goût du pouvoir, mais aussi celui des lettres et des arts ; plusieurs établissements utiles ou magnifiques datent de son ministère. Il institua l'Académie française en 1635, et la destina à gouverner la langue ; il agrandit la Sorbonne et fonda l'Imprimerie royale ;

¹ Voyez ci-dessous le chapitre IV, n° 14.

il construisit le Palais-Cardinal (Palais-Royal), le collège du Plessis, et créa le Jardin des Plantes, aujourd'hui le Muséum d'histoire naturelle. Il montra aux écrivains une déférence à laquelle ceux-ci n'étaient pas habitués ; il pensionna des savants et des poètes, entre autres Corneille ; il encouragea le peintre Vouët, et il rappela de Rome le Poussin ; enfin il vit naître le grand siècle littéraire de la France, comme il en a commencé le grand



Paris sous Louis XIII.

siècle politique, car le *Cid* est de l'année 1636, et le *Discours de la Méthode* de 1637. Il était lui-même un écrivain remarquable. S'il eut tort de vouloir faire des tragédies et de se croire l'égal de Corneille, il composa une foule d'ouvrages théologiques, fort estimés de son temps, et des *Mémoires*, une *Succincte narration de toutes les actions du roi*, un *Testament politique*, que notre temps estime beaucoup. On y trouve souvent de l'emphase et le style prétentieux de l'époque, mais quelquefois aussi une énergie toute cornélienne.

13. Mort de Louis XIII (1643). — Louis XIII ne changea rien à la politique du cardinal et appela au conseil celui qui pouvait la continuer, Jules Mazarin, l'ami et le dépositaire des pensées du grand ministre. Louis ne survécut à Richelieu que six mois (14 mai 1643).

14. Louis XIII et Richelieu, d'après Saint-Simon. — La gloire du ministre a longtemps éclipsé celle du roi. Les nouveaux mémoires de Saint-Simon font entre eux la juste part : « Je ne prétends pas luy vouloir contester d'avoir esté en ce genre le plus grand homme que les derniers siècles ayent produit ; mais il n'est pas moins vray qu'aucune des grandes choses qui se sont exécutées de son temps ne l'ont esté qu'après avoir esté délibérées entre le roy et Richelieu, dans le plus profond secret. Qui donc peut dire, puisqu'il n'y avoit point de tiers, quelle part chacun d'eux a eue à les concevoir le premier, à les digérer, à décider sur la manière de diriger et d'exécuter ; lequel des deux a ajouté, diminué, corrigé ? Si on peut très aisément penser que Richelieu y a eü la meilleure part et quelquefois tout entière, peut-on raisonnablement contester que Louis n'y en ait pas eu aussi ? Et puisqu'elles n'ont pas eu leur exécution sans son approbation, sa volonté, son concours de roy et de maître, il les a donc bien entendues et comprises, il en a senti tout le bon, tout le possible ; tous les moyens, toute la conduite¹. » Sa gloire consiste surtout à avoir compris en Richelieu le ministre de génie et à ne s'être jamais séparé de lui.

1. *Écrits inédits de Saint-Simon*, publiés sur les manuscrits conservés au dépôt des Affaires étrangères, par M. P. Faugère, t. I, *Parallèle des Trois premiers Rois Bourbons*, p. 156 (Hachette, 1880).

CHAPITRE III

MINORITÉ DE LOUIS XIV. — MAZARIN. — LA FRONDE¹.

1. Régence d'Anne d'Autriche. — 2. Mazarin. — 3. Cabale des Importants. — 4. Fin de la guerre de Trente ans (1648). — 5. Gouvernement intérieur de 1643 à 1648. — 6. La Fronde parlementaire. — 7. L'arrêt d'union; la Chambre Saint-Louis. — 8. Journée des Barricades (26 août 1648); Mathieu Molé, le coadjuteur de Retz. — 9. Paix de Saint-Germain. — 10. Guerre de la Fronde : le parlement et les seigneurs (janvier-avril 1649). — 11. Parti des petits-maîtres, ou jeune Fronde; arrestation de Condé (janvier 1650). — 12. Union des deux Frondes, exil de Mazarin (février 1651). — 13. Révolte de Condé; combat de Bléneau (avril 1652). — 14. Combat du faubourg Saint-Antoine (juillet 1652). — 15. Retour de Mazarin (février 1653). — 16. La misère au temps de la Fronde. — 17. Saint Vincent de Paul. — 18. Toute-puissance de Mazarin. — 19. Son administration.

1. Régence d'Anne d'Autriche. — Le fils aîné de Louis XIII, né en septembre 1638, avait moins de cinq ans. Son père, qui se défiait de la reine, mêlée à toutes les intrigues des grands sous Richelieu, lui avait laissé la régence, mais en plaçant près d'elle un conseil qui devait décider de toutes les affaires, à la pluralité des voix. Anne d'Autriche entendait bien ne pas accepter des tuteurs après avoir eu si longtemps des maîtres; elle flatta le parlement : « Elle serait toujours bien aise, disait-elle, de se

1. *Mémoires* de la Rochefoucauld, de Lenet, du cardinal de Retz, de Gui Joli, d'Omer Talon, de la Châtre, de Campion, de Mme de Motteville, de la duchesse de Nemours, de Mlle de Montpensier et de Monglat; *Lettres* de Gui Patin; *Lettres* de Mazarin; Voltaire, *Siecle de Louis XIV*, chap. III-VI; Saint-Aulaire, *Histoire de la Fronde*; Bazin, *Histoire de France sous le ministère du cardinal Mazarin*; Chéruel, *Histoire de France pendant la minorité de Louis XIV*; Amédée Renée, *les Nièces de Mazarin*; Cousin, *la Duchesse de Longueville, Mme de Chevreuse, la marquise de Sablé, la Jeunesse de Mazarin*; les *Mazarinades*; Feillet, *La misère au temps de la Fronde et saint Vincent de Paul*.

servir des conseils d'une si auguste compagnie ; » en même temps elle lui demandait d'annuler les dernières volontés de son époux. Le parlement, heureux de rentrer par ce coup éclatant dans la vie politique, cassa le testament du roi avec la même facilité qu'il aurait jugé la cause d'un particulier. Dans un lit de justice, c'est-à-dire dans une séance du parlement où assistait le jeune roi, Anne d'Autriche fut proclamée régente, « avec pouvoir de faire choix de telles personnes que bon lui semblerait pour délibérer sur les affaires qui leur seraient proposées, sans que néanmoins elle soit obligée de suivre la pluralité des voix, si bon lui semble ». Et à l'étonnement de la cour, le premier conseiller qu'elle choisit fut l'ami, le successeur de Richelieu, le cardinal Mazarin.

2. Mazarin. — Mazarin était né en 1602 à Pescina (Abruzzes), d'une ancienne famille de Sicile, établie à Rome. Envoyé comme nonce en France (1634), il s'était fait remarquer de Richelieu, qui l'avait attaché à sa fortune et avait obtenu pour lui la pourpre romaine (1640). La reine se confia à ce dépositaire des desseins du grand cardinal, à cet étranger qui ne pouvait avoir en France d'autre intérêt que celui du roi, et elle lui laissa prendre sur sa volonté un empire absolu.

« Il avait l'esprit grand, prévoyant, inventif, le sens simple et droit, le caractère plus souple que faible et moins ferme que persévérant ; sa devise était « le temps et moi. » Il se conduisait, non d'après ses affections ou ses répugnances, mais d'après ses calculs. L'ambition l'avait mis au-dessus de l'amour-propre, et il était d'avis de laisser dire, pourvu qu'on le laissât faire ; aussi était-il insensible aux injures et n'évitait-il que les échecs. Il jugeait les hommes avec une rare pénétration, mais il aidait son propre jugement du jugement que la vie avait déjà prononcé sur eux. Avant d'accorder sa confiance à quelqu'un, il demandait : « Est-il heureux ? » Ce n'était pas de sa part une aveugle soumission aux chances du sort ; pour lui, être heureux signifiait avoir l'esprit qui prépare la fortune et le caractère qui la maîtrise. Il était

incapable d'abattement, et il avait une constance inouïe, malgré ses variations apparentes. Un de ses plus spirituels antagonistes, la Rochefoucauld, a dit de lui « qu'il « avait plus de hardiesse dans le cœur que dans l'es-
« prit, au contraire du cardinal Richelieu, qui avait



Mazarin.

« l'esprit hardi et le cœur timide. » Si Richelieu, qui était sujet à des accès de découragement, était tombé du pouvoir, il n'y serait pas remonté ; tandis que Mazarin, deux fois fugitif, ne se laissa jamais abattre, gouverna du lieu de son exil, et vint mourir dans le souverain commandement et dans l'extrême grandeur¹. »

1. Mignet, *Introduction aux négociations relatives à la succession d'Espagne*, p. 46.

3. Cabale des Importants. — Cependant tous ceux qui avaient souffert avec la reine ou pour elle étaient accourus, et, se croyant déjà les maîtres de l'État, affectaient des airs de supériorité et de protection qui firent donner à leur parti le nom de *cabale des importants*. Parmi eux, on remarquait le duc César de Vendôme, fils légitime d'Henri IV et de Gabrielle d'Estrées; ses deux enfants, le duc de Mercœur et ce duc de Beaufort qui allait être surnommé le *roi des halles*; le jeune et brillant Marsillac, duc de la Rochefoucauld, qui écrivit plus tard le livre des *Maximes*; l'évêque de Beauvais, Potier, premier aumônier de la reine, que le cardinal de Retz appelle irrévérencieusement une *bête mitrée*, et qui était entré au conseil avec le titre de ministre d'État. S'il en fallait croire Gondi, la première dépêche écrite par lui aurait été une sommation aux Hollandais d'avoir à rentrer dans l'Église catholique, s'ils voulaient rester dans l'alliance de la France.

Il s'agissait de défaire l'ouvrage de Richelieu; les *importants* ne s'en cachaient pas. L'ancienne amie de la reine, la duchesse de Chevreuse, revenue au Louvre, après dix ans d'exil, déclara bien haut qu'il fallait restituer aux grands tout ce que Louis XIII leur avait enlevé; mais depuis que la reine avait le pouvoir, elle en était devenue avare. Si elle n'avait pas voulu le partager avec d'habiles conseillers, ce n'était pas pour l'abandonner à des brouillons qui recommençaient les complots et bientôt recommenceront la guerre civile. La découverte d'une tentative d'assassinat contre Mazarin la décida à rompre les derniers liens avec ses anciens amis. Potier fut relégué dans son diocèse, Beaufort au donjon de Vincennes; Vendôme, la duchesse de Chevreuse et les autres, « dans leurs maisons des champs. » Le règne des Importants avait duré trois mois et demi (2 sept. 1643). On raconte que vers cette époque, se trouvant à Rueil dans la maison de Richelieu, elle s'arrêta devant son portrait, le considéra quelque temps en silence, et dit : « Si cet homme vivait encore, il serait plus puissant que jamais. »

4. Fin de la guerre de Trente ans (1648). — Au dehors, Mazarin poussa avec habileté et énergie la guerre commencée par son prédécesseur. Les victoires de Condé à Rocroy, à Fribourg, à Nordlingen et à Lens, les belles campagnes de Turenne en Allemagne, décidèrent la maison d'Autriche à signer la paix de Westphalie, qui marqua l'avènement de la maison de Bourbon au premier rang en Europe.

5. Gouvernement intérieur de 1643 à 1648. — Tandis que Mazarin continuait si glorieusement la politique de Richelieu, son pouvoir était ébranlé en France par les factions. C'est une semaine après la bataille de Lens qu'eut lieu la *journée des Barricades*. Le premier ministre avait essayé d'abord de se faire pardonner son élévation et sa qualité d'étranger, à force de douceur, de souplesse et de modestie affectée : « On voyait sur les degrés du trône, d'où l'âpre et redoutable Richelieu avait foudroyé plutôt que gouverné les humains, un successeur doux et bénin, qui ne voulait rien, qui était au désespoir de ce que sa dignité de cardinal ne lui permettait pas de s'humilier autant qu'il l'eût souhaité devant tout le monde, et qui marchait dans les rues avec deux petits laquais derrière son carrosse. » Toute la langue, disait-on, était réduite à cinq petits mots : *La reine est si bonne*. Mais cet *âge d'or*, tant vanté par les poètes contemporains, dura peu.

Le dernier règne avait légué d'immenses embarras financiers au cardinal Mazarin, qui les augmenta encore par sa mauvaise administration. Il lui fallait beaucoup d'argent pour achever la guerre étrangère, pour gagner les seigneurs en les pensionnant et aussi pour satisfaire sa scandaleuse avidité. Le surintendant était un autre Italien, Particelli d'Emeri, impopulaire comme tous les ministres des finances à cette époque, mais qui s'en inquiétait peu, « les financiers n'étant faits que pour être maudits. » C'est lui encore qui osait dire que la bonne foi n'était qu'une vertu de marchands. Aussi n'était-elle point à son usage ; il avait été condamné vingt ans aupa-

ravant comme banqueroutier frauduleux. Il eut recours à des expédients onéreux et vexatoires; il fit des emprunts à 25 pour 100; il créa des charges qu'il vendit; il retrancha des quartiers aux rentiers de l'État; il retint une partie des gages des fonctionnaires; il remit en vigueur une ordonnance de 1548 tombée dans l'oubli, qui défendait de bâtir dans les faubourgs de Paris au delà de certaines limites, sous peine de démolition et d'amende, et par l'*édit du toisé*, il força les propriétaires de se racheter à prix d'argent des peines portées contre les délinquants (1644); il mit une telle rigueur dans le recouvrement des impôts, qu'en 1646 il y eut à la fois dans les geôles du royaume vingt-trois mille personnes pour les taxes, dont cinq mille y moururent. Enfin, au mois d'août 1648, banqueroute universelle, « attendu que les créanciers de l'État étaient tous des gens de rien ou trop riches. »

6. La Fronde parlementaire. — Cette détestable administration n'a pas été la cause principale d'une agitation qui dura environ cinq ans et qui, à un moment, mit en péril la royauté même; elle en a été surtout l'occasion et le prétexte. Quand le ministre qui condamnait impitoyablement à mort ses ennemis eut été remplacé par ce « successeur doux et bénin » dont parle de Retz, les parlementaires et les nobles, qui avaient été si durement traités sous le règne de Louis XIII, voulurent prendre leur revanche sur la royauté; seuls les protestants eurent la sagesse de s'abstenir. C'est la double ambition des membres du parlement et de la noblesse qui a engendré la Fronde, avec ses deux formes, Fronde parlementaire, Fronde des princes. Quant au peuple, dont le plus grand souci était une diminution d'impôts, il est allé volontiers à la suite de ceux qui parlaient de résistance et de réformes, princes et magistrats. Cette guerre civile a donc été à proprement parler une réaction contre le despotisme de Richelieu.

Depuis que les charges judiciaires étaient devenues, par l'établissement de la *paulette* en 1604, une propriété

héréditaire, la magistrature était devenue comme une noblesse, la « noblesse de robe. » Honorée déjà par la dignité des mœurs, le patriotisme et la supériorité des lumières, elle avait puisé dans cette considération et dans cette hérédité un esprit de fierté et d'indépendance qui faisait du parlement un foyer d'opposition où étaient, au besoin, vivement défendus, contre la royauté même, les traditions nationales et les principes monarchiques. Depuis la mort de Richelieu, il s'était plus d'une fois essayé à la résistance et il se laissait appeler « le protecteur-né du peuple. » La menace qui de loin en loin était faite de rembourser les prix des charges et de détruire par conséquent cette hérédité des fonctions publiques, sans être bien sérieuse, l'irritait pourtant. Les exigences financières du surintendant lui fournirent un excellent prétexte de parler haut, en paraissant parler dans l'intérêt du peuple. Il s'était opposé en 1644 à l'édit du toisé ; il s'opposa en 1646 à l'édit du tarif, qui remaniait les droits à payer pour l'entrée des marchandises dans Paris de manière à leur faire rendre davantage. « Aucuns de messieurs du parlement, dit Omer Talon, le ressentirent en leur particulier, ayant été obligés de payer pour les fruits du crû de leurs maisons. » Ce ne fut qu'après de longues discussions que la levée de ces droits fut autorisée pour deux ans. De nouveaux édits bursaux amenèrent un commencement d'émeutes (janvier 1647) ; un autre frappa directement les officiers des cours souveraines : c'était l'édit d'avril 1648, qui accordait le renouvellement de la paulette aux officiers de trois des quatre cours souveraines (parlement, chambre des comptes, grand conseil, cour des aides), sous la condition qu'ils renonceraient pour quatre ans à leurs gages. Le parlement était excepté ; mais il dédaigna cette faveur et se décida à une résistance ouverte.

7. L'arrêt d'union ; la chambre Saint-Louis. —

La tête troublée par la popularité que leur valait cette persévérante opposition au ministre, les magistrats se dirent qu'ils tenaient la place des états généraux, que la

jouissance du droit de remontrance leur confèrait des droits politiques, qu'ils valaient bien le parlement d'Angleterre qui, à cette heure, faisait une révolution; et, le 13 mai 1648, les membres des quatre cours souveraines s'unirent « pour servir le public et le particulier, et réformer les abus de l'État. »

Le premier ministre fit d'abord casser l'*arrêt d'union*, puis, se ravisant, il autorisa les délibérations de cette assemblée, qui prétendait donner une constitution nouvelle à la France; et il décida non sans peine la régente à céder : « Vous êtes vaillante, lui disait-il, comme un soldat qui ne connaît pas le danger. »

Et il avait raison, le danger était grand, car beaucoup de gens commençaient à se faire de ces questions qu'on ne se faisait pas depuis longtemps et qui amènent les révolutions. « Le parlement gronda, dit le cardinal de Retz, et sitôt qu'il eut seulement murmuré, tout le monde s'éveilla : on chercha comme à tâtons les lois; on ne les trouva plus. On s'effara, on cria; on se les demanda; et, dans cette agitation, le peuple entra dans le sanctuaire; il leva le voile qui doit toujours couvrir tout ce que l'on peut dire et tout ce que l'on peut croire du droit des peuples et du droit des rois, qui ne s'accordent jamais mieux ensemble que dans le silence. La salle du palais profana tous ces mystères. »

Les compagnies en effet, réunies en la chambre Saint-Louis au palais de justice, proposèrent à la sanction royale vingt-sept articles qui devaient être désormais la loi fondamentale de la monarchie (juin 1648). Quelques-unes de leurs demandes étaient excellentes, et d'autres moins utiles, la plupart impraticables. La plus importante était qu'à l'avenir les impôts ne pourraient être légalement perçus, s'ils n'avaient été discutés et enregistrés, *avec la liberté de suffrages*, par le parlement de Paris : c'était faire passer une partie du pouvoir législatif à une aristocratie de deux cents magistrats qui achetaient leur charge. Une autre de leurs réformes portait une atteinte profonde à la centralisation administrative créée par Ri-

cheliu, en abolissant les intendants des provinces, « qui, suivant un mot du cardinal de Retz, avaient frappé la noblesse et la magistrature à la prunelle de l'œil. » Les compagnies étaient mieux inspirées, quand elles réclamaient des garanties sérieuses en faveur de la liberté individuelle : suppression des lettres de cachet et des tribunaux extraordinaires ; règle que toute personne arrêtée par ordre du roi fût interrogée dans les vingt-quatre heures ou relâchée.

8. Journée des Barricades (26 août 1648) ; Mathieu Molé ; le coadjuteur de Retz. — A ce moment même le prince de Condé remportait la victoire de Lens. Le roi, qui n'avait alors que dix ans, s'écria en l'apprenant : *Le parlement sera bien fâché.* Ce grand succès donna du cœur au cardinal, qui résolut de faire enlever trois des plus opiniâtres magistrats, Novion Blancménil, Charton et Broussel. « Ils n'étaient pas chefs de parti, dit Voltaire, mais les instruments des chefs. Charton, homme très borné, était connu par le sobriquet du président *Je dis ça*, parce qu'il ouvrait et concluait toujours ses avis par ces mots. Broussel n'avait de recommandable que ses cheveux blancs, sa haine contre le ministère, et la réputation d'élever toujours la voix contre la cour, sur quelque sujet que ce fût. Ses confrères en faisaient peu de cas, mais la populace l'idolâtrait. Au lieu de les enlever sans éclat, dans le silence de la nuit, le cardinal crut imposer au peuple en les faisant arrêter en plein midi, tandis qu'on chantait le *Te Deum* à Notre-Dame pour la victoire de Lens et que les Suisses de la chambre apportaient dans l'église soixante-treize drapeaux pris sur les ennemis. Ce fut précisément ce qui causa la subversion du royaume. Charton s'esquiva. On prit Blancménil sans peine ; mais la vieille servante de Broussel, en voyant jeter son maître dans un carrosse, ameuté le peuple ; on ferme les boutiques, on tend les grosses chaînes de fer qui étaient à l'entrée des rues principales (26 août 1648) et 400 000 voix crient : *Liberté et Broussel !* »

Deux cents barricades sont formées en un instant ; on

les pousse jusqu'à cent pas du Palais-Royal. Le parlement en corps marche à pied vers la reine, traverse les barricades qui s'abaissent devant lui, redemande ses membres emprisonnés, et ne peut les obtenir. A son retour, il est arrêté par le peuple furieux. Un marchand de fer, capitaine de ce quartier, saisit le premier président, Mathieu Molé, par le bras, et le menaçant d'un pistolet : « Tourne, traître, lui dit-il; et, si tu ne veux être massacré, toi et les tiens, ramène-nous Broussel ou Mazarin en otage. » Plusieurs des membres prennent la fuite, d'autres hésitent, mais leur chef n'hésite pas. On l'insulte, des mutins le prennent par sa barbe qu'il portait fort longue. Il leur parle comme s'il était assis sur son siège au parlement, et avec le même visage assuré et grave : « Quand vous m'aurez tué, leur dit-il, il ne me faudra que six pieds de terre. » Il écarte la foule et les plus violents par l'autorité de son maintien; il revient au palais, au petit pas, dans le feu des injures, des exécutions et des blasphèmes. « Cet homme, ajoute le cardinal de Retz, qui raconte ce bel exemple de courage civil, est, à mon sens, le plus intrépide qui ait paru dans son siècle. »

Cependant l'émeute grandissait. Les magistrats tentent une nouvelle démarche auprès d'Anne d'Autriche; et la reine d'Angleterre, victime d'une autre révolution qui avait commencé d'une façon moins menaçante, la décide enfin à céder. Le calme renaît aussitôt, et « la ville semble en un instant plus tranquille qu'un jour de *vendredi saint*. »

Un personnage d'Église, Paul de Gondy, connu plus tard sous le nom de cardinal de Retz, avait pris une part décisive à l'insurrection victorieuse; il descendait d'une famille florentine venue, à la suite de Catherine de Médicis, à la cour de France et qui y avait fait fortune. Comme s'il eût voulu rappeler son origine italienne, il avait écrit à dix-huit ans la *Conjuration du comte de Fiesque*, et Richelieu, avait dit, en la lisant : « Voilà un dangereux esprit. » Cinq ans plus tard, Gondy formait, avec quelques jeunes seigneurs, le projet de tuer le car-

dinal, et lui-même se vante, dans ses *Mémoires*, d'avoir étudié l'art des conspirations dans les *Vies* de Plutarque et le *Catilina* de Salluste. Ce fut avec ces dispositions qu'il entra dans l'Église ; c'était, a dit la Rochefoucauld,



Cardinal de Retz.

« l'âme la moins ecclésiastique du monde. » Il fut nommé en 1643 coadjuteur de son oncle, qui était archevêque de Paris ; mais son ambition allait bien plus haut que cette dignité. Il visait au rôle de Richelieu et ne se servait de sa place que pour gagner de la popularité dans Paris, prêchant lui-même pour se faire connaître du peuple,

prodiguant les aumônes pour se faire aimer, se ruinant pour payer d'avance la guerre civile. Aux reproches qu'on lui faisait de sa prodigalité, il répondait : « César, à mon âge, devait six fois plus que moi. » Il ne s'effrayait pas trop de ces comparaisons avec César, avec Richelieu ; il se croyait l'étoffe d'un grand homme et le faisait croire aux autres : les circonstances n'en firent qu'un brouillon. Il ne put jamais jouer un rôle politique sérieux ; il s'en consola en obtenant, au milieu de toutes ses intrigues, le chapeau de cardinal.

9. Paix de Saint-Germain. — La journée des Barrières avait effrayé la cour : la reine trahit. Le 24 octobre 1648, l'ordonnance de Saint-Germain sanctionna toutes les demandes de la chambre Saint-Louis, associant en quelque sorte la magistrature à l'exercice de la puissance souveraine : c'était le jour même où la paix de Westphalie avait été signée.

10. Guerre de la Fronde : le parlement et les seigneurs (janvier-avril 1649). — En cédant, le premier ministre n'avait voulu que gagner du temps ; quand il fut délivré de la guerre étrangère, il résolut d'en finir avec cette faction des *gens du roi qui assassinaient l'autorité royale*. Le 6 janvier 1649, Anne d'Autriche se retira au château de Saint-Germain avec ses enfants et appela des troupes autour d'elle. Le parlement, incapable de lutter seul contre la cour, demanda ou accepta les services des princes et des jeunes seigneurs, qui pouvaient s'amuser à la guerre civile en un temps où l'on n'osait plus faire tomber les têtes. C'étaient le prince de Conti, frère du grand Condé, le duc de Longueville, qui avait épousé leur sœur, le duc de Bouillon, qui regrettait toujours Sedan, le duc de la Rochefoucauld, qui accusait l'ingratitude de la reine et de Mazarin, et même le sage Turenne, sans parler des grandes dames comme Mademoiselle, duchesse de Montpensier, fille de Gaston d'Orléans, et Anne-Genève de Bourbon, duchesse de Longueville. L'âme du complot était le coadjuteur, qui gouvernait Paris avec des sermons, des aumônes et des couplets. « Il me fal-

lait, dit-il dans ses *Mémoires*, un fantôme que je pusse mettre devant moi, et par bonheur il se trouva que ce fantôme était le petit-fils de Henri le Grand, qu'il parlait comme on parle aux halles, ce qui n'est pas ordinaire aux enfants de Henri le Grand, et qu'il avait de grands cheveux bien longs et bien blonds. On ne saurait s'imaginer le poids de ces circonstances et concevoir l'effet qu'elles firent dans le peuple. » Ce fantôme était le duc de Beaufort, le *roi des halles*, prince de peu d'esprit, mais de beaucoup de courage, ce qui faisait de lui un excellent instrument dans des mains habiles. Gondi essaya de gagner aussi Condé; mais le prince répondit avec fierté à ses avances : « Je m'appelle Louis de Bourbon, et ne veux point ébranler les couronnes. »

Alors commença une lutte qui mérita d'abord le nom que l'histoire lui a conservé, celui d'un jeu d'enfant, la *Fronde*.

« La reine, les larmes aux yeux, pressa le prince de Condé de servir de protecteur au roi. Le vainqueur de Rocroy, de Fribourg, de Nordlingen, de Lens, ne put démentir tant de services passés : il fut flatté de l'honneur de défendre une cour qu'il croyait ingrate contre la Fronde qui cherchait son appui. Le parlement eut donc le grand Condé à combattre, et il osa soutenir la guerre.... On nomma dans la grand'chambre les généraux d'une armée qu'on n'avait pas. Chacun se taxa pour lever des troupes. Il y avait vingt conseillers pourvus de charges nouvelles, créées par le cardinal de Richelieu : il fallut qu'ils donnassent chacun 15 000 livres pour les frais de la guerre, pour acheter la tolérance de leurs confrères. La grand'chambre, les enquêtes, les requêtes, la chambre des comptes, la cour des aides, qui avaient tant crié contre des impôts faibles et nécessaires, fournirent une somme de près de 10 millions pour la subversion de la patrie. On leva 12 000 hommes par arrêt du parlement : chaque porte cochère fournit un homme et un cheval. Cette cavalerie fut appelée *la cavalerie des portes cochères*. Le coadjuteur avait un régiment qu'on nommait le régi-

ment de Corinthe, parce que le coadjuteur était archevêque titulaire de Corinthe.

« Sans les noms de roi de France, de grand Condé, de capitale du royaume, cette guerre de *la Fronde* eût été aussi ridicule que celle des Barberins¹. On ne savait pourquoi on était en armes. Le prince de Condé assiégea 100 000 bourgeois avec 8 000 soldats. Les Parisiens sortaient en campagne, ornés de plumes et de rubans : leurs évolutions étaient le sujet des plaisanteries des gens du métier. Ils fuyaient dès qu'ils rencontraient 200 hommes de l'armée royale. Tout se tournait en raillerie ; le régiment de Corinthe ayant été battu par un petit parti, on appela cet échec *la première aux Corinthiens*. Ces vingt conseillers, qui avaient fourni chacun 15 000 livres, n'eurent d'autre honneur que d'être appelés les *quinzé-vingts*.

« Les troupes parisiennes, qui sortaient de Paris et revenaient toujours battues, étaient reçues avec des huées et des éclats de rire. On ne réparait tous ces petits échecs que par des couplets et par des épigrammes. Les cabarets étaient les tentes où l'on tenait les conseils de guerre, au milieu des plaisanteries, des chansons et de la gaieté la plus dissolue. Enfin on vit le coadjuteur venir prendre séance au parlement avec un poignard dans sa poche, dont on apercevait la poignée, et on criait : *Voilà le bréviaire de notre archevêque.* » (Voltaire.)

Les magistrats furent les premiers à vouloir se retirer de la bagarre. Ils avaient bien vite reconnu que les seigneurs ne cherchaient qu'à perpétuer le désordre pour bouleverser l'État. Les gens de robe avaient d'ailleurs un sentiment plus vif de la patrie que les gens d'épée, dont les affections comme les intérêts passaient souvent la frontière. A Paris, Mathieu Molé avait repoussé avec indignation la proposition d'admettre en séance un envoyé de l'Espagne. A Bordeaux, le président d'Affis, un peu plus tard, fit rendre un arrêt pour courir sus à un autre

1. Les Barberins, neveux du pape Urbain VI II, venaient de faire une petite guerre de quelques mois au duc de Parme, Edouard (1644).

agent accrédité auprès de la princesse de Condé, qui commandait dans la ville. La nouvelle d'un traité signé par les seigneurs avec l'Espagne décida le parlement; le premier président fut chargé de traiter avec Mazarin. La convention de Rueil diminua quelques impôts, sanctionna les principales propositions de la chambre Saint-Louis, et ramena, après quelque hésitation, la cour à Paris (avril 1649). La Fronde parlementaire était finie; la bourgeoisie parisienne s'était donné le plaisir de porter l'arme pendant trois mois; mais le parlement avait fait reconnaître son droit d'intervention dans les affaires, surtout dans les questions d'impôt.

11. Parti des petits-maitres, ou Jeune Fronde; arrestation de Condé (janvier 1650). — La paix ne dura guère, « bien que le roi l'eût achetée chèrement, les seigneurs ayant tous arraché quelque beau lambeau des libéralités royales. » Condé voulait dominer le gouvernement, qu'il avait protégé. Il fatigua la régente et le premier ministre par des exigences continuelles; il les humilia par des insolences de mauvais goût. Il écrivait au cardinal : *All'illustrissimo signor Raquino*; il lui disait un jour, en prenant congé de lui : *Adieu, Mars!* Cette conduite altière n'empêchait pas l'emploi de moyens moins superbes. Pour miner le crédit du ministre au point où il s'appuyait le plus, Condé chargea un de ses familiers, Jarzé, de reprendre auprès de la reine le rôle de Buckingham. C'était d'un tacticien habile; mais, cette fois, Condé fut battu. En même temps qu'il s'aliénait la cour, il mécontentait les anciens frondeurs : il ne parlait qu'avec mépris de ces bourgeois qui prétendaient à gouverner l'État; il s'entourait de jeunes seigneurs vains et présomptueux, qui poussèrent à l'extrême les défauts de leur chef et qu'on appela les *petits-maitres*. Il ne fut pas difficile à Mazarin de réunir tout le monde contre ce prince « qui savait mieux gagner des batailles que des cœurs; » et il le fit arrêter dans le Louvre, avec son frère Conti et son beau-frère Longueville (janvier 1650). « Le peuple de Paris, qui avait fait des barricades pour un conseiller-

clerc presque imbécile, dit Voltaire; fit des feux de joie lorsqu'on mena au donjon de Vincennes le défenseur et le héros de la France. » Voltaire ne voit pas que c'est le vieux levain démocratique de la grande cité qui recommençait à fermenter. « Le peuple seul fait les rois, » s'écriait en plein parlement l'avocat Deboisle. — « Levons le masque, disait un pamphlet du temps, reconnaissons que les grands ne sont grands que parce que nous les portons sur nos épaules; nous n'avons qu'à les secouer pour en joncher la terre et pour faire un coup de partie duquel il soit parlé à jamais. » Cette voix sinistre n'a pas alors d'écho; dans un siècle et demi elle en trouvera.

12. Union des deux Frondes, exil de Mazarin (février 1651). — Un soulèvement éclata dans quelques provinces; il fut réprimé facilement. Bordeaux se soumit, et du Plessis-Praslin battit à Rethel le maréchal de Turenne, qui venait d'envahir la Champagne avec une armée espagnole (décembre 1650). Mais Mazarin se crut trop tôt vainqueur. Il avait promis au coadjuteur le chapeau de cardinal, pour le rattacher aux intérêts de la reine : après l'événement, il oublia sa promesse, suivant son habitude. Le coadjuteur se rapprocha du parti de Condé, ranima les défiances du parlement, agita le peuple, et les deux Frondes, unies momentanément par ses soins, forcèrent Anne d'Autriche à délivrer les princes et à renvoyer du royaume son premier ministre. Mazarin se retira à Cologne, et de son exil continua à gouverner la reine de France (février 1651). Retz eut enfin le chapeau.

A ce moment, le désordre paraissait à son comble. Pour obtenir la délivrance des princes, huit cents chefs des plus grandes maisons de France s'étaient réunis à Paris et bientôt s'étaient mis à délibérer sur les troubles de l'État, sur la ruine de l'ancienne constitution, sur la perte de leurs droits et franchises. Le clergé, qui tenait alors son assemblée quinquennale ordinaire, semblait disposé à faire cause commune avec les nobles. On parlait d'états généraux; mais les deux ordres privilégiés laissèrent percer trop tôt leur jalousie contre le parlement,

« qui voulait faire de l'État un monstre horrible, par l'adjonction d'un quatrième membre au corps parfait que composaient le clergé, la noblesse et le tiers-état ; » contre ces jeunes écoliers, « qui devenaient, au sortir du collège, les arbitres de la fortune publique par la vertu d'un parchemin qui leur coûtait 60 000 écus. » Le parlement entra en défiance de tels alliés, et l'union des deux Frondes ne dura guère.

13. Révolte de Condé ; combat de Bléneau (avril 1652). — Condé était mécontent de tout le monde, du parlement, de Paris, de la cour. Quand Mazarin, avant de s'éloigner, était venu lui ouvrir les portes de sa prison, il avait cru que la reine lui donnerait toute influence en dédommagement de son année de captivité, et Mazarin gouvernait du fond de son exil. Irrité de l'isolement où on le laissait, il se jeta dans de plus coupables aventures (oct. 1651), au moment même où Louis XIV venait d'être déclaré majeur. Il partit pour le midi, résolu à conquérir, par les armes, le pouvoir et peut-être même le trône, si nous en croyons les mémoires d'un de ses compagnons de révolte, le comte de Coligny. Il alla soulever la Guyenne et traiter avec l'Espagne, tandis que ses amis se préparaient à la guerre dans le centre de la France. Mazarin, qui était aussitôt rentré en France (décembre 1651), confia le commandement des troupes au vicomte de Turenne, alors revenu à la cause royale. Le maréchal se dirigea vers la Loire pour surprendre l'armée des princes. On croyait Condé à cent lieues de là ; mais il avait traversé à cheval la moitié de la France, seul, déguisé. A peine arrivé, il fond sur les quartiers du maréchal d'Hocquincourt, à Bléneau, les disperse (avril 1652). Les fuyards se sauvent à Briare, où était Turenne : il court à cheval sur une éminence, d'où il peut dominer la plaine, il observe, à la lueur des villages incendiés, les dispositions du combat, et dit : « Monsieur le Prince est arrivé ; c'est lui qui commande son armée. » La cour épouvantée parlait de fuir à Bourges ; Turenne rassure les esprits, et, à force d'audace et de prudence, avec 4 000 hommes contre



La porte Saint-Antoine au temps de la Fronde

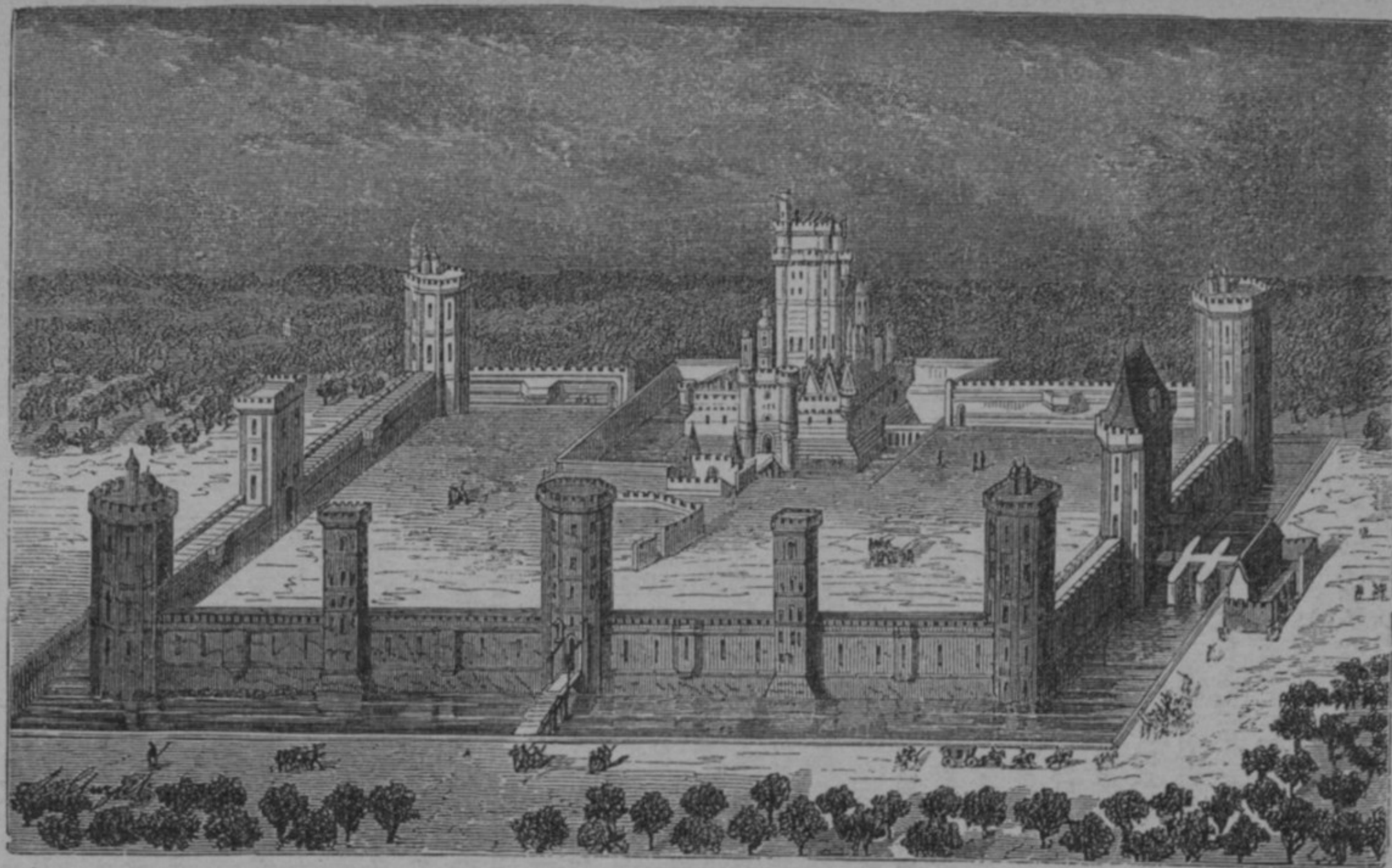
12 000, empêche les ennemis de poursuivre leur avantage. « Monsieur le maréchal, dit la reine en pleurant, vous avez sauvé l'État ; sans vous, il n'y eût pas eu une ville qui n'eût fermé ses portes au roi. »

14. Combat du faubourg Saint-Antoine (juillet 1652). — Pour qui serait Paris ? Les deux armées vinrent le demander aux Parisiens eux-mêmes, qui fermèrent



Gaston d'Orléans.

leurs portes à toutes les deux. Elles se trouvèrent alors en présence au faubourg Saint-Antoine (2 juillet). La bataille fut sanglante et longtemps indécise. Le duc d'Orléans, toujours incertain, restait enfermé dans son palais du Luxembourg. Le cardinal de Retz était cantonné dans son archevêché. Le parlement attendait l'issue de la lutte pour donner quelque arrêt. La reine en larmes était prosternée dans une chapelle des Carmélites. Condé se battit en soldat : il était partout. « Je n'ai pas vu un Condé,



Le château de Vincennes au xvii^e siècle.

disait Turenne, j'en ai vu douze. » Cependant l'armée frondeuse, menacée sur ses flancs, allait être enveloppée et détruite, quand Mlle de Montpensier fit ouvrir les portes à Condé et tirer le canon de la Bastille sur les troupes royales : Turenne étonné recula. Mais Condé ne put demeurer longtemps à Paris, où sa gloire fut tachée par un massacre des *Mazarins*, qu'il laissa faire à l'hôtel de ville (4 juillet), s'il ne l'ordonna pas. Il sortit de la ville le 15 octobre 1652 et se retira en Flandre, au milieu des Espagnols. La tradition féodale avait encore assez de force pour qu'une foule de noblesse l'y suivit, entraînant avec elle toute une armée, au moins dix mille hommes composant les régiments des princes et de leurs amis.

15. Retour de Mazarin (février 1653). — Cette défection ouverte de Condé accéléra le mouvement de l'opinion publique, qui revenait au roi ; Mazarin, pour n'y point faire obstacle, s'était éloigné une seconde fois (9 août). Alors le parlement et les bourgeois supplièrent la reine mère de rentrer dans la capitale pacifiée (21 octobre). Dix magistrats furent destitués ou emprisonnés ; le cardinal de Retz fut enfermé à Vincennes¹ ; le prince de Condé condamné à mort par contumace, et Gaston exilé à Blois. Trois mois après, Mazarin revenait tout-puissant et avec l'appareil fastueux d'un souverain (février 1653). Ce fut la fin de la Fronde. Mais ces temps où le roi et sa mère fuyaient en désordre devant quelques brouillons et couchaient presque sur la paille à Saint-Germain laissèrent dans l'esprit de Louis XIV une impression qui ne s'effaça jamais ; ce souvenir contribua à le pousser dans les voies du gouvernement le plus absolu. En rentrant à Paris, il avait fait enregistrer d'autorité (22 octobre 1652) une déclaration portant « très expresse défense aux gens du parlement de prendre ci-après aucune

1. Nous retrouverons Condé ; pour le cardinal de Retz, son rôle est fini. Emprisonné à Vincennes, puis à Nantes, il s'évada au risque de la vie, gagna l'Espagne, puis Rome, vécut longtemps à Bruxelles et ne rentra en France qu'en se démettant de son archevêché. Il avait des dettes énormes, 4 millions. Il vécut dans la retraite pour les payer. C'est alors qu'il écrivit ses *Mémoires*.

connaissance des affaires générales de l'État et de la direction des finances. » A quelque temps de là, le parlement s'étant un jour réuni de lui-même, au sujet de quelques édits, pour préparer des remontrances, le jeune roi partit de Vincennes, où il chassait, et, suivant l'anecdote, entra au parlement en costume de chasse, le fouet à la main : « Messieurs, dit-il, on sait les malheurs qu'ont produits vos assemblées ; j'ordonne qu'on cesse celles qui sont commencées sur mes édits. Monsieur le premier président, je vous défends de souffrir des assemblées, et à pas un de vous de les demander. » (1655.)

Deux coups fort sensibles furent encore portés aux parlements : une déclaration décrétant que les arrêts du conseil d'État seraient obligatoires pour les cours souveraines, et le rétablissement des intendants. Il ne restait plus rien de la paix de Rueil.

Ainsi avorta cette tentative d'une révolution par l'aristocratie parlementaire. Un siècle plus tard, quand le parlement essaya d'une nouvelle lutte contre l'omnipotence de la royauté, lord Chesterfield donna la vraie mesure des forces de cette opposition en disant à Montesquieu : « Votre parlement peut faire des barricades, mais il n'élèvera jamais de barrières. »

16. La misère au temps de la Fronde. — La guerre civile qui avait sévi en France pendant près de cinq ans avait porté à son comble la misère des campagnés. Sous le ministère de Richelieu, il y avait eu en Normandie la révolte des *va-nu-pieds*, paysans que la lourdeur des impôts avait poussés à une nouvelle jacquerie ; elle avait été réprimée avec une rigueur inouïe ; mais les impôts continuèrent à ruiner les gens des campagnes. La guerre étrangère avait ravagé nos provinces du nord et de l'est lors de la double invasion de 1636 ; elles le furent encore par les soldats de Condé et de Guébriant dans les nombreuses campagnes qui se firent dans ces régions. Comment le paysan pouvait-il ensemer son champ et vendre son blé, au milieu des incursions continues des gens de guerre ? Quand éclata la Fronde, la situation des pro-

vinces devint vraiment horrible. Bandes de Turenne, bandes du duc de Lorraine, bandes allemandes du baron d'Erlach, bandes anglaises de Digby, armée royale, armée espagnole, toutes ces troupes qui parcoururent la France, la traitent en pays conquis, la foulent à plaisir, et appliquent à nos malheureuses campagnes la terrible formule de Waldstein : « La guerre doit nourrir la guerre. » *La misère au temps de la Fronde* a été la matière d'un livre : c'est un tableau navrant de l'état de la France. Callot, le célèbre artiste de Nancy, l'a dessiné dans ses estampes, en traits inoubliables ; ses *Gueux*, ses *Misères de la guerre* sont l'image vivante de la détresse de la France au milieu du dix-septième siècle.

17. Saint Vincent de Paul. — Cette situation affreuse a provoqué la charité admirable d'un homme que l'Eglise a canonisé et que l'humanité honore comme un de ses grands bienfaiteurs. Vincent de Paul (plutôt Depaul) était le fils d'un paysan landais. Dans un voyage par mer de Marseille à Narbonne, il fut enlevé par des corsaires barbaresques et conduit au bagne de Tunis, où il resta quelque temps. L'ancien prisonnier des pirates devint curé de Châtillon-lès-Dombes dans la Bresse, et dès lors toute sa vie fut employée à l'apostolat de la charité. Il établit la société des *prêtres de la mission* ou des *Lazaristes* pour porter les consolations de la foi chez le peuple des campagnes. Il fonda pour le soulagement des pauvres l'institut des *Filles de la charité* ; il organisa l'œuvre des *Enfants trouvés*. C'est surtout pendant les dernières années de la guerre de Trente ans et pendant la Fronde que sa charité inépuisable s'exerça de mille manières, à distribuer des aumônes, à recueillir des malheureux, à soigner les pestiférés. En 1660, à quatre-vingt-cinq ans, mourut cet homme de bien, que le lieutenant-général de Saint-Quentin avait appelé le « Père de la patrie, » et qui, suivant l'expression d'un historien, a été pendant un demi-siècle le ministre de la charité nationale. »

18. Toute-puissance de Mazarin. — Mazarin avait

su admirablement louver entre les difficultés, et au milieu de mille écueils, atteindre sûrement au port. S'appuyant au cœur de la reine, qui voyait en lui le fidèle défenseur du roi et de l'État, le souple Italien avait tourné les obstacles où d'autres se seraient brisés. Il avait triomphé de l'immense impopularité dont il était l'objet, de l'hostilité des cours souveraines, des princes du sang et des meilleurs généraux du royaume, parce que ses adversaires n'avaient que des desseins égoïstes et que lui, tout en servant son ambition, servait aussi l'État. La nation sentait confusément que la victoire du roi valait mieux pour son repos et sa fortune que la victoire des seigneurs ou des parlementaires, et elle s'était mise de son côté. Il se retrouva donc, après de terribles vicissitudes, dans la souveraine puissance, et il y resta jusqu'à sa mort.

Cette dernière partie de son ministère a été une des époques les plus glorieuses de la diplomatie française; elle a vu la fin de la guerre contre l'Espagne, le traité des Pyrénées, la ligue du Rhin. Après l'achèvement de ces grandes choses, le cardinal pouvait dire que « si son langage n'était pas français, son cœur l'était. »

19. Son administration. — Mais après le grand diplomate, il n'y eut pas le grand administrateur. Son administration intérieure fut déplorable. Il négligea le commerce et l'agriculture; il laissa dépérir notre marine; il gèra les finances de telle sorte, qu'à sa mort le trésor public devait 450 millions, tandis que sa fortune particulière s'élevait à 100 millions, qui en vaudraient trois ou quatre fois autant aujourd'hui, et que le surintendant Nicolas Fouquet disait au roi : « Sire, il n'y a pas d'argent dans les coffres de Votre Majesté, mais M. le cardinal vous en prêtera. » Telle fut son avidité, dans les dernières années de sa vie, qu'on le vit « faire repasser par ses mains quasi tout le royaume, pour le donner pièce à pièce à ses nièces et à ses amis. » Si Mazarin en effet fut sous ce rapport mauvais ministre, il fut fort bon parent; il empêcha bien une de ses nièces d'épouser Louis XIV, mais il les plaça toutes en haut lieu. La signora Martinozzi,

sa sœur aînée, vit une de ses filles princesse de Conti, l'autre, duchesse souveraine de Modène. Les cinq filles de la signora Mancini, son autre sœur, arrivée d'Italie en bien piètre équipage, furent mariées au duc de Mercœur, au comte de Soissons, de la maison de Savoie¹, au connétable romain Colonna, au duc de Bouillon et au duc de la Meilleraye. La France paya toutes ces dots. Son neveu fut le duc de Nivernais, et de son frère, pauvre moine perdu au fond d'un couvent d'Italie, il fit un archevêque d'Aix et un cardinal.

On ne regardera pas comme une rançon de ce pillage quelques pensions à des gens de lettres dont Ménage dressa la liste : à Descartes, qui vivait retiré en Hollande, à l'historien Mézeray, qui fut inscrit pour une somme de 4 000 francs ; ni les dépenses faites pour créer une magnifique bibliothèque, la Mazarine, qui fut ouverte plus tard au public « pour la commodité et satisfaction des gens de lettres ; » ni la fondation du collège des Quatre-Nations, auquel il affecta par testament 800 000 écus et qu'il destina à recevoir des élèves des quatre provinces d'Alsace, de Pignerol, de Roussillon et d'Artois, nouvellement réunies au royaume. Mazarin avait le goût le plus vif, sinon le meilleur, pour les arts : il se fit construire une magnifique demeure, le Palais-Mazarin (aujourd'hui une partie de la Bibliothèque Nationale) ; il fit venir d'Italie nombre de tableaux, de statues, de curiosités, même des acteurs, des machinistes, qui introduisirent l'opéra en France, et il fonda, en 1655, l'Académie de peinture et de sculpture.

Il mourut le 9 mars 1661, à Vincennes, à l'âge de cinquante-neuf ans, désespéré de quitter ses belles peintures, ses statues, ses livres, les affaires, la vie, et pourtant « faisant bonne mine à la mort. »

1. La duchesse de Mercœur fut mère du duc de Vendôme, la comtesse de Soissons, du prince Eugène. l'un et l'autre généraux célèbres.

CHAPITRE IV

GUERRE DE TRENTE ANS. — PAIX DE WESTPHALIE.

PAIX DES PYRÉNÉES¹.

1. La guerre de Trente ans; ses caractères généraux. — 2. Causes religieuses et politiques, de la guerre. — 3. L'Union évangelique (1608) et la Ligue catholique (1609). La succession de Clèves (1609). — 4. Défenestration de Prague (1618). — 5. Période bohémienne et palatine (1618-1623) : soumission de la Bohême à l'Autriche; ruine de l'électeur palatin. — 6. Mansfeld. — 7. Période danoise (1625-1629) : Waldstein. — 8. Édit de restitution (1629); puissance de la maison d'Autriche. — 9. Intervention diplomatique de Richelieu; renvoi de Waldstein; Gustave-Adolphe en Allemagne. — 10. Les bandes de la guerre de Trente ans; l'armée suédoise. — 11. Période suédoise (1630-1635) : victoires de Breitenfeld (1631) et du Lech (1632). — 12. Rappel de Waldstein. Bataille de Lutzen (1632). — 13. Meurtre de Waldstein; bataille de Nordlingen (1634); traité de Prague (1635). — 14. Intervention militaire de la France; questions de la Valteline (1624) et du Mantouan (1631). — 15. Alliances et forces de la France. — 16. Campagnes de 1635 et 1636; une invasion en France repoussée. — 17. Campagnes de 1637-1639; acquisition de l'Alsace. — 18. Conquête de l'Artois (1640). — 19. Victoires en Italie : le Piémont rentre dans l'alliance française (1640-1642). — 20. Soulèvement de la Catalogne et du Portugal (1640); conquête du Roussillon (1642). — 21. Victoires en Allemagne de Banner, Torstenson et Guébriant (1636-1642). — 22. Rocroy (1643). — 23. Bataille de Fribourg (1644). — 24. Succès de Torstenson. — 25. Seconde bataille de Nordlingen (1645); victoire de Condé à Lens (1648). — 26. Succès de Turenne en Allemagne. — 27. Traités de Westphalie (1648). — 28. Guerre de la France et de l'Espagne (1653-1659). — 29. Traité des Pyrénées (1659). Ligue du Rhin (1658).

1. La guerre de Trente ans; ses caractères généraux. — Une guerre a éclaté en 1618 à Prague, capi-

1. Le P. Bougeant, *Histoire des guerres et des négociations qui précéderent le traité de Westphalie*; Schiller, *Histoire de la guerre de Trente ans*; Pfister, *Histoire d'Allemagne*; Geffroy, *Histoire des États scandi-*

tales de la Bohême; elle a gagné de proche en proche les pays allemands, puis les états du continent, Danemark, Suède, Hollande, France, Italie, Espagne; elle a été terminée, en grande partie au moins, aux traités de Westphalie en 1648 : on l'appelle la guerre de Trente ans. Il serait difficile de lui donner un autre nom que celui qu'elle a reçu de sa durée même, tant sont nombreuses et différentes les raisons qui ont provoqué, dans la première moitié du XVII^e siècle, cette mêlée des peuples européens. Ce ne fut d'abord qu'un événement purement local, une insurrection de la Bohême contre la maison d'Autriche. Dès la seconde année, dès 1619, le cadre s'élargit : l'insurrection bohémienne est devenue la guerre d'un prince de l'Empire, l'électeur palatin, contre l'empereur. Des questions nouvelles sont posées : quels droits reconnaître dans l'Empire aux dissidents religieux, comme les calvinistes? Quelles doivent être les relations de l'Empereur et des princes de l'Empire, celles d'un souverain avec des sujets, ou du chef d'une confédération avec des confédérés?

Cette double question, religieuse et allemande, a fait encore le fond du débat quand un nouveau belligérant, le roi de Danemark, est entré en ligne; mais la seule présence de ce prince dans une querelle qui avait été jusqu'alors purement allemande annonce une transformation de la guerre : elle va devenir un conflit européen. C'est le caractère qu'elle a pris de plus en plus le jour où le roi de Suède s'est mêlé à la lutte. Enfin la France intervient à son tour. Pour Richelieu et pour Mazarin il s'agit avant tout de terminer la vieille querelle de la rivalité des maisons de France et d'Autriche. Trois questions essentielles, religieuse, allemande, européenne, se trouvent donc au fond de la guerre de Trente ans; elles se mêlent l'une l'autre dans une confusion sans nom. Pour augmenter cette complexité, des affaires moins générales, mais

graves, s'y viennent ajouter : la question de la Valteline et celle du Mantouan, l'affranchissement du Portugal, l'indépendance de la Hollande.

Seules, deux puissances sont restées étrangères à la guerre : la Turquie, pour qui la décadence n'allait pas tarder à commencer ; l'Angleterre, tournée tout entière à ce moment vers sa révolution intérieure.

2. Causes religieuses et politiques de la guerre.

— A Augsbourg, en 1555, Charles-Quint avait traité avec les luthériens et seulement avec eux. Quand la Réforme eut enfanté des sectes nouvelles, celles-ci réclamèrent pour elles les bénéfices de la paix de 1555. La plus nombreuse et la plus remuante fut bientôt le calvinisme ; il s'était répandu dans l'Allemagne par la vallée du Rhin ; il était devenu la religion de quelques états importants, comme le Palatinat du Rhin, et il entendait être reconnu dans l'Empire au même titre que son frère aîné le luthéranisme : il s'agissait donc d'élargir pour lui les cadres de la paix d'Augsbourg.

Les dissidents religieux s'entendaient sur la question des sécularisations. On sait quelle cause de succès la Réforme allemande avait trouvée dans la transformation des terres ecclésiastiques en propriétés privées et séculières. Or Charles-Quint, par la clause du *reservatum ecclesiasticum*, une des plus importantes de la paix de 1555, avait interdit aux bénéficiers catholiques de conserver, en passant à la Réforme, les biens attachés à leurs bénéfices. Le *résevat* provoqua des conflits répétés. Dans le nord de l'Allemagne, les protestants envahirent ainsi les archevêchés de Magdebourg et de Brême, les évêchés de Minden, d'Halberstadt, de Verden, de Lübeck, etc. ; mais dans l'ouest et le sud, l'opposition catholique fut plus forte. En 1582, Gebhard Truchsess de Waldbourg, archevêque de Cologne, et comme tel un des sept électeurs de l'Empire et duc de Westphalie, abjura le catholicisme, se maria et prétendit conserver l'électorat. Le pape le déclara déchu et institua un nouvel archevêque qui fut mis en possession de Cologne par un

corps de troupes espagnoles. Gebhard avait complé sur les protestants; mais c'était le calvinisme qu'il avait embrassé, les luthériens l'abandonnèrent, et il perdit son duché (1584).

Ici les réformés étaient battus; ils le furent encore en 1589 à Aix-la-Chapelle, d'où leurs ministres furent chassés; à Strasbourg, où ils essayèrent inutilement de faire arriver un des leurs à l'évêché (1592); à Donauwerth (1607), d'où tous les protestants furent expulsés, et qui perdit son rang de ville libre.

La politique des Habsbourg autrichiens, d'abord assez effacée sous les premiers successeurs de Charles-Quint, Ferdinand I^{er}, Maximilien II, Rodolphe II, commença à s'affirmer avec énergie dans les affaires allemandes sous le règne de l'empereur Mathias (1612-1619). Celui-ci, qui n'avait pas d'enfants, reconnut comme chef futur de sa famille son cousin Ferdinand de Styrie, et lui céda de son vivant les couronnes de Bohême et de Hongrie. Ce nouveau prince, qui devait devenir en 1619 l'empereur Ferdinand II, était un champion énergique du catholicisme. Toute sa vie fut un combat contre les dissidents religieux, utraquistes, calvinistes, luthériens, qu'il poursuivit avec une égale intolérance dans ses propres états et au sein de l'Empire.

3. L'Union évangélique (1608) et la Ligue catholique (1609). La succession de Clèves (1609). — Les protestants s'inquiétèrent de leurs échecs dans la question des sécularisations et des tendances des Habsbourg. Plusieurs membres des deux confessions conclurent en 1608 l'*Union évangélique* pour la défense de leurs intérêts religieux et politiques; le chef de l'Union était un calviniste, l'électeur palatin Frédéric IV. La réponse des catholiques ne se fit pas attendre; elle partit de la Bavière, qui était devenue depuis un demi-siècle le foyer le plus actif de la résistance catholique. Les jésuites s'y étaient établis en maîtres, ils avaient à Ingolstadt une université prospère et puissante; ils comptaient parmi leurs élèves le duc Maximilien de Bavière et l'archiduc

d'Autriche, Ferdinand de Styrie. Par eux les forces des catholiques furent bientôt groupées dans la *Sainte ligue*, qui prit pour chef le duc de Bavière Maximilien (1609). Au moment même où l'Allemagne se divisait en deux camps, une cause inopinée de guerre se présentait : la riche succession de Clèves, Juliers, Berg et autres territoires rhénans était devenue vacante par la mort du dernier titulaire en 1609. A qui allait revenir ce lot considérable, au duc de Saxe, au margrave de Brandebourg, au duc de Neubourg, tous les trois candidats ? L'*Union évangelique* intervint aussitôt en faveur des deux derniers et réclama le concours de la France. Henri IV allait passer en Allemagne avec une armée quand il fut assassiné. Sa mort retardâ de quelques années encore une guerre générale ; l'étincelle qui devait enflammer l'Allemagne jaillit quelques années plus tard en Bohême.

4. Défenestration de Prague (1618). — En 1618, des utraquistes de Bohême (ceux qui communient sous les deux espèces) voulurent bâtir des églises pour leur culte et en furent empêchés. Les *défenseurs*, ayant à leur tête le comte de Thurn, homme impétueux et violent, invoquèrent les *lettres de majesté*, par lesquelles Rodolphe II avait reconnu en 1609 les cultes dissidents de la Bohême. Sur une réponse dérisoire des lieutenants de Mathias, l'émeute éclata. Ils se rendirent à l'hôtel de ville de Prague, et, « selon un vieil usage de Bohême, » jetèrent les gouverneurs par les fenêtres (23 mai 1618).

Cette révolte d'une province autrichienne marque le commencement de la guerre de Trente ans. Suivant les adversaires que la maison d'Autriche a tour à tour rencontrés, on la divise en quatre périodes :

- 1° La période bohémienne et palatine, de 1618 à 1623 ;
- 2° La période danoise, de 1625 à 1629 ;
- 3° La période suédoise, de 1630 à 1635 ;
- 4° La période française, de 1635 à 1648.

5. Période bohémienne et palatine (1618-1623) : soumission de la Bohême à l'Autriche ; ruine de l'électeur palatin. — Les Bohémiens, après la défenestration,

tration de Prague, organisent la défense. Ils se séparent ouvertement de l'Autriche en élisant pour roi l'électeur palatin, prince calviniste, chef de l'union évangélique, gendre du roi d'Angleterre, neveu du stathouder de Hollande (1619). Mais Frédéric V ne songe qu'aux fêtes, tandis que Ferdinand II, devenu empereur par la mort de Mathias (1619), déploie la plus grande activité, traite avec le roi de Pologne, qui lui envoie des secours, avec l'électeur de Saxe, qui n'en donne pas aux Bohémiens, et obtient du pape des subsides, de la ligue catholique des soldats et un général, Tilly. Assiégé dans Vienne par les Bohémiens, du comte de Thurn et les Hongrois de Bethlen Gabor, menacé jusque dans son cabinet par les membres des états de l'Autriche qui veulent le forcer à capituler, il résiste à toutes les pressions, et donne aux secours de la ligue le temps d'accourir. Leur arrivée change la face des choses : les bourgeois s'arment, la confiance renaît, et le comte de Thurn, rappelé en Bohême par une défaite de son collègue, Ernest de Mansfeld, lève le siège de Vienne.

Une ambassade française envoyée par de Luynes avait, dans le même temps, décidé Gabor à signer une trêve, elle rendait un autre service à l'Empereur en persuadant aux princes de l'union évangélique d'abandonner l'électeur palatin. Voilà comment de Luynes faisait au dehors les affaires de la France.

Ferdinand II peut alors châtier ses sujets révoltés. Il envoie Tilly en Bohême : l'armée de la ligue triomphe des Bohémiens à la bataille de la Montagne-Blanche, près de Prague (1620). Réduite à demander grâce, dépouillée de ses privilèges, la Bohême assiste avec terreur au supplice des chefs de l'insurrection : 27 sont décapités, 29 n'échappent au même sort que par la fuite, 728 seigneurs sont dépouillés de leurs biens, 30 000 familles sortent du pays où la Réforme est proscrite. Deux siècles après, la Bohême se ressentait encore de cette cruelle restauration du catholicisme.

Cependant le malheureux électeur, mis au ban de l'Empire (1621), fuyait jusqu'en Hollande, n'osant dé-

sendre même son patrimoine héréditaire, où les Espagnols de Spinola s'établirent. Ce succès ranima l'ambition des cours de Vienne, et de Madrid. On reprend les anciens projets de Charles-Quint et de Philippe II; on rêve la réduction de la Hollande, celle du protestantisme; bientôt on rêvera jusqu'à la ruine des libertés allemandes.

6. Mansfeld. — Mais un homme qui n'a pour lui que son épée relève la cause de Frédéric V. Les violences commises par Ferdinand en Bohême donnent au comte Ernest de Mansfeld une armée. Tant de gens se trouvent ruinés que la guerre leur paraît une ressource. A la tête de 20 000 aventuriers qui ont pour solde le pillage, il échappé aux poursuites de Tilly, à travers la Bohême, le haut Palatinat et la Franconie; il pénètre dans le Palatinat du Rhin, où l'électeur accourt le rejoindre, et il y bat les Espagnols, puis Tilly lui-même (1622). D'autres chefs de bande paraissent aux côtés de Mansfeld, le margrave de Bade-Durlach, le comte Christian de Brunswick, qui se dit « ami de Dieu, ennemi des prêtres, » et pillé horriblement les églises. Mais Tilly et les Espagnols se réunissent : le margrave est battu à Wimpfen dans la Hesse, Brunswick à Höchst sur le Mein. Le Palatinat est de nouveau perdu. Mansfeld s'ouvre un passage jusqu'aux frontières de Champagne qu'il n'ose franchir, les protestants de France ne remuant qu'à l'autre bout du royaume, puis jusqu'aux Pays-Bas, où il rejoint Brunswick. Celui-ci livre aux Espagnols le combat sanglant de Fleurus; il y est grièvement blessé, et se fait couper un bras à la tête de son armée, au son des tambours et des trompettes. Unis aux Hollandais, les deux chefs forcent les Espagnols à lever le siège de Berg-op-Zoom. Mansfeld entre ensuite dans la Westphalie, qu'il ravage, et dans l'Ost-Frise, où il s'établit si fortement, que Tilly renonce à l'y forcer; de là il passe en France et en Angleterre, cherchant partout des ennemis à l'Autriche et les moyens de la combattre.

Cependant la diète de Ratisbonne sanctionnait la spoliation de Frédéric V. Le haut Palatinat, entre le Danube

et les montagnes de Bohême, était transféré avec la dignité d'électeur à Maximilien de Bavière, et les troupes espagnoles restaient en possession du bas Palatinat sur le Rhin (1623). La papauté avait sa part des dépouilles du prince calviniste avec la belle bibliothèque d'Heidelberg qui est devenue le fonds *palatin* de la Vaticane. Christian de Brunswick, qui essaya de tenir la campagne, fut encore battu à Stadtlo, dans l'évêché de Münster, et rejeté en Hollande.

7. Période danoise (1625-1629) : Waldstein. — A la suite de cette victoire si complète de la cause autrichienne et catholique, les princes protestants, qui avaient abandonné l'électeur palatin, commencèrent à comprendre que sa cause était la leur et que leur ruine pourrait suivre la sienne. L'électeur de Brandebourg ouvrit des négociations avec la Suède; avant qu'elles eussent abouti, le roi de Danemark qui, comme duc de Holstein, était membre de l'Empire, répondit à l'appel des états de la basse Saxe, pour ne pas laisser à Gustave-Adolphe le grand rôle de protecteur de la Réforme allemande. La Hollande, l'Angleterre, lui promettaient l'appui de leurs flottes et des subsides. Richelieu lui envoya en secret quelque argent. Christian IV franchit l'Elbe à Stade (1625) et tint pendant une première campagne le pays entre ce fleuve et le Weser; sans que Tilly osât l'y attaquer. L'année suivante, un autre ennemi se leva sur ses derrières. Ferdinand n'avait jusqu'alors soutenu la guerre qu'avec les troupes de Tilly et de la ligue catholique, c'est-à-dire de la Bavière; aussi avait-il dû adjuger à la Bavière les dépouilles du Palatin. Quand la guerre recommença, il voulut avoir une armée qui fût à lui, une armée impériale et non bavarroise. Un noble de Bohême, Waldstein ou Wallenstein, lui en offrit le moyen. Perfectionnant le procédé imaginé par Mansfeld d'entretenir une armée sans solde, il leva 50 000 hommes, qui rendirent la politique de l'empereur indépendante de celle de la ligue; mais en réalité l'armée nouvelle n'était pas l'armée de Ferdinand, c'était celle de Waldstein.

Tandis que Tilly attaquait les Danois par l'ouest et détruisait en partie l'armée royale à Lutter, dans le duché de Brunswick, Waldstein battit Mansfeld à Dessau, près du confluent de la Mulde et de l'Elbe, le poursuivit à travers la Silésie et le rejeta brisé en Hongrie. Reçu froidement par Bethlen Gabor qu'il croyait trouver en armes prêt à se joindre à lui, l'héroïque aventurier voulait gagner Venise et revenir combattre encore. La fatigue et la maladie l'arrêtèrent dans un village de la Bosnie; il y mourut, mais voulut mourir debout, en soldat (1626). Waldstein revint alors contre les Danois; il s'empara de presque tout le Holstein; mais il attaqua vainement la ville hanséatique de Stralsund; dont la prise lui eût livré la domination de la Baltique. Christian profita de quelques avantages partiels pour conclure la paix à Lübeck et conjurer sa ruine par l'abandon de ses alliés (22 mai 1629).

8. Édit de restitution (1629); puissance de la maison d'Autriche. — Jamais la puissance impériale n'avait été plus menaçante. Waldstein, investi du duché de Mecklembourg et du titre d'amiral de la Baltique, occupait le nord de l'Allemagne avec 100 000 hommes, et faisait exécuter l'édit de restitution par la force. C'est le 6 mars 1629 que Ferdinand avait promulgué cet acte célèbre, par lequel tous les couvents et tous les biens ecclésiastiques sécularisés depuis la paix d'Augsbourg, ou appropriés au culte protestant, devaient être rendus à leur destination primitive. Cet acte était une grande faute; en dévoilant trop vite les secrets desseins de la maison d'Autriche, il devint pour elle la cause de longs malheurs. Les catholiques, que cette mesure avait d'abord comblés de joie, ne tardèrent pas, en effet, à en comprendre la portée lorsqu'ils virent l'empereur donner à un de ses fils quatre évêchés à la fois et livrer aux jésuites une grande partie des biens restitués, au lieu de les rendre à leurs anciens possesseurs. Waldstein disait tout haut « qu'il ne fallait plus d'électeurs et de princes, et que tout devait être soumis à un seul roi, comme en France et en Espagne. »

9. Intervention diplomatique de Richelieu : renvoi de Waldstein ; Gustave-Adolphe en Allemagne. —

Mais Richelieu veille sur un dessein qui l'alarme pour la France. Sous le prétexte de régler la question du Mantouan (voyez p. 79), il envoie à la diète de Ratisbonne son plus fidèle agent, le P. Joseph. Celui-ci manœuvre à merveille ; il obtient des princes réunis à Ratisbonne le renvoi de Waldstein, contre lequel s'élèvent les clameurs de l'Allemagne entière, et n'en fait pas moins refuser au fils de l'empereur le titre de roi des Romains, qui était le prix tacite de cette destitution (1630). C'est au moment même où Ferdinand se prive de son meilleur général et licencié son armée que le roi de Suède débarque en Poméranie (juillet 1630).

Gustave II Adolphe était devenu roi de Suède en 1611. Depuis lors, il n'avait cessé de combattre contre ses voisins de la Baltique, les Danois qui réclamaient la Suède comme une ancienne dépendance, les Russes qui voulaient percer jusqu'à la mer, les Polonais dont les rois prétendaient à la couronne suédoise. Il avait vaincu les Danois et les Russes ; mais la guerre avec la Pologne durait toujours et elle paralysait son ambition pour des desseins plus vastes. Richelieu, qui songeait à opposer Gustave à la maison d'Autriche, lui ménagea avec la Pologne la trêve d'Altmark, qui lui laissait la Livonie et les côtes de la Prusse polonaise.

Le roi de Suède jetait depuis longtemps les yeux sur les côtes méridionales de la Baltique. Il sentait avec raison que la Suède ne pourrait sortir de son isolement et se mêler à la politique générale, que si elle acquérait quelque établissement en Allemagne. Or quelle meilleure occasion pouvait se présenter ? L'Allemagne, effrayée de la victoire des Habsbourg, cherche un défenseur de ses libertés politiques et religieuses. Gustave jouera ce rôle ; tout en servant ses intérêts, et il le jouera d'autant mieux que sa foi luthérienne est profonde et qu'elle lui montre dans les Allemands des coreligionnaires à venger. Quelques mois après son débarquement en Poméranie, il



Gustave-Adolphe.

signa à Bernwald un traité d'alliance avec la France, qui lui promit un subsidé annuel de 400 000 écus pour cinq ans (janvier 1631).

10. Les bandes de la guerre de Trente ans; l'armée suédoise. — La première armée régulière, digne de ce nom; qu'ait vue la guerre de Trente ans, a été l'armée de Gustave-Adolphe; avant elle, il y avait les bandes de tel ou tel général, celles de Tilly, qui composaient l'armée de la Sainte ligue, celles de trois aventuriers, Ernest de Mansfeld, Christian de Brunswick, le margrave de Bade-Durlach, qui avaient combattu au nom de l'Union. En 1626 s'étaient formées les bandes les plus nombreuses, celles de Waldstein. L'Allemagne, en effet, fut, au cours de cette guerre, comme un grand marché d'hommes, « un comptoir militaire; » tous les malheureux sans moyen d'existence se vendaient au plus offrant; la rapière ou l'arquebuse qu'on leur mettait aux mains devenait leur gagné-pain. Le soldat n'a pas de paye; l'habitant est là pour le nourrir. Au milieu de cette soldatesque qui saccage l'Allemagne, apparaissent les troupes de Gustave-Adolphe. La Suède avait dès lors des institutions militaires, comme la France en a eu plus tard avec Louvois et la Prusse au XVIII^e siècle, et c'est pour cela même que ce petit État fit de grandes choses. Recrutée tout entière parmi les Suédois, composée de luthériens fervents et dévots qui sont presque les croisés de la Réforme, tenue dans la plus sévère discipline, obéissant à un général qui est doublément son chef et comme roi et comme homme de guerre, l'armée de Gustave portait en elle, par sa seule constitution, des éléments de force et de succès qui manquaient aux bandes d'aventuriers que Tilly et Waldstein enrôlaient par la séduction ou par la terreur. De plus, les soldats de la Suède étaient vêtus d'un uniforme commode et chaud qui leur permettait de faire des campagnes d'hiver; ils avaient des armes légères, une artillerie mobile prête à se porter partout; leur cavalerie avait appris à se mouvoir en escadrons : armement, tactique, stratégie, Gustave-Adolphe

renouvella l'art militaire et créa la guerre moderne. Condé avec sa fougue, Turenne avec son esprit de méthode, et les généraux du xvii^e siècle procèdent plus ou moins de ce grand novateur.

11. Période suédoise (1630-1635); victoires de Breitenfeld (1631) et du Lech (1632). — Gustave-Adolphe apparaît dans l'Empire comme un foudre de guerre. En quelques mois, il s'empare de toute la Poméranie (1630). Les électeurs protestants de Brandebourg et de Saxe voudraient arracher des concessions à Ferdinand II, sans les devoir à un prince étranger : ils refusent d'ouvrir à Gustave leurs forteresses, dont il a besoin pour appuyer ses opérations offensives et pour assurer ses communications avec la Suède. Magdebourg, que Tilly assiège, est perdu par ces hésitations, car Gustave-Adolphe ne peut sauver cette ville que son commandant brûle (mai 1631), comme Rostopchine brûlera Moscou. Ce désastre décide enfin les électeurs; Gustave-Adolphe, libre de courir aux Impériaux, les bat à Breitenfeld, près de Leipzig (septembre). Tandis que les Saxons marchent sur Vienne par la Bohême, lui-même soulève ou soumet les provinces de l'ouest, les électors ecclésiastiques, la Franconie et le Palatinat. Quand il a ainsi séparé les Espagnols des Impériaux, il se retourne contre ceux-ci, pour les attaquer au cœur même de leur puissance. Il s'empare de Donauwörth, qui lui ouvre l'entrée de la Bavière; il force le passage du Lech dans un combat d'artillerie où Tilly est blessé mortellement, et entre dans Munich (avril 1632). Le duc Maximilien, caché dans ses châteaux, attend, sans espérance, le sort qu'il a fait subir au comte palatin.

12. Rappel de Waldstein; bataille de Lützen (1632). — Ferdinand II, menacé de voir les Suédois et les Saxons se réunir sous les murs de Vienne, se soumet à l'humiliation de recourir au général qu'il a chassé; mais il ne triomphe des hésitations calculées de Waldstein qu'en lui cédant un commandement absolu. Grâce à sa réputation, qui a grandi encore dans la retraite, le

célèbre, général, retrouve bientôt une armée : il expulse sans peine les Saxons, de la Bohême, et marche ensuite à Gustave-Adolphe par Egra, où le duc Maximilien vient lui amener les débris de son armée. Les deux adversaires, sur qui l'Europe entière a les yeux, se rencontrent enfin à Nuremberg ; ils restent six semaines en présence. Waldstein se lasse le premier et se retire sur la Saxe ; Gustave l'y suit. A Lützen ils en viennent aux mains. Dès le commencement de l'action, le roi est frappé à mort ; son meilleur élève, le duc Bernard de Saxe-Weimar, achève cependant la victoire (novembre 1632).

13. Meurtre de Waldstein : bataille de Nordlingen (1634) ; traité de Prague (1635). — Les divisions qui éclatent entre les protestants et les Suédois rendent cette victoire inutile. Les Impériaux reprennent partout l'offensive, et Ferdinand II croit n'avoir plus besoin du général auquel il doit son trône, mais dont il redoute l'ambition : Waldstein est assassiné à Egra au moment où son astrologue lui promettait la couronne de Bohême (fév. 1634). Ses successeurs, Piccolomini, Galas, Jean de Werth, triomphent avec son armée des Suédois et de Bernard à Nordlingen (sept.). Ils leur tuent 12 000 hommes, leur en prennent 6 000 avec le comte de Horn, un de leurs meilleurs généraux, et les rejettent partie sur le Rhin, partie vers la Poméranie. Les princes allemands renoncent encore une fois à la lutte ; le traité de Prague, accepté par l'électeur de Saxe, consacre, avec quelques réserves, l'édit de restitution (mai 1635).

14. Intervention militaire de la France : questions de la Valteline (1624) et du Mantouan (1631). —

Alors la France intervint elle-même dans la guerre de Trente ans. « A d'autres le monde ! » s'était écrié Gustave-Adolphe en tombant à Lützen. Richelieu ramassa l'espérance et la fortune du jeune héros.

Déjà, il avait mêlé la France à la guerre, mais sur un autre théâtre, en Italie, à propos de deux questions, la possession de la Valteline et la succession de Mantoue. La Valteline, vallée alpestre qui correspond à la haute

vallée de l'Adda, faisait communiquer le Milanais, domaine de la branche espagnole, et le Tyrol, possession de la branche allemande de la maison d'Autriche. Les habitants, sujets de la république protestante des Grisons, mais catholiques, s'étaient révoltés à l'instigation de la cour de Madrid, qui fit bâtir chez eux plusieurs forts afin de les protéger, disait-on, contre les hérétiques. Les Grisons réclamèrent, et le pape fut choisi pour médiateur. Il hésita longtemps et allait donner raison aux Espagnols, quand Richelieu arriva aux affaires. Celui-ci écrivit aussitôt à l'ambassadeur français à Rome : « Le roi a changé de ministère, et le ministère, de maxime ; on enverra une armée dans la Valteline, qui rendra le pape moins incertain et les Espagnols plus traitables. » En effet, le marquis de Coëuvre arriva avec 8 000 hommes et restitua la Valteline aux Grisons (1624).

En 1629, un prince français, le duc de Nevers, venait d'hériter du Mantouan et du Montferrat que les Espagnols et le duc de Savoie lui disputaient. Richelieu marcha lui-même vers les Alpes avec une armée de 56 000 hommes, et Louis XIII força le pas de Suze. Le duc de Savoie se hâta de signer un traité qui fit rentrer les Espagnols dans le Milanais. Mais l'année n'était pas écoulée que le cardinal était forcé de revenir sur les Alpes avec 40 000 hommes. Les Impériaux, victorieux en Allemagne, avaient pénétré chez les Grisons, les Espagnols dans le Montferrat, et le duc de Savoie négociait avec tout le monde. La Savoie fut conquise, Pignerol fut pris (mars 1629). La paix de Chérasco, dont Mazarin fut le négociateur, rétablit le duc de Mantoué dans ses états, et obligea Victor-Amédée à livrer à Louis XIII, avec Pignerol, le libre passage des Alpes (avril 1631).

15. Alliances et forces de la France. — Quatre ans plus tard, libre de ses plus grands soucis à l'intérieur, Richelieu substitue hardiment, dans la lutte contre la maison d'Autriche, au Danemark épuisé, à la Suède veuve de son roi, la France pleine de jeunesse et d'ardeur. Contre l'Autriche et l'Espagne plus étroitement unies, il

noue d'abord un solide faisceau d'alliances. Par la convention de Paris, il promet 12 000 hommes aux confédérés allemands (nov. 1634); par celle de Saint-Germain (oct. 1635), il achète Bernard de Saxe-Weimar et son armée; il traite à Compiègne avec le chancelier de Suède, Oxenstiern, héritier de la politique de Gustave (avril 1635); à Wesel, avec le landgrave de Hesse-Cassel, qui promet des troupes en retour d'un subside (oct. 1636); à Paris, avec les Hollandais (février 1635); à Rivoli, avec les Suisses et les ducs de Savoie, de Mantoue et de Parme (juillet).

Ces nombreux traités annoncent l'extension que la guerre va prendre. Richelieu la portera sur toutes nos frontières, aux Pays-Bas, pour les partager avec la Hollande; sur le Rhin, pour couvrir la Champagne et la Lorraine et saisir l'Alsace; en Allemagne, pour tendre la main aux Suédois et briser l'omnipotence de l'Autriche; en Italie, pour maintenir l'autorité des Grisons dans la Val-teline et l'influence de la France dans le Piémont; vers les Pyrénées, pour y conquérir le Roussillon; sur l'Océan et la Méditerranée, pour y détruire les flottes espagnoles, soutenir les révoltes du Portugal et de la Catalogne, et menacer les côtes d'Italie.

16. Campagnes de 1635 et 1636; une invasion en France repoussée. — Le prétexte de la rupture fut l'enlèvement par les Espagnols de l'archevêque de Trèves, qui s'était mis sous la protection de la France. La guerre commença heureusement. Châtillon et Brézé remportèrent dans les Pays-Bas la victoire d'Avein, près de Liège (mai 1635). Mais les Hollandais s'effarouchèrent de voir les Français si près d'eux; ils aimaient bien mieux pour voisine l'Espagne affaiblie que la France régénérée, et ils secondèrent mal nos opérations. Les Espagnols profitèrent de cette mésintelligence. Renforcés par 18 000 Impériaux, et Piccolomini, ils pénétrèrent en Picardie pendant que notre armée était encore en Hollande, franchirent la Somme et s'emparèrent de Corbie (1636). Un instant la cour et Paris s'épouvantèrent; mais le cœur revint vite à

la grande ville. Les ouvriers et les gens du peuple s'enrôlèrent en foule, les bourgeois donnèrent au roi les moyens de lever et d'entretenir durant trois mois 12 000 fantassins et 3 000 chevaux. Louis XIII, plus hardi cette fois que Richelieu, avait refusé de se retirer sur la Loire; à la tête de 40 000 hommes, il rejeta les Espagnols hors des frontières et reprit Corbie, où le cardinal n'échappa au plus grand péril qu'il ait couru de sa vie que parce qu'au moment de donner le signal de l'assassinat, le cœur manqua au frère du roi (1636). Une autre invasion, tentée en Bourgogne, tourna aussi mal. Galas et le duc de Lorraine s'étaient avancés jusqu'à Saint-Jean-de-Losne : le comte de Rantzau les força à la retraite, et le duc de Saxe-Weimar les repoussa en désordre dans la Comté.

17. Campagnes de 1637-1639; acquisition de l'Alsace. — L'année suivante, 1637, le cardinal de la Valette prit les villes de la haute Sambre, Cateau-Cambrésis, Landrecies et Maubeuge. Richelieu aimait à confier des commandements aux prêtres, plus habitués à l'obéissance. Son amiral ordinaire était Sourdis, archevêque de Bordeaux, qui détruisit, en 1638, une flotte espagnole à la hauteur de Fontarabie, et ravagea plus d'une fois les côtes du royaume de Naples et de l'Espagne. Mais en cette année (1638), les grands succès furent sur le Rhin; Bernard de Saxe-Weimar battit les Impériaux à Rheinfeld, prit leur général, Jean de Werth, et emporta d'assaut Vieux-Brisach après trois victoires. Il songeait à se faire souverain de l'Alsace et du Brisgau, qu'il venait de conquérir, quand il mourut fort à propos pour la France, qui hérita de sa conquête et de son armée (1639).

18. Conquête de l'Artois (1640). — L'Alsace était une province autrichienne : l'Artois, qui appartenait aux Espagnols, fut envahi dans la campagne suivante. Trois maréchaux, la Meilleraye, Châtillon et Chaulnes, assiégèrent Arras. Une armée de 30 000 hommes, commandée par Beck et Lamboi, accourut pour la délivrer. Les maréchaux sont d'avis contraire : l'un veut se tenir dans les retranchements, l'autre sortir des lignes pour livrer ba-

taille; on en réfère à Richelieu. « Lorsque le roi, leur répondit-il, vous a confié le commandement, il vous a crus capables; sortez ou ne sortez pas de vos lignes; mais vous répondez sur vos têtes de la prise de la ville. » Quelques jours après, les Espagnols sont battus, et Arras est forcé (août 1640) : c'était une seconde province enlevée à la maison d'Autriche.

19. Victoires en Italie; le Piémont rentre dans l'alliance française (1640-1642). — La France combattait en même temps dans le nord de l'Italie. Après la mort de Victor-Amédée (1637), ses frères, le prince Thomas de Carignan et le cardinal Maurice, avaient disputé la régence à sa veuve, Christine, fille d'Henri IV, et avaient obtenu l'appui d'une armée espagnole. Richelieu envoya dans le Piémont le comte d'Harcourt, qui remporta trois brillantes victoires à Casal, à Turin et à Ivree, rétablit l'autorité de la régente, et par un traité habile fit rentrer les princes de Savoie dans l'alliance française (1640-1642). Le duc de Rohan avait en 1635 chassé de nouveau les Espagnols de la Valteline.

20. Soulèvement de la Catalogne et du Portugal (1640); conquête du Roussillon (1642). — L'Espagne n'attaquait plus alors; elle avait assez à faire que de se défendre contre les Catalans et les Portugais qui venaient de se soulever (1640). Le cardinal n'était pas étranger à ces révoltes; il fournit des secours au nouveau roi de Portugal, Jean de Bragance, et il décida les Catalans à reconnaître Louis XIII comme comte de Barcelone et de Roussillon (1641). Une armée française, commandée par la Mothe-Houdancourt, entra dans la Catalogne et en chassa les Espagnols; une autre, que le roi conduisait en personne, prit Perpignan, et ajouta le Roussillon à la France, qui depuis ne l'a pas perdu (sept. 1642).

21. Victoires en Allemagne de Banner, Torstensson et Guébriant (1636-1642). — L'Espagne occupée chez elle, l'Autriche était plus facile à vaincre en Allemagne. Après la défection de l'électeur de Saxe, en 1635, les Suédois avaient reculé jusqu'en Poméranie. Fortifié

par quelques troupes que la diète de Stockholm retira de Pologne et dégagé par la puissante diversion de la France, Bannér, le *second Gustave*, reprit l'offensive. Il battit les Impériaux à Wittstock dans le Brandebourg (1636), à Chemnitz en Saxe (1639), pénétra en Bohême, et, aidé du comte de Guébriant, général français des weimariens et l'un des plus habiles tacticiens de l'époque, faillit enlever, en 1641, dans Ratisbonne, la diète de l'Empire et l'Empereur, après avoir passé le Danube sur la glace. Un brusque dégel sauva Ferdinand III, et une maladie le délivra, quelques mois plus tard, de son redoutable adversaire. Tandis que le successeur de Bannér, le paralytique Torstenson, étonnait l'Europe par la rapidité de ses opérations et une suite de glorieuses victoires, à Glogau et Schweidnitz dans la Silésie, à Breitenfeld en Saxe (1642), Guébriant s'avancéait audacieusement dans l'ouest de l'Empire, que les Suédois attaquaient par le nord-est : il triomphait de Piccolomini à Wolfenbutel (1641), de Lamboi à Kempen, dans l'électorat de Cologne (1642), et il donnait la main à tous les mécontents de l'Allemagne.

22. Rocroy (1643). — La mort de Richelieu enhardit les Espagnols ; ils reprirent l'offensive du côté de la Champagne, et ils assiégèrent Rocroy, sous la conduite d'un vieux capitaine, don Francisco de Mellos, espérant, cette ville prise, arriver à Paris sans obstacle, car ils n'avaient devant eux qu'une armée inférieure en nombre, et un général de vingt et un ans, Louis de Bourbon, alors le duc d'Enghien, plus tard le grand Condé. Ce fut le 19 mai 1643 que les armées se rencontrèrent, cinq jours après la mort de Louis XIII. Les deux ailes formées de cavalerie s'abordèrent bien avant que le centre pût combattre. Condé, à la tête de sa droite, renversa la cavalerie qui lui était opposée, et, apprenant que sa gauche était battue par Mellos, il passa audacieusement derrière la ligne espagnole, pour prendre à dos la droite de l'ennemi victorieuse, et la dispersa. L'infanterie espagnole restait immobile. Il revint sur elle, l'entoura, l'attaqua trois fois et la rompit. Le vieux comte de Fuentes, qui la com-

mandait, fût jeté mort à terre. Condé reçut lui-même cinq coups de mousquet dans ses armes.

23. Bataille de Fribourg (1644). — Le duc d'Enghien poursuivait son succès avec cette fougue, cette audace heureuse qui était le caractère de cet autre Alexandre. Chaque année fut marquée par une victoire. Les Espagnols chassés de France, il s'empare en courant de Thionville (août 1643) et se tourne contre l'Autriche et ses alliés d'Allemagne. L'armée weimarienne venait de perdre, devant Rothweil, qu'elle avait pourtant enlevé (12 nov. 1643), son habile général Guébriant, et obéissant mal à plusieurs chefs, s'était laissé surprendre par les Impériaux à Tuttlingen, dans des cantonnements trop séparés (24 nov.). Turenne, nommé maréchal, assemble ses débris et la reconstitue. Condé lui amène 10 000 hommes. Ils attaquent le général bavaïois, Mercy, sous les murs de Fribourg en Brisgau : le combat recommence deux fois, à deux journées différentes, et chaque fois Condé y montre la plus brillante valeur, entraînant à sa suite les Français électrisés (août 1644). Cependant ce fut plutôt un affreux carnage qu'une victoire. Mercy s'éloigna sans être inquiété, mais il s'avoua vaincu, en laissant les deux généraux enlever Philippsbourg, Worms et Mayence, et ainsi nettoyer d'ennemis les bords du Rhin.

24. Succès de Torstenson. — Tandis que Condé retournait à Paris pour jouir des acclamations populaires, Turenne se préparait à répondre à l'appel de Torstenson, qui lui avait donné rendez-vous sous les murs de Vienne. Ce hardi général venait de traverser toute l'Allemagne, du fond de la Moravie jusqu'à l'extrémité du Jutland, pour attaquer les Danois qui, en haine de la Suède, s'étaient alliés à l'Autriche ; il occupa le Slesvig et le Jutland. Le Danemark châtié, il s'était retourné contre l'armée impériale de Galas, qui avait espéré l'enfermer dans la presqu'île, l'avait battu à Jüterbock, dans le Brandebourg (nov. 1644), avait ruiné ses troupes et détruit une autre armée impériale à Jankowitz, en Bohême (fév. 1645). C'est alors que, rentré en Moravie, il assiégeait Brunn,

menaçait Vienne et invitait Turenne à venir le joindre par la vallée du Danube.



Condé.

25. Seconde bataille de Nordlingen (1645); victoire de Condé à Lens (1648). — Turenne s'engage avec trop de confiance dans l'Empire et est vaincu à Marienthal par Mercy (mai 1645). Mais le duc d'Enghien

accourt avec des renforts, fait reculer l'ennemi, pénètre jusqu'en Bavière et achève la déroute de l'armée impériale dans la sanglante affaire de Nordlingen, où Mercy est tué (août 1645). En 1646, il passe en Flandre, assiège Dunkerque à la vue des Espagnols, et donne cette place à la France. L'année suivante, il est en Catalogne, où il y a des revers à réparer ; il assiège Lerida, que deux maréchaux avaient attaquée vainement ; il est repoussé (1647). C'était sa première défaite : il la répare sur un autre théâtre. Son absence avait rendu le courage aux Espagnols dans le nord, et l'archiduc Léopold, frère de l'Empereur, s'était avancé jusqu'à Lens, en Artois. Condé les y attaque avec sa vigueur ordinaire : en deux heures la bataille était gagnée (10 août 1648). Ce fut la dernière de la guerre de Trente ans, car Turenne n'était pas moins heureux au delà du Rhin.

26. Succès de Turenne en Allemagne. — Pendant ces triomphes, en effet, il opérait en Allemagne, et, par sa tactique à la fois savante et hardie, il jetait les fondements d'une réputation que le temps n'a fait qu'accroître. Réuni au Suédois Wrangel, successeur de Torstenson, il gagna les batailles de Lavingen (nov. 1647) et de Sommershausen, non loin d'Augsbourg (mai 1648), força le passage du Lech à Rain, et contraignit l'électeur de Bavière à sortir de ses états à l'âge de soixante-seize ans. Sans une pluie torrentielle qui grossit tout à coup les eaux de l'Inn, il marchait sur Vienne. On agita un instant, au conseil de l'Empereur, si Ferdinand III ne fuirait pas de sa capitale.

27. Traité de Westphalie (1648). — Il y avait longtemps que l'on négociait. Proposées dès 1641, les conférences s'étaient ouvertes, le 10 avril 1643, dans deux villes de la Westphalie : à Münster, entre les plénipotentiaires des princes catholiques ; à Osnabrück, entre les plénipotentiaires des princes protestants et ceux de l'Empereur. Il s'agissait de remanier la carte de l'Europe après une guerre qui avait duré trente ans, de donner à l'Empire une constitution nouvelle, et de régler le droit

public et religieux des nations chrétiennes. La France envoya à ce congrès d'habiles négociateurs, le comte d'Avaux et Abel Servien ; mais ses meilleurs diplomates,



Turenne.

c'étaient Condé et Turenne, dont l'épée avait simplifié les négociations en rendant la paix nécessaire ; la surprise du château de Prague par les Suédois décida l'Empereur à la paix. Au dernier moment l'Espagne se retira, espérant profiter des troubles de la Fronde qui commençaient

alors en France ; par un traité particulier signé à Münster avec la Hollande, elle reconnaissait l'indépendance complète des Provinces-Unies. Les autres états, pressés d'en finir, signèrent le traité (24 octobre 1648).

Les trois caractères qu'on a signalés dans cette longue lutte, guerre religieuse, guerre allemande, guerre européenne, apparaissent dans les négociations de Münster et d'Osnabrück. Au point de vue religieux, la paix de 1555, signée à Augsbourg est étendue à la confession calviniste ; les trois religions catholique, luthérienne et calviniste, obtiennent égalité de droits ; et, pour la possession des biens ecclésiastiques, pour l'exercice du culte, tout est ramené à l'état de l'Allemagne en 1624, excepté dans le Palatinat, pour lequel l'année normale fut l'an 1618 ; le principe *cujus regio ejus religio* est maintenu, ce qui laissera la liberté de conscience à la discrétion des chefs des états.

Au point de vue allemand, il faut distinguer les changements territoriaux et les nouvelles relations des princes avec l'Empereur. Des évêchés et des abbayes sont sécularisés pour fournir des indemnités aux princes protestants. Ainsi l'électeur de Brandebourg reçoit, outre la Poméranie orientale, les évêchés de Magdebourg, d'Halberstadt, de Camin et de Minden ; le duc de Mecklembourg, ceux de Schwerin et de Ratzbourg ; le landgrave de Hesse-Cassel, l'abbaye de Hirschfeld avec 600 000 écus ; l'électeur de Saxe, la Lusace avec plusieurs domaines ecclésiastiques. Un huitième électorat est créé en faveur de la maison palatine ; mais la Bavière garde le haut Palatinat. L'autorité impériale, naguère menaçante, est annulée ; le droit de suffrage est assuré, dans la diète, à tous les princes et états allemands, sur toutes les questions d'alliance, de guerre, de traité, de loi nouvelle ; ils sont confirmés dans l'exercice plein et entier de la souveraineté sur leur territoire. Ils ont le droit de s'allier à des puissances étrangères, pourvu que ce ne fût, disait une restriction vaine, « ni contre l'Empereur ni contre l'Empire. » Depuis bien longtemps la Suisse était étrangère à l'Alle-

magné; cette séparation de fait reçut la sanction du droit.

Enfin, au point de vue européen, les deux puissances étrangères qui étaient intervenues dans la lutte s'indemnisent largement aux dépens de l'Allemagne et de l'Autriche. La Suède reçoit les îles de Rügen, Wollin et Usedom, Wismar, la Poméranie occidentale avec Stettin, l'archevêché de Brême et l'évêché de Verden, c'est-à-dire les bouches de deux grands fleuves allemands, l'Oder et le Weser, avec 5 millions d'écus et trois voix à la diète. La France continue d'occuper la Lorraine tout en promettant de la restituer à son duc quand il aurait accepté nos conditions. Elle obtient la renonciation de l'Empire à tout droit sur les Trois Evêchés, Metz, Toul et Verdun, qu'elle possédait depuis 1552; sur la ville de Pignerol, cédée par le duc de Savoie en 1631; sur l'Alsace, que l'Autriche lui abandonna à l'exception de Strasbourg; car Strasbourg, ville impériale, n'était pas un territoire autrichien. Elle eut encore Vieux-Brisach sur la rive droite du Rhin devenu sa frontière, et se fit reconnaître le droit de mettre garnison dans Philippsbourg. La liberté de la navigation du Rhin fut garantie.

Tels furent les résultats de cette longue lutte. L'Autriche n'y avait remporté qu'un succès, la répression de l'insurrection de la Bohême. Elle avait voulu étouffer les libertés religieuses et politiques de l'Allemagne: les unes et les autres subsistaient, plus fortes, et désormais à l'abri de ses atteintes. Combattue par la Suède et par la France, elle abandonnait à l'une des morceaux de l'Allemagne, à l'autre une de ses plus belles provinces héréditaires, l'Alsace. A l'intérieur de l'Empire, elle allait être tenue en échec par l'égalité des confessions religieuses, surtout par l'indépendance des états allemands et par le droit qui leur était reconnu de contracter des alliances avec l'étranger; au dehors, par la puissance de la France, maîtresse de Philippsbourg, de Vieux-Brisach, de l'Alsace, de Pignerol, alliée de la Suède et des princes protestants. En résumé, les traités de Westphalie, qui allaient être

la base des relations internationales jusqu'à la révolution française, mettaient fin à la suprématie de la maison d'Autriche en Europe et inauguraient celle de la maison de Bourbon.

28. Guerre de la France et de l'Espagne (1653-1659). — Cependant, malgré l'acharnement de cette lutte et l'importance des résultats, tout n'était pas fini. La France avait été, aux prises avec les deux branches des Habsbourg, et c'est la branche autrichienne seule qui venait de traiter. Philippe IV d'Espagne avait continué la guerre, et les troubles de la Fronde lui avaient permis de



Médaille de la paix des Pyrénées.

repandre Dunkerque, Barcelone, Casal. Dès que la Fronde fut terminée, Mazarin recommença la guerre contre l'Espagne. Cette nouvelle lutte, dernier épilogue de la guerre de Trente ans, allait mettre aux prises Condé et Turenne.

Condé était venu offrir aux ennemis son épée qui leur avait été si fatale, mais il sembla perdre sa force en quittant la France. Il alla d'abord avec l'archiduc Léopold assiéger Arras, non loin de ces plaines de Lens, où il avait remporté sa plus belle victoire. Turenne les attaqua dans leur camp, et força leurs lignes. Condé ne put qu'opérer la retraite en bon ordre (25 août 1654). « J'ai su, lui écrivait le roi d'Espagne, Philippe IV, que tout était perdu, et que vous avez tout conservé. »

Les années 1655 et 1656 ne virent que des sièges de

places sur la frontière : Valenciennes, Cambrai, Rocroy, etc., et d'habiles manœuvres de Turenne, et de Condé; mais ces deux généraux, avec les petites armées qu'ils avaient sous la main, ne pouvaient frapper des coups décisifs. Mazarin n'eut pas plus de scrupules royalistes que Richelieu n'avait eu de scrupules religieux. Son prédécesseur s'était allié avec les protestants contre l'Autriche : il s'allia, contre l'Espagne, avec Cromwell qui avait fait tomber sur un échafaud la tête de l'oncle de Louis XIV (1657). Alors l'Espagne n'éprouva plus que des revers. Tandis que les Anglais s'emparaient de la Jamaïque, et brûlaient les galions de Cadix, la ville de Dunkerque, la clef des Flandres, fut assiégée par terre et par mer. Les Espagnols s'avancèrent le long des dunes qui bordent la mer pour la secourir. « Avez-vous jamais vu une bataille? » demanda Condé au jeune duc de Gloucester placé près de lui. — Non, répondit le jeune prince. — Eh bien! dans une demi-heure, vous verrez comment on en perd une. » La victoire de Turenne fut complète (14 juin 1658); Dunkerque en fut le prix, mais il fut remis entre les mains des Anglais, suivant les conventions du traité.

29. Traité des Pyrénées (1659). Ligue du Rhin (1658). — Le cabinet de Madrid n'avait plus d'armée; il demanda la paix. Les négociations furent conduites par les deux ministres, Mazarin et don Louis de Haro, qui se rencontrèrent dans l'île de la Conférence, sur la Bidassoa, au pied des montagnes qui séparent les deux pays. Ce fut le traité des Pyrénées, signé le 7 novembre 1659. La France garda l'Artois (moins Saint-Omer et Aire), quelques places de Flandre, du Hainaut, du Luxembourg (Thionville), la Cerdagne et le Roussillon; elle rendit la Lorraine au duc Charles IV, à condition qu'il démantèlerait toutes ses places fortes, et, comme il s'y refusa, son duché resta entre nos mains; le prince de Condé fut reçu en grâce et rétabli dans ses principales charges; enfin Louis XIV épousait l'infante Marie-Thérèse, qui dut lui apporter une dot de 500 000 écus d'or, en considération de laquelle elle renonçait à toute prétention sur l'héritage de son

père. La conclusion de ce mariage était la pensée et l'espérance de Mazarin depuis quinze ans. « Si le roi très-chrétien épousait l'infante, disait-il, alors nous pourrions aspirer à la succession d'Espagne, quelque renonciation qu'on fit faire à l'infante. » Il s'arrangea de manière que les renonciations fussent *légalement* nulles ; il en subordonna d'une façon expresse la validité au paiement exact de la dot, qu'il savait que l'Espagne ne pourrait jamais payer. C'était préparer pour l'avenir un prétexte aux prétentions de la maison de Bourbon.

En même temps que le cardinal méditait la réunion de l'Espagne à la France, il avait un moment pensé à faire Louis XIV empereur, à la mort de Ferdinand III (1657). Léopold I^{er} avait été élu. Mazarin conclut du moins, la *ligue du Rhin* (1658), ce qui valait beaucoup mieux. En vertu du droit d'alliance reconnu aux membres de l'Empire, les trois électeurs ecclésiastiques, le duc de Bavière, les princes de Brunswick et de Hesse, les rois de Suède et de Danemark s'unirent à la France pour le maintien du traité de Westphalie, et se placèrent en quelque sorte sous son protectorat.

Après la ligue du Rhin et le traité des Pyrénées, la guerre de Trente ans était bien finie. La ligue du Rhin donnait à la France la prépondérance dans l'Empire ; le traité des Pyrénées achevait la défaite des Habsbourg, agrandissait notre territoire et laissait la maison de Bourbon seule au premier rang en Europe.

CHAPITRE V

LES STUARTS EN ANGLETERRE.

RÉVOLUTION DE 1648. — CROMWELL.

LA RESTAURATION¹.

1. Avènement des Stuarts en Angleterre. Jacques I^{er} (1603-1625). —
2. Conspiration des poudres (1605). — 3. Aggravation des lois contre les catholiques. — 4. Persécution contre les non-conformistes. —
5. Les favoris du roi. — 6. Renaissance de l'esprit de liberté; opposition des Communes. — 7. Le droit divin des rois. — 8. Charles I^{er} (1625-1649). — 9. Opposition entre la cour et le pays. — 10. Puissance de la bourgeoisie. Force croissante des puritains. —
11. Charles essaye de gouverner avec le parlement (1625-1629). — 12. La pétition des droits (1628). Assassinat de Buckingham (1628). — 13. Charles I^{er} gouverne sans parlement (1629-1640). Laud et Strafford. — 14. Violences contre les dissidents. — 15. Émigrations en Amérique. — 16. Le procès de Hampden (1636-1637); le Covenant (1637). — 17. Quatrième parlement. — 18. Le Long parlement (1640-1653). Procès de Strafford (1641). — 19. Massacre des protestants d'Irlande (1641). — 20. Guerre civile; commencements de Cromwell. — 21. Les parlementaires se divisent; revers des généraux presbytériens; succès de Cromwell. — 22. Les indépendants se rendent maîtres de l'armée; le roi se livre aux Écossais. —
23. Captivité, procès et mort de Charles I^{er} (1647-1649). — 24. République anglaise (1649-1660). Guerre d'Irlande (1649-1650). —
25. Montrose en Écosse (1650). — 26. Guerre de Cromwell contre Charles II; ses victoires à Dunbar (1650) et à Worcester (1651). —
27. Acte de navigation (1651). Guerre avec la Hollande (1652). —
28. Dissolution du parlement par Cromwell (1653). — 29. Cromwell protecteur (1653-1658). — 30. Soumission de l'Irlande et de l'Écosse. —
31. Politique extérieure de Cromwell; force de son gouvernement. — 32. Restauration des Stuarts (1660).

1. Avènement des Stuarts en Angleterre. Jacques I^{er} (1603-1625). — Après la mort d'Élisabeth, le plus

1. Clarendon, *Histoire de la rébellion* (1641-1660); Neale, *History of the puritans*; Hallam, *Constitutional History*; Macaulay, *Histoire d'Angleterre*

proche héritier des Tudors était le roi d'Écosse, Jacques VI Stuart, fils de Marie Stuart et arrière-petit-fils, par les femmes, du roi anglais Henri VII; il fut reconnu sans opposition en Angleterre et en Irlande sous le nom de Jacques I^{er}. L'Écosse était enfin réunie à l'Angleterre, mais elle garda son administration particulière; l'union politique n'aura lieu qu'en 1707. L'homme par qui ce grand acte fut accompli ne méritait pas une telle fortune. Le premier des Stuarts anglais avait un air gauche et emprunté, une tournure ridicule. Il avait des vices et pas une vertu. Sa libéralité n'était que profusion, son savoir que pédanterie, son amour pour la paix que pusillanimité, sa politique qu'astuce, son amitié qu'un caprice. Henri IV l'appelait *maître Jacques*, et Sully disait de lui que c'était le plus sage fou qu'il eût jamais connu.

Les domaines de Jacques I^{er} étaient doubles de ceux que la seconde fille d'Henri VIII avait hérités, et son rôle en Europe fut aussi misérable que celui d'Élisabeth avait été glorieux. Il abandonna à la France le protectorat du protestantisme européen; il refusa de coopérer aux projets d'Henri IV contre la maison d'Autriche; il rechercha l'amitié, l'alliance même de l'Espagne et resta presque indifférent à la ruine de son gendre, l'électeur palatin, Frédéric V.

Au dedans, il continua la politique de persécution des Tudors. Les catholiques, si cruellement traités par Élisabeth, comptaient sur un adoucissement à leur sort. Jacques I^{er} maintint les lois pénales. Alors ils formèrent en 1605 deux complots, *the main and the bye*, qui coûtèrent la vie à deux prêtres et la liberté à plusieurs personnes de marque qui y furent impliquées, entre autres à Walter Raleigh, un des anciens favoris d'Élisabeth.

depuis l'avènement de Jacques II, 1^{er} chapitre; Guizot, Histoire de la révolution d'Angleterre; Villémain, Cromwell; Fleury, Histoire d'Angleterre;
 1. Raleigh resta treize ans en prison; il obtint sa mise en liberté en 1616 pour aller à la recherche du fabuleux Eldorado, ne trouva aucune mine d'or, mais saccagea quelques établissements espagnols. L'ambassadeur demanda réparation et l'obtint. On fit revivre l'accusation de trahison portée contre lui en 1605, et il fut décapité.

En 1605, des fanatiques imaginèrent l'abominable conspiration des poudres.

2. Conspiration des poudres (1605). — Quelque temps avant l'ouverture du parlement, un pair catholique



Jacques I^{er} (d'après Crispin de Paz).

reçut une lettre anonyme, dans laquelle on lui disait : « Je vous conseille, si vous faites cas de la vie, de trouver quelque excuse pour différer votre présence au parlement ; car Dieu et les hommes se disposent à punir la perversité du siècle. Le danger sera passé dès que vous aurez brûlé cette lettre. » Le billet fut porté aux ministres, qui voulaient mépriser cet avis anonyme. Le roi vit mieux cette

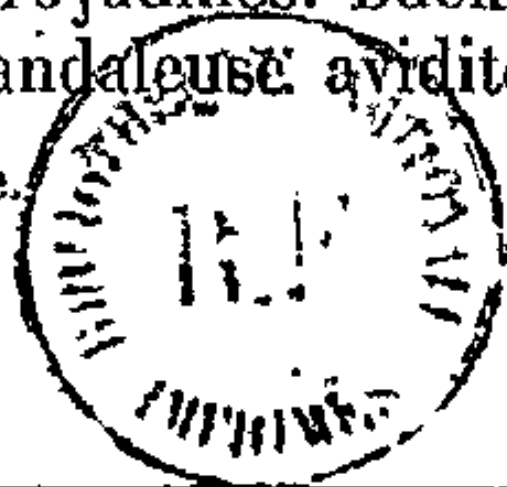
fois que ses conseillers et devina qu'il s'agissait d'une explosion soudaine. On visita les caves placées au-dessous de la chambre haute, et on y trouva trente-six barils de poudre destinés à faire sauter du même coup le roi, sa famille, les Lords et les Communes, réunis pour la séance royale : un des conjurés se tenait auprès ; il fut pris, mis à la torture, et nomma ses complices. Ils étaient tous catholiques. Ils périrent dans les supplices, et parmi eux un provincial des jésuites, le père Garnet, dont les uns affirmèrent, les autres nièrent la culpabilité.

3. Aggravation des lois contre les catholiques. —

Aujourd'hui encore, l'Angleterre célèbre, le 5 novembre, l'anniversaire de la conspiration des poudres. La découverte de cette machination infernale amena une véritable persécution contre les catholiques. On leur interdit de paraître à la cour ou à Londres ; ils durent habiter à 15 kilomètres au moins de la capitale, et défense leur fut faite d'aller à plus de 7 kilomètres de leur demeure, sans une permission spéciale signée de quatre magistrats. Les professions libérales ou les fonctions publiques leur furent interdites, comme Louis XIV les interdit en France aux protestants. Un catholique ne put être ni médecin, ni chirurgien, ni avocat, ni juge, ni officier municipal. Dans les mariages mixtes, celui des conjoints qui était de l'ancien culte n'avait rien à prétendre sur les biens de l'autre époux. Pour un domestique catholique on payait 10 livres sterling par mois ; pour un convive catholique, l'amphitryon devait payer autant. On avait droit de visiter leurs maisons à toute heure, contrairement à la loi anglaise qui protège la liberté individuelle des citoyens et le sanctuaire du foyer domestique. Enfin on leur imposa en 1605 le serment d'allégeance, par lequel ils s'engageaient à défendre le roi contre tout complot et reconnaissaient, comme impie et damnable, la doctrine qu'un prince excommunié par le pape peut être déposé par ses sujets. Ce n'est que de nos jours que les catholiques anglais ont été formellement délivrés d'une législation qui les mettait en dehors du droit commun.

4. Persécution contre les non-conformistes. — Les non-conformistes avaient mieux à espérer d'un prince qui, en Écosse, avait été nourri dans leurs doctrines; Jacques les poursuivit sans pitié. Le puritanisme lui était encore plus odieux que la religion romaine, car les puritains supprimaient la hiérarchie ecclésiastique, et Jacques I^{er} disait avec raison : *Point d'évêques, point de roi*. Le fils de Marie Stuart se tint donc toute sa vie étroitement attaché à l'anglicanisme, persécutant les catholiques qui niaient sa suprématie religieuse, persécutant les non-conformistes, dont il redoutait les tendances républicaines. Il échoua dans sa tentative pour établir la religion anglicane en Écosse (1617); et les puritains anglais, pour échapper à ses bourreaux, allèrent, en 1618, chercher en Amérique, dans le Massachusetts, une terre où ils pussent prier Dieu à leur guise. D'autres les y suivront. Les États-Unis d'Amérique sortiront de là. Voilà comment la persécution réussit.

5. Les favoris du roi. — L'esprit de liberté renaissait pourtant sous un prince faible et prodigue, qui se laissait gouverner par des ministres prévaricateurs, ou abandonnait le pouvoir à d'indignes favoris. Il avait d'abord continué ses fonctions à Robert Cecil, fils de lord Burleigh, qu'il avait trouvé ministre à la mort d'Élisabeth, et l'avait fait comte de Salisbury. Avidé et peu scrupuleux, Cecil était du moins habile. Il fut en 1612 remplacé par un jeune Écossais, Robert Carr, que Jacques nomma successivement vicomte de Rochester et comte de Somerset, et qui, convaincu d'avoir empoisonné un de ses anciens amis, céda la place à un autre favori de vingt-deux ans qui avait toutes les grâces du corps et de l'esprit, mais non la sagesse, Georges Villiers. En deux années il fut fait chevalier, gentilhomme de la chambre, baron, vicomte, marquis de Buckingham, grand amiral, gardien des Cinq-Ports, enfin dispensateur absolu de tous les honneurs, offices et revenus des trois royaumes. Buckingham usa de son pouvoir avec une scandaleuse avidité et amassa en



peu de temps d'immenses richesses, qu'il dissipa par un luxe insensé.

Le roi le laissait faire, car il faisait comme lui. Ne pouvant obtenir du parlement des subsides, il avait recouru aux plus honteux trafics. On mit aux enchères les charges de la cour, les fonctions de juge; on créa de nouveaux titres qui furent vendus à beaux deniers comptants; on fit d'iniqués procès politiques pour confisquer les biens des prévenus, et cet exemple devint si contagieux, que le célèbre philosophe Bacon, nommé grand chancelier en 1617, se laissa aller à des concussions qui attirèrent sur lui, de la part de la cour des pairs, une condamnation à la prison et à l'énorme amende de 40 000 livres sterling. Le roi, de son côté, vendit en 1616 aux États Généraux, pour 2 728 000 florins, les villes de Brielle, Flessingue et Rammekens, données à Élisabeth en gage des sommes avancées ou dépensées par elle pour le compte des Provinces-Unies. La meilleure part de cet argent passa bien vite dans la maison du favori, et la nation s'indigna qu'on eût fait ainsi trafic de son influence.

6. Renaissance de l'esprit de liberté; opposition des Communes. — Le parlement, si docile sous le règne d'Élisabeth, commençait à relever la tête. Jacques I^{er} le réunit et le prorogea trois fois coup sur coup. Les chambres ne voulaient accorder de subsides que si le roi cédait de sa prérogative¹; le roi ne promettait de garantie pour la liberté que si les chambres votaient d'abord les subsides. L'obstination fut égale des deux côtés. Jacques eut beau, en 1614, envoyer à la Tour cinq députés: il ne put vaincre la résistance des Communes. Il ne fut pas

1. Au xvi^e siècle, John³ Bull, si facile sur la question des libertés publiques, le fut beaucoup moins sur celle de son argent. Macaulay constate (*Histoire d'Angleterre*, t. I, p. 16) que, même sous Henri VIII, il y eut menace d'un mouvement populaire quand il voulut de son chef aggraver les impôts. Même chose sous Élisabeth. Elle avait donné à des particuliers le monopole du commerce de certaines denrées, ce qui avait fait aussitôt monter les prix. La vive opposition du parlement et de l'opinion publique lui fit retirer ces patentes (1601).

plus heureux en 1619 et dut prononcer la dissolution du parlement.

Comme le trésor était vide, Jacques profita des périls que le protestantisme courait en Allemagne pour convoquer un nouveau parlement; mais les Communes n'accordèrent de subsides qu'à la condition qu'il serait fait droit aux griefs de la nation. Le roi cassa encore l'assemblée (1622). Attiré par l'appât d'une riche dot, il résolut de marier son fils à une infante d'Espagne; le projet échoua, grâce aux scandaleuses folies de Buckingham, et amena au contraire une guerre contre les Espagnols (1623). Pour avoir de l'argent, il fallut accorder aux commissaires du parlement le droit de percevoir l'impôt et d'en surveiller l'emploi, abolir les monopoles et reconnaître solennellement la liberté individuelle. Jacques mourut peu de temps après (1^{er} avril 1625). Il venait à peine de décider le mariage de son fils avec Henriette de France, sœur de Louis XIII.

7. Le droit divin des rois. — Jacques I^{er}, ou « maître Jacques », comme disait Henri IV, discutait beaucoup, il n'écrivait pas moins; ses principaux ouvrages furent le *Basilicon dōron* et la *Vraie loi des monarchies libres*. Les Tudors avaient fondé, en fait, le pouvoir absolu; le premier des Stuarts voulut le fonder en droit, et le second des ouvrages qu'on vient de citer est l'exposé dogmatique de cette théorie. Jacques y soutenait gravement que l'Être suprême protège avec une faveur spéciale la monarchie héréditaire, à l'exclusion de toute autre forme de gouvernement; que les rois règnent en vertu d'un droit divin et que le Tout-Puissant, dont ils sont l'image, les a placés au-dessus de la loi; que, par conséquent, un prince peut faire des statuts et punir sans l'intervention d'un parlement, et qu'il n'est pas lié à la stricte observation des lois de l'État.

Ce que le roi écrivait, le clergé anglican l'érigéait en dogme, et, dans ses canons de 1606, il recommandait expressément l'obéissance absolue envers le monarque.

Cette double affirmation était une double imprudence.

Il y a des problèmes qu'il ne faut point poser, parce qu'ils provoquent des solutions redoutables. Le despotisme peut vivre longtemps dans les faits, il ne peut se laisser longtemps discuter. Jacques I^{er} voulait être despote et ne



Charles I^{er} (d'après Van Dyck).

savait pas l'être. Il lui manquait d'ailleurs, pour ce rôle, trois choses nécessaires : l'argent, dont le parlement était le dispensateur jaloux ; l'armée, qui dans cette île n'existe point ; l'opinion publique, qui de jour en jour lui était devenue plus contraire. Pendant qu'il écrivait la théorie de l'obéissance passive, la nation s'habituaît par la dis-

cussion à la liberté, et y arrivera bientôt par une révolution¹.

8. Charles I^{er} (1625-1649). — L'Angleterre attendait beaucoup de son nouveau roi. C'était un prince de mœurs graves et pures, appliqué, instruit, qui maintenait dans



Henriette de France, reine d'Angleterre (d'après Van Dyck).

sa maison la règle et la décence. Ses manières et son air imposaient aux courtisans et plaisaient au peuple ; ses

1. Sous Jacques I^{er}, découvertes faites dans le nord de l'Amérique par Davis (1607), Hudson (1610) et Baffin (1616); prise de possession des Bermudes (1609); mort de Shakespeare à cinquante-trois ans (1615 ou 16); apparition du premier journal en Angleterre (1622).

vertus lui auraient valu l'estime des gens de bien, si la bonne foi y avait été jointe. Son avènement excita des sentiments unanimes de joie et d'espérance. Mais cette joie diminua quand on vit le roi donner sa confiance à Buckingham et la nouvelle reine arriver à Londres avec vingt prêtres de l'Oratoire que conduisait le futur cardinal de Bérulle. L'esprit défiant des réformés vit un péril dans les intrigues bruyantes, mais sans portée, d'une femme imprudente et de quelques prêtres remuants¹.

9. Opposition entre la cour et le pays. — Compromis par son entourage, Charles I^{er} était d'ailleurs en dissentiment avec la nation sur les questions fondamentales du droit politique. Son père l'avait imbu des doctrines de l'absolutisme. Sans doute il aimait ses sujets; mais, pour assurer leur bonheur, il entendait, comme les Tudors, garder sous clef leur liberté et mettre, comme eux, le pouvoir royal au-dessus de toute contradiction et de toute entrave. Il oubliait ce qui avait amené, non la perte, mais l'éclipse des libertés publiques : la fatigue de trente années de guerre durant la lutte des Deux Roses; puis la question de la réforme, qui, pendant trente autres années, avait occupé tous les esprits; enfin la guerre avec Philippe II, où il s'était agi de l'existence même de l'Angleterre. En face de tels périls, le pays avait bien pu laisser ses rois prendre le pouvoir absolu; mais maintenant que l'Espagne était mourante, que la France ne menaçait pas encore et que la question religieuse était décidément vidée, l'Angleterre voulait rentrer dans ses anciennes voies et reprendre la pratique véritable du gouvernement représentatif.

10. Puissance de la bourgeoisie; force croissante des puritains. — L'amour pour les libertés publiques se réveillait en effet au sein de la bourgeoisie, qui, enrichie sous Élisabeth et Jacques I^{er} par le commerce et l'industrie, avait profité des prodigalités du roi.

¹. La maison de la reine ne coûtait pas moins de 240 livres sterling par jour. Quand Charles, à bout de patience, la renvoya en 1626, il fallut quarante voitures pour reconduire à Douvres tout ce personnel.

et de ses courtisans pour devenir créancière de la noblesse et de la couronne. Elle sentait l'importance qu'elle avait dans l'État. Elle formait la majorité dans la Chambre des communes; elle exerçait toutes les professions libérales; elle était maîtresse des capitaux. Rien d'étonnant à ce qu'elle voulût maintenant prendre part au pouvoir et contrôler les actes d'un gouvernement malhabile.

Une autre force poussait l'Angleterre dans cette voie. Le roi et les grands avaient bien fait, au xvi^e siècle, dans la religion, leur réforme tout aristocratique; le peuple n'avait pas fait la sienne, et cette réforme populaire, démocratique, radicale, commençait à poindre : c'était celle des puritains, qui entendaient suivre la parole de Dieu dans toute sa « pureté ». Henri VIII et Élisabeth avaient constitué une Église officielle, très richement dotée, et plus docile envers le pouvoir que ne l'avait jamais été l'Église catholique. Mais ce clergé, qui vivait dans la splendeur, prêchait l'obéissance absolue envers les princes et se déclarait lui-même d'institution divine, ne satisfaisait point ceux à qui on avait mis la Bible à la main et qui ne voulaient plus y lire que le dévouement et la pauvreté des premiers lévites, que les imprécations des prophètes contre les tyrans, que la réprobation contre les habitudes idolâtriques de l'église établie, contre sa hiérarchie, son culte, sa liturgie et ses formules consacrées. Ceux qui demandent des libertés politiques, ceux qui veulent une rénovation religieuse se rencontreront bientôt et, réunis, feront une révolution dont ils se disputeront ensuite les résultats.

Le règne de Charles I^{er} se partage en trois périodes.

Dans la première (1625-1629), il essaye de gouverner avec le parlement;

Dans la seconde (1629-1640), il gouverne sans le parlement;

Dans la troisième (1640-1648), il est obligé de le subir; il le combat et est vaincu.

11. Charles essaye de gouverner avec le parlement (1625-1629). — On vient de voir qu'à l'avène-

ment de Charles I^{er}, le gouvernement et le pays ne s'entendaient plus : le roi restant fidèle aux théories absolutistes de son père, et la nation voulant revenir à ses vieilles libertés. L'inévitable lutte éclata dès les premiers jours :

L'habitude était de voter les droits de douane pour toute la durée du règne : la Chambre basse ne les vota que pour un an. C'était déclarer qu'elle se défiait, non pas du roi sans doute, mais de son gouvernement. Charles, irrité, prononça la dissolution de l'assemblée.

Le parlement de 1626 alla plus loin : à une demande de subsides, il répondit par une expression de griefs, et il mit en accusation Buckingham. Le roi, pour sauver son favori, fut encore obligé de renvoyer le parlement, comptant sur les emprunts forcés pour tenir lieu des impôts que la nation refusait, enrôlant des soldats pour intimider les citoyens et proclamant en maint lieu la loi martiale pour suspendre la loi ordinaire :

12. La pétition des droits (1628)* Assassinat de Buckingham (1628). — Dans l'espoir d'acquérir quelque popularité, Buckingham décida Charles I^{er}, déjà aux prises avec l'Espagne, à entrer en guerre avec la France et mena une flotte au secours des protestants de la Rochelle. Mais l'expédition échoua à l'attaque de l'île de Ré par l'impéritie du général (1627), comme avait échoué en 1625 une tentative sur Cadix. Pour conjurer l'explosion du mécontentement public, Charles convoqua un troisième parlement ; mais l'échec de Buckingham avait enhardi les Communes : elles arrivaient avec la résolution de renverser le favori, que l'on qualifiait d'entrepreneur de la misère publique, et d'affirmer les droits de la nation en face des prétentions de la royauté. A cet effet elles rédigèrent la célèbre *pétition des droits* ; cette seconde grande charte de l'Angleterre rappelait les droits essentiels des citoyens anglais, liberté individuelle et consentement de l'impôt. Le roi l'accepta, mais presque aussitôt il prorogea le parlement (1628). Deux mois après, le fanatisme réformé trouvait son Ravailac : John Felton assassinait Buckingham (1628). Charles I^{er} vengea

son ministre favori en renvoyant le parlement qu'il avait d'abord prorogé et en jetant en prison les plus ardents des députés. Un d'eux, sir John Elliot, y mourut après plusieurs années de souffrances.

13. Charles I^{er} gouverne sans parlement (1629-1640). Laud et Strafford. — Las de lutter, le roi prit le parti bien dangereux de gouverner tout seul ; il resta onze années, espace plus long qu'il ne s'était jamais vu, sans réunir le parlement. Il prit pour ministres deux hommes résolus, l'archevêque de Cantorbéry, Laud, et sir Thomas Wentworth, plus tard comte de Strafford, l'un des auteurs de la pétition des droits dans le parlement de 1628, mais qui, dévoré d'ambition, ne recula point devant une apostasie et se proposa de jouer en Angleterre le rôle que jouait en ce moment Richelieu en France, sans plus de pitié pour ceux qui lui barreraient le chemin.

Ces onze années de gouvernement personnel furent marquées au dehors par l'effacement de l'Angleterre dans la politique générale. Se passer des chambres, c'était se condamner à l'économie et à l'inaction. Le roi s'était hâté de conclure la paix avec la France et l'Espagne et il se tint à l'écart de la grande lutte engagée sur le continent. L'Angleterre, qu'Élisabeth avait mise à la tête du protestantisme, resta sous Charles I^{er}, comme sous Jacques I^{er}, étrangère à la guerre de Trente ans.

Méprisé au dehors, le roi n'en fut pas beaucoup plus fort au dedans. Il avait cru trouver le repos au sein du pouvoir absolu ; mais dans son propre palais, deux partis se disputaient déjà le despotisme naissant ; la reine, autour de laquelle s'agitaient bien des intrigues ; les ministres, qui ne voulaient ni du papisme ni des dilapidations d'Henriette. Le malheureux prince avait fort à faire pour concilier ces rivalités domestiques.

14. Violences contre les dissidents. — Ce qui était plus grave, c'étaient les allures tyranniques de Laud et de Strafford. L'archevêque de Cantorbéry poursuivait les dissidents religieux avec cruauté. Ainsi le docteur Leighton était, pour une brochure, condamné au pilori,

au fouet, à la mutilation des oreilles; après quoi, le bourreau lui fendit le nez, lui marqua la figure d'un fer rouge. Mêmes peines contre l'avocat Prynne, contre Baswtick, contre le ministre Burton. Mais la persécution ne faisait que leur élever le cœur. « Chrétiens, disait Prynne sur le pilori, si nous avions fait cas de notre liberté, nous ne serions pas ici; c'est pour votre liberté à tous que nous avons compromis la nôtre; gardez-la bien, je vous en conjure, tenez ferme, soyez fidèles à la cause de Dieu et du pays; autrement vous tomberez, vous et vos enfants, dans une éternelle servitude. »

15. Émigrations en Amérique. — Ces paroles, tombées de l'échafaud avec du sang, couraient dans la foule et y recrutaient des adhérents pour les victimes. Malgré les châtimens, les sectes puritaines se multipliaient; des milliers d'hommes se détachaient du roi et de la patrie. En 1627, des puritains allèrent rejoindre, autour de la baie de Massachusetts, les émigrés de 1618; trois ans plus tard, la colonie de New-Hampshire était fondée. Le gouvernement s' alarma de cette émigration qui devenait un système. Un ordre du conseil interdit aux dissidents de quitter le pays. A ce moment, huit navires prêts à partir étaient à l'ancre dans la Tamise; sur un d'eux était déjà monté Cromwell. Il obéit, mais d'autres continuèrent à chercher un sol plus hospitalier. De 1635 à 1637, se formèrent les colonies de Connecticut, de Rhode-Island et de Providence.

16. Le procès de Hampden (1636-1637); le Covenant (1637). — Strafford, vice-roi d'Irlande, y avait établi le gouvernement du bon plaisir et pensait qu'il serait facile d'en faire autant en Angleterre, si l'on savait trouver de l'argent pour solder une armée permanente. On imagina de percevoir par l'autorité seule du roi un ancien impôt, le *ship-money* ou « l'argent des vaisseaux », impôt exceptionnel levé en temps de guerre dans les ports de mer. La terreur le fit payer; mais un bon citoyen, Hampden, opposa à cette taxe arbitraire un refus calme et une résistance légale. Il épuisa tous les degrés de juridiction et

fut condamné. L'agitation du pays durant ce grand procès et l'immense popularité qui entourait aussitôt Hampden révélèrent les vrais sentiments de la nation. Les ministres s'obstinèrent dans leur aveuglement, et Laud fut assez malavisé pour commencer à ce moment même une autre campagne contre l'Écosse. Il voulut imposer à l'Église presbytérienne de ce pays le rit anglican. Une émeute éclata aussitôt à Édimbourg (1637), et le roi refusant de céder, les presbytériens formèrent, sous le nom de *Covenant*, une association à la fois politique et religieuse qui compta bientôt pour adhérents la population écossaise toute entière (1637). Charles marcha avec 20 000 hommes contre les covenantaires; mais il n'osa livrer bataille et accorda aux rebelles l'abolition de la liturgie de Laud (1639).

17. Quatrième parlement. — C'était un échec grave. Charles, à bout de ressources, convoqua un quatrième parlement; cette assemblée refusa d'accorder le moindre subside avant qu'il eût été fait droit aux griefs de la nation. Elle demandait que le roi fût tenu de réunir le parlement tous les trois ans, que l'indépendance des élections et des débats fût assurée, que la liberté politique fût garantie. « Il faut, dit Strafford, que Charles ait rappelé d'Irlande, faire rentrer à coups de fouet ces gens-là dans leur bon sens. » Le *court parlement* fut dissous, et Strafford se chargea de réduire l'Écosse. Mais l'armée anglaise se dispersa plutôt que de combattre (1640). La royauté était acculée à une impasse. Elle avait tiré l'épée, et, pour soutenir la guerre, elle n'avait pas un écu. Le système des confiscations, des amendes, des taxes arbitraires, était épuisé. Charles recourut à un cinquième parlement : c'était s'avouer vaincu.

18. Le Long parlement (1640-1653). Procès de Strafford (1641). — Ce cinquième parlement a reçu le nom de *long parlement* : convoqué en 1640, il n'a été dissous qu'en 1653 par la dictature de Cromwell. À peine réuni, il voulut prendre la revanche de la liberté trop longtemps opprimée et, comme il arrive toujours, il dé-

passa le but. Il s'empara de l'autorité. Perception et administration de l'impôt, emprunts, jugements même, il envahit toutes les fonctions du pouvoir exécutif. Il abolit les tribunaux exceptionnels, proclama sa périodicité triennale, frappa enfin le comte de Stráfford, en qui se personnifiait toute la politique royale depuis onze ans. Le procès du *grand délinquant* excita un intérêt immense. Au fond, c'était le procès de la royauté avant le procès du roi. Habile, éloquent, courageux, l'accusé montra en face du péril une grandeur d'âme qui a fait oublier ses fautes. « Pendant dix-sept jours, il discuta, seul contre treize accusateurs qui se relevaient tour à tour, les faits qui lui étaient imputés. Un grand nombre furent prouvés pleins d'iniquité et de tyrannie; mais d'autres, exagérés ou accueillis par la haine, furent faciles à repousser, et aucun ne rentrait, à vrai dire, dans la définition légale de la haute trahison. Stráfford mit ses soins à les dépouiller de ce caractère, parlant noblement de ses imperfections, de ses faiblesses, opposant à la violence de ses adversaires une dignité modeste, faisant ressortir, sans injures, l'illégalité passionnée de leurs procédés. D'odieuses entraves gênaient sa défense; ses conseils, obtenus à grand peine et malgré les Communes, n'étaient point admis à parler sur les faits, ni à interroger les témoins: la permission de citer des témoins à décharge ne lui avait été accordée que trois jours avant l'ouverture des débats, et la plupart étaient en Irlande. Dans chaque occasion, il réclamait son droit, remerciait ses juges s'ils consentaient à le reconnaître, ne se plaignait point de leur refus, et répondait simplement à ses ennemis qui se courrouçaient des lenteurs suscitées par son habile résistance: « Il m'appartient, je crois, de défendre ma vie aussi bien qu'à tout autre de l'attaquer¹. » La Chambre des lords allait l'absoudre; les Communes, par un bill d'*attainder*², mirent hors la loi « le

1. Guizot, *Histoire de la révolution d'Angleterre*, t. I, p. 173 et suivantes.

2. Un bill d'*attainder* est une loi votée contre un particulier. En Angleterre, pour condamner un accusé, il faut non seulement que les juges soient

grand apostat ». Charles seul pouvait le sauver en refusant de sanctionner le bill. Strafford se sacrifia dans une lettre sublime. Le roi eut la faiblesse d'accepter ce sacrifice et signa l'arrêt de mort de son ministre. Strafford, pour toute réponse, leva les mains au ciel et murmura : *Nolite confidere principibus et filiis hominum, quia non est salus in illis*. Le gouverneur de la Tour l'engageait à prendre une voiture pour échapper aux violences du peuple ; il refusa et sortit à pied, précédant les gardes et promenant de tous côtés ses regards, comme s'il eût marché à la tête de ses soldats. Arrivé sur l'échafaud : « Je souhaite, dit-il, à ce royaume toutes les prospérités de la terre ; vivant, je l'ai toujours fait ; mourant, c'est mon seul vœu : mais je supplie chacun de ceux qui m'écoutent d'examiner sérieusement et de la main sur le cœur si le début de la réformation d'un royaume doit être inscrit en caractères de sang ; pensez-y bien en rentrant chez vous. » Puis il posa sa tête sur le billot et donna lui-même le signal (27 mai 1641). Laud, mis en prison en même temps que Strafford, ne fut condamné et exécuté que quatre ans après.

19. Massacre des protestants d'Irlande (1641). — Le supplice du comte de Strafford frappa de terreur tous les agents du pouvoir et livra entièrement aux deux chambres l'autorité royale. Sur ces entrefaites, les Irlandais se révoltèrent et massacrèrent huit mille protestants anglais. Les intrigues catholiques de la reine rendaient le roi suspect, et lui-même, en essayant de surprendre en Écosse les chefs covenantaires, Argyle et Hamilton, autorisait la croyance à un vaste complot formé par la cour contre les meneurs populaires. Lorsqu'il demanda les

convaincus de sa culpabilité, mais qu'il y ait une preuve légale, que deux témoins au moins déposent contre l'accusé. Or, pour atteindre un homme présumé coupable de haute trahison et qu'il ne serait pas possible de faire condamner par la loi, on porte contre lui un bill d'*attainder*, qui est discuté dans les chambres comme une loi générale. Strafford fut ainsi déclaré coupable et condamné, non par un jugement légal, mais par un acte législatif du parlement. Par le bill d'*attainder* les enfants eux-mêmes de la victime sont frappés. Ils ne peuvent hériter de ses biens, titres et honneurs.

moyens de réduire l'Irlande, le parlement répondit par une amère remontrance où se trouvaient énumérés tous les griefs de la nation depuis le commencement du règne. En même temps on accordait aux Écossais 300 000 livres sterling à titre d'indemnité et de récompense, et l'on votait le bill de la milice, *militia-bill*, par lequel le parlement devait intervenir dans l'organisation de l'armée et la nomination de ses chefs.

Charles tenta un coup d'État pour ressaisir le pouvoir : il vint en personne au parlement arrêter les chefs de l'opposition, Hampden, Pym, etc. ; mais la chambre refusa de livrer les députés, et, devant l'attitude menaçante du peuple, le roi n'osa employer la force. Il quitta Londres, pour commencer la guerre civile (1642).

20. Guerre civile ; commencements de Cromwell.

— Le parti du parlement avait la capitale, les grandes villes, les ports, la flotte. Le roi avait la plus grande partie de la noblesse, plus exercée aux armes que les troupes parlementaires. Dans les comtés du nord et de l'ouest, les royalistes ou *cavaliers* dominaient ; les parlementaires ou *têtes rondes*, dans ceux de l'est, du centre et du sud-est, les plus peuplés, les plus riches, et qui, contigus d'ailleurs, formaient comme une ceinture autour de Londres.

Le roi eut d'abord l'avantage. De Nottingham, où il avait arboré son étendard, il marcha vers les comtés de l'ouest, plus favorables à sa cause, pour y recruter les volontaires, rencontra à Worcester l'armée du parlement, mais sans engager avec elle un choc à fond, et prit la route de Londres. Essex, pour l'arrêter, livra la sanglante et indécise bataille d'Edgehill (24 oct. 1642). Charles, n'espérant plus emporter sa capitale par surprise, se retira sur Oxford, où il prit ses quartiers d'hiver, attendant les secours que la reine devait lui amener de Hollande. La campagne suivante s'ouvrit bien pour lui : partout les troupes parlementaires furent battues et nombre de villes dans le nord et le sud-ouest furent prises. Mais le parlement redoubla d'énergie : plusieurs membres des

Communes, prirent les armes. Hampden leva parmi ses tenanciers, ses amis et ses voisins un régiment d'infanterie qui fut bientôt renommé par sa discipline et son courage. Olivier Cromwell, qui siégeait au parlement comme député de Cambridge et qui était demeuré à peu près obscur jusqu'à ce jour (il avait alors 45 ans), forma dans les comtés de l'est, avec des fils de fermiers et de petits propriétaires, des escadrons d'élite qui opposèrent l'enthousiasme religieux aux sentiments de loyauté monarchique dont les cavaliers étaient animés. Le roi assiégea Gloucester, la seule ville qui gênât encore ses mouvements dans l'ouest. Elle fit une résistance héroïque qui donna le temps au parlement de rassembler ses forces. A l'approche d'Essex, Charles se retira, mais manœuvra de manière à couper au comte la route de Londres et se posta à Newbury; les parlementaires lui passèrent sur le corps, après une lutte acharnée, où périt lord Falkland, l'honneur du parti royaliste. Cette victoire décida le parlement à s'unir aux Écossais : un *covenant* solennel fut juré entre les deux peuples. De son côté, le roi essaya de soulever les Highlanders et traita avec les catholiques d'Irlande, qui, depuis le grand massacre, étaient toujours en armes. Il rappela auprès de lui les troupes chargées de les combattre (1643).

21. Les parlementaires se divisent; revers des généraux presbytériens; succès de Cromwell. — Le parlement n'était qu'une coalition de partis opposés. Unis contre les prétentions absolutistes du roi, ils ne s'accordaient plus sur les conditions du gouvernement. Les *presbytériens*, qui abolissaient la hiérarchie dans l'église, voulaient la conserver dans l'État; les *indépendants* repoussaient la pairie comme l'épiscopat, la souveraineté politique du roi comme sa suprématie religieuse. Plus hardis que leurs rivaux et plus conséquents, ils faisaient appel aux sentiments les plus énergiques du cœur humain, l'amour de la liberté et le besoin de l'égalité. Autour d'eux se groupaient les mille sectes issues du puritanisme : niveleurs, anabaptistes, millénaires, vision-

naires, apocalyptiques, que leur exaltation rendait redoutables; à leur tête étaient Ludlow, Vane, Haslerig, et surtout Olivier Cromwell. Tout en ce dernier leur avait, plu d'abord, son exaltation religieuse, son empressement



Olivier Cromwell (d'après Cooper).

à se faire l'égal et le compagnon de ses plus grossiers amis, ce langage mystique et familier, ces manières tour à tour triviales et enthousiastes qui lui donnaient l'air, tantôt de l'inspiration, tantôt de la franchise, même ce libre et souple génie qui mettait au service d'une cause sainte toutes les ressources de l'habileté mondaine. Sa fortune ne tint pas à ce qu'il fut, comme Bossuet l'en-

accuse, un hypocrite raffiné, mais à deux forces ordinairement séparées et qu'il réunit en lui, le calcul et l'exaltation. En un temps de fanatisme, il fut aussi fanatique que pas un ; et, dans un temps de révolution, il fut plus habile que tous les autres.

Si la discorde régnait parmi les parlementaires, elle existait aussi dans le parti royaliste. A Oxford, comme à Whitehall, la cour était divisée par de misérables intrigues. Un parlement que Charles composa avec ses fidèles fut inutile, et, malgré sa docile complaisance, irrita le roi, qui l'ajourna pour se délivrer de ce qu'il appelait de lâches et seditieuses motions, tant l'ombre même d'une libre discussion lui était importune.

La campagne de 1644 fut remarquable par un grand déploiement de forces des deux côtés. L'armée royale du nord, commandée par le prince Rupert, fils du palatin Frédéric V et neveu de Charles I^{er}, fut complètement battue à Marston-Moor, près d'York. Ce grand succès était dû au génie de Cromwell et à l'invincible ténacité de ses escadrons. Ils gagnèrent sur le champ de bataille leur surnom de *côtes de fer*. Dans le sud, Essex et Waller, les généraux presbytériens, éprouvèrent défaite sur défaite ; le premier fut réduit à capituler. En Écosse, un chef énergique, le comte de Montrose avait débarqué avec des bandes irlandaises, soulevé les Highlanders et remporté coup sur coup deux victoires. Le roi, pour la troisième fois, marchait sur Londres ; le peuple fermait les boutiques, priait et jeûnait, lorsqu'on apprit que Charles venait d'être battu à Newbury et encore par Cromwell. Les soldats de Cromwell avaient fait des prodiges : à la vue des canons qu'ils avaient perdus naguère dans le comté de Cornouailles, ils s'étaient précipités sur les batteries royales, avaient ressaisi leurs pièces et les avaient ramenées en les embrassant.

22. Les indépendants se rendent maîtres de l'armée ; le roi se livre aux Écossais. — Les succès de Cromwell rendirent plus audacieux le parti des indépendants. En minorité dans le parlement, ils s'emparèrent

de la guerre par le bill célèbre du *renoncement*, qui exclut des députés des fonctions civiles et militaires (1645). Le comte d'Essex, général des parlementaires, donna sa démission : un indépendant lui succéda, Fairfax, sur qui Cromwell exerçait un empire absolu.

Les indépendants, maîtres de l'armée, agirent avec promptitude : ils écrasèrent à Naseby les dernières forces du roi (1645). On trouva dans les bagages de Charles la preuve que, en dépit de ses protestations, il avait invoqué l'appui des étrangers, et particulièrement celui des Irlandais. En même temps, Montrose était surpris et battu par les covenantaires écossais. Le prince Rupert rendait Bristol sans résistance. Le roi, désespéré, se retira par lassitude plutôt que par choix dans le camp des Écossais, où le résident de France lui faisait espérer un asile et où il s'aperçut bientôt qu'il était prisonnier (1646). Les Écossais le livrèrent au parlement pour 400 000 livres sterling (1647).

23. Captivité, procès et mort de Charles I^{er} (1647-1649). — Les presbytériens et les indépendants avaient eu peine à s'entendre pendant la lutte, en face du péril ; ce fut bien pis après la victoire. Comme les presbytériens dominaient dans le parlement et leurs adversaires dans l'armée, l'antagonisme éclata entre ces deux corps. Le parlement, sous prétexte que la guerre était finie, voulut licencier une partie des troupes. Alors une fermentation menaçante se manifesta parmi les soldats. L'armée adressa aux Communes des suppliques qui pouvaient passer pour des ordres. La Chambre les repoussa avec énergie. « Ces gens-là, dit Cromwell, n'auront pas de repos que l'armée ne les ait mis dehors par les oreilles. » Il allait se charger lui-même d'accomplir la prédiction.

Peu s'en fallut que ces dissensions ne fissent regagner à Charles I^{er} tout le terrain qu'il avait perdu. Les deux partis se disputèrent le roi. Un détachement de l'armée l'enleva d'Holmby, où il était à la discrétion du parlement. Cromwell et les chefs des indépendants négocièrent avec lui ; mais Charles n'était pas sincère. « Sois

tranquille sur les concessions que je pourrai faire, écrivait-il à la reine ; je saurai bien, quand il en sera temps, comme il faut se conduire avec ces drôles-là, et, au lieu d'une jarretière de soie, je les accommoderai d'une jarretière de chanvre. » Cromwell intercepta la lettre et résolut dès lors la ruine du roi. Charles, auquel il fit passer des avis menaçants, s'échappa et passa dans l'île de Wight, dont le gouverneur était une créature de Cromwell (1648) ; il s'était mis ainsi dans les mains mêmes de son ennemi.

Cette fuite du roi fut pour les cavaliers le signal d'une nouvelle prise d'armes ; mais Cromwell, qui venait de rétablir la discipline parmi ses soldats, en intimidant les niveleurs, saisit avec joie l'occasion de recouvrer son influence par la guerre. Il vainquit les royalistes dans le pays de Galles, tandis que Fairfax les battait autour de Londres, et, les Écossais ayant envahi l'Angleterre pour délivrer le roi qu'ils avaient vendu, il courut à leur rencontre, les écrasa à Preston, entra dans Édimbourg aux acclamations des puritains du pays.

Cependant les presbytériens parlaient de négocier avec le roi ; mais ils n'étaient plus les maîtres. Le pouvoir était passé à l'armée et à Cromwell. Celui-ci, le 6 décembre 1648, « purgea » le parlement : ses soldats avaient investi le local des séances et mis à la porte tous les membres qui ne leur plaisaient pas. L'assemblée se trouva réduite à quatre-vingts membres ; on appela ces débris du long parlement le *rump* ou parlement croupion. Il ne restait plus qu'à faire disparaître le roi. Charles comparut devant une haute cour de justice présidée par John Bradshaw, cousin de Milton, et dirigée par Cromwell. Il refusa de reconnaître son autorité, mais n'en fut pas moins condamné et, malgré l'intervention des ambassadeurs hollandais, exécuté. Il montra, sur l'échafaud, un admirable sang-froid, ne regrettant de tous ses actes, que sa faiblesse lors du procès de Strafford. « Que Dieu me préserve, dit-il, de me plaindre ! L'injuste sentence dont j'ai permis l'exécution à l'égard de Strafford est punie maintenant par une sentence injuste. » (9 février 1649.)

24. République anglaise (1649-1660). Guerre d'Irlande (1649-1650). — Après la mort de Charles I^{er}, les indépendants avaient proclamé la république et aboli la chambre des lords ; mais l'Écosse et l'Irlande protestèrent. L'Écosse se souvenait maintenant que les Stuarts étaient de race écossaise et l'Irlande voulait venger le régicide et défendre sa foi religieuse. Les deux pays appelèrent Charles II, fils aîné du feu roi. Celui-ci, retiré à la Haye, en Hollande, dédaigna les presbytériens d'Écosse, qui voulaient lui imposer des conditions, et se disposa à rejoindre les royalistes irlandais, qui, eux, ne marchandèrent pas sur ses droits.

Le parlement d'Angleterre se hâta de nommer Cromwell lord lieutenant d'Irlande. Il ne voulut partir qu'avec des forces immenses, l'armée ordinaire de 45 000 hommes, et un corps de 12 000 vétérans ; rien de ce qu'il demanda, en argent, vivres ou munitions, ne lui fut refusé. Déjà les royalistes venaient d'être mis en pleine déroute près de Dublin, à la journée de Rathmines. Cromwell alla recueillir les fruits de cette grande victoire, et ouvrit la campagne par le siège de Drogheda. La ville fut prise d'assaut : on égorgea toute la garnison ; plus de mille habitants, qui s'étaient réfugiés dans la cathédrale, eurent le même sort. Ces scènes horribles se renouvelèrent un mois après à Wexford. Habitants, soldats, tout fut passé au fil de l'épée : on tua jusqu'aux femmes (1649). Une telle barbarie poussa les Irlandais au désespoir : Kilkenny et Clonmell se défendirent avec tant d'énergie que le lord lieutenant dut leur accorder une capitulation honorable (1650). Au milieu de cette répression épouvantable, Cromwell fut rappelé en Angleterre par les progrès menaçants des Écossais.

25. Montrose en Écosse (1650). — Le désastre de Rathmines ayant empêché Charles II d'aborder en Irlande, le vaillant comte de Montrose essaya de conquérir l'épée à la main la couronne pour son maître. Cet homme héroïque était débarqué en Écosse avec 1200 hommes ; mais les montagnards refusèrent de se joindre à lui, et il

fut écrasé par les presbytériens à Corbiesdale. On le condamna à être pendu à une potence de 30 pieds de haut. Sa tête devait être exposée sur une pique à Édimbourg, ses bras sur les portes de Perth et de Stirling, ses jambes sur celles de Glasgow et d'Aberdeen. Il répondit qu'il se glorifiait de son sort, et qu'il regrettait seulement de n'avoir pas assez de membres pour fournir à toutes les villes du royaume une preuve de sa loyauté. Comme dernière ignominie, l'exécuteur suspendit à son cou sa récente proclamation avec l'histoire de ses premiers exploits. Il sourit en disant que ses ennemis lui donnaient une décoration plus brillante que l'ordre de la Jarretière dont son souverain l'avait honoré. « C'est un de ces hommes, » a dit de Retz, « qu'on ne retrouve plus que dans Plutarque. » Charles II s'empressa de le désavouer, accepta sans réserve toutes les demandes des covenantaires écossais, jura de ne jamais permettre le libre exercice de la religion catholique en Écosse ni en aucune autre partie de ses états, et quitta aussitôt la Hollande pour venir prendre possession du trône qui lui était offert.

26. Guerre de Cromwell contre Charles II; ses victoires à Dunbar (1650) et à Worcester (1651). —

Les indépendants comprirent la gravité du péril et rappelèrent Cromwell. Il passa la Tweed avec 16 000 vieux soldats. Le général écossais, David Leslie, malgré la supériorité numérique de ses troupes, se garda bien de hasarder une bataille, et se tint obstinément un mois dans ses retranchements. Il voulait user l'armée anglaise; mais l'ardeur insensée des ministres presbytériens l'emporta. Ils contraignirent Leslie à attaquer. L'action s'engagea près de Dunbar. Au premier choc, les indépendants furent culbutés; Cromwell avec son régiment de piquiers rétablit le combat, mit les Écossais en pleine déroute, leur tua 3000 hommes, en prit 10 000 avec l'artillerie, les munitions et le bagage. Édimbourg et Leith se rendirent sans résistance (1650). Cependant cette défaite servit en Écosse la cause du prétendant, en diminuant l'influence du parti presbytérien. Les royalistes exploitèrent ces cir-

constances, et Charles II fut solennellement couronné à Scone le 1^{er} janvier 1651.

Devenu vraiment roi d'Écosse et maître de l'armée, il entreprit de porter la guerre au cœur même de l'Angleterre, pour rallier sur sa route les nombreux partisans sur lesquels il comptait. Il trompa Cromwell, se dirigea rapidement vers le midi et marcha droit sur Londres; mais les royalistes anglais ne bougèrent pas : à peine quelques milliers de cavaliers répondirent-ils à l'appel du prince, et Cromwell accourut avec 40 000 hommes. Ce fut près de Worcester que la rencontre eut lieu. Après une lutte acharnée, où Charles montra une extrême bravoure, l'armée royale fut dispersée et la ville prise. C'était le 3 septembre, le jour anniversaire de la victoire de Dunbar (1651). Charles II n'échappa que par miracle aux actives recherches de ses ennemis. Les diverses péripéties de sa fuite montrèrent, en même temps que son rare sang-froid, le nombre et le dévouement tardif des royalistes anglais.

27. Acte de navigation (1651). Guerre avec la Hollande (1652). — Ainsi la révolution triomphait au dedans; au dehors, elle déclarait la guerre à la Hollande. L'acte de navigation fut une attaque directe contre le commerce des Provinces-Unies (9 octobre 1651). Cet acte célèbre interdisait l'entrée des ports anglais à tout vaisseau chargé de marchandises qui n'était pas un produit du sol ou du travail national du peuple dont le navire portait le pavillon, et aucune marchandise d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique ne pouvait être importée que sur des vaisseaux anglais. Cette loi, qui a fait la fortune navale de l'Angleterre et qui est restée en vigueur jusqu'au 1^{er} janvier 1850, enlevait aux Hollandais, « les rouliers des mers, » comme on les appelait, le monopole de la navigation, car leur commerce était presque exclusivement un commerce de commission. Les droits mis sur la pêche aux harengs, que les Hollandais venaient chercher près des côtes britanniques, achevèrent de brouiller les deux républiques. Les Hollandais réclamèrent : ils ne

purent obtenir même un simple délai, et le décret du parlement reçut une exécution immédiate. Ils armèrent pour protéger leur commerce. Les Anglais commencèrent aussitôt les hostilités, ne rêvant rien moins que l'annexion des Provinces-Unies. Ce projet chimérique échoua; mais les flottes hollandaises furent malheureuses, malgré le génie de Tromp et de Ruyter. L'amiral anglais Blake se plaça au niveau de ces illustres marins. Il vainquit de Witt et Ruyter au nord-est de Douvres, le 8 octobre 1652; cinq mois après, Tromp, qui avait arboré au grand mât de son vaisseau un immense balai en signe qu'il allait balayer l'Océan, eut le dessous dans une action qui se continua pendant trois journées dans toute la longueur de la Manche. Au commencement de 1654, les deux républiques conclurent la paix : l'Angleterre maintenait l'acte de navigation.

Ce furent les dernières victoires remportées sous les auspices du gouvernement républicain : Cromwell venait de se faire nommer *protecteur*, après avoir dissous le parlement.

28. Dissolution du parlement par Cromwell (1653).

— Le *rump* ne représentait plus la nation, mais un parti. Les mécontents, et c'était à peu près tout le monde, désiraient un pouvoir fort, moins d'intrigues, plus de probité. Il y avait précisément un homme qui avait sauvé la liberté par ses victoires contre les royalistes et sauvé l'ordre social en écrasant les niveleurs : c'était Olivier Cromwell. Nul n'avait montré autant d'art à suivre, sans la devancer, l'opinion dominante. Il était sûr de l'armée; séduisait le peuple par sa piété et comptait même sur les royalistes, qui aimaient mieux voir l'autorité souveraine usurpée par un homme que de la voir usurpée par la nation. Le parlement allait rendre un acte pour se proroger : Cromwell court à l'assemblée et, au moment du vote, demande la parole. Selon sa coutume, il commence par des protestations de modestie et d'humilité, puis il s'anime, attaque amèrement les actes : on l'interrompt. Alors, jetant le masque, il s'écrie : « Vous n'êtes pas un-

parlement, Dieu ne veut plus de vous. » Et, comme on murmure, il se tourne successivement vers chacun des députés : « Toi, dit-il, tu es un débauché ; toi, un adultère ; toi, un ivrogne : disparaïssez, disparaïssez tous ! » Et à chaque apostrophe, il frappe du pied. C'était le signal convenu : des soldats entrent, font descendre les représentants de leurs sièges et les poussent dehors : quand la salle fut vide, Cromwell sortit, ferma la porte, mit la clef dans sa poche et fit afficher le soir même cet écriteau : **MAISON À LOUER (30 avril 1653).**

29. Cromwell protecteur (1653-1658). — Cromwell composa, alors un parlement qu'il déclara convoqué au nom du Saint-Esprit ; on lui donna le nom de *Barebone* ou « os décharné », que portait un de ses membres. Ces singuliers députés se prirent au sérieux et voulurent gouverner : Cromwell les fit mettre à la porte par un de ses colonels. Il était puéril et peut-être dangereux de prolonger plus longtemps l'hypocrisie : Cromwell se fit proclamer lord protecteur (26 décembre 1653). Le gouvernement s'appelait toujours la république ; en réalité, Cromwell était roi, et plus roi que ne l'avait jamais été prince légitime, car il avait une armée formidable, 50 000 vieux soldats, rompus à la discipline et dévoués à leur chef jusqu'à la mort. La chambre des lords était rétablie.

30. Soumission de l'Irlande et de l'Écosse. — Le protecteur continua en Irlande l'œuvre du parlement. Ireton, son gendre et son successeur dans le commandement des troupes, s'était rendu maître des trois quarts de l'île (1652). Clanricarde, chef des rebelles, après le départ du duc d'Ormond, proposa une capitulation générale ; mais Ludlow, investi du commandement par la mort prématurée d'Ireton, refusa de négocier. Il recommença la guerre avec une nouvelle énergie et contraignit les divers chefs de la révolte à faire séparément leur soumission. Au milieu de l'année 1652, l'Irlande tout entière était au pouvoir des Anglais. On la traita avec une horrible cruauté. Beaucoup de nobles, accusés d'avoir pris part au massacre de 1640, furent condamnés et exécutés. On

exila 40 000 soldats ou officiers; on transporta en Amérique leurs femmes et leurs enfants. Cependant, malgré toutes ces saignées d'un côté et l'arrivée continuelle des colons anglais et écossais de l'autre, il se trouva que la population catholique excédait la population protestante dans la proportion de 8 à 1. On condamna à la confiscation des deux tiers tous ceux qui avaient porté les armes contre le parlement, et à celle d'un tiers ceux qui ne les avaient pas portées pour lui. Ceux dont les biens réels et personnels ne s'élevaient pas à une valeur de dix livres sterling, furent seuls amnistiés. La population irlandaise reçut l'ordre de se transplanter dans le Connaught avant le 1^{er} mai 1654, et le premier venu eut le droit de tuer l'Irlandais qu'il rencontrerait sur la rive gauche du Shannon. L'Angleterre expie encore ces violences par la triste situation où l'Irlande se trouve depuis deux siècles¹.

En Écosse, c'était Monk qui était l'exécuteur des hautes œuvres et du parlement et de Cromwell. Ce pays fut moins cruellement traité; il conserva ses croyances et même son existence nationale, car le parlement fut renversé au moment où il allait accomplir l'union des deux peuples de la Grande-Bretagne. Cromwell abandonna ce projet.

31. Politique extérieure de Cromwell; force de son gouvernement. — La politique extérieure du protecteur eut un éclat exceptionnel. Il dicta la paix à la Hollande et l'obligea à reconnaître la supériorité du pavillon anglais. Il traita d'égal à égal avec tous les souverains de l'Europe, vit son alliance mendicée par l'Espagne et recherchée par la France, qui l'obtint (1655). Il fit enlever la Jamaïque à l'Espagne (1655), ainsi que Dunkerque, après la victoire de Turenne aux Dunes (1658). Il envoya Blake avec sa flotte dans la Méditerranée pour venger la chrétienté des insultes des Barbaresques. Enfin, il reprit le rôle d'Élisabeth, que les Stuarts avaient abandonné, celui de protecteur du parti réformé, et il étendit sa protection jusqu'aux Vaudois des vallées

¹ Cependant, après la restauration, les colons de Cromwell furent obligés de restituer un tiers des terres qu'ils avaient reçues.

piémontaises. « Après un demi-siècle, dit Macaulay, durant lequel l'Angleterre avait à peine eu plus de poids dans la politique européenne que Venise ou la Saxe, elle devint subitement le plus formidable pouvoir du monde. »



George Monk, duc d'Albemarle (Bibliot. nation.).

C'est au milieu de cette gloire et de cette toute-puissance que Cromwell mourut, le 3 septembre 1658, jour anniversaire de ses victoires de Dunbar et de Worcester; il était âgé de cinquante-neuf ans.

32. Restauration des Stuarts (1660). — Son fils, Richard, lui succéda, « aussi paisiblement que jamais prince de Galles succéda à un roi d'Angleterre ». Il n'avait

pas plus la force de gouverner qu'il n'en avait le désir. Les partis relèverent la tête; Richard, au bout de quelques mois, abdiqua (1659). L'Angleterre tomba alors dans une profonde anarchie. Cromwell avait laissé des lieutenants, mais point de successeur. Tous, excellents dans les rôles secondaires, étaient incapables d'occuper le premier rang. L'un d'eux, George Monk, collègue et rival de Blake dans la guerre contre les Hollandais, administrateur habile de l'Écosse, se décida à mettre fin aux luttes des partis en rétablissant la monarchie. Il ne poussa pas ouvertement son entreprise; il usa d'une duplicité profonde et trompa tout le monde. Il commença par casser le *rump* qui s'était reconstitué après la mort de Cromwell, et remplaça ce parlement usé par une assemblée d'hommes nouveaux, inexpérimentés, partant dociles à son impulsion. L'Angleterre n'en était pas moins indécise, doutant qu'une république sincère fût possible, mais n'osant en effacer le nom. C'était une de ces crises dans lesquelles le succès appartient au plus patient. Les républicains, inquiets de l'avenir, persécutés d'ailleurs dans leurs chefs, ne surent pas attendre et prirent les armes : ils furent aisément écrasés. tant la guerre civile était devenue odieuse ! On ne vit de salut que dans le retour de l'ancienne forme de gouvernement : Charles II Stuart fut rappelé sans condition (1660). On se contenta de quelques promesses très vagues, qu'il fit dans une déclaration signée à Bréda : c'était une grave imprudence, dont les Stuarts devaient d'ailleurs en 1688 payer chèrement les conséquences. Quant à Monk, qui, en tout ceci, avait bien plus pensé à lui-même qu'à son pays, il obtint le titre de duc d'Albemarle et une grosse pension. Son ambition n'allait pas au delà¹.

1. En 1642, Hobbes, réfugié en France, publie son livre *De cive*, et, en 1655, de retour en Angleterre, ses *Éléments de philosophie*, dans lesquels il veut prouver qu'il n'y a d'autre droit que la force. En 1647, George Fox, cordonnier de Leicester, fonde la nouvelle secte des quakers.

CHAPITRE VI

ÉTAT DE L'EUROPE VERS 1660¹.

1. L'Europe vers 1660. — 2. Grandeur de la France. — 3. Décadence des Habsbourg : Espagne et Autriche. — 4. L'Empire. Progrès des Hohenzollern. — 5. La Suède. La paix d'Oliva (1660). — 6. Décadence de la Pologne ; obscurité de la Russie. — 7. Richesse et puissance de la Hollande. — 8. Constitution de la Hollande. — 9. Angleterre. — 10. Turquie. — 11. Suisse. — 12. États italiens. — 13. Situation de la France en Europe.

1. L'Europe vers 1660. — Vers l'année 1660 se place un moment important dans la politique générale de l'Europe. Le traité des Pyrénées est signé en 1659 ; les traités de Copenhague, d'Oliva et de Kardis, en 1660 et 1661 ; la république anglaise finit en 1660 et cède la place à la restauration des Stuarts ; en France, Louis XIV inaugure son gouvernement personnel en 1661. Il faut s'arrêter à cette date pour indiquer les résultats de la période qui finit et pour faire pressentir les caractères de celle qui va commencer.

La France toute-puissante et en possession de l'hégémonie qui avait longtemps appartenu aux Habsbourg ; la maison d'Autriche, réduite au second rang ; la Suède, prépondérante dans le nord et maîtresse de la Baltique, d'où elle a chassé le Danemark, la Pologne et la Russie ; la Hollande, reconnue indépendante et trouvant dans sa prospérité maritime et coloniale les éléments de la grandeur que les autres états cherchent presque uniquement dans les succès politiques et militaires ; l'Angleterre, près de déchoir avec les Stuarts du rang où l'avait fait monter Cromwell ; la Turquie, toujours redoutable militairement.

¹ Lavissee, *Vue générale de l'histoire politique de l'Europe*.

mais qui va bientôt commencer ce mouvement de recul qui dure aujourd'hui encore : telle est, vers 1660, en laissant de côté les petits états, la physionomie générale de l'Europe.

2. Grandeur de la France. — Les traités de Westphalie et des Pyrénées donnaient à la France le premier rang parmi les nations européennes, car ils consacraient le triomphe de la maison de Bourbon sur les deux branches de la maison d'Autriche. L'un nous ouvrait l'Italie par Pignerol, l'Allemagne par Philippsbourg et Vieux-Brisach; il nous faisait toucher au Rhin par l'Alsace et nous permettait d'envelopper la Lorraine qui nous restait de fait, sinon de droit. L'autre nous laissait le Roussillon et l'Artois. Nous occupions ainsi toute la ligne des Pyrénées, celle des Alpes jusqu'à la Savoie, moins le comtat Venaisin laissé au pape; toute la rive droite du Rhône depuis le territoire genevois jusqu'à Lyon; mais la Franche-Comté, entre la Saône et le Jura, restait à l'Espagne. Le Rhin couvrait l'Alsace, où Strasbourg, qui nous manquait, ne pouvait nous manquer longtemps. Les Trois Évêchés, Metz, Toul et Verdun, formaient notre avant-garde dans le bassin de la Moselle et devaient servir d'entraves à la Lorraine, si ce pays voulait sortir un jour de nos mains; Sedan nous donnait une forte position sur la Meuse; l'acquisition de l'Artois nous mettait aux portes de la Flandre, où Louis XIV nous conduira. Ainsi la France, réagissant sur le traité de Verdun qui, huit siècles auparavant, l'avait réduite d'un tiers, reprenait les provinces de langue française et se rapprochait peu à peu des limites de l'ancienne Gaule. Les traités de 1648 et de 1659, qui avaient eu pour résultat ces grands accroissements de territoire, nous donnaient en outre dans les affaires de l'Europe une admirable situation politique et morale. Protectrice de la ligue du Rhin, appuyée sur les États protestants, alliée de la Suède, la France semblait inébranlable dans sa fortune. Depuis le temps où François I^{er} la lançait dans la guerre contre Charles-Quint, quel chemin parcouru ! Elle était au premier-rang; sûre de sa

force, elle en jouissait avec modération et l'Europe s'inclinait devant cette prééminence qui lui paraissait le fruit légitime des efforts opiniâtres soutenus par nos rois contre l'ambition des Habsbourg. La France a encore pour elle sa grandeur intellectuelle : au milieu du xvii^e siècle, avec ses écrivains et ses artistes, elle se place à la tête de la civilisation européenne.

A l'intérieur, le parlement et la noblesse venaient de courir l'aventure de la Fronde; ils en sortaient à jamais discrédités. Louis XIV arrive au moment voulu pour recueillir les avantages de cette dernière tentative de réaction parlementaire et féodale. Il va trouver dans son peuple valeureux de vingt millions d'âmes les sujets les plus dociles de l'Europe. Colbert est là pour refaire les finances et l'administration; Louvois, pour réorganiser l'armée. Tout se prépare pour un grand règne.

3. Décadence des Habsbourg : Espagne et Autriche. — La maison d'Autriche était abaissée dans ses deux branches, la branche aînée à Madrid, comme la branche cadette à Vienne.

L'Espagne, ruinée dans les sources mêmes de sa richesse par l'expulsion de 200 000 Maures en 1609, épuisée par des guerres longues et malheureuses, allait descendre au dernier rang de la décadence. Elle gardait encore, il est vrai, toutes ses annexes, la Franche-Comté, la moitié des Pays-Bas, le tiers de l'Italie, la Sicile, la Sardaigne; mais la possession de ces pays lui était onéreuse plutôt que profitable, car ils ne rapportaient pas ce qu'ils coûtaient à défendre. Elle venait de perdre le Roussillon, l'Artois, le Portugal, et les Catalans étaient encore révoltés. Ses immenses colonies d'Amérique continuaient de lui envoyer leurs galions; mais les trésors qu'elle recevait du Mexique et du Pérou ne faisaient que passer par ses mains. Elle était pauvre au milieu de tant de richesses, parce qu'elle ne connaissait pas la richesse la plus certaine, le travail; son agriculture était négligée, son industrie, son commerce étaient morts, et les piastres d'Amérique ne lui servaient qu'à acheter ce qu'elle ne savait pas se donner.

elle-même. Philippe IV y régnait depuis 1621 ; son ministre, le duc d'Olivarès, qui l'avait tenu plus de vingt ans en tutelle, lui avait donné le surnom de grand, dont la guerre de Trente ans et le traité des Pyrénées avaient fait une amère ironie.

Il n'y avait de considérable à cette époque en Espagne que les poètes et les artistes : Lope de Vega et Velasquez qui venaient de mourir, Calderon et Murillo déjà célèbres. La France, qui commençait, avec Corneille, Descartes, Pascal et Poussin, son grand siècle des lettres et des arts, lui ravissait déjà cette gloire comme elle lui avait ravi la puissance.

L'Espagne avait entraîné le Portugal dans sa ruine ; car c'est dans la période de 1580 à 1640 où il avait été réuni à la monarchie espagnole, que ce petit état, un moment si grand dans l'histoire économique, avait été dépouillé par les Hollandais de ses colonies et de son commerce. Il avait retrouvé en 1640, avec la maison de Bragance, son indépendance ; mais son rôle politique était à peu près fini.

La branche allemande des Habsbourg, épuisée par la lutte interminable qu'elle avait soutenue contre l'Allemagne et l'Europe, ne songeait qu'à réparer ses forces. Les États habsbourgeois avaient été diminués, en 1648, d'une belle province, l'Alsace, qui avait été cédée à la France ; cependant cette perte ne fut pas sensible à la monarchie autrichienne comme elle l'aurait été pour un état bien formé, compact, ayant une conscience nationale. L'Autriche s'en préoccupait moins que de la présence des Turcs sur le Danube, à quelques lieues en aval de Vienne ; c'était un voisinage gros de périls. Deux fois en moins de vingt ans, en 1664 et en 1683, elle allait avoir à résister à une invasion ottomane. Le souverain des états héréditaires était toujours le chef élu de l'empire d'Allemagne : c'était alors Léopold I^{er} (1658-1705), fils de Ferdinand III ; mais la dignité impériale n'était guère plus qu'un titre vide d'autorité. Léopold renonça à refaire la constitution de l'Empire, telle qu'elle était sortie

de la paix de 1648 ; mais il ne se résignait pas à la suprématie de la France. Aussi le verrons-nous mêlé, avec plus d'obstination que de bonheur, à toutes les guerres contre Louis XIV.

4. L'Empire. Progrès des Hohenzollern. — L'Allemagne était condamnée à l'impuissance. La plupart des petits princes qui ont substitué leur pouvoir à l'autorité impériale veulent avoir une cour, des ambassadeurs ; et les peuples s'épuisent à entretenir le luxe exagéré de leurs maîtres. Pauvres, malgré leurs exactions, ces souverains besogneux font trafic de leur alliance et vendent leur armée. Les traités de Westphalie avaient assuré leur indépendance vis-à-vis de l'empereur ; la ligue du Rhin (1658) en lie plusieurs à la France. En 1663, la diète de Ratisbonne deviendra perpétuelle : ce sera le coup de grâce pour l'autorité impériale.

Les plus importants des membres du Saint-Empire étaient les huit princes qui composaient le collège électoral : archevêques de Mayence, Cologne et Trèves, roi de Bohême, ducs de Saxe, de Bavière, margrave de Brandebourg, comte palatin. Parmi eux, le margrave de Brandebourg avait accru ses territoires depuis une cinquantaine d'années d'une manière inquiétante : en 1614, acquisition dans la succession de Clèves du duché de Clèves, des comtés de la Marck et de Ravensberg, qui fit apparaître le nom des Hohenzollern à la frontière de la Hollande, sur le Rhin ; en 1618, héritage de la Prusse ducale, qui le porta à une autre extrémité de l'Allemagne, vers la Russie ; en 1648, à Osnabrück, annexion de la Poméranie ultérieure et de quelques villes détachées, Halberstadt, Magdebourg, Minden. Le chef des Hohenzollern de Berlin, de 1640 à 1688, est Frédéric-Guillaume ; on l'appelle déjà le grand électeur ; son fils s'appellera le roi de Prusse. Cependant rien ne faisait présager encore la grandeur future de ces margraves. Le fait que l'électeur de Brandebourg, duc de Prusse, devint, de par le traité d'Oliva, duc souverain de la Prusse, auparavant vassal de la Pologne, passa presque inaperçu. Le rôle que les

Hohenzollern ont joué plus tard semblait alors plutôt destiné à une autre puissance protestante, à la Suède.

5. La Suède. La paix d'Oliva (1660). — Les traités de 1648 avaient fait de la Suède une puissance en partie allemande, en lui donnant Brême, Verden, Stettin, la Poméranie citérieure, les îles de Wollin et d'Usedom, et trois voix à la diète de Ratisbonne. La possession des bouches de l'Oder et de la Poméranie avait rendu plus forte sa position sur la Baltique. Maîtresse de la Finlande, elle occupait encore, à l'est et au sud du golfe de ce nom, la Carélie et l'Ingrie, rendues par les Russes en 1617, la Livonie, abandonnée par les Polonais au siècle précédent. Ainsi la Baltique était un lac suédois, et la suprématie dans le nord de l'Europe semblait pour longtemps attachée à la couronne de Gustave-Adolphe. Le Danemark avait cédé à la Suède, au traité de Bromsebro (1645), la province de Halland pour trente ans, les îles de Gottland et d'Ësel pour toujours, et accepté que les Alpes scandinaves servissent de limites dans la péninsule à son royaume de Norvège.

Le règne de Christine, fille et successeur de Gustave-Adolphe, avait été pour la Suède un brillant et ruineux intermède (1632-1654). Son cousin Charles-Gustave de la maison de Deux-Ponts, à qui elle remit, en 1654, la couronne, réveilla l'esprit militaire de la Suède. Le roi de Pologne, Jean-Casimir, de la famille des Vasa, avait protesté contre son avènement; aussitôt le nouveau roi de Suède attaqua les Polonais, gagna, sur eux dix batailles, pénétra jusqu'à Cracovie, écrasa à Varsovie l'armée de son ennemi dans une bataille de trois jours (1658). L'intervention des Russes, des Allemands et des Danois lui fit perdre les avantages de cette guerre; mais il se vengea sur le Danemark qui, à la paix de Roskild (1658), céda définitivement le Halland et les riches provinces de Scanie et de Bleking, avec l'île de Bornholm et le district de Drontheim en Norvège. Il aurait voulu davantage : détruire Copenhague, supprimer le Danemark comme état indépendant; mais la Hollande, l'Angleterre et la France

s'interposèrent pour maintenir l'équilibre dans le Nord; la flotte suédoise fut battue par celle de la Hollande; et la mort de Charles-Gustave, enlevé par une épidémie, força la Suède d'accepter les conditions des alliés.

Trois traités furent signés alors, qui mirent le nouveau roi de Suède, Charles XI, en paix avec ses voisins. Le traité d'Oliva (1660) obligeait les Vasa de Pologne à renoncer à leurs prétentions sur la Suède; ils cédaient en outre à la Suède la Livonie et l'Esthonie; le traité de Copenhague (1660) et le traité de Kardis (1661) laissaient les relations de la Suède avec le Danemark et avec la Russie dans le *statu quo*. Ces traités de 1660-1661 et en particulier la paix d'Oliva conservaient à la Suède, dans l'Europe du nord, la prépondérance qu'elle avait due, en 1648, aux victoires de Gustave et à l'alliance de la France. Ils étaient pour la Suède ce que le traité des Pyrénées était à la même époque pour la France, la confirmation de sa grandeur et de son rôle politique.

6. Décadence de la Pologne; obscurité de la Russie. — La Pologne, qui jadis avait le premier rang dans le Nord, était descendue au second et était bien près de tomber au troisième. Elle s'étendait encore des monts Karpathes à la Baltique et de l'Oder aux sources du Dnieper et du Volga; mais sa constitution anarchique et sa royauté élective la livraient sans défense aux guerres extérieures. Ce que les Suédois ont fait sous Charles-Gustave, les Russes le feront un peu plus tard. Ceux-ci, à qui les Suédois, les Polonais et le duc de Courlande et de Sémigalle interdisaient, au nord-ouest, l'approche de la Baltique, étaient, au sud-est, séparés de la mer Noire par la république guerrière des Cosaques, sujets indociles de la Pologne, et par les hordes tartares. Aucune porte ne leur était donc ouverte sur l'Europe; mais ils pouvaient s'étendre librement vers les régions désertes de la Sibérie et à travers les froides solitudes qui descendent à l'océan Glacial; depuis un siècle ils étaient arrivés sur la mer Caspienne. Le traité d'Andrussow (1667), qui enlèvera à la Pologne Smolensk, Tchernigov et l'Ukraine, sera le premier pas de la Russie

dû côté de l'occident. La dynastie des Romanof, fondée par Michel Fédorowitch, y régnait depuis 1613 et ne s'éteindra qu'en 1762. C'est seulement à la fin du siècle qu'elle sortira de l'obscurité sous l'énergique impulsion de Pierre le Grand.

7. Richesse et puissance de la Hollande. — Le xvi^e siècle avait vu naître un état, la Hollande, dont la physionomie, pour ainsi dire unique, offrait le contraste le plus complet avec les autres états de l'Europe. C'était une république de commerçants et de marins, la république de Venise de la mer du Nord. Très vite, les sept Provinces-Unies (Hollande, Zélandé, Utrecht, Gueldre, Over-Yssel, Frise et Groningue) étaient arrivées, sous leur gouvernement républicain, à l'apogée de leur grandeur. L'Espagne avait solennellement, en 1648, reconnu leur indépendance, et elle leur avait cédé plusieurs cantons du Brabant, du Luxembourg et de la Flandre, de sorte que les Hollandais tenaient maintenant les bouches de l'Escaut, de la Meuse, du Rhin et de l'Ems, avec les importantes places de Maestricht, Grave, Bois-le-Duc, Berg-op-Zoom, Bréda, et des grands ports, comme Amsterdam et Rotterdam. Aux Indes orientales, ils avaient presque partout supplanté les Portugais. Maîtres sans rivaux du commerce de ces régions, ils avaient divisé leurs domaines en cinq gouvernements : de Java, où ils avaient fondé, vers 1619, Batavia, la capitale de tous leurs établissements ; d'Amboine et de Ternatè, dans les Moluques ; de Ceylan ; de Macassar, dans l'île Célèbes. Leur colonie du cap de Bonne-Espérance les rendait maîtres de la route d'Europe aux Indes, et ils avaient encore des établissements aux Antilles.

Dominateurs des mers, ils en exploraient l'étendue : Lemaire reconnaissait le détroit qui porte son nom, et doublait le cap Horn, route plus sûre que le détroit de Magellan (1615). Plusieurs nations, même la France, se disputent la priorité de la découverte de la Nouvelle-Hollande ; mais il est certain que les premières notions positives sur ce continent sont dues aux Hollandais, qui, de 1605 à 1642, dirigèrent le long de ses côtes plusieurs

voyages de reconnaissance, dont les plus importants furent, en 1642 et 1643, ceux de Tasman, qui découvrit la première fois la terre de Van-Diemen, la Nouvelle-Zélande, les îles Viti et des Amis, et la seconde relèva une grande étendue des côtes du nord-ouest de la Nouvelle-Hollande. Nulle puissance ne rivalisait encore avec les Hollandais dans l'art de la construction navale; nul peuple ne pouvait offrir le fret à plus bas prix, car nuls matelots ne se contentaient d'un plus mince salaire. Aux riches produits du commerce des Indes et du trafic des épices, il faut ajouter ceux de la pêche du hareng et, par-dessus tout, compter, comme les principaux éléments de leur prospérité, l'activité, le prodigieux esprit d'ordre et d'économie qui est un des traits distinctifs du génie hollandais.

8. Constitution de la Hollande. — D'autres traits marquent la physionomie de la Hollande, le respect des croyances religieuses, malgré l'attachement profond des Hollandais au calvinisme, la liberté de la presse qui avait engendré une foule de gazettes privées, l'éclat exceptionnel de l'école de peinture hollandaise avec les Rembrandt, les Potter, les Franz Hals, les Ruysdael; mais rien n'est plus curieux que la constitution politique de cette république, si différente des états monarchiques qui l'entouraient. Le système fédératif en était la base, chacune des sept provinces ayant ses états provinciaux, et l'ensemble des provinces étant représenté par l'assemblée des États généraux de la Haye qu'on appelait aussi « les Hautes puissances; » c'est dans l'assemblée de la Haye que se discutaient, en pleine liberté, toutes les questions d'intérêt général. Cependant cette constitution qui avait ses avantages, entre autres celui de développer partout la vie politique à ses divers degrés, avait aussi ses dangers : le principal était l'absence d'une autorité centrale fortement constituée. Il y avait de tout temps rivalité dans la république entre l'élément civil et l'élément militaire; celui-ci était représenté par la célèbre maison d'Orange, dont les membres avaient été *stathouders*, depuis Guillaume le Taciturne; l'autre, par les magistrats élus qu'on

appelait *pensionnaires* et par le premier d'entre eux, le *grand pensionnaire*, qui exerçait ses fonctions en Hollande, la province la plus importante de la république. En 1650, Guillaume II d'Orange mourut en ne laissant qu'un fils posthume; les partisans du régime civil en profitèrent pour abolir le stathoudérat. Trois ans après, en 1653, la province de Hollande nommait grand pensionnaire un de ses plus illustres citoyens, Jean de Witt. La fortune de la maison d'Orange subissait un arrêt; elle devait reprendre sa marche en avant lors de l'invasion de Louis XIV en 1672.

La république des Provinces-Unies avait à se préoccuper au dehors de la concurrence économique de l'Angleterre et de la politique entreprenante de la France. L'empire de l'Océan pouvait lui échapper depuis l'acte de navigation et la paix de 1654. Affranchie par le concours de la France, elle commence à trouver que son alliée est devenue bien forte; elle s'inquiète surtout des prétentions que Louis XIV va élever sur les Pays-Bas espagnols; elle préfère le voisinage de son ancienne ennemie l'Espagne, affaiblie et humiliée, à celui de son alliée la France, victorieuse et puissante. Mais, vers 1660, ces craintes paraissaient encore lointaines. Dirigée par Jean de Witt, défendue par Ruyter, fière de sa prospérité économique, la petite république des Provinces-Unies marchait presque de pair avec les plus grands royaumes.

9. Angleterre. — Charles II inaugurait la restauration en 1660, et son avènement mettait fin à la révolution sans que les questions qui l'avaient amenée eussent reçu une solution. Commencée au nom des libertés politiques, la révolution avait été bientôt confisquée par l'armée; Charles I^{er} était mort sur l'échafaud, et la dictature militaire de Cromwell avait hérité des allures despotiques du régime précédent. Il est vrai que, s'il avait pris aux Anglais leur liberté, le protecteur leur avait donné en revanche une ample part de gloire. En quelques mois tout change: Cromwell meurt, son fils abdique, Charles II revient. Quel sera le sort des libertés nationales? L'An-

gleterre s'est donnée à son nouveau roi sans exiger de garanties, et si Charles II n'a rien appris dans les malheurs de sa famille et dans les siens propres, il pourra gouverner en maître tout-puissant. Que deviendra la brillante situation acquise par Cromwell au dehors ? Elle va bien vite disparaître. Charles II va se mettre à la solde de la France, lui vendre Dunkerque, abolir en partie pour les Hollandais l'acte de navigation. La restauration de 1660 a le même sens que l'avènement des Stuarts en 1603 : au dedans, tendance vers la monarchie absolue ; au dehors, effacement de l'Angleterre dans la politique générale.

10. Turquie. — A une autre extrémité de l'Europe, les Turcs avaient toujours une situation territoriale qui les rendait redoutables. Toute la péninsule des Balkans et les îles de l'Archipel leur appartenaient ; le prince de Transylvanie était leur vassal ; le bannat de Temesvar et une partie considérable de la Hongrie étaient entre leurs mains ; le Dniester les séparait de la Pologne, et toutes les côtes de la mer Noire jusqu'au Kouban leur appartenaient. En Asie, leurs domaines s'étendaient d'Érivan à Bagdad. Venise luttait péniblement contre eux. En 1663 Vienne se trouvera encore une fois découverte et menacée ; et Louis XIV préludera à ses conquêtes en envoyant de fastueux secours aux Autrichiens pour la bataille de Saint-Gothard (1664), à Venise pour le siège de Candie (1667). Cependant les Turcs avaient perdu l'enthousiasme religieux et militaire de l'âge précédent ; pour eux la décadence commençait. Élisabeth avait invoqué contre la grande *Armada* de Philippe II l'assistance d'Amurath III, et, trente-cinq ans plus tard, l'ambassadeur de Jacques lui écrivait déjà que le moment était venu de dissoudre et de partager l'empire ottoman¹.

11. Suisse. — Cette petite république alpestre vivait en dehors des agitations de la politique européenne.

1. Correspondance de sir Thomas Roë, lettre de 1623, citée par Zenkeisen : *Geschichte des Osmanischen Reiches in Europa*, 5 volumes, 1855.

Aucun changement dans ses treize cantons confédérés, dont le traité de Westphalie avait enfin reconnu la complète indépendance. On a vu Richelieu maintenir les Grisons en possession de la Valteline, pour tenir séparés les domaines italiens et allemands de la maison d'Autriche.

12. États italiens. — La péninsule italienne était toujours dans un état de morcellement digne du moyen âge. L'Espagne la tenait par les deux bouts, Naples et Milan, et par les îles ; mais des révoltes ébranlaient de temps en temps sa domination : ainsi, en 1647, révolte en Sicile sous le batteur d'or Giuseppe d'Alesi, et, la même année, deux mouvements plus importants qui avaient éclaté à Naples sous Masaniello le pêcheur et Gennaro Annese l'armurier.

Les chevaliers de Saint-Jean tenaient toujours Malte en fief du royaume espagnol de Naples.

Le grand mouvement de restauration catholique qui, au siècle précédent, avait ranimé la péninsule, s'était arrêté. Les pontifes étaient retournés aux ambitions temporelles : ils avaient acquis Ferrare en 1592, le comté de Montefeltro et le duché d'Urbain en 1631 ; Castro et Ronciglione en 1649. Mais ces papes, si habiles à agrandir les États de l'Église n'avaient pas avancé la question de l'indépendance italienne, quoique Richelieu et Mazarin eussent essayé, à plusieurs reprises, de former, avec le concours du saint-siège, une ligue des princes italiens contre l'Espagne. Le pape était vacillant, le grand-duc de Toscane dévoué par crainte aux Espagnols, les ducs de Parme et de Modène trop faibles, et les uns et les autres plus ou moins dans la dépendance de la maison d'Autriche.

A la cour savante des Médicis, en Toscane¹, on s'occupait d'expériences et d'études qui firent de Florence un des foyers de la science au xvii^e siècle. Le disciple de Galilée, Torricelli, l'inventeur du baromètre, venait d'y mourir (1647) ; mais le géomètre Viviani y recevra bientôt

1. En Toscane, il n'y avait plus d'états indépendants que la république de Lucques, la seigneurie de Piombino et la principauté de Massa et Carrare.

les présents de Louis XIV, et l'Académie célèbre *del Cimento* était fondée.

Le nord-est de la péninsule appartenait sur les deux versants des Alpes (Savoie, Piémont, Nice) à la maison de Savoie. Son chef, Charles-Emmanuel II (1638-1675), était fidèle à l'alliance française, à laquelle le rattachait d'ailleurs sa parenté, car il était par sa mère petit-fils d'Henri IV. La France occupait depuis 1631 sur ses états la forteresse de Pignerol.

Venise se tenait à l'écart des affaires d'Italie. Ses intérêts étaient ailleurs, dans l'Archipel, dans l'Adriatique. Les Turcs lui avaient pris Chypre en 1570 et voulaient lui prendre Candie. Cette guerre, commencée en 1644, donna occasion à Venise de montrer, ce qu'elle gardait encore de patriotisme, de courage et de persévérance. Gênes, maîtresse de ses deux *rivières* et de la Corse, ne faisait plus parler d'elle. Comme Venise avait accaparé le commerce du Levant, Gênes cherchait à s'emparer de celui des côtes d'Espagne et d'Afrique. Aussi était-elle étroitement liée à l'Espagne : ce qui lui vaudra un bombardement et une humiliation.

13. Situation de la France en Europe. — Résumons l'état de l'Europe vers 1660. En seconde ligne, l'Espagne épuisée, l'Autriche sans crédit dans l'Empire et inquiétée par le voisinage des Turcs, l'Angleterre qui renonce pour un quart de siècle à son rôle de puissance maritime et protestante. Au premier rang, trois états : la Hollande avec sa prospérité économique, la Suède prépondérante dans le Nord, la France victorieuse des Habsbourg. L'Allemagne et l'Italie ne comptent pas, et leur état même de désordre intérieur les destine à servir de champs de bataille. Dans ces circonstances, Louis XIV commence à régner par lui-même. Il est jeune, bien servi, plein d'ambition ; que peut-il craindre ? Les Habsbourg auront grand'peine à se défendre de ses attaques ; l'Angleterre, gagnée et achetée, le laissera faire ; la Suède est trop loin et trop fatiguée elle-même de ses efforts continus depuis un demi-siècle pour pouvoir intervenir. Sans doute, la Hollande est

riche, puissante par sa marine; mais qu'est cet état minuscule en face du grand royaume des Bourbons? Le roi de France a donc le champ librement ouvert devant lui; il va s'y lancer avec toute la fougue de l'âge et l'impatience de se faire un nom. Il ne se doute pas que l'obstacle à sa fortune viendra de la république des pêcheurs de harengs et des marchands d'épices.

CHÂPITRE VII

LE MOUVEMENT INTELLECTUEL DANS LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XVII^e SIÈCLE¹.

1. Deux périodes dans le mouvement intellectuel du xvii^e siècle. —
2. Astronomie : Képler, Galilée. — 3. La méthode expérimentale : Bacon. — 4. La circulation du sang : Harvey. — 5. La méthode philosophique : Descartes. — 6. Spinoza. — 7. Cervantès, Lope de Vega, Calderon. — 8. L'influence espagnole. — 9. L'hôtel de Rambouillet. — 10. L'Académie française (1635). — 11. Les écrivains français. — 12. Les beaux-arts.

1. Deux périodes dans le mouvement intellectuel du xvii^e siècle. — Le xvii^e siècle n'a pas vu seulement la guerre de Trente ans, la révolution d'Angleterre, l'hégémonie politique de la France; il a été encore une grande époque dans l'histoire des sciences comme de la philosophie, des lettres comme des arts. C'est en France que le mouvement des esprits s'est manifesté avec la plus grande force. Aussi désigne-t-on d'habitude le xvii^e siècle intellectuel par une expression empruntée à notre histoire : c'est le siècle de Louis XIV. Cependant l'usage devenu classique de cette expression ne doit pas faire oublier deux choses : d'abord, que l'activité intellectuelle s'est produite aussi en dehors de la France, que Galilée est italien, Bacon anglais, Spinoza hollandais comme Rembrandt et Ruysdael, Cervantès et Lope de Vega espagnols, etc.; en second lieu, que dans le mouvement intellectuel qui est proprement français il y a deux périodes, celle qui a précédé le règne de Louis XIV et celle qui correspond à ce règne. Descartes, Corneille, Pascal,

¹ Voyez les ouvrages cités au chapitre xiv.

Poussin appartiennent à une autre génération que Bossuet, Racine, Molière, Le Brun, et même, pourrait-on dire, à d'autres écoles. À partir du jour où Louis XIV règne par lui-même, il s'entoure d'un cortège d'écrivains et d'artistes qui subissent plus ou moins, mais qui subissent à peu près tous l'influence de la cour de Versailles. C'est alors que l'expression de siècle de Louis XIV peut s'employer; pour l'âge précédent, elle manque d'exactitude. Descartes, Pascal, Poussin n'ont pas connu le grand roi; Corneille n'a eu de rapports avec lui que bien après les triomphes du *Cid*, des *Horaces* et du *Menteur*. Comme on a marqué la fin d'une période politique vers l'année 1660, on peut marquer vers la même date la fin d'une période intellectuelle. On va la résumer ici, en passant en revue les grands noms de la science, de la philosophie, des lettres et des arts, jusque vers 1660, en France et hors de France.

2. Astronomie : Képler, Galilée. — Au milieu du xvi^e siècle une hypothèse de génie avait renouvelé la science astronomique. Jusqu'à cette époque, le système auquel Ptolémée avait donné son nom était admis comme un article de foi : la Terre est immobile ; autour de ce point fixe tournent le Soleil et les planètes. Copernic a soutenu le premier le contraire : le Soleil est immobile au centre de l'univers ; les planètes et la Terre, parmi elles tournent autour de lui (*De revolutionibus corporum cælestium*, 1543). Ce n'est guère qu'un siècle plus tard que cette doctrine a été admise, après les travaux de Képler et de Galilée. Le Wurtembergeois Képler, qui avait été garçon d'auberge, puis ouvrier de campagne, succéda en 1601 au Danois Tycho-Brahé comme astronome de l'empereur Rodolphe II ; il fut attaché quelque temps au service de Waldstein dont il a tiré l'horoscope ; il mourut en 1630. Les trois lois sur les mouvements planétaires qui portent son nom, et ses idées sur l'attraction, font de lui comme le précurseur de Newton et le premier auteur de la mécanique céleste.

Le Toscan Galileo Galilei est né à Pise en 1564, le jour

de la mort de Michel-Ange; il est mort en 1642, l'année de la naissance de Newton. Il a occupé les chaires de mathématiques à Pise et à Padoue. Son nom rappelle d'immortelles découvertes en mécanique et en astronomie, l'invention du télescope, la découverte des lois de la chute des corps, des phases de Vénus, des satellites de Jupiter, des taches du soleil, etc. Ses idées, favorables à la théorie du mouvement de la terre, furent violemment attaquées par les partisans de la vieille astronomie, qui étaient tout-puissants à la cour pontificale. Il lui fut enjoint une première fois par la congrégation de l'Index de ne pas professer la doctrine de Copernic. Plus tard, pour ses *Dialogues sur les systèmes du monde*, parus à Florence en 1632, il fut traduit devant l'inquisition romaine, sous le pontificat d'Urbain VIII; il avait soixante-neuf ans. Il consentit à abjurer « l'hérésie du mouvement de la terre ». *E pur si muove*, « Et cependant elle tourne », s'écria-t-il, à ce qu'on rapporte, au moment où il quittait le tribunal. Il fut tenu en captivité pendant quelque temps. Galilée n'est pas seulement un grand savant et le créateur de la philosophie expérimentale; il est aussi un des écrivains classiques de l'Italie.

3. La méthode expérimentale : Bacon. — Galilée avait renouvelé les sciences physiques en montrant que l'expérience est la condition première de la science. « Une seule expérience, disait-il, suffit pour énerver mille raisonnements, et mille raisonnements ne peuvent rendre fausse une seule expérience. » Son contemporain Bacon a fait la théorie de la méthode expérimentale et a exposé avec une sagacité merveilleuse les procédés de l'induction, qui sont devenus les procédés scientifiques par excellence.

François Bacon, né à Londres en 1561, mort en 1626, a été à la fois un philosophe et un homme politique. Chancelier sous Jacques I^{er}, son rôle a été peu honorable; il fut accusé de concussions et condamné. Philosophe, il a laissé deux livres célèbres écrits en latin. Dans l'un, *Sur la dignité et l'accroissement des sciences*, il a donné une

classification générale des sciences; dans l'autre, le *Novum organum*, le *Nouvel instrument*, il a développé cette idée que la science a pour base première non pas la tradition, non pas l'autorité de tel philosophe, mais la nature même, c'est-à-dire l'expérience. Le savant doit se débarrasser de toutes les idées reçues, véritables fantômes qui l'aveuglent, et se mettre face à face avec les faits; mais les faits ne se livrent pas d'eux-mêmes. Il faut savoir les interroger, les provoquer, les examiner. A cet égard Bacon entre dans les règles les plus minutieuses sur la production des expériences. La conclusion de toutes les recherches contrôlées les unes par les autres sera la loi de l'ensemble des faits étudiés. Sa méthode est donc par excellence la méthode inductive, celle qui va du particulier au général. Bacon n'a pas tiré profit lui-même des moyens d'investigation qu'il préconise, il n'a pas laissé son nom à des découvertes scientifiques; mais il a rédigé le code de la véritable méthode des sciences. Toutes les sciences expérimentales de nos jours peuvent se réclamer par leurs procédés de l'induction baconienne. C'est en ce sens qu'on doit regarder François Bacon comme l'initiateur de la science moderne.

4. La circulation du sang : Harvey. — A l'époque où vivait Bacon, un médecin anglais, qui fut attaché à Jacques I^{er} et à Charles I^{er}, faisait une révolution dans l'étude du corps humain. Guillaume Harvey exposa le premier, d'une manière entière et irréfutable, le mécanisme général de la circulation du sang par les artères et par les veines. On l'avait déjà soupçonné et entrevu; son livre *De motu sanguinis et cordis*, publié en 1628, transforma cette hypothèse en une certitude scientifique.

5. La méthode philosophique : Descartes. — Si l'honneur d'avoir rédigé la méthode expérimentale appartient à Bacon, la gloire d'avoir ouvert à la philosophie moderne sa route véritable appartient à un Français de la première moitié du XVII^e siècle.

René Descartes est né en 1596 à la Haye, en Touraine. Après des études chez les jésuites de la Flèche, il mena

pendant quelque temps une vie errante : il servit en Hollande, en Allemagne au début de la guerre de Trente ans, au siège de la Rochelle. Mais il ne se sentait pas de goût pour la vie militaire, et il se retira en Hollande, pays de tranquillité et de libre pensée où il put méditer à son aise. Il y resta vingt ans; il ne l'aurait sans doute pas quittée, si les instances pressantes de la reine Christine de Suède ne l'avaient pas appelé à Stockholm : c'est là qu'il mourut, en 1650. L'ouvrage classique qui a rendu son nom immortel est un petit traité d'une soixantaine de pages, *Discours de la méthode pour bien conduire sa raison et chercher la vérité dans les sciences*, publié à Leyde en 1637; il y a résumé tout son système. Pour point de départ de ses spéculations, il prend la raison humaine; mais, comme il le dit, « ce n'est pas assez d'avoir l'esprit bon, le principal est de l'appliquer bien ». Pour l'appliquer bien, il indique une méthode en quatre règles, dont la première est « de ne recevoir jamais aucune chose pour vraie que je ne la connusse évidemment être telle. » En faisant à lui-même l'application de sa méthode, il voit qu'il ne peut pas douter d'une chose, à savoir de sa propre pensée, et que l'existence de sa pensée implique sa propre existence : « Je pense, donc je suis, » *Cogito, ergo sum*. Sur cette base inébranlable, il construit tout le système philosophique qui a conservé son nom, le cartésianisme, et qui a marqué une date mémorable dans l'histoire de la pensée humaine. Le système philosophique de Descartes a subi bien des attaques; mais l'esprit du doute méthodique, du doute cartésien, est resté par excellence l'esprit de la philosophie.

L'opuscule de Leyde a paru un an après que Corneille venait de faire représenter *le Cid* à Paris. Il marque le début de la prose du grand siècle comme les vers de Corneille ceux de sa poésie. Descartes a trouvé pour l'expression de ses pensées, a dit Victor Cousin, « un langage digne d'elles, naïf et mâle, sévère et hardi, cherchant avant tout la clarté et trouvant par surcroît la grandeur ».

Descartes a été, en même temps un grand mathématicien. Il a inventé un nouveau mode de notation en algèbre et il a appliqué l'algèbre à la géométrie des courbes; il partage l'honneur de cette découverte avec Fermat, conseiller au parlement de Toulouse. Son traité de *Dioptrique*, renferme le premier exposé de la loi de la réfraction de la lumière. Il est aussi l'auteur d'une hypothèse célèbre dans les sciences physiques, le système des tourbillons. En un mot, dans la science comme dans la philosophie, sa trace a été profonde. « De tous les penseurs, a dit un Anglais, celui qui représente mieux que tout autre la souche et le tronc de la philosophie et de la science modernes, c'est René Descartes. »

6. Spinoza. — Dès son apparition le cartésianisme a trouvé de nombreux partisans, dans sa patrie naturelle comme dans sa patrie d'adoption, et aussi en Allemagne où il a inspiré dans la seconde moitié du siècle le grand philosophe Leibniz. En France, le plus original des cartésiens est un oratorien, le père Malebranche (il est mort en 1715); en Hollande, c'est un juif, Spinoza. Baruch Spinoza, né à Amsterdam en 1632, a passé à la Haye à peu près toute sa vie; il y est mort en 1677. La tiédeur de sa foi religieuse le fit chasser de la communauté juive; on dit même qu'un fanatique tenta de l'assassiner. Il vivait dans la plus grande simplicité, refusant tout secours de ses meilleurs amis; il gagnait sa vie à polir des verres pour les microscopes et les lunettes. C'était une âme élevée et généreuse. Lors du massacre des frères de Witt, son indignation fut telle que son hôte dut employer la force pour l'empêcher de courir par les rues; il voulait inscrire sur les murailles : *Ultimi Barbarorum*.

Élevé dans l'étude des docteurs juifs, il s'attacha parmi les modernes à Descartes, dont il exposa la doctrine dans ses *Principia Cartesii more geometrico demonstrata*. Plus original est son *Traité théologico-politique*, ouvrage qui a donné le premier l'exemple d'une critique de la Bible au point de vue rationnel et que l'on peut considérer comme

l'origine de l'exégèse moderne. Spinoza est au xvii^e siècle, avec Bayle, le précurseur de la libre pensée du siècle suivant. Mais son plus grand ouvrage au point de vue philosophique est l'*Éthique*, qui ne parut qu'après sa mort et qui renferme l'exposé de sa métaphysique. Son système est le panthéisme. « Tout ce qui est est en Dieu, et rien ne peut être ni être conçu sans Dieu. » Sa méthode de philosophie est la méthode cartésienne, à laquelle il a donné une rigueur toute mathématique.

Cette énumération rapide des noms et des œuvres de Galilée, de Bacon, de Descartes, de Spinoza, montre quelle a été la fécondité de la première moitié du xvii^e siècle dans le domaine de la science et de la philosophie. Les lettres n'ont pas brillé d'un moins vif éclat, surtout des deux côtés des Pyrénées, en Espagne et en France.

7. Cervantès, Lope de Vega, Calderon. — La grande époque littéraire de l'Espagne correspond aux règnes de Philippe II et de Philippe III, c'est dire qu'elle est sensiblement antérieure au siècle de Louis XIV proprement dit. Cervantès et Lope de Vega sont des contemporains de Philippe II et de Philippe III; Calderon, un peu postérieur, appartient aux règnes de Philippe IV et de Charles II.

Nommer Michel Cervantès de Saavedra, c'est rappeler en même temps l'*Ingénieux hidalgo don Quichotte de la Manche*. Ce livre, qui a paru en deux fois, en 1605 et en 1615, est devenu un des classiques de l'humanité. On connaît ce singulier roman d'aventures, dont l'intérêt réside dans le contraste entre les deux héros, le chevalier don Quichotte, l'homme aux hallucinations héroïques, qui part en guerre contre les moulins à vent, et son compagnon l'écuyer Sancho Pança, qui ne pense qu'à vivre tranquille avec sa Dulcinée et à bien manger. C'est là le point de départ d'histoires sans nombre, d'une gaieté charmante. *Don Quichotte* est resté, grâce à la vérité des peintures et aux qualités du style, comme l'épopée nationale des Espagnols. Et cependant son auteur, le plus grand écrivain de l'Espagne, a eu une vie malheureuse,

agitée, pleine d'amertumes et de déceptions. Il mourut en 1616.

Lope de Vega, qui vivait vers la même époque (il mourut en 1635), a eu au contraire de son vivant une gloire immense, qui s'est traduite pour lui en revenus princiers. Il n'y a peut-être pas d'exemple d'une fécondité comparable à celle de ce dramaturge qu'on appelait le prodige de la nature. Il a écrit, s'il faut croire ce qu'on rapporte, vingt et un millions et demi de vers : ses comédies dépassent le chiffre de quinze cents et ses « actes sacramentels » (on appelle ainsi des pièces allégoriques en l'honneur de la Fête-Dieu) le chiffre de trois cents. On comprend que tout ne peut pas être parfait dans une œuvre aussi vaste ; les choses vulgaires, ridicules, absurdes même, n'y manquent pas. Cependant son théâtre, le plus varié de la littérature espagnole, révèle en lui, outre une extrême richesse d'invention, le don véritable de la poésie.

Un peu avant Lope de Vega mourut (en 1631) Guillen de Castro. Dans son œuvre dramatique qui est considérable, rappelons seulement la *Jeunesse du Cid*, qui a inspiré le premier chef-d'œuvre de Corneille.

Pèdre Caderon de la Barca, le poète favori de la cour de Philippe IV, est avec Lope de Vega le nom le plus illustre du théâtre espagnol. Sa fécondité est encore très grande, cent huit comédies, soixante-dix « actes ». Son œuvre dramatique, les comédies comme les actes, a pour inspiration principale la religion. Ce sont ses actes qui ont rendu surtout son nom célèbre en Espagne ; dans ce genre un peu monotone, il a apporté une étonnante variété d'invention et un lyrisme d'une richesse extraordinaire. Un critique l'a appelé « le plus étonnant des poètes chrétiens ».

8. L'influence espagnole. — La littérature espagnole fut en grand honneur en France dans la première moitié du XVII^e siècle. Les préoccupations mêmes de notre politique étrangère avaient fait naître des relations entre les deux versants des Pyrénées. Les femmes de Louis XIII

et de Louis XIV, qui étaient espagnoles, avaient mis le castillan à la mode dans leur entourage. Cervantès disait déjà de son temps : « Il n'est en France ni homme ni femme qui néglige d'apprendre la langue castillane. » Son *Don Quichotte* contribua, plus peut-être que tout autre livre, à répandre dans la société polie en France, les œuvres des auteurs d'Espagne. De cette diffusion de la langue, de cette popularité du roman et du théâtre espagnols, il est résulté une influence profonde de la littérature transpyrénéenne sur nos lettres nationales. Cette influence est sensible surtout au théâtre. *Le Cid* et *Don Sanche d'Aragon* de Corneille, plusieurs comédies de Rotrou, *Don Garcie de Navarre* et *Don Juan* de Molière, sont d'inspiration espagnole. Les lettres françaises qui devaient rayonner, à partir du milieu du XVII^e siècle, sur les littératures voisines, avaient commencé elles-mêmes par recevoir le reflet de la littérature espagnole, sinon dans tous les genres, au moins dans l'art dramatique.

9. L'hôtel de Rambouillet. — Les guerres de religion avaient fait oublier les délassements intellectuels qui avaient été de mode dans la première moitié du XVI^e siècle. Quand la paix eut été rendue à la France, une réaction naturelle ramena la société élégante vers les plaisirs de l'esprit. Les femmes se mirent à la tête de ce mouvement; plusieurs parmi elles, connues par leur esprit et leur beauté, ouvrirent dans leurs salons des cours littéraires dont elles étaient les reines. La plus connue de ces réunions est celle de l'hôtel de Rambouillet; son histoire est une partie de l'histoire littéraire de l'époque.

Vers la fin du règne d'Henri IV, Catherine de Vivonne, marquise de Rambouillet, réunissait dans les salons de son hôtel, voisin du Louvre, une société d'élite, gens du monde, poètes, beaux esprits. La belle Arthénice, suivant l'anagramme que Malherbe avait fait avec son nom, recevait ses fidèles dans la fameuse « chambre bleue » du rez-de-chaussée dont les contemporains ont bien souvent parlé. Sa fille Julie d'Angennes, plus tard duchesse de

Montausier, régnait avec elle sur cette société qui fut dans toute sa splendeur pendant les vingt années environ qui ont précédé la Fronde. Parmi les hôtes assidus de l'hôtel de Rambouillet, on trouve tous les noms célèbres de la société et de la littérature, le grand Condé, sa sœur la duchesse de Longueville, le duc de la Rochefoucauld, Mlle de Scudéry, Mme de la Fayette, la marquise de Sablé, la marquise de Sévigné, Malherbe, Racan, Balzac, Corneille, Voiture, Vaugelas, Bossuet, qui dans sa première jeunesse vint y répéter un sermon, sans parler des personnages de second ordre qui s'étaient glissés dans cette illustre compagnie. Fléchier a loué en chaire, dans l'oraison funèbre de la duchesse de Montausier, cette « cour choisie, nombreuse sans confusion, savante sans orgueil, polie sans affectation. » Balzac l'appelle « le temple des Muses, de l'Honneur et de la Vertu ». Cette société d'hommes distingués et de femmes élégantes avait quelquefois de grands régals, comme la primeur des chefs-d'œuvre de Corneille, elle défendait *le Cid* et critiquait *Polyeucte*; d'habitude elle dissertait sur les passions, sur l'amour en particulier, ou encore sur les questions littéraires et grammaticales, car un des soucis des familiers de la marquise était d'épurer la langue et les mœurs. Ainsi s'est développé l'art de la conversation, où l'esprit français n'a cessé d'exceller, avec son mélange de bon ton, de finesse et de galanterie. « La conversation, dit Mlle de Scudéry, est le plus grand plaisir des honnêtes gens. »

Vingt salons s'ouvrirent à Paris à l'usage de cette société d'élite; on les appelait les alcôves ou les ruelles, à cause de l'usage pris par la maîtresse de maison de recevoir ses familiers auprès du lit où elle trônait elle-même. Ceux qui fréquentaient l'alcôve ou la ruelle s'appelaient les alcôvistes, ou encore, d'un nom qui est resté dans la langue, les précieux. La préciosité, c'est-à-dire l'affectation dans les manières et dans le langage, devint en effet le ton ordinaire de ces sociétés, où les Mascarille, les Madelon et autres personnages ridicules ne devaient pas manquer. Remarquons toutefois que Molière, en mettant

les précieuses sur la scène, à entendu parler de celles qui étaient ridicules. Les copies, comme il arrive souvent, ont fait tort à l'original, car elles n'ont su le reproduire que par ses travers et ses défauts. Quoi qu'il en soit, l'hôtel de Rambouillet a joué dans la première moitié du XVII^e siècle un rôle qui peut se comparer à celui que jouera quelques années plus tard la cour de Versailles, et il est certain que ces sociétés, nées elles-mêmes du goût des lettres, ont contribué à répandre en France l'amour des choses de l'esprit.

10. L'Académie française (1635). — Au moment où les réunions de l'hôtel de Rambouillet brillaient de tout leur éclat, quelques hommes de lettres de Paris, Chapelain, Godeau, Gombauld, etc., avaient pris l'habitude de se réunir une ou deux fois par semaine, rue des Vieilles-Étuves près la rue Saint-Martin, chez un ami commun, Valentin Conrart. Là, « ils s'entretenaient familièrement d'affaires, de nouvelles, de belles-lettres; et si quelqu'un de la compagnie avait fait un ouvrage, il le communiquait volontiers à tous les autres qui en disaient librement leur avis. » Richelieu vint à connaître par son familier Boisrobert ces réunions qui duraient depuis quatre ou cinq ans, et il fit proposer aux hôtes de Conrart de s'assembler « sous une autorité publique ». Songeait-il à mettre les lettres, dont il devenait la puissance, sous l'autorité du roi? Avait-il seulement en vue l'intérêt de la littérature? Conrart et ses amis commencèrent par décliner l'honneur qui leur était fait, ils se défiaient de la tutelle du cardinal; mais il leur était difficile de ne pas se soumettre à un désir qui au fond flattait leur amour-propre. Chapelain les décida, et en 1635 parurent les lettres patentes qui faisaient de cette réunion privée un corps officiel sous le nom d'Académie française. Richelieu en était le protecteur; le nombre des membres était fixé à quarante; un d'eux était secrétaire, c'était alors Conrart, dont Boileau a raillé « le silence prudent ». Le parlement de Paris, par une défiance singulière pour la nouvelle société, n'enregistra les lettres patentes qu'en 1637. Les académiciens

devaient perfectionner la langue, en expliquant le sens précis des mots et en les consacrant par leur autorité; ils s'appelaient eux-mêmes « des ouvriers en paroles ». Aussi devaient-ils, aux termes mêmes de leurs statuts de fondation, rédiger un dictionnaire, une grammaire, une rhétorique et une poétique. L'excellent grammairien Vaugelas, qui était l'un des Quarante, était désigné pour diriger le travail philologique de l'Académie; mais il mourut avant d'en avoir vu la fin. La première édition du *Dictionnaire* n'a paru qu'au bout de soixante ans, en 1694. L'Académie avait renoncé tout de suite à ses autres travaux. On sait que Richelieu avait voulu en faire aussi une sorte de tribunal littéraire et qu'il la chargea de juger *le Cid*; elle fit en effet la critique de la tragédie de Corneille.

L'Académie française est de 1635, *le Cid* de 1636, le *Discours de la méthode* de 1657; cette grande institution littéraire est née au moment même où la poésie et la prose françaises s'enrichissaient des deux chefs-d'œuvre de Corneille et de Descartes.

II. Les écrivains français. — C'est au milieu de cette activité littéraire qu'ont vécu les nombreux écrivains du règne de Louis XIII.

« Balzac (1594-1654), dit Voltaire, donnait du nombre et de l'harmonie à la prose. Il est vrai que ses lettres étaient des harangues ampoulées; il écrivait au premier cardinal de Retz : « Vous venez de prendre le sceptre des rois et la livrée des roses. » Avec tous ses défauts, il charmait l'oreille. L'éloquence a tant de pouvoir sur les hommes, qu'on admira Balzac, pour avoir trouvé cette petite partie de l'art ignorée et nécessaire, qui consiste dans le choix harmonieux des paroles, et même pour l'avoir employée souvent hors de sa place.

« Voiture (1598-1648) donna quelque idée des grâces légères de ce style épistolaire, qui n'est pas le meilleur, puisqu'il ne consiste que dans la plaisanterie. C'est un badinage que deux tomes de lettres dans lesquels il n'y en a pas une qui parte du cœur, qui peigne les mœurs,

les temps et les caractères des hommes ; c'est plutôt un abus qu'un usage de l'esprit. »

Mathurin Régnier, le poète qui, d'après Boileau, « a le mieux connu, avant Molière, les mœurs et les caractères



Pierre Corneille.

des hommes », est mort en 1615 ; Malherbe, l'adversaire déclaré de Ronsard et le chef de l'école classique, en 1628 : ils appartiennent plutôt l'un et l'autre à l'âge précédent. Rotrou est bien du XVII^e siècle (1609-1650) ; sa tragédie de *Wenceslas* est une des œuvres importantes de notre littérature dramatique.

Avec Corneille (né à Rouen en 1606) les chefs-d'œuvre

arrivent enfin et se pressent sur notre scène, qu'il élève à la hauteur du théâtre grec. « Pierre Corneille, dit Voltaire, est d'autant plus admirable qu'il n'était environné que de très mauvais modèles quand il commença à donner des tragédies. Ce qui devait encore lui fermer le bon chemin, c'est que ces mauvais modèles étaient estimés et, pour comble de découragement, favorisés par le cardinal de Richelieu, le protecteur des gens de lettres et non pas du bon goût. Corneille eut à combattre son siècle, ses rivaux et le cardinal, qui voulut rabaisser *le Cid* et désapprouva *Polyeucte*. » C'est dans l'espace de six ans, de 1636 à 1642, que se sont succédés ses chefs-d'œuvre, *le Cid*, *Horace*, *Cinna*, *Polyeucte*, *la Mort de Pompée* et la comédie du *Menteur*. Il mourut en 1684.

« Le premier livre de génie qu'on vit en prose, ajoute Voltaire, qui oublie un peu trop le *Discours de la Méthode*, fut le recueil des *Lettres provinciales*, en 1657. Toutes les sortes d'éloquence y sont renfermées. Il n'y a pas un seul mot qui, depuis cent ans, se soit senti du changement qui altère souvent les langues vivantes. Il faut rapporter à cet ouvrage l'époque de la fixation du langage. L'évêque de Luçon, fils du célèbre Bussy, m'a dit qu'ayant demandé à M. de Meaux quel ouvrage il eût mieux aimé avoir fait, s'il n'avait pas fait les siens, Bossuet lui répondit : *Les Lettres provinciales*. » Après la mort de Pascal (1662), on trouva dans ses papiers les fragments d'une apologie du christianisme, auxquels on a donné le nom de *Pensées*. C'est peut-être l'ouvrage de notre langue où la force et l'originalité du style ont été poussées le plus loin.

Avant de se révéler comme écrivain hors de pair, Pascal avait acquis la gloire d'un de nos plus illustres géomètres et physiciens. Il avait, à douze ans, trouvé, seul et sans livres, les éléments de la géométrie; à seize ans, il composa son traité *Des sections coniques*. Un peu plus tard, il créa le calcul des probabilités, démontra la pesanteur de l'air par sa fameuse expérience sur le Puy de Dôme, imagina la brouette et peut-être la presse hydraulique.



Blaise Pascal.

12. Les Beaux-Arts. — L'histoire des beaux-arts fournit déjà dans la première moitié du siècle des noms dignes de figurer à côté de ceux que l'on a cités dans les sciences et dans les lettres.

Jacques Debrosse bâtit pour Marie de Médicis le palais du Luxembourg, dont la forte ordonnance rappelle un peu les palais florentins; il décore l'église Saint-Gervais d'une façade monumentale dans le style classique. L'architecte Le Mercier construit, sur les ordres de Richelieu, l'église de la Sorbonne; il entreprend l'achèvement du Louvre. Les frères Anguier représentent avec talent sous le règne de Louis XIII notre école de sculpture; l'aîné est l'auteur du mausolée d'Henri de Montmorency à Moulins. La peinture brille alors d'un éclat remarquable dans divers pays de l'Europe occidentale; c'est comme un rayonnement de la renaissance italienne au delà des Alpes. A la même époque, il y a une école flamande dont Rubens est le génie le plus puissant; une école hollandaise, immortalisée par Rembrandt, Franz Hals, Ruysdael; une école bolonaise en Italie, avec les Carrache, le Guide, le Dominiquin; une école espagnole, avec Velasquez et Murillo; une école française avec Simon Vouët, premier peintre de Louis XIII, avec Philippe de Champaigne (*portrait de Richelieu*, au musée du Louvre) dont la peinture sévère rappelle en quelque sorte qu'il était l'ami des jansénistes, avec Le Sueur, Poussin, le Lorrain.

Le Sueur naquit à Paris, vécut pauvre, obscur, et mourut à trente-huit ans, en 1655, non pas, comme on le dit, dans le couvent des Chartreux, pour lesquels il avait peint sa belle suite de vingt-deux tableaux représentant la Vie de saint Bruno, mais près de l'hôtel Lambert, qu'il décorait alors avec Le Brun; les *Muses* qu'il y peignit sont aujourd'hui au musée du Louvre. C'était une âme douce et candide; ses peintures, toujours gracieuses, même dans les sujets les plus sévères, par la suavité du ton et la délicatesse du pinceau, expriment admirablement les sentiments et jusqu'aux affections les plus intimes des personnages.

Nicolas Poussin, né aux Andelys en Normandie, passa à Rome la plus grande partie de sa vie ; il y mourut en 1665, à soixante-douze ans. Il eut la réputation du plus grand peintre de son temps : il l'a gardée. Malgré son coloris



Eustache Le Sueur.

trop sombre, il est resté le chef de l'école française pour l'élévation morale, l'intérêt dramatique, la richesse et la poésie de ses compositions, pour cette recherche enfin de l'idéal qu'il appelait lui-même « la haute délectation de l'intelligence » ; nous ajouterons aussi, car cela n'est point

étranger à l'art, pour la dignité de sa vie. Il méprisa la fortune, les honneurs, les avances des grands, et s'enferma avec ses nobles pensées et son art. Le musée du Louvre possède de lui quelques toiles célèbres, les *Bergers d'Arcadie*, *Moïse sauvé des eaux*, *Diogène*. Le Brun et Mignard peuvent être regardés comme ses élèves, car ils reçurent longtemps ses leçons ou ses conseils.

Claude Gellée, dit le Lorrain, le plus grand paysagiste de notre école, se forma aussi à Rome; il y mourut en 1682. C'est par excellence le peintre de la lumière. On peut admirer au Louvre la richesse de son style et la beauté de son coloris dans les dix paysages ou marines que notre musée possède de lui.

La Lorraine, qui est la patrie de Claude-Gellée, est aussi la patrie d'un artiste à la verve puissante et bizarre, le graveur Jacques Callot (mort en 1635). Son œuvre, composée d'estampes et d'eaux-fortes, dans lesquelles il a représenté les gens de guerre, les bohémiens et les gueux, est la plus originale peut-être de la gravure française.

A mesure qu'on descend dans le xvii^e siècle, la vie intellectuelle de l'Europe tend de plus en plus à se concentrer en France. On peut dire que, vers 1660, quand Louis XIV allait régner par lui-même, notre pays représentait dans le monde l'art, les lettres, les sciences, la plus haute culture de l'esprit. Dès lors il était en avant des autres nations, et, grâce à sa prépondérance, une influence heureuse, dont la civilisation générale profitera, allait rayonner sur l'Europe entière. Voilà le rachat de notre empire, et des fautes que Louis XIV va commettre : toutes les dominations peuvent-elles offrir une pareille rançon?

CHAPITRE VIII

GOVERNEMENT PERSONNEL DE LOUIS XIV. COLBERT, LOUVOIS, VAUBAN¹.

1. Louis XIV gouverne par lui-même. — 2. Idées de Louis XIV sur le gouvernement. — 3. Les conseils. — 4. Les ministres. — 5. Procès de Fouquet (1661-1664). — 6. Colbert : son caractère. — 7. Réorganisation des finances. — 8. Agriculture. — 9. Industrie. — 10. Commerce intérieur, travaux publics. — 11. Commerce maritime et colonies. — 12. Marine militaire. — 13. Fondations scientifiques. — 14. Les ordonnances. — 15. Les secrétaires d'État de la guerre : Le Tellier et Louvois. — 16. Œuvre militaire de Louvois. — 17. Vauban, fortification du royaume.

1. Louis XIV gouverne par lui-même. — En 1661 Louis XIV avait vingt-trois ans et en avait régné dix-huit sans s'être fait connaître. Mazarin seul l'avait deviné. Il avait dit aux maréchaux de Villeroy et de Gramont : « Vous ne le connaissez pas ; il se mettra en chemin un peu plus tard, mais il ira plus loin qu'un autre. » Quand les ministres vinrent, après la mort du cardinal, demander au roi à qui ils s'adresseraient désormais : « A moi, » leur répondit-il. Le secrétaire d'État de la guerre, Michel Le Tellier, courut tout effaré apprendre cette nouvelle à la reine mère qui lui rit au nez : « En bonne foi, monsieur Le Tellier, qu'en croyez-vous ? » Cette résolution n'était pourtant que l'accomplissement des conseils vingt fois donnés par Mazarin, et, s'il y a lieu de s'étonner, ce n'est pas qu'il l'ait prise, mais qu'il l'ait tenue. Il accepta tous les soucis de la royauté et fut lui-même, dit La Bruyère, son principal ministre. Depuis un demi-siècle, c'étaient

¹ Louis XIV, *Mémoires*, édition Dreyss ; Voltaire, *Siècle de Louis XIV* ; P. Clément, *Histoire de Colbert* ; C. Rousset, *Histoire de Louvois* ; G. Michel, *Histoire de Vauban*.

les ministres qui avaient gouverné au nom des rois ; lui, il entendait être roi en fait comme il l'était en titre, et il le fut. Pendant trente années, il travailla régulièrement huit heures par jour. Dans ses *Mémoires*, il a recommandé à son fils, en quelques paroles vraiment éloquentes, de ne pas oublier « que c'est par le travail qu'on règne ; qu'il y a de l'ingratitude et de l'audace à l'égard de Dieu, de l'injustice et de la tyrannie à l'égard des hommes, de vouloir l'un sans l'autre ».

2. Idées de Louis XIV sur le gouvernement. — Ce qui est plus remarquable encore, c'est que ce jeune prince, qui prenait si hardiment le pouvoir, avait déjà conçu tout le plan de sa politique. Non seulement Louis XIV a régné avec un pouvoir sans bornes, comme quelques-uns de ses prédécesseurs, mais il a établi le premier, en France, la théorie de la monarchie absolue. A ses yeux, la royauté est d'institution divine : les souverains sont les représentants de Dieu sur la terre. « Celui qui a donné des rois aux hommes, dit-il, a voulu qu'on les respectât comme ses lieutenants, se réservant à lui seul le droit d'examiner leur conduite. » Mais cette autorité, qui n'a de limites que dans leur conscience et les prescriptions de la religion, ne doit pas rester stérile entre leurs mains ; ils ont des devoirs impérieux auxquels ils ne peuvent se soustraire : « Nous devons considérer le bien de nos sujets plus que le nôtre propre. Ce n'est que pour leurs avantages que nous devons leur donner des lois ; et ce pouvoir que nous avons sur eux ne nous doit servir qu'à travailler plus efficacement à leur bonheur. »

C'est ainsi que Louis XIV comprenait « sa fonction de roi ». Avant de dire comment il régna, voyons quels étaient les principaux rouages du gouvernement et quels fonctionnaires les mettaient en action.

3. Les Conseils. — Le roi, comme tout chef d'État, est entouré de conseils et de ministres ; mais il faut bien comprendre que les conseils et les ministres de Louis XIV ne sont pas auprès de lui les représentants et les agents de la nation, comme ils le seraient aujourd'hui. Sous l'an-

cien régime tel que Louis XIV l'a organisé, la souveraineté réside tout entière dans les mains du roi; quiconque en détient une partie, pour juger, administrer, commander les armées, la détient au nom du roi seul souverain. Les conseils et les ministres de Louis XIV sont, dans toute la force du terme, les conseils du roi, les ministres du roi.

Les divers conseils qui participent au gouvernement et à l'administration ont été créés, à peu près tous, par des démembrements successifs de l'antique conseil du roi qui, pendant longtemps, avait suffi à tout. Un d'eux, le *Conseil d'en haut*, où le roi appelait les secrétaires d'État et parfois les princes du sang, répondait à notre conseil des ministres; il avait la direction générale de la politique et des grandes affaires; il possédait de plus une juridiction que nos ministres n'ont pas: il jugeait les appels du conseil d'État.

Un autre, le *Grand Conseil*, avait été investi par Charles VIII des attributions judiciaires dévolues jusqu'alors au conseil du roi: il connaissait de tous les procès concernant les évêchés et les bénéfices à la nomination du roi; il avait encore d'autres fonctions judiciaires; mais son rôle le cédait beaucoup en importance à celui du Conseil d'État.

Le *Conseil d'État*, ou *conseil privé*, ou *conseil des parties*, était le grand corps administratif du royaume, surtout depuis qu'il avait été réorganisé par Richelieu. Il se réunissait quatre fois par semaine, le mardi, le mercredi, le jeudi et le samedi, sous la présidence du chancelier, et, chaque fois, pour des affaires de nature différente. Ainsi le mardi, le conseil lisait et discutait les rapports adressés aux ministres par les gouverneurs de province: c'était le *conseil des dépêches*. Le mercredi était tenu le *conseil des finances*, institué en 1661, après la suppression de la surintendance. Il délibérait sur les nouvelles levées de deniers, et sur les réclamations des villes et provinces, arrêtait le rôle de la taille et rédigeait les instructions des commissaires envoyés dans les provinces pour prendre connaissance du « fait des finances. » Le jeudi,

examen du contentieux financier, c'est-à-dire des plaintes des particuliers ou des officiers royaux contre les fermiers des aides et les collecteurs des tailles, et adjudication des fermes, travaux publics, approvisionnement des garnisons, etc. Le samedi, le *conseil des parties* jugeait les conflits de juridiction entre les tribunaux et toutes les affaires qui avaient été « évoquées » devant lui par les intendants, c'est-à-dire soustraites à la justice ordinaire; il interprétait les ordonnances ou les arrêts sur lesquels il était consulté par les juges. Les conseillers d'État ordinaires étaient au nombre de dix-huit. Au-dessous d'eux, les maîtres des requêtes étaient comme les juges d'instruction de ce tribunal administratif; c'était presque toujours parmi eux qu'étaient pris les intendants, agents du pouvoir central dans les provinces.

4. Les Ministres. — Ce qu'on appellerait de nos jours le ministère de Louis XIV comprenait six personnages. Il y avait d'abord les quatre secrétaires d'État, institués sous Henri II. Leurs attributions avaient souvent varié. Sous Louis XIV, les quatre départements ministériels étaient : la maison du roi, les affaires étrangères, la marine, la guerre, chacun des secrétaires d'État étant attaché à un de ces départements. Le chancelier était le chef de la magistrature et à ce titre inamovible; mais rien ne l'empêchait d'être frappé de disgrâce et pendant ce temps un garde des sceaux le remplaçait. Enfin le contrôleur général (Colbert a porté le premier ce titre) était le chef de toute l'administration financière; il était souvent le personnage le plus important du ministère.

Les ministres que Mazarin avait laissés au roi étaient : Pierre Séguier, chancelier, qui eut l'art, en ne prenant point d'importance politique, de se faire estimer nécessaire pendant cinquante années; Michel Le Tellier, secrétaire d'État de la guerre; Hugues de Lionne, chargé de la marine et des affaires étrangères; Nicolas Fouquet, surintendant. Louis XIV les conserva, à l'exception du dernier.

5. Procès de Fouquet (1661-1664). — Le surintendant Fouquet s'était fait la réputation d'un mécène géné-

reux en protégeant noblement les écrivains et les artistes, Molière, Le Brun, Levau, Le Nôtre, et il compta d'illustres amis, Pellisson, La Fontaine, Gourville, Mme de Sévigné, Mlle de Scudéri, qui ont plaidé sa cause devant la postérité, sans la gagner. Il avait mis ou plutôt laissé les finances dans un désordre extrême, et lui-même puisait sans scrupule dans le trésor : il dépensa à son château de Vaux 9 millions, qui en vaudraient plus de 30 aujourd'hui, et il ne regardait pas à mettre 120 000 livres à un dîner. Pour tromper le roi, il grossissait les états de dépenses, diminuait les états de recettes. En outre, il semblait chercher partout des appuis, même dans la haute noblesse, et il fortifiait les places dont il avait le commandement, comme pour se préparer, en cas de disgrâce, une retraite inexpugnable. C'était presque un frondeur ; c'était bien certainement un fripon. Le roi n'avait pas de doute à cet égard : Colbert lui faisait remarquer tous les soirs les mensonges du surintendant.

La perte de Fouquet était peut-être déjà résolue quand la cour accepta la fête magnifique qu'il lui donna dans son palais de Vaux. Louis XIV fut irrité d'une devise orgueilleuse qu'il lut partout : *Quo non ascendam?* (*Où ne monterai-je pas?*) et surtout des splendeurs toutes royales qui furent prodiguées pour lui plaire. Il disait à la reine mère avec colère : « Ah ! madame, est-ce que nous ne ferons pas rendre gorge à ces gens-là ? » Et il fut tenté de faire arrêter le ministre à Vaux, au milieu de la fête qu'il y recevait. Il se contenta cependant ; mais, quelques semaines après, Fouquet était à la Bastille (septembre 1661). Il fut accusé de dilapidations, ce qui était trop vrai, et de complot contre la sûreté de l'État, ce qui ne fut jamais prouvé. Au bout de trois années, neuf juges opinèrent pour la mort, treize autres pour le bannissement. Le roi, aggravant la peine, la changea en une prison perpétuelle ; et Fouquet fut enfermé dans la citadelle de Pignerol, où il mourut après dix-neuf ans de captivité.

Fouquet était coupable ; mais Louis XIV a eu le tort de

recourir pour l'arrêter à une duplicité odieuse et de le frapper par un acte arbitraire d'une rigueur sans exemple.

6. Colbert : son caractère. — Colbert succéda à Fou-



Colbert.

quet, d'abord avec le titre d'intendant des finances, puis avec celui de contrôleur général. Né à Reims, en 1619, dans une ancienne famille de marchands et de magistrats, il avait été intendant de Mazarin, qui, en mourant, l'avait recommandé au roi, comme « étant fort fidèle ». Investi

de la confiance de Louis XIV, il dirigea près de cinq de nos ministères : la maison du roi avec les beaux-arts, les finances, l'agriculture avec le commerce, les travaux publics, et, à partir de 1669, la marine, poids écrasant sous lequel il ne succomba pas. « Jean-Baptiste Colbert, dit un contemporain, avait le visage naturellement renfrogné. Ses yeux creux, ses sourcils épais, lui faisaient une mine austère et lui rendaient le premier abord sauvage et négatif; mais, dans la suite, en l'apprivoisant, on le trouvait assez facile, expéditif et d'une sûreté inébranlable. Il était persuadé que la bonne foi dans les affaires en est le fondement solide. Une application infinie et un désir insatiable d'apprendre lui tenaient lieu de science. Il fut le restaurateur des finances, qu'il trouva en fort mauvais état à son avènement au ministère. Esprit solide, mais pesant, né principalement pour le calcul, il débrouilla tous les embarras que les surintendants et les trésoriers de l'épargne avaient mis exprès dans les affaires pour y pêcher en eau trouble. » Ajoutons que ce financier austère et dur, cet homme de marbre, comme Gui Patin l'appelle, avait du cœur. « Il faut, écrivait-il à Louis XIV, épargner cinq sols aux choses non nécessaires et jeter les millions quand il s'agit de votre gloire. Un repas inutile de 3 000 livres me fait une peine incroyable, et lorsqu'il est question de millions d'or pour l'affaire de Pologne, je vendrais tout mon bien, j'engagerais ma femme et mes enfants, et j'irais à pied toute ma vie pour y fournir. »

7. Réorganisation des finances. — Le premier soin de Colbert a été la réorganisation des finances; car c'était la condition même de la prospérité intérieure du royaume.

Les finances étaient retombées dans le chaos d'où Sully les avait tirées. La dette publique était de 450 millions, les revenus dévorés deux ans à l'avance, et le Trésor, sur 85 millions d'impôts annuels, plus de 300 millions de francs, en recevait à peine 52. Colbert commença par annuler ou rembourser, au taux de l'achat, 8 millions de rentes sur l'Hôtel de Ville, acquises à vil prix, et fit rechercher par une *chambre de justice* les malversations

commises depuis vingt-cinq ans par les officiers de finance. L'arrestation de Fouquet montra qu'on n'épargnerait aucun coupable. On fit rendre gorge aux traitants qui avaient profité des besoins de l'État pour lui prêter à un taux usuraire; les amendes s'élevèrent à 110 millions. Plusieurs traitants furent pendus. C'étaient des mesures selon l'esprit du temps, mais non selon la bonne politique : le moyen le plus sûr, pour l'État, de n'avoir pas de contrats onéreux, à subir dans les mauvais jours étant de tenir, dans les bons, la parole une fois donnée.

Colbert fut le véritable créateur du budget. Jusqu'alors on dépensait au hasard, sans consulter les recettes. Le premier, il dressa chaque année *un état de prévoyance*, divisé en trois chapitres, où les revenus, les dépenses probables et les fonds disponibles étaient marqués à l'avance. Quand un secrétaire d'État avait une dépense à faire, il signait un ordre de paiement motivé que la partie prenante présentait au contrôle général qui assignait le paiement de la somme sur un fonds spécial et présentait cette assignation à la signature du roi¹.

En outre, Colbert modifia l'assiette des impôts. La *taille*, ou impôt foncier était payée par les seuls roturiers; car les privilèges des deux premiers ordres consistaient précisément dans l'exemption de la taille. Aussi, pour soulager le tiers état, il en diminua le chiffre. Elle s'élevait en 1661 à 53 millions : il la ramena à 52. Au milieu des troubles de la Fronde, beaucoup de gens s'étaient anoblis de leur propre autorité, ou avaient acheté des titres de noblesse pour quelques écus : c'étaient autant de faux privilégiés ajoutés aux véritables. Dès 1662 Molière, dans *l'École des Femmes*, se moquait de cette vanité qui coûtait cher au peuple². Une ordonnance royale révoqua toutes

1. Mais le fonds était parfois épuisé, de sorte que l'*assignation* restait sans valeur. Si le créancier de l'État ne pouvait obtenir une assignation nouvelle sur un autre fonds, il était réduit à vendre à vil prix sa créance que de plus habiles parvenaient à se faire payer. De là, un commerce d'*assignations* qui donnait lieu à de grands abus et que Colbert ne parvint pas à détruire.

2. Chrysale disait à Arnolphe, qui lui-même s'était fait appeler Mon-

les lettres de noblesse accordées depuis trente ans : Gros-Pierre fut obligé de présenter ses titres, qu'il n'avait pas ; et près de 40 000 familles, parmi les plus riches des paroisses, furent de nouveau imposées, ce qui déchargea d'autant leurs voisins.

A la taille qui pesait uniquement sur le peuple, le contrôleur général préférait avec raison les *aides* ou impôts indirects, auxquels tous contribuaient. Il diminua l'impôt de la gabelle ou du sel, qui était particulièrement vexatoire ; mais il augmenta ou créa les taxes sur le café, le tabac, le vin, les cartes, la loterie, etc. ; et de 1 500 000 francs, il les porta à 21 millions. Ainsi l'établissement des impôts indirects, tant attaqués de nos jours, a été, dans l'origine, une pensée de justice et d'égalité.

Il n'aimait pas les emprunts, car il redoutait de donner à Louis XIV cette facilité de décharger le présent en grevant l'avenir. Au sortir du conseil où le premier emprunt fut décidé en 1672, il reprocha amèrement à La Moignon d'avoir approuvé cette mesure. « Connaissez-vous comme moi l'homme auquel nous avons affaire, sa passion pour la représentation, pour les grandes entreprises, pour tout genres de dépenses. Voilà donc la carrière ouverte aux emprunts, par conséquent à des dépenses et à des impôts illimités ! Vous en répondrez à la nation et à la postérité. » Un temps viendra en effet, quand Colbert n'y sera plus, où Louis XIV empruntera à 400 pour 100. Du moins le grand ministre essaya de défendre le trésor contre les exigences des financiers en invitant les petits capitalistes à verser directement leurs fonds, sans entremetteurs dispendieux, dans une *caisse d'emprunt* qu'il établit à cet effet et où l'argent afflua. C'est une institution que rappellent nos caisses d'épargne.

Voici le résumé de l'administration financière de Col-

sieur de la Souche :

Je sais un paysan qu'on appelait Gros-Pierre,
Qui n'ayant pour tout bien qu'un seul quartier de terre,
Y fit tout alentour faire un fossé bourbeux,
Et de Monsieur de l'Isle en prit le nom pompeux.

bert. En 1661, sur 85 millions d'impôts, le Trésor avait à payer 52 millions pour rentes et gages; il ne lui restait que 32 millions, et il en dépensait 60; déficit : 28 millions. En 1685, année de la mort de Colbert, les impôts rendaient 112 millions; les gages et rentes n'en prenaient plus que 25; le revenu net du Trésor était de 89 millions, et cela quand il avait fallu suffire aux frais de guerres répétées, au luxe de Louis XIV, à sa passion de bâtir. Il n'y a rien à ajouter à de pareils chiffres.

8. Agriculture. — Sully avait sacrifié l'industrie à l'agriculture; Colbert, qui fit tant pour l'industrie, ne lui sacrifia pas l'agriculture. Il allégea les impositions qui pesaient sur elle; il exempta de la taille les familles trop nombreuses; il interdit de nouveau la saisie des instruments de labour et des bestiaux en recouvrement des taxes dues à l'État; il établit ou plutôt il rétablit les haras, où l'on croisa nos chevaux avec ceux d'Afrique et de Danemark; il fit venir des bestiaux de l'Allemagne et de la Suisse pour améliorer les nôtres, des béliers d'Angleterre pour régénérer notre race ovine. Il accorda des primes d'encouragement aux meilleurs éleveurs; il ordonna le dessèchement des marais; enfin il publia un code des eaux et forêts (1669), qui est encore, pour la très grande partie, en vigueur. Mais il commit la faute de respecter le préjugé populaire qui voyait dans la liberté du commerce des grains une cause de disette, au lieu que le meilleur moyen de l'éviter, c'est de laisser les blés, comme le voudront cent ans plus tard Turgot et la Constituante, se répandre librement sur la surface du territoire. Il réussit à tenir le blé à bas prix pour l'ouvrier des manufactures et pour le soldat; mais le cultivateur, n'y trouvant plus son compte, cessa sur bien des points de cultiver. Les friches s'étendirent; les disettes se multiplièrent; dès le mois de mai 1675, le gouvernement du Dauphiné lui écrivait que les habitants des campagnes n'avaient vécu tout l'hiver que de pain de gland et de racines, et qu'on les avait vus manger l'herbe des prés et l'écorce des arbres.

9. Industrie. — L'industrie, née sous François I^{er} et Henri IV, était restée dans l'enfance; nous tirions presque tout de l'étranger. L'Italie nous fournissait ses broderies, ses glaces et son orfèvrerie; l'Allemagne, sa belle faïence et ses cristaux de Bohême; la Flandre, ses dentelles et ses tapisseries; la Hollande, ses draps et ses toiles; l'Angleterre, ses étoffes de laine et ses aciers. Colbert, sorti de la boutique d'un marchand de Reims, à l'enseigne du *Long-Vêtu*, apporta au développement de l'industrie et du commerce un zèle extraordinaire, et des idées personnelles qu'on désigne encore du nom de colbertisme.

Son premier soin fut que la France pût se suffire à elle-même; et, pour donner le temps à notre industrie de grandir, il la mit à l'abri d'une protection salutaire. Il ne créa pas, mais il organisa le système *protecteur* qui est indispensable à une industrie naissante. S'il frappa de droits considérables, à leur entrée dans le royaume, les produits similaires de l'étranger (tarif de 1667), ce n'était, à ses yeux, qu'une mesure temporaire, bonne pour mettre le royaume en état de n'avoir plus à demander aux étrangers les choses de nécessité.

Il fallait à présent introduire en France les industries de l'étranger; ce fut la seconde partie de son œuvre. Grâce aux dépenses qu'il n'épargna pas pour acheter ou surprendre les secrets industriels des nations voisines, et pour attirer en France les ouvriers les plus habiles, le nombre de nos manufactures s'accrut rapidement. Il les soutint par des subventions distribuées avec intelligence, avançant une certaine somme par chaque métier battant, outre des gratifications considérables aux maîtres et aux ouvriers. Il obtint de l'Église la suppression de dix-sept fêtes qui multipliaient les chômages inutiles. Afin d'augmenter le nombre des travailleurs, il voulait réduire celui des moines et retarder jusqu'à vingt-cinq ans l'âge où il serait permis d'entrer en religion. Enfin il institua des conseils de prud'hommes pour faire régner la paix dans ce monde du travail.

En 1669, on comptait dans le royaume, pour la laine

seulement, 44 200 métiers et plus de 60 000 ouvriers. Les draperies de Sedan, de Louviers, d'Abbeville et d'Elbeuf n'eurent plus de rivales en Europe; le fer-blanc, l'acier, la faïence, les cuirs maroquinés, qu'on avait toujours fait venir de loin, furent travaillés en France; on imita, en les égalant, les toiles et les serges de Hollande, le point et le velours de Gênes; les tapis de Perse et de Turquie furent dépassés à la Savonnerie; les riches étoffes où la soie se mêle avec l'or et l'argent se fabriquèrent à Tours et à Lyon; on fit à Tour-la-Ville (près de Cherbourg) et à Paris de plus belles glaces qu'à Venise; les tapisseries de Flandre le cédèrent à celles des Gobelins. Cette fameuse manufacture employa, à partir de 1662, plus de huit cents ouvriers, et les meilleurs peintres dirigeaient l'ouvrage en donnant leurs propres dessins, ou en faisant travailler sur ceux des anciens maîtres d'Italie. Le Brun y régna vingt-huit ans; après lui, Mignard. Ce fut une admirable chose que cet essor imprévu de l'industrie française; et Boileau disait vrai, quand il rappelait, dans son *Épître au roi* (1669):

Nos artisans grossiers, rendus industrieux,
Et nos voisins frustrés de ces tributs serviles
Que payait à leur art le luxe de nos villes.

Enfin, non content d'encourager la fondation de manufactures, Colbert réorganisa les anciennes jurandes ou corporations d'ouvriers et il en fonda de nouvelles. Il entra dans les détails les plus minutieux sur l'apprentissage, sur la maîtrise, sur les procédés de fabrication. Il édicta pour l'ouvrier qui avait manqué aux règlements des peines qui paraissent aujourd'hui étranges et odieuses : destruction de la marchandise, blâme de l'ouvrier, mise au carcan du coupable, etc. C'était là un abus du zèle administratif qui veut tout réglementer; cependant il faut reconnaître que l'influence de Colbert a contribué à donner à notre industrie le cachet d'élégance qu'elle a gardé.

10. Commerce intérieur, travaux publics. — Pour

faciliter les relations entre les villes et les provinces, Colbert n'eût voulu qu'une ligne de douanes, à la frontière, et il y en avait autour de chaque province. S'il ne put détruire les nombreux péages établis sur les chemins et les rivières, il les réduisit du moins, et il supprima, dans douze provinces du centre de la France, les douanes intérieures. Plusieurs provinces frontières, comme l'Alsace, les Trois Évêchés et les ports de Dunkerque, Bayonne et Marseille, déclarés ports francs, purent commercer librement avec l'étranger sans aucune entrave douanière. Il institua dans nos ports des entrepôts où, en cas de réexportation, les droits acquittés étaient rendus; il favorisa le transit par la France des marchandises étrangères, qui obtinrent le passage en franchise à travers toutes les provinces.

Les routes, que Sully avait fait entretenir à si grand frais, étaient devenues impraticables; Colbert les remit en état de viabilité. Il songea en outre à doter la France d'un réseau de voies navigables. Il projeta le canal de Bourgogne, fit décréter celui d'Orléans, qu'on ouvrit en 1692, et creusa celui du Languedoc qui joignit la Méditerranée à l'Océan. Le port de Cette fut construit à l'une de ses extrémités (1666); Toulouse était à l'autre; et, de Toulouse, la Garonne menait facilement à Bordeaux et à l'Océan. Ce travail gigantesque fut commencé en 1664, et continué sans interruption jusqu'en 1681. Il fut exécuté par Riquet de Béziers, qui en avait proposé les premiers plans, et par l'ingénieur Andréossy: il coûta environ 34 millions et employa, chaque année, dix à douze mille ouvriers.

Le commerce, ainsi secondé, prit un développement rapide. Pour régler cette activité nouvelle et l'éclairer, Colbert rétablit en 1665 le conseil de commerce institué par Henri IV. Louis XIV y présida régulièrement tous les quinze jours. Des conseils semblables, établis dans les provinces, durent « s'assembler tous les ans, au 20 juin, pour examiner l'état du commerce et des manufactures », et choisir des députés qui présenteraient leurs vœux au

ministre. Une ordonnance de 1671, qui ne fut malheureusement pas exécutée, prescrivit de rendre uniformes les poids et mesures dans tous les ports ; ils le devinrent du moins dans nos arsenaux.

11. Commerce maritime et colonies. — « Les étrangers, dit un édit de 1664, s'étaient rendus maîtres de tout le commerce par mer, même de celui qui se fait de port en port au dedans du royaume. » Chaque année, quatre mille bâtiments hollandais débarquaient sur nos côtes les produits de leur industrie, particulièrement leurs draps, avec les denrées des deux mondes, et enlevaient nos soieries, nos vins et nos eaux-de-vie. Colbert voulut relever la France de cette infériorité. Il écrivait, le 21 mars 1669, à Arnould de Pomponne, ambassadeur à la Haye : « Le commerce par mer se fait en Europe par vingt-cinq mille vaisseaux environ ; dans l'ordre naturel, chaque nation doit en posséder sa part suivant sa puissance, sa population et l'étendue de ses côtes ; mais les Hollandais en ayant quinze à seize mille, et les Français cinq à six cents au plus, le roi emploiera toutes sortes de moyens pour s'approcher un peu plus du nombre de vaisseaux que ses sujets doivent avoir. » Déjà en 1659 le surintendant Fouquet avait établi un droit d'ancrage de 50 sous (environ 6 francs) par tonneau sur les navires étrangers, payable à l'entrée et à la sortie de nos ports : Colbert conserva ce droit, qui fut presque pour notre marine ce que le fameux acte de navigation a été pour la marine anglaise. Il accorda aux navires nationaux des primes pour l'exportation et l'importation ; il encouragea les constructeurs des bâtiments pour la grande navigation par une autre prime de 4 à 6 livres par tonneau ; de sorte que notre marine marchande, à la fois protégée et stimulée, prit l'essor.

« Pour se rendre maître de la mer, avait dit Richelieu, il faut voir comme nos voisins s'y gouvernent. » Colbert pensait de même, et, continuant les traditions du grand cardinal, il établit cinq grandes Compagnies sur le modèle des compagnies hollandaises et anglaises : celles des Indes

orientales et des Indes occidentales en 1664, celles du Nord et du Levant en 1666; celle du Sénégal en 1673. Il leur accorda le monopole exclusif du commerce dans ces parages éloignés avec des primes, leur fit des avances considérables (6 millions pour la seule Compagnie des Indes orientales), obligea les princes du sang, les seigneurs, les riches, à s'y intéresser, et fit déclarer par un édit, en 1669, que le commerce de mer ne dérogeait pas à la noblesse. En même temps, nos consuls, nos ambassadeurs, recevaient l'ordre, fréquemment renouvelé, de donner la plus énergique protection à notre commerce et de lui fournir tous les renseignements qui pourraient lui être utiles.

Il voulut rendre la vie à notre système colonial, fort négligé depuis Richelieu. Nous ne possédions que le Canada avec l'Acadie, Cayenne, l'île Bourbon, quelques comptoirs à Madagascar et aux Indes. Colbert racheta à des particuliers, pour moins d'un million, la Martinique, la Guadeloupe, Sainte-Lucie, Grenade et les Grenadilles, Marie-Galante, Saint-Martin, Saint-Christophe, Saint-Barthélemy, Sainte-Croix et la Tortue dans les Petites Antilles. Il plaça sous la protection de la France les flibustiers français de Saint-Domingue, qui s'étaient emparés de la partie occidentale de l'île, envoya de nouveaux colons à Cayenne, au Canada, à Terre-Neuve, et commença l'occupation de la magnifique vallée du Mississipi, ou Louisiane, qui venait d'être explorée par un hardi voyageur, Cavelier de la Salle (1682). En Afrique, il enleva aux Hollandais Gorée dans le Sénégal; et prit possession des côtes orientales de Madagascar. En Asie, la Compagnie des Indes s'établit à Surate, et plus tard à Pondichéry et à Chandernagor. Enfin, pour réserver au pavillon national tout le commerce de nos colonies, Colbert ferma leurs ports aux vaisseaux étrangers, et, pour y développer les cultures, il prohiba en 1667 l'importation en France des tabacs et des sucres du Brésil.

12. Marine militaire. — La marine marchande est l'école et la pépinière de la marine militaire; la première

étant à présent florissante, la seconde devint redoutable. Colbert, qui avait remplacé de Lionne au ministère de la marine en 1669, fit d'abord réparer le peu de vaisseaux que Mazarin avait laissés dans nos ports; il en acheta en Suède et en Hollande; il attira des constructeurs, des cordiers de Hambourg, de Riga et de Danzig. Des arsenaux furent établis à Dunkerque, au Havre, à Rochefort. Henri IV avait trouvé Toulon, et Richelieu, Brest; mais ils avaient montré ce qu'on pouvait y faire, plutôt qu'ils n'y avaient fait de grands ports. Duquesne resta sept ans à Brest à partir de 1665, et, quand le fils de Colbert, Seignelay, y vint, en 1672, il vit une flotte de cinquante vaisseaux de ligne. Vauban l'entoura de formidables défenses. Il exécuta aussi, après la paix de Nimègue, d'immenses travaux à Toulon, qui firent de cette ville un des plus beaux ports du monde. La nouvelle darse qu'il creusa pouvait à elle seule contenir cent vaisseaux de ligne.

Pour recruter la flotte, Colbert créa l'*inscription maritime* ou *système des classes*, que nous gardons encore et qui assujettit la population maritime des côtes, en retour de certains avantages, à fournir les recrues nécessaires aux équipages des vaisseaux; les inscrits furent distribués, d'après l'âge et la position de famille, en classes qu'on appela successivement, suivant les besoins du service. Cette institution fut complétée par la fondation de la caisse des invalides de la marine, qui assura une pension de retraite au marin pour ses vieux jours. Le premier recensement, celui de 1670, fit connaître 56 000 inscriptions de matelots; mais en 1685, on en compta 77 852. Les armements purent alors se multiplier. En 1661, la flotte de guerre ne se composait que de 50 bâtiments: en 1678, elle en avait 120, et, cinq ans plus tard, 176. En 1692, le roi avait 154 vaisseaux, 153 frégates et 101 autres bâtiments. La France pouvait à présent disputer le premier rang sur mer à l'Angleterre et à la Hollande.

Le corps des gardes marines, composé de 1000 gentils-

hommes, fut institué, en 1672, pour préparer de bons officiers; une école de canonniers, pour former d'habiles pointeurs; une école d'hydrographie, pour donner aux navires des cartes exactes; un conseil supérieur de la marine et un conseil des constructions navales, pour éclairer le ministre.

13. Fondations scientifiques. — Le même ministre qui avait réformé les finances, le commerce et la navigation, avait encore le temps d'encourager les lettres et les arts; il créa en 1663 l'Académie des inscriptions et médailles; en 1666, l'Académie des sciences; l'Académie de musique, la même année; l'Académie d'architecture, en 1671. Une école des beaux-arts fut établie à Rome (1666) sous le nom d'Académie de France pour recevoir les lauréats de l'Académie de peinture de Paris, qui viendraient y compléter leur éducation artistique. Le cabinet des médailles et l'école des *jeunes de langue*, pour l'étude des langues orientales, furent fondés; la bibliothèque Royale, augmentée de plus de dix mille volumes et d'un grand nombre de manuscrits précieux; la bibliothèque Mazarine, ouverte au public; le Jardin des Plantes, agrandi.

Ces belles fondations étaient pleines d'espérances pour l'avenir; pour le présent, les artistes, les gens de lettres, obtinrent des avantages plus directs. Colbert avait fait rédiger par Chapelain une liste des pensions à distribuer au nom du roi. Corneille, Racine, Boileau, Molière, Quinault, Lulli, vingt autres, reçurent des libéralités; les étrangers mêmes y eurent part. « Quoique le roi ne soit pas votre souverain, leur écrivait Colbert, il veut être votre bienfaiteur; il m'a commandé de vous envoyer la lettre de change ci-jointe, comme un gage de son estime. » Parmi eux on distingua le bibliothécaire du Vatican, Allacci; le comte Graziani, secrétaire d'État du duc de Modène; Vossius, historiographe des Provinces-Unies; le Danois Roëmer; le Hollandais Huyghens, que Colbert appela à Paris, où il resta quinze ans, etc. Viviani, célèbre mathématicien de Florence, fit bâtir une maison, avec cette

inscription en lettres d'or : *Ædes a Deo datæ*¹. Aussi l'admiration pour Louis passait nos frontières ; on prononça douze panégyriques en son honneur dans diverses villes d'Italie. Il faut dire cependant que cette admiration n'était point payée bien cher et que le budget de la littérature ne fut jamais très lourd. Dans l'année où les pensions atteignirent le chiffre le plus élevé, la dépense totale ne dépassa pas 100 000 livres ; savoir 53 000 pour les nationaux, 16 000 pour les étrangers, et le reste en gratifications. En moyenne, c'était 75 000 francs par an.

14. Les ordonnances. — Dans un mémoire remis au roi en 1664, Colbert avait proposé de « réduire en un seul corps d'ordonnances tout ce qui est nécessaire pour établir la jurisprudence fixe et certaine, » de diminuer le nombre des juges, d'établir la gratuité de la justice, d'abolir la vénalité des charges, dont le prix était évalué à 420 millions, et d'encourager les professions utiles, « qui sont l'agriculture, la marchandise, la guerre de terre et celle de mer. » Une commission fut en effet nommée. Elle était composée de conseillers d'État et de maîtres des requêtes : Pontchartrain, Chamillar Le Pelletier, Vossin, d'Aligre, Boucherat, et l'oncle de Colbert, Pussort, « ce fagot d'épines toujours à la tête des plus grandes affaires du royaume. » Le travail terminé, ils le discutaient avec les membres éminents du parlement, en présence des ministres et sous la présidence du chancelier, quelquefois sous celle du roi. Six codes sont sortis de ces délibérations : en 1667, l'*Ordonnance civile*, ou Code Louis, qui abolit quelques procédures iniques de cette justice du moyen âge, « vrai témoignage de l'humaine imbécillité, » dit Montaigne, en abrégé les lenteurs et régla la forme des registres de l'état civil, dont le dépôt au greffe de chaque tribunal fut ordonné ; en 1669, l'*Ordonnance des eaux et forêts*, qui est encore en vigueur dans ses principales dispositions ; en 1670, l'*Ordonnance*

1. C'était une allusion au surnom de *Dieudonné*, par lequel on avait désigné Louis XIV à sa naissance.

d'instruction criminelle, qui restreignit l'application de la torture et divers cas d'emprisonnement provisoire, mais qui ne permit encore ni conseil ni défenseur à l'accusé dans les causes capitales, conserva l'atrocité des peines antérieures. la roue, l'écartèlement, et mesura toujours mal la peine au délit; en 1673, l'*Ordonnance du commerce*, un vrai titre de gloire pour Colbert; en 1681, l'*Ordonnance de la marine et des colonies*, qui forma le droit commun des nations de l'Europe et leur servit longtemps de droit maritime; en 1685, deux ans après la mort de Colbert, le *Code noir*, qui régla le sort des nègres de nos colonies. Ces ordonnances sont le plus grand travail de codification qui ait été exécuté de Justinien à Napoléon. Quelques-unes de leurs parties sont encore en vigueur : l'ordonnance sur la marine compose presque tout le second livre de notre Code de commerce. Pour veiller à la bonne exécution des lois, des maîtres des requêtes furent plusieurs fois envoyés, comme les *enquêteurs* de saint Louis, dans les provinces, auprès des parlements.

15. Les secrétaires d'État de la guerre : Le Tellier et Louvois. — Colbert avait organisé la paix; Louvois, « le plus grand et le plus brutal des commis, » organisa la guerre. Son père, Michel Le Tellier, avait été nommé, en 1643, ministre de la guerre par Mazarin dont il fut l'homme de confiance. Appliqué aux affaires qu'il conduisait avec prudence, il commença la refonte de nos institutions militaires; il demeura, en fait, secrétaire d'État de la guerre jusqu'en 1677, date où il fut nommé chancelier.

François Michel Le Tellier, marquis de Louvois, né en 1641, était entré dès l'âge de quinze ans dans les bureaux de son père, et il avait été initié par un long apprentissage à l'administration militaire. Quand Louis XIV se décida à gouverner par lui-même, Louvois reçut dès 1662 l'autorisation de signer comme secrétaire d'État, bien qu'il n'ait succédé à Le Tellier qu'en 1677.

Quand on parle de Louvois, il faut avoir soin de distinguer en lui deux personnages, l'homme politique et l'ad-

ministrateur militaire. Si celui-ci est au-dessus de tout éloge, celui-là mérite bien des reproches. Louvois avait une activité égale à celle de Colbert, le même dévouement



Louvois.

à son œuvre, le même souci de la grandeur de la France; mais ces qualités éminentes étaient gâtées par une ambition excessive. Il voulut être et il fut presque premier ministre, par l'influence qu'il exerça sur le roi en flattant son orgueil et son goût pour la guerre. Placé entre

Colbert et Louvois, Louis XIV était entre son bon et son mauvais génie : c'est celui-ci qu'il a surtout écouté. Louvois lui a conseillé le rejet des propositions des Hollandais après le passage du Rhin, les conquêtes en pleine paix après les traités de Nimègue, l'incendie du Palatinat et les persécutions odieuses des dragonnades contre les protestants. Quant à Louvois secrétaire d'État de la guerre, il a été un des administrateurs les plus remarquables de l'ancienne France ; il a réformé l'armée de fond en comble avec un génie admirable aussi bien dans les petits détails que dans les grandes choses, et ses institutions militaires ont duré aussi longtemps que la vieille monarchie.

16. Œuvre militaire de Louvois. — La tentative de François I^{er} pour créer une infanterie française, les légions provinciales, n'avait pas réussi. En 1558, Henri II avait réorganisé ces légions qu'il divisa en régiments et en compagnies. Les quatre plus anciens régiments, ceux de Picardie, de Champagne, de Navarre et de Piémont, avaient le premier rang dans l'armée. Sous Louis XIII, les régiments furent partagés en bataillons. Ils se recrutaient par des enrôlements volontaires, (les racleurs) qui amenaient souvent, dans les compagnies, la lie de la population, et les grades s'achetaient. Richelieu aurait voulu établir un recrutement régulier ; il n'en eut pas le temps. La cavalerie avait été organisée par Charles VII lorsqu'il forma les compagnies d'ordonnance. Elles étaient fort estimées, parce qu'elles se composaient de nobles qui aimaient le métier des armes. « Ce sont les meilleurs hommes d'armes qui existent, » écrivait Machiavel. Louis XII ajouta à cette grosse cavalerie une cavalerie légère où entrèrent beaucoup d'étrangers, et Cossé-Brissac organisa, en 1558, les dragons, qui combattaient soit à pied, soit à cheval. Les cheveu-légers datent d'Henri IV, les mousquetaires et carabiniers de Louis XIII. La cavalerie était aussi divisée en régiments, escadrons et compagnies. L'artillerie était nombreuse, mais n'avait pas de corps spécial pour la conduire et la défendre sur le

champ de bataille; il en était de même du génie. Toutes ces armes attendaient le grand administrateur à qui Louis XIV confia le portefeuille de la guerre.

La réorganisation matérielle de l'effectif n'est qu'une partie de l'œuvre de Louvois; il voulut aussi donner, à l'armée royale des caractères nouveaux, d'abord celui d'une armée vraiment royale, c'est-à-dire qui fût bien au roi, qui dépendît de lui seul, puis celui d'une armée régulière et permanente, dans laquelle il pourrait introduire l'unité des services administratifs, et, avec l'ordre et la discipline, l'esprit militaire.

Pour mettre l'armée dans la main du roi, Louvois supprima les grandes charges militaires qui pouvaient donner à leurs titulaires une trop grande indépendance, ainsi la charge de colonel général de l'infanterie à la mort du duc d'Épernon, celle de maréchal général à la mort de Turenne. Il fixa la hiérarchie d'une manière rigoureuse, depuis les grades inférieurs d'enseigne et de lieutenant jusqu'aux grades supérieurs de brigadier (général de brigade), de maréchal de camp (général de division), de lieutenant général (chef de corps) et de maréchal. Tous les grades furent à la nomination du roi, qui les réserva sans doute presque toujours à la haute noblesse (n'oublions cependant ni Fabert, ni Catinat, ni Vauban); mais pour mériter de l'avancement, il ne suffit pas à ces nobles d'avoir des aïeux, il leur fallut avoir des services. Parmi les grades, il en est deux pour lesquels Louvois conserva la vénalité, ceux de colonel et de capitaine : le colonel continua à acheter son régiment, comme le capitaine sa compagnie. Il ne modifia pas cet usage pour ne pas grever à l'excès le budget de la guerre, et il sut en corriger les dangers en ne laissant acheter les charges qu'à des officiers expérimentés qu'il tenait ensuite sous la plus étroite surveillance. Il exigea toujours avec une fermeté inflexible que chacun fit son devoir; pour s'en assurer, il institua des commissaires de guerres et des inspecteurs généraux qui rendirent partout présentes l'autorité du roi et la sienne, et firent disparaître l'abus

scandaleux des passe-volants, faux soldats loués et habillés exprès pour le jour de la revue. Des reproches sévères attendirent les officiers négligents, comme ce colonel de bonne famille dont parle Mme de Sévigné. « M. de Louvois dit l'autre jour tout haut à M. de Nogaret : « Monsieur, votre compagnie est en fort mauvais état. — Monsieur, je ne le savais pas. — Il faut le savoir, dit M. de Louvois ; l'avez-vous vue ? — Non, monsieur, dit Nogaret. — Il faudrait l'avoir vue, monsieur. — Monsieur, j'y donnerai ordre : — Il faudrait l'avoir donné ; car enfin il faut prendre parti, monsieur, ou se déclarer courtisan, ou faire son devoir quand on est officier. »

Une autre mesure qui contribua à établir la hiérarchie fut l'institution de l'ordre du tableau, d'après lequel le commandement appartenait, entre officiers égaux, au plus ancien en grade. A propos de cette innovation, Saint-Simon poursuit de sa haine le ministre qui rabaisait « les gens nés pour commander aux autres, sous prétexte qu'il est raisonnable d'apprendre à obéir avant que de commander...., qui voulait accoutumer les seigneurs à l'égalité et à rouler pêle-mêle avec tout le monde ».

Dans la réorganisation de l'effectif, le ministre accorda une importance toute particulière à l'infanterie. Jusqu'alors l'armée se sentait encore des temps féodaux. La cavalerie y avait trop d'importance, et la noblesse ne voulait servir que là. « Je déclarai, dit Louis XIV, que je ne donnerais plus l'emploi dans la cavalerie qu'à ceux qui auraient servi dans l'infanterie. » Les premiers corps de l'infanterie étaient les régiments de la « maison du roi », qu'on appelait les gardes françaises et les gardes suisses ; c'étaient des troupes d'élite qui firent toujours admirablement leur devoir. Venaient ensuite les régiments de ligne ordinaires, dont Louvois porta le nombre à cent environ. Dans la cavalerie, le premier rang appartenait aussi aux corps de la maison du roi (mousquetaires gris, mousquetaires noirs) ; ensuite venaient la gendarmerie, qui rappelait les vieilles compagnies d'ordonnance de Charles VII, et les régiments ordinaires. Parmi ceux-ci, Louvois aug-

menta le nombre des régiments de dragons, corps de cavalerie légère combattant à pied et à cheval. Il eut surtout le mérite d'organiser le premier les services de l'artillerie et du génie, qui sont le complément nécessaire des armées modernes. L'artillerie était jusqu'alors une sorte d'entreprise commerciale qui dépendait du grand maître de l'artillerie; il en fit un rouage spécial de l'armée en instituant le corps du Royal-Artillerie. Quant au génie, il ne fut pas réformé : il fut créé. Le ministre constitua un corps d'ingénieurs ordinaires, uniquement chargés de l'attaque et de la défense des places, auxquels pouvaient être adjoints, en temps de guerre, des officiers d'infanterie, avec le titre d'ingénieurs extraordinaires. Les officiers du génie cessèrent d'être les « martyrs de l'infanterie », comme les appelait Vauban.

Grâce à cette réorganisation de nos forces, la France put avoir sous les armes, dans la guerre de Flandre, 125 000 hommes; pour celle de Hollande, 180 000; avant Ryswick, 300 000; pendant la guerre de la Succession, 450 000. C'étaient là des effectifs considérables, que seule en Europe la France pouvait mettre sur pied.

Mais, si l'armée de Louvois était devenue une armée royale et permanente, elle ne méritait pas encore le nom d'armée nationale; car les Français qui la composaient n'étaient guère, dans les rangs des soldats, que des malheureux à bout de ressources, enrôlés de gré ou de force par les racleurs, et les régiments étrangers, suisses, irlandais, écossais, polonais, hongrois (cavalerie des husards), formaient une partie notable du contingent. Au début de la guerre de la ligue d'Augsbourg, le ministre tenta l'essai d'une sorte de conscription nationale, la milice; qui fournit d'assez bons résultats; mais le racolage resta toujours la principale source du recrutement de l'armée.

Après les réformes capitales de Louvois, il faudrait citer une foule d'innovations de tout genre. Il établit l'uniforme, en ordonnant que chaque régiment fût distingué par la couleur de ses habits et par des insignes différents (1670). Il imposa aux soldats des mêmes armes des

exercices identiques. Il introduisit l'usage des pontons de cuivre pour franchir les rivières. Il changea l'armement de la cavalerie en donnant aux cavaliers le sabre au lieu de l'épée, celui de l'infanterie en supprimant la pique pour donner aux fantassins le fusil à pierre. Comme l'arme nouvelle n'était qu'une arme de tir et ne pouvait jouer le rôle de la pique, le ministre n'avait organisé d'abord que des régiments spéciaux de fusiliers et il avait conservé les régiments de piquiers. Mais Vauban sut faire du fusil une arme qui remplaça à la fois le mousquet et la pique, en adaptant à l'extrémité du canon la baïonnette à douille. Cette arme terrible et bien française nous valut deux grandes victoires, à Neerwinden et à la Marsaille, en 1693. L'âge de la pique était fini.

Louvois créa dans les places du nord et du nord-est sept compagnies de cadets-gentilshommes; c'est le premier essai de nos écoles militaires. Il établit les camps de plaisance, innovation ruineuse quand ces rassemblements de troupes ne furent qu'un spectacle à divertir les dames de la cour et les ennuis du roi; excellente école pour les officiers et les généraux quand on s'y prépara sérieusement aux grandes manœuvres de la guerre. Il ouvrit des écoles d'artillerie à Douai, à Metz, à Strasbourg. Il organisa le premier les services de l'intendance, auxiliaire indispensable d'une armée régulière et permanente, en instituant les magasins, de vivres et d'approvisionnements, les casernes, les hôpitaux militaires, toutes choses à peu près inconnues avant lui. Il acquitta la dette du roi et de la patrie envers les vieux soldats en faisant construire pour eux le magnifique hôtel des Invalides. Ce n'est qu'après sa mort que fut institué l'ordre de Saint-Louis (1693), destiné à payer avec de l'honneur les services militaires, sans distinction de naissance, mais non sans distinction de religion : les réformés en étaient exclus.

Cette armée nouvelle, telle que Louvois l'avait refaite, trouva pour la conduire des généraux admirables, qui forment comme trois générations sous le règne de Louis XIV, les Condé et les Turenne; les Luxembourg et

les Catinat; les Vendôme, les Berwick et les Villars : grâce à eux et grâce à son organisation, elle fut sans rivale en Europe pendant près d'un siècle.



Vauban.

17. Vauban; fortifications du royaume. — Il y eut un point, le seul peut-être, sur lequel Louvois et Colbert s'entendirent : la fortification du royaume. Pour

accomplir cet immense travail, ils trouvèrent celui qui est, avec Colbert lui-même, le plus grand homme de ce règne.

Le Prestre de Vauban était un gentilhomme d'assez petite maison, né près de Saulieu, en Bourgogne (1633). Son père était mort au service, ne lui laissant que son nom. Un prieur du voisinage le recueillit et l'éleva. Quand il atteignit sa dix-septième année, on était au milieu de la Fronde. Onze de ses frères, oncles et parents étaient sous les armes ; un matin Vauban s'échappa et courut rejoindre le grand Condé, qui le reçut comme cadet et bientôt le fit officier. Vauban se battait bien, il étudiait davantage. Le bon prieur lui avait donné quelques notions de géométrie : il les développa, et ces premières connaissances décidèrent de sa vocation. Passé dans l'armée royale, il servit sous le chevalier de Clerville, l'ingénieur français le plus renommé de ce temps, et, à vingt-cinq ans, il dirigea les sièges de Gravelines, d'Ypre et d'Oudenarde. En 1663, sa réputation était déjà assez grande, pour que Louis XIV le chargeât de fortifier Dunkerque, et ce premier ouvrage du jeune ingénieur fut un chef-d'œuvre. Deux jetées s'avancant de 2 000 mètres dans la mer et défendues par de formidables batteries créèrent un port là où la nature n'avait mis qu'une modeste plage. Les eaux de l'intérieur et celles des hautes marées, ménagées avec art, donnèrent des chasses puissantes qui creusèrent incessamment le chenal ; et renvoyèrent à la mer les vases qu'elle avait apportés. Dès lors Vauban fut l'homme indispensable que tous les généraux réclamaient quand ils avaient un siège à faire. Durant la guerre, il prenait les villes ; durant la paix, il les fortifiait. On a calculé qu'il travailla à trois cents places anciennes, qu'il en construisit trente-sept nouvelles, qu'il conduisit cinquante-trois sièges, et se trouva à cent quarante actions de vigueur. Il fut plusieurs fois blessé, car, pour reconnaître les abords d'une place et ménager le sang des soldats, il s'exposait de manière à se faire accuser de témérité, n'eût été son courage froid et réfléchi comme l'accomplissement d'un devoir. L'ingénieur

ordinaire du roi devint commissaire général des fortifications, lieutenant général et, en 1703, maréchal de France.

Placée entre deux mers, appuyée sur les Pyrénées, les Alpes et le Jura, couverte par le Rhin de Bâle à Landau, la France ne manquait de frontière naturelle qu'au nord-est, depuis le Rhin jusqu'à Dunkerque. Cette barrière que la nature ou plutôt la politique nous a refusée, Vauban nous la donna. On vient de voir ce qu'il fit de Dunkerque, d'où sortirent tant d'audacieux corsaires; de même, il arma Lille, Metz et Strasbourg, quand Strasbourg se fut donné à la France, de leurs fortes citadelles. Il construisit Maubeuge, sur la Sambre, répara Charlemont, sur la Meuse, et relia ces deux places à Philippeville, pour couvrir la Picardie et la vallée de l'Oise, qui descend sur Paris. Il ferma le débouché des Ardennes entre la Meuse et la Moselle par Longwy, qu'il éleva en face de Luxembourg. Il avait fait aussi de Luxembourg une place formidable; mais Louis XIV dut la rendre au traité de Ryswick. La vallée de la Moselle est la grande route des invasions d'Allemagne en France; nous avions déjà Metz : il doubla la force de cette place en construisant Thionville, qui en fut comme l'avant-poste. Il bâtit Sarrelouis au milieu du large espace qui s'étend de la Moselle aux Vosges, pour couvrir la Lorraine, quoiqu'elle ne fût pas encore française. Bitche et Phalsbourg devinrent les principales défenses des Vosges, Landau le boulevard de l'Alsace; et cette belle province, récemment conquise, fut rattachée à la France par Haguenau, Schelestadt, Huningue, Neuf-Brisach et surtout Strasbourg. Les Vosges ne se relient pas au Jura; il y a là, dans notre ligne de défense, un point faible : il y fortifia Belfort. Il ajouta de nouveaux ouvrages à Briançon, qui couvre l'entrée du bassin de la Durance; Mont-Dauphin fut construit presque sur la crête des Alpes. On avait fait avant lui peu de chose pour la défense des Pyrénées. Cette chaîne n'ouvre que deux passages aux armées, du côté de Bayonne et du côté de Perpignan. Vauban fit de ces deux places le centre de la

défensive et de l'offensive, et jeta dans les montagnes, en avant de la première, Saint-Jean-Pied-de-Port; en avant de la seconde, Mont-Louis.

Il visita plusieurs fois les côtes et y laissa partout des traces durables de son passage. Il fit travailler à Antibes, dont le port vaste et sûr est malheureusement peu profond et d'un accès difficile. Il transforma Toulon et en fit notre grand port militaire sur la Méditerranée. Il aurait voulu faire aussi de Port-Vendres, à l'entrée du golfe du Lion, un autre grand port militaire. On revient aujourd'hui à cette idée. Sur le golfe de Gascogne, il construisit le fort d'Hendaye, pour battre l'embouchure de la Bidassoa, et la citadelle de Bayonne; mais il ne fit rien pour améliorer la passe dangereuse de l'Adour. L'entrée de la Gironde était gardée par la petite île Pâté, le fort Médoc et la citadelle de Blaye, qui croisent leurs feux sur le fleuve; ces défenses suffisaient. Celles de la Charente et la fondation de Rochefort étaient dues au chevalier de Clerville; mais Vauban reconstruisit les murs de la Rochelle sur un nouveau plan, éleva la citadelle de l'île de Ré et fortifia Brest. L'importance de Saint-Malo datait de trop loin pour que ce nid de corsaires n'eût pas été depuis longtemps couvert par des fortifications imposantes. Une des tours de son vieux château portait cette inscription que la duchesse Anne y avait fait graver : « Qui qu'en grogne, ainsi dira, c'est mon plaisir. » Et c'était le plaisir de ces hardis marins de courir sus aux Anglais dès que la guerre éclatait. Vauban avait compris la position « audacieuse » de Cherbourg sur cette presqu'île du Cotentin, qui s'avance en éperon au travers de la Manche; mais, après quelques travaux, on renonça à ses plans, qui ne furent repris que sous Louis XVI. Ceux qu'il avait faits pour débarrasser le Havre du galet qui menace de combler son port ne furent pas mieux exécutés. Dieppe, Saint-Valéry-sur-Somme, n'avaient pas besoin de nouveaux ouvrages. Boulogne en reçut quelques-uns. Vauban en fit élever d'importants à Calais, mais ne put obtenir qu'on accomplît ceux qu'il avait projetés pour appro-

fondir le port. On craignit de nuire à Dunkerque, le favori de Louis XIV.

Vauban, qui fortifiait les places, savait encore bien mieux les prendre. « Ville assiégée par Vauban, disait-on, ville prise; ville fortifiée par Vauban, ville imprenable. » L'usage du boulet creux pour disperser les terres, le tir à ricochet pour démonter les pièces des assiégés et détruire les angles des bastions, surtout l'invention des parallèles qu'il emprunta aux Turcs et qu'il appliqua au siège de Maestricht, en 1675, pour relier entre elles les tranchées qui convergent vers la place, rendirent la supériorité à l'attaque sur la défense. Il s'avancait lentement mais sûrement, marchant à couvert par des lignes toujours bien liées entre elles et qui se soutenaient les unes les autres, ne brusquant pas les attaques quand il pouvait s'en dispenser, ménageant le soldat, qu'avant lui on prodiguait, et arrivant au but incomparablement plus vite et avec moins de danger, parce qu'il éteignait d'abord le feu de l'ennemi et qu'il ne laissait pas sur les remparts un seul point qui fût habitable ni une seule pièce qui pût tirer. Il n'y eut plus de forteresse imprenable, et il fut aisé de calculer d'avance le jour où toute ville bien attaquée serait prise. Aussi la guerre de sièges, si bien ordonnée avec lui, devint-elle la guerre favorite de Louis XIV. On doit encore à Vauban l'invention de la baïonnette à douille.

Vauban, qui fit tant de fois le tour de nos frontières de terre et de mer, regardait aux places fortes, mais aussi aux places de commerce; il multipliait les plans militaires, mais aussi ceux qui devaient servir à l'agriculture et aux travaux de la paix. Il indiquait les bassins, les canaux à creuser, les jetées, les écluses à établir; il montrait les moyens d'améliorer la navigation des fleuves et des rivières. Colbert lui-même n'eut pas l'amour du bien public à un plus haut degré que ce grand citoyen, pour qui Saint-Simon a inventé le mot de patriote et qui est mort (1707) à peu près disgracié pour avoir écrit la *Dîme royale* (Voy. chap. xiv, n° 16). Ce qu'il a fait n'est rien à

côté de ce qu'il voulait faire, et ses mémoires, *Oisivelés de M. de Vauban*, sont encore aujourd'hui, après un siècle et demi d'études et de travaux, remplis d'utiles renseignements.

Nous connaissons le roi, ses ministres et ses forces; voyons-les agir.

CHAPITRE IX

LA POLITIQUE DE LOUIS XIV JUSQU'À LA
FORMATION DE LA LIGUE D'AUGSBOURG (1661-1686) :

GUERRE DE DÉVOLUTION,

GUERRE DE HOLLANDE, CHAMBRES DE RÉUNION¹.

1. Division du règne de Louis XIV. — 2. Politique extérieure. De Lionné et Pomponne. — 3. Premiers actes de la politique étrangère de Louis XIV. — 4. Guerre de Flandre (1667), droit de dévolution. — 5. Causes de la guerre de Hollande. — 6. Alliances formées contre la Hollande. — 7. Invasion en Hollande (1672). — 8. Première coalition contre la France (1673). — 9. Campagne de 1673; prise de Maestricht. — 10. Conquête de la Franche-Comté (1674). — 11. Turenne sauve l'Alsace (1674-1675). — 12. Bataille de Seneffe (1674). — 13. Dernière campagne de Turenne et Condé (1675). — 14. Campagne de 1676. Victoires navales; Duquesne et d'Estrées. — 15. Campagne de 1677; Créquy et Luxembourg; bataille de Cassel. — 16. Défection de l'Angleterre (1678). — 17. Traité de Nimègue (1678); pacification générale (1679). — 18. Chambres de réunion; annexion de Strasbourg (1681). — 19. Trêve de Ratisbonne (1684). — 20. Bombardement des villes barbaresques et de Gênes. — 21. Affaires du droit d'asile (1687), de Cologne et du Palatinat (1688). — 22. Ligue d'Augsbourg (1686).

1. Division du règne de Louis XIV. — Charles Quint disait que la fortune n'aime pas les vieillards. Les longs règnes en effet présentent souvent deux spectacles contraires : un temps d'éclat et de prospérité, un temps de décadence et de misère. La belle période du règne de Louis XIV s'étend de 1661 à 1685, de la mort de Mazarin, à la mort de Colbert; et elle est remplie par la forte génération qui s'était formée dans les années précédentes.

1. Mignet, *Introduction aux négociations de la succession d'Espagne (Mémoires historiques)*; Lefèvre-Pontalis, *Jean de Witt*. Voyez en outre les ouvrages cités au chapitre précédent.

C'est, pour l'administration intérieure, Colbert; pour la guerre, Turenne, Condé, Duquesne et Louvois; pour les lettres, Molière, La Fontaine, Boileau, Racine, Bossuet, Bourdaloue et Mme de Sévigné; pour les arts, Le Brun, Claude Lorrain, Puget, Hardouin Mansart et Perrault. Alors tout sourit au roi et lui réussit : les conquêtes durables se font; les traités glorieux se signent à Aix-la-Chapelle, à Nimègue, à Ratisbonne; les grands travaux s'accomplissent, les beaux monuments s'élèvent.

Après 1683, Louis XIV arrive à l'âge mûr. Louvois, qui n'a plus l'utile contre poids de Colbert, et Mme de Maintenon dominant le monarque. La joie et le bonheur sont partis comme les jeunes années. Au traité de Ryswick, le Grand Roi doit arrêter sa marche victorieuse; le traité d'Utrecht ne lui permet de mourir en paix qu'au prix de durs sacrifices. Cette couronne de gloire que le siècle de Louis XIV portait si noblement s'effeuille et tombe. Les grands hommes s'en vont; une génération plus petite les remplace. Louis restera le dernier pour fermer son siècle sur tous les hommes illustres qui en ont été l'honneur, et descendra dans la tombe, triste, vaincu, à charge à lui-même et aux autres, laissant la France sans industrie, sans commerce, épuisée et maudissant presque le grand règne qu'elle avait, pendant vingt-cinq ans, salué de ses enthousiastes acclamations.

2. Politique extérieure. De Lionne et Pomponne.

— Si Colbert et Louvois permirent à Louis XIV de faire heureusement la guerre, par le rétablissement des finances, la création d'une marine et la réforme de l'armée, de Lionne, secrétaire d'État des affaires étrangères, en prépara la réussite par ses négociations. « Il avait, dit Choisy, un génie supérieur : son esprit, naturellement vif et perçant, s'était encore aiguisé dans les affaires où le cardinal l'avait mis de bonne heure. » Saint-Simon, qui n'est point flatteur, dit aussi qu'il faisait tout avec une habileté et une supériorité sans égales. Ce gentilhomme dauphinois avait été formé à bonne école. Il fut attaché d'abord à son oncle Abel Servien, un des signataires des

traités de Westphalie, puis il devint l'homme de confiance de Mazarin, qui l'employa dans plus d'une mission délicate. Deux grands succès diplomatiques du ministère de Mazarin sont en partie son œuvre, la ligue du Rhin et le traité des Pyrénées. Aussi semblait-il désigné pour recueillir dans l'héritage du cardinal la direction de la politique extérieure. En 1665, il fut nommé secrétaire d'État aux affaires étrangères (il fut aussi pendant quelques années ministre de la marine), et jusqu'à sa mort, en 1671, il dirigea la politique extérieure du roi avec autant d'habileté que de bonheur. Il conclut une alliance avec l'Angleterre, il isola l'Espagne en Europe au début de la guerre de dévolution, il fit de même quelques années après pour la Hollande, il prépara avec l'Autriche le partage de la succession espagnole. Le roi a aussi sa part de mérite dans ces succès diplomatiques ; car il veilla toujours de près sur les relations extérieures. Il écrivit lui-même les premières dépêches à ses ambassadeurs ; il minuta, souvent de sa main, les lettres les plus importantes, et il se fit toujours lire les instructions envoyées en son nom.

Lorsque de Lionne mourut, le roi lui donna pour successeur le marquis de Pomponne, qui appartenait à la célèbre famille des Arnauld : c'était le fils d'Arnauld d'Andilly. Il avait géré avec succès plusieurs ambassades et il était alors en Suède, dont il avait réussi à détacher le roi de l'alliance hollandaise. Pomponne dirigea toutes les négociations qui aboutirent à la paix de Nimègue. « Mais, dit Louis XIV, l'emploi que je lui ai donné s'est trouvé trop grand et trop étendu pour lui.... et il a fallu que je lui ordonnasse de se retirer, parce que tout ce qui passait par lui perdait de la grandeur et de la force qu'on doit avoir en exécutant les ordres d'un roi de France qui n'est pas malheureux. » Pomponne dut surtout sa disgrâce (1679) aux inimitiés réunies de Colbert et de Louvois.

Colbert de Croissy, frère du contrôleur général, lui succéda, et après lui ce ministère passa à son fils, le mar-

quis de Torcy, qui le dirigea pendant vingt-cinq ans environ. Les négociations relatives à la succession d'Espagne et les traités d'Utrecht furent l'œuvre de ce neveu de Colbert, qui a été un homme d'État de haute valeur.

3. Premiers actes de la politique étrangère de Louis XIV. — On a vu l'état de l'Europe vers 1660 : la France était au premier rang des puissances. C'est alors que Louis XIV commença à régner par lui-même. Jeune, ami de la guerre, impatient de s'illustrer, bien servi, il entendit tout de suite que la suprématie de la France fût reconnue partout. Aussi les premiers actes de sa politique étrangère révélèrent un désir de grandeur, un sentiment de sa dignité, pour tout dire une hauteur, qui étonnèrent, mais que le succès justifia.

Son ambassadeur à Londres, le comte d'Estrades, fut insulté par les gens de l'ambassadeur espagnol, le baron de Vatteville, dans une cérémonie publique, pour une question de préséance. A cette nouvelle, le roi rappelle l'envoyé qu'il avait à Madrid, renvoie celui d'Espagne, et menace son beau-père de recommencer la guerre, si on ne lui accorde une réparation éclatante. Philippe IV cède (1662), et le comte de Fuentes déclare en son nom, à Fontainebleau, en présence de la cour et des ambassadeurs étrangers, « que les ministres espagnols ne concourront plus désormais avec ceux de France ».

A Rome, l'ambassadeur français, le duc de Créquy, avait offensé le peuple par ses dédains : la garde corse du pape tira un jour sur le carrosse de l'ambassadrice et sur les fenêtres de son palais. Louis XIV exigea satisfaction. Comme le pape temporisait, il fit saisir Avignon, et parlait d'envoyer une armée en Italie. Alexandre VII s'humilia : il éleva, au milieu de Rome, une pyramide qui devait rappeler l'injure et la réparation ; et son neveu, le cardinal Chigi, vint présenter des excuses à un jeune prince qui n'avait pas encore tiré l'épée (1664).

Le Portugal défendait péniblement son indépendance contre les Espagnols ; 4 000 vieux soldats et le maréchal

de Schomberg affermirent par la victoire de Villaviciosa la maison de Bragance sur le trône (1665).

Les Barbaresques infestaient la Méditerranée : le roi se fait le protecteur de toutes les nations assises au bord de cette mer, ou qui y naviguent. Son amiral, le duc de Beaufort, l'ancien *roi des halles*, donne la chasse aux pirates avec quinze vaisseaux, qui portent l'incendie dans leurs repaires d'Alger et de Tunis, et force ces barbares à respecter le nom de la France et le commerce des chrétiens (1665). Un beau dévouement honora cette guerre. Le dey d'Alger avait parmi ses captifs un officier malouin nommé Porcon de la Barbinais ; il l'envoya porter au roi des propositions de paix, lui faisant jurer de revenir, s'il échouait ; les têtes de six cents chrétiens répondaient de sa parole. Les propositions étaient inacceptables. Porcon le savait ; il va à Saint-Malo, met ordre à ses affaires, puis revient à Alger, certain du sort qui l'attendait : le dey lui fait trancher la tête. Cet homme vaut Régulus, et personne ne le connaît.

Le roi venait d'essayer sa marine naissante dans les eaux de la Méditerranée : il acheta pour elle un port très utile sur la mer du Nord. Le nouveau roi d'Angleterre, Charles II, toujours à court d'argent, lui vendit Dunkerque, l'acquisition de Cromwell, pour 5 millions (1662) : aussitôt on y creusa des bassins ; on entoura la ville de fortifications redoutables, et Dunkerque devint un objet de regret, d'envie et de terreur pour les Anglais ; mais Louis XIV n'avait rien à craindre des Stuarts. Il avait fait épouser en 1661 à son frère Philippe d'Orléans la sœur de Charles II, Henriette d'Angleterre, et il tenait presque Charles II dans sa dépendance par les subsides qu'il lui faisait passer. A la même époque, il conclut une alliance avec les États Généraux pour les lier d'avance à sa politique contre l'Espagne. La guerre ayant éclaté entre les Hollandais et les Anglais, Louis se joignit aux premiers, mais se garda bien d'engager sa flotte à fond ; il ne voulait que lui montrer de près l'habileté des meilleurs marins du monde et lui fournir un champ de manœuvre

sérieux, quoique sans péril. Au traité de Bréda, il rendit Saint-Christophe, Antigua et Monserrat aux Anglais, qui lui restituèrent l'Acadie, et Charles II s'engagea secrètement à ne le point troubler dans ses desseins sur les Pays-Bas (31 juillet 1667).

En 1664 les Turcs menaçaient Vienne; 6 000 hommes que Louis envoya à l'Empereur avec Coligny et la Feuillade eurent leur bonne part à la victoire de Saint-Gothard que remporta Montecuculli et qui sauva l'Autriche. Il aida de même les Vénitiens à défendre Candie; il leur envoya une escadre commandée par Beaufort; celui-ci périt dans l'expédition et Candie capitula (1669). Cette assistance prêtée aux ennemis des Ottomans semblait glorieuse, mais était une déviation de la politique séculaire de la France. Louis, qui s'expose ainsi à une rupture avec le vieil allié de François I^{er} et d'Henri IV, renoncera bientôt à l'autre partie de leur politique, à l'alliance des protestants; il reprendra le rôle de Charles-Quint et de Philippe II, celui de chef armé du catholicisme; il prétendra, comme eux, à la prépondérance en Europe, et cette ambition fera le malheur de la France, après avoir fait celui de l'Espagne.

4. Guerre de Flandre (1668) : droit de dévolution. — La mort du roi d'Espagne en 1665 fut l'occasion de la première guerre de Louis XIV. Philippe IV ne laissait qu'un fils, âgé de quatre ans, Charles II, qu'il avait eu d'une seconde femme. L'infante Marie-Thérèse, depuis six années reine de France, était née d'un premier mariage. Or c'était l'usage dans les Pays-Bas que l'héritage paternel fût donné ou *dévolu* aux enfants du premier lit, à l'exclusion de ceux du second. Louis XIV réclama ces provinces au nom de sa femme. La cour d'Espagne consulta des juristes et des théologiens, quand il aurait fallu lever une armée; elle soutint que ce droit de dévolution était une coutume civile, qui ne pouvait être appliquée, dans l'ordre politique, à la transmission des états; et que d'ailleurs l'infante, en se mariant, avait renoncé à toute prétention sur la monarchie de son père. Le ministère

français répondit que les renonciations étaient nulles, par ces motifs que Marie-Thérèse était mineure lorsque son père avait exigé d'elle cette renonciation; que la dot, condition essentielle du contrat, n'avait pas été payée; qu'enfin les Pays-Bas, étant le patrimoine héréditaire des rois d'Espagne plutôt qu'une possession de la couronne, devaient être régis, comme les domaines privés, par le droit de dévolution. Les deux premières raisons avaient quelque apparence de fondement; la troisième n'était pas même spécieuse; mais le roi de France comptait bien plus sur ses armes que sur ses raisons.

« L'Espagne manquait alors de marine, d'armée, d'argent. Le pays qui avait employé plus de cent vaisseaux à Lépante contre les Turcs, et qui en avait réuni plus de cent soixante-quinze en 1588 contre l'Angleterre, se vit réduit à en emprunter quelques-uns à des navigateurs génois pour son service du nouveau monde. Après avoir eu des armées formidables sur tout le continent, il ne pouvait plus entretenir un effectif de 20 000 hommes. Avec les mines du Nouveau Monde, il était obligé de recourir à des souscriptions pour se défendre ou pour subsister. Il n'avait plus de commerce; ses manufactures de Séville et de Ségovie étaient en grande partie tombées; l'agriculture était anéantie, la population, qui s'était élevée à vingt millions sous les Arabes, était alors descendue à six.... » Pour lui ôter tout secours du dehors, Louis XIV s'assura de la neutralité de l'Angleterre et des Provinces-Unies, décida les princes allemands de la ligue du Rhin à lui fournir des troupes et gagna même l'Empereur, sur lequel la cour de Madrid avait compté.

Ce fut une promenade militaire plutôt qu'une invasion; la cour accompagnait l'armée en carrosse. Le roi entra en Flandre avec 50 000 hommes et Turenne (1667). Charleroi, Tournay, Furnes, Courtray, que la France a perdus; Douai, Lille, qu'elle a conservés, furent pris aussitôt qu'assiégés; cette dernière ville fit seule une résistance sérieuse qui arrêta l'armée dix-sept jours. Le comte de Bruay commandait dans la place. La politesse castillane

était alors célèbre. Bruay, dès qu'il sut l'arrivée de Louis XIV devant ses murs, envoya prier le roi de ne pas trouver mauvais qu'il défendît la place jusqu'à la dernière extrémité. Il offrit de faire passer de la ville tout ce qui serait nécessaire au service de sa maison, et promettait de ne point tirer du côté que Sa Majesté désignerait pour son quartier. A quoi Louis répondit que son quartier serait dans tout le camp. En trois mois la province entière fut soumise.

Aux approches de l'hiver, on proposa un armistice aux Espagnols ; le gouverneur des Pays-Bas, Castel-Rodrigo, le repoussa avec hauteur, en disant que cette suspension d'armes serait accordée par la nature et qu'il n'avait pas besoin de la recevoir, comme une grâce, d'un ennemi. Cet accès de fierté, qu'il aurait fallu soutenir par des forces imposantes, fut puni de la perte d'un nouveau territoire.

Au cœur de l'hiver, au mois de janvier 1668, 20 000 hommes assemblés de vingt routes différentes se trouvent le même jour en Franche-Comté. Le grand Condé et le roi sont à leur tête. Besançon, Salins et Dôle capitulent ; en trois semaines la province est soumise, et le conseil d'Espagne écrit au gouverneur « que le roi de France aurait dû envoyer ses laquais prendre possession de ce pays, au lieu d'y aller en personne ».

Ces rapides succès inquiétèrent les états voisins et surtout la Hollande : elle conclut en cinq jours (28 janvier 1668), avec l'Angleterre et la Suède, la Triple alliance de la Haye, qui offrit sa médiation à la France et l'imposa à l'Espagne. Turenne et Condé voulaient qu'on n'en tint compte, et promettaient la conquête des Pays-Bas avant la fin de la campagne. Ils voyaient juste, car aucune des trois puissances médiatrices n'était prête pour la guerre : la Hollande n'avait pas d'armée ; avec quelques écus on eût ramené la Suède, et ce n'étaient pas les vaisseaux anglais qui nous eussent empêchés d'aller à Bruxelles. Louis XIV manqua cette fois d'audace. Le roi d'Espagne semblait sur le point de mourir et il n'avait

pas d'héritier. L'Empereur et le roi de France venaient, dans cette prévision, de convenir entre eux du partage de la monarchie espagnole. Louis se dit qu'il était inutile de combattre pour quelques villes quand il allait avoir un empire, et il signa le traité d'Aix-la-Chapelle (2 mai 1668). Il consentit à rendre la Franche-Comté et conserva ses conquêtes en Flandre; Lille, Douai et une dizaine d'autres places de Flandre lui paraissaient une acquisition suffisante pour le moment. Le raisonnement eût été juste si le roi d'Espagne fût mort aussitôt; mais ce moribond mit trente-deux années à mourir, et l'occasion perdue ne se retrouva plus.

5. Causes de la guerre de Hollande. — Louis XIV n'avait pas pardonné aux Hollandais leur intervention dans ses affaires. Il avait été choqué de la fierté toute républicaine de leur ambassadeur, Van Beuningen, échevin d'Amsterdam, dans les conférences d'Aix-la-Chapelle. « Ne vous fiez-vous pas à la parole du roi? lui disait un jour de Lionne. — J'ignore ce que veut le roi, répondit-il, je considère ce qu'il peut. » Louis XIV se plaignait encore de l'insolence des gazettes qui s'imprimaient en Hollande, et surtout, de médailles injurieuses qui auraient été frappées après la paix. On prétendait (à tort) à la cour de France que Van Beuningen s'était fait représenter avec cette légende : *In conspectu meo stetit sol*, allusion blessante à l'emblème que Louis XIV s'était choisi : un soleil dardant ses rayons sur le globe avec ces mots pour devise : *Nec pluribus impar*.

La guerre de Hollande fut donc amenée en partie par les ressentiments personnels du roi; mais elle fut aussi une guerre économique. Si Louis XIV n'aimait pas ces républicains orgueilleux, qui devaient, disait-il, leur salut à ses ancêtres, Colbert détestait ces rivaux de notre commerce. On connaît ses efforts pour les chasser de nos côtes et pousser nos marchands à faire eux-mêmes leurs transports. Les Hollandais, attaqués par des tarifs, se défendirent par des surtaxes sur nos vins, nos eaux-de-vie et les produits de nos manufactures (1670). « C'est un pas

bien hardi pour les États, écrivit aussitôt Colbert à notre ambassadeur à la Haye; vous verrez dans peu qu'ils auront tout lieu de se repentir.»

Louvois, de son côté, estimait « que le véritable moyen de parvenir à la conquête des Pays-Bas espagnols était d'abaisser les Hollandais et de les anéantir. » Ainsi pour cette fois, le ministre des finances n'était point trop contraire aux plans du ministre de la guerre, et le roi était de lui-même tout porté par ses ressentiments à les accepter. De là est née cette guerre de Hollande, guerre de vengeance pour Louis XIV, guerre de tarifs pour Colbert; guerre de conquêtes pour Louvois. Quelle qu'en fût la cause, elle était impolitique; car elle renversait tout le système d'alliances fondé par Henri IV et Richelieu sur les états protestants, elle détournait nos coups, malgré les raisons spécieuses de Louvois, du seul adversaire que nous eussions alors intérêt à frapper, et elle nous conduisait imprudemment loin de notre frontière au delà du Rhin inférieur, en un pays inutile à prendre, impossible à garder, tant que les Espagnols restaient à Bruxelles.

6. Alliances formées contre la Hollande. — Louis s'occupa d'abord de dissoudre la Triple alliance. Il ne fut pas difficile de ramener la Suède, cette ancienne amie de la France : ce fut l'affaire d'un subside annuel de 1 500 000 écus. L'Angleterre aurait hésité davantage, si elle avait été consultée; mais Louis XIV ne s'adressa qu'à son roi. Charles II, nourri, comme toute sa famille, dans les idées du pouvoir absolu, voulait gouverner sans le parlement, et, pour trouver l'argent dont il avait besoin, il se laissa pensionner par la France. En quatre années seulement, il reçut 8 millions de livres, qui en feraient trois ou quatre fois plus aujourd'hui. Le plénipotentiaire des deux rois fut une princesse de vingt-six ans, Henriette, sœur de Charles II et femme du duc d'Orléans : elle se rendit à Douvres sous prétexte de revoir son frère, et le décida à s'unir avec Louis XIV contre les Provinces-Unies (1670). On sait comme elle mourut subitement, au retour, et le cri éloquent de Bossuet : « Madame se meurt,

Madame est morte! » Mais cette catastrophe ne changea rien aux résolutions des deux souverains. La part des Anglais dans la commune conquête ne devait être que quelques îles du littoral hollandais.

A cette époque, de Lionne renouvelait les traités avec



Henriette d'Angleterre, duchesse d'Orléans.

l'Empereur et les princes de la ligue du Rhin, qui promirent leur neutralité ou leur coopération. Cette habile campagne diplomatique, la dernière du ministre, retournait contre la Hollande la Triple alliance de la Haye.

La guerre éclata enfin en mai 1672. Trente vaisseaux de cinquante à soixante-dix-huit canons allèrent joindre

la flotte anglaise, forte elle-même de soixante navires de haut bord, et commandée par le duc d'York. On réunit 90 000 hommes de Sedan à Charleroi : l'évêque de Münster, l'électeur de Cologne, d'autres princes allemands, en fournirent environ vingt mille. Le roi conduisait en personne cette magnifique armée. Condé, Turenne, Luxembourg, Chamilly commandaient sous lui ; Vauban devait prendre les villes, Pellisson écrire les victoires. A un tel ennemi que pouvait opposer la Hollande ? Elle avait une marine formidable, des amiraux regardés jusqu'alors comme les premiers de leur siècle, Tromp et Ruyter, de riches colonies, un commerce immense ; mais elle avait négligé ses armées de terre, souvent dangereuses dans une république ; elle pouvait à peine compter sur 25 000 miliciens, mal équipés et sans discipline, et les 20 000 hommes que lui promettait l'électeur de Brandebourg, son seul allié, étaient à la fois bien loin et bien insuffisants. Des divisions intestines l'affaiblissaient encore : il y avait deux partis ; l'un, dirigé par Jean de Witt, grand pensionnaire ou suprême magistrat de Hollande, était tout dévoué à la cause de la vieille liberté ; l'autre voulait rétablir dans les charges de ses ancêtres le jeune prince Guillaume d'Orange, et, tirant profit du danger présent, le fit nommer capitaine général à l'âge de vingt-deux ans.

7. Invasion en Hollande (1672). — Cependant Louis XIV s'avancait le long de la Meuse, sur les terres de l'évêque de Liège, son allié, puis sur la rive droite du Rhin. C'était un chemin détourné ; mais il avait été indiqué par des raisons politiques, pour ne pas violer le territoire espagnol, et surtout par des raisons militaires, pour éviter les nombreuses places fortes, Maestricht, Bois-le-Duc, Nimègue, qui défendaient la Hollande au sud ; on allait prendre ainsi ce pays à revers. Arrivée à Tolhuys sur les bords du Rhin, en aval de Wesel, l'armée trouva un gué. Il n'y avait sur l'autre rive que quatre à cinq cents cavaliers et deux faibles régiments d'infanterie sans canons. Le passage s'opéra donc fort aisément, de la rive droite à la rive gauche, et la Hollande se trouva ouverte

à l'invasion sans que cette opération, peu difficile en elle-même, mais très bien combinée, nous eût coûté d'autre perte que celle de quelques fous qui se firent tuer en refusant quartier aux troupes ennemies. Les provinces d'Over-Yssel, de Gueldre et d'Utrecht n'essayèrent pas de se défendre; il n'y avait guère d'heures dans la journée où le roi ne reçût la nouvelle de quelque conquête. Un officier écrivait à Turenne : « Si vous voulez m'envoyer 50 chevaux, je pourrai prendre avec cela deux ou trois places. » Quatre soldats furent un instant maîtres de Muyden, la clef d'Amsterdam, parce que les écluses qui permettent de mettre sous l'eau les environs de cette capitale s'y trouvent. Les généraux, appelés au conseil, proposaient de marcher sans retard sur cette ville; Louvois aima mieux laisser des garnisons dans les places : l'armée s'en trouva affaiblie et ses opérations furent retardées. Son influence fut encore plus fâcheuse quand il fit écarter les propositions de paix très avantageuses auxquelles Jean de Witt s'était résigné. Louis XIV demanda la moitié du pays, le rétablissement du catholicisme, l'envoi annuel d'une ambassade. Tant d'insolences finirent par rendre courage aux Hollandais, qui avaient songé un moment à transporter leur patrie à Batavia. Réunissant toutes les forces de l'État entre les mains d'un seul homme, ils élevèrent au stathoudérat Guillaume d'Orange. Ce prince allait sauver l'indépendance de son pays; mais il souilla cette gloire en laissant une populace furieuse égorger à la Haye les chefs illustres du parti républicain, Jean et Corneille de Witt; deux grands citoyens.

8. Première coalition contre la France (1673). — La dictature militaire confiée au prince d'Orange donna aux affaires une face nouvelle. « Pour défendre la Hollande, dit un historien, il la noya. » Il fit percer des digues, mit sous l'eau les campagnes qui entourent Amsterdam, et força les Français à reculer devant l'inondation. Il servit encore mieux son pays par ses négociations : il envoya des ambassadeurs dans toutes les cours de l'Europe, pour les amener contre la France; il traita

avec l'Espagne, avec le duc de Lorraine, avec l'Empereur. Plusieurs princes de la ligue du Rhin firent défection, et cette avant-garde de la France, placée par Mazarin à l'entrée de l'Empire, se tourna contre elle. Ce fut la Grande alliance de la Haye, la première de ces coalitions que la France allait prendre l'habitude de regarder en face (août 1673).

9. Campagne de 1673; prise de Maestricht. — Les alliés furent bien lents à se mouvoir. Pendant qu'ils faisaient leurs préparatifs, Louis investit Maestricht, la clef du bassin inférieur de la Meuse, et Vauban la lui donna. Luxembourg, pendant ce temps, tenait en échec les Hollandais; Turenne, qui, dans l'hiver de 1672 à 1673, avait poussé l'électeur de Brandebourg jusque sur l'Elbe, arrêtait les Impériaux, et d'Estrées exerçait la marine naissante de la France, en luttant dans quatre batailles contre Ruyter. Cette fois, nous avons l'aide des Anglais, et nous combattons deux contre un : bientôt ce sera seul contre deux. A la fin de l'année, les Impériaux eurent pourtant des forces considérables. La défection de l'évêque de Wurzburg les amena sur le Rhin, où ils firent leur jonction avec le prince d'Orange, enlevèrent Bonn et prirent leurs quartiers dans l'électorat de Cologne.

10. Conquête de la Franche-Comté (1674). — La guerre devenant européenne, Louis XIV en changea le plan avec une décision qui lui fait honneur. Il abandonna la Hollande, qu'il ne pouvait garder, et tourna toutes ses forces contre l'Espagne, le plus faible des états ligüés et notre ennemie séculaire. Avec 25 000 hommes et Vauban, il se dirigea sur la Franche-Comté. Cette seconde conquête fut presque aussi rapide que la première : Besançon fut pris en neuf jours, et la province entière en six semaines : elle est restée depuis à la France (mai 1674).

11. Turenne sauve l'Alsace (1674-1675). — Les alliés avaient médité pour cette année une double et formidable invasion de la France, par la Lorraine et par les Pays-Bas : Turenne devait arrêter l'une, Condé l'autre. Mais l'ennemi mit tant de lenteur à entrer en opération

que la conquête de la Franche-Comté fut terminée avant qu'il eût dessiné son mouvement. Turenne put même prendre l'offensive; il passa le Rhin à Philippsbourg avec 20 000 hommes, brûla le Palatinat pour empêcher l'ennemi d'y subsister et livra une foule de petits combats à Sinsheim, à Ladenbourg (juillet 1674), où il montra les ressources d'une tactique inconnue avant lui. Cependant sa science militaire ne pouvait toujours suppléer au nombre. 70 000 Impériaux et Brandebourgeois pénétrèrent en Alsace par le pont de Strasbourg, qui viola sa neutralité. On crut à la cour la province perdue, et Louvois ordonna au maréchal de se retirer en Lorraine. Ce n'était pas le compte de ce grand capitaine, qui, au jugement de Napoléon, *croissait d'audace à mesure qu'il vieillissait*. Il écrivait au roi pour lui demander la liberté d'agir. « Je connais, disait-il, la force des troupes impériales, les généraux qui les commandent, le pays où je suis; je prends tout sur moi, et je me charge des événements. » Il resta en Alsace tant qu'il lui plut, inquiéta sans relâche l'ennemi, et, l'hiver survenant, repassa les Vosges, comme pour prendre ses quartiers en Lorraine. L'ennemi, débarrassé enfin de cet inquiétant voisinage et pensant la campagne finie, se mit au large et, pour mieux vivre, s'étendit d'un bout à l'autre de l'Alsace. Turenne était le père de ses soldats; et, comme ils n'avaient à craindre avec lui ni une fatigue ni un danger inutiles, il pouvait tout obtenir de leur dévouement. Tout à coup, au commencement de décembre, par un froid de dix degrés, il lève ses camps, longe toute la chaîne des Vosges par leur revers occidental, tourne leur extrémité et arrive à Belfort, après une marche de vingt jours, à travers des chemins affreux. Il tombe sur les Impériaux, qui le croyaient à 50 lieues de là : il les presse, il les culbute à Mulhouse, à Colmar, à Türkheim; il les pousse en désordre devant lui; il les rejette enfin au delà du Rhin, après leur avoir tué, blessé ou pris 40 000 hommes (janvier 1675).

; Cette campagne admirable, préparée avec tant de

secret, exécutée avec une hardiesse si prévoyante, terminée en moins de six semaines, excita l'enthousiasme dans la France entière. Louis XIV écrivit au maréchal : « Je désire que vous reveniez près de moi, où j'ai bien de l'impatience de vous voir pour vous témoigner de vive voix la satisfaction que me donnent les services considérables et importants que vous m'avez rendus et la dernière victoire que vous venez de remporter sur mes ennemis. » Sur toute la route, les populations accouraient, émues d'admiration et de reconnaissance, et son retour ne fut qu'un triomphe. Quant à lui, qui venait de sauver la France, « il avait l'air, dit un contemporain, un peu plus honteux qu'il n'avait accoutumé d'être ».

12. Bataille de Seneffe (1674). — Pendant que Turenne refoulait victorieusement l'invasion de l'est, Condé arrêtait celle du nord; il empêchait 90 000 Espagnols et Hollandais d'entrer en Champagne. Il s'était retranché près de Charleroi en avant de la Sambre, dans une position que le prince d'Orange n'osa attaquer. Condé, qui ne faisait pas volontiers longtemps la guerre défensive, suivit l'ennemi dans sa retraite et atteignit son arrière-garde à Seneffe, près de Mons (août 1674), la renversa, entama le corps de bataille, mais vint attaquer en désordre le reste de l'armée, rangé dans un poste très fort. Quand la nuit arriva, il avait eu trois chevaux tués sous lui, et la victoire était encore indécise. « Alors, dit un témoin oculaire, la Fare, il ordonna qu'on fît avancer des bataillons nouveaux et qu'on allât chercher du canon pour attaquer les ennemis à la pointe du jour. Tous ceux qui entendirent cette proposition en frémirent, et il parut visiblement qu'il n'y avait plus que lui qui eût envie de se battre encore. » Le lendemain, les deux armées se séparèrent avec une perte égale de sept à huit mille hommes.

Le prince d'Orange, « ce grand et intrépide général qui fit presque toujours la guerre à reculons », voulant prouver qu'il n'avait point été battu, assiégea Oudenarde. Condé montra qu'il était le vainqueur en le forçant

d'abandonner cette entreprise; mais Grave, le dernier reste de nos conquêtes en Hollande, ouvrit ses portes. Chamilly l'avait défendu quatre-vingt-treize jours en causant aux assaillants une perte de 16 000 hommes.

13. Dernière campagne de Turenne et de Condé (1675). — A la fin du printemps (juin 1675), Turenne était revenu à la tête de son armée du Rhin. Il s'engagea de nouveau dans le Palatinat. L'Empereur lui opposa Montecucoli, qui avait vaincu, dix années auparavant, les Turcs à la journée de Saint-Gothard, et qui passait pour un tacticien consommé. Ils restèrent six semaines à se suivre, à s'observer; et leur réputation, qui semblait ne pouvoir plus croître, en fut augmentée. Enfin ils allaient en venir aux mains, auprès du village de Saltzbach (grand-duché de Bade), sur un terrain que Turenne avait choisi, où il croyait la victoire certaine, quand le maréchal, en observant la position d'une batterie, fut atteint par un boulet perdu, qui emporta du même coup le bras de Saint-Hilaire, lieutenant général de l'artillerie (27 juillet 1675). Le fils de ce dernier se jeta en larmes sur lui : « Ce n'est pas moi, lui dit Saint-Hilaire, c'est ce grand homme qu'il faut pleurer. » Sa mort fut en effet une calamité publique. Louis XIV, pour honorer le meilleur capitaine de son siècle, le fit enterrer à Saint-Denis, dans la sépulture des rois; il repose aujourd'hui dans l'église des Invalides.

La mort de Turenne fit perdre tout le fruit d'une savante campagne : les Français, découragés et comme saisis de terreur panique, s'enfuirent vers le Rhin; Montecucoli pénétra en Alsace par le pont de Strasbourg. En même temps le duc de Lorraine, Charles IV, courut assiéger la grande ville de Trèves, avec 20 000 hommes. Créquy voulut la secourir et fut battu à Consarbrück; il se jeta dans la place; mais, après quelques semaines d'une défense héroïque, il fut forcé de capituler par la lâcheté de la garnison (septembre 1675). « Son malheur, dit Condé, le rendra un grand général »; et Condé eut raison.

Après la mort de Turenne, le prince de Condé fut envoyé en Alsace pour arrêter les progrès de Montecucoli et ranimer la confiance des troupes. Il força les Impériaux à lever les sièges de Saverne et de Haguenau et à repasser le Rhin. Ce fut son dernier succès; il cessa de paraître à la tête des armées, et se retira à Chantilly, où il vécut jusqu'en 1686, au milieu des gens de lettres, se plaisant à leurs discussions, s'y mêlant avec esprit, avec feu, et quelquefois, dit la Fontaine, prenant la raison, comme la victoire, à la gorge.

14. Campagne de 1676. Victoires navales; Duquesne et d'Estrées. — On retomba l'année suivante dans cette guerre de sièges que Louis XIV préférait. Condé et Bouchain furent pris; Maestricht, assiégé par le prince d'Orange, fut délivré; mais les Allemands rentrèrent dans Philippsbourg, que Du Fay défendit trois mois, et ne rendit que quand il manqua de poudre.

Une gloire inattendue consola la France de ces faibles succès et de ce revers. Les habitants de Messine, révoltés contre l'Espagne, s'étaient placés sous la protection de Louis XIV (1675) : il leur envoya une flotte commandée par le duc de Vivonne, frère de Mme de Montespan. Duquesne était sous ses ordres. Ce grand marin, né à Dieppe, en 1610, avait d'abord été armateur et corsaire; puis il s'engagea au service de la Suède, où il acquit de la réputation; revenu en France pour entrer dans la marine royale, il passa par tous les grades, devint lieutenant général, mais ne put monter plus haut, parce qu'il était protestant. Sur les côtes de Sicile, il eut pour adversaires Ruyter et les Espagnols. Dans un premier combat, devant Messine, il battit la flotte espagnole (1675). Il livra deux batailles à Ruyter : la première, près de l'île Stromboli, resta indécise; la seconde, à la hauteur de Syracuse, fut une complète victoire. Ruyter y fut tué. Louis XIV ordonna qu'on rendit les honneurs militaires, dans tous nos ports, au vaisseau qui rapportait en Hollande les restes de ce grand homme de mer. Enfin Duquesne, Vivonne et Tourville écrasèrent dans une dernière rencontre, à Palerme,

les flottes ennemies (1676). La France eut pour quelque temps l'empire de la Méditerranée; mais elle évacua la Sicile à la paix de Nimègue.

Les Hollandais avaient pris Cayenne en 1676 et ravagé nos établissements des Antilles. Le vice-amiral d'Estrées arma à ses frais huit bâtiments, que le roi lui confia moyennant réserve de moitié des prises, reprit Cayenne et détruisit, dans le port de Tabago, une escadre ennemie de dix vaisseaux. En 1678, il enleva cette île même et tous les comptoirs hollandais au Sénégal. Le pavillon français régna alors sur l'Atlantique comme sur la Méditerranée.

15. Campagne de 1677 : Créquî et Luxembourg bataille de Cassel. — Créquî avait succédé à Turenne en Allemagne; Luxembourg à Condé aux Pays-Bas. Le premier répara sa défaite de Consarbrück dans une campagne digne de Turenne. Par une suite de marches habiles, qui le placèrent constamment entre l'ennemi et notre frontière, il couvrit la Lorraine et la haute Alsace contre un adversaire supérieur en nombre, le battit à Kochersberg, entre Strasbourg et Saverne (7 octobre 1677), et lui enleva Fribourg, ce qui reportait la guerre sur la rive droite du Rhin. Le second, qui rappelait plutôt le vainqueur de Rocroy, prit, avec le roi, Valenciennes, dont les mousquetaires enlevèrent en plein jour les formidables ouvrages, puis Cambrai, et gagna avec Monsieur, sur le prince d'Orange, la bataille de Cassel, qui amena la capitulation de Saint-Omer (avril 1677). Gand ouvrit ses portes l'année suivante.

16. Défection de l'Angleterre (1678). — Ainsi Louis XIV attaquait ou se défendait partout : un événement imprévu le décida à faire la paix. Les Anglais ne voyaient pas sans effroi les progrès de son influence sur le continent et surtout le développement de sa marine; ils murmuraient contre leur roi, enchaîné à l'alliance de ce redoutable voisin, et l'opposition nationale devenait tous les jours plus vive dans le parlement. Charles II disait tristement à l'ambassadeur français, M. de Ruvigny

(6 juin 1675), que, pressé par ses sujets, « il était comme une place assiégée qui ne peut plus se défendre ». Dès 1674, il avait cessé d'agir contre les Hollandais; en 1678, il fut forcé de s'unir à eux, de consentir au mariage de sa nièce Marie avec le stathouder, et de se déclarer contre la France (janvier 1678).

17. Traité de Nimègue (1678); pacification générale (1679). — Alors Louis XIV proposa la paix aux Provinces-Unies. Le prince d'Orange devait son élévation à la guerre; il essaya de rompre les négociations en surprenant à Saint-Denis, près de Mons, le maréchal de Luxembourg, qui se reposait sur la foi d'un armistice (11 août 1678): il fut repoussé après un combat désespéré de six heures. « Je m'attendais bien, disait-il plus tard, à perdre du monde, mais cette perte devait être de peu de conséquence, puisque aussi bien, la paix étant faite, il aurait fallu congédier les troupes. » Quel mépris de la vie humaine ont tous ces batailleurs! les hommes ne sont pour eux que les pièces d'un échiquier.

La Hollande, l'Angleterre, l'Espagne et l'Empereur traitèrent à Nimègue; l'électeur de Brandebourg à Saint-Germain; le roi de Danemark à Fontainebleau (août 1678 à septembre 1679). Cette fois encore ce fut l'Espagne qui paya les frais de la guerre; elle abandonna la Franche-Comté et, aux Pays-Bas, les deux dernières villes de l'Artois, Aire et Saint-Omer, avec douze autres places, Valenciennes, Cambrai, Maubeuge, Condé, Bouchain, etc., que Vauban couvrit aussitôt de fortifications, pour en faire la barrière de la France. Louis XIV rendit, d'autre part, quelques places avancées en Flandre, acquises dix ans plus tôt; la frontière française de la mer du Nord à la Sambre devint alors à peu près ce qu'elle est aujourd'hui. L'électeur de Brandebourg et le roi de Danemark durent restituer tout ce qu'ils avaient enlevé aux Suédois nos alliés. Mais la France, déviant de la politique commerciale de Colbert, accorda aux Hollandais l'abolition du tarif de 1667, ce qui allait porter un rude coup à notre marine marchande et même à notre industrie; de plus on leur

rendait Maestricht. Avec l'Empereur Louis XIV échangeait Philippsbourg contre Fribourg en Brisgau.

Telle était la conclusion inattendue d'une guerre entreprise pour ruiner la Hollande. Non seulement la Hollande n'avait rien perdu; mais encore elle avait remporté une victoire commerciale. Obligé dès 1673 de renoncer à la conquête de cette république; Louis XIV avait dû lutter obstinément pendant cinq ans pour dissoudre une coalition de l'Europe et conquérir la paix. Il sortait victorieux de cette redoutable épreuve avec deux magnifiques dépouilles enlevées à l'Espagne, la Franche-Comté et la Flandre; il avait fait triompher la cause de son allié le roi de Suède; les puissances de l'Europe avaient dû souscrire aux succès de ses armées et de sa politique.

Le traité de Nimègue marque l'apogée du règne de Louis XIV : peu de temps après, les magistrats de Paris lui décernèrent le titre de Grand (1680). Malheureusement la grandeur ne devait pas chez Louis XIV s'allier à la sagesse : il va irriter l'Europe par une série d'actes de violence. Il ne l'irritera pas impunément, car le prince dont il a fait lui-même la fortune politique en envahissant la Hollande, Guillaume d'Orange, épie ses moindres fautes, prêt à reformer contre lui une coalition générale.

18. Chambres de réunion : annexion de Strasbourg (1681). — La paix conclue, les nations avaient licencié leurs troupes; Louis garda les siennes et fit de la paix un temps de conquêtes. Les traités de Westphalie et de Nimègue n'avaient pas, à ce qu'il prétendait, déterminé nettement ses droits sur les pays qui lui avaient été cédés. Louis, s'autorisant du texte des traités qui lui livraient ces pays *avec leurs dépendances*, fit rechercher quelles étaient ces dépendances, par des chambres établies à Tournay, à Metz, à Brisach et à Besançon, pour la Flandre, les Trois Évêchés, l'Alsace et la Franche-Comté. Des princes allemands, l'électeur palatin, les rois de Suède et d'Espagne durent comparaître, par procureurs, et justifier de leurs titres. Des arrêts soutenus par

une armée donnèrent à Louis XIV vingt villes, entre autres Sarrebrück enlevé à l'électeur de Trèves, Deux-Ponts au roi de Suède qui devint notre ennemi, Luxembourg à l'Espagne, Montbéliard au duc de Wurtemberg, et la plus importante de toutes, Strasbourg, vieille cité impériale, qui était une véritable république, ne reconnaissant d'autres maîtres depuis des siècles que son évêque et son conseil municipal.

Comme la plus grande cité de l'Alsace n'était pas un territoire autrichien, elle n'avait pas été comprise dans la cession de cette province faite en 1648 par l'Autriche à la France. Une clause très obscure de la paix de Westphalie traitait de ses rapports avec l'Empire. Louis XIV, qui se rappelait qu'à deux reprises, en 1675 et en 1677, la république de l'Ill avait violé sa neutralité et laissé entrer les ennemis en Alsace, et qui comprenait toute l'importance militaire de cette position, fit rendre par le conseil supérieur de Brisach une décision qui lui accordait la souveraineté absolue sur l'Alsace entière. L'évêque de Strasbourg, Furstemberg, était français de cœur; une partie de la population pensait comme lui; et les cinq conseillers, qui formaient la *régence*, gagnés par de l'or et des promesses, sans force d'ailleurs pour résister aux troupes dirigées contre eux, se décidèrent à ouvrir leurs portes. Le 28 septembre 1681, trente-cinq mille hommes étaient au pied des murailles; le 29, les magistrats envoyèrent une députation à Louvois, qui se trouvait à Altkirch, et le lendemain la capitulation était signée. Jamais conditions plus douces n'avaient été imposées : confirmation de tous les privilèges; liberté des élections communales; maintien de la juridiction civile et criminelle, sauf appel au conseil souverain de Brisach, pour les constatations supérieures au chiffre de 1000 livres; conservation à la ville de tous ses domaines et revenus; exemption pour les bourgeois de toute contribution envers le trésor royal. La même conduite libérale avait été suivie à l'égard de l'Alsace entière : la justice était déclarée gratuite, sauf un droit très minime pour les

actes judiciaires; la confiscation abolie; les corvées réduites à dix par an, avec faculté de rachat; les péages supprimés dans l'intérieur de la province, et les tarifs à l'entrée et à la sortie notablement réduits. Voilà comment l'Alsace et Strasbourg devinrent français. Vauban éleva aussitôt sur les bords de l'Ill des ouvrages formidables; une médaille fut frappée pour perpétuer le souvenir de ses travaux. Elle portait cette exergue qu'on ne peut plus lire aujourd'hui sans douleur : *Clausæ Germanis Gallia*, « la France fermée à l'Allemagne ».

La même année 1681, Louis achetait Casal, dans le Montferrat, au duc de Mantoue, pour dominer le nord de la péninsule et le Piémont, qu'il tenait déjà par Pignerol, et arriver quelque jour, par une transaction, à acquérir la Savoie.

19. Trêve de Ratisbonne (1684). — Cette manière nouvelle de faire des conquêtes en pleine paix par arrêts de magistrats avait, au lendemain même des traités de Nimègue, éveillé les craintes légitimes de l'Europe. On accusait la France, qui s'était posée si longtemps en protectrice de l'équilibre européen, d'avoir renversé la domination autrichienne pour mettre la sienne à la place et peser comme elle sur le continent. Dès 1681, l'Empire, l'Empereur, l'Espagne, la Hollande et même la Suède conclurent à la Haye, par les soins de Guillaume d'Orange, une alliance secrète pour le maintien de la paix de Nimègue.

L'Espagne n'avait plus ni soldats ni argent; l'Empereur était occupé par les Turcs, qui vinrent l'assiéger jusque dans Vienne, où Sobieski le sauva (1683), et la Hollande hésitait à attirer de nouveau sur elle les armées de la France. L'Angleterre, aux mains de Charles II, était neutralisée, et l'Empire, qui voyait Louis s'approcher de la rive gauche du Rhin par Strasbourg et Luxembourg, qu'il occupait; par l'évêché de Liège et l'électorat de Cologne, dont il disposait; par l'électorat de Trèves, dont il avait forcé le titulaire à démanteler sa capitale, l'Empire, toujours divisé, était impuissant à arrêter cette fortune

menaçante. Au mois d'août 1684, la diète de Ratisbonne stipula une trêve de vingt ans qui laissa au roi toutes ses acquisitions : Luxembourg, Landau, Strasbourg, Kehl et les autres villes réunies avant le 1^{er} août 1684.

20. Bombardement des villes barbaresques et de Gênes. — En même temps qu'il provoquait l'Europe par ces défis, Louis XIV se chargeait de venger les injures de la chrétienté. Les Barbaresques avaient recommencé leurs pirateries. Le vieux Duquesne fut envoyé contre eux. Un ingénieur de la marine, Bernard Renau d'Élicagaray, venait d'inventer un engin terrible de destruction pour les places maritimes, les galiotes à bombes. Alger fut bombardé deux fois (1682-1685), détruit en partie et obligé de rendre ses prisonniers. Tunis et Tripoli eurent le même sort. La Méditerranée fut encore pour quelque temps purgée de corsaires.

Une ville chrétienne fut traitée comme ces repaires de pirates. Les Génois avaient vendu des armes et de la poudre aux Algériens, et ils construisaient quatre vaisseaux de guerre pour l'Espagne, qui n'en avait plus. Louis XIV leur défendit d'armer ces galères; sur leur refus, Duquesne et Seignelay lancèrent en quelques jours 14 000 bombes, qui renversèrent une partie des somptueux palais de Gênes la Superbe (1684). Il fallut que le doge vînt à Versailles demander pardon au roi, malgré une loi ancienne qui ordonnait au premier magistrat de la république de ne jamais s'absenter de la ville. On lui demanda ce qu'il trouvait de plus curieux à Versailles : « *C'est de m'y voir* », répondit-il.

21. Affaires du droit d'asile (1687), de Cologne et du Palatinat (1688). — En 1685, une violence d'un autre genre et la plus odieuse de toutes, la révocation de l'édit de Nantes, rompit les dernières relations de la France avec les puissances protestantes. Le pape à son tour dut s'humilier devant le roi très chrétien, qui défendait avec la même hauteur les droits légitimes et les abus, la régale¹ et le droit d'asile.

1. Pour la régale et la révocation de l'édit de Nantes, voyez le chapitre xii.

Les ambassadeurs catholiques à Rome avaient étendu le droit d'asile et de franchise, affecté de tout temps, et avec raison, à leur hôtel, jusqu'au quartier même qu'ils habitaient. Innocent XI voulut détruire cet abus, qui faisait d'une moitié de la ville un repaire pour les criminels. Il obtint sans peine le consentement des autres rois; mais Louis XIV répondit avec hauteur « qu'il ne s'était jamais réglé sur l'exemple d'autrui et que c'était à lui de servir d'exemple. » Il envoya le marquis de Lavardin, avec 800 gentilshommes armés, pour se maintenir dans la possession d'un privilège injuste, et, le pape ayant excommunié l'ambassadeur, le roi fit saisir Avignon (1687). Cette affaire s'arrangea sous le successeur d'Innocent XI; mais ce pontife en conçut un dépit profond, qui ne fut pas sans influence sur la guerre de 1688.

Ce n'est pas tout. Le siège archiépiscopal de Cologne étant devenu vacant, le cardinal de Furstenberg, qui nous avait déjà ouvert les portes de Strasbourg, se mit sur les rangs. Soutenu par les intrigues de la France, il avait été élu par la majorité du chapitre, quinze voix contre neuf obtenues par son concurrent, Clément de Bavière. Innocent XI donna néanmoins à celui-ci l'investiture. Louis XIV protesta à main armée contre cette nomination et fit occuper par ses troupes Bonn, Neuss et Kaiserswerth (octobre 1688). En même temps, pour conserver à la princesse palatine, la seconde femme de son frère, les biens qu'elle réclamait dans le Palatinat, il envoya dans cette province une armée. La France prétendait donc régler en souveraine les affaires de l'Allemagne.

22. Ligue d'Ausbourg (1686). — Ainsi en moins de dix ans, Louis XIV avait gâté, comme à plaisir, une situation magnifique et provoqué partout des inimitiés redoutables. Guillaume d'Orange n'avait pas attendu jusque-là pour préparer la guerre. Dès janvier 1686, au lendemain de la révocation de l'édit de Nantes, il décida la Hollande à renouveler son traité d'alliance avec la Suède; un mois après, la Suède et le Brandebourg s'engagèrent à

défendre la liberté de conscience, et, le 9 juillet, l'Empereur, les rois de Suède et d'Espagne, l'électeur de Bavière, les princes de Saxe, etc., signèrent la ligue d'Augsbourg, « pour le maintien des traités de Westphalie, de Nimègue et de Ratisbonne ». La Savoie y accéda l'année suivante; le pape, en secret, la soutint. « Si jamais devise a été juste à tous égards, disait Louvois, c'est celle qui a été faite pour Votre Majesté, *seul contre tous.* »

Quand Guillaume d'Orange apprit l'invasion de l'électorat de Cologne et du Palatinat, il comprit qu'il n'y avait plus à hésiter; mais, pour tenter la lutte avec quelques chances de succès, il lui fallait d'abord renverser l'unique allié de Louis XIV, le roi d'Angleterre, Jacques II. Au moment où les Français apparaissaient sur le Rhin, le stathouder de Hollande franchissait la mer du Nord et débarquait en Angleterre.

CHAPITRE X

LA RÉVOLUTION DE 1688 EN ANGLETERRE ET LA GUERRE DE LA LIGUE D'AUGSBOURG (1688-1697)¹.

1. Charles II (1660-1685). Ses premiers actes. — 2. Whigs et tories bill du *test* (1673). — 3. Bill d'*habeas corpus* (1679). — 4. Soulèvement des puritains d'Écosse (1680). — 5. Complot de Rye-House (1683). — 6. Jacques II (1685-1688); exécutions d'Argyle et de Monmouth; cruautés de Jeffries. — 7. Opposition de l'aristocratie et du clergé anglais. — 8. Révolution de 1688. — 9. Guillaume III, roi d'Angleterre (1688-1702). — 10. Déclaration des droits (1689). — 11. Conséquences de la révolution de 1688. — 12. La France au début de la guerre de la ligue d'Augsbourg. — 13. Guerre de la ligue d'Augsbourg (1688-1697). — 14. Tentatives pour rétablir Jacques II; Tourville. — 15. Guerre sur le Rhin; incendie du Palatinat. — 16. Guerre en Savoie et en Piémont; Catinat. — 17. Guerre dans les Pays-Bas; Luxembourg. — 18. Traités de Turin et de Ryswick (1696-1697).

1. Charles II (1660-1685). Ses premiers actes. — La restauration des Stuarts avait terminé en 1660 la révolution d'Angleterre. Charles II, le fils du malheureux Charles I^{er}, qui vivait alors à Bréda en Hollande, avait été appelé sur le trône sans condition.

On crut d'abord que ce prince frivole et débauché avait rapporté quelque expérience de l'exil. Il y avait pris une grande indifférence religieuse, mais aussi un violent désir de jouir enfin de la vie. La royauté lui paraissait bonne pour cela, surtout la royauté absolue, qui lui permettait de prendre sans compter dans la bourse de ses sujets. Grâce au conseil de Clarendon, son

1. Outre les ouvrages cités au chapitre v, voy. Mazure, *Histoire de la Révolution de 1688*; Dalrymple, *Mémoires de la Grande-Bretagne sous Charles II, Jacques II et Guillaume III*; Burnet, *Histoire de mon temps*; Macaulay, *Histoire de Guillaume III*.

chancelier, il laissa d'abord le parlement exercer ses anciens privilèges, et il resta fidèle au protestantisme de l'Église anglicane. En 1662, pour trouver l'argent que les Communes ne lui donnaient pas, il vendit à Louis XIV Dunkerque et Mardyck, ces précieuses conquêtes de Cromwell. Il fut plus fidèle aux intérêts de la politique nationale, quand il déclara en 1665 la guerre à la Hollande. Mais cette guerre maritime, conduite surtout par son frère Jacques d'York, avait été médiocrement heureuse; les navires de Ruyter avaient remonté la Tamise presque jusqu'à Londres, et la paix de Bréda (1667) reconnut aux Hollandais des avantages commerciaux qui étaient des dérogations à l'acte de navigation. Au cours de cette guerre, la peste et l'incendie avaient tour à tour ravagé Londres. Pour regagner l'opinion, Charles se sépara de son ministre Clarendon et le remplaça par son ambassadeur à la Haye, William Temple, qui entendait remettre l'Angleterre à la tête du monde protestant : Temple signa en 1668 avec la Hollande et la Suède le traité de la Triple alliance, dirigé contre la France.

Mais Charles II était bien plus disposé à s'entendre avec Louis XIV qu'à le combattre; il savait le roi de France prêt à lui prodiguer les millions avec lesquels le parlement lésinait toujours, et il n'hésita pas à lui abandonner au traité de Douvres (1670), pour une pension de deux millions, l'honneur et les intérêts de l'Angleterre. Dès lors, il vécut presque tout le temps à la solde de la France : c'était faire à merveille le jeu de Louis XIV, qui le poussait dans la voie de la monarchie absolue et du catholicisme, et qui, tranquille du côté de l'Angleterre, pouvait diriger toutes ses forces contre la Hollande ou contre l'Espagne. Il faut ajouter que Louis XIV ne se contentait pas de pensionner le roi; il encourageait aussi par des subsides secrets l'opposition du parlement contre Charles II, pour que celui-ci fût sans cesse obligé de recourir à lui. C'est le ministère de la *Cabal* (Clifford, Ashley, Buckingham, Arlington, Lauderdale), qui avait souscrit au honteux marché de Douvres.

2. Whigs et tories; bill du *test* (1673). — A la fin l'Angleterre s'indigna d'un pareil marché, qui menaçait du même coup sa religion et ses libertés. L'opposition, faible d'abord, grandit; ses membres formèrent un parti



Charles II.

considérable, les *whigs*. Ce mot, qui désignait originai-
rement des brigands écossais, fut appliqué vers cette
époque aux amis de la liberté; de même, le nom de
tories, qui était celui des brigands en Irlande, se substitua
à celui de cavaliers et fut donné aux partisans de la cour
et de l'ordre de choses établi. Les whigs remportèrent

plusieurs succès coup sur coup : ils forcèrent Charles II à conclure la paix avec la Hollande (1674) ; ils le décidèrent à marier sa nièce Marie à Guillaume d'Orange (1677) ; ils obtinrent presque l'adhésion de l'Angleterre à la guerre contre la France, mais à ce moment Louis XIV signa la paix de Nimègue.

En 1673, les whigs avaient prévenu une réaction catholique en obligeant le roi à sanctionner le bill du *test* (épreuve), par lequel tout fonctionnaire devait prêter le serment qu'il ne croyait point à la transsubstantiation, ce qui interdisait les emplois publics aux catholiques. En 1678, on leur ferma la Chambre des communes et celle des lords, exclusion qui n'a été retirée qu'en 1829. Cette année même, un intrigant de bas étage, nommé Titus Oates, imagina la fameuse *conspiration papiste*, ourdie pour tuer le roi et rétablir le catholicisme. La peur fut universelle. On alla jusqu'à dire que le grand incendie de Londres, en 1666, avait été l'œuvre des catholiques et qu'ils allaient recommencer ; le peuple crut fermement que le pape songeait à conquérir l'Angleterre. Cette crédulité fut à la fois ridicule et cruelle. On pendit huit jésuites, et le vénérable vicomte Strafford, condamné à la peine des traîtres, malgré ses soixante-dix ans, n'obtint que, sur les instances du roi, une commutation de supplice. Il fut décapité, au lieu d'être pendu et coupé en quartiers. Le duc d'York, frère de Charles II et son héritier présomptif, avait abjuré le protestantisme ; les Communes voulurent, par un bill d'exclusion, le priver de ses droits ; mais les lords ne le laissèrent pas passer.

3. Bill d'*habeas corpus* (1679). — Charles cassa ce parlement devenu si hostile ; les élections en donnèrent un autre plus animé encore contre la cour. Un de ses premiers actes fut le vote du bill d'*habeas corpus* (1679). Cette loi, une des plus grandes conquêtes faites par les Anglais sur le despotisme, se trouvait dans la Grande Charte ; mais elle avait été éludée par l'adresse des hommes de procédure et par les mesures oppressives du gouvernement. En vertu du bill de 1679, le juge ne peut

refuser, à quelque prisonnier que ce soit, dans les vingt-quatre premières heures de son arrestation, l'ordre d'*habeas corpus*, qui oblige le geôlier à produire l'individu arrêté devant la cour que cet ordre désignera, et où sera



Le duc de Monmouth.

vérifiée la cause de son emprisonnement; si la cour le fait élargir, on ne peut le remettre en prison pour le même sujet. En outre, les juges étaient obligés d'accepter, dans un très grand nombre de cas, la caution offerte pour les prévenus, et l'usage de les envoyer hors du royaume pour les soustraire à la juridiction ordinaire était aboli.

4. Soulèvement des puritains d'Écosse (1680). — L'Angleterre faisait donc pacifiquement et avec des lois sa révolution intérieure, quand un parti violent compromit tout par un assassinat et une guerre civile. Les puritains se soulevèrent en Écosse et débutèrent par le meurtre du primat, archevêque de Saint-André (1680). Ils furent écrasés au pont de Bothwell, sur la Clyde, par le duc de Monmouth, fils naturel de Charles II, et des exécutions atroces suivirent la victoire.

5. Complot de Rye-House (1683). — Une autre tentative coupable, le complot de Rye-House (1683), dans lequel furent impliqués les whigs, amena d'autres supplices qui ne parurent pas mérités et blessèrent profondément l'Angleterre. Deux hommes, l'honneur du parti whig, le républicain Algernon Sidney et lord William Russell, d'une des plus illustres maisons d'Angleterre, périrent sur l'échafaud (1683). L'opposition consternée se tut : Charles II put à son aise s'adonner à ses plaisirs, et, à sa mort, le duc d'York, âgé de cinquante-deux ans, fut proclamé sans opposition, malgré le bill des Communes qui l'avait exclu de la couronne (1685).

6. Jacques II, (1685-1688). Exécution d'Argyle et de Monmouth : cruautés de Jeffries. — Élevé, comme toute la famille des Stuarts, dans les idées du pouvoir absolu, dont Hobbes venait de donner la formule philosophique¹, Jacques II resserra l'alliance qu'avait eue son frère avec Louis XIV. Il voulut faire deux choses également odieuses à l'Angleterre, rétablir le catholicisme et renverser les libertés publiques. Son frère l'avait tenté, mais sourdement ; lui l'entreprit tout haut et sans réserve, car il avait plus de zèle et d'obstination que d'habileté, et l'apparente résignation de l'Angleterre, depuis la mort de Sidney et de Russell, lui faisait illusion. On le vit, dès son avènement, proroger indéfiniment les Communes, gouverner sans contrôle, et braver les plus vifs sentiments

1. Dans son *Leviathan*, Hobbes (1588-1680) avait essayé de prouver que, l'état naturel des hommes étant l'état de guerre, il leur fallait un bon despote pour les empêcher de s'égorger.

du peuple, en se rendant à la messe avec toute la pompe qui accompagnait Louis XIV allant entendre l'office dans son palais de Versailles. Les ennemis de Jacques II crurent que son gouvernement était déjà trop détesté pour qu'il ne tombât pas au premier choc. Argyle souleva l'Écosse,



Jacques II.

et Monmouth débarqua en Angleterre. Ils périrent tous deux, le premier sans avoir pu combattre, le second après la sanglante journée de Sedgemoor, près de Bridgewater (1685). Jacques II fit frapper, pour célébrer sa double victoire, deux médailles, portant d'un côté deux têtes séparées du corps, de l'autre côté deux troncs sans tête.

Une des victimes était cependant son neveu. Un tel roi trouve aisément de dignes ministres : deux sont restés célèbres dans l'exécration de l'Angleterre, le colonel Kirke et le chef de justice Jeffries. Ce dernier écrivait au ministre Sunderland : « J'ai commencé aujourd'hui ma besogne avec les rebelles, et j'en ai dépêché quatre-vingt-dix-huit. » Ceux qu'il ne pendait pas, il les faisait vendre aux colonies comme esclaves. Jacques, pour récompenser tant de zèle, fit de ce boucher un grand chancelier d'Angleterre.

7. Opposition de l'aristocratie et du clergé anglais.

— Une partie de l'aristocratie et le clergé anglais auraient pardonné aux Stuarts leur despotisme, car ces deux classes se souvenaient de ce qu'elles avaient souffert dans la révolution de 1648; mais elles ne pouvaient tolérer les tendances ouvertement catholiques de Jacques II. Pour le clergé anglais, si richement doté par la Réforme, le rétablissement du culte romain était la ruine; l'aristocratie, de son côté, craignait de perdre les immenses domaines qu'elle avait acquis à la suppression des couvents; beaucoup de ses membres voulaient d'ailleurs la pratique sincère du gouvernement constitutionnel, favorable à leur influence, favorable aussi aux grands intérêts du pays.

8. Révolution de 1688. — Pour lutter victorieusement contre d'aussi puissants intérêts, il aurait fallu un prince extrêmement habile. Jacques II, qui s'était distingué dans sa jeunesse comme amiral, semblait avoir perdu toutes ses qualités. Faible et entêté comme un mulet, disait son frère, il marchait à son but avec un tel aveuglement, que, selon un cardinal, « il fallait l'excommunier, parce qu'il allait ruiner le peu de catholicisme qui restait en Angleterre ». On le voyait, dans un pays protestant¹, s'entourer de moines, faire entrer au conseil le jésuite Pétars, dispenser les catholiques du serment du *test*, se faire présenter des adresses avec la formule de

1. Sir William Temple disait à Charles II que les catholiques ne formaient pas en Angleterre la centième, en Écosse la deux centième partie de la population.

l'absolutisme : *A Deo rex, a rege lex*, enfin, envoyer en Italie une ambassade solennelle pour réconcilier l'Angleterre avec l'Église romaine. Les ministres de Jacques l'avertissent, il les renvoie; les évêques anglicans réclament, il les fait mettre en prison; le primat du royaume, l'archevêque de Cantorbéry, est lui-même enfermé à la Tour avec six de ses suffragants.

Ces violences rendaient une révolution inévitable. Depuis longtemps Guillaume d'Orange était lié avec les chefs du parti whig. Gendre de Jacques II, il était son héritier le plus voisin : il pouvait attendre. Mais le roi s'était remarié à une princesse italienne et catholique; de ce mariage naquit en 1688 un fils, Jacques-Édouard, qui effaçait les droits de la femme de Guillaume d'Orange. Alors ce prince n'hésite plus : il accepte les offres de l'aristocratie anglaise et se prépare à renverser son beau-père avec les forces de la Hollande. Louis XIV avertit en vain Jacques II des dangers qu'il court et lui offre une assistance qui est refusée presque avec hauteur. Il commet lui-même une faute grave; la cause de Jacques étant la sienne, puisque c'était celle du pouvoir absolu, il eût dû le secourir malgré lui; il le fit, mais à moitié : il envoya une armée dans le Palatinat, ce qui souleva l'Allemagne, au lieu de l'envoyer sur la Meuse, ce qui eût intimidé les Provinces-Unies et peut-être retenu Guillaume. A cette nouvelle, les fonds montèrent de dix pour cent en Hollande, et Guillaume partit.

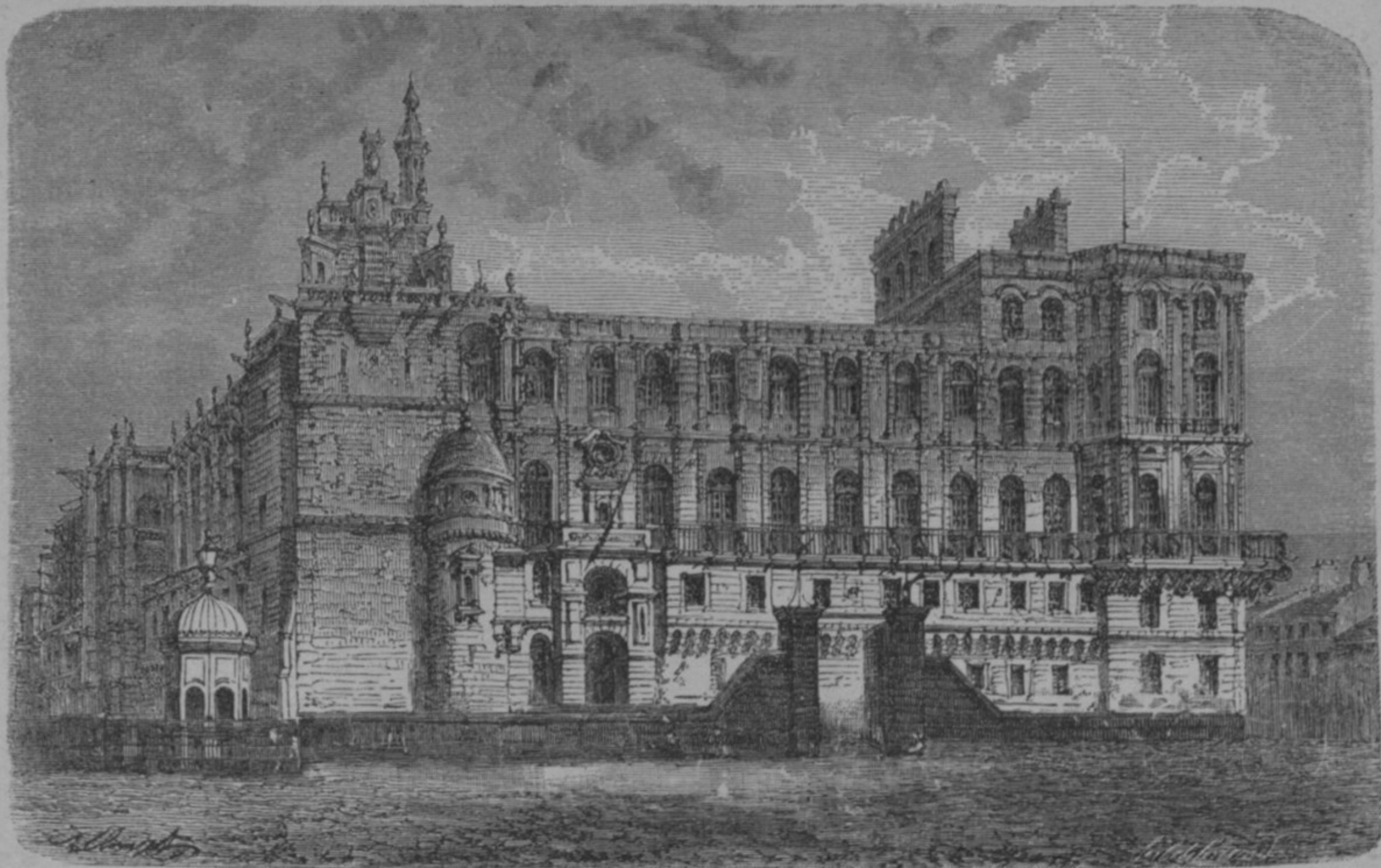
Sa flotte portait 15 000 hommes, et ses drapeaux, la devise : *Pro religione et libertate*. Il se fit précéder d'un manifeste où il déclarait « qu'appelé par les seigneurs et les Communes d'Angleterre, il avait acquiescé à leurs vœux, parce que, comme héritier de la couronne, il était intéressé à la conservation des lois et de la religion du pays. » Il marcha sur Londres sans rencontrer de résistance. Tout le monde abandonnait Jacques : son premier ministre, Sunderland, son favori Marlborough, même sa seconde fille, Anne de Danemark. Il ne tenta pas de résister et s'enfuit sous un déguisement. Alors une longue

procession parcourut les rues de Londres, armée de bâtons, de sabres, de lances, à l'extrémité desquels chacun avait fixé une orange. Des rubans de cette couleur, qui était déjà celle du parti protestant, flottaient sur toutes les têtes. Bientôt retentit le terrible cri de : « *No popery!* A bas le papisme ! » Toutes les chapelles catholiques et même quelques maisons furent démolies. Les bancs, les chaises, les confessionnaux, les bréviaires, furent amoncelés en un tas et brûlés : mais pas un catholique ne perdit la vie, pas même Jeffries.

Cependant, au moment où la galiote qui emportait Jacques allait mettre à la voile, elle avait été abordée par cinquante ou soixante matelots qui recherchaient des prêtres catholiques. Le roi, pris par eux pour un jésuite déguisé, fut d'abord assez rudement traité ; mais quelques gentilhommes du comté de Kent qui le reconnurent le firent relâcher ; il en profita pour rentrer dans Londres (16 décembre). Le lendemain, les soldats hollandais arrivaient : il fallut partir, cette fois pour toujours. Guillaume lui avait refusé toute entrevue, et les Lords, réunis en assemblée extraordinaire, lui avaient signifié qu'il eût à se rendre à Rochester. Guillaume l'y fit conduire sous la garde des troupes hollandaises, et eut soin de le laisser s'évader. Jacques se réfugia en France, où Louis XIV lui donna une magnifique hospitalité dans le château de Saint-Germain (1688).

9. Guillaume III, roi d'Angleterre (1688-1702). —

La première partie du plan de Guillaume d'Orange avait réussi. Il avait payé d'audace, franchi la mer ; il était à Londres et l'ancien roi lui avait laissé la place libre ; mais la révolution n'était pas faite pour cela. Car il ne pouvait, sans une usurpation flagrante, mettre la main sur la couronne, et il savait que les Stuarts avaient toujours d'ardentes sympathies. Il n'y avait qu'une chose à faire : convoquer le parlement et le charger de terminer l'œuvre. C'est là le caractère curieux de cette révolution. Commencée par un chef militaire, elle fut achevée par la nation. Les deux Chambres réunies déclarèrent le trône



Château de Saint-Germain.

vacant et, après ce vote qui légitimait le coup d'état de Guillaume d'Orange, elles l'appelèrent au trône conjointement à sa femme Marie. Guillaume III et Marie II auraient pour héritiers, à défaut de postérité, leur belle-sœur et sœur, Anne Stuart. Les Stuarts catholiques, Jacques II et son fils qui venait de naître, étaient à jamais exclus de la couronne.

10. La déclaration des droits (1689). — Le changement de dynastie qui substituait en Angleterre les Orange-Nassau aux Stuarts n'a été qu'une partie de la révolution de 1688. Cette révolution a été encore et surtout le triomphe des libertés nationales et de la foi protestante contre la réaction absolutiste et catholique qui les avait menacées au cours de ce siècle. La nation anglaise avait déjà affirmé trois fois devant les Stuarts sa volonté formelle d'être un pays libre et protestant, en 1628 avec la pétition des droits, en 1673 avec le bill du *test*, en 1679 avec le bill d'*habeas corpus*. Elle voulut mettre une dernière fois, et d'une façon solennelle, ses droits politiques et civils à l'abri de toute contestation. Le moment était favorable : elle venait de décerner la couronne à un étranger, elle pouvait lui imposer ses conditions. Aussi, avant de s'asseoir sur le trône, Guillaume III dut signer la fameuse Déclaration des droits que les deux Chambres avaient rédigée (février 1689).

Cette nouvelle charte, qui substituait la royauté consentie à la royauté de droit divin, contenait à peu près toutes les libertés et garanties réclamées depuis des siècles par les Anglais : la convocation périodique des parlements, le vote de l'impôt, la loi faite par le concours du roi et des chambres, le jury, le droit de pétition, etc. Elle a fondé, chez nos voisins, le gouvernement constitutionnel ou parlementaire, avec tous les tempéraments et la sagesse pratique qui en ont assuré la durée.

11. Conséquences de la révolution de 1688. — Un droit nouveau, celui des peuples, se levait donc dans la société moderne, en face du droit absolu des rois, qui, depuis deux siècles, la régissait et qui venait de trouver

dans Louis XIV sa plus glorieuse personnification. Il n'y a pas à s'étonner de la lutte acharnée qui éclata entre la France et l'Angleterre. Ce sont plus que deux intérêts con-



Guillaume III, prince d'Orange (Van der Werff).

traires, ce sont deux droits politiques différents qui sont aux prises. En outre, au ^{xvi}^e siècle, la France avait défendu le protestantisme et les libertés générales de l'Europe; au ^{xvii}^e, elle menaçait la conscience des peuples et

l'indépendance des états. Le rôle que nous abandonnions, l'Angleterre allait s'en saisir, et, pour satisfaire en même temps sa haine trois ou quatre fois séculaire, pour abattre cette grandeur qui l'offusque et qui menace ses intérêts mercantiles, elle se fera le centre de toutes les coalitions contre la maison de Bourbon, comme la France avait été le centre de la résistance à la maison d'Autriche.

Ce changement politique renversait toutes les conditions de la guerre. Tant que Louis avait neutralisé l'Angleterre en pensionnant ses rois, nous n'avions personne à craindre sur le continent : car, appuyés aux Pyrénées, aux Alpes et à la mer, nous faisons face au Rhin et pouvions y combattre des deux mains, sans avoir à regarder par derrière. L'Angleterre s'unissant à nos ennemis, il fallut non seulement des armées sur l'Escaut, le Rhin et les Alpes, mais des flottes sur l'Océan et dans les mers les plus lointaines. C'est ce doublé effort que la France ne pourra soutenir longtemps.

12. La France au début de la guerre de la ligue d'Augsbourg. — Au moment où allait commencer cette guerre de la France contre l'Europe, la monarchie de Louis XIV était toujours resplendissante de gloire. Cependant, sous l'éclat extérieur dont brillait la France, une sorte de fatigue commençait à se faire sentir. Les dépenses excessives de la guerre précédente, le maintien coûteux d'une armée de 150 000 hommes en temps de paix, les constructions fastueuses, comme celles de Versailles, de Trianon, de Marly, du Louvre et des Tuileries, ou utiles, comme celle des ports, des places fortes, de l'hôtel des Invalides, avaient détruit l'équilibre des finances, forcé d'accroître les impôts, porté un premier coup à l'agriculture et au commerce. Dès 1680, Colbert disait au roi que toutes les lettres qui venaient des provinces parlaient de la très grande misère des peuples. Il s'était épuisé à trouver des ressources nouvelles; il avait été obligé, lui aussi, de vendre des charges, de créer des rentes à un taux onéreux, d'augmenter la taille. Il gémissait de ramener les finances à l'état d'où il les avait tirées et de voir, depuis la

concession faite aux Hollandais à la paix de Nimègue, la concurrence étrangère écraser de nouveau le commerce maritime et l'industrie nationale. Il succomba à la peine. Il mourut en 1685, à soixante-quatre ans, usé par l'excès du travail, et tué peut-être par d'injustes reproches du roi. « Si j'avais fait pour Dieu ce que j'ai fait pour cet homme, disait-il avec amertume, je serais sauvé dix fois, et je ne sais ce que je vais devenir. » Il refusa de lire une dernière lettre que le roi lui adressait. Comme plusieurs de nos grands ministres, Colbert était impopulaire. Le peuple maudissait celui qui rédigeait les édits bursaux, non celui qui les dictait : et, en voyant Colbert amasser, au bout de vingt-deux années de charge, dix millions de fortune, on accusait sa probité au lieu de voir son économie. Il fallut enterrer la nuit, à la dérobée, avec une escorte, un des bienfaiteurs de la France, pour que la multitude n'insultât pas à ses funérailles.

Après lui, son ministère fut divisé : le marquis de Seignelay, son fils, eut la marine (1685-1690); et il déploya dans ce ministère les plus rares capacités. Les finances furent confiées à Le Pelletier (1685-1689), puis au comte de Pontchartrain (1689-1699) : ces deux derniers succédèrent à Colbert sans le remplacer. Dès l'année 1689, la pénurie fut telle que Louis dut envoyer à la monnaie les chefs-d'œuvre en argent ciselé qui décoraient Versailles.

Au ministère de la guerre il y avait toujours Louvois, dont le crédit sur le roi n'avait fait que grandir depuis la mort de Colbert. Il mourut en 1691, au début de cette lutte européenne qu'il avait tant contribué à faire naître. Il fut remplacé par son fils Barbezieux (1691-1701), qui, avec beaucoup plus de défauts, n'avait aucune de ses qualités.

Les grands hommes de guerre, Turenne, Condé et Duquesne, étaient morts; Louis trouva pour les remplacer d'habiles capitaines : Luxembourg, Catinat, Boufflers, de Lorges, Tourville. C'était comme la première réserve de

la France, dans ces luttes terribles qui ont dévoré tant de généraux et tant d'armées.

13. Guerre de la ligue d'Augsbourg (1688-1697).

— Louis avait 550 000 soldats et deux cent soixante-quatre vaisseaux ou frégates. Seul contre des princes mal unis entre eux et mal obéis chez eux, il arrêta un plan simple et hardi tout à la fois. L'âme de la coalition était Guillaume III, « le vaillant et habile hérétique », comme on l'appela à Rome même; le renverser, c'était finir la guerre d'un coup : Louis se proposa donc d'aider Jacques II à remonter sur le trône. L'Espagne et la Savoie étaient les deux états les plus faibles de la ligue : il tourna contre elles la plus grande partie de ses forces. De ce côté, il attaquait; sur le Rhin, dont il occupait toute la rive gauche jusque près de Coblentz, depuis la campagne de 1688 qui avait ouvert la guerre, il garda la défensive, pensant bien que les Turcs, dont nous venions de rompre les négociations avec l'Empereur, donneraient à ce prince assez d'occupation sur le Danube, pour l'empêcher de porter de grandes forces sur le Rhin.

14. Tentatives pour rétablir Jacques II; Tourville.

— La guerre en faveur de Jacques II fut d'abord heureuse. Une escadre de treize grands vaisseaux transporta le prince en Irlande, dans cette île catholique comme lui et toujours frémissante sous le joug de l'Angleterre (mai 1689); des convois de troupes, d'armes, de munitions, partirent du Havre, de Brest, de Rochefort, protégés par Château-Renaud, d'Estrées et Tourville. Les Anglais et les Hollandais essayèrent de leur fermer le passage; Château-Renaud battit d'abord une de leurs escadres dans la baie de Bantry, sur les côtes de l'Irlande; Tourville, avec soixante-dix-huit voiles, attaqua leur flotte sur les côtes de Sussex, à la hauteur de Beachy-Head : seize vaisseaux ennemis furent coulés ou incendiés à la côte; le reste se réfugia à l'embouchure de la Tamise ou entre les bancs de la Hollande (10 juillet 1690). Cette brillante victoire, qui eût mérité de rester populaire en France, livra, pour un temps, à Louis XIV l'empire de

l'Océan. Mais Jacques II ne sut pas le seconder : il avait perdu un temps précieux au siège de Londonderry. Guillaume III l'attaqua sur la Boyne (11 juillet 1690). Les Irlandais s'enfuirent au premier choc, avec leur roi, et les Français opposèrent seuls quelque résistance. Un régiment de réfugiés calvinistes et le maréchal de Schomberg, qui dirigeait l'armée de Guillaume, contribuèrent surtout à la déroute. Jacques II revint en France. La bataille de la Boyne est la seule que Guillaume d'Orange a gagnée dans sa carrière de capitaine ; mais c'était celle qu'il avait le plus intérêt à gagner.

Louis XIV prépara alors une descente en Angleterre même. 20 000 hommes furent rassemblés entre Cherbourg et la Hougue ; trois cents navires de transport furent tenus prêts à Brest. Tourville devait les escorter avec quarante-quatre vaisseaux qu'il commandait et trente autres que d'Estrées lui amenait de Toulon. Mais le vent changea, la flotte de la Méditerranée ne put arriver à temps. Louis XIV, habitué à forcer la victoire et comptant d'ailleurs sur la défection d'une partie des capitaines ennemis, ordonna à son amiral d'aller chercher les Anglais et les Hollandais, forts de quatre-vingt-dix-neuf voiles. Il les rencontra entre le cap de la Hougue et la pointe de Barfleur (29 mai 1692). Il n'y eut point de défection : pendant un combat de dix heures, Tourville tint tête victorieusement à l'ennemi, et les Anglo-Hollandais, malgré leur nombre, furent plus maltraités que nous ; mais il n'était pas possible de renouveler le lendemain cette héroïque témérité. Tourville aurait fait du moins une glorieuse retraite, s'il avait eu un port derrière lui. La digue de Cherbourg n'existait pas. Il fit le signal de se retirer sur Brest et Saint-Malo ; sept de ses vaisseaux gagnèrent le premier port, le reste de la flotte s'engagea dans le canal que les bas-fonds forment à l'ouest de la côte du Cotentin ; vingt-deux franchirent le raz Blanchard et entrèrent heureusement à Saint-Malo ; mais la marée venant à manquer, les autres furent empêchés de suivre ; trois s'arrêtèrent à Cherbourg, où les capi-

taines; ne pouvant les défendre, les brûlèrent eux-mêmes; douze se réfugièrent dans la rade de la Hougue, qui n'était pas mieux préparée pour offrir un abri. Tourville retira ses canons, les munitions, les agrès, et, à l'approche des Anglais, fit mettre le feu aux coques de ses navires. L'ennemi ne put se vanter d'en avoir pris un seul.

La bataille de la Hougue était le premier coup porté à la marine militaire de la France; mais il n'est pas vrai, comme on l'a dit souvent, que ce désastre en ait été le tombeau; car l'année suivante on put opposer aux Anglais et aux Hollandais des flottes égales, sinon supérieures. Toutefois, le rétablissement des Stuarts en Angleterre devenait impossible, et la partie la plus importante du plan conçu par Louis XIV avait échoué.

15. Guerre sur le Rhin : incendie du Palatinat. — Dès 1688, le dauphin, alors âgé de vingt-sept ans, était entré en Allemagne avec 80 000 hommes et le maréchal de Duras pour le guider. Le roi lui avait dit avant le départ : « Mon fils, en vous envoyant commander mes armées, je vous donne les occasions de faire connaître votre mérite : allez le montrer à toute l'Europe, afin que, quand je viendrai à mourir, on ne s'aperçoive pas que le roi est mort. » Philippsbourg, Manheim, Worms, Ober-Wesel, avaient été pris en quelques semaines. Le dessein du ministre français n'était pas de les garder : le Palatinat, qui avait déjà été brûlé par Turenne, le fut encore, cette fois avec féroce (1689) : Louvois en avait donné l'ordre. Heidelberg, Manheim, Spire et d'autres villes furent livrées à une dévastation méthodique; cent mille habitants, chassés de leur pays par les flammes, allèrent demander vengeance à l'Allemagne. Le roi lui-même eut regret de ces horribles exécutions qui déshonoraient le nom français, et son mécontentement pouvait être le prélude d'une disgrâce, quand Louvois mourut d'une attaque d'apoplexie (juillet 1691).

Il n'y avait plus rien à faire dans un pays aussi affreusement foulé. Le duc de Lorges, neveu du grand Turenne, qui succéda en 1690 au maréchal de Duras, se contenta de

couvrir l'Alsace contre les Impériaux; ceux-ci se trouvant comme en un désert, dans le Palatinat, ne purent y subsister. La guerre resta défensive sur le Rhin; comme on l'avait voulu, les grands coups furent portés ailleurs.

16. Guerre en Savoie et en Piémont : Catinat. —

Catinat commandait en Italie. Ce général, fils d'un président au parlement de Paris, avait commencé par être avocat; il ne s'était élevé qu'à force de mérite. Comme Vauban, dont il était l'ami, il joignait les vertus civiques aux qualités militaires, et, par sa tactique sage et méthodique, rappelait, mais de loin, Turenne; ses soldats l'appelaient *le père la Pensée*. Il avait pour adversaire le duc de Savoie, Victor-Amédée. Afin de l'amener à une action décisive, avant l'arrivée des troupes allemandes, il dévasta les campagnes du Piémont, fit couper les arbres, arracher les vignes, brûler les villages. Victor-Amédée ne sut pas se contenir devant ces ravages, et livra la bataille de Staffarde près de Saluces (18 août 1690); il perdit 4000 hommes, tandis que les Français eurent à peine 500 morts. La Savoie, Nice et la plus grande partie du Piémont se trouvèrent en notre pouvoir. Mais un parent du duc, le prince Eugène¹, dont Louis XIV avait refusé les services et qui était allé les offrir à l'Autriche, arriva avec de puissants renforts. Il fallut rentrer en France, où les Piémontais nous suivirent; le Dauphiné souffrit de cruelles représailles de l'incendie du Palatinat et des ravages du Piémont (1692). Catinat cependant repassa les Alpes, un second combat s'engagea vers la Marseille, à quelques lieues de Staffarde (4 octobre 1693), et fut pour Victor-Amédée aussi malheureux que le premier : il ne lui restait plus guère que Turin. Catinat l'eût pris, si le ministère n'eût diminué ses troupes; tout ce qu'il put faire fut de garder ses conquêtes.

17. Guerre dans les Pays-Bas : Luxembourg. —

Luxembourg était fils posthume de ce comte de Boute-

1. Ce célèbre général était fils d'Eugène-Maurice de Savoie-Carignan, comte de Soissons, et d'Olympe Mancini, nièce de Mazarin.

ville que Richelieu fit décapiter. Il avait servi d'abord sous le grand Condé, auquel il ressemblait par l'audace et la justesse du coup d'œil. En 1690, il se trouva près de Fleurus, en présence du prince de Waldeck. Par une habile et hardie manœuvre, il porta sa droite au delà d'un ruisseau qui couvrait l'armée ennemie. Le prince, soudainement pris en flanc et tourné, fit un mouvement en arrière ; Luxembourg en profita pour l'aborder vivement au milieu du désordre de cette marche, lui tua 6 000 hommes, lui enleva cent drapeaux, son canon, ses bagages et 8 000 prisonniers. C'est notre première victoire de Fleurus (1^{er} juillet 1690). Maître de la campagne, il investit Mons. Louis XIV assista au siège. Guillaume, débarrassé de Jacques II, accourut avec 80 000 hommes ; mais il ne put empêcher la capitulation de la ville, après neuf jours de tranchée (avril 1691). L'année suivante, Luxembourg assiégea Namur, la plus forte place des Pays-Bas, au confluent de la Sambre et de la Meuse, et la prit encore sous les yeux de Louis XIV et de l'armée ennemie (juin 1692). Ce fut un des grands sièges de ce siècle. Vauban le conduisit, et cette opération est regardée comme un modèle. Le rival de Vauban, Cohorn, défendait la place dont il avait élevé une partie des fortifications.

Mais Guillaume, toujours vaincu, ne se lassait jamais ; le 3 août 1692, il fit donner à Luxembourg de faux avis par un traître et le surprit à Steinkerque. Il fut battu cependant, la bouillante valeur de l'armée et de quatre princes du sang, qui s'y trouvaient, ayant tout réparé. Cette journée fut très populaire en France ; la mode fut pendant quelque temps de porter des cravates à la Steinkerque.

Ces deux victoires livraient à Luxembourg le Hainaut et la province de Namur : il pénétra dans le Brabant méridional ; mais il rencontra encore devant lui Guillaume III, fortement retranché au village de Neerwinden, entre Liège et Louvain (29 juillet 1693). Peu de journées furent plus meurtrières ; Neerwinden fut emporté à deux

reprises par l'infanterie qui, pour la première fois, chargea résolument à la baïonnette, exemple que les régiments de Catinat suivirent, deux mois après à la Marseille. Pendant quatre heures, notre cavalerie resta sous le feu plongeant de quatre-vingts pièces de canon, et Guillaume, ne la voyant remuer que pour serrer les rangs à mesure que les files étaient emportées, s'écriait d'admiration et de dépit : « O l'insolente nation ! » Il y eut environ 20 000 morts, dont 12 000 du côté des alliés. On pouvait, peut-être, après ce succès marcher sur Bruxelles et dicter la paix : on se contenta d'assiéger et de prendre Charleroi ; il est vrai que là nous tenions l'importante ligne de la Sambre, d'où une armée française domine les Pays-Bas et rend fort dangereuse toute tentative faite par l'ennemi contre la Flandre ou l'Artois.

La victoire de Neerwinden fut le dernier triomphe de Luxembourg, le *tapissier de Notre-Dame*, comme l'appelait le prince de Conti, à cause des nombreux drapeaux dont il avait décoré cette cathédrale. La campagne suivante ne fut marquée par aucun incident, et il mourut au mois de janvier 1695. Son successeur, le duc de Villeroy, ne sut rien faire, avec une armée de plus de quatre-vingt mille hommes, que bombarder Bruxelles ; il n'empêcha même pas le prince d'Orange de reprendre Namur (septembre 1695) ; mais, en Espagne, Vendôme entra dans Barcelone (août 1697), après un siège mémorable et une victoire sur l'armée de secours.

Sur mer, Tourville, créé maréchal, avait vengé en 1695 le désastre de la Hougue par une victoire dans la baie de Lagos, près du cap Saint-Vincent, où il avait pris ou brûlé soixante-dix vaisseaux anglo-hollandais. Les années suivantes, les grands armements furent suspendus, parce que Seignelay était mort ; mais des corsaires dont le nom est resté populaire, Jean Bart, Duguay-Trouin, Pointis, Nesmond, Cassard, désolèrent le commerce des Anglais et des Hollandais, qui, pour se venger, tentèrent des débarquements sur nos côtes et lancèrent des machines infernales contre Saint-Malo, le Havre, Dieppe, Calais, Dun-

kerque¹. Vaines et ruineuses menaces qui n'aboutirent « qu'à casser des vitres avec des guinées. » Dieppe seul en souffrit. En Amérique, le comte de Frontenac défendit bravement le Canada en prenant de tous côtés l'offensive, quoique la province n'eût que onze à douze mille habitants et que les colonies anglaises en eussent dix fois davantage. La baie d'Hudson et presque toute l'île de Terre-Neuve furent conquises.

18. Traité de Turin et de Ryswick (1696-1697).

— Cependant la guerre languissait ; tout le monde était épuisé. Louis proposa la paix. Charles-II était près de mourir sans laisser d'enfant, et la succession d'Espagne allait enfin s'ouvrir : il importait au roi de dissoudre la coalition européenne avant ce grand événement. Il montra une modération inaccoutumée ; il détacha d'abord de la ligue le duc de Savoie en signant avec lui le traité de Turin (1696) : il lui rendit toutes ses villes, même Pignerol, et maria à sa fille Marie-Adélaïde de Savoie le jeune duc de Bourgogne, fils du grand dauphin.

L'exemple de Victor-Amédée décida les autres princes, et la paix fut signée à Ryswick, près de la Haye (octobre 1697). Louis XIV reconnut Guillaume III pour souverain légitime de la Grande-Bretagne et d'Irlande. Il rendit ses nouvelles conquêtes, dans les Pays-Bas, dans l'Empire et en Espagne, à l'exception de Strasbourg, de Landau, de Longwy et de Sarrelouis, qu'il avait fait bâtir en 1680 pour défendre la vallée de la Sarre. Il permit aux Hollandais de tenir garnison dans les places les plus importantes de la Flandre que les Espagnols ne semblaient plus capables de défendre contre lui ; on donna alors à ces places, Ypres, Menin, Namur, etc., le nom de places de *la barrière*. Il restitua la Lorraine, que la France occupait militairement depuis soixante

¹ 1. Les seuls corsaires de Dunkerque vendirent dans cette guerre pour plus de 22 millions de livres de prises faites sur les Anglais et les Hollandais, et dans la suivante pour plus de 50 millions. C'est plus de 100 millions de francs d'aujourd'hui que la ville gagna, mais c'est le double et le triple que l'ennemi perdit.

années. Le tarif de 1667, si onéreux pour les Hollandais, avait été aboli au traité de Nimègue; le droit de 50 sous par tonneau le fut en 1697; de sorte qu'après avoir été ruiné par les impôts durant la guerre, le pays l'était par les traités, quand venait la paix; c'était le complet abandon de la politique commerciale de Colbert. En Amérique, le traité lui laissait toute la baie d'Hudson et la moitié de Terre-Neuve. Quelques-unes des concessions faites par le roi, en particulier la reconnaissance de Guillaume III, roi protestant et constitutionnel, coûtèrent beaucoup à son orgueil; d'autres, comme la cession de Luxembourg, furent vivement blâmées; mais Louis espérait réparer la perte de quelques villes par l'acquisition prochaine d'un empire.

CHAPITRE XI

LA SUCCESSION D'ESPAGNE.

TRAITÉS D'UTRECHT ET DE RASTADT¹.

1. La succession d'Espagne. — 2. Traités de partage de la succession d'Espagne. — 3. Philippe V, roi d'Espagne (1700). — 4. Troisième coalition contre la France (1701-1713). Grande ligue de la Haye. — 5. Marlborough et le prince Eugène. — 6. Situation de la France. — 7. Premières campagnes en Allemagne, en Italie et dans les Pays-Bas (1701-1704). — 8. Villeroi; défaite de Chiari (1701); surprise de Crémone (1702). — 9. Victoires de Vendôme à Luzzara, de Villars à Friedlingen et Hœchstædt, de Tallard à Spire (1702-1705). — 10. Seconde bataille de Hœchstædt ou bataille de Blenheim (1704); perte de l'Allemagne. — 11. Batailles de Ramillies (1706), de Turin (1706); perte de l'Italie et des Pays-Bas. — 12. Revers en Espagne (1704-1708). — 13. Succès de Villars sur le Rhin (1705-1707). — 14. Défaite d'Oudenarde (1708); la France est entamée. — 15. La France commence à se relever; bataille de Malplaquet (1709). — 16. Conférences de Gertruydenberg (1710). — 17. Bataille de Villaviciosa (1710). — 18. Défection de l'Angleterre (1711); bataille de Denain (1712). — 19. Expéditions maritimes; Duguay-Trouin. — 20. Succès de Villars sur le Rhin (1714). — 21. Traités d'Utrecht, de Rastadt, de Bade et de la Barrière (1713-1715).

1. La succession d'Espagne. — « On peut dire, écrit un historien, que la succession d'Espagne fut le pivot sur lequel tourna presque tout le règne de Louis XIV. » Fils d'une infante espagnole, époux d'une infante espagnole, Louis XIV avait élevé des prétentions sur la succession des Habsbourg de Madrid dès 1665 et il avait perçu « des avancements d'hoirie » aux traités d'Aix-la-Chapelle et de Nimègue. Après la paix de Ryswick, il n'attendait

¹ Mignet, *Introduction aux négociations de la succession d'Espagne* (*Mémoires historiques*); Marius Topin, *L'Europe et les Bourbons*; Moret, *Quinze ans du règne de Louis XIV*; de Courcy, *La coalition de 1701 contre la France*; Baudrillart, *Philippe V et la cour de France*.

que la mort de son jeune beau-frère Charles II pour se poser en héritier de ses nombreuses couronnes. L'héritage espagnol était immense; il comprenait l'Espagne, ses trois grandes annexes en Europe, Pays-Bas belges, Milanais, royaume de Naples, et les colonies gigantesques du nouveau monde. Le roi de France n'ignorait pas qu'il lui faudrait compter avec les prétentions rivales des Habsbourg de Vienne; mais les domaines de Charles II étaient assez étendus pour satisfaire l'avidité de plusieurs prétendants.

2. Traités de partage de la succession d'Espagne.

— Charles II, roi d'Espagne depuis 1665, avait été marié deux fois, sans avoir eu d'enfant; en lui allait s'éteindre la descendance directe de Charles-Quint, c'est-à-dire la branche aînée des Habsbourg, dans la postérité masculine. A qui allait revenir son immense héritage? Les deux maisons de France et d'Autriche, alliées depuis un siècle par des mariages à celle d'Espagne, y prétendaient l'une et l'autre. Leurs droits sont curieux à connaître, pour donner une idée de cette politique de mariages si fort à la mode sous l'ancien régime et d'après laquelle les peuples étaient traités comme des dots ou des héritages qu'on se partageait à l'amiable ou qu'on se disputait les armes à la main.

Louis XIV et l'empereur Léopold étaient tous deux fils d'une infante d'Espagne et avaient tous deux épousé une infante. Mais Anne d'Autriche et Marie-Thérèse, entrées dans la maison de France, étaient les aînées de Marie-Anne et de Marguerite-Thérèse, entrées dans la maison d'Autriche. Le fils et les petits-fils de Louis XIV avaient donc des droits supérieurs à ceux de Léopold, fils de Marie-Anne, et à ceux du prince électoral de Bavière, Ferdinand-Joseph, petit-fils de Marguerite-Thérèse. Léopold objectait la renonciation de Marie-Thérèse; mais les cortès espagnoles n'avaient point été appelées à la sanctionner, et elle était nulle à un autre point de vue, la dot de l'infante n'ayant pas été payée. Il était donc incontestable que l'empereur Léopold, qui pouvait faire valoir, outre ses

prétentions matrimoniales, son titre de chef de la branche cadette des Habsbourg, se mettrait sur les rangs. Ainsi, si on laisse la Bavière de côté, les deux plus grands états de l'Europe continentale, la France et l'Autriche, se préparaient à réclamer l'héritage du roi moribond des Espagnes.

Cette éventualité effraya les puissances maritimes, l'Angleterre et la Hollande. Que Louis XIV ou Léopold régnât à Madrid, elles n'en voyaient pas moins l'équilibre de l'Europe détruit. Alors Guillaume III proposa au cabinet de Versailles de partager à l'avance cette succession qui n'était pas encore ouverte; Louis XIV accepta cette proposition, qui paraissait mettre sa part future sous la garantie d'une grande puissance. Il y eut deux traités signés à la Haye. Le premier (1698) assignait la monarchie espagnole au prince de Bavière, le Milanais à l'archiduc Charles, second fils de l'Empereur, les Deux-Siciles, quelques ports toscans et le Guipuscoa au grand dauphin. C'étaient des avantages dérisoires ou dangereux. La maison royale y gagnait une couronne; mais la France eût été certainement entraînée, après cette acquisition, à courir encore les aventures au delà des monts. Un second traité, après la mort du prince électoral de Bavière, donna l'Espagne à l'archiduc et n'augmenta la part de la France que de la Lorraine, province qui, au premier coup de canon, était en notre pouvoir (1700). Ce n'était pas une compensation au danger de voir un Autrichien régner à Bruxelles et à Madrid.

3. Philippe V, roi d'Espagne (1700). — Ces traités, mauvais pour la France, furent heureusement inutiles. Charles II avait été profondément irrité de ce démembrement de sa monarchie, proposé de son vivant et sans le consulter. Pour maintenir l'intégrité de ses états, il fallait tout donner à la France ou à l'Autriche. L'Autriche fut mal servie par son ambassadeur à Madrid; la France le fut bien par le marquis d'Harcourt, son ministre auprès de Charles II; et ce prince appela au trône, par son dernier testament, Philippe, duc d'Anjou, deuxième fils du

dauphin; à son défaut ou sur son refus, le duc de Berry, son frère; en dernier lieu, l'archiduc Charles (2^e octobre 1700). Vingt-huit jours après il mourut. Il avait espéré sauver l'intégrité de sa monarchie en intéressant Louis XIV à la défendre.

Louis XIV devait-il accepter le testament ou s'en tenir au dernier traité de la Haye? Un conseil extraordinaire fut assemblé; quatre personnes seulement y assistèrent avec le roi : le dauphin, le duc de Beauvillier, gouverneur des enfants de France, le marquis de Torcy, neveu du grand Colbert, alors ministre des affaires étrangères, et le chancelier Pontchartrain. Les avis furent partagés; mais Torcy fit remarquer avec raison que le refus de la France ferait passer cette succession à l'Autriche; que le dernier traité ne nous assurait que des avantages illusoires ou sans importance; que d'ailleurs l'Empereur ne l'accepterait pas et qu'on aurait la guerre, quelque décision qu'on prit. « Mieux vaut la faire, ajouta-t-il, pour le tout que pour une partie. » Louis XIV demeura silencieux et pendant trois jours on ignora sa résolution. Il l'annonça enfin en ces termes au duc d'Anjou : « Monsieur, le roi d'Espagne vous a fait roi. Les grands vous demandent, les peuples vous souhaitent, et moi j'y consens. Songez seulement que vous êtes prince de France. » Il le présenta ensuite à sa cour, en disant : « Messieurs, voilà le roi d'Espagne » (16 novembre 1700). Quelques semaines après Philippe V partit pour Madrid. « Ainsi, dit Saint-Simon, le xviii^e siècle s'ouvrait, pour la maison de France, par un comble de gloire et de prospérité inouïe¹. »

4. Troisième coalition contre la France (1701-1713). Grande ligue de la Haye. — Alors, comme aujourd'hui, la France avait deux grands intérêts : le premier, c'est que l'Espagne lui fût amie, afin qu'assurée de la paix sur sa frontière du sud, elle fût libre de porter, au besoin, toutes ses forces au nord-est, où elle était

1. Le mot fameux : *Il n'y a plus de Pyrénées*, a été fait après coup.

le plus vulnérable ; le second, c'est que la frontière du nord-est s'éloignât de Paris, et que les Pays-Bas fussent au moins dans notre alliance. Le premier point semblait gagné par l'avènement au trône de Charles-Quint, d'un Bourbon que les Espagnols accueillaient avec enthousiasme et que les autres états reconnaissaient. L'Empereur protestait et armait ; mais, seul, il ne pouvait rien.

Le second but était plus difficile à atteindre, car ni l'Angleterre ni la Hollande ne voulaient voir les Français aux bouches de l'Escaut. Pour y arriver, il fallait beaucoup de ménagements et de prudence. Le roi malheureusement démasqua trop vite ses desseins et brava l'Europe comme à plaisir. Malgré les clauses formelles du testament de Charles II, il n'exigea pas que Philippe V renonçât au trône de France ; et, par des lettres patentes, données en décembre 1700, il lui conserva son rang d'hérédité entre le duc de Bourgogne et le duc de Berry : c'était rendre possible la réunion de deux monarchies, et montrer au monde effrayé la France et l'Espagne gouvernées un jour par le même roi, ce qui n'eût été bon ni pour l'une ni pour l'autre, et moins encore pour l'Europe. Un peu plus tard, il chassa les Hollandais des places qu'ils occupaient dans les Pays-Bas, en vertu du traité de Ryswick, et les y remplaça par des garnisons françaises. Enfin, quand Jacques II mourut au château de Saint-Germain en 1701, il continua au prince de Galles, son fils, le titre de roi d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, malgré les avis de tous ses ministres. Cette insulte faite au peuple anglais et à Guillaume III rendit la guerre inévitable. La guerre de la succession d'Espagne n'est donc pas née de l'acceptation même du testament, mais des provocations répétées de Louis XIV.

Une troisième coalition se forma : ce fut la Grande ligue de la Haye (septembre 1701), où entrèrent l'Angleterre, la Hollande, l'Autriche, l'Empire et, en 1703, le Portugal, devenu l'ennemi de la France, depuis qu'un prince français était roi d'Espagne ; depuis, aussi, que nos ports avaient été fermés à ses produits. Il ne resta

d'autres alliés à Louis XIV, dans toute l'Europe, que l'électeur de Bavière, à qui les Pays-Bas étaient secrètement promis, et les ducs de Modène et de Savoie, qui changeraient bientôt de parti. L'Espagne était avec nous; mais, n'ayant ni soldats, ni argent ni vaisseaux, « c'était un corps sans âme, dit Torcy, que la France devait alimenter et soutenir à ses dépens ».

Guillaume III vit à peine commencer cette guerre; il mourut au mois de mars 1702; mais sa politique lui survécut parce qu'elle était nationale. Sous sa belle-sœur, Anne Stuart, protestante, quoique fille de Jacques II, l'Angleterre continua à défendre ses libertés politiques et religieuses menacées par le roi que Louis XIV voulait lui imposer, et sa fortune commerciale menacée par l'empire de la maison de Bourbon sur tant d'états et sur tant de mers.

5. Marlborough et le prince Eugène. — Trois hommes que leur haine contre la France a rendus célèbres, Heinsius, Marlborough et le prince Eugène, remplacèrent par leur étroite union le chef que la ligue venait de perdre. Heinsius était grand pensionnaire de Hollande, et il dirigea la république avec l'autorité d'un monarque, quand le stathoudérat eut été aboli, après la mort de Guillaume. Churchill, duc de Marlborough, avait fait ses premières armes sous Turenne. Il gouvernait la reine Anne par sa femme, le parlement par ses amis, le ministère par son gendre Sunderland, secrétaire d'État de la guerre, et par le grand trésorier Godolphin, beau-père d'une de ses filles. Le prince Eugène, né en France, en 1663, d'un comte de Soissons et d'une nièce de Mazarin, cette Olympe Mancini que Louis XIV avait un moment distinguée, appartenait à la maison de Savoie. Destiné à la carrière ecclésiastique; il préféra le métier des armes; à dix-neuf ans, il demanda un régiment à Louis XIV, qui refusa de faire un colonel de l'abbé de Savoie. L'Autriche l'accueillit mieux et l'envoya combattre en Italie contre Catinat. Après la paix de Ryswick, il résista aux Turcs, qui avaient envahi la Hongrie, et remporta sur eux, à Zenta, une victoire signalée.

qui le plaça, dans l'opinion des contemporains, à côté du sauveur de Vienne, l'illustre Sobieski (1697). Nommé alors président du conseil de la guerre, préparant comme ministre les expéditions qu'il devait faire comme général, il eut une influence décisive sur les événements qui vont suivre. Par sa bonne entente avec Marlborough, il allait donner à la coalition européenne ce qui lui avait toujours manqué : l'union.

6. Situation de la France. — Pour triompher de si formidables adversaires, il eût fallu à la France les grands hommes de la génération précédente. Mais Louis les avait usés, et il n'en était pas né dans l'atmosphère alourdie de Versailles qui les pussent remplacer. Ainsi qu'une terre qui a trop produit, la France commençait à s'épuiser, les soldats allaient lui manquer, comme les généraux et les ministres. L'incapable Chamillard, créature de Mme de Maintenon, succombait sous le double fardeau des finances et de la guerre, que s'étaient partagées Colbert et Louvois. Le roi se promettait bien de le diriger lui-même, et jamais, en effet, il ne montra plus d'activité, arrêtant les plans et en réglant l'exécution du fond de son cabinet ; mais ce fut un autre mal. Dans cette vie retirée, il ne connaissait plus si bien les hommes et les choses. « Les généraux, dit Voltaire, furent gênés par des ordres précis, comme des ambassadeurs qui ne devaient pas s'écarter de leurs instructions. Si le général voulait faire quelque grande entreprise, il fallait qu'il en demandât la permission par un courrier qui trouvait, à son retour, ou l'occasion manquée ou le général battu. » Il est vrai que les Villeroi, les Tallard, les Marsin, les La Feuillade, avaient besoin de conseils et de guides ; mais ce ne fut pas en tenant ces généraux à la lisière qu'on les empêcha d'infliger à nos armes d'irréparables désastres. Heureusement nos armées trouvèrent encore trois grands capitaines, Villars, Vendôme, Berwick, dont la glorieuse épée permit à Louis XIV et à Philippe V de sortir de cette guerre à des conditions inespérées.

7. Premières campagnes en Allemagne, en Italie et

dans les Pays-Bas (1701-1704). — Dans la pensée de Louis XIV, la guerre devait être défensive sur tous les points, excepté en Allemagne où l'électeur de Bavière appelait les Français. Boufflers fut envoyé aux Pays-Bas pour tenir tête à Marlborough, qui commandait l'armée anglo-batave; Catinat, en Italie pour fermer l'entrée du Milanais au prince Eugène et aux Impériaux; et un peu plus tard, Villars en Allemagne, pour se joindre à l'électeur et marcher sur Vienne.

Pendant trois années (1701 à 1704) les succès se balancèrent. Cependant Marlborough pénétra, en 1702, dans les Pays-Bas, malgré Boufflers, qui, ayant affaire à deux armées, ne sut pas manœuvrer entre elles et abandonna sans combat les places de la Meuse jusqu'à Namur; du moins il sauva Anvers l'année suivante par sa victoire d'Eckeren sur les Hollandais. En 1701, le prince Eugène descendit de même dans la Lombardie, malgré Catinat qui avait des forces supérieures, mais qui, mal obéi, mal secondé surtout par le duc de Savoie, qui songeait déjà à faire défection, ne l'empêcha pas de déboucher du Tyrol. Eugène menaça toute la ligne de l'Adige, et franchit ce fleuve sans résistance à Castelbaldo, dans la plaine, tandis que Catinat l'attendait à Rivoli, dans les montagnes. Il força, au combat de Carpi (9 juillet), le passage du canal Blanc, où Catinat eût pu encore l'arrêter; mais le maréchal, troublé par des manœuvres aussi hardies que savantes, se retira derrière le Mincio, plus loin encore derrière l'Oglio, ce qui ouvrait le Milanais aux ennemis. La cour le destitua et donna son armée à Villeroy.

S: Villeroy; défaite de Chiari (1701); surprise de Crémone (1702). — Ce protégé de Mme de Maintenon était un bon courtisan et un détestable général. Dès son arrivée, il voulut prendre l'offensive. Catinat, qui avait consenti à servir sous lui, faisait des objections: « Je n'ai pas qualité d'être circonspect », répondit Villeroy. Cette impertinence fut bien vite punie; il repassa l'Oglio, espérant surprendre Eugène à Chiari; mais le duc de Savoie avertissait les Impériaux de tous nos mouvements,

et Villeroi, surpris lui-même, fut battu (septembre 1701). Cependant l'ennemi ne pouvait s'avancer plus loin tant qu'il n'aurait pas la forte ville de Mantoue. Villeroi laissa le comte de Tessé y faire une très belle défense, et prit ses quartiers d'hiver dans Crémone. Un jour qu'il y dormait en pleine sécurité, il est réveillé par des décharges précipitées; il se lève à la hâte, sort de son logis et tombe dans un escadron d'Autrichiens. C'était Eugène qui, au cœur de l'hiver, avait tenté un coup de main sur Crémone. Il aurait réussi sans un régiment qui, dès quatre heures du matin, s'était réuni pour une revue de son colonel. L'ennemi, arrivé au milieu de la ville, fut rejeté hors des portes, mais il emmena le maréchal (février 1702)¹. Vendôme le remplaça.

9. Victoires de Vendôme à Luzzara, de Villars à Friedlingen et à Hochstädt, de Tallard à Spire (1702-1703). — C'était un singulier général, que cet arrière-petit-fils d'Henri IV, de mœurs plus qu'équivoques, et qui ne se levait souvent qu'à quatre heures de l'après-midi. Mais, sur le champ de bataille, il retrouvait ce coup d'œil, cette vivacité, ce feu, qui rappelaient Luxembourg et Condé : souvent surpris, jamais battu, il fit pendant deux années une guerre heureuse contre les Impériaux. Il les força d'abord de se replier derrière le Mincio; ce qui délivra Mantoue; puis, par une marche rapide, il alla enlever, sur la rive droite du Pô, leurs magasins à Luzzara (août 1702). Il put alors s'approcher du Tyrol. Mais à ce moment les sourdes trahisons du duc de Savoie se changèrent en une défection ouverte, les Bourbons ayant refusé, bien mal à propos, de lui céder le Milanais en échange de la Savoie (1703). Il fallut que Vendôme se tournât contre lui pour assurer ses communications avec la France. Il s'empara de la plus grande partie

1. On chanta, à la cour, à Paris et dans l'armée :

Français, rendez grâce à Bellone;
Votre bonheur est sans égal :
Vous avez conservé Crémone
Et perdu votre général.

du Piémont, il menaça Turin; mais il ne menaçait plus l'Autriche.

Pareil succès en Allemagne. Catinat, appelé sur le Rhin, n'y avait pas rétabli sa réputation compromise en Italie. Il avait laissé le prince de Bade passer le fleuve, prendre Landau, qui avait supporté quatre-vingt-quatre jours de tranchée ouverte, Wissembourg, et Haguenau. Une diversion de l'électeur de Bavière rappela les Impériaux en Allemagne. Catinat, pressé de les y suivre, n'osa le faire; mais un de ses lieutenants, Villars, le fit. Il attaqua le prince de Bade dans la Forêt Noire, près de Friedlingen, et gagna son bâton de maréchal sur le champ de bataille (octobre 1702). L'an d'après, il repoussa le prince de Bade sur les lignes de Stollhoffen, laissa Tallard pour l'y surveiller, puis courut à travers les défilés de la Forêt Noire se joindre à l'électeur de Bavière, qui venait de son côté de battre les Autrichiens (mai 1703). Le chemin de Vienne était ouvert; Villars voulut y courir; le prince Eugène avoua plus tard que, si l'armée eût marché en avant, la paix était faite, et glorieusement pour la France. Une autre manœuvre, que Bonaparte et Moreau tentèrent plus tard, fut adoptée et faillit réussir. Les Franco-Bavarois entrèrent dans Innsbruck, tandis que Vendôme bombardait Trente. Les deux armées allaient se tendre la main par-dessus les Alpes. La défection du duc de Savoie rappela Vendôme du Tyrol, et deux armées impériales menaçant Munich forcèrent l'électeur et Villars à abandonner Innsbruck. Ils s'en vengèrent sur le comte de Styrum, qui fut complètement battu dans les plaines d'Hoechstædt (septembre 1703). Deux mois plus tard, Tallard infligeait aux Impériaux auprès de Spire une sanglante défaite qui rendit Landau à la France.

Cette victoire fut le terme des succès de la France. Villars, qui dans cette glorieuse campagne de 1703 avait failli percer jusqu'à Vienne, se voyait sans cesse arrêté par ses dissentiments avec l'électeur; il demanda son rappel. Louis XIV l'envoya contre les protestants révoltés

des Cévennes; les Camisards. Le maréchal parvint à terminer cette guerre civile qui s'ajoutait aux maux de la guerre étrangère et qui faillit à un moment devenir très grave; mais, pendant qu'il pacifiait les Cévennes, Marsin perdait l'Allemagne.

10. Seconde bataille de Höchstædt ou bataille de Blenheim (1704); perte de l'Allemagne. — Marlborough et le prince Eugène avaient conçu un plan habile et hardi pour sauver l'Autriche, découverte par la prise de Passau en janvier 1704. L'un avait quitté l'Italie, où le duc de Savoie occupait Vendôme; l'autre accourut de Flandre, où Villeroi ne sut pas le retenir, et ils se réunirent en Bavière. Tallard et Marsin avaient rejoint l'électeur. Les deux maréchaux avaient 50 000 combattants contre 52 000. Ils crurent que l'ennemi reculait et l'allèrent chercher sur la rive gauche du Danube; ils le rencontrèrent près de Höchstædt. Leurs dispositions furent inhabiles. Ils formèrent de leurs troupes comme deux armées distinctes. Marlborough perça aisément entre elles, accula au fleuve l'aile droite coupée du centre et prit Tallard. Marsin repassa en toute hâte le Danube, oubliant dans le village de Blenheim un corps tout entier qui n'avait point combattu et qui fut obligé de se rendre. Ce désastre nous coûtait 12 000 morts ou blessés, 14 000 prisonniers, tout le canon, presque tous les étendards et près de cent lieues de pays. En moins d'un mois la Bavière fut soumise; l'électeur, qui s'était flatté d'entrer bientôt dans Vienne, s'enfuit à Bruxelles, et les Impériaux reparurent sur le Rhin. Il fallut rappeler Villars pour sauver l'Alsace. Le maréchal, qui ne regarda jamais la modestie comme une vertu nécessaire, dit au roi : « Servez-vous de moi, car je suis le seul général de l'Europe dont le bonheur à la guerre n'ait jamais été altéré. Dieu me conserve cette fortune pour le service de Votre Majesté ! »

11. Batailles de Ramillies (1706), de Turin (1706); perte de l'Italie et des Pays-Bas. — L'Empire était délivré; Eugène et Marlborough, rassurés de ce côté,

se séparèrent, pour retourner l'un en Italie, l'autre dans les Pays-Bas. Le plan de la coalition européenne se développait avec une suite admirable, sous la direction de ces deux grands généraux. Ils voulaient conquérir toutes les provinces extérieures de la monarchie espagnole, avant d'attaquer la France elle-même.

Marlborough fut facilement vainqueur : il avait encore à combattre l'incapable Villeroi. Il pénétra jusqu'au cœur du Brabant, et arriva près de la Méhaigne, où le maréchal avait campé son armée. Villeroi avait son centre à Ramillies, village devenu tristement fameux, et tout près d'un autre plus fameux encore, Waterloo. Il eût pu éviter la bataille ; mais il avait à cœur de rétablir sa réputation, et il prit toutes les dispositions nécessaires pour se faire battre. Il le fut (mai 1706). Quand il reparut à la cour, le roi se contenta de lui dire : « *Monsieur le maréchal, on n'est plus heureux à notre âge.* »

La plus grande partie des Pays-Bas fut perdue par cette défaite qui nous coûtait 5 000 morts ou blessés et 15 000 prisonniers. Marlborough entra à Anvers, à Bruxelles, à Ostende, et Louis XIV fut obligé, pour arrêter ses progrès, de rappeler d'Italie le duc de Vendôme.

Celui-ci, obligé par la défection du duc de Savoie à garder le Milanais, avait rejeté les Impériaux derrière l'Adige par les victoires de Cassano sur l'Adda (août 1705), et de Calcinato, près de la Chiese (avril 1706). Il s'était mis ensuite à conquérir le Piémont et il couvrait le siège de Turin quand le roi le rappela. Le siège était dirigé par un courtisan, le duc de la Feuillade, qui n'avait d'autre mérite que d'être gendre de Chamillard. Cependant il s'agissait d'un événement militaire de la plus haute importance ; car Turin pris, la frontière des Alpes était à l'abri de toute insulte, et le bassin du Pô nous appartenait. On avait fait d'immenses préparatifs pour faire tomber la capitale du Piémont. Vauban, chargé d'années et de gloire, offrit d'aller au siège sans commandement, « en mettant son bâton de maréchal derrière la porte ». — « J'espère prendre Turin à la Co-

horn », répondit la Feuillade. Cette impertinence de courtisan nous valut un désastre. Pendant que Vendôme court, en Flandre, Eugène, délivré de son redoutable adversaire, forme le projet hardi d'aller secourir Turin en remontant la rive droite du Pô. Il fallait qu'il traversât quinze rivières, qu'il battît ou évitât l'armée d'observation, qu'il vainquît l'armée de siège, et tout cela avec des troupes fatiguées et inférieures en nombre. S'il y avait eu un homme de tête dans le camp français, Eugène était perdu. Mais c'était Marsin, le vaincu d'Hoechstædt, qu'on avait chargé du commandement de l'armée d'Italie. Déjà Vendôme, à la veille de son départ, avait souffert par négligence que le général autrichien passât l'Adige et le Pô; Marsin, par incapacité, lui laisse passer la Parma, la Trebbia, la Bormida, le Tanaro, sans essayer de l'arrêter, et va se joindre à la Feuillade. Les deux armées réunies éprouvent la grande défaite de Turin (septembre 1706). Leurs lignes, trop étendues, sont forcées, le maréchal blessé mortellement, le Piémont délivré, le Milanais perdu, et, par contre-coup, l'année suivante, le royaume de Naples.

Le prince Eugène et le duc de Savoie, étonnés des suites d'une victoire qui les amenait aux portes de la France, ne purent résister à la tentation d'y entrer. Ils envahirent la Provence par le col de Tende, et assiégèrent Toulon, soutenus par une flotte anglaise qui était maîtresse de la mer. La ville se défendit bien; Eugène perdit 10 000 hommes dans l'attaque et dans la retraite (août 1707). Charles-Quint y avait déjà perdu deux armées. Toute entreprise sur cette frontière a toujours été et doit être, par la nature des lieux, fatale à ceux qui la font. Victor-Amédée l'éprouva encore l'année suivante : il entra dans le Dauphiné, qui lui convenait fort pour arrondir la Savoie, et fut contraint d'en sortir assez vite.

12. Revers en Espagne (1704-1708). — L'Espagne ne perdait pas seulement ses possessions éloignées, elle semblait se perdre elle-même. En 1703, les Anglais avaient entraîné le Portugal dans la coalition, et fait de ce pays,

par le traité que négocia sir John Methuen, comme une de leurs provinces. En 1704, l'année de notre défaite à Hochstædt, ils s'étaient emparés par un heureux coup de main de l'imprenable Gibraltar que Blake, sous Cromwell, avait songé à saisir, et qu'ils ont gardé; depuis ce temps-là ils ont dominé dans la Méditerranée, où jadis on connaissait à peine leur pavillon. L'archiduc Charles, le compétiteur de Philippe V, avait en même temps débarqué en Catalogne avec 9 000 soldats. En 1705, il prit Barcelone; l'Aragon et les provinces voisines le reconnurent. L'année suivante, il entra dans Madrid; les Anglais prirent Carthagène, les Portugais Ciudad-Rodrigo, et une armée anglo-portugaise, commandée par un protestant réfugié, le comte de Ruvigny, occupa l'Estramadure. On proposa un instant, dans les conseils de Louis XIV, de renoncer à l'Espagne, et d'envoyer Philippe V, qui avait dû abandonner sa capitale, régner en Amérique. Une brillante victoire à Almanza du maréchal de Berwick, fils naturel de Jacques II, fut à peu près inutile (avril 1707); l'archiduc parut maître de la péninsule, et le pape Clément XI lui écrivit : *A notre très cher fils, roi des Espagnes.*

43. Succès de Villars sur le Rhin (1705-1707). —

Cependant Villars avait tenu parole. En 1705, il avait arrêté Marlborough et couvert la Lorraine. L'année suivante, il avait débloqué le Fort-Louis sur le Rhin et, en 1707, forcé les lignes de Stollhoffen, qui, s'étendant de Philippsbourg à la Forêt Noire, étaient regardées comme le rempart de l'Allemagne. De là il avait pu inonder de partisans la Franconie et le Wurtemberg, y lever des contributions et empêcher Marlborough d'avancer trop vite en Flandre. Ainsi la coalition, victorieuse aux extrémités de l'immense ligne des opérations, en Espagne, en Italie et aux Pays-Bas, était battue au centre, sur le Rhin, et convaincue d'impuissance, au sud, dans ses efforts pour envahir la France par la vallée du Rhône. Elle espérait mieux réussir au nord et y porta toutes ses forces.

En ce temps-là le roi de Suède, Charles XII, était au camp d'Altranstadt en Saxe, à la tête d'une armée jus-

qu'alors invincible. Villars proposa d'aller le rejoindre à travers l'Empire, et Louis XIV le sollicita, en invoquant l'amitié séculaire de la France et de la Suède, de jouer le rôle de Gustave-Adolphe et de prendre la coalition à revers. Marlborough accourut auprès du héros suédois. L'Allemagne était dans une cruelle anxiété, le monde dans l'attente : l'orage alla fondre sur la Russie, et s'y perdre.

14. Défaite d'Oudenarde (1708) ; la France est entamée. — Selon le plan convenu, le prince Eugène rejoignit Marlborough en Flandre. La campagne semblait devoir être décisive. Les alliés avaient 80 000 hommes. La France, que l'Europe croyait épuisée, en fournit 100 000, que Louis XIV donna à son petit-fils le duc de Bourgogne ; Vendôme lui servait de lieutenant. Il eût fallu le placer seul à la tête des troupes. La division du commandement entre ces deux généraux de caractères si différents, l'un aussi circonspect et timide que l'autre était négligent et hardi, amena un nouveau désastre ; l'armée fut mise en déroute à Oudenarde, au passage de l'Escaut (11 juillet 1708). Ce ne fut pas une grande bataille, mais une grosse affaire d'avant-poste, qui nous coûta à peine 1500 hommes. Beaucoup de corps ne furent point engagés, et le soir rien n'était perdu. Aussi Vendôme proposait de recommencer le lendemain ; le duc de Bourgogne et ses conseillers s'y refusèrent. « Il faut donc se retirer, s'écria Vendôme avec rage, puisque vous le voulez tous ! Aussi bien, ajouta-t-il en regardant le petit-fils de Louis XIV, il y a longtemps, Monseigneur, que vous en avez envie. » La retraite fut désastreuse comme celle de Turin. Les régiments allaient à l'aventure, sans ordre, sans chef ; l'ennemi survint, qui tua ou prit plus de 10 000 hommes. Gand, Bruges, se rendirent ; Lille même capitula, malgré une défense héroïque de Boufflers (octobre 1708), et la France fut ouverte aux alliés. Un parti de Hollandais courut jusqu'auprès de Versailles, et enleva sur le pont de Sèvres le premier écuyer du roi, qu'ils prirent pour le dauphin.

15. La France commence à se relever : bataille de Malplaquet (1709). — L'hiver de 1709 accrut nos malheurs : il fut d'une rigueur extrême, les oliviers gèlèrent dans le midi de la France, les arbres fruitiers et les blés dans le nord. La famine vint à la suite. On vit les laquais du roi mendier aux portes de Versailles, et Mme de Maintenon manger du pain d'avoine. Louis XIV s'humilia et demanda la paix. Mais les *triumvirs* ne le trouvaient pas assez abaissé. Ils exigèrent qu'il rendît Strasbourg, qu'il renonçât à la souveraineté de l'Alsace, que Philippe V fût réduit aux Deux-Siciles, etc.; et à ces conditions même, ils n'accordaient qu'un armistice de deux mois (mai 1709). Louis XIV rappela les négociateurs, et il écrivit aux gouverneurs, aux évêques, aux communes, une lettre où il les faisait juges entre ses ennemis et lui.

Ce noble appel au patriotisme remua toute la France : « ce ne fut, dit Saint-Simon, qu'un cri d'indignation et de vengeance ». Ceux qui manquaient de pain se firent soldats, et on eut encore une armée aussi forte que celle des coalisés. Villars en reçut le commandement. On vit bien que la guerre était devenue nationale, à la bataille de Malplaquet, près de Mons (11 septembre 1709). Les alliés avaient environ 120 000 hommes et 160 pièces de canon, le maréchal 90 000 combattants et une artillerie de 80 pièces. Quand l'action commença, les soldats, qui avaient manqué de pain un jour entier, venaient de le recevoir ; ils le jetèrent pour courir plus légèrement au combat. La gauche des ennemis fut presque toute détruite ; mais Marlborough, à la droite, faisait plier notre ligne. Villars y porta quelques réserves du centre, chargea à leur tête et fut blessé d'une balle qui lui fracassa le genou. Notre centre était dégarni, les alliés l'attaquèrent avec vigueur et enlevèrent les retranchements qui le couvraient. Il fallut se retirer. Mais nous n'avions que 8 000 hommes hors de combat, et les alliés en avaient 21 000. L'armée recula entre le Quesnoy et Valenciennes, emportant plusieurs drapeaux ennemis. Ces dépouilles

consolèrent Louis XIV, et on compta pour une victoire l'honneur de n'avoir perdu que le champ de bataille.

16. Conférences de Gertruydenberg (1710). — Quand la bataille de Malplaquet eut trompé l'élan patriotique de la France, Louis XIV se résigna à s'abaisser de nouveau devant ses ennemis et à « oublier sa gloire », comme il le disait lui-même. Il chargea le maréchal d'Huxelles et l'abbé de Polignac de se rendre en Hollande. Les envoyés de la France ne furent pas reçus à la Haye qui était le siège du gouvernement, mais dans un village isolé, à Gertruydenberg, où ils étaient en quelque sorte à la merci des agents du grand pensionnaire. Les ministres de la Hollande exigèrent d'abord les mêmes conditions territoriales que l'année précédente, et de plus la dépossession de Philippe V. Louis XIV se rendit un moment à ces exigences : il sacrifia l'Alsace, il offrit de payer un million par mois à la coalition pour expulser Philippe V de l'Espagne. Quand les Hollandais le virent réduit à cette humiliation, ils crurent que tout était permis ; ils demandèrent que Louis XIV se chargeât lui-même et à ses propres frais de détrôner Philippe V. Devant cette proposition insultante, les envoyés de la France refusèrent de prolonger les conférences. « Messieurs, leur dit Polignac, vous parlez comme des gens qui ne sont pas habitués à vaincre. » Louis XIV retira toutes ses propositions. « Puisqu'il faut faire la guerre, dit-il, j'aime mieux la faire à mes ennemis qu'à mes enfants. » A Gertruydenberg, les Hollandais avaient joué à l'égard de Louis XIV le rôle que celui-ci avait joué vis-à-vis d'eux-mêmes en 1672 ; mais, comme le grand roi, ils furent punis de leur excès d'orgueil. L'occasion qu'ils n'avaient pas su saisir dans leur haine acharnée ne se représenta plus. Un revirement de fortune se produisit, et la France fut sauvée.

17. Bataille de Villaviciosa (1710). — En effet, au lendemain même de la rupture des conférences de Gertruydenberg, en 1710, les alliés essuyèrent un véritable désastre. Louis XIV envoya en Espagne le duc de Vendôme, disgracié depuis la malheureuse campagne d'Ou-

denarde. Son nom seul valait une armée. Une foule de volontaires vinrent se ranger sous ses ordres; Philippe V, qui n'avait encore paru sur aucun champ de bataille, se mit à la tête de ses troupes. La nation espagnole se réveilla, comme la France à la voix de Louis XIV. Les habitants des campagnes commencèrent cette guerre de *guerillas* qui, sur le sol découpé de l'Espagne, a toujours été fatale aux étrangers; et le général de l'archiduc, le comte Stahrenberg, fut complètement vaincu par Vendôme à Villaviciosa (9 décembre 1710). On raconte qu'après la bataille, le duc de Vendôme dit à Philippe V, accablé de fatigue : « Je vais vous faire donner le plus beau lit sur lequel jamais roi ait couché », et il fit réunir en un monceau les étendards et les drapeaux ennemis. Cette victoire sauvait la couronne de Philippe V, et par contre-coup le Canada alors menacé par une expédition formidable qui attendait, pour agir, l'armée et la flotte anglaises que le succès de Vendôme retint sur les côtes d'Espagne.

18. Défection de l'Angleterre (1711); bataille de Denain (1712).

— Cette vigueur inattendue des Français à Malplaquet et des Espagnols à Villaviciosa, alors que les uns et les autres paraissaient sur le point de succomber, étonna les alliés : la lassitude aussi les gagnait, surtout l'Angleterre, dont les subsides alimentaient la coalition et qui avait grevé sa dette publique de 60 millions de livres sterling. Une



Canon espagnol.

intrigue de cour précipita le dénouement que l'opinion publique, souveraine en un pays libre, préparait déjà et que la reine elle-même souhaitait. La duchesse de Marlborough fatiguait la reine Anne de ses hauteurs; tombée en disgrâce, elle y entraîna les amis, les parents de son époux, et quelque temps après le duc lui-même. Les tories, représentés par le vicomte de Bolingbroke et le comte d'Oxford, remplacèrent les whigs au ministère, et la majorité qu'ils obtinrent dans la chambre des Communes récemment renouvelée prouva que la nation elle-même acceptait le changement qui allait s'opérer dans la politique extérieure de l'Angleterre.

Marlborough et les whigs ses amis avaient dû leur influence à la guerre; les tories cherchèrent à fonder leur crédit sur la paix. Au mois de janvier 1711, un prêtre inconnu, l'abbé Gauthier, lié avec lord Bolingbroke, se rendit chez le marquis de Torcy et lui dit sans préambule : « Voulez-vous la paix, monsieur? Je viens vous apporter les moyens de la faire. » « C'était, dit Torcy, demander à un mourant s'il voulait guérir. » Des négociations secrètes commencèrent : un événement imprévu permit de les rendre publiques. L'empereur Joseph I^{er}, qui avait succédé à Léopold en 1705, mourut le 17 avril 1711, sans laisser d'autre héritier que son frère, l'archiduc Charles, que les coalisés appelaient Charles III d'Espagne. L'Angleterre, qui avait combattu pour séparer l'Espagne de la France, n'entendait pas continuer la guerre pour unir l'Espagne à l'Autriche et reconstituer de ses mains la puissance de Charles-Quint. Une suspension d'armes fut aussitôt convenue, et les préliminaires de la paix furent signés à Londres le 8 octobre 1711. Cet exemple entraîna les alliés; un congrès s'ouvrit à Utrecht le 29 janvier 1712. L'Empereur et l'Empire refusèrent d'y prendre part; mais les forces étaient redevenues égales, et une seule campagne suffit à prouver que l'Allemagne ne pouvait alors se passer de l'Europe pour abattre la France.

Le prince Eugène était entre l'Escaut et la Sambre avec 100 000 hommes; il avait pris le Quesnoy, dans

l'intervalle qui sépare les deux fleuves ; il occupait, sur le haut Éscaut, Bouchain, d'où il contenait les garnisons de Valenciennes et de Condé ; il assiégeait Landrecies sur la haute Sambre, qui lui servirait de barrière contre Maubeuge et Charleroi, et il appelait très justement ses lignes le *chemin de Paris* : car, Landrecies tombé, il ne voyait plus de place forte entre Paris et son armée, et, s'il lui arrivait malheur sur cette route, il lui restait toujours, pour rentrer aux Pays-Bas, la porte qu'il venait de s'ouvrir. Déjà des détachements ennemis ravageaient la Champagne : Reims avait été insulté. L'alarme était dans tout le royaume ; le roi eut une entrevue à Marly avec Villars à qui il confiait la dernière armée de la France. « Le confiance que j'ai en vous, lui dit-il, est bien marquée, puisque je vous remets les forces et le salut de l'État. Je connais votre zèle et la force de mes troupes ; mais enfin, la fortune peut leur être contraire. Si ce malheur arrivait, je compte aller à Péronne ou à Saint-Quentin y ramasser tout ce que j'aurai de troupes ; faire un dernier effort avec vous et périr ensemble ou sauver l'État. » Quels qu'aient été les fautes et l'orgueil de Louis XIV, il sera beaucoup pardonné au prince qui eut cette noble confiance dans son peuple et ce culte de l'honneur national.

Une imprudence d'Eugène et l'heureuse audace de Villars délivrèrent le roi et la France d'inquiétudes. Les lignes des Impériaux, longues de 12 à 15 lieues, étaient trop étendues, et leurs corps trop éloignés les uns des autres, pour être à portée de se soutenir. Villars profite de cette faute : il donne le change au prince Eugène par une fausse attaque du côté de Landrecies, et marche en toute hâte sur Denain, où était le comte d'Albemarle. On lui demandait des fascines pour passer le fossé du camp : « Les corps de nos gens seront nos fascines », dit-il. Le camp est emporté et dix-sept bataillons détruits (24 juillet 1712). Eugène accourt : il est repoussé ; tous les postes, le long de la Scarpe, sont successivement enlevés ; Landrecies est délivré ; Douai, Marchiennes, Bouchain et le Quesnoy sont repris : les frontières de la France, comme,

la gloire du roi, sont en sûreté (septembre et octobre). Denain est le grand titre de gloire de Villars.

19. Expéditions maritimes : Duguay-Trouin. — La nécessité de porter toutes nos forces sur terre pour faire face à l'Europe avait forcé de négliger la marine. L'Angleterre en profita et prit, sans effort, possession de l'empire des mers que la France abandonnait et que la Hollande ne pouvait plus retenir. La dernière bataille navale livrée sous Louis XIV fut celle de Velez-Malaga, où le comte de Toulouse, fils de Louis XIV et de Mme de Montespan, soutint un brillant combat avec quarante-neuf vaisseaux contre cinquante-cinq; il aurait achevé la victoire si, au lieu de rentrer à Toulon après dix heures de combat, il eût recommencé l'action contre la flotte anglo-batave, toute désarmée, et à qui les munitions manquaient (août 1704). Depuis, il n'y eut que des rencontres d'escadres, et bientôt même que la guerre de course. Nos colonies, laissées sans défense, furent dévastées ou conquises.

Cependant quelques-uns de nos corsairés et de nos capitaines se firent encore un nom glorieux. Tourville, qui avait été avec Duquesne le plus grand homme de mer du règne de Louis XIV, était mort en 1701. Jean Bart, devenu, dans la dernière guerre, la terreur du commerce de l'Angleterre et de ses alliés, ne lui avait survécu qu'une année. Si Tourville n'eut pas de successeur, Jean Bart trouva des émules : d'abord Forbin, qui avait été longtemps le compagnon de sa vie aventureuse; le béarnais Ducasse, gouverneur de Saint-Domingue; Pointis, qui enleva Carthagène en Amérique et fit un immense butin; Cassard, qui, tombé un jour avec un seul vaisseau au milieu de quinze navires ennemis, se bat douze heures, coule un vaisseau anglais, en démonte deux, puis s'échappe. « Je donnerais toutes les actions de ma vie, disait un de nos plus braves chefs d'escadre, pour une seule des siennes. »

C'était Duguay-Trouin qui parlait ainsi. Né en 1675, d'un armateur de Saint-Malo, il avait fait ses premières

armes sur des vaisseaux de sa famille. A dix-huit ans, on lui confia un navire de quatorze canons. Depuis ce jour, il marqua chaque année par des courses plus hardies, par des prises plus nombreuses; mais le temps de la grande guerre était passé quand Duguay-Trouin fut appelé dans la marine militaire : son brevet de capitaine de vaisseau est de 1706. Alors il n'y avait plus que des combats individuels à soutenir, des convois à enlever, les côtes ennemies à désoler. Duguay-Trouin fit cette guerre comme Jean Bart l'avait faite dix ans auparavant. Il eût pu remplir un rôle plus important. Il en donna la preuve dans son expédition contre Rio-de-Janeiro, où la vigueur de l'exécution répondit à la hardiesse du plan (6 octobre 1711). Cette place, qui semblait imprenable, fut enlevée après onze jours d'attaque. Soixante navires marchands, trois vaisseaux de guerre, deux frégates et une immense quantité de marchandises furent pris ou brûlés. La ville souffrit un dommage de plus de 25 millions.

20. Succès de Villars sur le Rhin (1714). — La victoire de Denain hâta la conclusion de la paix, qui fut en effet signée à Utrecht, l'année suivante (1713), entre la plupart des belligérants; mais la pacification générale fut retardée d'une année par l'obstination de l'empereur Charles VI, qui continua la guerre malgré l'abandon de ses alliés. Villars, envoyé sur le Rhin où il se trouva en face d'Eugène, déconcerta encore les Impériaux par l'impétuosité de ses attaques. Il reprit Landau, escalada avec ses grenadiers, que son courage électrisait, la montagne de Roskhof, dont les lignes formidables couvraient Fribourg, et emporta cette ville (1713). Ces succès obligèrent l'Empereur à donner enfin aux peuples le repos que depuis longtemps ils ne connaissaient plus.

21. Traités d'Utrecht, de Bastadt, de Baden et de la Barrière (1713-1715). — Les négociations finales de la guerre de la succession d'Espagne comprennent les traités suivants : traités d'Utrecht (1713) entre la France et l'Espagne d'une part, et d'autre part l'Angleterre, les Provinces-Unies, la Savoie, le Portugal et la

Prusse; traité de Rastadt (1714) entre la France et l'Empereur; traité de Baden (1714) entre la France et l'Empire; traité de la Barrière (Anvers, 1715) entre les Provinces-Unies et l'Empereur.

La France ne faisait aucune perte sur le continent; ses territoires et ses frontières étaient replacées dans l'état du traité de Ryswick. La seule modification à cet égard, c'est que Louis XIV échangeait avec la Savoie les villes d'Exilles, Fenestrelle et Château-Dauphin, situées sur le versant italien, contre Barcelonnette, située sur le versant français. Mais il devait démolir le port de Dunkerque et céder aux Anglais Saint-Christophe dans les Antilles; et dans l'Amérique du Nord Terre-Neuve, c'est-à-dire la grande pêche, la baie d'Hudson, où le grand commerce de pelleteries; et l'Acadie, qui, avec ses ports abordables en toute saison, est l'avant-poste du Canada, où nous allions être bloqués. Des conditions qui furent peut-être plus sensibles à son orgueil que la perte d'une partie de notre empire colonial étaient les suivantes : il reconnaissait l'électeur protestant de Hanovre, George I^{er}, comme héritier présomptif de la reine Anne; il s'engageait à renvoyer de France le prétendant Jacques III, à ouvrir les prisons à ceux de ses sujets qui y étaient retenus pour cause de religion; et à ne se faire donner par l'Espagne aucun privilège commercial exclusif, tandis qu'il accordait lui-même à l'Angleterre pour son négoce des avantages considérables.

Philippe V gardait l'Espagne et ses immenses colonies; mais il renonçait, pour lui et ses enfants, à la couronne de France; il cédait aux Anglais Gibraltar, forteresse imprenable, et Minorque, qui a un des meilleurs ports de la Méditerranée (Port-Mahon); au duc de Savoie, la Sicile; à l'Empereur, les Pays-Bas, le Milanais, le royaume de Naples et la Sardaigne. L'Espagne perdait donc toutes ses annexes en Europe.

Le duc de Bavière, allié malheureux de Louis XIV, était rétabli dans ses états. L'électeur de Brandebourg, qui avait fait ériger, en 1701, son duché de Prusse en royaume, fut

reconnu en qualité de roi par les puissances et acquit en outre la Gueldre. Ce même titre fut donné, avec la Sicile, au duc de Savoie, qui le convoitait depuis un siècle. Enfin les Hollandais obtenaient le droit de mettre garnison dans les plus importantes places des Pays-Bas autrichiens, pour s'en servir comme d'une *barrière* contre la France, et, jusqu'en 1787, ils se firent donner annuellement 1 252 000 florins par les Flamands pour être les maîtres chez eux.

Ces conditions étaient honorables, si l'on se rappelle les propositions humiliantes des *triumvirs* à la Haye, et surtout leurs espérances. La France, on peut le dire, s'était sauvée elle-même par sa persévérance, sa forte unité, l'énergie de son roi; et c'était elle qui avait remporté la dernière victoire; elle sortait de cette terrible épreuve, affaiblie, mais non humiliée, et avec les honneurs de la guerre. Malheureusement pour l'Europe, la question de la succession qui avait amené la guerre restait pendante entre les deux principaux états intéressés, l'Espagne et l'Autriche, qui n'avaient pas traité ensemble; aussi le règlement de la question espagnole devait reparaitre après la mort de Louis XIV et occuper pendant quelques années encore la diplomatie européenne.

CHAPITRE XII.

AFFAIRES RELIGIEUSES SOUS LE RÈGNE DE LOUIS XIV : DÉCLARATION DE 1682, RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES, JANSÉNISME¹.

1. L'opposition religieuse sous Louis XIV. — 2. Rome et l'Eglise gallicane. — 3. La régale. — 4. Déclaration de 1682. — 5. Louis XIV et les protestants. — 6. Les dragonnades. — 7. Révocation de l'édit de Nantes (1685). — 8. Conséquences de la révocation de l'édit de Nantes. — 9. Les Camisards. — 10. Villars dans les Cévennes. — 11. Derniers épisodes de la guerre des Camisards. — 12. Le jansénisme. — 13. Port-Royal. — 14. Hostilité des jansénistes et des érudits. — 15. Destruction de Port-Royal (1709).

1. L'opposition religieuse sous Louis XIV. — Les questions religieuses prennent une grande place dans l'histoire intérieure du règne de Louis XIV. « Louis XIV, dit Saint-Simon, voulut l'ordre et la règle. » Il avait introduit l'unité dans toutes les parties de son gouvernement ; il entendit l'introduire de même en matière religieuse ; mais sur ce domaine, il se heurta à une triple opposition : celle des protestants, qu'il provoqua par de coupables mesures ; celle des ultramontains, contre lesquels il reprit justement les vieilles traditions de l'Eglise de France ; celle enfin des jansénistes, personnages austères qui osaient avoir des opinions théologiques différentes de celles des jésuites, alors tout-puissants à la cour. Une autre question religieuse a agité le règne de Louis XIV. le quietisme ; mais il s'agissait ici d'un débat exclusive-

¹ 1. Benoît, *Histoire de l'édit de Nantes* ; Rulhière, *Éclaircissements historiques sur les causes de la révocation de l'édit de Nantes* ; l'abbé Ledieu, *Mémoires sur Bossuet* ; Sainte-Beuve, *Port-Royal*.

ment religieux entre Fénelon et Bossuet et sans caractère politique¹.

« La volonté de Dieu, disait Louis XIV, est que quiconque est né sujet obéisse sans discernement; » et dans cette soumission sans réserve il comprenait la croyance religieuse. Bossuet avait écrit : « Ceux qui ne veulent pas souffrir que le prince use de rigueur en matière de religion, parce que la religion doit être libre, sont dans une erreur impie. » Louis pensait, comme Bossuet, que la conscience de ses sujets lui appartenait tout autant que leur liberté et leurs biens. L'opposition religieuse était donc vouée nécessairement à la persécution.

2. Rome et l'Église gallicane. — Tout le moyen âge avait été troublé par la querelle du sacerdoce et de l'Empire. Quelle était l'autorité supérieure? Celle du pape ou celle du prince? A Rome, on n'hésitait pas à mettre le saint-siège au-dessus des couronnes; mais les empereurs allemands et Philippe le Bel avaient résolu la question en faveur du pouvoir temporel, et Luther, en supprimant la papauté, avait supprimé ce grand duel. Dans les pays protestants, le prince avait même hérité du pouvoir spirituel. L'électeur de Saxe, « évêque-né de son territoire », rédigea des formulaires de foi, et Henri VIII se déclara chef de l'Église d'Angleterre. Dans les états restés catholiques, les deux rivaux, que le danger commun rapprochait, laissèrent quelque temps dormir leurs prétentions contraires. Le concile de Trente et les théologiens, préoccupés du besoin de resserrer l'Église autour du pontife romain, pour opposer au protestantisme une armée disci-

1. Le quiétisme était une vieille doctrine rajeunie et répandue par une femme, Mme Guyon. « Il faut, disait-elle, aimer Dieu pour lui-même, d'un amour pur et désintéressé qui ne soit inspiré ni par l'espérance des béatitudes célestes ni par la crainte des châtimens. » Fénelon sembla défendre cette opinion dans un livre intitulé les *Maximes des Saints*. Bossuet dénonça l'ouvrage en 1699. Le pape, après une longue hésitation, le condamna. Fénelon se soumit avec une abnégation toute chrétienne. Il allait monter en chaire, quand il reçut le bref qui proscrivait ses doctrines; il laissa le sermon qu'il avait préparé, et prêcha sur l'obéissance qu'on doit à l'Église en termes si touchants et si forts, que sa défaite fut plus admirée que la victoire de Bossuet.

plinée et docile, avaient bien repris la vieille thèse de la primauté du saint-siège, et les jésuites s'étaient faits les instruments habiles et ardents de cette politique. Mais les gouvernements, même l'Espagne, n'acceptèrent que les décisions du concile en matière de foi. La France, attachée aux coutumes qu'avaient sanctionnées la Pragmatique de Bourges et les conciles de Constance et de Bâle, fit la plus vive opposition à ces prétentions de la théocratie. Le parlement de Paris, défenseur naturel de la société civile, montra toujours la plus vive opposition aux jésuites; et en 1594, à propos de l'attentat de Jean Chastel, il les chassa du royaume. L'un d'eux, Mariana, soutenant dans un livre fameux, *De rege* (1599), une thèse plus grave encore que celle de la suprématie pontificale, prétendit démontrer, avec de claires allusions à Jacques Clément, la légitimité du meurtre d'un tyran : terme élastique où ne se cachait même pas le droit revendiqué pour l'Église de déclarer ennemi public et usurpateur celui qui faisait tort à la religion.

Richelieu avait fait de trop grandes choses dans l'État pour souffrir qu'à l'aide d'une thèse théologique on troublât l'ordre qu'il y avait mis; il voulait avoir un clergé national, comme il avait une noblesse royaliste, et il l'eut. Secrètement encouragé par lui, un conseiller au parlement de Paris qui a été l'un de nos grands érudits, Pierre Dupuy, publia un livre sur les *Droits et libertés de l'Église gallicane* (1639); un ouvrage anonyme, qui en était la réfutation, fut brûlé par la main du bourreau, et le cardinal laissa écrire que la création d'un patriarche pour la France, même sans le consentement de Rome, serait chose raisonnable et de facile exécution. C'était presque une menace de schisme. D'autres mesures inquiétèrent plus vivement la curie romaine : défense d'envoyer de l'argent à Rome pour affaires de chancellerie; menace de supprimer les annates et de demander la convocation d'un concile. Ce cardinal menait rudement la guerre contre le saint-siège.

Ces paroles et ces actes n'étaient point perdus : ils

entretenaient en France l'esprit gallican, qui allait se montrer avec éclat dans la célèbre déclaration de 1682. En 1663, la Sorbonne, antique foyer de la science théologique, fit une déclaration conforme aux décisions des conciles de Bâle et de Constance; elle recut des thèses doctorales contre l'infailibilité du pape et pour la supériorité des conciles. La congrégation romaine de l'Index ayant condamné ces thèses en 1674, l'abbé de Noailles soutint encore, l'année suivante, en présence de la Faculté, le droit des évêques à n'être point déposés arbitrairement par le pape et l'indépendance du pouvoir temporel.

3. La régale. — Louis XIV, malgré sa piété espagnole, hérita de la fermeté de Richelieu envers les papes : on a vu avec quelle hauteur il exigea d'Alexandre VII des réparations pour les insultes faites à son ambassadeur et comment il traita Innocent XI pour la question du droit d'asile; il n'était, pas plus que le grand cardinal, disposé à sacrifier les droits qu'il croyait attachés à la couronne et que les théologiens français ne lui marchandèrent pas. Ce ne fut cependant point sur la question des limites du spirituel et du temporel que la rupture se fit. La querelle avec Rome s'engagea, cette fois petitement, pour quelques écus; mais elle tourna bien vite vers les grands sujets.

Nos rois percevaient, de temps immémorial, les revenus de certains bénéfices, évêchés et archevêchés, pendant la vacance du siège : on appelait ce droit la régale. Louis, par esprit d'uniformité et de fiscalité, déclara (édit de 1675) que tous les sièges de France seraient soumis à la régale. Deux évêques jansénistes, ceux d'Alet et de Pamiers, refusèrent d'obéir; ils furent approuvés du pape, qui adressa au roi deux brefs violents « contre les sinistres conseils de ses ministres » (1678). Dans un autre, il le menaçait d'user de son autorité, s'il ne se soumettait pas à ses remontrances paternelles. C'était le prendre de bien haut avec un prince qui entendait n'avoir point d'égal sur la terre. Le 1^{er} janvier 1681, un nouveau

bref excommunia *ipso facto* tous ceux qui se soumettraient à l'édit et déclara nuls les confessions et mariages faits devant les *intrus*.

Le parlement condamna « le libelle imprimé en forme de bref du pape Innocent XI », et décréta contre ceux qui le propageaient. C'était le désordre dans l'Église de France et, pour l'autorité du roi, un échec public. Cependant la majorité du clergé était prête à soutenir « le fils et le protecteur de l'Église ». Louis XIV, qui connaissait ses dispositions, convoqua une sorte de concile national, sous le nom d'assemblée générale extraordinaire du clergé de France (1681-82). L'assemblée fut présidée par l'archevêque de Reims, Le Tellier, frère de Louvois; mais le membre le plus influent fut Bossuet. L'évêque de Meaux dit, dans son discours *sur l'unité de l'Église*, « qu'il fallait tout supporter plutôt que de rompre avec l'Église romaine »; mais il n'hésita pas à reconnaître les droits du roi et de l'Église gallicane.

4. Déclaration de 1682. — Sous son inspiration, l'assemblée adopta, le 19 mars 1682, quatre propositions que les parlements et les facultés de théologie durent enregistrer, et dont voici la substance :

1. Dieu n'a donné à saint Pierre et à ses successeurs aucune puissance ni directe ni indirecte sur les choses temporelles.

2. L'Église gallicane approuve les décrets adoptés par le concile de Constance dans les sessions IV et V, lesquels déclarent les conciles œcuméniques supérieurs au pape dans le spirituel.

3. Les règles, les usages reçus dans le royaume et dans l'Église gallicane, doivent demeurer inébranlables.

4. Les décisions du pape, en matière de doctrine, ne sont irréfornables qu'après que l'Église les a acceptées¹.

Innocent XI n'approuva ni ne cassa ces résolutions; mais il refusa d'accorder les bulles d'investiture aux

1. « Ce fut le 19 mars 1682 que l'assemblée du clergé fit cette célèbre déclaration, qui est un des beaux titres de la gloire de Bossuet et de l'Église de France. » (*Histoire de Bossuet*, par le cardinal de Bausset, livre IV, n° 14.)



Bossuet (Jacques-Bénigne)

évêques nommés par le gouvernement qui avaient été membres de l'assemblée; de sorte qu'à sa mort il se trouvait vingt-neuf diocèses dépourvus de titulaires. Cette affaire fut terminée en 1693, par une transaction. Innocent XII accorda les bulles d'investiture, et le roi cessa d'imposer aux facultés de théologie l'obligation d'enseigner les quatre propositions de 1682; mais le parlement en conserva l'esprit et plusieurs actes du pouvoir en confirmèrent le caractère légal¹.

Les adversaires posaient les armes sans s'avouer ni vainqueurs ni vaincus. Au fond, Louis XIV avait gagné sa cause : il avait un clergé qui venait de se montrer docile; la distinction des deux pouvoirs avait été nettement établie, et l'indépendance absolue du temporel, affirmée. Les deux pouvoirs étant distincts, distinctes aussi devaient être les juridictions; il en résultait qu'aucun ecclésiastique, quel que fût son titre, évêque, légat ou pape, ne pouvait entreprendre sur la juridiction temporelle ni s'y soustraire et que les évêques, étant citoyens, c'est-à-dire sujets du roi, n'avaient pas le droit, sans son congé, de s'assembler, de sortir du royaume ou de recevoir une bulle pontificale qui n'aurait pas été vérifiée en parlement. Enfin, les nombreuses congrégations (de l'Index pour juger les livres, de l'Inquisition pour juger les personnes, etc.), établies à Rome autour du pape, qu'elles aidèrent dans le gouvernement de l'Eglise, restaient des institutions étrangères, n'ayant aucune action dans le royaume.

Toutes ces *libertés* donnaient bien à la France une Eglise nationale; mais cette Eglise particulière, séparée, si ce n'est pour les choses de la foi, du tronc encore vigoureux qui puisait sa sève au sein de l'Eglise universelle, fut sans force contre la royauté : Bossuet, le puissant orateur de 1682, n'eut pas, dans sa vieillesse, la permission de publier un livre sans l'approbation d'un

1. Ainsi les arrêts du parlement (31 mars 1753), du conseil (23 mars 1766) et de la cour royale de Paris (5 décembre 1825), la loi du 18 germinal an X et le décret du 25 février 1810, qui la proclame loi générale de l'Empire.

docteur en théologie désigné par le chancelier. Énervée par la cour, par le monde, où elle vivait trop, cette Église fut aussi sans force contre la philosophie et la libre-pensée. Après la Réforme, un énergique mouvement de concentration s'était produit dans le monde catholique; mais une Église nationale ne pouvait subsister avec grandeur que dans un pays où elle aurait été assurée de l'obéissance filiale de tout le peuple. Dès que beaucoup de ses anciens fidèles lui refusèrent cette obéissance et que l'on demanda des comptes au clergé, comme à la royauté et à la noblesse, il fallut, pour combattre l'esprit nouveau, plus redoutable que celui du xvi^e siècle, quitter la soie et la pourpre, ceindre le cilice, rénoncer aux vieilles libertés, et, comme une armée en campagne, accepter la discipline étroite imposée par le chef de la catholicité. Sous l'influence des circonstances historiques, l'Église gallicane de Louis XIV se transformera, après Voltaire et la Révolution, en Église ultramontaine.

5. Louis XIV et les protestants. — On sait quelle avait été la conduite de Richelieu à l'égard des protestants : leur ôter les moyens de former un état dans le royaume; leur laisser la liberté civile et religieuse. Cette sage politique réussit : depuis la paix d'Alais en 1629, les protestants ne remuèrent plus. Ils ne songèrent même pas à profiter des troubles de la Fronde, et Mazarin, heureux de cette docilité, les traita avec égards, tant du moins que la guerre civile dura. En 1644, sur neuf ou dix maréchaux, cinq étaient protestants : La Force, Châtillon, Turenne, Gassion, Rantzau. Mais, après la Fronde, le gouvernement commença à montrer aux réformés des défiances qu'atteste un arrêt du conseil de 1656, interdisant aux ministres de prêcher ailleurs que dans le lieu de leur résidence. Mazarin était trop prudent pour céder aux instances du clergé, qui avait voulu le pousser jusqu'à une persécution. « Le petit troupeau broute de mauvaises herbes, disait-il, mais il ne s'écarte pas » ; il fit même prendre au jeune roi l'engagement de ne pas porter atteinte à la liberté de conscience des réformés.

Le principe de tolérance, proclamé par Henri IV, accepté franchement par Richelieu, maintenu par Mazarin, ne fut pas immédiatement sacrifié par Louis XIV. Avant de l'abandonner tout à fait, il lui fit subir mille infractions de détail. Lui-même a pris soin d'exposer dans ses *Mémoires* quelles furent ses intentions au début de son règne. « Dès 1661, dit-il, je formai le plan de toute ma conduite envers mes sujets de la religion prétendue réformée¹. Je crus que le meilleur moyen pour les réduire peu à peu était, en premier lieu, de ne les presser par aucune rigueur nouvelle, de faire observer ce qu'ils avaient obtenu de mes prédécesseurs, mais de ne leur rien accorder au delà, et d'en renfermer même l'exécution dans les plus étroites bornes que la justice et la bienveillance le pouvaient permettre. Quant aux grâces qui dépendaient de moi seul, je résolus de ne leur en faire aucune, pour les obliger par là à considérer de temps en temps, d'eux-mêmes et sans violence, si c'était avec quelque bonne raison qu'ils se privaient volontairement des avantages qui pouvaient leur être communs avec mes autres sujets. » Louis s'interdisait donc la bienveillance; de là aux sévérités et des sévérités aux rigueurs, la pente était facile; il mit vingt-quatre ans à la descendre, avant d'arriver à la grande iniquité de 1685.

Colbert, héritier de la politique de Richelieu, protégeait les protestants comme des sujets industriels et utiles. Il en employait un grand nombre dans les arts, dans les manufactures, dans la marine. Duquesne, le grand émule de Ruyter, et Van Robais, le grand manufacturier d'Abbeville, étaient des réformés, tout comme ce Perrot d'Ablancourt que le ministre osa proposer au roi pour historiographe. Mais, il ne put empêcher une série d'actes législatifs qui minèrent peu à peu les Églises protestantes avant de les renverser.

Dès 1662, interdiction aux réformés de tenir leur

¹ Les trois lettres R. P. R. désignent couramment, dans les actes du temps, « la religion prétendue réformée ».

synode triennal; à tout nouveau catholique de retourner à son ancienne croyance, sous peine de bannissement perpétuel; à tout protestant d'être notaire, procureur, avocat, expert, imprimeur, libraire, médecin, ce qui les chassait de toutes les professions libérales. En 1665, autorisation aux enfants protestants de se convertir au catholicisme *malgré leurs parents*, dès l'âge de quatorze ans pour les garçons et de douze pour les filles, « âge auquel, disait l'édit, ils sont capables de choix dans une matière aussi importante que celle de leur salut ». De 1666 à 1674, l'influence de Colbert et les graves préoccupations de deux guerres suspendent la persécution commencée : les protestants, qui commençaient à s'expatrier, interrompent leur exode. L'électeur de Brandebourg ayant adressé de respectueuses remontrances au sujet des réformés français, Louis, qui ménageait encore les puissances protestantes, lui répondit qu'il entendait faire vivre les calvinistes « dans une égalité avec ses autres sujets. »

Mais, à partir de 1674, les rigueurs recommencent. En 1679, vingt-deux temples protestants sont démolis, et les réformés perdent, en vertu d'une ordonnance royale, la garantie des *chambres de l'édit* qui jugeaient leurs procès dans certains parlements. L'année suivante, interdiction des mariages mixtes. En 1681, Mme de Maintenon écrivait : « Le roi commence à penser à son salut et à celui de ses sujets; si Dieu nous le conserve, il n'y aura plus qu'une religion dans son royaume. C'est le sentiment de M. de Louvois, et je le crois là-dessus plus volontiers que M. Colbert, qui ne pense qu'à ses finances et presque jamais à la religion. » On institua une caisse dont les fonds furent affectés à la conversion des protestants. Pellisson, ancien calviniste, dirigea cette scandaleuse opération de l'embauchage des consciences. La grande misère qui régna dans le royaume pendant les dernières années de la guerre de Hollande lui permit d'obtenir des abjurations au prix très modéré de six francs. Mme de Maintenon, ancienne protestante comme lui et qui avait fondé le couvent de

Saint-Cyr pour de jeunes protestantes nobles enlevées à leurs familles, s'émerveillait de ces beaux résultats. « M. Pellisson fait des prodiges, écrit-elle le 13 novembre 1685. M. Bossuet est plus savant, mais lui est plus persuasif. On n'aurait jamais osé espérer que toutes ces conversions fussent si aisées. »

6. Les dragonnades. — Le procédé des conversions payées ne semblait pourtant pas assez expéditif. Colbert étant mort en 1683, l'influence de Louvois fut désormais sans contrepoids; pour la conserver et l'étendre, il voulut avoir sa part dans l'œuvre qui tenait si fort au cœur du roi et que les jésuites dirigeaient. Il soutint que le seul moyen d'obtenir des conversions en nombre satisfaisant serait *d'y mêler du militaire*. Les intendants des provinces où l'on comptait beaucoup de calvinistes, Guyenne, Béarn, Languedoc, reçurent l'ordre de loger des gens de guerre chez les réformés. Dans ses instructions, Louvois interdisait les exactions et les violences. Mais plusieurs intendants, tels que Marillac, puis Baille en Poitou, Foucault en Béarn, désireux de signaler leur zèle, fermèrent volontairement les yeux sur les abominables excès qui furent commis. On logeait dans une seule maison de religionnaire jusqu'à vingt et trente dragons, d'où le nom de *dragonnades*; donné aux tristes exploits de ces *missionnaires bottés*. Les protestants se voyaient traités par eux comme les habitants d'une ville prise d'assaut : leurs biens, leur honneur, leur vie même, étaient à la merci d'une soldatesque effrénée. Nul recours contre ces lâches violences; les chefs toléraient, quand ils n'encourageaient pas la brutalité de leurs hommes. La terreur inspirée par les dragonnades était si grande, que les intendants purent bientôt parler dans leurs rapports d'abjurations faites en masse par la population de villes entières. Ce qu'ils n'ajoutaient pas, c'est que des milliers de protestants passaient à l'étranger, bien que l'émigration fût sévèrement interdite. Des centaines de familles protestantes se réfugiaient en Angleterre et aux Pays-Bas. Louvois, Mme de Maintenon, le vieux Le Tellier, le parti dévot et intolérant qui

remplissait la cour triomphait. L'idée de *montrer les soldats* aux réformés était regardée comme une grande conception politique. Le cœur de Mme de Maitenon débordait d'une sainte allégresse: « Point de courrier, écrivait-elle le 26 septembre 1685, qui n'apporte au roi de grands sujets de joie, c'est-à-dire des nouvelles de conversions par milliers. »

7. Révocation de l'édit de Nantes (1685). — Un mois après, le dernier coup fut porté : le 20 octobre 1685, un édit publié à Fontainebleau révoquait l'édit de Nantes. Il s'appuyait sur de curieux considérants. « Nos soins ont



Médaille commémorative de la révocation de l'édit de Nantes.

eu la fin que nous nous sommes proposée; puisque la plus grande partie de nos sujets de la R. P. R. ont embrassé la catholique »; comme par suite « l'exécution de l'édit de Nantes demeure inutile, nous avons jugé que nous ne pourrions rien faire de mieux pour effacer la mémoire des troubles que de le révoquer entièrement. » En conséquence, révocation de l'édit de Nantes de 1598 et de l'édit de 1629; démolition des temples; défense de s'assembler pour l'exercice de la religion réformée, « sous quelque prétexte que ce puisse être »; ordre aux ministres de sortir du royaume dans les quinze jours; « très expresses et itératives défenses » à tous les réformés de sortir du royaume « sous peine, pour les hommes, des galères et

de confiscation de corps et de biens pour les femmes. »

Il n'y a aujourd'hui qu'un sentiment sur cette mesure aussi inique qu'impolitique; mais elle fut accueillie alors avec reconnaissance par une grande partie de la nation. Vauban, Catinat, plus tard Saint-Simon, quelques rares esprits comprirent seuls l'étendue du mal qu'on venait de faire au pays. Les fanatiques, les hommes à courte vue, et, il faut bien le dire aussi, quelques belles intelligences égarées par la passion religieuse, approuvèrent sans réserve cet acte déplorable. Le vieux chancelier Le Tellier, alors mourant, se ranima pour signer l'édit de révocation : *Nunc dimitte servum tuum, Domine, quia viderunt oculi mei salutare tuum!* Bossuet, prononçant son oraison funèbre, exaltait « ce miracle de nos jours » Massillon, Racine, la Bruyère, la Fontaine, Mlle de Scudéry, la douce Mme Deshoulières, même Bussy, le trop galant auteur de l'*Histoire amoureuse des Gaules*, et un persécuté, le grand Arnauld, applaudissaient, ne comprenant pas qu'une grande faute venait d'être commise, en même temps qu'une grande iniquité. Mme de Sévigné, toujours si vive, sans être toujours très tendre, devenait lyrique en annonçant la grande nouvelle à sa fille : « Rien n'est si beau, jamais aucun roi n'a fait ni fera rien de plus mémorable ! »

8. Conséquences de la révocation de l'édit de Nantes. — Deux cent cinquante ou trois cent mille réformés, si ce n'est plus, passèrent la frontière, dans les dernières années du XVII^e siècle, malgré la police de Louis XIV, et portèrent à l'étranger nos arts, les secrets de notre industrie et la haine du roi, qui ne tarda pas à devenir dans le cœur de leurs descendants la haine de la France. Ils donnèrent à la guerre qui allait bientôt éclater presque le caractère d'une guerre de religion. Huyghens, Papin, des peintres, des sculpteurs, furent expulsés de l'Académie et quittèrent la France. Duquesne, chargé de tant de gloire et de quatre-vingts années, fut pressé par Louis XIV d'abjurer. « J'ai rendu pendant soixante ans à César, dit l'héroïque vieillard, ce que je devais à César ;

« souffrez que je rende à Dieu ce que je dois à Dieu. » Il lui fut permis de mourir en France. Le maréchal de Schomberg, le vainqueur de Villaviciosa, contraint de s'expatrier, aida Guillaume d'Orange à gagner la bataille de la Boyne, qui mit à néant la politique de Louis XIV à l'égard de l'Angleterre. Des régiments entiers de calvinistes furent formés en Hollande, en Angleterre, en Allemagne, et il faudra compter avec ces hommes animés d'une furieuse ardeur de vengeance, parce qu'ils voient dans chaque soldat français un exécuteur de la révocation¹.

Dès 1684, le grand électeur, Frédéric-Guillaume, avait fait répandre en France un édit dans lequel il promettait à tous les réformés qui se rendraient dans ses états « des secours pour le voyage, des indications sur la route à suivre et des guides à l'arrivée; la franchise de tous droits pour l'argent, les meubles et les marchandises, la concession gratuite de maisons vides ou abandonnées, un emplacement et des matériaux pour bâtir, l'exemption d'impôts pour dix ans. Il offrit aux cultivateurs des terres, aux manufacturiers des avances de fonds, aux nobles les emplois qu'il leur plairait de choisir ...² » Aussi n'y a-t-il pas lieu de s'étonner que le Brandebourg ait servi d'asile à 20 000 réfugiés français. Six mille s'établirent à Berlin, qui n'était alors qu'une ville de vingt mille âmes. Ils la transformèrent en la dotant de plusieurs industries jusqu'alors inconnues dans l'électorat, tissage de la laine, soierie, horlogerie, articles de mode, verrerie, etc. Beaucoup de familles berlinoises portent encore aujourd'hui des noms français, et ces petits-fils des expatriés de 1685 se sont distingués, dans de récentes et douloureuses circonstances, par leur acharnement contre leur ancienne patrie. Si l'on faisait le compte des généraux, des savants, des industriels, descendants de nos calvinistes, qui ont

1. Me sera-t-il permis de dire qu'un Duruy, protestant échappé de la Flandre française, se réfugia en Hollande, qu'il suivit Guillaume d'Orange en Angleterre, se distingua à la bataille de la Boyne et reçut en récompense de grands biens en Irlande, où un de ses descendants, John-Victor Duruy, vivait encore en 1863.

2. Lavissee, *Études sur l'histoire de Prusse*.

honore ou enrichi leur patrie d'adoption, on verrait ce que l'étranger a gagné et ce que la France a perdu par la révocation de l'édit de Nantes.

9. Les Camisards — Ce compte, déjà si lourd, sera encore bien incomplet, car, à l'intérieur, la persécution continuait. Les riches seuls avaient pu fuir; les pauvres étaient restés et cachaient leur foi; mais la délation était encouragée par l'abandon au dénonciateur d'une partie des biens de sa victime et les condamnations aux galères se multipliaient. Une espérance restait : les frères émigrés annonçaient que les ennemis du roi envverraient des secours aux réformés s'ils se soulevaient, ou que, à la paix, ils plaideraient leur cause. Le traité de Ryswick fut signé sans qu'on stipulat rien en leur faveur. Ils se décidèrent alors à opposer à leurs persécuteurs autre chose que la résistance passive des martyrs; un mouvement éclata dans les Cévennes. La vivait une énergique population qui avait donné des gages de son attachement à la Réforme, lorsque Rohan avait essayé de tenir en échec la fortune de Richelieu. Le 24 juillet 1702, deux cents hommes portant des blouses ou chemises blanches sur leurs vêtements afin de se reconnaître au milieu de la nuit (d'où le nom de *camisards*), descendirent de la montagne sur un petit village des bords du Tarn, et massacrèrent un ecclésiastique de grand renom, l'abbé du Chayla, archiprêtre des Cévennes, qui avait été l'un des plus cruels persécuteurs des calvinistes. D'autres meurtres eurent lieu dans les journées suivantes. L'intendant de la province accourut et procéda à une repression impitoyable : elle ne fit qu'augmenter le nombre des camisards. Ils trouvèrent un chef dans Jean Cavalier, jeune garçon boulanger qu'on avait élevé de force dans la religion catholique, sans parvenir à diminuer l'horreur qu'il éprouvait pour elle, grâce aux enseignements secrets de sa mère, protestante zélée.

Cavalier rassembla les bandes éparses, les soumit à une discipline de fer et remporta sur les troupes royales plusieurs succès qui mirent en ses mains les quatre

diocèses d'Uzes, de Mende, de Nîmes et d'Alais. Durant le seul mois de janvier 1703, les insurgés brûlèrent quarante paroisses et massacrèrent quatre-vingts cures. Dans ce pays montagneux, entrecoupé de gorges étroites, la répression était difficile. D'incessantes escarmouches, des embuscades, des surprises nocturnes décimaient les troupes du roi. Le soldat combattait à cœur dans une contrée où il n'y avait « ni honneur à acquiescer, ni quartier à espérer, ni profit à faire ». Les camisards, au contraire, marchaient au feu avec l'enthousiasme de la foi. Ils avaient des prophètes, véritables illuminés qui tombaient en extase, et dont les obscures révélations inspiraient un courage surhumain aux soldats de Cavalier.

10. Villars dans les Cévennes. — Cette guerre, survenant au début de la guerre de la succession d'Espagne, occupait des forces dont on avait grand besoin ailleurs. Bientôt l'Angleterre et le duc de Savoie s'empressèrent de nourrir la guerre civile au cœur de la France et firent passer des secours aux rebelles. Le maréchal de Montrevel, envoyé dans les Cévennes en 1703, ne commit que des cruautés et fut rappelé l'année suivante. Il fallut charger de cette sinistre besogne Villars, dont les talents militaires venaient d'être mis en pleine lumière par sa belle campagne en Allemagne. Le futur vainqueur de Denain fut épouvanté de l'état de désolation où il trouva le pays. Il fit aux camisards bonne et rude guerre, mais en même temps il traita ses prisonniers avec douceur. « Ce sont, disait-il, des Français, très braves et très fiers, trois qualités à considérer ». Il abattit l'échafaud dressé en permanence à Montpellier depuis plusieurs mois, et offrit des conditions acceptables aux insurgés qui voulaient se soumettre. Cette modération, unie à beaucoup de vigueur, valait mieux que les féroces exécutions de Montrevel et de l'intendant Bayle. Cavalier, découragé par plusieurs échecs, finit par faire sa soumission, mais passa bientôt la frontière et mourut major général anglais, gouverneur de Jersey. Deux autres chefs

des camisards, Roland et Ravenel, qui voulurent continuer la résistance, périrent l'un dans une surprise, l'autre sur un bûcher.

11. Derniers épisodes de la guerre des Camisards.

— La grande guerre était finie : il ne restait plus qu'à détruire des bandes isolées qui tenaient encore la montagne ; elles succombèrent l'une après l'autre. A la fin de 1704, les Cévennes étaient pacifiées. Les alliés essayèrent de ranimer la lutte ; mais Baille surveillait toutes les routes ; il avait des espions à Londres, à la Haye, à Genève ; rien ne passait et les suspects allaient grossir le nombre des protestants aux galères, ou périssaient à Montpellier. Un complot fut formé par ces désespérés pour enlever l'intendant Baille, Berwick, le successeur de Villars, et surprendre Cette, qui aurait servi de port aux navires anglais et hollandais leur apportant des armes et des munitions. On devait se soulever au cri de « Vive le roi sans jésuites et liberté de conscience ! » Le complot fut découvert au moment où il allait être exécuté, et d'innombrables victimes furent soumises à des supplices atroces, à Uzès, Nîmes et Montpellier ; tous mouraient en chantant des psaumes. Dans cette guerre, cent mille hommes avaient péri, dix mille peut-être avaient été exécutés.

L'œuvre de sang n'était pas finie ; en 1709, la guerre reprit dans le Vivarais, et en 1711 la persécution générale recommença. Défense aux nouveaux convertis de quitter le royaume ; obligation imposée au médecin de refuser son assistance à ceux qui ne lui présentaient pas un billet de confession ; l'homme qui mourait, sans avoir demandé les sacrements, était traîné sur la claie et privé de sépulture ; ses biens étaient confisqués. Dans les procès, il suffisait que la partie adverse s'écriât : « Je plaide contre un hérétique », pour que le plus souvent celui-ci perdît sa cause. Les galères, les prisons, continuèrent à se remplir de victimes. La grosse tour de Constance, à Aigues-Mortes, où de nobles femmes furent comme ensevelies vivantes, et d'où l'on ne sortait pas, garde encore

le renom lugubre que lui valut la cruauté de Bavière et de ses successeurs. Ces atrocités expliquent la haine qui n'est pas encore effacée contre cet ancien régime, dont Louis XIV fut la plus complète expression.

12. Le Jansénisme. — Depuis saint Paul et saint Augustin, les esprits avaient été agités dans les écoles par d'obscures et interminables discussions sur la grâce et le libre arbitre : les uns enseignant que l'homme peut arriver par sa propre force à la sanctification ; les autres, qu'une grâce particulière, accordée par Dieu, met seule en état de mériter le salut. Ces questions téméraires, où le théologien prétend faire sa part à la justice de Dieu, furent réveillées, en pleine guerre de Trente ans, par Jansénius, évêque d'Ypres. Dans son *Augustinus* (1640), il soutint que, depuis la chute, l'homme est en état de péché et qu'il n'en peut sortir que par le don gratuit de la grâce, dispensée par Dieu à qui lui plaît. « La grâce efficace, disait-il, est une douceur spirituelle par laquelle notre volonté est déterminée à vouloir ce que Dieu a décidé : l'homme n'est qu'un instrument dans la main divine. » Poussant la doctrine jusqu'à ses dernières conséquences, il répétait l'impitoyable parole de saint Augustin : « Les enfants morts sans baptême sont damnés éternellement. »

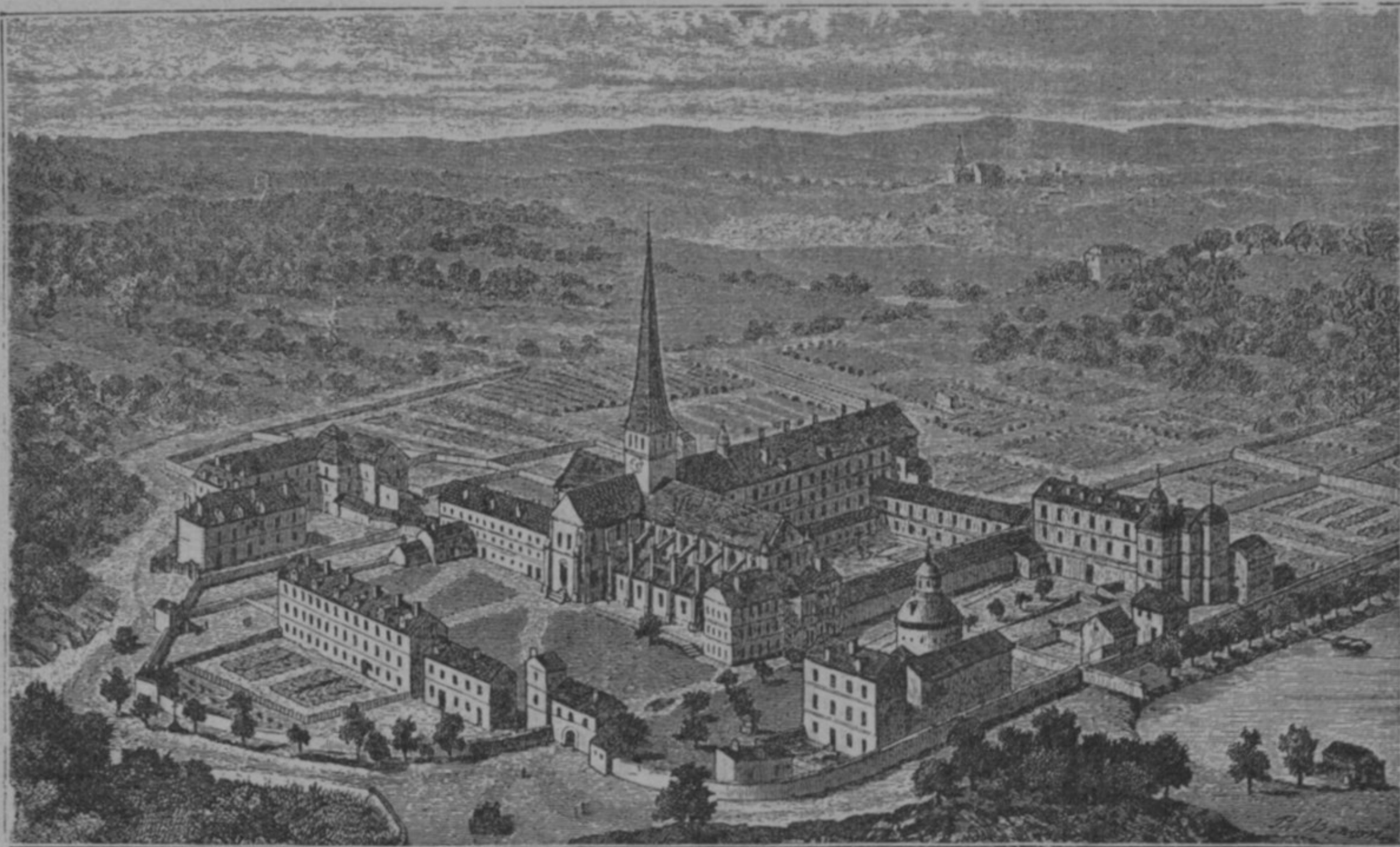
A l'Université de Paris, où il avait étudié longtemps, Janssen s'était lié d'une étroite amitié avec Duvergier de Hauranne, plus connu sous le nom d'abbé de Saint-Cyran, âme à la fois ardente et douce, mais tourmenté, comme son ami, par le terrible problème. Comme lui, il donnait pour but à la vie chrétienne, même à la plus pure, le repentir et l'humilité ; la vraie dévotion était l'abandon à Dieu. Tandis que l'évêque écrivait le livre doctrinal, l'*Augustinus*, Saint-Cyran en préparait le succès par ses prédications éloquentes et par l'enthousiasme de sa foi.

13. Port-Royal. — Leurs disciples furent les jansénistes, secte austère, sombre, douloureuse, qui « préférait les feuilles mortes de l'automne aux verts bourgeons du printemps », et qui se séparait du monde, où pourtant il

faût vivre; puisque la nature nous y a placés. La mère Angélique, abbessé de Port-Royal des Champs, refusait de voir son père et sa mère, afin de vivre toute en Dieu.

Port-Royal était une abbaye de Bernardines, située auprès de Chevreuse et fondée au ^{xiii}^e siècle. Sous le règne de Louis XIII, l'abbessé Marie-Angélique Arnauld reforma la communauté. En 1626, les religieuses se transportèrent à Paris, dans un nouveau Port-Royal, non loin du Luxembourg; peu après, elles se placèrent sous la direction spirituelle de Saint-Cyran. L'ancien couvent étant resté désert, plusieurs solitaires allèrent s'y établir. Les solitaires de Port-Royal ou les Messieurs de Port-Royal étaient les Arnauld, Arnauld d'Andilly, Antoine Arnauld, que son parti appelait le grand Arnauld (ils étaient frères de la mère Angélique), les trois Lemaître, Antoine Lemaître, conseiller d'État et avocat célèbre, Lemaître de Sacy, le futur traducteur de la Bible, et Lemaître de Séricourt, officier de l'armée du Rhin, qui croyait avoir été tiré miraculeusement des prisons d'Allemagne; Singlin, Desmarest, Lancelot, l'auteur des *Racines grecques*, etc. Ils habitaient aux Granges, sorte de maison de campagne située au-dessus du couvent, où leur souvenir est toujours pieusement conservé. Dans cette solitude, ils partageaient leur temps entre les exercices de piété, le travail des mains, la composition de livres d'enseignement (les *Méthodes de Port-Royal*), qui sont restés classiques, et les soins donnés aux petites écoles qu'ils fondèrent. Nombre de personnages distingués, Tillémont, Nicole; quelques-uns illustres, Pascal et Racine, venaient y chercher des conseils ou y faire de pieuses retraites.

14. Hostilité des jansénistes et des jésuites. — La doctrine austère du jansénisme donnait une violente secousse aux âmes qui étaient alors gouvernées par une doctrine toute contraire, celle des jésuites. Devenus, depuis soixante ans, confesseurs des rois et en grand crédit dans la haute société catholique, les jésuites avaient besoin, pour rester maîtres de consciences qui retombaient facilement dans le péché, de faire des concessions à la fragilité



L'abbaye de Port-Royal au xvii^e siècle.

humaine. « Ils conduisaient au ciel par un chemin de velours », et « mettaient des coussins sous les coudes des pécheurs¹. » Ils demandaient la fréquentation de l'église et des sacrements, la *dévotion aisée*, dans l'espérance d'obtenir ensuite la dévotion sérieuse, et ils multipliaient les pompes du culte ; ils remplissaient le temple de lumières et de parfums ; ils appelaient à leur aide, pour retenir dans le saint lieu, tous les arts, la peinture, la statuaire, la musique, les fleurs. Au confessionnal, dans la direction, ils avaient une casuistique faite de subtilités indulgentes, qui diminuait le péché aux yeux du pécheur, trouvait des excuses aux fautes, et avait l'absolution facile, moyennant le repentir du moment. Ils tenaient compte de la condition des personnes, des services qu'elles pourraient rendre à la Compagnie et à la religion, si, au lieu de les éloigner par trop de sévérité, on les retenait, en n'exigeant pas, pour leur promettre le ciel, de trop douloureux sacrifices. « Dieu est terrible », disait Saint-Cyran ; « Jésus est doux », disaient les jésuites.

Il y avait donc entre les deux doctrines une opposition absolue, quoique chacune d'elles tendît au même but, se saisir du gouvernement du monde pour faire ensuite son salut. Mais le monde appartient et appartiendra toujours aux politiques, qui se préoccupent des choses de la terre, tandis que les théologiens ne voient que le ciel ; et, tout cardinaux qu'ils fussent, Richelieu et Mazarin étaient des politiques. Le dernier prétendait, avec une malicieuse humilité, qu'il n'entendait rien à ces questions de la grâce *efficace*, de la grâce *suffisante* et du *pouvoir prochain* ; l'un et l'autre en comprenaient assez pour voir que les jésuites, avec leur habileté dans les compromis, n'étaient pas à ce moment redoutables. Dans la secte janséniste, au contraire, ils trouvaient un foyer d'opposition religieuse qui ne pouvait manquer de devenir un foyer d'opposition politique, car il était inévitable que la résistance à l'auto-

1. Le dernier mot est de Bossuet, qui en 1679 fit condamner à Rome 65 propositions tirées des écrits des casuistes de la Compagnie de Jésus.

rité, ecclésiastique, alors étroitement unie, au gouvernement, serait aussi une résistance à l'autorité civile. Richelieu disait de Saint-Cyran : « Cet homme est plus dangereux que six armées, » et il l'enferma pendant cinq années à Vincennes. Les jésuites, de leur côté, firent condamner à Rome l'*Augustinus*. La Sorbonne, où les jansénistes dominaient, rejeta la bulle du pontife (1644) et la guerre s'engagea. Pascal y porta les plus rudes coups par ses *Lettres écrites à un provincial* (de 1656 à 1657), livre qui est resté un des chefs-d'œuvre de notre langue et où il étale au grand jour « les ordures » cachées dans les livres des casuistes. Il gagna sa cause, qui était celle de la morale ; mais les jésuites firent brûler à Paris ses *Lettres* par la main du bourreau, et le pape les condamna, puis imposa un formulaire de foi, que les jansénistes refusèrent de signer. Louis XIV ferma leurs écoles ; le chevalier du guet enleva de Port-Royal de Paris seize religieuses qu'il dispersa en d'autres couvents (1664). De Sacy et plusieurs solitaires furent mis à la Bastille ; d'autres envoyés en exil ; c'en était fait de Port-Royal (mai 1666).

Mais deux ans se passent ; un pape conciliant, Clément IX, qui estime les jansénistes, parce que la doctrine de la grâce est au fond la vraie doctrine de l'Église, les autorise à accepter le formulaire, moyennant certaines restrictions. Ils le signent ; la paix est faite ; le roi reçoit de Sacy, il embrasse le grand Arnauld, et la vallée de Chevreuse revoit ses solitaires. Paix fourrée : les jésuites n'oubliaient pas et les jansénistes ne changeaient point. Dès 1669, une guerre sourde recommence. En 1679, elle éclate, après la mort de la duchesse de Longueville, grande pécheresse, qui, retirée à Port-Royal, le couvrait de sa protection. L'archevêque de Paris, de Harlay, prélat très mondain que l'austérité janséniste irritait, chassa des deux couvents, de la ville et des champs, les sœurs soupçonnées de partager les sentiments de la secte, et les pieux habitants de la maison des Granges reprirent la route de l'exil. Le grand Arnauld alla mourir à Bruxelles.

Ces hommes qui avaient tenu tête au roi, au pape et

à la plus grande puissance du siècle, la Compagnie de Jésus; qui, en toute humilité, mettaient leurs lumières propres au-dessus de toutes les autres; avaient, à leur insu, un tempérament d'opposition. L'opposition est dans la nature humaine; elle se trouve donc presque toujours dans la société, en prenant, selon les temps et les idées régnantes, une forme particulière. Après l'échec éclatant de la Fronde parlementaire et en face de Louis XIV triomphant, l'opposition politique était impossible. Ceux dont l'esprit était réfractaire à l'obéissance absolue donnèrent issue à ce besoin de leur âme dans les questions religieuses. Ils s'attachèrent instinctivement à la cause qui n'était pas celle des puissants du jour, sans calcul intéressé, sans prévoir les orages qu'ils allaient soulever, et en ne croyant accomplir qu'un devoir de conscience. On le vit bien, quand Versailles et Rome furent en différend au sujet de la régale. L'opposition aux édits du roi commença par deux évêques jansénistes et fut soutenue par leurs docteurs, même après que le roi eut ordonné la soumission et le silence. Ceux que Rome avait naguère condamnés prirent parti pour elle, contre le roi, les parlements et l'Eglise gallicane; tandis que les jésuites, refusant de se soumettre à un ordre formel du saint-siège dont ils avaient toujours été la milice dévouée, soutinrent un gouvernement dont ils étaient les maîtres. Arnauld se signala encore par la vivacité de sa polémique. C'était bien l'homme qui, à quatre-vingts ans, répondait à Nicole, lui conseillant la paix et le repos : « N'avons-nous pas l'éternité pour nous reposer ? »

15. Destruction de Port-Royal (1709). — Le jansénisme semblait vaincu; le livre du P. Quésnel de l'Oratoire, *Réflexions morales sur le nouveau Testament*, le ranima, et en 1701 il reparut en pleine Sorbonne, à propos d'un cas de conscience. Louis enjoint aux docteurs qui avaient approuvé la thèse de retirer leur signature; Rome lança contre eux et leurs adhérents une bulle pontificale; le roi, des lettres de cachet. Mais l'Université, la magistrature, des membres du clergé de Paris, les bé-

nédictins, les oratoriens, vieux adversaires de la Compagnie de Jésus, prennent parti pour la Sorbonne. Les jésuites profitent de l'irritation du roi pour frapper un coup qu'ils croient décisif. Les vingt-deux religieuses restées à Port-Royal des Champs sont accusées, par leurs sœurs de Paris, de partager les sentiments de ceux qu'à la cour on appelle « la cabale ». Le pape prononce la suppression de leur monastère, « afin que ce nid d'erreurs soit arraché jusqu'en ses fondements » (1708). Le 28 octobre 1709, le lieutenant de police d'Argenson arrive avec trois cents gardes à l'abbaye; les sœurs sont enlevées et dispersées dans vingt-deux couvents. Le nouveau confesseur du roi, le jésuite Letellier, dont « le visage farouche eût fait peur au coin d'un bois » (Saint-Simon), obtient que l'abbaye soit rasée, son église détruite et ses trois mille morts exhumés. Ils le firent au milieu des plus révoltantes profanations. « Si ce désert avait eu du sentiment, dit un janséniste, il aurait pleuré. »

Ainsi les cendres mêmes des jansénistes étaient dispersées; les jésuites et le roi restaient vainqueurs. En 1713, les jésuites obtinrent du pape Clément XI la célèbre bulle *Unigenitus*, qui proclamait la condamnation formelle des *Réflexions morales* et du jansénisme. Le pénitent du P. Letellier croyait avoir imposé le silence; mais tout le XVIII^e siècle, jusqu'à la veille de 1789, sera troublé par les mêmes débats. La force est impuissante contre les croyances; les idées seules ont raison des idées.

CHAPITRE XIII

GOVERNEMENT DE LOUIS XIV. — DERNIÈRES ANNÉES DU RÈGNE¹.

1. Établissement de la monarchie absolue. — 2. Suppression des états généraux, des états provinciaux et des mairies électives. — 3. Soumission du parlement. — 4. Soumission de la noblesse. — 5. Le tiers état. — 6. Le clergé. — 7. Création de la police; nombreuse armée permanente. — 8. Caractère général de l'administration. — 9. La cour. — 10. Les femmes à la cour. Mme de Maintenon. — 11. Versailles à la fin du règne. — 12. Mémoires dressés par les intendants. — 13. Progrès de la misère à la fin du règne. — 14. Détresse financière. — 15. Administration de Chamillard. — 16. Administration de Desmarets. — 17. Deuils dans la famille royale. Testament et mort du roi (1715). — 18. Résultats du règne de Louis XIV.

1. Établissement de la monarchie absolue. — Si l'administration du royaume fut l'œuvre des ministres de Louis XIV autant que la sienne propre, une chose lui appartient tout entière : c'est la direction générale qu'il donna au gouvernement et à la société; c'est la manière énergique et habile dont il sut dominer tous les pouvoirs, les annuler ou les faire servir à sa grandeur; c'est enfin cet art de régner, qu'aucun prince, au jugement de Saint-Simon, ne posséda à un plus haut point. On a déjà vu ses idées sur les droits des souverains; il les avait résumées dans cette parole qu'il prononça, dit-on, jeune

¹ Saint-Simon, *Mémoires*; Lemontey, *Essai sur l'établissement monarchique de Louis XIV*; Chéruel, *De l'administration de Louis XIV*; Depping, *Correspondance administrative sous le règne de Louis XIV*; Moret, *Quinze ans du règne de Louis XIV*; de Boilisle, *Mémoires des intendants sur l'état des généralités*; Gellroy, *Madame de Maintenon, d'après sa correspondance authentique*.

encore, au sortir de la Fronde : *L'État, c'est moi*. Le mot, comme tant d'autres mots historiques, peut n'avoir pas été prononcé; il méritait de l'être, car il caractérisait d'une manière exacte une situation politique dont nous n'avons plus idée aujourd'hui. D'après la théorie de la monarchie absolue, la plénitude du pouvoir résidait en entier dans le roi; personne n'exerçait une autorité qui ne fût comme une délégation de la souveraineté royale. C'est ce que Louis XIV disait à son fils dans ses *Mémoires* : « Dans l'État où vous devez régner après moi, vous ne trouverez point d'autorité qui ne se fasse honneur de tenir de vous son origine et son caractère. »

Ce que Louis XIV croyait sincèrement et ce que la France croyait avec lui, Bossuet l'enseignait au dauphin en s'appuyant sur des citations empruntées aux livres saints, c'est-à-dire sur des textes considérées comme articles de foi. Sa *Politique tirée de l'Écriture sainte* donne un caractère sacré à la théorie de la monarchie absolue. « O rois, vous êtes des dieux ! » s'écrie le grand évêque, dans le même temps où Le Brun remplissait Versailles de l'apothéose de Louis. Aussi Louis XIV n'eut jamais la moindre hésitation sur ses droits, et tant qu'il vécut, il n'y eut, dans toute la France, qu'une volonté, la sienne.

2. Suppression des états généraux, des états provinciaux et des mairies électives. — Les états généraux eussent rappelé d'autres droits : il ne les convoqua jamais, imitant en cela Richelieu; et quand, au traité d'Utrecht, les alliés, se défiant encore de son ambition, voulurent exiger que les conditions de la paix fussent ratifiées par une assemblée nationale, il s'y refusa avec hauteur et déclara qu'il regardait cette demande comme une insulte à la majesté du trône. La plupart des provinces avaient des états particuliers, il les supprima. Ceux qui furent conservés, comme en Languedoc, Bourgogne, Provence, Bretagne, etc., ne se réunirent plus que pour exécuter les ordres qu'ils recevaient des ministres. Ce qui restait de libertés municipales disparut, comme

les libertés provinciales : le roi, battant monnaie avec de vieux droits chers aux villes, érigea les mairies en offices héréditaires et les vendit au plus offrant. Un édit de 1685 plaça les villes pour leur gestion financière sous la tutelle des intendants.

Un mot résume toute cette politique ; il est malheureusement de Colbert : « Il n'est pas bon, écrivait-il à un gouverneur qu'il chargeait de faire tomber en désuétude une magistrature élective, il n'est pas bon que quelqu'un parle au nom de tous. »

La vie municipale fut donc comme suspendue dans le pays, ainsi que l'était depuis longtemps la vie politique : situation fâcheuse, car l'éducation pratique des affaires manquera à la France ; et le jour où elle sera forcée de reprendre le gouvernement d'elle-même des mains défaillantes de la royauté absolue, elle trouvera bien, pour la guider, de hardis et puissants logiciens, mais non de ces hommes expérimentés qui savent rattacher l'avenir au passé par de justes tempéraments. La liberté politique, pour être stable, a besoin de s'élever sur la forte base des libertés municipales. C'est ainsi qu'elle a grandi en Angleterre et qu'elle s'y maintient.

3. Soumission du parlement. — Au xvi^e siècle on appelait les parlements « les fortes et puissantes colonnes sur lesquelles était appuyée la monarchie ». Mais la nouvelle royauté ne voulait d'autre appui que son droit absolu. Louis tint les parlements asservis à toutes ses volontés ; il les soumit à son conseil d'État, même le parlement de Paris, qui avait donné la régence à son aïeule et à sa mère, et qui avait fait la Fronde. En 1667, il exila les membres du parlement qui voulaient s'opposer à l'enregistrement de l'Ordonnance civile ou Code Louis. L'année suivante, il fit arracher des registres de la compagnie toutes les délibérations qu'elle avait prises durant la guerre civile, pour effacer jusqu'au souvenir de ses anciennes prétentions. En 1673, il supprima tout droit de remontrance. Auparavant, il avait changé le titre de cour souveraine donné au parlement en celui de cour supé-

rière, comme si le premier eût été une usurpation sur la souveraineté royale (1665).

Les magistrats, réduits à rendre des arrêts, étaient encore parfois obligés de rendre des services. D'Ormesson tomba en disgrâce pour avoir résisté aux désirs de la cour dans le procès de Fouquet, et un juge ayant refusé de condamner à mort un ancien frondeur, Fargues, qui avait eu des lettres spéciales d'abolition, fut remplacé par un autre plus complaisant qui envoya Fargues à la potence.

4. Soumission de la noblesse. — Il semblait plus difficile de réduire les nobles. Le cardinal de Richelieu avait démoli leurs forteresses et fait tomber la tête des plus remuants. Mazarin les avait achetés ou vaincus par la ruse. Louis XIV s'en rendit maître en les gagnant par la séduction, comme l'avait déjà fait François I^{er} après Louis XI; il les attira auprès de lui par des fêtes, les arracha à leurs domaines, où ils se souvenaient trop de leurs aïeux et se sentaient libres encore, pour remplir ses antichambres et sa domesticité, et former à la royauté cet éblouissant cortège dont le représentant de Dieu sur la terre voulait être toujours environné. Les gouverneurs de provinces, dépouillés de toute autorité au profit des intendants, « ne pouvaient plus faire les rois ». Ils n'avaient plus le maniement des deniers, pas même le commandement des troupes, et ils n'étaient nommés que pour trois ans, sauf à obtenir, par leur assiduité à Versailles, une prolongation de ce vain honneur.

Ceux des nobles qui s'obstinèrent à rester dans leurs manoirs y reçurent plus d'une fois la redoutable visite des gens du roi. Fléchier nous a conservé le souvenir des *Grands jours de Clermont*, tenus en 1665, et des exécutions faites alors sur cette noblesse de province qui croyait la cour trop loin pour que le bruit des plaintes du peuple y retentît. Le marquis de Canillac, qui terrorisait l'Auvergne avec « ses douze apôtres », fut exécuté. Le roi encourageait lui-même la sévérité des magistrats. « Il faut achever de bannir l'oppression et la violence des

provinces de votre ressort, écrivait-il au président de ces Grands jours. Vous avez trop bien commencé pour n'en pas venir à bout » ; et il fit frapper une médaille avec cette devise expressive : *Salus provinciarum, repressa potentiorum audacia*. Mais, pour les nobles qui vivaient à sa cour, même pour ceux qui ne lui inspiraient qu'une médiocre estime, il les honora constamment par des marques extérieures de considération, afin que lui-même, le premier d'entre eux, en parût plus grand aux yeux de la foule.

S'ils avaient des titres, des honneurs, ils n'eurent dans l'État aucune influence politique. Louis XIV n'oublia pas que le vainqueur de Rocroy avait peut-être songé à fonder une nouvelle race royale, et il employa le moins qu'il put les princes du sang, même son frère, de peur qu'ils ne trouvassent l'occasion de se distinguer. Il se complût à nourrir en eux des goûts frivoles qui, pour plusieurs, devinrent rapidement des goûts honteux. Son frère eût pu être un prince tout comme un autre ; son neveu avait peut-être l'étoffe d'un homme supérieur, et le prince de Conti était certainement très brave et très capable. Ils furent réduits à laisser s'éteindre dans l'oisiveté et la débauche des talents dont le pays eût profité. « Il me semble, disait-il, qu'on m'ôte de ma gloire, lorsque, sans moi, on en peut avoir. »

Dans ses conseils il n'admit, depuis la mort de Mazarin, qu'un seul homme de vieille noblesse, le duc de Beauvillier, gouverneur des enfants de France ; et il ne prit jamais ses ministres parmi les nobles. Il ne réserva aux seigneurs que le champ plus restreint de la carrière militaire ; encore eut-il soin de les discipliner par la rude main de Louvois et l'ordre inflexible du tableau, et de leur ôter ou d'annuler les grandes charges que Richelieu avait laissées debout. Celle de colonel général de l'infanterie fut supprimée en 1661 ; le titre de colonel général de la cavalerie passa après la mort de Turenne à son neveu ; mais « on le nourrit de couleuvres ». Il en fut ainsi de l'amiral de France et du capitaine général des

galères; les officiers de mer cessèrent d'être à leur nomination. Même pour les questions d'honneur et de dignité que naguère les nobles vidaient si vite l'épée à la main, il soumit jusqu'aux ducs et pairs au conseil de ses maréchaux. La noblesse de France n'avait pas su, comme celle d'Angleterre, devenir une classe politique; elle n'était qu'une caste militaire.

5. Le tiers état. — Louis XIV aimait mieux, suivant en cela les vieilles traditions de la monarchie, se servir de la classe moyenne, plus instruite et d'ailleurs plus dévouée, parce qu'elle ne sentait pas encore les inconvénients du pouvoir absolu et qu'elle sentait depuis des siècles ceux du régime féodal. Dans les membres de la bourgeoisie il trouvait des serviteurs plus souples, qu'il pouvait toujours, suivant l'énergique expression de Saint-Simon, « replonger dans la profondeur du néant d'où cette place les avait tirés ». Aussi, « ce règne de roture et de vile bourgeoisie » (c'est encore Saint-Simon qui parle) vit toutes les fonctions financières, politiques et judiciaires confiées à la bourgeoisie. Louis l'établit pacifiquement dans l'administration du royaume, il la poussa avec énergie vers l'industrie et le commerce; et, par les égards qu'il eut pour ces petites gens qui s'appelaient Boileau, Racine, Molière, il prépara lui-même la révolution qui substitua les droits de l'esprit à ceux de la naissance. Cependant il ne faudrait pas voir en Louis XIV une espèce de roi bourgeois; un « roi des maltôtiers », comme dit si dédaigneusement Saint-Simon. Sa politique, la haute idée qu'il avait de sa personne, ce cérémonial rigoureux qui faisait de lui une sorte de divinité redoutable et inaccessible, ces carrousels, ces fêtes si brillantes, tout cela ne rappelle guère à notre esprit l'image plus modeste des monarchies constitutionnelles. Il y a plus : ces hommes de rien, dont Louis faisait ses conseillers, ses ambassadeurs ou ses secrétaires d'État, quittaient leur roture avant d'entrer à la cour. Ils devenaient M. le marquis de Seignelay, M. le marquis de Louvois, M. le marquis de Barbésieux, M. le comte de Pontchartrain, M. le

marquis de Torcy. En travaillant avec des bourgeois, le petit-fils d'Henri IV voulait toujours rester le roi des gentilshommes.

6. Le clergé. — Louis XIV se conduisit avec le clergé comme avec la noblesse : en l'honorant, il veilla à ne lui laisser aucun pouvoir dont la royauté prît ombrage, et il tint les grands seigneurs, à peu d'exception près, écartés de l'Église, comme ils l'étaient de l'administration. Aussi put-il compter sur l'épiscopat, même dans ses luttes contre le saint-siège, par exemple dans l'affaire de la régale, et pour la déclaration de 1682. On a vu, au chapitre XII, que ces débats du roi avec la cour de Rome ne profitaient pas aux dissidents. Au moment le plus vif de la querelle, il révoqua l'édit de Nantes (1685), et jusqu'au dernier jour de son règne, il persécuta les jansénistes. Quand le P. Quesnel eut publié son livre, dont cent une propositions furent condamnées à Rome par la bulle *Unigenitus*, il imposa encore cette bulle à tout le clergé de France (1714). Les opposants furent, selon son habitude, punis de la disgrâce, de la prison ou de l'exil.

Le concordat de Bologne de 1516 avait mis l'Église de France dans la main du roi et en avait fait une institution monarchique. Louis XIV lui imprima de plus en plus ce caractère. La discipline qui pesait sur tout le monde pesa sur les membres du clergé et sur les choses de la religion.

7. Création de la police; nombreuse armée permanente. — Deux institutions aidèrent le roi à accomplir ce travail d'omnipotence monarchique, la police et l'armée. La première fut sa création. En 1667, le roi établit un magistrat chargé de veiller à la police de Paris, Nicolas de la Reynie, qui eut pour successeur, en 1697, le marquis d'Argenson : ce furent les deux premiers *lieutenants de police*. Ils mirent dans la ville plus d'ordre, de propreté et de sécurité. Alors commença le système de l'éclairage public; nous le trouverions bien grossier : du 1^{er} novembre au 1^{er} mars, on plaçait à l'entrée et au milieu de chaque rue une lanterne dans laquelle brûlait

une chandelle; il y eût 5 000 de ces fanaux dans Paris (les réverbères ne datent que de 1745). Le guet fut augmenté ou plutôt institué. Le corps des pompiers remplaça les capucins dans le service des incendies (1699). Les rues étroites, souvent défoncées, et toujours couvertes d'immondices, furent nettoyées, élargies, pavées; les *carrôsses* et les *fiacres* pour le public furent établis; Pascal imagina même les *omnibus*, qui alors ne réussirent pas; l'habitude d'aller à cheval dans Paris ne fut plus conservée que par quelques représentants entêtés de l'autre siècle.

Cette police servit à autre chose. Elle surveilla les écrits; elle arrêta à la poste et lut, dans ce qu'on appela plus tard le cabinet noir, les correspondances suspectes; et, pour débarrasser le gouvernement des formes trop lentes de la justice, elle multiplia les lettres de cachet, qui ôtèrent toute garantie à la liberté individuelle des citoyens.

L'armée servit aussi à un double but : elle fit face aux ennemis du dehors, et au dedans elle brisa toutes les résistances que rencontrait la volonté du souverain. Pendant la guerre de la succession d'Espagne, elle dépassa le chiffre de 450 000 hommes. Elle fut, dit Lemontey, « un instrument souple, prompt et docile, qu'il appliqua sans trop de réserve à toutes les branches de l'administration. Ainsi les troupes allèrent dans les provinces protéger l'extension progressive de l'autorité des intendants dans les temps ou dans les lieux difficiles, elles hâtèrent par la terreur la levée des impôts; enfin on leur confia jusqu'à l'emploi assez extraordinaire de ramener la conscience des dissidents à l'unité de la foi. »

8. Caractère général de l'administration. — Le caractère général du gouvernement de Louis XIV avait donc été de ramener dans la main du prince toutes les forces du pays, afin d'en disposer dans l'intérêt du pays, sans doute, mais aussi, et surtout dans l'intérêt du roi. De là cette centralisation excessive qui enveloppa le commerce, l'industrie, la vie politique, même la vie morale

de la France, dès mille liens d'une réglementation minutieuse, de manière que l'initiative des ministres fut partout substituée à l'action des individus et des communautés. Il résulta de ce système que la France vécut moins de sa vie propre que de celle de son gouvernement. Quand l'âge et la maladie glaceront cette main toujours présente du pouvoir, tout déclinera. Un grand peuple sera soumis aux vicissitudes de l'existence d'un homme, aux hasards des naissances royales, ou aux choix malheureux de ministres insuffisants. Du moins, dans les années heureuses, cette administration qui se faisait le tuteur universel, rendit aux peuples en bien-être et en sécurité ce qu'elle ôtait en libertés générales et particulières. Le roi donna lui-même l'exemple du travail, et, s'il combla ses ministres d'honneurs, de richesses et de pouvoir, ce fut à la condition qu'ils consacraient aux affaires publiques tous les instants de leur vie. De cet effort longtemps soutenu résulta l'administration la plus active, la plus vigilante que la France eût encore possédée. Son histoire se résume presque tout entière dans celle de Colbert et Louvois, qui eurent des successeurs, mais point d'héritiers de leurs talents, si ce n'est le fils de Colbert et ses neveux, Torcy et Desmarets, en qui l'on retrouva quelques-unes des qualités du grand ministre.

9. La cour. — Tous les ordres de l'État, toutes les autorités qui existaient en France, toutes les conditions, parlements, noblesse, bourgeoisie, clergé et dissidents, étaient réduits et dominés. Sous cette pression du pouvoir, les caractères s'abaissaient. Vauban, Catinat, Fénelon, résistaient à la contagion. Saint-Simon, qui s'en faisait dans le secret le juge inexorable, en restait dans le public le témoin muet et soumis. Condé lui-même, malgré son rang, ses services et sa fougue, s'était fait courtisan. Turenne seul « s'estoit maintenu en estat de faire entendre au roi bien des vérités, que les autres n'osoient dire, estant rampants misérablement ».

L'asservissement général ne se montrait nulle part autant qu'à la cour, où Louis imposait à la haute noblesse

une captivité dorée. Cette vie de cour, qui est devenue jusqu'à la Révolution la vie de la haute société française, avait déjà été introduite en partie en France à l'époque de François I^{er} et d'Henri II. Interrompue depuis les guerres de religions, elle renaît avec Louis XIV et revêt un éclat exceptionnel. Telle que Louis XIV l'a comprise, elle est le triomphe le plus complet de l'étiquette. Versailles, où le roi se fixe en 1682 pour n'en plus bouger, n'est pas un palais : c'est un temple dont Louis XIV est le dieu, dont les courtisans sont les prêtres et les fidèles. Le roi est perpétuellement en spectacle ; les actions les plus simples de la vie journalière, le lever, le coucher, les repas, deviennent presque des cérémonies religieuses par leur solennité et leur complication.

Le gigantesque palais élevé par Mansard avait été construit pour recevoir par centaines, dans ses salons magnifiques, les familiers du prince, et la France entière y tenait, sous l'œil et sous la main du roi. Qui n'y vivait point n'était pas compté, ou l'était parmi les mécontents. « C'était un déshonneur aux uns, rapporte Saint-Simon, de ne pas faire de la cour son séjour ordinaire, aux autres d'y venir rarement, et une disgrâce sûre pour qui ne venait jamais. Sur ceux qui se présentaient rarement : « C'est un homme que je ne vois pas » ; et ces arrêtés-là étaient irrévocables. » Trois conditions furent mises à la faveur du prince : demander et obtenir un logement à Versailles, suivre partout la cour, même malade, même mourant, et tout approuver. Pendant quarante années le duc de la Rochefoucauld ne découcha pas vingt fois du palais ; aussi jusqu'à sa dernière heure eut-il l'oreille du maître. Le marquis de Dangeau resta cinquante ans auprès du roi, toujours dans la même faveur ; quel est le secret de cette longue et persistante fortune ? Mme de Maintenon le dit : « M. Dangeau, qui ne veut rien blâmer » et par conséquent qui applaudit à tout. Voilà la route des grâces et des honneurs. Henri IV renvoyait ses nobles à leurs maisons des champs, son petit-fils les retenait dans ses antichambres. Pour les

occuper, il multipliait les plaisirs : un jour, c'est *Bérénice* ; un autre, *Amphitryon* ; très souvent, des ballets de Molière. En outre, il inventait mille moyens de tenir l'amour-propre et la vanité toujours en éveil. Pour les hommes, porter le bougeoir dans la chambre du roi, vêtir le justaucorps à brevet ; pour les femmes, obtenir la faveur si enviée du tabouret : voilà les ambitions des hôtes de Versailles.

Ainsi, il n'y avait plus pour la noblesse française de grande existence seigneuriale, plus de vie de famille ; plus de rapports, plus de communion avec le pays ; mais une existence factice où certaines qualités de l'esprit se développent, où se perd la vraie dignité et toutes les vertus qui y tiennent. C'est à Versailles que s'est perdue la noblesse de France. L'ennui officiel y conduisait aux débauches secrètes ; la dévotion de commande, à l'impiété ; l'habitude de tout recevoir du monarque, à la croyance que tout était dû non aux services, mais à la servilité.

10. Les femmes à la cour. Madame de Maintenon.

— A ces fêtes splendides de Versailles, je vois bien briller, au milieu de toutes les merveilles des arts, une société incomparable pour son esprit, son élégance ; ses grandes manières, mais j'y vois aussi les trop nombreuses erreurs du prince à peine couvertes d'un voile transparent.

« Une cour sans dames est un printemps sans roses », disait le galant François I^{er} ; Louis XIV aurait pu le redire, car les femmes formaient une partie importante de la société de la cour. Marié à Marie-Thérèse d'Autriche, qui lui fut toujours très attachée, il ne se crut pas tenu de respecter la foi conjugale. Il trouva toute la cour indulgente devant ses infidélités. Les premiers personnages de l'État, de graves magistrats, des prélats illustres, n'osaient même pas protester, par leur silence ou leur retraite, contre le scandale de liaisons doublement adultères. La duchesse de la Vallière se fit pardonner une fortune qui l'effrayait par son humilité, par sa dou-

ceur, enfin par son éclatant repentir. Mme de Montespan régna plus longtemps sur le roi et sur la cour, malgré les rivales que ses emportements ne suffisaient pas à



Françoise-Louise de la Beaume le Blanc,
duchesse de la Vallière. (Mignard.)

écarter. Mais elle-même, à son tour, fut supplantée par la marquise de Maintenon.

C'est une destinée pleine de contrastes que celle de la seconde femme de Louis XIV. Petite-fille du célèbre Agrippa d'Aubigné, Françoise d'Aubigné naquit en 1635 dans la prison de Niort où son père était détenu. Élevée

dans la religion calviniste, convertie au catholicisme, elle finit, après une vie errante qui l'avait réduite à la misère, par épouser le paralytique Scarron. Devenue veuve, elle fut choisie par Mme de Montespan pour élever les enfants qu'elle avait eus du roi. Introduite ainsi à la cour presque comme une institutrice, elle ne tarda pas à séduire le roi, moins par sa beauté qui était grande, que par le charme de sa conversation et la rectitude de son jugement. Quand « l'altière Vasthi » eut été renvoyée et que la reine fut morte, Louis XIV se décida à s'unir à elle par un mariage secret (1684). L'influence qu'elle a exercée sur le roi a été sans doute exagérée; elle n'a pas été une femme politique et elle n'est pas coupable du crime de la Révocation. Ce qui est certain, c'est qu'elle a poussé le roi et par suite la cour à une dévotion outrée; c'est encore qu'elle a assuré à Louis XIV la dignité du foyer conjugal et une vieillesse honorable. A la mort du roi, elle se retira dans la maison royale de Saint-Cyr, qu'elle avait fondée pour l'éducation de deux cent cinquante jeunes filles nobles et pauvres; elle l'avait organisée avec une science admirable de l'éducation des filles, et jusqu'à son dernier jour elle se donna tout entière à la direction de cette maison. L'ancienne reine, devenue maîtresse de pension, y mourut en 1719.

Louis XIV ne garda de son mariage avec Marie-Thérèse qu'un fils, le grand dauphin; mais il eut de nombreux enfants de la duchesse de la Vallière et de Mme de Montespan, ainsi Mlle de Blois, le duc du Maine, le comte de Toulouse. Par une violation sans exemple des lois civiles et religieuses, il n'hésita pas à légitimer ces enfants adultérins; il y eut alors à côté des princes du sang ceux qu'on appela les *légitimés*.

11. Versailles à la fin du règne. — Pendant longtemps Louis XIV avait maintenu à la cour de Versailles l'unité qu'il aimait à faire régner partout; mais dans les dernières années du règne, des groupes échappèrent en partie à sa discipline, et représentèrent des tendances politiques différentes.

On peut distinguer d'abord le parti du roi, de Mme de Maintenon et des princes légitimés : politiquement, il voyait dans le système de gouvernement inauguré en



Françoise-Athénaïs de Rochechouart,
marquise de Montespan. (Picart.)

1661 un idéal auquel il n'y avait rien à reprendre ; moralement, il encourageait la dévotion. Saint-Simon a dit un mot terrible sur ces courtisans qui se donnaient à présent aux pratiques extérieures du culte pour faire leur cour au roi : « La cour suait l'hypocrisie ». En effet, la corruption fermente, malgré l'apparente austérité

des dernières années, et elle va éclater, sans retenue comme sans pudeur, sous le nouveau règne.

Un autre parti se groupait autour du fils unique de Louis XIV, Monseigneur ou le grand dauphin. Monseigneur avait eu pour gouverneur, le duc de Montausier, pour précepteur Bossuet; jamais élève ne fit moins honneur à ses maîtres. Il ne voyait dans son rang que le moyen de mener une vie facile et insouciant. Il avait pour amis ceux qu'on appelait les libéraux, c'est-à-dire les esprits forts, les Vendôme, Philippe d'Orléans le futur régent. Le château de Meudon, qu'il fréquentait d'ordinaire, offrait un contraste frappant avec Versailles : point d'étiquette, moins encore de dévotion.

Le grand dauphin n'a pas régné; on ne voit pas qu'il y ait à le regretter pour la France. Il est peut-être fâcheux au contraire que le troisième parti ne soit pas arrivé au pouvoir; c'était celui de Louis, duc de Bourgogne, l'aîné des fils du grand dauphin. Le petit-fils de Louis XIV avait été l'élève du duc de Beauvillier et de Fénelon; son naturel ingrat et difficile avait été transformé par ses maîtres, qui avaient fait de lui un prince animé des meilleures intentions et sincèrement désireux de porter remède aux maux de la France. Le remède, que lui avait conseillé Fénelon, n'était pas peut-être à la hauteur du mal; car il consistait avant tout à rendre à l'aristocratie sa part dans les affaires; mais, toute réforme, si incomplète qu'elle eût été, aurait été préférable au régime de la monarchie sans limite et sans contrôle. L'élève de Fénelon avait en outre des qualités privées; il était lié à la duchesse de Bourgogne par une affection profonde. Il mourut avant d'avoir pu rien tenter, et ses droits passèrent sur la tête de l'enfant qui devait être Louis XV.

12. Mémoires dressés par les intendants. — Les maîtres du duc de Bourgogne avaient tout fait pour préparer leur élève à la vie politique. Tandis que Fénelon élaborait pour lui des projets de réforme, le duc de Beauvillier avait conçu l'idée de faire rédiger à son intention

une statistique administrative de la France. Cette vaste enquête commença en 1697. A cet effet, un questionnaire fut adressé aux intendants sur tous les sujets possibles, population, géographie économique, voies de communication, état social, etc. Les intendants répondirent par des mémoires volumineux, qui sont conservés aujourd'hui à la Bibliothèque nationale en quarante-deux volumes manuscrits, et dont on vient de commencer la publication¹.

Cette statistique officielle, dressée par les agents de l'administration, offre le témoignage irrécusable des misères de ce temps. On y voit que la population de la France vers 1700 dépassait 19 millions d'âmes ; que les provinces les plus peuplées étaient : la Bretagne, 1 655 000 ; la Normandie, 1 540 000 ; le Languedoc, 1 440 000 ; la haute et la basse Guyenne, 2 266 000. L'Alsace, horriblement dévastée par le passage continu des armées, ne comptait que 245 000 âmes. Il doit y avoir une très grande exagération dans le chiffre de 720 000 habitants donnés à Paris. Nos statistiques modernes offrent encore des incertitudes ; que devait-ce être en ce temps-là ! Ce qui est plus sûr, c'est que la population avait diminué d'une manière effrayante depuis une vingtaine d'années. A chaque page des mémoires reviennent ces mots désolants : « La guerre, la mortalité, les logements et passages continuels des gens de guerre, la milice, les gros droits, la retraite des huguenots, ont ruiné ce pays... » Quelle que soit la province, chaque mémoire contient l'aveu de la détresse des habitants. Les ponts, les chaussées, les chemins, sont dans un état déplorable ; le commerce est ruiné par l'élévation exorbitante des droits sur la production et sur les échanges. Les provinces frontières sont de plus écrasées par les réquisitions, le maraudage des soldats, qui ne reçoivent plus ni solde ni vivres et se payent de leurs propres mains aux dépens des paysans ou des bourgeois. Sur 700 000 habitants que compte la géné-

¹ Un historien du xvm^e siècle, le comte de Boulainvilliers, en avait tiré *État de la France, 1727*.

ralité de Rouen, 650 000 n'ont pas d'autre lit qu'une botte de paille.

Accablé de misère, le paysan, dans certaines provinces, revient à l'état de sauvagerie primitive ; vivant le plus souvent d'herbes et de racines, comme les bêtes ; et, farouche comme elles, il fuit quand on l'approche.

« Il n'y a point de nation plus sauvage que ces peuples, dit de ses administrés l'intendant de Bourges ; on en trouve quelquefois des troupes à la campagne, assis en rond au milieu d'un champ et toujours loin des chemins ; si l'on s'en approche, cette bande se dissipe aussitôt. » La Bruyère n'exagérerait donc pas quand il écrivait : « On voit certains animaux farouches, des mâles et des femelles, répandus dans la campagne, noirs, livides, et tout brûlés du soleil, attachés à la terre qu'ils fouillent et qu'ils remuent avec une opiniâtreté inconcevable. Ils ont une voix articulée, et quand ils se lèvent sur leurs pieds, ils montrent une face humaine ; et en effet, ils sont des hommes. Ils se retirent la nuit dans des tanières où ils vivent de pain noir, d'eau et de racines.... »

Le Languedoc qui, ayant conservé ses états provinciaux, était mieux administré, paraît avoir été moins misérable que le reste du royaume. Les manufactures de drap fin établies par Colbert dans cette province soutiennent encore la concurrence des Hollandais. Dans les diocèses de Nîmes, de Montpellier, d'Alais, la propagande catholique contre les protestants avait fait établir des institutions charitables, et le fléau de la mendicité y était atténué dans une certaine mesure. Mais à Rouen, à Caen, à Tours, les florissantes industries du temps de Colbert n'existent plus ; elles ont passé à l'étranger avec les protestants. Depuis 1685, le Dauphiné a perdu un huitième et la généralité de la Rochelle un tiers de leur population. Le poids des impôts n'en est que plus accablant pour ceux qui restent.

Les intendants étaient nécessairement bien renseignés sur mille points, puisqu'ils voyaient les choses de près, et ils n'avaient pas intérêt à assombrir le tableau que le

roi leur avait demandé. Aussi ce douloureux inventaire des misères du royaume est, à l'insu de ceux qui l'ont dressé, un acte d'accusation contre Louis XIV. En ordonnant la rédaction de ces mémoires, il avait préparé les éléments du jugement sévère que l'histoire a le droit de porter sur la dernière partie de ce règne où l'on fit tant pour l'orgueil du prince et, depuis Colbert, si peu pour le bien-être du peuple.

13. Progrès de la misère à la fin du règne. — Au temps où les intendants rédigeaient leurs mémoires, le royaume avait encore les restes de la prospérité qu'il devait à Colbert. Que fut-ce durant la malheureuse guerre de la succession d'Espagne et lorsque le cruel hiver de 1709 eut sévi sur la France? Le froid fut tel, de janvier à avril, que tous les fleuves, même la Garonne et le Rhône, gélèrent et que sur les bords de l'Océan il se forma une banquise qui s'avança d'une lieue en mer. La récolte périt en germe, ainsi que tous les arbres fruitiers, et une épouvantable famine succéda aux maux causés par l'extrême rigueur de l'hiver. A Versailles, des troupes de mendiants se présentaient aux grilles du parc qu'on tenait fermées et ils cherchaient à les ébranler en criant : « Du pain ! » Les valets du roi, sans gages depuis deux ans, demandaient l'aumône et Mme de Maintenon mangeait du pain d'avoine, tandis que les affamés cherchaient à se nourrir avec du pain de fougère. Aujourd'hui nous traversons ces maux presque sans en souffrir, grâce à la liberté des transactions ; alors les entraves qui gênaient le travail et les échanges les aggravaient, et beaucoup de paysans, abandonnant leur charrue qui ne les faisait plus vivre, vendaient à vil prix leur champ et allaient grossir, dans les villes, la foule à la fois misérable et dangereuse des mendiants.

Au cours de la guerre de la succession, en 1707, Vauban écrivait dans la *Dîme royale* : « Près de la dixième partie du peuple est réduite à mendier ; des neuf autres parties, cinq ne peuvent faire l'aumône à celle-là, dont elles ne diffèrent guère ; trois sont fort malaisées ; la

dixième ne compte pas plus de 100,000 familles, dont il n'y a pas 10 000, fort à leur aise. » Qu'aurait-il dit en 1715, après cette terrible guerre où l'on s'était vu contraint d'emprunter à 400 pour 100, de créer de nouveaux impôts, de consommer à l'avance les revenus de deux années, et d'élever la dette publique à la somme de 2 milliards 400 millions, qui seraient aujourd'hui près de 8 milliards ?

14. Détresse financière. — La détresse en effet n'était pas seulement dans le royaume : elle était aussi dans le gouvernement. Les guerres continuelles engloutissaient des sommes énormes. Mais comment calculer ce que pouvaient coûter les constructions fastueuses, les pensions prodiguées à ce peuple de courtisans qui encombraient les antichambres du roi, l'entretien de la famille royale, fils, petits-fils, arrière-petits-fils de Louis XIV, tous pourvus d'une maison, c'est-à-dire d'équipages, d'officiers de toute sorte, d'une foule de valets et de serviteurs inutiles ? Et les favorites, et les bâtards, et les Stuarts, qui trouvaient tout naturel, les rois étant frères, de vivre fraternellement d'une pension de 600 000 livres aux frais du roi de France ! Encore, si Louis XIV. avait consenti à diminuer le faste de sa cour ! Malheureusement, le luxe était chez lui moins un goût qu'un système. Faire des économies sur ce chapitre eût porté atteinte à un principe de son gouvernement. Les pompes et la magnificence lui semblaient nécessaires pour donner à la majesté royale l'éclat dont elle ne pouvait se passer sans déchoir aux yeux des peuples. Bien plus, il avait réduit la prodigalité en système : « Un roi, disait-il, fait l'aumône en dépensant beaucoup ! »

Qu'on juge de ce que devait être la tâche d'un ministre des finances sous ce règne ! Colbert, après avoir fait des prodiges, était mort à la peine, voyant reparaître dans les derniers temps de sa vie ce gouffre du déficit qu'il avait momentanément comblé, et qui, s'élargissant après lui de jour en jour, devait finir par engloutir l'ancienne monarchie. Le Pelletier, qui dirigea les finances de 1685 à 1689,

et le comte de Ponchartrain (1689-1699), ne remplacèrent pas le grand ministre. L'ère des réformes était passée : celle des expédients commença. En 1689, le roi dut envoyer à la Monnaie les chefs-d'œuvre en argent ciselé, qui décoraient Versailles. De 1683 à 1698, les charges annuelles avaient augmenté de 20 millions, et les revenus, suivant une progression inverse, avaient diminué d'autant.

15. Administration de Chamillard. — Le contrôle général fut donné en 1699 à Chamillard, ancien intendant des finances, qui le garda jusqu'en 1708 : le roi prisait fort son talent au jeu de billard, et Mme de Maintenon sa médiocrité honnête. Le nouveau ministre avait autant de bonnes intentions que d'incapacité. En 1695, un nouvel impôt qui frappait indistinctement tous les sujets du roi, depuis les princes jusqu'au plus humble paysan, avait été créé, la capitation. Supprimée après la paix de Ryswick, elle fut rétablie en 1701. Mais les vingt-cinq millions qu'elle produisait étaient vite engloutis. Pour trouver quelques ressources, Chamillard eut recours à l'altération des monnaies. De 1700 à 1706, la valeur nominale du louis d'or change plusieurs fois et passe de 12 livres 15 sous à 15 livres. On fabrique des pièces de 20 sous qui ne valent, en réalité, que 12 sous 6 deniers. Le Trésor fait ainsi quelques bénéfices, qui joignent au vice originel de leur immoralité le grave inconvénient d'être réalisés aux dépens du commerce national, que ces brusques mutations alarment et découragent.

Ces tristes profits ne suffisant pas, on établit des loteries, on bat monnaie avec des offices royaux, on crée des charges ridicules, telles que celles de contrôleurs de vin, inspecteurs des veaux et des cochons, des volailles et des perruques. Il se trouve des gens pour les acheter, car, dans cette société hiérarchique, toute distinction honorifique est fort enviée. Si la création de ces charges n'avait été qu'un tribut prélevé sur la vanité et la sottise humaine, on en rirait sans se plaindre ! Mais beaucoup d'entre elles conféraient de réels privilèges, et l'exemption de certaines

taxes : le poids des impôts devenait donc plus lourd pour la masse du peuple. La création d'une caisse d'emprunt ne réussit pas mieux. Les particuliers étaient invités à déposer leurs fonds dans cette caisse, qui leur délivrait, en échange, des billets garantissant un intérêt de cinq, puis de huit, et enfin de dix pour cent (1704). L'opération parut d'abord obtenir quelque succès; mais Chamillard ayant refusé de recevoir en paiement pour le Trésor les billets de la caisse d'emprunt, sa combinaison fut tuée du coup. L'augmentation des aides ou impôts indirects eût été légitime si elle avait été modérée; mais elle fut élevée « du quart au tiers, puis à la presque totalité du prix de la marchandise vendue en détail. Dans quelques provinces, le droit de sortie sur le muid de vin de la dernière qualité, qui valait 20 francs; monta jusqu'à 25 francs. »

Les résultats de cette odieuse législation apparurent bien vite : la consommation baissa de moitié; en même temps que la production était frappée de mort. Des propriétaires de vignobles laissèrent leurs vignes en friche, ou les arrachèrent. L'augmentation des droits de douane à l'intérieur du royaume fut une autre cause de ruine. Des cultivateurs étaient obligés de laisser pourrir sur pied une partie de leur récolte, parce que l'exportation dans une province voisine leur eût coûté bien plus, en frais de douane, que la vente de leur blé ne leur eût rapporté. Une mesure de vin se vendait un sou dans l'Orléanais, et vingt-quatre à quelques lieues de là. Chamillard en augmentant non seulement les aides et les droits de douane, mais aussi l'impôt de la gabelle, si justement maudit par nos ancêtres, ne parvint pas à combler le déficit. La peine des galères, puis de mort, prononcée contre quiconque ferait la contrebande du sel, ne refréna point l'audace des *faux sauniers*. Ils s'organisèrent en bandes armées et livrèrent maintes fois de véritables combats aux agents de la douane, même aux soldats du roi. Lorsque Chamillard, à bout d'expédients, remit sa démission en février 1708, voici quels étaient les résultats de son administration : le revenu net ne dépassait pas 50 millions; la

dépense s'élevait à 220, la dette à 1 500. Les revenus de cinq années, de 1708 à 1712, étaient dévorés d'avance par des assignations anticipées; 20 millions seulement restaient disponibles pour 1708.

16. Administration de Desmarets. — Un homme eût cependant le courage d'accepter cette succession écrasante : c'était Nicolas Desmarets, neveu de Colbert. La détresse était si grande, que le roi avait dit tristement au nouveau contrôleur : « Je vous serai obligé si vous trouvez quelque remède, mais je ne serai pas surpris si tout continue d'aller de mal en pis. » Initié par son oncle à la pratique des affaires financières, ce Desmarts fut un habile homme et passerait à bon droit pour un ministre remarquable, s'il n'avait pas été victime des inexorables exigences d'une situation presque désespérée. Il s'était mis bravement à l'œuvre et avait pris déjà quelques mesures heureuses, quand le terrible hiver de 1709 vint augmenter ses difficultés. Les alliés ayant refusé la paix à Louis XIV, il fallut trouver à tout prix de l'argent pour continuer la guerre. Desmarets fut obligé d'avoir recours, lui aussi, à des expédients malhonnêtes, vexatoires ou ruineux. Il vendit l'impunité aux comptables dilapidateurs qu'il se proposait de châtier sévèrement quelques semaines plus tôt; il fit couper dans les forêts du domaine jusqu'aux jeunes arbres; il fabriqua des pièces de six deniers avec le bronze des vieux canons; il fit enlever dans un couvent une somme de 100 000 francs que des particuliers y avaient mise en dépôt et la remplaça par des billets qui perdaient 80 pour 100 sur leur valeur nominale. Enfin il fit rendre, le 10 octobre 1710, un édit qui prenait le dixième du revenu de tous les biens du royaume tant que la guerre continuerait. Trois mois après la publication de la paix, cet impôt devait disparaître; il frappait indistinctement tous les sujets du roi. C'était une atteinte directe aux immunités des classes privilégiées. La noblesse ne protesta point. Saint-Simon se contenta de qualifier cette mesure de « monstrueuse exaction ». Le clergé montra moins d'abnégation. Il se plaignit haute-

ment, et obtint d'être dispensé de la taxe du dixième, à la condition de fournir un *don gratuit* plus considérable que d'ordinaire : il se racheta au prix de 8 millions, sacrifice habile et avantageux dont le résultat fut de soustraire à la taxe les immenses revenus dont jouissait l'Église. Le dixième produisit 25 millions par an, somme considérable pour l'époque. La facilité relative avec laquelle s'effectuèrent les rentrées de ce nouvel impôt causa une vive surprise et de l'inquiétude à l'étranger, où l'on croyait la France à bout de ressources. On arriva ainsi au terme de cette désastreuse guerre de la succession d'Espagne. Desmarets s'épuisait en expédients dont le seul fruit était de reculer d'un jour à l'autre une catastrophe désormais inévitable. Il avait décidé le roi à recevoir dans Marly un riche banquier du nom de Samuel Bernard (c'était un ancien protestant qui avait abjuré à l'époque de la révocation), et la cour avait vu avec stupeur l'orgueilleux monarque prodiguer les prévenances à un financier qu'il n'eût jamais reçu en sa présence s'il n'avait pas eu un aussi pressant besoin de ses capitaux : Louis XIV réduit à jouer le rôle d'un fils de famille ruiné qui implore l'aide d'un usurier !

Quand le roi mourut, le déficit annuel était de 78 millions, la dette de 2 milliards 400 millions ; il restait à peu près 800 000 francs en caisse, et le paiement des rentes seules exigeait 420 000 francs par jour. Louis XIV léguaît la banqueroute à son successeur. L'habileté, le zèle, les efforts désespérés de Desmarets, avaient réussi seulement à épargner aux yeux du roi mourant cette suprême et inévitable expiation.

17. Deuils dans la famille royale. Testament et mort du roi (1715). — Les dernières années du règne de Louis XIV furent aussi tristes que les premières.

1: « Desmarets ne savait plus de quel bois faire flèche. Tout manquait et tout était épuisé. Il avait été à Paris à toutes les portes.... Desmarets dit au roi que, tout bien examiné, il n'y avait que Bernard qui pût le tirer d'affaire.... Le roi y consentit.... J'admirais, et je n'étais pas le seul, cette espèce de prostitution du roi, si avare de ses paroles, à un homme de l'espèce de Bernard. » (Saint-Simon, t. XI, p. 196.)

avaient été brillantes. Aux malheurs nationaux vinrent se joindre de cruelles afflictions domestiques : il perdit son fils unique le grand dauphin (14 avril 1711), emporté en quelques heures par la petite vérole. Ses espérances se reportèrent alors sur la seconde génération de ses enfants ; mais là encore il fut cruellement frappé. La duchesse de Bourgogne, Marie-Adélaïde de Savoie, cette femme charmante qui fut dans les années de tristesse l'unique joie de Versailles, fut enlevée en quelques jours par une fièvre pourprée (12 février 1712). Son mari prit à son chevet les germes de son mal ; il mourut six jours après elle (18 février 1712). Trois semaines plus tard (8 mars 1712), ce fut le tour de leur fils aîné, le duc de Bretagne, arrière-petit-fils de Louis XIV. Enfin, en 1714, le troisième fils du grand dauphin, Charles de Berry, mourut d'une chute de cheval. Dans l'espace de trois ans, Louis XIV avait vu disparaître trois dauphins ; de sa nombreuse famille, il ne lui restait qu'un petit-fils, Philippe V, roi d'Espagne, qui ne pouvait régner en France, et un arrière-petit-fils, Louis, duc d'Anjou, né en 1710, qui fut Louis XV.

Tant de pertes arrivées coup sur coup décidèrent le roi à prendre une mesure qui était un nouvel attentat à la moralité publique : ses fils légitimés, le duc du Maine et le comte de Toulouse, nés de la marquise de Montespan, furent déclarés héritiers de la couronne à défaut de princes du sang. Il les appela par son testament à faire partie du conseil de régence, dont le duc d'Orléans, son neveu, n'eut que la présidence ; le duc du Maine obtint en outre la tutelle, avec la surintendance de l'éducation du jeune roi, dont le maréchal de Villeroy fut nommé gouverneur. Louis XIV mourut le 1^{er} septembre 1715, à l'âge de 77 ans, après en avoir régné 72.

Au milieu de toutes ces douleurs, nationales et domestiques, le roi fit preuve d'une fermeté d'âme admirable, à laquelle Saint-Simon a rendu hommage. « Accablé au dehors par des ennemis irrités qui se jouaient de son impuissance et insultaient à sa gloire passée ; déchiré au

dedans par les catastrophes les plus intimes et les plus poignantes;... cette constance, cette fermeté d'âme, cette cette égalité extérieure, cette espérance contre toute espérance, c'est ce qui aurait pu lui mériter le nom de Grand qui lui avait été si prématuré. Ce fut aussi ce qui lui acquit la véritable admiration de toute l'Europe et ce qui lui ramena tant de cœurs qu'un règne si long et si dur lui avait aliénés. »

18. Résultats du règne de Louis XIV. — Si on laisse de côté les acquisitions des traités de Westphalie et des Pyrénées qui sont l'œuvre de Richelieu et de Mazarin, on trouve à rappeler pour le règne même de Louis XIV l'acquisition de deux provinces (Flandre, Franche-Comté) et de quelques villes (Strasbourg, Landau, Dunkerque). On peut se demander si c'était une compensation suffisante aux affreuses misères de la fin du règne; on peut penser, en se souvenant de l'état de l'Europe en 1661, que Louis XIV n'a pas tiré de la situation tout ce qu'elle offrait d'avantageux pour la France. Mais les fils oublient bien vite les souffrances de leurs pères; les générations suivantes n'ont voulu se rappeler que tant de victoires, l'Europe bravée, la France pendant vingt années prépondérante, enfin l'éclat incomparable de cette cour de Versailles et de ces merveilles des lettres et des arts qui ont valu au xvii^e siècle le nom de siècle de Louis XIV, et qui nous ont donné sur l'Europe une autre domination plus durable que celle des armes. C'est à l'histoire de montrer le prix dont la France a payé l'œuvre impossible de son roi : au dehors, dominer l'Europe, ce qui amena les haines, les coalitions, enfin les désastres des dernières années; au dedans, asservir les volontés et les consciences, ce qui provoqua la terrible réaction de l'âge suivant.

Il faut rappeler aussi, parmi les résultats de ce règne, les institutions fondées à l'époque où Louis était heureux et la France prospère, et qui ne périrent pas avec lui : création de la marine militaire, des arsenaux, du système des classes, d'un grand empire colonial; deve-

veloppement de la marine marchande et du commerce ; organisation du système protecteur ; développement de l'industrie ; encouragements à l'agriculture ; ouverture de canaux, amélioration des routes ; réorganisation de l'armée et nombreuses créations militaires, qui subsistèrent jusqu'en 1789 ; fortification des frontières, qui sauva deux fois la France, à la fin du règne de Louis XIV et au commencement de la Révolution ; création de la police ; institution des intendants ; établissement des académies, etc.

Tout cela ne tomba pas avec notre fortune. Le bel ordre que Colbert avait mis dans nos finances disparut ; l'armée, la marine, furent décimées ; l'administration devint oppressive, parce qu'elle eut chaque jour à demander aux peuples davantage, et qu'elle eut chaque jour moins à leur donner : mais les règles n'avaient point été détruites, les créations n'étaient point mortes, ni les monuments renversés. Le moule où Colbert, Louvois et Louis XIV avaient coulé cette belle statue de la France, que l'Europe admira au temps de la paix de Nimègue, était vide maintenant ; il n'était pas brisé. Il fut retrouvé, après 1789, par la République et l'Empire. Notre centralisation administrative est un legs de Louis XIV.

CHAPITRE XIV

LE MOUVEMENT INTELLECTUEL À L'ÉPOQUE DE LOUIS XIV¹.

1. Caractère littéraire du xvii^e siècle en France. — 2. Le siècle de Louis XIV. — 3. Les académies et les pensions. — 4. Les grands prosateurs. — 5. Les grands poètes. — 6. Philosophes et érudits. — 7. Influence littéraire de la France. — 8. Sciences. — 9. Beaux-arts. — 10. Architecture. — 11. Monuments et fondations. — 12. Peinture. — 13. Sculpture et gravure. — 14. Musique. — 15. Commencements d'une littérature nouvelle. — 16. Origines de l'économie politique. Bois-Guillebert, Vauban. — 17. Fénelon. — 18. Bayle.

1. Caractère littéraire du dix-septième siècle en France. — Le xvi^e siècle avait fait la réforme religieuse; le xviii^e siècle fera les réformes politiques. Placé entre ces deux âges révolutionnaires, le xvii^e siècle eut, dans les lettres, un si parfait équilibre des forces de l'esprit, une puissance d'écrire si complètement égale à la puissance de penser, qu'il est resté, par excellence, le siècle littéraire de la France. Les générations qui vivent dans les jours d'orage, au milieu des discussions brûlantes, vont plus haut ou plus bas, mais n'arrivent jamais à cette calme et sereine beauté que la postérité ne se lasse point de contempler.

2. Le siècle de Louis XIV. — Quelle part revient au roi dans cette gloire de l'esprit français? Une très consi-

1. Charles Perrault, *Mémoires*; Voltaire, *Siècle de Louis XIV*, chap. xxvii; Walckenaër, *Vie de Mme de Sévigné*; Paul Mesnard, *Histoire de l'Académie française*. Ceux de nos lecteurs qui voudraient avoir un tableau d'ensemble du siècle de Louis XIV, tracé avec esprit et avec goût, le trouveront dans l'*Histoire de la littérature française* de M. Demogéot, collection de l'*Histoire universelle*. Sur les beaux-arts: Bayet, *Précis d'histoire de l'art*; Anthyme Saint-Paul, *Histoire monumentale de la France*.

dérable, disait-on autrefois. Aujourd'hui on sait mieux qu'au moment où Louis prit en main le gouvernement, la France avait recueilli la moitié de la gloire littéraire que le xvii^e siècle lui réservait (Voyez le chapitre vii). On sait aussi, pour les génies qui vinrent ensuite, qu'il n'y a pas au monde de pouvoir capable de faire un grand écrivain ou un grand artiste, quand la nature, l'éducation et les circonstances ne l'ont pas produit. Tout ce que le génie demande à la puissance, c'est de ne pas lui être contraire. Elle ne lui donne pas la voix; mais elle peut l'étouffer. Elle peut aussi le soutenir, l'exciter par des faveurs, mieux encore par des égards; et c'est ce que Louis a compris et fait admirablement. Lui, dont une parole, un sourire, étaient regardés comme une précieuse récompense, même pour d'éclatants services, il comblait d'égards Racine; il se laissait battre dans une discussion par Boileau; il permettait à Mansart de lui parler à toute heure; il recevait à sa table l'auteur du *Misanthrope*.

Au reste, les muses reconnaissantes rendirent bien plus qu'elles n'avaient reçu : elles ont consacré son nom. Nous-mêmes, tout en croyant que les Mécènes ne font pas les Virgiles, nous conserverons le mot consacré de siècle de Louis XIV, parce que Louis eut pour les arts et les lettres un goût et des faveurs auxquels nous ne devons assurément aucun de nos grands écrivains, mais qui, en honorant les lettres, ont préparé leur puissance.

3. Les académies et les pensions. — Toutefois, en favorisant les lettres, il chercha à les discipliner, et il y eut sous lui, comme Richelieu l'avait commencé, un véritable gouvernement de la littérature. Colbert en fut le ministre. On a déjà vu comment il essaya de l'organiser, en fondant ces académies, nobles asiles de l'esprit et de la science, qui devaient tracer les règles, donner le ton, et, si j'ose dire, marquer la mesure. Leurs membres eurent comme des fonctions publiques dont les pensions et les jetons de présence furent le traitement. L'Académie française continua à préparer le dictionnaire de la langue, et, pour hâter son travail, Colbert déterminâ les heures de

ses séances. L'Académie des inscriptions fit des devises pour les médailles et les écussons, des inscriptions pour les monuments dont l'Académie de peinture et de sculpture arrêta la décoration. La mission de l'Académie des sciences fut déterminée par cette légende de la médaille frappée pour sa fondation : *Naturæ investigandæ et perficiendis artibus.*

Les académies formaient les corps constitués de la littérature, des sciences et des arts. Leurs membres les plus éminents avaient de plus des fonctions officielles et un rang à la cour. Jules Mansart était premier architecte et surintendant des bâtiments du roi ; Le Brun, son premier peintre ; Lulli, son premier musicien. Louis XIV ne fit pas de la poésie une charge de cour : il se contenta de l'enchaîner par des faveurs ; mais il en fit une de l'histoire, comme pour maîtriser d'avance le jugement de la postérité : Racine et Boileau furent ses historiographes. Son valet de chambre, Molière, eut même un rôle dans la grande pièce qui se jouait si gravement à Versailles autour du roi. Louis, qui faisait monter la noblesse sur le char de triomphe de la royauté, laissa volontiers le poète lui lancer d'en bas des sarcasmes acérés, et, au besoin, lui indiqua quelque fâcheux qu'il avait oublié, un marquis sur lequel l'immortel comique n'avait pas frappé.

4. Les grands prosateurs. — « Un des ouvrages, dit Voltaire, qui contribuèrent le plus à former le goût de la nation, fut le petit recueil des *Maximes* de François, duc de la Rochefoucauld (1613-1680). Quoiqu'il n'y ait presque qu'une vérité dans ce livre, qui est que *l'amour-propre est le mobile de tout*, cependant cette pensée se présente sous tant d'aspects variés, qu'elle est presque toujours piquante. C'est moins un livre que des matériaux pour orner un livre. On lut avidement ce petit recueil ; il accoutuma à penser et à renfermer ses pensées dans un tour vif, précis et délicat.

« Un des premiers qui étala dans la chaire une raison toujours éloquente fut le père Bourdaloue (1632-1704),

vers l'an 1668. Ce fut une lumière nouvelle. Il y a eu après lui d'autres orateurs de la chaire, comme le père Massillon (1662-1742), évêque de Clermont, qui ont répandu dans leurs discours plus de grâces, des peintures plus fines et plus pénétrantes des mœurs du siècle, mais aucun ne l'a fait oublier. Dans son style plus nerveux que fleuri, sans aucune imagination dans l'expression, il paraît vouloir plutôt convaincre que toucher, et jamais il ne songe à plaire. » Je relèverai pour mon compte dans Bourdaloue la hardiesse de la censure, les allusions aux mœurs du temps : « Le sermon du père Bourdaloue, dit « Mme de Sévigné, était d'une force à faire trembler les « courtisans.... Il frappe comme un sourd. »

« Il avait été précédé par Bossuet (1627-1704), depuis évêque de Meaux. Celui-ci, qui devint un si grand homme, avait prêché assez jeune devant le roi et la reine mère, en 1661, longtemps avant que le père Bourdaloue fût connu. Ses discours, soutenus d'une action noble et touchante, les premiers qu'on eût encore entendus à la cour qui approchassent du sublime, eurent un si grand succès, que le roi fit écrire en son nom à son père pour le féliciter d'avoir un tel fils. Cependant, quand Bourdaloue parut, Bossuet ne passa plus pour le premier prédicateur. Il s'était déjà donné aux oraisons funèbres, genre d'éloquence qui demande de l'imagination et une grandeur majestueuse qui tient un peu à la poésie. L'oraison funèbre de la reine mère, qu'il prononça en 1667, lui valut l'évêché de Condom ; mais ce discours n'était pas encore digne de lui ; et il ne fut pas imprimé, non plus que ses sermons. L'éloge funèbre de la reine d'Angleterre, veuve de Charles I^{er}, qu'il fit en 1669, parut presque en tout un chef-d'œuvre. L'éloge funèbre de Madame, enlevée à la fleur de son âge et morte entre ses bras, eut le plus grand et le plus rare des succès, celui de faire verser des larmes à la cour ; il fut obligé de s'arrêter après ces paroles : *O nuit désastreuse, nuit effroyable, où retentit tout à coup comme un éclat de tonnerre cette étonnante nouvelle : Madame se meurt ! Madame est morte !* L'audi-

toire éclata en sanglots, et la voix de l'orateur fut interrompue par ses soupirs et par ses pleurs.

« Les Français furent les seuls qui réussirent dans ce genre d'éloquence. Le même homme, quelque temps après, en inventa un nouveau, qui ne pouvait guère avoir de succès qu'entre ses mains : il appliqua l'art oratoire à l'histoire même, qui semble l'exclure. Son *Discours sur l'histoire universelle*, composé pour l'éducation du dauphin, n'a eu ni modèle ni imitateurs. On fut étonné de cette force majestueuse dont il décrit les mœurs, le gouvernement, l'accroissement et la chute des grands empires, et de ces traits rapides d'une vérité énergique dont il peint et dont il juge toutes les nations¹.

« Presque tous les ouvrages qui honorent ce siècle étaient dans un genre inconnu à l'antiquité. Le *Télémaque* est de ce nombre. Fénelon (1651-1715), le disciple, l'ami de Bossuet, et depuis devenu malgré lui son rival et son ennemi, composa ce livre singulier, qui tient à la fois du roman et du poème, et qui substitue une prose cadencée à la versification. Il semble qu'il ait voulu traiter le roman comme M. de Meaux avait traité l'histoire, en lui donnant une dignité et des charmes inconnus, et surtout en tirant de ces fictions une morale utile au genre humain. Il avait composé ce livre pour servir de thèmes et d'instruction au duc de Bourgogne, dont il fut le précepteur. Plein de la lecture des anciens et né avec une imagination vive et tendre, il s'était fait un style qui n'était qu'à lui, et qui coulait de source avec abondance. J'ai vu son manuscrit original : il n'y a pas dix ratures. On prétend qu'un domestique lui en déroba une copie, qu'il fit imprimer : si cela est, l'archevêque de Cambrai dut à cette infidélité toute la réputation qu'il eut en Europe.

« On peut compter parmi les productions d'un genre unique les *Caractères* de la Bruyère (1644-1696). Il n'y

1. Aux œuvres historiques de Bossuet il faut ajouter l'*Histoire des variations des Églises protestantes*. Son *Traité de la connaissance de Dieu et de soi-même* est un beau livre de philosophie, et son *Exposition de la doctrine de l'Église* une grande œuvre de théologien.

avait pas chez les anciens plus d'exemples d'un tel ouvrage que du *Télémaque*. Un style rapide, concis, nerveux, des expressions pittoresques, un usage tout nou-



Jean de la Bruyère,

veau de la langue, mais qui n'en blesse pas les règles, frappèrent le public; et les allusions qu'on y trouvait en foule achevèrent le succès. Quand la Bruyère montra son ouvrage manuscrit à M. Malézieu, celui-ci lui dit : *Voilà*

de quoi vous attirer beaucoup de lecteurs et beaucoup d'ennemis. Ce livre baissa dans l'esprit des hommes quand une génération entière, attaquée dans l'ouvrage, fut passée. Cependant, comme il y a des choses de tous les temps et de tous les lieux, il est à croire qu'il ne sera jamais oublié. »

Il y a encore bien des noms à citer parmi les prosateurs, remarquables à divers titres : l'avocat Olivier Patru, qui le premier mit de l'ordre, de la clarté et de la bienséance dans les discours du barreau; Fontenelle, neveu de Corneille (1657-1757), pour ses *Entretiens sur la pluralité des mondes*, où « l'art délicat de répandre des grâces jusque sur la philosophie » se montra pour la première fois; Pellisson (1624-1695), pour les trois *Mémoires* qu'il écrivit comme défense de Fouquet; Saint-Réal, auteur de la *Conspiration de Venise*, que Voltaire place à côté de Salluste; Fléchier, évêque de Nîmes (1632-1700), dont le chef-d'œuvre est l'*Oraison funèbre* de Turenne; Mascaron, évêque d'Agén (1634-1703), qui a écrit sur le même sujet son meilleur discours.

Il est une classe particulière d'écrivains : ceux qui racontent ce qu'ils ont fait, ce qu'ils ont vu. Grâce peut-être à un travers de notre esprit national, le désir d'occuper de soi, après les contemporains, la postérité et de dicter à celle-ci son jugement, la France est le pays qui possède le plus de *Mémoires*. Cette curieuse branche de la littérature historique commença de bonne heure chez nous avec Villehardouin et Joinville. Le *xvii^e* siècle en a une riche collection, due à des auteurs, pour la plupart d'un esprit fin et délicat, qui nous ont révélé bien des secrets et les causes de bien des choses. Ceux de Richelieu sont une mine précieuse pour la grande histoire du temps; ceux de Mme de Motteville (1621-1689), confidente d'Anne d'Autriche, nous font vivre dans l'intimité de cette princesse. L'abbé de Choisy (1644-1714), dont la vie fut très aventureuse et pas toujours irréprochable, rédigea les *Mémoires pour servir à l'histoire de Louis XIV*; Paul de Gondi, cardinal de Retz (1614-1679), a laissé un livre

qui est un des monuments de notre langue, et qu'on lit toujours avec plaisir, alors même qu'on ne croit pas toujours l'auteur. Gourville (1625-1703), receveur général des tailles de Guyenne, que d'immenses richesses rapidement acquises entraînèrent dans la disgrâce de Fouquet, écrivit ses souvenirs sur les années 1642-1678; Pierre Lenet, conseiller au parlement de Dijon, donna les siens sur les guerres de la Fronde. Dans ce genre de littérature, des grands seigneurs se font volontiers auteurs. Nous avons, sur la régence d'Anne d'Autriche, les *Mémoires* du duc de la Rochefoucauld qui, à leur apparition, causèrent plus d'un scandale; et, sur la dernière partie du règne de Louis XIV et le commencement de celui de Louis XV, les vingt volumes du duc et pair Rouvroy de Saint-Simon (1675-1755), qu'on a eu tort de mettre à côté de Tacite, mais qui n'en est pas moins souvent un prodigieux écrivain.

5. Les grands poètes. — La belle époque de Corneille appartient au règne de Louis XIV; mais le grand poète ne mourut qu'en 1684. Dans la dernière période de sa vie, il donna encore au théâtre *Othon*, *Pulchérie*, *Suréna*, etc.; mais sa gloire fut alors éclipsée par celle d'un jeune rival.

Jean Racine (1639-1699) avait étudié avec passion le théâtre de Sophocle¹ et d'Euripide. « Une ode qu'il composa à l'âge de vingt ans pour le mariage du roi, lui attira un présent qu'il n'attendait pas et le détermina à la poésie. Sa réputation s'est accrue de jour en jour, et celle des ouvrages de Corneille a un peu diminué. La raison en est que Racine, dans tous ses ouvrages, depuis son *Alexandre*,

1. Sophocle lui inspirait une telle admiration, qu'il n'osa jamais aborder les sujets de ses tragédies. « Un jour, raconte M. de Valincour, étant à Auteuil, chez Boileau, avec M. Nicole et quelques amis distingués, il prit un Sophocle grec et lut la tragédie d'*OEdipe* en la traduisant sur-le-champ. Il s'émut à tel point, que tous les auditeurs éprouvèrent les sentiments de terreur et de pitié dont cette pièce est pleine. J'ai vu nos meilleures pièces représentées par nos meilleurs acteurs, rien n'a jamais approché du trouble où me jeta ce récit, et, au moment que j'écris, je m'imagine voir encore Racine le livre à la main et nous tous consternés autour de lui. »

est toujours élégant, toujours correct, toujours vrai, qu'il parle au cœur, et que l'autre manque trop souvent à tous ces devoirs. Racine passa de bien loin et les Grecs



Jean Racine.

et Corneille dans l'intelligence des passions, et porta la douce harmonie de la poésie ainsi que les grâces de la parole au plus haut point où elles puissent parvenir¹.

1. Principales pièces de Racine ; *Andromaque* (1667), *les Plaideurs* (1668), *Britannicus* (1669), *Bajazet* (1672), *Mithridate* (1673), *Iphigénie* (1674),

« Un nombreux parti se piqua toujours de ne pas lui



Racine lisant Sophocle, chez Boileau, à Auteuil.

Phèdre (1677). Il s'arrêta alors dix ans, et donna *Esther* (1689) et *Athalie* (1691), deux pièces bibliques, à la prière de Mme de Maintenon. On peut trouver que Voltaire exalte trop Racine aux dépens de Corneille.

rendre justice. Mme de Sévigné (1626-1696), la première personne de son siècle pour le style épistolaire et surtout pour conter des bagatelles avec grâce, croit toujours que Racine *n'ira pas loin*. Elle en jugeait comme du café, dont elle dit *qu'on se désabusera bientôt*¹.

« La singulière destinée de ce siècle rendit Molière (1622-1673) contemporain de Corneille et de Racine. Il n'est pas vrai que Molière, quand il parut, eût trouvé le théâtre absolument dénué de bonnes comédies. Corneille lui-même avait donné *le Menteur*, et Molière n'avait encore fait connaître que deux de ses chefs-d'œuvre, lorsque le public avait *la Mère coquette* de Quinault, pièce à la fois de caractère et d'intrigue, et même modèle d'intrigue. Elle est de 1664; c'est la première comédie où l'on ait peint ceux qu'on a appelés depuis les marquis. La plupart des grands seigneurs de la cour de Louis XIV voulaient imiter cet air de grandeur, d'éclat et de dignité qu'avait leur maître. Ceux d'un ordre inférieur copiaient la hauteur des premiers; il y en avait enfin, et même en grand nombre, qui poussaient cet air avantageux et cette envie dominante de se faire valoir jusqu'au plus grand ridicule. Ce défaut dura longtemps, Molière l'attaqua souvent, et il contribua à défaire le public de ces importants subalternes, ainsi que de l'affectation des précieuses, du pédantisme des femmes savantes, de la robe et du latin des médecins; Molière fut, si on ose le dire, un législateur des bienséances du monde. Je ne parle ici que de ce service rendu à son siècle : on sait assez ses autres mérites².

1. On a aussi des lettres fort remarquables de Mme de Maintenon (voyez le Recueil de ses lettres publié par M. Geffroy). Son mari, le poète Scarron (1610-1660), était fort célèbre en son temps pour ses œuvres burlesques (*l'Énéide travestie, le Roman comique*). Les romans plus volumineux qu'intéressants de Mlle de Scudéri, de d'Urfé et de la Calprenède eurent aussi leur célébrité.

2. J.-B. Poquelin, dit Molière, valet de chambre de Louis XIV, donna *l'Étourdi*, sa première pièce sérieuse, en 1653; *les Précieuses* en 1659; *l'École des Femmes* en 1662; *le Festin de Pierre* en 1665; *le Misanthrope* en 1666; *le Tartufe* en 1667; *l'Avare* en 1668; *le Bourgeois gentilhomme* en 1670; *les Fourberies de Scapin* en 1671; *les Femmes savantes* en 1672; *le Malade imaginaire* en 1673. Regnard (1647-1709) est notre second poète

« C'était un temps digne de l'attention des temps à venir que celui où les héros de Corneille et de Racine, les personnages de Molière, les symphonies de Lulli,



Molière.

toutes nouvelles pour la nation, et (puisque'il ne s'agit ici que des arts) les voix de Bossuet et de Bourdaloue se faisaient entendre à Louis XIV, à Madame, si célèbre par

comique, quoique bien loin déjà de Molière : *le Joueur* (1694), *les Folies amoureuses* (1704), *le Légataire universel* (1708).

son goût, à un Condé, à un Turenne, à un Colbert, et à cette foule d'hommes supérieurs qui parurent en tous genres. Ce temps ne se trouvera plus où un duc de la Rochefoucauld, l'auteur des *Maximes*, au sortir de la conversation d'un Pascal et d'un Arnauld, allait au théâtre de Corneille.



Maison de Boileau, à Auteuil.

« Despréaux (1636-1711) s'élevait au niveau de tant de grands hommes, non point par ses premières satires, car les regards de la postérité ne s'arrêteront point sur *les Embarras de Paris*, et sur les noms des Cassagne et des Cottin; mais il instruisait cette postérité par ses belles *Épîtres*, et surtout par son *Art poétique*, où Corneille eût trouvé beaucoup à apprendre.

« La Fontaine (1621-1695), bien moins châtié dans son style, bien moins correct dans son langage, mais unique

dans sa naïveté et dans les grâces qui lui sont propres, se mit; par les choses les plus simples, presque à côté de ces hommes sublimes. »

Voltaire cite encore Quinault (1656-1688), la Motte (1672-1751) et J.-B. Rousseau (1669-1740), qu'il loue trop, le premier pour ses opéras, genre secondaire où le poète est le serviteur du musicien; le second; pour quelques belles stances qui ne lui méritaient pas cet honneur; le troisième, pour ses odes, ses psaumes et ses épigrammes, où l'on trouve beaucoup d'harmonie et un grand art d'expression, mais où l'inspiration manque, comme elle manquera à tout écrivain qui mettra un aussi grand contraste entre sa conduite et sa parole. On nomme encore Racan (1589-1670), Segrais (1624-1701) et Mme Deshoulières (1658-1694), pour leurs poésies pastorales.

6. Philosophes et érudits. — La philosophie venait d'être renouvelée par Descartes. A l'exception du Provençal Gassendi (1595-1655), qui combattit le système des idées innées et qui chercha à restaurer les doctrines d'Épicure, les principes du cartésianisme furent adoptés en France par tous les grands esprits du XVII^e siècle : ils inspirèrent au père oratorien Malebranche (1638-1715), qu'on a appelé le Platon de la France, son admirable ouvrage de *la Recherche de la vérité*; à Bossuet, le *Traité de la connaissance de Dieu et de soi-même*; à Fénelon, l'éloquente *Démonstration de l'existence de Dieu*.

Le jansénisme fut aussi le foyer d'une grande école de philosophes, de théologiens, de moralistes. Rappelons Pascal avec les fragments admirables des *Pensées* et l'*Entretien sur Épicète et Montaigne*; Antoine Arnauld (1612-1694), le grand Arnauld, dont la vie fut une perpétuelle discussion théologique avec les jésuites, avec les protestants, avec Malebranche; Nicole (1625-1695), connu surtout par ses *Essais de morale* et par la *Logique de Port-Royal*, qui est aussi l'œuvre d'Arnauld; Lancelot, par ses livres d'éducation. Bien loin de ce courant d'idées,

Bayle et Lamoignon le Vayer continuaient la tradition sceptique de Montaigne et de Rabelais que Voltaire allait reprendre.

Il faut donner aussi un souvenir à ces laborieux esprits qui continuaient à nous révéler l'antiquité ou qui essayaient de débrouiller le chaos de nos origines. Leur influence sur la langue est petite ou nulle, car d'ordinaire ce ne sont pas des écrivains, et beaucoup de leurs livres sont en latin ; mais elle est grande sur les idées, car le passé mieux compris éclaire le présent ; enfin, c'était un ordre de vérités qu'ils poursuivaient, celles de l'histoire, et leurs travaux nous guident encore. Les plus grands de ces savants hommes furent Casaubon, J. Scaliger, Saumaise, Ducange, Baluze ; plusieurs bénédictins de Saint-Maur, Mabillon, Montfaucon, etc. Mézeray (1610-1683), auteur d'une *Histoire de France* qui va jusqu'à Louis XIII, et qui vaut mieux pour la forme que pour le fond, chercha et réussit à se placer parmi les écrivains ; le père Daniel (1649-1723) refit l'ouvrage de Mézeray sans le faire oublier ; l'abbé Fleury (1640-1728) écrivit une *Histoire ecclésiastique*, estimée encore aujourd'hui, et les *Mœurs des Israélites* ; Le Nain de Tillemont (1637-1698) a laissé une savante *Histoire des empereurs romains*. Enfin citons les orientalistes Bochart, d'Herbelot, Galland, Chardin, Bernier, qui révélèrent un monde oublié de l'Europe depuis les croisades.

7. Influence littéraire de la France. — Nulle nation ne présentait un aussi magnifique ensemble de productions littéraires. L'Italie, l'Allemagne étaient en pleine décadence morale : l'une ne pouvait offrir que la fade poésie de la *Secchia rapita* de Tassoni, et l'*Adonis* de Marini ; l'autre, alors dans son âge de fer, n'avait que les vers mystiques du cordonnier Jacob Boehme. L'Espagne, comme un riche ruiné qui n'a gardé de sa fortune perdue que quelques bijoux précieux, montrait encore des peintres éminents et de trop féconds écrivains, comme Calderon. L'Angleterre avait eu au commencement du siècle, Shakespeare, au milieu Milton, à la fin Dryden, qui a été

mis à la tête des auteurs classiques de son pays ; mais cette littérature ne sortait pas encore de son île. La France, au contraire, était bien réellement à la tête de la civilisation moderne, et par la supériorité reconnue de son esprit et de son goût elle faisait accepter de l'Europe entière le pacifique empire de ses artistes et de ses écrivains.

8. Sciences. — Descartes et Pascal* appartiennent à la première moitié du siècle ; le règne de Louis XIV n'a pas produit de savants comparables à ces deux grands génies, cependant le mouvement scientifique fut encore représenté par des noms qui méritent d'être rappelés.

* L'abbé Mariotte (1620-1684) reconnut que le volume d'un gaz, à une température constante, varie en raison inverse de la pression qu'il supporte. Denis Papin, né à Blois en 1647, créa ou perfectionna plusieurs machines et pensa le premier à employer la vapeur d'eau condensée comme force motrice. Il fit, en Allemagne, sur la Fulda, des expériences avec un véritable bateau à vapeur qui remontait le courant. De stupides mariniers brisèrent la machine du grand physicien, qui mourut à Londres dans la misère (1710)¹. Il faut citer encore le marquis de l'Hospital (1661-1704), le premier mathématicien français qui se soit occupé de l'analyse infinitésimale.

Trois étrangers que Colbert attira en France justifièrent par leurs travaux les faveurs du roi. Le danois Rømer détermina la vitesse des rayons solaires ; le hollandais Huyghens découvrit l'anneau et un des satellites de Saturne ; l'italien Dominique Cassini, quatre des sept autres. On doit encore à Huyghens l'invention des horloges à

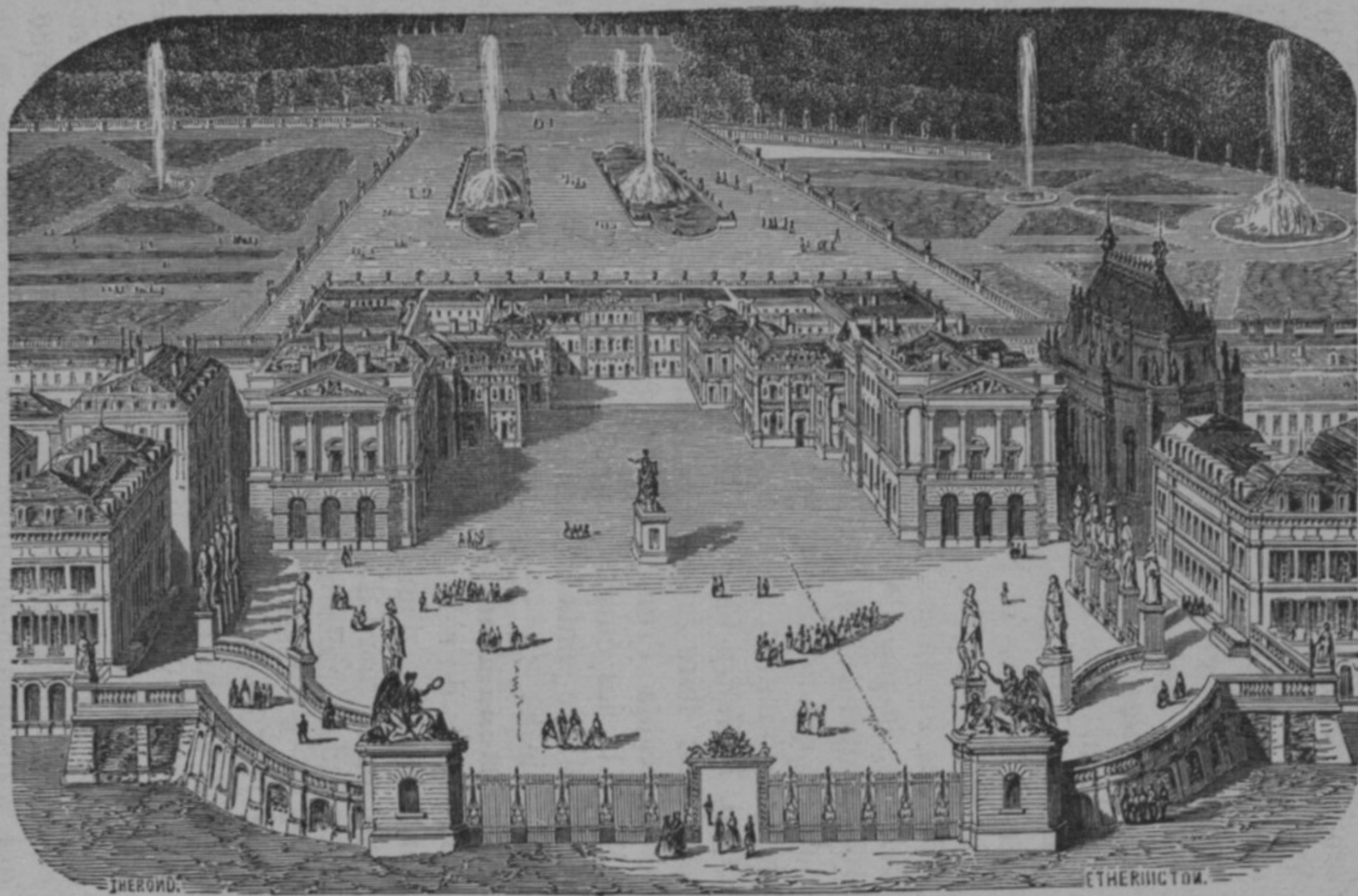
¹ 1. Papin a inséré un mémoire sur ce sujet, en 1690, dans les *Actes* de l'Académie de Leipzig, et on a publié une lettre de lui à Leibniz, du 15 septembre 1707, dans laquelle il lui communiquait le succès des expériences faites avec son bateau (*Voy. Exposition et histoire des principales découvertes scientifiques modernes*, par M. Louis Figuier). On retrouve l'idée de Papin exposée à Nancy, au sein de l'Académie Stanislas, par le chanoine Gauthier, qui proposait, quatorze ans avant la naissance de Fulton, de substituer la force de la vapeur à l'action du vent sur les vaisseaux (*Bulletin des Sociétés savantes*, 18 mars 1854). Mais, d'autre part, on trouve la considération de la vapeur comme force motrice dans le livre fort rare de Salomon de Caus, intitulé : *Raison des forces mouvantes* (1624).

pendule, et à Cassini les premières opérations qui devaient servir à mesurer la terre; il les exécuta avec l'abbé J. Picard, professeur d'astronomie au Collège de France, et tous deux commencèrent en 1669 la méridienne qui fut prolongée plus tard jusqu'au Roussillon. C'est d'après la mesure du degré, donnée par Picard, que Newton put enfin calculer la force qui retient la lune dans son orbite. L'Observatoire avait été construit à Paris tout exprès pour les savants travaux de Cassini.

La géographie fut réformée par Nicolas Sanson (1600-1667) et par Guillaume Delisle (1675-1726), dont les cartes sont encore estimées aujourd'hui. Tournefort (1655-1706) restaura la botanique et enrichit le Jardin du Roi des plantes nouvelles qu'il était allé recueillir dans un voyage au Levant. L'imprimerie royale égala les éditions de la Hollande par la correction et le luxe. Enfin la chirurgie continua les traditions d'Ambroise Paré. On venait de toutes les parties du monde à Paris pour consulter les Félix et les Maréchal.

9. Beaux-arts. — Tout se tient dans le développement intellectuel d'un peuple : quand le temps des grands écrivains est venu, celui des grands artistes n'est pas loin. Cette sorte de contagion morale qui gagne les esprits d'élite et suscite les talents supérieurs agissait trop au xvii^e siècle, pour que les artistes manquassent au rendez-vous des savants et des poètes.

L'école française de peinture avait produit sous le règne de Louis XIII des artistes puissants, Poussin, Le Sueur, Claude Lorrain, Philippe de Champaigne, dont le génie personnel s'est développé loin de Paris, loin du moins de l'influence de la cour. Avec le règne de Louis XIV, les arts perdent un peu de leur indépendance et de leur isolement; presque tous les artistes, architectes, peintres, sculpteurs, vivent auprès du roi, travaillent pour lui et concourent par leurs œuvres à l'apothéose de la royauté. Louis XIV a aimé le bâtiment et le décor; c'est un luxe qui a coûté cher, mais qui a provoqué dans les beaux-arts une fécondité exceptionnelle.



Versailles.

10. Architecture. — François Mansart oublia l'élégance et la grâce de la Renaissance pour un style qu'il croyait majestueux et qui était lourd. Il commença le Val-de-Grâce, bâtit le château de Maisons, près de Saint-Germain-en-Laye, et inventa les *mansardes* qui coupent quelquefois heureusement la surface trop nue des combles, mais quelquefois leur ôtent de la légèreté. Son neveu, Jules-Hardouin Mansart a été le grand architecte du règne. C'est un génie froid, régulier, qui atteignit presque au grandiose, parce que Louis XIV ne lui ménagea ni la place ni l'argent, mais qui semble manquer d'inspiration et d'élégance, si ce n'est dans sa belle coupole des Invalides; il a construit Versailles, le Grand Trianon, la place Vendôme, etc. Claude Perrault (1628-1688) fut médecin, physicien, grand architecte; l'architecte qui a élevé la colonnade du Louvre a conservé de la réputation, malgré Boileau. Un autre artiste de génie, Le Nôtre (1613-1700), créa l'art des jardins : il savait en faire la plus belle décoration des châteaux. A l'agréable l'agronome La Quintinie joignit l'utile. Louis XIV les employa tous deux, et leurs noms ont mérité d'être joints à ceux des illustres personnages de ce grand siècle.

11. Monuments et fondations. — Les principaux monuments du règne de Louis XIV sont : le Val-de-Grâce, dont le dôme, d'une coupe élégante, fut décoré à l'intérieur par Mignard d'une composition qui rappelle de loin les grandes peintures murales de l'Italie; l'Observatoire, élevé sur les dessins de l'astronome Picard et de Cl. Perrault (1666); les portes Saint-Denis et Saint-Martin, par Blondel et son élève Bullet; les Invalides, par Libéral Bruant (1674), avec cette église un peu étroite pour le dôme majestueux que Jules Mansart surmonta d'une flèche si hardie; la place du Carrousel, entre le Louvre et les Tuileries, ainsi nommé d'un carrousel magnifique qui y fut donné en 1662; la place des Victoires et la place Vendôme, créées ou agrandies pour recevoir les statues que le maréchal de la Feuillade et l'Hôtel de

Ville de Paris firent ériger à Louis XIV à l'époque du traité de Nimègue.



Le Val-de-Grâce.

Dès le commencement du règne on avait travaillé aux Tuileries. Levau y éleva les pavillons de Marsan et de Flore; en 1665, le jardin fut réuni au château, dont une rue le séparait, et refait sur un nouveau plan par Le

Nôtre : il s'étendit jusqu'aux Champs-Élysées, qu'on planta d'arbres en 1670 en même temps que les boulevards du nord, emplacement des anciens fossés de la ville. Le collège Mazarin (aujourd'hui l'Institut) fut bâti par ce même Leveau, qui fut aussi l'architecte du château de Fouquet à Vaux et de celui de l'intendant Bordier au Raincy.

Il y avait davantage à faire pour le Louvre. Sous Louis XIII, Le Mercier avait terminé la façade intérieure de l'ouest par la construction du dôme de l'Horloge que décorent les huit cariatides colossales de Sarrazin. Il s'agissait d'achever le chef-d'œuvre de Pierre Lescot. Colbert mit le projet au concours; les plans du médecin Claude Perrault furent préférés à ceux du Bernin. De 1666 à 1674 fut construite la célèbre colonnade du Louvre, qui repose malheureusement sur un soubassement trop élevé, nu et lourd. En même temps, la façade extérieure du sud, du côté de la Seine, et celle du nord, du côté de la rue actuelle de Rivoli, étaient commencées. Ces grands travaux furent d'abord poussés avec activité; peu à peu on les ralentit; enfin ils furent suspendus malgré les instances de Colbert. Le roi construisait alors Versailles.

Versailles n'avait été, sous Louis XIII, qu'un village que le roi fréquentait à cause de ses forêts giboyeuses. Il s'y était fait construire un château par l'architecte Le Mercier. Louis XIV voulut en faire une grande ville et un palais. Les travaux, entrepris dès 1661, furent confiés en 1670 à Jules Mansart, et continués sans interruption jusqu'à la fin du règne. Le Nôtre, Le Brun et ses élèves, surtout Girardon, continuèrent à embellir cette royale demeure, trop vantée¹, qui a coûté 250 millions de notre monnaie, et où l'on ne voit nulle part la France, mais partout le roi.

L'eau manquait à Versailles : Louis XIV créa à grands frais la machine de Marly, due au génie du mécanicien liégeois Rennequin Sualem et achevée en huit ans (1675-

1. Je veux parler du caractère architectural du château vu du jardin. C'est vaste, mais ce n'est point grand.



Colonnade du Louvre.

1685). Elle sembla insuffisante, et le roi songea à détourner la rivière de l'Eure, pour l'ancrer à Versailles par-dessus les vallons et les collines; c'était une entreprise gigantesque qui nous reporte au temps des constructions des Romains. Dangeau écrit le 8 juin 1685 : « M. de Louvois revint hier de la rivière de l'Eure où il était allé voir les travaux. Il y aura près de seize cents arcades aux aqueducs que l'on fait; desquelles il y en aura quelques-unes plus hautes deux fois que les tours de Notre-Dame. Outre ces seize cents arcades-là, il y en aura beaucoup de petites que l'on ne compte point. » Dix mille soldats furent occupés pendant quelques années à ces travaux; mais les maladies pestilentiellles, et surtout les guerres qui suivirent, forcèrent de les suspendre, et il n'en est resté que d'immenses et inutiles débris.

A côté de Versailles, le roi bâtissait en même temps le Grand Trianon, qui fut deux fois reconstruit (1671-1683), et Marly (1679), qui, suivant Saint-Simon, aurait coûté aussi cher que Versailles, « des *milliards* », qu'il faut réduire à dix millions de notre monnaie, si l'on ne compte pas l'argent dépensé par la fameuse machine : c'est déjà bien assez pour un pied-à-terre. Enfin les châteaux de Saint-Germain, de Fontainebleau, de Chambord, de Saint-Cloud, de Sceaux, étaient agrandis, restaurés, embellis surtout par les magnifiques jardins de Le Nôtre. Cent soixante millions, qui en vaudraient aujourd'hui trois ou quatre fois plus, furent employés à ces fastueuses dépenses¹.

Nous avons parlé ailleurs des grands travaux d'utilité publique : les ports, les arsenaux, les places fortes et le canal du Midi. Il n'en reste pas moins une disproportion excessive entre les dépenses faites pour les fantaisies du roi et celles qui eurent pour objet les intérêts du pays. C'était l'inévitable conséquence d'un régime politique qui mettait à la discrétion du prince, sans discussion, sans contrôle, toute la fortune publique.

¹ C'est le chiffre donné par M. de Monmerqué. M. Eckard (*Dépenses effectives de Louis XIV*, p. 41, 1858) est arrivé à un chiffre presque double.

12. Peinture. — Charles Le Brun (1619-1690) a été le peintre le plus célèbre du règne de Louis XIV; il avait été élève de Vouet et de Poussin. Son talent, souvent



Charles Le Brun.

théâtral, convenait très bien à Louis XIV, qui le nomma son premier peintre et le chargea de décorer la grande galerie de Versailles. Il y employa quatorze ans et fut, jusqu'à la mort de Colbert, l'arbitre, on pourrait dire le dictateur des arts en France; rien ne se faisait que sur

ses dessins et d'après ses avis : et on retrouve son influence dans tous les ouvrages de ce temps. Son dessin était mou et lourd, l'expression de ses figures plutôt exagérée que vraie; il n'avait pas l'éclatant coloris du Titien, ni le naturel et la grâce de Le Sueur, ni l'élan de Rubens ou la profondeur de pensée de Poussin. Cependant c'est un peintre, et le premier parmi ceux qui se placent au second rang. Le musée du Louvre possède ses *Batailles d'Alexandre*. On lui doit la fondation de l'École française à Rome, dont il fit les premiers règlements.

Mignard (1610-1695) fut le rival de Le Brun pendant quelque temps, à cause de sa grande fresque du Val-de-Grâce; il ne l'est pas aux yeux de la postérité, qui a donné son nom à toute affectation de délicatesse et de grâce, la mignardise.

Il y aurait à citer encore Jouvenet de Rouen (1647-1717), élève de Le Brun (*Esther devant Assuérus*, la *Pêche miraculeuse*); Santerre (1651-1717), qui a peint la trop gracieuse *Sainte Thérèse* de la chapelle de Versailles; de la Fosse, qui décora le dôme des Invalides et la voûte de la chapelle de Versailles, à laquelle travaillèrent aussi les deux frères Bon et Louis Boullogne; Lemoine, l'auteur du salon d'Hercule à Versailles, et surtout Watteau, de Valenciennes (1684-1722), qui inaugura le genre maniéré, mais avec un éclatant coloris.

13. Sculpture et gravure. — Puget comme Michel-Ange, dont il avait la fierté et l'énergie, fut à la fois peintre, architecte et sculpteur. Il naquit à Marseille en 1622, et mourut en 1694. Il sculpta longtemps des figures en bois pour la poupe et les galeries des vaisseaux de Toulon, bâtit plusieurs hôtels majestueux sur la Cannebière et remplit Gênes de ses chefs-d'œuvre. Louis XIV lui commanda le groupe de *Persée* et celui de *Milon de Crotone*. Ce dernier marbre, où la chair est vivante, pourrait rivaliser, par l'énergie de l'expression et la vérité du dessin, avec ce que l'antiquité nous a légué de plus magnifique, si l'on y retrouvait cette noblesse de formes que l'artiste ne doit jamais oublier.

MOUVEMENT INTELLECTUEL A L'EPOQUE DE LOUIS XIV. 535
même lorsqu'il ne veut représenter que la force matérielle. Le puissant athlète, treize fois couronné par la



Tombeau de Richelieu, dans l'église de la Sorbonne.

Grèce entière, devait montrer sur ses traits contractés par la douleur le souvenir de tant de victoires. On sent

que le grand artiste jouait avec le marbre, et, comme il le dit lui-même, « nourri aux grands ouvrages, il nageait lorsqu'il travaillait, et le marbre tremblait devant lui, pour grosse que fût la pièce ». Puget avait le caractère trop indépendant pour réussir à Versailles. Il y vint, y fut bien accueilli, mais reçut à peine, pour son *Milon*, la somme qu'il avait dépensée pour le faire. Son bas-relief d'Alexandre et de Diogène est, malgré la science qu'il y montra, une preuve de l'impuissance de la statuaire à rivaliser avec la peinture. Combien sont lourds ces nuages et ces drapeaux de marbre qui flotteraient si librement dans l'air d'un tableau ! Et, où est le principal acteur de cette scène, le rayon de soleil qu'Alexandre intercepte ?

Puget ne laissa point d'élèves. Coysevox, les deux Coustou, Girardon, procèdent d'un autre système : ce sont plutôt les sculpteurs de la grâce, les maîtres du style brillant et facile ; ils ont tous travaillé pour Versailles et les palais royaux. Les Tuileries ont du premier les *Chevaux ailés*, qui décorent l'entrée du côté de la place de la Concorde, le *Joueur de flûte*, la *Flore* et l'*Hamadryade*, qui sont dans les jardins ; de Nicolas Coustou, la *Seine*, la *Marne*, un *Berger chasseur* et *Jules César* ; de Guillaume Coustou, *Hippomène* et *Atalante* ; les *Cheveux indomptés* qu'on voit à l'entrée des Champs-Élysées sont du même artiste. Girardon a peuplé Versailles de ses ouvrages ; le mausolée du cardinal de Richelieu à la Sorbonne est son chef-d'œuvre. Les estampes de Nanteuil, Audran, gravées dans un style plus classique que les œuvres de Callot, représentent avec éclat notre école de gravure.

14. Musique. — Le florentin Lulli vint à treize ans à Paris et fut, avec Quinault, le vrai fondateur de l'opéra en France. Sa musique nous paraît froide, même celle d'église où il excellait. Les contemporains en jugeaient autrement. « Je ne crois point, écrivait Mme de Sévigné, au sortir du service pour le chancelier Séguier, qu'il y ait une autre musique dans le ciel » (6 mai 1672). Louis XIV, qui avait un goût très vif pour son talent, lui accorda le

privilège d'une académie royale de musique (1672), qui est devenue notre Opéra.

15. Commencement d'une littérature nouvelle. —

Voltaire termine ainsi son tableau du siècle de Louis XIV : « Il ne s'éleva guère de grands génies, depuis les beaux jours de ces écrivains illustres; et, à peu près vers le temps de la mort de Louis XIV, la nature sembla se reposer. » Cette fois Voltaire est trop modeste; la nature ne se reposa pas, car il parut et, avec lui, Montesquieu, Buffon, Rousseau et tant d'autres¹; mais ces nouveaux venus auront un esprit différent. Étranges ou plutôt inévitables relations des choses! Louis XIV constitue l'autorité absolue des rois, mais en même temps il encourage l'industrie et la littérature, et il prépare ainsi deux forces destinées à renverser la première. L'une, en effet, allait donner au tiers état la richesse qui fera demander des garanties, et l'autre, des lumières qui feront demander des droits. L'esprit critique, qui, au temps de la minorité de Louis XIV, s'est montré avec tant de puissance dans la sphère des questions religieuses et philosophiques, avait reculé devant les splendeurs du règne et s'était tu; ou réfugié dans l'humble cellule de quelques solitaires; il reparut quand l'enthousiasme officiel et sincère tomba épuisé sous les coups répétés du malheur public.

16. Origines de l'économie politique. Bois-Guillebert, Vauban. —

La détresse financière de la France fit naître les premières idées de réforme. On se mit à chercher les remèdes; on se demanda quelles étaient les lois de la richesse des nations, les meilleurs moyens de la développer. Alors une science nouvelle se fonda, qui devait être fort à la mode au XVIII^e siècle, l'économie politique. Les précurseurs en ont été Bois-Guillebert et Vauban.

Au moment où la guerre de la ligue d'Augsbourg finissait, quand la misère était déjà grande, un magistrat de province, Bois-Guillebert, lieutenant général au bailliage

1. En 1713, Voltaire avait vingt et un ans, Montesquieu, vingt-six, Buffon n'en avait que huit, et Rousseau trois.

de Rouen, vint trouver le contrôleur Pontchartrain et lui déclara qu'il avait dans les mains le salut de la France. « Écoutez-moi avec patience, » lui dit-il ; vous me prendrez d'abord pour un fou, ensuite vous verrez que je mérite attention. » Le contrôleur lui répondit brusquement « qu'il s'en tenait au premier », et il lui tourna le dos. Bois-Guillebert éconduit en appela à l'opinion publique et publia en 1697 un livre intitulé : *Détail de la France*. Il donna ensuite un *Traité des grains* ; une *Dissertation sur les richesses, l'argent et les tributs* ; un *Factum de la France*. Dans tous ces livres, on trouve des erreurs, des contradictions, et aussi d'importantes vérités, celles-ci par exemple : les métaux précieux ne sont pas la richesse, ils n'en sont que le signe ; la richesse d'un pays est dans l'abondance de ses productions, fruits de la terre, ou *biens d'industrie*, et les deux stimulants les plus énergiques de la production sont la concurrence et la liberté. L'impôt ne lui semble pas trop fort ; mais il le juge mal réparti. Il fallait avant tout rendre la taille équitable en supprimant faveurs et immunités, et en dressant, après recensement de la population du royaume, un rôle exact des contribuables. C'était là toute une révolution.

Vauban, qui souffrait de toutes les douleurs du pays, avait fait aussi des plans pour les soulager : il demandait le rétablissement de l'édit de Nantes et le retour à la tolérance religieuse ; il proposait de remplacer tous les impôts par un impôt unique, que tous, nobles et prêtres, payeraient comme les roturiers. Quand il présenta en 1707 au roi le livre de la *Dîme royale* où il exposait ces idées généreuses, Louis, oubliant les immenses services du maréchal, laissa condamner l'ouvrage au pilori. Les vœux patriotiques d'un grand citoyen étaient reçus comme les idées perverses d'un rêveur sacrilège. Six semaines après Vauban mourut.

Comme Bois-Guillebert, Vauban jugeait que la réforme urgente était celle de l'impôt. Tous les privilèges ou immunités de la noblesse et du clergé, disait-il, doivent disparaître, ainsi que l'impôt des boissons et les droits

qui entravent la circulation intérieure. L'impôt proportionnel au revenu ou *dîme royale* dispensera de ces taxes vexatoires qui écrasent le peuple et arrêtent tout à la fois la production et la consommation ; il préviendra le danger du recours aux emprunts qui grèvent l'avenir. Dans la pensée de Vauban, la dîme royale devait être l'unique impôt direct ; il attribuait encore à l'État certains impôts indirects comme les droits sur le contrôle, le papier timbré, les postes, les consommations de luxe, en particulier l'eau-de-vie, les douanes extérieures, le sel, dont il voulait réduire le prix de moitié ou des deux tiers. Le roi condamnait ces libérales idées ; et pourtant la seule mesure efficace, prise dans les dernières années de son règne, l'impôt du dixième sur le revenu, qui permit de continuer la lutte contre la coalition après 1709, n'est autre que l'application partielle du principe établi par Vauban.

Louis XIV étouffa toujours au dedans toute opposition, quelle qu'en fût la source ; mais il ne pouvait l'atteindre au dehors, où elle se produisait avec une hardiesse singulière. Dès l'année 1690, il s'imprimait en Hollande quinze mémoires sous ce titre : *Les soupirs de la France esclave*, où l'on réclamait, comme de vieilles libertés du pays, le privilège des trois ordres et la convocation des états généraux. C'étaient des signes précurseurs de l'esprit nouveau qui allait, au XVIII^e siècle, agiter la société française, après la double épreuve des courts bienfaits et des longs dangers de cette royauté absolue dont Louis XIV venait d'être la plus éclatante personnification.

17. Fénelon. — Ce besoin de réformes devenait si impérieux que le doux et pacifique Fénelon n'avait pas hésité à dire à Louis XIV ce qu'il croyait être la vérité. En 1694, il adressa au roi une lettre d'une énergie incroyable, qui est la critique la plus amère de son gouvernement. « Vous avez passé votre vie hors du chemin de la vérité et de la justice.... Le peuple qui vous a tant aimé commence à perdre le respect.... La sédition s'allume peu à peu de toutes parts. » Il avait préparé son élève le duc de Bourgogne à régner dans de nouvelles idées. Retiré

dans son archevêché de Cambrai à la suite de l'affaire du quiétisme, il charmait les loisirs que lui avait valus sa disgrâce, en racontant de sa plume élégante et facile les aventures de Télémaque. La malignité publique y vit une foule d'allusions. Sous les traits de Télémaque, l'archevêque, disait-on, avait peint le duc de Bourgogne; l'éloge de Tyr était celui de la riche et florissante république de Hollande; le masque de Protésilas cachait mal Louvois, le ministre dur et impitoyable; et le roi se reconnaissait aisément dans Sésostris, qui triomphait avec trop de faste, ou dans Idoménée, le monarque orgueilleux qui ruinait ses peuples par des guerres continuelles! Louis XIV ne pardonna pas à Fénelon, il le raya de la liste des officiers de sa maison; la police surveilla ses démarches, intercepta ses lettres, fouilla ses gens, quand ils venaient à Paris. Le duc de Bourgogne, qui aimait tendrement son précepteur, dut rester quatre ans sans lui écrire. Quand il osa rompre enfin le silence qu'on lui imposait, il eut bien soin de prévenir l'archevêque de ne pas lui répondre, « à moins que ce ne fût par quelque voie très sûre ».

Malgré les rigueurs du roi, les hommes de cœur continuèrent à aborder ces questions redoutables. Les ducs de Beauvillier et de Chevreuse, tous deux amis de Fénelon, jouissaient d'un grand crédit auprès du duc de Bourgogne, ils en profitaient pour faire lire au jeune prince des mémoires qu'ils composaient eux-mêmes sur le commerce, les finances, l'industrie. Ainsi, la nécessité d'une réforme s'imposait aux esprits les plus élevés; économistes, écrivains, poètes¹, courtisans même, comprenaient qu'on courait à l'abîme; cet abîme, Louis XIV le voyait, mais il en aurait trop coûté à son orgueil de changer son système

1. Quelque temps après la paix de Ryswick, Racine, causant avec Mme de Maintenon de la misère du peuple, parla avec tant d'éloquence qu'il fut prié de consigner ses observations dans un mémoire. Le poète obéit. A quelque temps de là, le roi trouve le mémoire entre les mains de Mme de Maintenon, le parcourt et s'écrie : « Parce qu'il sait faire des vers, croit-il donc tout tout savoir? Et parce qu'il est grand poète, veut-il être ministre? » Ces paroles équivalaient à un arrêt de disgrâce. Racine reçut l'ordre de ne plus se présenter à la cour. Le chagrin qu'il en conçut détermina une maladie de foie qui l'emporta au bout d'un an (21 avril 1699).

de gouvernement, même quand tout changeait autour de lui.

18. Bayle. — Parmi les écrivains qui se sont faits les apôtres des idées nouvelles, il faut donner une place à part à l'un des esprits les plus originaux de la fin du siècle. Le protestant Pierre Bayle (1647-1706) avait professé la philosophie à Sedan avec une grande indépendance d'esprit. Retiré en Hollande aux approches de la révocation de l'édit de Nantes, il occupa quelque temps la chaire de philosophie de Rotterdam, jusqu'au jour où ses démêlés avec les protestants orthodoxes le contraignirent à la quitter. En 1699, il fit paraître son célèbre *Dictionnaire historique et critique*, où il y a tant de nouveautés et de hardiesses. Bayle n'a pas les mérites littéraires de son temps, ce n'est pas à proprement parler un écrivain; mais peu de penseurs ont remué plus d'idées et avec une plus grande liberté. Sa philosophie était le scepticisme; il disait de lui-même qu'il était un « questionneur fâcheux ». Ce doute à l'égard de tous les systèmes l'avait conduit à une très grande tolérance en matière religieuse et philosophique. « Tout homme, disait-il, qui use honnêtement de sa raison est orthodoxe à l'égard de Dieu. » C'était une belle parole, au lendemain des persécutions du grand roi contre les dissidents. Le philosophe qui l'a prononcée était le vrai précurseur des idées du XVIII^e siècle.

CHAPITRE XV

LUTTE DE LA SUÈDE ET DE LA RUSSIE :
CHARLES XII ET PIERRE LE GRAND. — ÉTAT DE
L'EUROPE VERS 1715¹.

1. Pierre le Grand (1682-1725). — 2. Son premier voyage; révolte des strélitz (1697-1698). — 3. Réformes. — 4. Puissance de la Suède; coalition contre elle (1699). — 5. Victoire de Charles XII à Narva (1700). — 6. Charles XII fait Stanislas¹ Leczinski roi de Pologne (1706). — 7. Invasion de Charles XII en Russie (1708-1709). — 8. Bataille de Poltawa (1709). — 9. Charles XII à Bender; guerre avec les Turcs (1710-1711). — 10. Revers de la Suède. — 11. Mort de Charles XII (1718). — 12. Traités de Stockholm et de Nystad (1719-1721). — 13. Second voyage de Pierre en Europe (1717). — 14. Saint-Petersbourg. — 15. Dépendance de l'Église russe. — 16. Gouvernement autocratique. — 17. Mort du tsarévitch Alexis (1718). — 18. Derniers succès de Pierre le Grand (1722-1725). — 19. L'Europe vers 1715-1720. — 20. L'Angleterre, le Portugal, la Hollande et l'Autriche. — 21. La France et l'Espagne. — 22. La Savoie et la Prusse. — 23. Les états du Nord. — 24. L'Europe du Sud-Est. Traités de Carlowitz (1699), de Passarowitz (1718). — 25. Résumé de l'état de l'Europe.

1. Pierre le Grand (1682-1725). — Ce chapitre devrait avoir pour titre : Comment une domination s'écroule, comment une domination s'élève. Les deux noms de Charles XII et de Pierre I^{er} marquent en effet la chute de la Suède et l'avènement de la Russie parmi les grandes puissances européennes.

Vers la fin du xvii^e siècle, la Russie comprenait déjà un immense territoire qui s'étendait de la mer Glaciale à la

1. Voltaire, *Histoire de Charles XII*; *Histoire de Pierre le Grand*; Gessfroy, *Histoire des États scandinaves*; Rambaud, *Histoire de la Russie*; de la Jonquière, *Histoire de l'empire ottoman*; Léger, *Histoire de l'Autriche-Hongrie*; Lavisse, *Vue générale de l'histoire politique de l'Europe*.

mer Caspienne. Ses habitants, relégués aux confins de l'Europe et de la civilisation, semblaient à peine des hommes aux rares marchands anglais et hollandais qui trafiquaient dans leur pays. Mais la servile abjection du paysan devant les nobles et des nobles devant le tsar mettait aux mains de celui-ci un instrument redoutable : le despotisme. Dès le temps de Colbert, le savant Huet, évêque d'Avranches, disait : « S'il s'élevait quelque jour parmi eux un prince qui façonnât leur esprit féroce et leurs mœurs âpres et insociables, et qui se servît utilement de leur multitude, cette nation deviendrait formidable à ses voisins. » Pierre le Grand, un révolutionnaire sur le trône, accomplit la prédiction de l'évêque.

Pierre Alexievitch appartenait à la famille de Romanof, qui régnait en Russie depuis 1615; il fut le quatrième tsar de cette maison. Lorsque Fédor II, l'aîné des fils d'Alexis, mourut en 1682, il reçut le titre de tsar en le partageant avec un autre frère, Ivan; mais l'autorité resta aux mains de leur sœur Sophie. En 1689, Pierre, arrivé à l'âge de dix-sept ans, réussit à confiner cette princesse ambitieuse dans un couvent, et décida son frère, pauvre infirme à peu près aveugle et muet, à se démettre du pouvoir. C'était guidé par le Genevois Lefort, qu'il avait préparé et accompli cette révolution. Lefort lui vantait sans cesse les arts de l'Europe, l'autorité de ses rois, l'organisation de leurs armées et de leurs flottes. Pierre voulut avoir, lui aussi, une marine, une armée.

2. Son premier voyage; révolte des strélitz (1697-1698). — Quand Pierre inaugura son règne personnel, la Russie ne touchait à d'autre mer que la mer Glaciale; car, les Suédois étaient les maîtres de la Baltique, les Turcs de la mer Noire, les Persans de la Caspienne. Or la mer Glaciale ne conduit à rien. Il fallait donc attaquer les Suédois et les Turcs, si Pierre voulait « ouvrir une fenêtre » à la Russie du côté de l'Europe.

Dans l'impatience d'essayer ses forces naissantes et de s'approcher de cette mer Noire où il rêvait déjà de voir dominer son pavillon, il déclara en 1695 la guerre à la

Turquie. Elle ne fut point brillante, bien qu'il eût pris Azof (1696); il sentit qu'avant de se faire conquérante, la Russie avait besoin de s'initier aux secrets de la civilisation européenne; et il résolut d'aller lui-même visiter les nations policées de l'Occident.

En 1697, il quitte Moscou et se rend en Hollande, à Saardam; là, sous le nom de Pierre Michailof, et généralement appelé par ses compagnons Peterbaas (maître Pierre), travaillant comme un simple ouvrier du chantier, il apprend l'art de construire un vaisseau, de le lancer, de le gréer, de le gouverner; et il envoie dans ses états une colonie d'artisans, de marins, d'ingénieurs, d'ouvriers de toute espèce. Il va ensuite étudier l'Angleterre et son industrie, l'Allemagne et son organisation militaire. A Vienne, il apprend une révolte des strélitz, corps redoutable qui rappelait les prétoriens de Rome et les janissaires de Turquie. Pierre avait déjà failli être leur victime en 1682. Cette fois, c'était la princesse Sophie qui les soulevait du fond de son cloître, pour ressaisir le pouvoir. Pierre accourt, fait pendre, rouer ou décapiter dix-sept cents mutins, et, armé d'une hache, remplit lui-même l'office de bourreau. Pendant plus d'un mois il tua ainsi de sa main, et chaque jour davantage (1698). Plus tard il se faisait amener encore, durant ses orgies, des strélitz tirés de prison, et montrait son adresse en abattant leurs têtes. Cette milice séditeuse fut abolie sans résistance. Une révolte d'anciens strélitz, à Astrakhan, en 1705, et une autre des cosaques du Don, à Azof, furent vite réprimées. Le czar fit aux cosaques le même honneur qu'aux strélitz : quatre-vingt-quatre de leurs chefs, envoyés à Moscou, périrent de sa main.

3. Réformes. — Entouré d'étrangers pendant sa jeunesse, le Genevois Lefort, l'Anglais Gordon, l'Allemand Timmermann, le Vénitien Lima, Pierre avait été initié de bonne heure à la civilisation de l'Europe occidentale. Il voulut la transplanter brusquement en Russie, sans se soucier du génie national ni de la tradition. Lefort, son principal conseiller, était mort en 1699; il continue tout



Moſcou.

seul les réformes. Il organise des régiments sur le modèle de ceux qu'il a vus en Allemagne : exercices réguliers, vestes courtes et uniformes. Il astreint les fils des boyards à servir comme soldats ou matelots avant d'être officiers. Il fait traduire des livres étrangers traitant du génie et de l'artillerie, et fonde des écoles : une pour les cadets de marine, d'autres pour l'étude des mathématiques et de l'astronomie. Il dote Moscou d'un hôpital. Il établit de verste en verste (1067 mètres) des poteaux peints pour guider les voyageurs et les marchands, et il fait commencer le canal de jonction entre le Don et le Volga. Mais il oublie que le commerce ne prospère que là où il n'a rien à craindre des caprices d'un pouvoir ombrageux ou avide. Ce goût pour les choses de l'Europe, il le pousse jusqu'à la manie : il voulait « habiller en hommes son troupeau de bêtes » ; mais, si la cour adopte ces nouveaux usages, le peuple les repousse. Des modèles de justaucorps étaient pendus aux portes des villes, et on coupait les barbes et les robes à qui ne payait pas l'impôt fixé pour les défenseurs obstinés des anciennes coutumes.

Afin d'encourager le mérite par la distinction, il fonde, à l'exemple des autres nations de l'Europe, un ordre de chevalerie : celui de Saint-André. Pour faciliter ses rapports avec les peuples de l'Occident, il fixe, par un décret, le commencement de l'année au 1^{er} janvier, au lieu du 1^{er} septembre (1699). Mais ce n'était qu'une demi-réforme : en n'adoptant pas le calendrier grégorien, l'année russe s'est mise en retard de douze jours déjà sur la nôtre¹.

4. Puissance de la Suède ; coalition contre elle (1699). — Pierre était occupé à ces réformes, et, montrant à ses ministres, à ses généraux, les pays successivement illustrés par les arts et la gloire, leur disait : « Notre tour est venu, si vous voulez seconder mes desseins et joindre l'étude à l'obéissance, » lorsqu'un nouvel horizon s'ouvrit à lui.

1. Le retard sera de treize jours après 1900.

Un gentilhomme livonien, Reynold Patkul, arriva alors à la cour de Moscou. Il avait été condamné à mort en 1692 pour avoir réclamé le rétablissement des privilèges de son pays, détruits par le roi de Suède au mépris des traités. Réfugié d'abord auprès du roi de Pologne Auguste II, il venait remettre le soin de sa vengeance aux mains du tsar. Pierre n'hésita pas à l'accepter; les réformes n'étaient pour lui qu'un moyen, le but était la grandeur de la Russie, et il ne pouvait l'atteindre que par l'abaissement de la Suède.

Depuis la paix de Westphalie et les traités de 1660, la Suède avait eu la suprématie dans le nord de l'Europe. Elle tenait les embouchures du Weser par Brême, celles de l'Oder par Stettin et les îles de Wollin et Usedom; et, comme elle possédait la Poméranie, la Livonie, l'Esthonie, l'Ingrie et la Carélie avec la Finlande, la mer Baltique était un lac suédois. Mais cette brillante position était menacée. Tous les peuples voisins avaient ou à se faire jour ou à réparer d'anciennes défaites. La Russie ne pouvait devenir une puissance européenne qu'en occupant le golfe de Finlande, et la maison de Brandebourg désirait rejeter hors de l'Allemagne les intrus qui en occupaient, à sa portée, une si bonne part. Le Danemark avait de semblables désirs, et l'électeur de Saxe, roi élu de Pologne, souhaitait une guerre pour se donner le droit de garder ses troupes saxonnes dans ce royaume, qu'il eût voulu rendre héréditaire.

Charles XI, le plus grand roi de Suède depuis Gustave-Adolphe, était mort, laissant le trône à un jeune prince de dix-huit ans. Aussitôt la coalition se forme (1699) : les Russes de Pierre le Grand entrent dans l'Ingrie; les Saxons d'Auguste II, dans la Livonie; les Danois de Frédéric III, dans le Holstein, dont le duc est beau-frère de Charles XII.

Le nouveau roi de Suède n'était pas un grand prince, mais une âme héroïque à qui il n'a manqué qu'un peu de sagesse pour faire de grandes choses. Il s'était nourri de la lecture de Quinte-Curce et ne souhaitait rien tant que

de ressembler au héros macédonien. « Il n'était pas Alexandre, a dit Montesquieu; mais il aurait été le premier soldat d'Alexandre. »

5. Victoire de Charles XII à Narva (1700). — A la première nouvelle de la coalition, loin de s'étonner, il s'arme rapidement et part pour défendre ses provinces attaquées par le Darius moscovite. Il commence par le Danemark, débarque dans l'île de Seeland, et court tout droit à Gopenhague, qu'il menace d'un bombardement. Frédéric III, effrayé, implore la paix et se hâte de signer le traité de Traventhal (18 août 1700). En six semaines il avait été mis hors de combat.

Déjà les Saxons, conduits par Patkul, avaient levé le siège de Riga sur les représentations de la Hollande. Charles XII court aux Russes et arrive sous les murs de Narva avec 8,400 hommes, en face d'une armée cinq fois plus nombreuse. Mais le tsar a quitté le camp, les généraux ne s'entendent pas et n'inspirent aux soldats aucune confiance. Il suffit aux Suédois de quelques heures pour culbuter cette cohue de barbares (30 novembre 1700). Charles XII renvoie ses prisonniers qu'il méprise et marche contre les Saxons, qu'il trouve retranchés derrière la Duna. Ils n'en sont pas moins battus, et perdent Mitau et la Courlande (juillet 1701).

6. Charles XII fait Stanislas Leczinski roi de Pologne (1706). — Jamais la guerre ne s'était faite avec une plus foudroyante rapidité. Malheureusement, Charles XII ne sut pas profiter de l'occasion pour conclure une paix glorieuse, que le chancelier Oxenstiern lui conseillait, ni reconnaître lequel de ses deux ennemis était le plus redoutable : trompé par le facile succès de Narva, il conçut pour l'empire russe et même pour Pierre le Grand un mépris qui fut la cause de ses revers. Il résolut de détrôner Auguste, et, laissant quelques mille hommes pour surveiller les Russes, il pénétra en Pologne (1702). Il y perdit cinq ans à remporter de stériles victoires. Pour en finir, il envahit la Saxe, et vint camper à Altranstadt, non loin des champs de bataille où s'était illustré

Gustave-Adolphe. Auguste II céda alors, et, par le traité d'Altranstadt, renonça formellement à la couronne de Pologne en faveur de Stanislas Leczinski, le protégé du roi de Suède (1706).

7. Invasion de Charles XII en Russie (1708-1709).

— Charles XII se trouve alors l'arbitre de l'Europe. Le moment était solennel : s'il se jetait sur l'Allemagne et prenait à revers la coalition qui attaquait la France, les conséquences d'une telle diversion étaient incalculables : aussi Marlborough vint-il lui-même à Altranstadt négocier avec le roi de Suède (1707). Charles exigea de Joseph I^{er} une multitude de concessions et de réparations : l'empereur accorda tout. Les alliés respirèrent quand Charles XII, quittant la Saxe, se dirigea vers l'orient pour s'y prendre corps à corps avec un adversaire qui commençait à l'inquiéter.

Pendant qu'il guerroyait en Pologne pour le vain honneur de faire un roi, Pierre le Grand avait réorganisé son armée, battu près de Dorpat 7 000 Suédois (septembre 1704). L'année suivante, il conquiert l'Ingrie, où, pour être maître du lac Ladoga et de la Néva, il augmenta les fortifications de la place suédoise de Nöteborg, qu'il appela Schlussemborg, ou le fort de la Clef, disant que cette clef lui ouvrirait les pays ennemis. Les troupes s'aguerrissaient, les officiers se formaient, et une suite de succès peu bruyants, mais solides (prise de Dorpat, de Narva et de Mitau), donnait aux uns et aux autres la confiance nécessaire pour affronter les terribles soldats du héros suédois.

Celui-ci décidé enfin, après tant de temps perdu, à arrêter les progrès d'un ennemi qu'il avait trop méprisé, traversa rapidement la Saxe et la Pologne, chassant devant lui les Russes aventurés sur le territoire polonais, passa sur la glace la Bérésina (1708), et entra à Mohilew. Il n'avait pas de plan : d'abord il sembla résolu à marcher sur Moscou, tandis qu'un de ses généraux, Lubecker, attaquerait la capitale naissante du tsar, Saint-Petersbourg. Avec un peu de prudence, cette marche pouvait

réussir, et les Russes auraient été contraints d'accepter, dans Moscou dompté, la paix qu'ils avaient plusieurs fois demandée. Mais, arrivé à Smolensk, il abandonne la route



Statue de Pierre le Grand à Saint-Pétersbourg, par Falconet.

de Moscou et se dirige vers le sud. Devant lui, il voit fuir Chérémétieff, le plus habile général du tsar, et il le poursuit. Chérémétieff, en se retirant, détruit les fourrages, brûle les magasins, désole les campagnes pour affamer

l'ennemi. Charles XII, perdu au milieu des déserts, continue cependant d'avancer : il compte sur un soulèvement des Cosaques de l'Ukraine pour couper la retraite à Chérémétieff.

Il avait conclu une alliance avec leur hetmann, Mazeppa. Par malheur, l'armée s'égara dans l'inextricable marais de Pinsk, et Charles arriva trop tard au rendez-vous. Le tsar avait eu le temps de battre Mazeppa, et l'hetmann n'amena au roi qu'une poignée d'hommes (1708). Charles XII comptait au moins sur Lewenhaupt, qui approchait avec 16 000 hommes et d'immenses approvisionnements. Le tsar se jeta entre le roi et son lieutenant. Lewenhaupt, attaqué près de la Soja, affluent oriental du Dnieper, par 60 000 hommes, résista héroïquement, et, après cinq engagements meurtriers, fut contraint de mettre le feu aux 7 000 chariots qu'il escortait (octobre 1708) ; il ne rejoignait l'armée qu'avec 5 000 hommes, laissant aux mains du tsar quarante-quatre drapeaux. « Cette victoire, dit Pierre, fut la mère de celle de Poltawa. » Dans le même temps, Apraxin battait un corps suédois dans l'Ingrie. Survint le terrible hiver de 1709 : en une seule marche 2 000 soldats tombèrent morts. L'armée perdit la moitié de son effectif.

8. Bataille de Poltawa (1709). — Pierre le Grand manœuvrait cependant avec autant d'habileté que de prudence pour enfermer les Suédois en Ukraine. Charles XII essaya vainement de se faire jour par des attaques partielles : ses détachements furent battus. Il prit alors le parti d'assiéger Poltawa, dont le tsar avait fait son magasin : la ville n'avait que des murs de terre ; mais les Russes y jetèrent des renforts. Pierre le Grand arriva lui-même à la tête de 70 000 hommes et se retrancha dans une position formidable. Charles, après avoir perdu deux mois à ce siège, n'avait d'autre ressource que de livrer bataille. Malgré des prodiges de valeur, il fut vaincu : toute son armée fut prise ou détruite. Lui-même s'enfuit en Turquie avec cinq cents chevaux (1709).

9. Charles XII à Bender; guerre avec les Turcs (1710-1711). — Cette victoire renversa la puissance de la Suède, et fit passer à la Russie la suprématie dans le nord de l'Europe. Le tsar, qui, à Poltawa, s'était battu comme un soldat, sut profiter de sa victoire comme un habile général : il s'empara de la Carélie, de la Livonie et de l'Esthonie, et appela aux armes tous ceux que Charles avait vaincus. Le roi de Danemark se jeta sur la Scanie, et Auguste II entra en Pologne.

Le sultan s' alarma de voir grandir si vite une puissance née d'hier; il céda aux instances du roi de Suède, déclara la guerre à la Russie, et le grand vizir Méhémet-Baltagy franchit le Danube. Le tsar, appelé par les hospodars de Moldavie et de Valachie, accourut au-devant des Turcs, mais ne put défendre le passage du Pruth, et se trouva avec ses 40 000 hommes, sans vivres ni munitions; enveloppé par 150 000 ennemis. La tsarine Catherine, jeune Livonienne, veuve d'un dragon suédois, prise par les Russes, en 1702, au sac de Marienbourg, et que le tsar, séduit par sa beauté et son esprit, avait épousée, le sauva en ouvrant d'elle-même des négociations avec le grand vizir, qui se laissa gagner. Le tsar rendit Azof; par la destruction du port de Taganrog, il renonça à s'ouvrir la mer Noire; il s'engagea aussi à faire sortir ses troupes de Pologne et à ne plus se mêler des affaires de cette république. Ce fut le traité du Pruth (1711), qui arrêtait les progrès des Russes du côté de la mer Noire, mais qui déjouait d'autre part les espérances de Charles XII.

Celui-ci, qui avait cru un moment que Pierre était perdu sans ressources, s'obstina, pendant trois ans, à rester en Turquie, faisant jouer mille ressorts afin d'armer le sultan contre le tsar. Il ne put réussir. Fatigué de ses intrigues, le Divan voulut le contraindre à quitter le territoire ottoman. Charles XII se défendit, à Bender, avec ses domestiques et ses officiers contre 15 000 hommes. Quand il se décida à partir, en 1714, après cette échauffourée plus digne d'un don Quichotte que d'un roi, il était trop tard.

10. Révers de la Suède. — Il avait inutilement dépensé trois années à ces héroïques équipées, et, pendant ce temps, la Suède avait perdu toutes ses provinces extérieures. En vain Steinbock avait en 1709 détruit l'armée danoise près d'Helsingborg; il fut, malgré une nouvelle victoire, contraint de capituler dans Tonningén, à l'embouchure de l'Eyder (1713). Pierre envoya dans la Poméranie Mentchikof, garçon pâtissier qu'il avait fait général et prince, et qui le méritait; et, avec la flotte qu'il avait créée, il gagna lui-même, près des îles d'Aland, sur les Suédois, vieux maîtres de cette mer, une bataille navale qui lui donna la Finlande. Le roi de Danemark vendit à George I^{er}, roi d'Angleterre, Brème et Verden dont il s'était saisi. Le roi de Prusse se fit livrer Stettin et la Poméranie. Les dépouilles de la Suède étaient à l'encan.

C'est à ce moment que Charles XII se décida enfin à quitter la Turquie : il traversa à cheval l'Allemagne entière sous un déguisement, et ne s'arrêta qu'à Stralsund, la dernière ville qu'il possédât encore hors de la Suède. Une armée combinée de Danois, de Saxons, de Prussiens et de Russes l'y assiégea aussitôt; il la défendit un mois, et fut contraint d'en sortir pour ne pas y être pris; elle capitula le même jour (13 déc. 1715).

11. Mort de Charles XII (1718). — L'agriculture et l'industrie ruinées, le commerce anéanti, 250 000 hommes, l'élite de la population, moissonnés par une guerre de quinze ans, et l'ancien ascendant perdu, voilà dans quelle situation Charles XII avait mis et retrouvait son royaume. Il ne donna pourtant aucun signe que le passé lui avait au moins servi de leçon. Il consentit seulement, d'après les conseils du baron de Gœrtz, à diviser ses ennemis : une trêve tacite fut conclue entre la Suède et le tsar; Gœrtz s'entendit même avec Albéroni, ministre du roi d'Espagne Philippe V, et Charles XII promit de conduire 20 000 hommes en Angleterre pour détrôner George I^{er}. Il envahit d'abord la Norvège, qui faisait partie du royaume de Danemark; mais il périt devant

Fredrikshald, peut-être assassiné (11 déc 1718). Trois mois après, le baron de Goertz mourait sur l'échafaud.

Charles XII avait manqué deux fois l'occasion de jouer un grand rôle : en 1707, celui de Gustave-Adolphe dans les complications de l'Europe occidentale ; plus tard, celui de pacificateur triomphant dans la Pologne et la Russie domptées. Il s'était cru un autre Alexandre, il n'avait été qu'un aventurier héroïque ; il avait renversé la fortune de son peuple et ruiné son pays pour un siècle.

12. Traité de Stockholm et de Nystad (1719-1721). — La sœur de Charles XII, Ulrique-Éléonore, fut désignée par les états pour lui succéder (31 janvier 1719), mais à la condition de signer une capitulation qui restreignait singulièrement l'autorité royale. Elle s'associa, le 4 avril 1720, son époux, Frédéric de Hesse-Cassel, et des traités onéreux rétablirent la paix parmi les états du Nord.

Les traités de Stockholm (1719-1721), signés par la Suède avec le Hanovre, le Danemark, la Prusse et la Pologne, cédaient à l'électeur de Hanovre, roi d'Angleterre, les territoires de Brême et de Verden ; au Danemark, le Slesvig-Holstein, propriété d'un neveu de Charles XII ; à Frédéric-Guillaume I^{er} de Prusse, Stettin, avec la partie de la Poméranie citérieure comprise entre l'Oder et la Peene, en outre les îles d'Usedom et de Wollin ; enfin ils reconnaissaient Auguste II^e comme roi de Pologne. Il fallut ensuite traiter avec Pierre le Grand, qui avait repris les armes et envahi la Suède même. Le traité signé à Nystad, en Finlande, avec le tsar (1721), coûtait à la Suède tous les pays que baignent le golfe de Riga et celui de Finlande, depuis la Duna jusqu'au Kymmene, c'est-à-dire la Livonie, l'Esthonia, l'Ingrie, une partie de la Carélie, du pays de Viborg et la Finlande orientale. A l'ambassadeur de France, qui sollicitait du tsar des conditions moins dures, celui-ci avait répondu : « Je ne veux pas voir de ma fenêtre les terres de mon voisin » ; et, depuis la fondation de Saint-Petersbourg, ces paroles exprimaient vraiment une nécessité politique.

13. Second voyage de Pierre en Europe (1717). —

La Suède descend, la Russie monte. Pierre avait en 1717 profité des négociations ouvertes par le baron de Goertz pour faire un nouveau voyage en Europe : il traversa la Hollande et consacra six mois à visiter la France et ses merveilles. Il reçut à la cour du régent la plus magnifique hospitalité, et on lui fit accepter tout ce qu'il admirait en fait d'art. Un jour qu'il visitait la Monnaie, une des médailles qu'on frappe en sa présence tombe ; il la ramasse et voit son portrait avec cette légende : *Vires acquirit eundo*. Il vit à la Sorbonne la statue de Richelieu sculptée par Girardon, et, saisissant ce marbre dans ses bras : « Grand homme, s'écria-t-il, je t'aurais donné la moitié de mes états pour apprendre de toi à gouverner l'autre ! »

Il était venu en France chercher une alliance. « Vous vous êtes servi de la Suède pour combattre l'Autriche, disait-il au régent. Cette puissance est ruinée ; je m'offre à la remplacer dans ce rôle ; si vous me garantissez mes conquêtes et me payez les subsides que vous payez à la Suède. De plus, je vous apporte l'alliance de la Pologne et de la Prusse. » Dubois fit tous les efforts pour entraver cette négociation, qui pourtant aboutit au traité d'Amsterdam, par lequel le tsar et la Prusse garantissaient les traités d'Utrecht et de Bade, tandis que la France promettait sa garantie à ceux qui seraient conclus par le tsar et la Prusse pour la paix du Nord. C'était, de notre part, l'abandon de la Suède.

14. Saint-Petersbourg. — De retour dans ses états, Pierre achève sa nouvelle capitale pour remplacer l'ancienne, Moscou, qu'il trouvait trop éloignée de l'Europe et trop asiatique. Il en avait jeté les fondements en 1703, sur les débris de quelques bastions de la ville de Nyschanz (forteresse de la Nyá) ; prise cette même année aux Suédois, et il l'appelle de son nom, Saint-Petersbourg. La situation était bien choisie : à 30 verstes de l'embouchure de la Néva, près du golfe de Finlande, en face de la Suède, aux portes de l'Europe. L'endroit était malsain : plus de 100 000 ouvriers y périrent, mais le tsar ne

comptait pas les morts. Il s'établit lui-même au milieu des travailleurs, fit rapporter des terres pour combler les marais, creuser des canaux pour faire écouler les eaux stagnantes, et une des plus belles capitales de l'Europe s'éleva, par l'indomptable volonté de son fondateur, là où la nature n'aurait pas voulu un village. Dès l'année 1708, la ville était mise à l'abri d'un coup de main du côté de la mer par la construction du fort de Kronslot, dans une île, à l'embouchure de la Néva; et le port de Kronstadt, creusé en 1710, sur un banc de sable du golfe de Finlande, reçut la marine naissante du tsar¹.

Saint-Petersbourg, à peine bâti, eut une fabrique de glaces, une manufacture de tapisseries, une autre pour la filerie d'or et d'argent. Pierre avait déjà fait venir des bergers et des troupeaux de Saxe et de Pologne, afin d'avoir des laines propres à fabriquer de bons draps et de n'être pas obligé de recourir aux manufactures de Berlin pour habiller ses troupes : il appelle encore de l'étranger des ouvriers en fer et en laiton, des armuriers, des fondeurs; à sa mort, Moscou et Jaroslaf comptaient quatorze fabriques de toiles de lin et de chanvre. Pour faciliter les transactions, il rend les poids et mesures uniformes et établit un tribunal de commerce composé moitié d'étrangers, moitié de nationaux. En même temps, les mines de la Sibérie sont ouvertes; la mer Baltique, la mer Noire et la Caspienne sont reliées par des canaux²; les bords du

1. Kronstadt est sur l'île Kotlin, qui a 8 verstes de long sur 1 de large, (1 verste = 1067 mètres). Pierre avait songé un moment à placer sa capitale à l'embouchure du Don, ce qui l'eût rapproché de Constantinople, mais ne l'eût pas mis en rapport direct avec l'Europe, l'Euxin étant une mer fermée dont les clefs sont les Dardanelles, et la mer d'Azof n'étant à vrai dire qu'un lac marécageux dont la profondeur moyenne est de 2 mètres. Chose plus étrange et qui montre la vaste étendue de son regard, il fit rédiger un mémoire, qu'on a retrouvé aux archives de l'empire, pour examiner s'il ne conviendrait pas de mettre Pétersbourg sur ce fleuve Amour où la Russie vient de s'attribuer un territoire grand comme la France, et où elle a élevé, sans que le bruit même en arrivât en Europe, des ports, des arsenaux, des forteresses, qui lui donnent une position formidable sur l'Océan Pacifique.

2. On conserve dans les archives de Saint-Petersbourg le plan original d'un canal tracé par Pierre le Grand, pour faire communiquer la Caspienne et la mer Noire.

lac Peïpus, changés en chantiers de construction ; le plan du canal et des écluses du Ladoga, tracé par Pierre lui-même en 1718. Des forts élevés de distance en distance défendent la frontière contre les Tartares. Des relations de commerce sont établies avec la Chine ; une tentative est faite pour ouvrir une nouvelle route aux denrées de l'Inde par la grande Boukharie, à celles de la Perse par la mer Caspienne, afin de mettre tout ce riche commerce dans les mains de la Russie. Jusqu'au Kamtchatka, des forts sont bâtis, et Behring relève le gisement des côtes de la Sibérie orientale (1725), où il va bientôt découvrir le détroit qui porte son nom (1728).

15. Dépendance de l'Église russe. — Le clergé russe était fameux par son ignorance : ses membres ne savaient guère que deux choses, qu'ils étaient de la religion grecque et qu'il fallait haïr les Latins. Pierre les obligea de se recruter dans trois collèges qu'il établit à Moscou, leur défendit de trouver de nouvelles reliques et de faire des miracles. Il enleva à la juridiction ecclésiastique le droit de condamner à mort ou aux peines afflictives, et n'autorisa les vœux monastiques qu'après cinquante ans. Il avait laissé vacante depuis 1703 la dignité de patriarche, il l'abolit formellement en 1721, et donna la direction suprême des affaires religieuses au saint-synode, conseil composé de douze évêques ou archimandrites, qu'il nomma et qui lui jurèrent fidélité : le procureur impérial, dans ce saint-synode, fut un officier de cavalerie. Il devint par là, en réalité, le chef de l'Église, sans avoir besoin de se faire, comme le roi d'Angleterre, le chef de la religion ; celle-ci n'en fut que mieux subordonnée aux intérêts et à l'action de l'autorité temporelle. Dans ses lois il punit des mêmes châtimens les blasphèmes contre Dieu et les murmures contre sa personne.

16. Gouvernement autocratique. — Mais Pierre ne se contenta point de fortifier le principe autocratique du gouvernement russe, il en modifia la nature. Il appliqua, en effet, la hiérarchie militaire à toute l'administration de l'empire, déclarant que les officiers auraient la noblesse

personnelle, les officiers supérieurs, la noblesse héréditaire. Le peuple russe tendit à devenir un régiment de muets, et, comme dit un voyageur moderne, « la discipline du camp fut substituée à l'ordre de la cité ».

17. Mort du tsarévitch Alexis (1718). — Pierre avait eu de sa première femme, Eudoxie Lapoukhine, qu'il avait répudiée à cause de son opposition aux réformes, un fils, Alexis, qui, gouverné par les prêtres, chefs du parti mécontent, aigri contre son père et sa belle-mère Catherine, avait dit un jour : « Si je trouve le temps où mon père ne soit pas présent, je dirai quelque chose aux archevêques, qui le diront aux curés, et les curés le diront à leurs paroissiens, et il se pourra qu'on me fasse régner, même malgré moi. » Et il aurait régné, comme tout le monde le comprenait bien, pour anéantir l'œuvre de Pierre, pour permettre de porter la longue barbe et la robe¹, pour rétablir le patriarche et les trois carêmes, chasser les étrangers et les réformés. Le tsar avait de bonne heure apprécié ce caractère. Dès 1711, il condamnait son fils : lorsqu'il s'était trouvé sur les bords du Pruth en si grand péril, il avait écrit au sénat de lui choisir pour successeur, s'il succombait, « le plus digne ». Le tsarévitch commit plus que des imprudences de parole : il s'enfuit à Vienne, puis à Naples, d'où un ministre de son père réussit à le tirer. De retour en Russie, il continua ses intrigues. Son père le fit avertir plusieurs fois, puis arrêter, et le traduisit devant un tribunal exceptionnel de cent quatre-vingt-un commissaires, qui, après l'avoir soumis à la question, le condamnèrent à mort à l'unanimité. A la nouvelle de l'arrêt, le prince tomba dans des convulsions qui amenèrent, suivant les courtisans, une attaque d'apoplexie. Le lendemain il mourait, peut-être des suites de la torture (1718). L'anglais Henri Bruce, présent alors à la cour de Russie, écrivit que le

1. La longue barbe et la robe étaient conservées par les vieux Russes, c'est-à-dire par le parti opposé aux réformes. De là l'importance de ces signes extérieurs, symboles du respect pour les anciennes mœurs et les traditions nationales.

tsar avait administré à son fils une potion qui produisit des désordres mortels. Très-peu de personnes, ajoute-t-il, regardent sa mort comme naturelle; mais il était dangereux de dire ce qu'on en pensait. Plusieurs de ses complices supposés périrent, le général Glebof fut empalé, l'archevêque de Rostof fut rompu vif, l'impératrice Eudoxie fut flagellée.

L'homme impitoyable pour son fils ne devait point pardonner à ses agents infidèles. Les exactions, cette plaie de l'administration russe, trouvaient le tsar sans pitié. En 1721, le gouverneur d'Arkhangel fut fusillé, et le vice-gouverneur de Saint-Petersbourg reçut le knout, pour avoir abusé de leur pouvoir. Quelque temps auparavant, une chambre de justice, instituée pour rétablir l'ordre dans les finances, avait fait trembler jusqu'au favori du tsar, le prince Mentchikof. C'est par cette dureté impitoyable que Pierre parvint à transformer son peuple et à créer de toutes pièces la Russie moderne.

18: Derniers succès de Pierre le Grand (1722-1725). — Les dernières années du tsar furent encore marquées par des succès. Il avait alors une armée régulière de 120 000 hommes et une flotte de trente vaisseaux de ligne. Il avait conquis la prépondérance dans le Nord : le traité de Nystad la consacra. Une expédition contre la Perse lui valut Derbent, au sud du Caucase (1722). Ainsi Pierre I^{er} avait montré à ses successeurs la double route qu'ils ont si hardiment suivie à l'ouest et au sud de leur empire. Sous sa main despotique, mais puissante, la Russie était poussée vers le progrès avec violence, mais avec rapidité. Trois ans après, le génie civilisateur de la Russie, que le sénat et le synode avaient surnommé le Grand et le Père de la patrie, mourait des suites de ses débauches (8 février 1725). Voltaire l'a appelé moitié héros, moitié tigre, et Frédéric II disait de lui et de ses Russes : « C'était de l'eau-forte qui rongait du fer. »

On a attribué quelquefois au grand tsar un acte qu'on appelle le *Testament de Pierre le Grand*. Ce document est apocryphe; il a été fabriqué en 1811 par un histo-

rien français, au moment de la rupture de Napoléon et d'Alexandre. Pierre n'avait pas eu besoin de confier par écrit sa pensée à ses successeurs; elle apparaissait bien clairement dans son œuvre. Il avait voulu deux choses : d'une part, civiliser la Russie, de là cette importation des mœurs de l'Occident, la suppression des strélitz, le supplice d'Alexis; d'autre part, mêler ses états à la politique générale de l'Europe, de là sa guerre contre les Suédois et les Turcs, qui lui barraient le chemin. Les Suédois étaient frappés à mort; il n'y avait plus à s'occuper d'eux. Restaient les Turcs; leur tour viendra plus tard sous les successeurs de Pierre. Son programme devait être admirablement compris, et appliqué, il fut même étendu; car, Pierre le Grand ne s'était guère occupé de la Pologne, sur laquelle s'acharneront ses successeurs.

19. L'Europe vers 1715-1720. — A peu près vers la même époque, trois grandes questions politiques, qui avaient longtemps mis l'Europe en guerre, étaient réglées : la question de la succession d'Espagne, par les traités d'Utrecht, de Rastadt, de Bade, de la Barrière, de 1713 à 1715; la question suédoise, par les traités de Stockholm et de Nystad, de 1719 à 1721; la question turque, par les traités de Carlowitz en 1699 et de Passarowitz en 1718. Ces négociations avaient modifié l'Europe et lui avaient donné l'aspect qu'elle gardera, sans changements notables, pendant la majeure partie du siècle.

20. L'Angleterre, le Portugal, la Hollande et l'Autriche. — Le premier rang dans la politique de l'Europe avait été occupé au ^{xvii}^e siècle par la France; avec les traités de 1713, il passe à l'Angleterre. C'est elle qui dicte la paix à Utrecht, comme la France l'avait dictée à Munster et à Osnabruck. Laissant ses alliés se partager les territoires du continent, elle se réserve l'empire des mers. Elle est maîtresse de la Méditerranée par Gibraltar et Minorque; de l'Amérique du Nord par l'Acadie et Terre-Neuve, qui s'ajoutent à ses colonies

américaines et enserrèrent le Canada français. Aux Antilles, elle vint d'ajouter l'île française de Saint-Christophe à l'île espagnole de la Jamaïque qu'elle devait à Cromwell. Aux Indes orientales, où elle occupait depuis longtemps l'île de Bombay, elle venait de fonder Calcutta, sur le Gange, et Bencoulen, dans l'île de Sumatra. En Afrique, elle n'avait encore que des comptoirs peu importants et l'île de Sainte-Hélène. Chez elle, elle avait triomphé des insurrections de l'Irlande et consommé en 1707 son union politique avec l'Ecosse par la fusion des deux parlements. L'avènement de la maison de Hanovre, qui montait sur le trône en 1714 dans la personne de George I^{er}, ruinait les espérances des Stuarts et allait consolider le régime parlementaire, dont elle devait la précieuse conquête à la révolution de 1688.

L'Angleterre avait comme des annexes en Europe dans le royaume de Portugal et dans la république des Provinces-Unies. Depuis le traité de sir Méthuen en 1703, le Portugal était inféodé à la politique commerciale des Anglais. De son grand empire colonial, il ne possédait plus que des débris, Goa, Diu, dans les Indes, les établissements sur les côtes d'Afrique, moins le Cap, et en Amérique le Brésil.

Quant à la Hollande, la paix ne lui avait pas donné tout ce qu'elle aurait pu prendre à Gertruydenberg, quand elle tenait entre ses mains les destinées de la France. Elle avait obtenu quelques avantages commerciaux, les territoires de la haute Gueldre et de Venloo, et le droit de garnison dans les places de la Barrière, à savoir les villes belges de Namur, Tournay, Menin, Furnes, Ypres, Warneton et le fort de Knock. Elle avait toujours son empire colonial, des îles de la Sonde; elle développait sa colonie du Cap; elle commençait la découverte de l'Australie. Mais ses flottes ne dominaient plus l'Océan. La révolution de 1688 lui avait été fatale; depuis que son stathouder était monté sur le trône d'Angleterre, « ce n'était plus, suivant le mot de Frédéric II, qu'une barque voguant dans le sillage d'un puissant navire. » Son rôle politique, qui avait été si actif

pendant la seconde moitié du xvii^e siècle, était terminé. Avec l'Angleterre, la puissance qui avait triomphé aux traités de 1713-1715, c'était son alliée l'Autriche. Elle avait acquis de magnifiques domaines, le royaume de Naples, le Milanais, les Pays-Bas belges. Mais ses avantages étaient beaucoup plus apparents que réels. En augmentant ses territoires, elle n'avait fait qu'accroître ses embarras. Elle est vulnérable à présent sur trop de points; elle va lutter sans cesse pour conserver ses provinces éparses. Ce n'est pas la politique maladroite et indécise du chef des Habsbourg, Charles VI, qui diminuera les difficultés résultant de la mauvaise constitution des états autrichiens. Le traité de la Barrière lui avait imposé la condition humiliante de laisser les Hollandais monter la garde dans certaines places de Belgique.

21. La France et l'Espagne. — Aux vainqueurs opposons les vaincus. Louis XIV a dû démolir Dunkerque, abandonner les Stuarts, et reconnaître la maison de Hanovre; du moins, il a conservé l'intégrité du territoire national, toutes les conquêtes de Richelieu, de Mazarin et les siennes propres. Son petit-fils règne à Madrid. Les traités d'Utrecht ne semblaient donc pas modifier beaucoup l'état de la France; cependant, en réalité, ils lui ôtaient la suprématie qu'elle avait longtemps exercée en Europe et que les ambitions chimériques et les violences de Louis XIV avaient fini par lui faire perdre.

Notre empire colonial, bien qu'amputé en 1713 de l'Acadie, de Terre-Neuve, des territoires de la baie d'Hudson et de Saint-Christophe, formait encore un ensemble de territoires considérable. Nous avions toujours le Canada ou le Saint-Laurent, la Louisiane ou le Mississipi, une partie des Antilles, Cayenné, le Sénégal, Bourbon, l'Ile-de-France et nos établissements de l'Inde. Qu'un gouvernement habile seconde le courage de nos colons, et l'Amérique du Nord deviendra une terre française, l'Océan la grande route de nos flottes militaires et marchandes; mais Louis XV n'aura pas une ambition si haute.

L'Espagne, qui avait été si longtemps disputée entre les

puissances, restait en définitive à la maison de Bourbon ; mais elle avait payé cher l'avènement d'une dynastie française : il lui coûtait toutes ses annexes d'Europe (les Pays-Bas, Naples, Milan, la Sicile, la Sardaigne), dans les Baléares, Minorque, sur le territoire national, Gibraltar. Mais de toutes ces pertes, une seule était vraiment cruelle, et l'Espagne en souffre toujours : c'était celle de Gibraltar. On peut dire que les autres étaient plutôt des avantages. Si l'Autriche s'était affaiblie par ses acquisitions, l'Espagne s'était fortifiée par ses pertes, le jour où elle n'eut plus à s'occuper du sort de ses domaines d'Italie et de Belgique. Sans doute, elle cessait d'être comptée parmi les grandes puissances ; mais il était heureux qu'elle renoncât à un rôle au-dessus de ses forces et qui l'épuisait. Elle aurait pu refaire sa fortune, si elle avait su tirer un meilleur parti de ses colonies gigantesques : en Afrique, Oran, Ceuta et les îles Canaries, Fernando-Po et Annobon ; dans l'Océanie, les Philippines et les Mariannes ; en Amérique, la Floride, Cuba, Porto-Rico, une petite partie de Saint-Domingue et les immenses régions qui formaient les vice-royautés de Mexico, de Santa-Fe, de Lima et de Buenos-Ayres.

22. La Savoie et la Prusse. — Les traités d'Utrecht n'avaient pas seulement modifié les relations des anciens états ; ils avaient consacré l'existence de deux puissances nouvelles. En donnant au duc de Savoie l'île de Sicile dans les dépouilles de l'Espagne, ils lui avaient donné aussi le titre de roi de Sicile ; de même, ils avaient ratifié le titre de roi de Prusse pris par les Hohenzollern en 1701. Qui se doutait alors que de ces roitelets de Sicile et de Prusse devaient descendre un jour les rois d'Italie et les empereurs d'Allemagne ?

23. Les états du Nord. — Les traités de 1713 avaient obligé la France à s'arrêter, à reculer même sur certains points ; ceux de 1719-1721 avaient été plus terribles pour notre vieille alliée du nord, pour la Suède : ils avaient été son arrêt de mort.

La monarchie des Vasa s'était élevée tout d'un coup

au rang de grande puissance, grâce aux victoires de Gustave-Adolphe, à l'alliance de la France, aux traités de Westphalie. Cette situation dominante sur les bords de la Baltique avait été acquise aux dépens de trois états, Danemark, Pologne, Russie, qui ne pouvaient pardonner aux Suédois leur élévation soudaine. Très fortement menacée, presque au lendemain de la paix de Westphalie, la prééminence de la Suède avait été rétablie par les traités de 1660 ; mais ce fut le dernier moment de la grandeur des Vasa. Quand une coalition générale s'était formée contre la Suède, Charles XII n'avait trouvé d'autre moyen de la dissoudre que d'étonner l'Europe par ses folies guerrières ; après qu'il eut fini ses chevauchées à travers le Danemark, la Pologne, la Saxe, la Russie, la Turquie et la Norvège, la Suède eut de terribles comptes à payer. Nous savons ce que les traités de Stockholm et de Nystad lui avaient fait perdre. En dehors de la péninsule suédoise proprement dite et de la Finlande diminuée du district de Viborg, elle ne conservait plus que la Poméranie citérieure jusqu'à la Peene, l'île de Rugen, les ports de Stralsund et de Wismar. La direction des affaires du Nord passait à d'autres mains.

Ce n'était ni le Danemark, ni la Pologne, qui avaient profité de la ruine de la Suède. Le Danemark, qui s'était adjudé un moment une part des dépouilles de Charles XII, avait dû les rendre en 1720 et se contenter de conserver la Norvège que le roi de Suède avait failli lui ravir. La Pologne n'avait pas recouvré la Livonie que la Russie avait gardée. Elle avait toujours une étendue considérable ; car elle possédait sur la Baltique la Prusse polonaise aux embouchures de la Vistule, elle touchait à la Silésie à l'ouest, aux monts Karpathes au sud, qui la séparaient de l'empire turc, au sud-est et à l'est au Dnieper, frontière occidentale de la Russie. Mais elle était sans importance politique, et sa dernière heure approchait.

Les dépouilles des Vasa étaient passées aux Hohenzollern et aux Romanof. Frédéric-Guillaume I^{er}, le roi-sergent,

avait acquis les embouchures de l'Oder et fondait un état militaire qui allait devenir redoutable à des puissances bien autrement importantes que la Suède. Pour Pierre le Grand, s'il n'avait pu se faire jour sur la mer Noire, il avait percé une large ouverture sur la Baltique, qui embrassait la Livonie, l'Esthonie, l'Ingrie, la Carélie et un coin de la Finlande. La capitale bâtie de ses mains sur les anciennes terres des Suédois allait vite devenir la plus grande ville de l'Europe du nord, comme la Russie en fut du jour au lendemain l'état le plus important. Il y a peu d'exemples d'une croissance aussi rapide et due davantage à la volonté d'un seul homme.

24. L'Europe du sud-est. Traité de Carlowitz (1699), de Passarowitz (1718). — Du jour où les Turcs se sont établis à Constantinople, la question d'Orient a commencé. Si elle n'a pris un caractère européen qu'au XIX^e siècle, elle a existé tout de suite pour les peuples qui étaient les voisins des nouveaux venus, pour les Russes à qui ils fermaient la mer Noire, pour les Hongrois et les Autrichiens qui leur barraient la route de l'Europe centrale.

L'Autriche se trouvait dans une situation particulièrement critique. Attaquée sur le Rhin par la France, sur le Danube par les Turcs, elle courait le risque d'être écrasée entre ces deux ennemis. Ces dangers se renouvelèrent pour elle surtout sous le règne de Léopold I^{er}, de 1658 à 1705. C'était un prince faible, les jésuites gouvernèrent sous son nom; aux portes de son palais, on trouva plus d'une fois des placards portant ces mots : *Sis Cæsar et non jésuita*. Mais Léopold n'avait pas l'étoffe d'un César. Tout s'amollit et s'énerva sous son despotisme paternel, et l'histoire n'aurait pas à montrer, durant ce long règne, un seul homme supérieur en Autriche, si l'Italie ne lui avait donné Montecuculli, qui fut un digne émule de Turenne et de Condé, et la France, le prince Eugène, notre plus redoutable adversaire.

Depuis le grand Soliman, la fortune des Turcs avait baissé, parce que leurs sultans, enfermés au sérail, avaient

perdu leurs qualités militaires. A son avènement, le nouveau prince égorgeait ses frères ; c'était une règle de gouvernement ; mais lui-même perdait bien souvent dans les plaisirs l'énergie de l'âme, la santé, quelquefois la raison. Alors on parlait sourdement de vizirs étranglés et de femmes jetées dans un sac au Bosphore ; dans la ville, éclataient des émeutes de janissaires ; au palais, les intrigues des sultanes se mêlaient aux fêtes et aux orgies qui ruinaient le trésor. Passant en un jour de la prison au trône, ces hommes qui avaient vécu avec une épée continuellement suspendue au-dessus de leur tête, aimaient à faire trembler à leur tour et frappaient avec la féroce de la bête fauve qui tue pour tuer. Au compte de l'un d'eux, Amurath IV, qui mourut des suites de l'ivresse, on met cent mille victimes. Cependant leur empire était encore immense ; il s'étendait depuis le golfe Persique jusqu'au milieu de la Hongrie, de l'Yémen à Caffa, de l'Algérie à la mer Caspienne, et la Transylvanie, la Valachie, la Moldavie leur payaient tribut. Un reste d'élan guerrier, qui animait encore l'armée, retarda une décadence rendue inévitable par la détestable constitution de la famille musulmane et l'intolérance sauvage des *muftis* et des *ulémas*. Sous Ibrahim, qui mourut étranglé, commença en 1645 la guerre mémorable de Candie, où la France soutint Venise par quelques secours d'hommes et d'argent.

Des sultans intelligents, que l'exemple et peut-être les conseils de la France réveillaient, ayant su choisir des ministres capables et les garder longtemps, comme les trois Kiupruli, qui tinrent le grand vizirat pendant près d'un demi-siècle, les succès revinrent. Montecucolli gagna encore, avec le secours de la France, la bataille de Saint-Gothard (1664) ; mais Ahmed-Kiupruli recommença les conquêtes : il prit Candie (1669), enleva aux Polonais Kaminiek (1672), capitale de la Podolie, avec un tiers de l'Ukraine, et infligea aux Russes plusieurs échecs. Son successeur, Kara-Mustapha, voyant l'empire assuré par ces succès sur son flanc et sur ses derrières,

poussa en 1685 trois cent mille hommes jusque sous les murs de Vienne, d'où Léopold et sa cour s'enfuirent.

Quand, au bout de deux mois, le roi de Pologne Sobieski parut avec 20 000 Polonais sur les hauteurs du Kahlenberg, la montagne qui domine Vienne, il était impossible que la capitale de l'Autriche tint cinq jours de plus. Réunis à la garnison et à une armée allemande de secours, les Polonais descendirent comme un ouragan du Kahlenberg; l'armée turque, fort éprouvée par la longueur du siège, fut écrasée (12 septembre), et le grand vizir trouva à Belgrade, des muets du sérail qui lui apportèrent le cordon et l'étranglèrent. L'Autriche était sauvée, mais dévastée; les Turcs emmenaient plus de 80 000 captifs. Sobieski et les Polonais furent récompensés de cet immense service par l'ingratitude. Le roi ne reçut de Léopold que des remerciements embarrassés, et, un siècle après, Marie-Thérèse aidait la Prusse et la Russie à égorger la Pologne. Un autre libérateur des Habsbourg, le tsar Nicolas, récompensé comme Sobieski, disait : « Nous avons été bien sots l'un et l'autre, car il n'y a que nous deux qui ayons secouru l'Autriche. » La reconnaissance est rare entre les particuliers; elle ne dure pas un jour entre les peuples, dès que les intérêts deviennent contraires. . . .

En 1686, Bude fut reprise sur les Turcs, qui en étaient maîtres depuis plus d'un siècle et demi; puis Belgrade, et la Hongrie, révoltée depuis 1671, contre Léopold, qui voulait détruire ses libertés politiques et religieuses, fut replacée sous la domination autrichienne, malgré les efforts du magnat Toekeli. La « boucherie d'Eperies », ainsi a-t-on nommé les nombreuses exécutions faites dans cette ville, a laissé dans l'histoire de Hongrie un lugubre souvenir : c'était un mauvais moyen de pacification. Toekeli, aidé des Turcs, souleva encore la Transylvanie; mais le prince Louis de Bade battit les Turcs à Salankemen, près du confluent de la Save (1691), et six ans plus tard, en 1697, le prince Eugène remporta à Zenta, au nord de Peterwardein, une grande victoire qui décida

les Turcs à conclure la paix de Carlowitz (1699). Ils reconnaissaient à l'Autriche la possession de la Transylvanie jusqu'au cours de la Maros; ils gardaient par conséquent le bannat de Temesvár entre la Maros, la Theiss et le Danube; ils abandonnaient la Hongrie au nord de la Save, l'Esclavonie et la Croatie. Le traité de Carlowitz cédait encore aux Polonais Kaminiek et la Podolie; aux Russes, Azof qu'ils occupaient depuis 1696, aux Vénitiens la Morée et des places en Dalmatie. C'était un grand mouvement de recul pour les Ottomans, qui allaient à présent lutter à leur tour pour se défendre; un grand mouvement en avant pour l'Autriche. Dans cette guerre, le Vénitien Morosini avait bombardé l'Acropole d'Athènes et mis le chef-d'œuvre de l'architecture grecque dans l'état où nous le voyons aujourd'hui. Morosini « le Péloponnésiaque » fut un grand patriote, mais l'art maudit son nom.

Les Transylvains n'avaient pas accepté sans regret l'union avec l'Autriche. Un ami de Toekeli, Rakoczy, les souleva, entraîna la Hongrie dans le mouvement et reçut de la France de l'argent, des officiers et des conseils (1705). Une diète le proclama voïvode de Transylvanie; une assemblée hongroise le reconnut pour chef de la nation, et Louis XIV, en lui écrivant, l'appelait mon cousin : c'était pour la France, alors engagée dans la grande guerre de la Succession, une heureuse diversion. Mais Louis ne put continuer ses subsides; Rakoczy, à la suite de plusieurs échecs, dut s'enfuir en Pologne, et la Hongrie resta une province des Habsbourg.

Les Turcs n'avaient pas profité de cette guerre civile pour défaire à leur profit le traité de Carlowitz. Ils regardaient ailleurs, du côté où luttaien Charles XII et Pierre le Grand. En 1711, ils auraient pu anéantir l'armée russe entrée en Moldavie et faire le tsar prisonnier; ils se contentèrent de la cession d'Azof et ne surent pas utiliser le roi de Suède réfugié chez eux, à Bender. En 1714, ils attaquèrent les Vénitiens, dans la Morée, prirent Corinthe et assiégèrent Corfou. Mais la guerre de la succession

d'Espagne était terminée ; l'Autriche envoya une seconde fois contre eux le prince Eugène, qui les battit à Peterwardein (1716) et leur enleva Belgrade. A la suite de ces succès, le traité de Passarowitz donna à l'Autriche le bannat de Temesvar, la forte place de Belgrade, qui était la clef des deux vallées du Danube et de la Save, et la Valachie jusqu'à l'Aluta (1718). La Turquie prenait sa compensation aux dépens des Vénitiens, sur lesquels elle recouvrait la Morée. Sa frontière n'était pas modifiée du côté de la Russie, où elle conservait tout le littoral de la mer Noire.

Le résultat de toutes ces guerres dans l'Europe orientale et de tous ces traités fut donc l'abaissement de la Turquie, le *statu quo* pour la Russie et un retour de fortune pour l'Autriche.

25. Résumé de l'état de l'Europe. — Laissons de côté, dans cette revue de l'Europe, la Suisse qui n'a pas changé de situation depuis 1648, et les petits états allemands ou italiens qui ne jouent aucun rôle dans la politique générale : l'Europe vers 1715 présente un aspect nouveau à bien des égards. La répartition géographique des puissances a été modifiée ; mais il y a plus : l'aspect général de la situation politique n'est plus le même et l'Europe s'est agrandie.

L'hégémonie exercée par la France depuis le traité de Westphalie vient de prendre fin ; les puissances qui s'étaient formées au siècle précédent, la Hollande et la Suède, tombent dans l'obscurité et la décadence ; l'Espagne est refoulée dans la péninsule ; la Turquie résiste mal aux doubles efforts des Autrichiens et des Russes. Voilà les puissances qui s'arrêtent ou qui reculent. Parmi les puissances qui grandissent, celle qui a reçu les accroissements les plus considérables, c'est l'Autriche ; ses territoires n'ont jamais été plus étendus qu'à la paix de Passarowitz ; mais aussi ils n'ont jamais été plus mal distribués, et cette agglomération de pays allemands, slaves, hongrois, roumains, italiens, ne constitue ni un état ni une nationalité. Ce qui modifie surtout les condi-

tions de l'équilibre européen, c'est la transformation de l'Angleterre et l'entrée en scène de la Prusse et de la Russie. L'Angleterre des Stuarts avait été entraînée de 1660 à 1688 dans l'orbite de la France; l'Angleterre de Guillaume d'Orange, au lieu de se laisser conduire par nous, avait amené l'Europe contre nous; elle nous avait empêchés de nous étendre aux Pays-Bas et elle était devenue la grande nation maritime. La Russie, en frappant la Turquie, en démembrant la Pologne, va refaire à sa guise l'Europe orientale; dans l'Europe du nord, elle a déjà rayé la Suède. Au centre de l'Europe, la monarchie militaire de Frédéric II va grandir et s'élever au premier rang. Au xvii^e siècle et surtout sous le règne de Louis XIV, la France avait en quelque sorte mené les événements; au xviii^e, ce rôle lui échappe; car il lui faut compter désormais avec la rivalité coloniale de l'Angleterre, avec la puissance militaire de la Prusse, avec la politique envahissante de la Russie.

CHAPITRE XVI

LA FRANCE, DE 1715 JUSQU'AU MILIEU DU XVIII^e SIÈCLE. HISTOIRE INTÉRIEURE¹.

1. Régence du duc d'Orléans (1715-1723). — 2. Essais de réforme. La polysynodie. — 3. Situation financière de la régence. — 4. Le système de Law (1716-1720). — 5. Ébranlement des mœurs et des idées. — 6. Peste de Marseille (1720). — 7. Mort de Dubois et du duc d'Orléans (1723). — 8. Ministère du duc de Bourbon (1723-1726). — 9. Mariage de Louis XV (1725). — 10. Renvoi du duc de Bourbon (1726). — 11. Ministère de Fleury (1726-1743) : affaires intérieures. — 12. Débats religieux, les convulsionnaires de Saint-Médard. — 13. Louis XV après la mort de Fleury. — 14. Œuvre des d'Argenson. — 15. Œuvre de Machault.

1. Régence du duc d'Orléans (1715-1723). — Le poids de l'autorité de Louis XIV avait été accablant dans les dernières années. Quand la nation le sentit enlevé, elle respira; la cour et la ville firent éclater une joie irrespectueuse; le cercueil même du grand roi fût insulté. « J'ai vu, dit Voltaire, de petites tentes dressées sur le chemin de Saint-Denis. On y buvait; on y chantait, on y riait. Le jésuite Le Tellier était la principale cause de cette joie universelle. J'entendis plusieurs spectateurs dire qu'il fallait mettre le feu aux maisons des jésuites avec les flambeaux qui éclairaient la pompe funèbre. » Ainsi, s'ouvrit le XVIII^e siècle, par une protestation inconvenante contre la monarchie absolue et contre la direction reli-

¹ 1. *Mémoires* de Saint-Simon, de Villars, de Noailles, de Duclos; *Journal* du règne de Louis XV, par l'avocat Barbier, pour les années 1718-1763; Voltaire, *Précis du siècle de Louis XV*; Lacroix, *Histoire du XVIII^e siècle*; Lemontey, *Histoire de la régence*; de Tocqueville, *Histoire critique du règne de Louis XV*; Villemain, *Tableau de la littérature au XVIII^e siècle*; Cochet, *Law, son système, son époque*; Rocquain, *L'esprit révolutionnaire, avant la Révolution*; Aubertin, *L'esprit public au XVIII^e siècle*.

gieuse qui lui avait été imprimée dans les derniers temps.

Le nouveau roi avait cinq ans. Qui allait gouverner? Louis XIV avait bien fait un testament (voy. p. 307),



Philippe, duc d'Orléans, régent de France.

mais sans s'abuser sur sa valeur : « Dès que je serai mort, on n'en fera ni plus ni moins. Je sais trop bien ce qu'est devenu le testament du roi mon père ! »

Comme à la mort d'Henri IV et de Louis XIII, il y eut un instant de réaction féodale ; mais nous pouvons mesurer la décadence de la noblesse à l'affaissement successif de ses efforts. Sous Marie de Médicis, elle peut encore

faire la guerre civile; sous Anne d'Autriche, elle fait la Fronde; après Louis XIV, elle ne fit que des mémoires. Le plus fier, le plus infatué de tous ces nobles, le duc de Saint-Simon, voulait que le premier prince du sang, Philippe d'Orléans, à qui le testament ne laissait qu'une ombre de pouvoir, demandât la régence aux ducs et pairs, comme héritiers et représentants des anciens grands vassaux. Philippe d'Orléans repoussa le fragile appui qu'on lui offrait; il convoqua le parlement, et, dans l'assemblée solennelle qui se tint, feignit d'avoir recueilli de la bouche du roi mourant ces paroles : « Je vous recommande le dauphin; servez-le aussi fidèlement que vous m'avez servi, et travaillez à lui conserver son royaume; s'il vient à manquer, vous serez le maître; et là couronne vous appartient.... J'ai fait les dispositions que j'ai crues les plus sages; mais comme on ne saurait tout prévoir, s'il y a quelque chose qui ne soit pas bien, on le changera. » La régence sans conseil fut décernée au duc d'Orléans; le commandement de la maison du roi fut même enlevé au duc du Maine, qui ne céda cette importante prérogative qu'après une altercation violente, où les deux princes parurent peu dignement.

Pour récompenser les services de ses deux alliés, le régent appela la haute noblesse aux affaires d'où Louis XIV l'avait tenue éloignée, en remplaçant les ministères par des conseils dont elle eut presque toutes les places, et il reconnut au parlement le droit de remontrance.

2. Essais de réforme. La polysynodie. — Les projets politiques du duc de Bourgogne et de ses amis n'avaient pas été détruits par la mort prématurée du prince qui devait les exécuter; le régent songea à les reprendre. Dans une déclaration royale qui parut quelques jours après la mort de Louis XIV, il fait dire au jeune Louis XV « que toute l'autorité de chaque ministère, étant réunie dans la personne d'un seul, devenait souvent un fardeau trop pesant pour celui qui en était chargé;... que la vérité parvenait si difficilement aux oreilles d'un prince qu'il était nécessaire que plusieurs

personnes fussent également à portée de la lui faire entendre. » De son côté, Saint-Simon, qui reflète assez exactement les idées politiques de l'entourage du régent, parle « de la tyrannie que les cinq rois de France (ce sont les ministres de Louis XIV) exerçaient à leur gré sous le nom du roi véritable et de l'insupportable hauteur où ils étaient montés. » On voulut donc réagir à la fois contre la puissance ministérielle, en remplaçant les ministres par des conseils, et contre « le règne de roture », en appelant à ces conseils les plus grands personnages de la noblesse de France. Un publiciste du temps, l'abbé de Saint-Pierre, qui est surtout connu par son *Projet de paix perpétuelle*, donna à l'ensemble des conseils de la régence le nom grec de polysynodie. Outre le conseil de régence, qui était avant tout politique, on institua, à la place des anciens ministères, les conseils du dedans, de la guerre, de la marine, des finances, de conscience, du commerce. Chacun était composé d'une dizaine de membres. Cette tentative n'eut pas longue durée. « Le conseil de la guerre, dit Saint-Simon, était devenu une pétaudière »; on en peut dire autant de tous les autres, où l'on passait le temps à discuter sans conclure. Au bout de trois ans, en 1718, le régent eut assez de ce système bizarre, d'où il ne résultait que « désordre et anarchie, » et il revint simplement à l'ancien ordre de choses. Les secrétaires d'État et le contrôleur général furent rétablis et furent comme par le passé, des gens de la bourgeoisie. La polysynodie avait vécu.

Le parlement eut le même sort que la noblesse. Il avait cru, en recouvrant en 1715 le droit de remontrance, qu'il allait pouvoir jouer un autre rôle dans l'État que celui d'une cour judiciaire; mais il fut vite détrompé. Comme il faisait de l'opposition aux réformes financières du régent et aux tentatives de Law, il fut de nouveau condamné au silence, et même, en 1720, exilé tout entier à Pontoise. Ce n'était en effet ni la noblesse ni le parlement qui devaient hériter de la monarchie absolue.

3. Situation financière de la régence. — C'était un

redoutable héritage que celui de Louis XIV ! Voici ce que coûtait sa gloire : plus de 2 milliards 400 millions de dette publique, avec une encaisse de 800 000 livres ; un déficit de 78 millions pour l'année courante ; la meilleure partie des recettes de l'année suivante déjà dépensée ; une rareté excessive de numéraire ; le commerce paralysé ; la noblesse accablée de dettes, dont les moins onéreuses avaient été contractées à l'intérêt de 15 à 20 pour 100 ; les magistrats, les rentiers, depuis longtemps privés du revenu que leur devait l'État ; les paysans, en certaines provinces, manquant de tout, même de paille pour se coucher ; ceux des frontières, passant à l'étranger ; beaucoup de parties du territoire incultes et désertes. Pour porter remède à cette situation désespérée, quelques-uns conseillaient la banqueroute, alléguant que les gouvernements qui se succèdent ne sont point solidaires ; de ce nombre était Saint-Simon ; mais il proposait de la faire décréter par les états généraux, ne les trouvant bons qu'à cela.

Le duc de Noailles, président du conseil des finances, se créa d'abord quelques ressources par une refonte des monnaies ; ensuite il entreprit, d'une part, de diminuer la dette par une réduction des rentes, par une recherche exacte des fraudes et des doubles emplois ; de l'autre, de ramener les dépenses à un taux plus en harmonie avec celui de la recette. Les frères Paris, financiers distingués et probes (le plus connu s'appelait Paris-Duverney), furent chargés d'opérer le *visa* qui réduisit de beaucoup les billets d'État en circulation. On les fit soutenir par une chambre de justice, afin de triompher de la résistance des traitants ; un système de terreur et de dénonciation fut organisé contre ceux-ci ; plusieurs furent ruinés, condamnés au pilori ou même exécutés ; d'autres se tuèrent ; mais le plus grand nombre trouva le secret d'échapper en achetant à prix d'argent la protection des *roués* du régent, celle des femmes influentes et des membres mêmes de la chambre de justice. On avait espéré 220 millions de cette opération qui frappa quatre mille

quatre cent dix individus : elle en rendit 70, dont quinze à peine arrivèrent en numéraire au trésor. Malgré ces exécutions et quelques utiles mesures, le déficit de 1716 fut encore de 97 millions. Le remède n'était donc point trouvé. Alors se présenta un homme qui prétendit le tenir.

4. Le système de Law (1716-1720). — L'Écossais John Law (Lass), fils d'un orfèvre et initié dès le jeune âge aux opérations de banque, de plus fort habitué aux combinaisons du jeu, où il avait fait sa fortune, doué enfin d'une grande puissance d'esprit et de parole, rêva de créer cette force délicate et féconde qui fait aujourd'hui des merveilles, mais fait aussi, parfois, des catastrophes, et qu'alors on ne connaissait pas, le *crédit*. La pensée était bonne ; les moyens ne le furent pas. Se fondant sur ce principe, qui n'est vrai qu'à moitié, que l'abondance du numéraire fait la prospérité du commerce et de l'industrie, il en tirait cette conséquence tout à fait fautive, qu'il est avantageux de substituer au numéraire-métal, qui ne peut se créer indéfiniment, le numéraire-papier ou papier-monnaie, qui est susceptible d'une multiplication indéfinie.

Le duc de Noailles s'opposa à ce que l'expérience fût faite d'abord sur les finances de l'État, et Law dut se borner à fonder une banque particulière (mai 1716) au capital de 6 millions, représentés par 1 200 actions de 500 livres chacune. La banque escompta à 6 pour 100 par an, bientôt même à 4, les effets de commerce qui ne trouvaient preneurs auparavant qu'en payant un droit usuraire de 2 et demi par mois, et elle émit elle-même des billets qu'elle payait à vue, en espèces invariables de poids et de titre. Dès lors tout le monde y courut et se disputa son papier, qui facilitait singulièrement les transactions commerciales. L'activité reprit dans les affaires, et l'État mit le comble à la réputation de solvabilité de la banque par l'ordre donné aux comptables royaux de recevoir ses effets comme argent, en paiement des droits et impôts (avril 1717). Le 4 décembre 1718, elle fut érigée

en banque royale. Jusque-là la victoire était complète et bien gagnée au profit de tout le monde, de l'État, des négociants et des actionnaires de la banque.

Mais alors commencèrent les aventures; l'imagination remplaça le calcul, et l'erreur la vérité. Law ajouta à sa banque, qui fonctionnait bien, parce qu'elle était l'application d'une pensée juste, une compagnie qui obtint le privilège exclusif du commerce de la vallée du Mississipi; où il n'y avait alors rien à acheter ni à vendre. Son premier succès fit croire au second. On se promit des merveilles de l'exploitation de la Louisiane. La Compagnie d'Occident émit des actions pour une vaste entreprise de culture et de colonisation sur les bords du Mississipi. Des bruits habilement répandus de mines d'or et d'argent découvertes dans ces parages, où il n'en existait pas, attirèrent le public par l'espoir de riches bénéfices. Bientôt même la compagnie, absorbant celle du Sénégal et des Indes orientales, prit le titre général de Compagnie des Indes, et ouvrit toutes les parties du globe comme perspective aux spéculateurs. Telles furent les folles espérances placées sur cette entreprise, que des actions de 500 livres furent achetées dix, vingt, trente et quarante fois leur valeur.

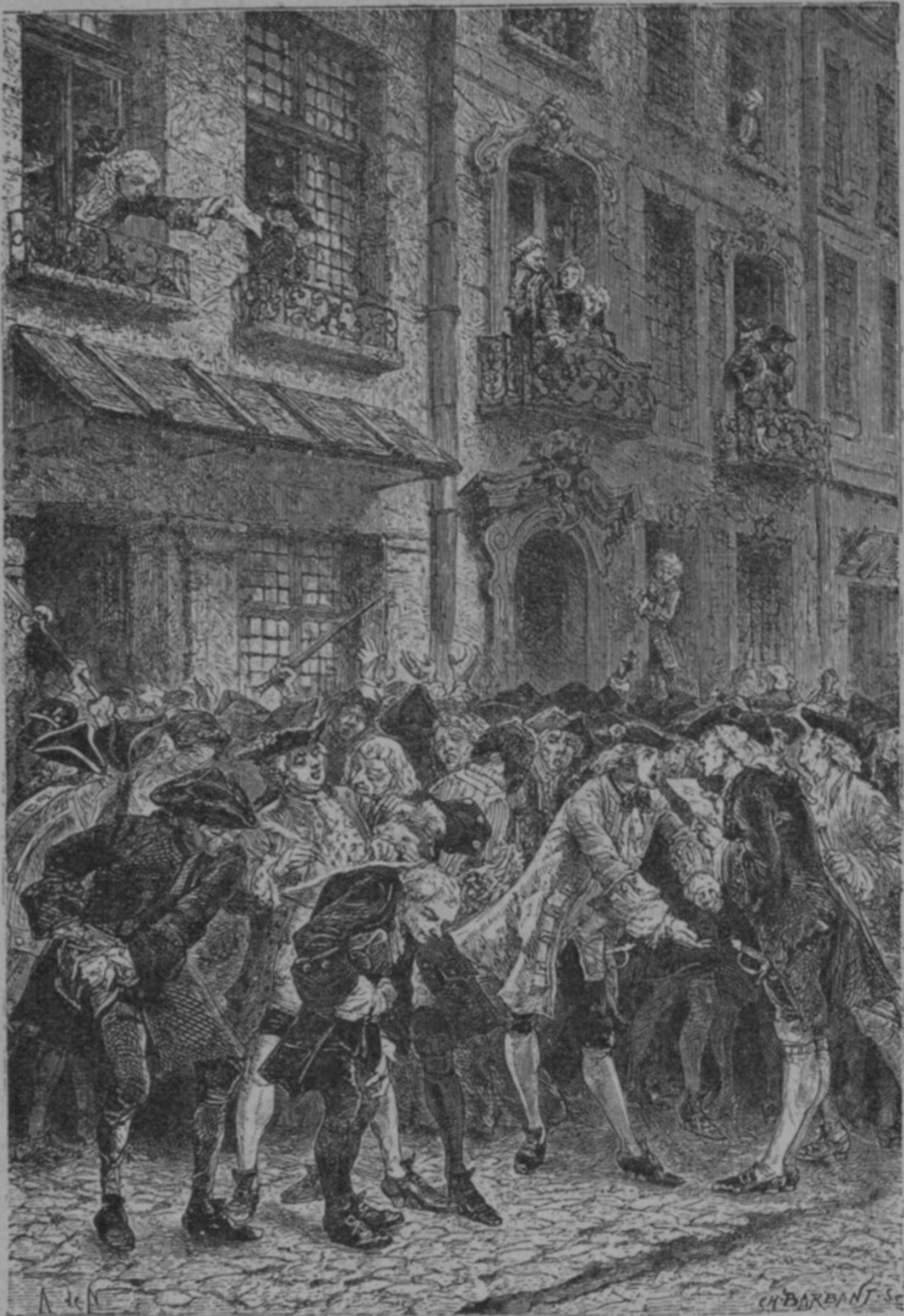
Law avait promis au régent que son *système* éteindrait la dette publique : pour tenir parole, il établit que les actions de la compagnie, si vivement recherchées, ne pourraient s'acheter qu'un quart en espèces et trois quarts en billets d'État. Dès lors le billet d'État, qui perdait naguère 70 à 80 pour 100, reprenait faveur par le besoin qu'on en avait pour se procurer des actions, et l'État payait ses dettes avec un papier qu'il pouvait multiplier à son gré sans alarmer la confiance publique. Cette guerre du papier et du métal une fois engagée, le gouvernement soutint le papier par tous les moyens et frappa à coups redoublés sur son rival afin de le discréditer : tel fut l'objet des altérations réitérées que l'on fit subir alors à la monnaie par l'élévation et la diminution alternatives de sa valeur.

Ce fut le moment le plus brillant du système. Les actions montèrent, en octobre 1719, jusqu'à 20 000 francs. La rue Quincampoix, qui était le siège des principales maisons de banque et comme la Bourse de l'époque¹, regorgea d'une foule qui s'y étouffait. Paris, la France, les étrangers même, y accoururent, altérés de gain. Toutes les classes se livrèrent à un agiotage effréné. Des gains énormes se faisaient en un instant. Tel, valet le matin, le soir se trouvait maître. Un peaussier de Montélimar se retira avec 70 millions, le domestique d'un banquier avec 50, un Savoyard avec 40. Un petit bossu gagna 150 000 livres à prêter son dos en guise de pupitre. Le duc de Bourbon et sa mère gagnèrent 60 millions. Cet arrière-petit-fils du grand Condé montrait un jour à un de ses favoris la magique opulence de son portefeuille : « Monseigneur, lui dit le courtisan, ce jour-là bien inspiré, deux actions de votre aïeul valent mieux que toutes celles-là. » Encore, disait-il trop d'une. Le régent gagnait aussi et tant qu'il voulait, mais pour ses courtisans, car il ne savait rien garder. La moralité publique tomba bien bas sous le coup de ces changements soudains de fortune et de ces gains illégitimes. Un comte de Horn, apparenté aux plus illustres maisons, assassina un courtier pour lui voler ses actions.

Cependant la banque atteignait son but : elle prêtait à l'État 1600 millions de papier-monnaie, avec lesquels il remboursait ses créanciers, et qui revenaient ensuite à la banque en échange des actions de la compagnie. Il fallait bien pourtant que la perte se retrouvât quelque part. Elle tomba sur ceux qui ne surent pas, comme les gens avisés de Genève et de Hollande, sortir à temps du système. En vain Law voulut modérer l'émission du papier, il ne le pouvait plus ; pour soutenir le mouvement prodigieux des affaires et satisfaire tant d'appétits insatiables, il fallut créer et créer encore des valeurs de papier, qu'on appela

1. La banque de Law s'était d'abord installée à l'hôtel de Mesme, rue Sainte-Avoye ; elle se transporta ensuite dans l'ancien palais Mazarin, rue Vivienne et rue Richelieu.

plaisamment les mères, les filles, les petites-filles; elles



La rue Quincampoix.

dépassèrent 5 milliards, alors que le numéraire en France

n'allait pas au delà de 700 millions. Cette disproportion préparait une catastrophe. Rien ne tenait que par la confiance du public, et cette confiance ne pouvait se soutenir qu'autant que les dividendes des actionnaires seraient en proportion du prix des actions. Or ces dividendes, on en parlait bien; mais on ne les voyait pas.

Pour sauver la compagnie, c'est-à-dire la partie aventureuse du système, Law la réunit à la banque, c'est-à-dire à la partie sérieuse et utile. Ce fut la perte de l'une et de l'autre. Dès la fin de 1719, quelques-uns se refroidissent; les plus prudents commencent à *réaliser*, et se présentent à la banque pour avoir des espèces. Cet exemple gagne et alarme; les *réalisateurs* se multiplient; ils vendent leurs actions au plus haut cours, et, contre des billets de papier achètent de l'or, de l'argent, des diamants, des terres, ou, comme ce duc de la Force, infâme accapareur à qui l'on fit plus tard son procès, des suifs, des graisses, des savons, des épiceries, pour des sommes fabuleuses. Les actions cessent de monter, oscillent, puis baissent rapidement. Tout le monde prévoit le désastre et demande de l'argent.

Law avait été appelé au poste de contrôleur général (janvier 1720) et y avait pris bon nombre de mesures utiles qui lui survécurent. Quand il vit s'ébranler la confiance en ses idées, il mit l'autorité du ministre au service du banquier et lutta en désespéré contre les réalisateurs. Les paiements en espèces sont interdits; ils ne seront permis désormais que pour les petites transactions et comme appoints; défense d'avoir chez soi de l'or ou de l'argent; poursuites; visites domiciliaires, dénonciations: un fils dénonça son père. On avait créé jusqu'à des billets de dix livres pour mieux soutenir la concurrence contre le métal; on ouvrit les bureaux de change pour ces seuls billets, qui étaient surtout dans les mains du peuple: il y eut une telle presse que trois personnes périrent étouffées, et la foule irritée porta les trois cadavres sous les fenêtres du régent. Law faillit être mis en pièces. Alors, par un revirement soudain, l'État, qui naguère proscrivait

le métal, déclara qu'il ne recevrait plus de paiements en papier : c'était déclarer la mort du système. Law s'échappa de France, poursuivi par les malédictions publiques ; il y était venu avec 1 600 000 francs, il n'emporta que quelques louis (décembre 1720).

Restait à liquider. Les frères Paris-Duverney conduisirent l'opération par laquelle l'État se reconnut débiteur de 1700 millions au profit des créanciers de la compagnie. La dette publique était augmentée de près de 13 millions de rentes annuelles. Mais l'extinction d'un grand nombre d'offices et le rachat de plusieurs branches de revenus aliénés compensaient cette augmentation. L'État fut dans une position financière à peu près égale à celle où Law l'avait trouvé.

5. Ébranlement des mœurs et des idées. — Telle est l'histoire de ce fameux système. Il montra la puissance du crédit ; il donna à l'industrie, au commerce maritime, une énergique impulsion ; il délivra l'agriculture de l'impôt du dixième sur les biens-fonds et de l'arriéré dû sur les tailles ; il débarrassa le pays d'une foule d'immunités onéreuses, et enfin, s'il ruina des individus, il améliora la fortune publique par une réduction de 20 millions sur l'impôt, et par une répartition plus favorable pour les classes inférieures. Mais, en bouleversant les conditions et les fortunes, il accéléra aussi l'ébranlement déjà commencé des mœurs et des idées. Cette cour, si solennelle et si grave autour de Louis XIV, s'était dispersée. Elle ne pouvait renaître sous un roi mineur, qui n'avait pas la distribution des grâces, avec un régent qui voulait bien prendre quelques instants sur ses plaisirs, pour les donner aux affaires, mais qui n'entendait pas en sacrifier un seul à l'étiquette et à la représentation. A son exemple, chacun rejetait toute retenue, toute gêne, dans les grandes comme dans les petites choses. Cela se vit jusque dans la mode : le sévère et le majestueux furent bannis pour le piquant et le joli. La peinture froidement noble de Le Brun et de ses élèves ne décora plus les vastes murailles des palais d'immenses scènes héroïques ; mais Boucher égaya les

trumeaux d'élégants boudoirs par de riantes et fades bergeries, baignées de rose et de bleu de ciel.

Si les arts déclinent, les mœurs s'en vont; et le cynisme de la conduite, comme celui de la pensée, s'affiche tout haut. Le régent lui-même en donne l'exemple. Il se permet tout et il n'interdit rien. Jamais il ne s'était vu telle légèreté de mœurs ni telle licence d'esprit que dans ces réunions folles des *roués* du duc d'Orléans. Il n'y avait naguère qu'un salon en France, celui du roi; mille maintenant se sont ouverts à une société qui, n'ayant plus pour occuper sa vie les questions religieuses, car Bossuet et Fénelon sont morts, ni la guerre, puisqu'on parle de paix perpétuelle, ni les graves futilités de l'étiquette, puisque Versailles est désert, demande du mouvement et du plaisir à ceux qui donnent tout cela; aux beaux esprits, aux gens de lettres, en laissant les coudées franches, même aux plus aventureux.

L'*OEdipe* de Voltaire et les *Lettres persanes* de Montesquieu, qui commencent le feu contre l'ancien régime, sont l'un de 1718, les autres de 1721, et il y avait trente-six ans à peine que La Bruyère se plaignait que, né chrétien et français, les grands sujets lui fussent interdits.

6. Peste de Marseille (1720). — Durant ces saturnales de la cour, un terrible fléau avait désolé la Provence, où la peste enleva quatre-vingt-cinq mille personnes. L'admirable dévouement, à Marseille, de l'évêque Belzunce, du chevalier Roze, des échevins Estelle et Moustier, qui prodiguèrent mille fois leur vie pour sauver celle de leurs concitoyens, consola la France épouvantée de cette calamité. Et, comme le dévouement est, lui aussi, contagieux, les fermiers généraux donnèrent trois millions pour nourrir cette malheureuse province, durant la disette qui succéda à l'épidémie. Le père de Vauvenargues était alors premier consul d'Aix. Il resta à son poste, s'y conduisit bravement et eut en récompense sa seigneurie érigée en marquisat.

7. Mort de Dubois et du duc d'Orléans (1723). — Le 17 février 1725, Louis XV fut déclaré majeur; il avait



Louis XV

treize ans accomplis. Cette déclaration mettait un terme à la régence du duc d'Orléans. Mais le roi devait rester longtemps encore en tutelle : le duc, pour conserver le pouvoir après la régence, avait auparavant donné à Dubois le titre de premier ministre.

« L'abbé Dubois, dit Saint-Simon, était un petit homme maigre, effilé, à mine de fouiné. Tous les vices, la perfidie, l'avarice, la débauche, l'ambition, la basse flatterie, combattaient en lui à qui demeurerait le maître.... Il mentait jusqu'à nier effrontément, étant pris sur le fait. Il s'était accoutumé à un bégayement factice pour se donner le temps de pénétrer les autres.... Une fumée de fausseté lui sortait par tous les pores. » Ajoutez une intelligence souple et active avec une extrême malice, mais aussi une grande puissance de travail, et vous avez le portrait de l'ancien précepteur du duc d'Orléans, qui avait communiqué à son élève tout ce que la nature généreuse de celui-ci pouvait comporter de vices. Dubois avait négocié fort habilement le traité de la Triple alliance, qui avait rapproché la France de l'Angleterre et des Provinces-Unies et isolé l'Espagne. Le régent l'en avait récompensé en lui donnant le ministère des affaires étrangères.

Il eut mieux quelque temps après : « Monseigneur, dit-il un matin au régent, j'ai rêvé que vous m'aviez fait archevêque de Cambrai. — Toi, archevêque ! » s'écria le régent, et il lui jeta quelques dures vérités ; puis il céda, selon sa coutume, finissant toujours par rire de l'impudence du « drôle » qu'il méprisait et par se servir de son esprit. Il se trouva des gens pour rendre témoignage des bonnes mœurs du postulant, qui reçut tous les ordres le même jour, et profana par sa présence le siège récemment consacré par les vertus de Fénelon. Un peu plus tard il devint cardinal, en dépensant 8 millions, et en 1723 l'assemblée du clergé de France l'élut son président.

Tel était le singulier personnage que Philippe d'Orléans venait d'élever à la situation de premier ministre ; il ne la garda que quelques mois à peine, il mourut en août

1723. Alors le duc d'Orléans ne dédaigna pas de succéder à son ancien précepteur dans la place de premier ministre. Il ne la garda lui-même que quatre mois. Il mourut le 2 décembre 1723, d'une attaque d'apoplexie que tout le monde et lui-même voyaient venir, qu'il pouvait, mais qu'il ne voulut pas retarder, en changeant ses habitudes meurtrières d'une vie de débauches. La France avait été huit années entre ses mains; ce temps avait suffi pour que la révolution morale, préparée dans les dernières années de Louis XIV, éclatât. Il eût fallu, pour en conjurer les conséquences politiques et sociales, un grand règne, et le prince qui va régner donnera l'exemple de tous les scandales, développera tous les abus et infligera à la France toutes les hontes, même celle qu'elle pardonne le moins, l'humiliation devant l'étranger.

8. Ministère du duc de Bourbon (1723-1726). — Le duc de Bourbon, devenu premier ministre à la mort de l'ancien régent, avait des mœurs à peine meilleures que son prédécesseur. Cependant il montra une grande rigueur contre les protestants et les jansénistes. Il renouvela, il aggrava même les sévérités de Louis XIV. Non seulement les réformés furent obligés de se convertir, mais ceux qui simulaient une conversion étaient condamnés à mort à titre de relaps; le mourant qui se déclarait protestant et revenait à la santé, était banni avec confiscation des biens. L'émigration recommença, comme après la révocation de l'édit de Nantes; le sénat de Stockholm offrit la Suède pour asile aux fugitifs. On avait marché si vite, en quelques années, que le temps était déjà loin où ces violences semblaient nécessaires même à d'honnêtes gens. Le gouvernement fut contraint par le cri public d'adoucir ses rigueurs.

9. Mariage de Louis XV (1725). — Le régent, vers la fin de sa vie, s'était rapproché du cabinet de Madrid et avait demandé pour Louis XV la main d'une infante. La jeune princesse, âgée de quatre ans, fut amenée à Paris pour être élevée au milieu de la cour où elle devait régner. Le duc de Bourbon, devenu ministre, vit avec mé-

contentement un mariage dont il n'était pas l'auteur et qui, d'ailleurs, ne devant s'accomplir que bien tard, laissait le trône sans héritier. Un accident pouvait y faire monter le nouveau duc d'Orléans, premier prince du sang. Que deviendrait alors le crédit de la maison de Bourbon? Aussi le duc se montra-t-il très alarmé d'une maladie que fit le jeune roi. A peine ce prince fut-il rétabli que, sans tenir compte ni du mécontentement de l'Espagne ni des propositions de la tsarine, Catherine I^{re}, qui offrait sa fille et la puissante alliance de la Russie, il voulut donner au roi une épouse qui n'eût pas d'appui au dehors, et qui, devant tout au ministre, lui assurât le pouvoir.

La marquise de Prie, favorite du premier ministre, songea d'abord à une sœur même du duc de Bourbon; mais la hauteur avec laquelle cette princesse la reçut lui fit craindre pour son influence. Alors vivait à Wissembourg, de quelque argent que lui donnait la France, un noble polonais, Stanislas Leczinski, dépouillé par les Russes et les Allemands de la couronne que Charles XII lui avait donnée. Un jour, il entre tout ému dans la chambre où étaient réunies sa femme et sa fille : « Mettons-nous à genoux, s'écrie-t-il, et remercions Dieu! — Seriez-vous rappelé au trône de Pologne? dit sa fille. — C'est bien mieux, vous êtes reine de France. » C'est en effet, sur la pieuse et douce Marie Leczinska que le premier ministre avait jeté les yeux, quoiqu'elle fût de sept ans plus âgée que le roi, bien pauvre et peu jolie. Le jour de son mariage elle distribua toute sa corbeille aux dames du palais : « Voilà, dit-elle, la première fois de ma vie que j'ai pu faire des présents. »

Ce singulier mariage eut pour effet immédiat de brouiller la France et l'Espagne et faillit par contre-coup amener une guerre européenne. D'ailleurs, il ne consolida pas la position du duc de Bourbon, qui dut se retirer l'année suivante.

10. Renvoi du duc de Bourbon (1726). — Fleury prit la place du duc de Bourbon. Ce prudent ambitieux s'ét

frayé sans bruit et sans précipitation le sentier du pouvoir. Il était évêque de Fréjus quand Louis XIV le nomma précepteur de son petit-fils. Vieillard aimable et spirituel, il gagna toute la confiance de son élève et il eût pu être premier ministre à la mort du régent, mais il ne le voulut pas, trouvant que « de M. le duc d'Orléans à un particulier la chute était trop grande. » Le duc de Bourbon lui parut propre, par sa nullité politique, à servir de transition. Il ne négligeait rien d'ailleurs pour se rendre cher et indispensable au roi. Le duc en fut jaloux et essaya d'habituer le jeune prince à se passer de lui. Un jour, Fleury attendit longtemps dans le cabinet de Louis XV, qui ne vint pas : aussitôt il quitte la cour, se retire à Issy, dans la maison de la congrégation de Saint-Sulpice, et le roi, au retour de la chasse, reçoit une lettre pleine de larmes qui lui annonce la retraite de son ancien précepteur et sa résolution de vivre désormais dans l'obscurité. Louis en fut désespéré. « Eh ! sire, lui dit le duc de Mortemart, n'êtes-vous pas le maître ? Faites dire à M. le duc d'envoyer à l'instant chercher M. de Fréjus, et vous allez le revoir. » Fleury revint tout-puissant.

Le duc, au contraire, se discréditait. On trouva fort mauvais le rétablissement du droit de joyeux avènement, négligé jusque-là. Un projet alors impraticable pour la destruction de la mendicité et la défense de construire dans les faubourgs de Paris, de peur de la peste, qui était bien plus à craindre dans les rues étroites et sales de l'intérieur de la ville, firent murmurer. On murmura même contre la création d'une milice tirée au sort parmi les hommes des paroisses et surtout contre un impôt du cinquantième, levé en nature sur tous les fruits de la terre et en argent sur les autres revenus. Cette fois, ce n'était plus le peuple seulement, mais les privilégiés qui étaient menacés. Ils jetèrent de si hauts cris, que le ministre tomba. Un jour, le roi, partant pour Rambouillet, dit au duc d'un air gracieux : « Mon cousin, ne me faites pas attendre pour souper. » Et le même soir, à

sept heures, un lieutenant des gardes du corps emmenait à Chantilly ce même M.^{le} le duc. Cette disgrâce tua M^{me} de Prie et rejaillit sur la reine, à qui le roi écrivit durement : « Je vous prie, madame, et, s'il le faut, je vous ordonne de faire tout ce que l'évêque de Fréjus vous dira de ma part, comme si c'était moi-même. Louis » (1726).

11. Ministère de Fleury (1726-1743) : affaires intérieures. — Ainsi s'éleva le septuagénaire évêque de Fréjus, qui devint peu de temps après cardinal. Il refusa le titre de premier ministre, trop sonore, et poussa le roi à déclarer « qu'il voulait gouverner par lui-même et suivre en toutes choses, autant que possible, l'exemple de son bisaïeul. » Belle déclaration, mais mensongère. Quoiqu'il fût, en effet, en âge de gouverner, Louis XV se contentait de montrer au conseil sa belle et impassible figure, que rien n'anima jamais. Hors de là, lorsqu'il n'était ni au jeu ni à la chasse, il faisait de la tapisserie, tournait des tabatières en bois, ou bien lisait soit la correspondance secrète qu'il entretenait avec ses ambassadeurs, à l'insu de ses ministres (c'est ce qu'on appelle *le secret du roi*), soit les anecdotes scandaleuses que le lieutenant de police lui envoyait régulièrement chaque jour. C'étaient là ses passe-temps; plus tard, il en eut d'autres, et de pires. Fleury faisait seul la besogne du gouvernement, mais modestement, et sans bruit. Devenu le premier personnage de l'État, il semblait n'être encore que l'abbé de Fleury. « Sa place, dit Voltaire, ne changea rien dans ses mœurs. On fut étonné que le premier ministre fût le plus aimable et le plus désintéressé des courtisans. Il laissa tranquillement la France réparer ses pertes et s'enrichir par un commerce immense, sans faire aucune innovation, traitant l'État comme un corps puissant et robuste qui se rétablit de lui-même. » A sa mort, sa succession se trouva être à peine celle d'un médiocre bourgeois.

Ce ministère sénile, qui pourtant dura dix-sept ans, se proposa constamment pour objets la paix et l'économie, deux belles choses, pourvu que l'une soit honorable et que l'autre ne soit pas sordide. Fleury se fit bénir par

l'abolition du cinquantième, par la diminution des tailles, par des remises sur les contributions arriérées et par quelques autres mesures que l'habile financier Orry lui conseilla. Il releva le crédit public, rétablit pour un moment l'équilibre entre les recettes et les dépenses, construisit des routes, malheureusement à l'aide de la corvée, rebâtit Saint-Menehould, détruite depuis sept ans par un incendie. Mais, tout en voulant fermement l'économie, il ne sut pas arrêter les gaspillages des traitants; il abandonna l'industrie et le commerce à eux-mêmes, ce qui eût été bien s'ils avaient été libres, et, par une trop grande déférence pour nos alliés les Anglais, il laissa tomber en ruine notre marine, dont il réduisit le budget à 9 millions pour les traitements et à 500 000 livres seulement pour le matériel : aussi, lorsqu'il fallut faire la guerre, au milieu de laquelle son ministère commença et finit, il la fit à demi, c'est-à-dire mal.

12. Débats religieux; les convulsionnaires de Saint-Médard. — Comme son prédécesseur, Fleury oublia la tolérance que deux cardinaux, deux grands ministres, Richelieu et Mazarin, avaient pratiquée. Il remit en vigueur la bulle *Unigenitus*, promulguée en 1713 par Clément XI pour condamner le jansénisme et qui était au fond très favorable aux doctrines ultramontaines. Aussi fut-elle âprement combattue par le parlement¹. Fleury fit emprisonner plusieurs ecclésiastiques, même un évêque qui refusa de la signer, destitua les professeurs jansénistes de la Sorbonne, comme Rollin l'avait été naguère, et cassa une protestation du parlement; puis, ce corps persistant, il exila quarante de ses membres et, bientôt après, les rappela par crainte de quelque trouble (1730), de sorte que le parlement, enhardi, laissa de nouveau entrer l'esprit d'opposition dans le sanctuaire des lois. Ces violences mêlées de faiblesses poussèrent les jansénistes à essayer d'un autre moyen.

1. Voyez pour ces querelles entre le parlement et le clergé le chapitre xx, n° 6.

Un théologien, janséniste, le diacre Pâris, personnage austère et ascétique, mourut en 1727, en odeur de sainteté, au dire de ses partisans; il fut enterré dans le cimetière de la paroisse Saint-Médard; à Paris. On publia bientôt que son tombeau faisait des miracles, et il y eut alors une de ces épidémies morales qu'on voit naître à de certaines époques, et qui sont plus contagieuses que les épidémies ordinaires. Il se passa, en effet, des choses



Les convulsionnaires de Saint-Médard, d'après une gravure du temps.

étranges au cimetière Saint-Médard : les personnes qui s'étendaient sur le tombeau du diacre éprouvaient, l'imagination aidant, des convulsions ou secousses nerveuses, quelquefois nuisibles, quelquefois salutaires. Il y eut des scènes extravagantes et scandaleuses. Le gouvernement eut la sagesse de ne point intervenir. Le ridicule fit justice de cette folie qui dura cinq ans. Lorsque la police ferma enfin le cimetière, en 1732, un plaisant écrivit sur le mur :

De par le roi défense à Dieu
De faire miracle en ce lieu.

Ce sont là les faits les plus saillants de l'histoire intérieure du ministère de Fleury; nous verrons plus loin le rôle honorable que la France a joué dans les affaires de l'Europe. Fleury mourut, en 1743, à quatre-vingt-dix ans, au début de la guerre de la succession d'Autriche, où il s'était maladroitement engagé.

13. Louis XV après la mort de Fleury. — Louis XV allait-il se décider après la mort de son précepteur à régner par lui-même? Il avait trente-trois ans; ses familiers parlaient de son intelligence, de ses qualités heureuses. On crut pendant un moment qu'il allait faire enfin « son métier de roi, » comme son bisaïeul. Il ne nomma pas de premier ministre, il dirigea les affaires, il parut à la tête de ses armées. Mais, ces intentions généreuses durèrent un an. Après sa maladie à Metz, il se hâta de revenir à Versailles et de chercher dans des distractions indignes un remède à son incurable ennui. Il abandonna les affaires étrangères au marquis d'Argenson, le ministère de la guerre au comte d'Argenson, la direction des finances à Machault.

14. Œuvre des d'Argenson. — La famille d'Argenson était une vieille famille de la noblesse de robe, qui avait fourni plusieurs fonctionnaires au règne de Louis XIV; au règne de Louis XV elle donna un ministre des affaires étrangères (1744-47), le marquis d'Argenson, et un ministre de la guerre (1743-57), le comte d'Argenson, frère du marquis. Le marquis d'Argenson est moins connu par sa politique, d'ailleurs heureuse, au cours de la guerre de la succession d'Autriche, que par ses théories d'écrivain politique. Il avait été membre du Club de l'Entresol, réunion d'hommes politiques et d'économistes, que Fleury avait dissoute en 1731; il était en relations intimes avec Voltaire. Dans ses nombreux écrits, il a semé à profusion les idées neuves en matière de gouvernement et il s'est montré l'un des premiers précurseurs du mouvement de '89.

Son frère, le comte d'Argenson, fut appelé au ministère de la guerre en 1743, au milieu de la guerre de la suc-

cession d'Autriche, après nos premiers échecs. Le désordre était au comble, l'indiscipline partout. Il réorganisa promptement l'armée et l'intendance. De vastes préparatifs, terminés de bonne heure, mirent les généraux en état de faire les belles campagnes de 1744 et 1745, que couronna la victoire de Fontenoy. Lorsque Louis XV tomba malade à Metz, il eut assez de crédit pour obtenir l'éloignement momentané de la duchesse de Châteauroux. Après la paix d'Aix-la-Chapelle, il fonda l'École militaire (1751), où cinq cents fils de gentilhommes pauvres furent élevés aux frais du roi; il fit décréter que la noblesse héréditaire serait acquise de droit au roturier parvenu au grade d'officier général et que les officiers roturiers en activité de service seraient exemptés de la taille; qu'enfin les officiers retraités après vingt ans de service, dans le grade de capitaine, auraient cette exemption à vie. C'était, pour les gens sans naissance, un encouragement à entrer dans l'armée et, de la part du ministre, la promesse que les grades supérieurs ne leur seraient pas refusés. Mais, dans la lutte entre le parlement et le clergé, d'Argenson passa du côté des évêques qui firent reprendre la persécution contre les protestants. Comme Louvois, il y mêla du militaire; les dragonnades recommencèrent, et une nouvelle guerre des Camisards allait éclater, quand le roi, effrayé, fit rappeler les soldats. Le duc de Richelieu, le plus dépravé des grands seigneurs de ce siècle, continua pieusement les exécutions dans son gouvernement du Languedoc.

Après la tentative d'assassinat de Damiens, qui avait frappé Louis XV d'un coup de couteau, d'Argenson voulut persuader à la marquise de Pompadour de quitter la cour. Ce conseil lui valut, en 1757, une lettre de cachet et l'exil. Il était chassé du ministère, au moment où la guerre de Sept ans allait réclamer son expérience, mûrie par un long usage de l'administration militaire. Machault, perte plus grave pour l'État, partagea sa disgrâce, quoiqu'ils fussent rivaux dans le ministère, Machault soutenant les magistrats, dont il était le chef, comme garde

des sceaux, et d'Argenson s'appuyant au parti religieux de la cour.

15. Œuvre de Machault. — Louis XV eut, durant son règne, quatorze contrôleurs généraux et un seul ministre des finances, Machault d'Arnouville, ancien intendant du Hainaut, qui fut appelé au contrôle en 1745 et qui devint en 1750 garde des sceaux et en 1754 ministre de la marine. « C'était, dit Saint-Simon, un homme intègre et capable, exact et dur, magistrat depuis les pieds jusqu'à la tête, » cependant d'un commerce aimable et toujours très accueillant, lors même qu'il refusait : les courtisans, qui ne parvenaient pas à faire fléchir sa probité, l'appelaient « l'acier poli. » Il voulut deux choses pour l'amélioration des finances : fonder le crédit du trésor, par l'observation rigoureuse des contrats que le gouvernement avait conclus, et répartir plus équitablement l'impôt. La première résolution n'était que celle d'un honnête homme qui voyait plus juste que beaucoup de ses prédécesseurs, en faisant dériver le crédit de la bonne foi ; la seconde était celle d'un homme d'État qui aurait pu prévenir la révolution, de la seule manière dont les révolutions se préviennent, par des réformes.

En 1747, il fit rendre un édit sur les biens de main-morte, par lequel était défendu tout nouvel établissement de chapitre, collège, séminaire, maison religieuse ou hôpital tenu par des religieux, sans expresse permission du roi et sans lettres patentes enregistrées dans les cours souveraines. L'édit fermait tous les établissements de ce genre qui n'avaient pas été autorisés et ne permettait au clergé d'acquérir ou recevoir fonds, maison ou rente, qu'avec une autorisation légale. Le sage et religieux d'Aguesseau, encore à cette date chancelier de France, avait approuvé qu'on ôtât au clergé le moyen d'accroître indéfiniment ses richesses, qui ne rendaient rien à l'État ou qui lui rendaient peu de chose. Machault pensait même que les ordres monastiques étaient trop nombreux, car, dans certaines maisons, dotées de gros revenus, il ne se trouvait parfois que trois ou quatre

religieux; et, s'il avait pu compter sur l'appui ou la neutralité de la cour, il aurait fermé quantité de couvents.

L'édit de 1747 arrêtait les agrandissements du domaine ecclésiastique; mais ce domaine restait toujours exempt des charges publiques. Le contrôleur général, reprenant une idée de Paris-Duverney, supprima l'impôt du dixième sur tous les revenus, lequel, du reste, ne pouvait être perçu que pendant la guerre, et fit rendre, en 1749, un édit portant création d'un impôt permanent du vingtième, qui serait payé par tous les ordres. Les rentes sur l'État, dont l'immunité avait été garantie par l'acte qui les avait constituées, furent seules exceptées. Avec le produit de cet impôt, Machault se proposait d'établir une caisse d'amortissement, dont les remboursements ou rachats auraient diminué la dette publique : idée toute française, qui avorta chez nous, passa le détroit et nous revint plus tard comme idée anglaise, ce qui la fit admettre alors avec enthousiasme. L'impôt sur le revenu est l'*income-tax*, qui a rendu tant de services à l'Angleterre; il en aurait rendu de pareils en France. Machault pensait y trouver des ressources qui lui auraient permis de supprimer la taille et nombre de perceptions vexatoires. Mais l'édit souleva toutes les colères des privilégiés; le clergé, les pays d'états firent entendre de violentes réclamations; les parlements refusèrent l'enregistrement, et un commencement de révolte éclata en Bretagne. Machault ne se laissa point troubler par ces cris : la sédition bretonne fut apaisée; les parlements, comprenant que l'édit était surtout dirigé contre le clergé, enregistrèrent, et les évêques, les abbés, restèrent seuls. Un nouvel édit, qui ordonna de constater exactement la valeur de leurs biens (1749), les exaspéra. Un évêque osa écrire au ministre : « Ne me mettez pas dans la nécessité d'obéir à Dieu ou au roi. Vous savez lequel des deux aurait la préférence. » Pour échapper à l'impôt fixe et permanent, le clergé offrit des *dons gratuits* dont il déterminait lui-même l'importance et il fit agir toutes les influences dont il disposait à la cour. Malgré les vices abominables qui y ré-

gnaient, on y parlait beaucoup de religion, et toutes les pratiques extérieures étaient scrupuleusement suivies. Machault aussi était pieux, mais d'une autre dévotion; il ne confondait pas la religion avec les immunités du clergé. Pendant plusieurs années, il usa ses forces et sa volonté contre des adversaires souples et insinuants, toujours fuyant et revenant. Un arrêt de 1753, sur la liberté du commerce des grains dans l'intérieur de la France, devait ranimer l'agriculture, mais il contrariait les intérêts des associés du *pacte de famine*; ces nouveaux ennemis réunirent leurs efforts à ceux du corps sacerdotal, et le roi, qui avait le vague sentiment de l'opportunité des plans de Machault, mais pas assez de force pour les laisser exécuter, retira, en 1754, le contrôle général au ministre patriote.

En voyant son plan de réorganisation financière ruiné par l'exemption d'impôts maintenue au clergé et par les abonnements consentis aux pays d'états, Machault avait lui-même souhaité de résigner ses fonctions. Relégué à la marine, il y rendit encore d'importants services. Il ne trouva dans nos ports que 45 vaisseaux en état de prendre la mer. Cependant il donna à La Galissonnière l'escadre qui battit l'amiral Byng et prit Minorque. Les opérations maritimes de la guerre de Sept ans auraient eu probablement une autre tournure, s'il était resté au ministère. Après l'attentat de Damiens, il alla, sur les instances des princes, signifier à la marquise de Pompadour l'ordre de quitter Versailles. Elle se vengea, après le rétablissement du roi, par l'exil de Machault (1757).

En 1750, quand d'Aguesseau avait remis les sceaux au roi, Louis les avait donnés à Machault. Son prédécesseur lui avait laissé, par ses belles ordonnances sur les donations, les testaments, les substitutions, etc., un héritage difficile. Pour continuer cette œuvre de jurisconsulte plutôt que de législateur, il lui aurait fallu des loisirs et un calme d'esprit que ses grands desseins et ses ennemis ne lui laissèrent pas. Son passage à la chancellerie ne fut marqué que par les efforts qu'il fit pour obtenir le rappel

du parlement, alors exilé par le roi. Un des motifs qu'il mit en avant fût l'impossibilité où il était, comme contrôleur général, de rembourser le prix des charges dont les magistrats étaient propriétaires. Après sa disgrâce, Machault se retira dans sa terre d'Arnouville; jeté comme suspect, en 1794, dans la prison des Madelonnettes, à l'âge de 93 ans, il y mourut; c'était un bon citoyen.

Nous connaissons les principaux ministres de Louis XV pendant la première moitié de son règne. Voyons à présent comment la France est intervenue à la même époque dans le règlement des affaires européennes.

CHAPITRE XVII

LES AFFAIRES EUROPÉENNES DANS LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XVIII^e SIÈCLE¹.

1. Les affaires européennes de 1715 à 1740. — 2. Politique d'Albéróni. — 3. La Triple et la Quadruple alliance (1717-1718). — 4. Échec des projets d'Albéróni. Traité de Madrid (1720). — 5. Nouvelle rupture entre la France et l'Espagne (1725). — 6. Nouvelle pacification générale de l'Europe (1731). — 7. Guerre de la succession de Pologne (1733-1735). — 8. Traité de Vienne (1738).

1. Les affaires européennes de 1715 à 1740. — La politique générale du xviii^e siècle est facile à saisir dans son ensemble; elle est dominée, en effet, par deux grandes questions, la guerre de Trente ans dans la première moitié du siècle, la querelle franco-espagnole dans la seconde. Le xviii^e siècle n'a pas cette belle unité. Cet âge, qui est si intéressant pour les idées, présente dans les faits une complexité très grande qui en rend parfois l'étude un peu obscure. Les affaires s'enchevêtrent les unes dans les autres; des acteurs nouveaux entrent en scène, la Prusse, la Russie, les États-Unis; le drame de l'histoire se complique. Cette complication se manifeste en particulier dans la période de 1715 à 1740: c'est une série inextricable de négociations, de ligues, de contre-ligues, de guerres. Le point de départ de toute cette action diplomatique et militaire, c'est le règlement de la succession d'Espagne; car, malgré tous les traités signés de 1713 à 1715, cette question était restée en suspens, puisque les deux ennemis directement intéressés dans le débat, les Bourbons de Madrid et les Habsbourg de Vienne, n'avaient pas

¹ Voyez les ouvrages indiqués au chapitre précédent.

traité ensemble et que leur querelle n'avait été tranchée que par des intermédiaires, la France, l'Angleterre et la Hollande. L'Espagne ayant voulu déchirer les traités d'Utrecht, toutes les puissances qui ont tiré un bénéfice de cette paix se liguent contre elle; la guerre éclate; puis on négocie; puis nouvelle rupture, et encore nouveau rapprochement. L'Europe était à peu près calme, quand se produisit la vacance du trône de Pologne : ce fut le prétexte d'une autre guerre, dans laquelle fut mêlé une fois encore le règlement des affaires espagnoles. A tous ces événements la France a pris une part active, bien que ses intérêts directs ne fussent pas véritablement en jeu : mais rien de ce qui se passait dans l'Europe occidentale et centrale ne pouvait rester étranger à une grande puissance comme notre pays.

2. Politique d'Albéroni. — Presque toutes les agitations qui ont troublé l'Europe pendant si longtemps ont été amenées par la politique d'Albéroni, premier ministre de Philippe V.

Albéroni, fils d'un jardinier de Plaisance, était entré en relations avec Vendôme durant les guerres d'Italie. Le prince en avait fait son aumônier : véritable sinécure. Resté en Espagne après la mort du duc, il se glissa dans la maison du ministre de Parme, qui, partant pour l'Italie, lui laissa quelques affaires à gérer. Dans l'intervalle, la femme de Philippe V mourut. Albéroni persuada à la princesse des Ursins de la remplacer par Elisabeth Farnèse, nièce du duc de Parme, qu'il lui dépeignait comme une jeune fille facile à conduire. Le premier acte de la nouvelle reine fut de chasser la *camerera mayor* et d'accorder toute sa confiance au peu scrupuleux, mais très habile abbé, qui devint comme premier ministre en 1714 et dont, plus tard, elle fit un cardinal. Il se croyait le génie de Richelieu, et ne fut qu'un brouillon. Ses plans étaient pourtant fort beaux : il se proposait, au dedans, de relever les finances, l'agriculture et la marine de l'Espagne; au dehors, de défaire l'œuvre d'Utrecht en reprenant les territoires italiens, en annulant la renonciation

de Philippe V à la couronne de France, en restaurant les Stuarts, dont on obtiendrait en récompense la restitution de Gibraltar et de Minorque. C'étaient là bien des projets; mais Albéroni ne s'effrayait pas des obstacles. « Qu'on lui eût donné deux mondes comme le nôtre à bouleverser, disait Frédéric II, il en aurait encore demandé un troisième. »

Comment faire réussir ces plans? Les moyens étaient aussi compliqués que les idées étaient chimériques. Pour forcer l'Autriche à abandonner les territoires italiens, il comptait sur les Turcs qui étaient alors en guerre avec l'Empereur et qu'il engageait à redoubler d'efforts, sur Rakozcy qu'il pressait de rentrer en Transylvanie, sur le duc de Savoie, roi de Sicile, toujours prêt à se mêler à toutes les intrigues. Pour rétablir les droits de Philippe V parmi les Bourbons de France, il songeait à exploiter le mécontentement produit à Paris par la crise financière. En effet, tous les ennemis du régent furent sondés, réunis. L'ambassadeur espagnol Cellamare se fit l'agent de ces coupables menées; la duchesse du Maine, qui avait toute l'activité et l'ambition que son mari n'avait pas et qui tenait à Sceaux une cour rivale de celle du Palais-Royal¹, en était l'âme. La noblesse de Bretagne, blessée dans certains privilèges, y était presque toute affiliée. Enfin, pour rétablir les Stuarts en Angleterre, Albéroni comptait se servir du roi de Suède; Charles XII, que le baron de Goertz venait de réconcilier avec le tsar et qui ne se refusait pas à courir l'aventure de franchir la mer du Nord, comme les anciens pirates scandinaves, et de débarquer à l'embouchure de la Tamise pour renverser la dynastie de Hanovre.

3. La Triple et la Quadruple alliance (1717-1718).
— Trois chefs d'État étaient donc directement menacés par l'ambition du ministre espagnol; en France le régent Philippe d'Orléans, en Angleterre George I^{er} de Hanovre,

1. Le régent avait quitté Versailles pour s'établir au Palais-Royal; le roi était aux Tuileries.

en Autriche l'empereur Charles VI. Contre un ennemi commun ils firent alliance tous les trois et ce ne fut pas le résultat le moins curieux des intrigues d'Albéroni que d'amener un étroit rapprochement entre la France d'une part, l'Angleterre et l'Autriche de l'autre, c'est-à-dire entre des puissances qui n'avaient cessé de se faire la guerre depuis longtemps.

George I^{er} et le régent s'allièrent les premiers; la Hollande, qui était inféodée à la politique anglaise, prit part au traité qu'on appela la Triple alliance. Il fut négocié au nom du régent par son familier Dubois, lequel obtint après le traité, sur les instances du roi de la Grande-Bretagne, le ministère des affaires étrangères; aussi écrivit-il à lord Stanhope: « Je vous dois jusqu'à la place que j'occupe, dont je souhaite avec passion de faire usage selon votre cœur, c'est-à-dire pour le service de Sa Majesté Britannique, dont les intérêts me seront toujours sacrés. » L'Angleterre, assure-t-on, le payait assez cher pour qu'il la servît bien; 50 000 écus par an; Saint-Simon dit même un million. Il est triste qu'il se soit mis à la solde de l'Angleterre et qu'il ait fait litière de l'honneur national dans les conditions du traité; car la politique dont il se faisait l'agent était en somme raisonnable et conforme à nos véritables intérêts.

Par la Triple alliance, conclue le 4 janvier 1717, entre la France, l'Angleterre et la Hollande, le régent s'engagea à renvoyer au delà des Alpes le prétendant Stuart, à démolir les nouveaux ouvrages de Mardyck que Louis XIV destinait à remplacer Dunkerque et à achever de combler le port de cette dernière ville, opération que les commissaires anglais et hollandais étaient autorisés à venir surveiller. La succession protestante était reconnue pour l'Angleterre, qui, de son côté, reconnaissait la succession au trône de France, telle que le traité d'Utrecht l'avait établie, c'est-à-dire l'exclusion du roi d'Espagne et la reconnaissance des droits éventuels du duc d'Orléans; comme conclusion, alliance défensive entre les deux pays.

L'Autriche accéda en 1718 à la Triple alliance qui devint la Quadruple alliance, et la France, habituée sous Louis XIV à combattre seule contre tous, se trouva placée à la tête d'une coalition contre l'Espagne.

4. Échec des projets d'Albéroni. Traité de Madrid (1720). — L'Espagne, assaillie de toutes parts par ses ennemis coalisés, vit fondre sur elle des maux presque aussi grands que dans la guerre de la Succession. Les Anglais, commençant un système qu'ils n'ont que trop pratiqué dans ce siècle, attaquèrent la flotte espagnole, sans déclaration de guerre, sur les côtes de Sicile et la battirent au cap Passaro (août 1718). Une autre flotte, qui voulait porter le prétendant en Écosse, fut détruite par la tempête, et les Anglais prirent le port de Vigo en Galice. Charles XII mourut au siège de Fredrikshald, avant même d'avoir commencé son expédition d'Angleterre. Les Turcs furent battus par le prince Eugène et contraints à la paix de Passarowitz. Enfin, Philippe d'Orléans déclara la guerre à son cousin Philippe V. Le complot tramé par Albéroni contre le régent avait été découvert, et le duc de Cellamare arrêté, ainsi que le duc et la duchesse du Maine. Le régent fit le plus grand bruit qu'il put de cette équipée, afin de couvrir d'une apparence de représailles la guerre fratricide qu'il allait entamer. Berwick, précédé d'un manifeste que Fontenelle avait rédigé, pénétra en Espagne avec une armée française et s'empara du port du Passage. Le commissaire anglais se hâta de brûler six magnifiques vaisseaux trouvés sur les chantiers de Fontarabie et de Saint-Sébastien (juin 1719). Ainsi nos soldats marchaient contre ce même Philippe V qu'ils avaient assis sur le trône de Charles-Quint, et dont les drapeaux portaient les trois fleurs de lis de France ; Villars avait refusé de faire cette besogne.

Albéroni tomba devant tant de revers (1719), et l'Espagne souscrivit aux conditions que la Quadruple alliance voulut lui faire. Le duc de Savoie, fort malmené en tout ceci, sans avoir rien fait, fut contraint d'accepter la Sardaigne en échange de la Sicile, qui resta à l'Empereur

avec le Milanais. Mais on accorda à l'aîné des enfants de la seconde reine d'Espagne l'expectative de Parme, de Plaisance et de la Toscane (traité de Madrid, 1720). Cette paix était l'affermissement de la domination de l'Autriche sur l'Italie, de l'Angleterre sur l'Océan. Pour nous, nous y avions dépensé 82 millions sans gloire ni profit.

Au moment où la question de la succession d'Espagne paraissait définitivement résolue par l'accord direct de tous les intéressés, les traités de Stockholm et de Nystad pacifiaient le nord de l'Europe. La France aurait pu peut-être jouer le rôle de médiatrice entre la Suède et les puissances qui l'avaient vaincue; mais la diplomatie du régent n'avait tiré aucun profit politique du voyage de Pierre le Grand à Paris en 1717, et, quand nous essayâmes au traité de Nystad de faire obtenir des conditions moins dures aux Suédois, l'Angleterre nous abandonna. Quoi qu'il en soit, l'Europe était en paix, et cette paix était surtout garantie par la bonne harmonie de la France et de l'Angleterre.

5. Nouvelle rupture entre la France et l'Espagne (1725). — Le ministère anglais avait continué à Mme de Prié, toute-puissante sur le duc de Bourbon, la pension qu'il faisait à Dubois; le duc retenait donc la France dans l'alliance de l'Angleterre. Il scella cette amitié par une nouvelle et insultante rupture avec l'Espagne. Nous savons qu'au lieu de mettre à exécution le projet de mariage arrêté par le régent entre Louis XV et une fille de Philippe V, il renvoya l'infante à son père et maria le roi à son gré.

Philippe V, indigné de cette insulte, s'empressa de conclure avec l'Autriche le traité de Vienne (1725). Charles VI avait fondé à Ostende, pour le commerce des Indes, une compagnie rivale des compagnies anglaises et hollandaises. Le roi d'Espagne accorda aux négociants autrichiens des privilèges étendus dans tous les ports de ses domaines. L'Empereur avait promulgué une pragmatique sanction par laquelle il assurait sa succession à sa fille, contrairement aux coutumes des pays autrichiens;

Philippe V garantit cet acte. En retour, l'Empereur s'engagea à aider l'Espagne à reprendre Gibraltar et Port-Mahon; il renouvela les promesses faites en 1720, au sujet des duchés de Parme et de Toscane, à l'extinction des maisons de Farnèse et Médicis, et il fiança deux archiduchesses aux deux infants, ce qui eût rétabli l'union de l'Espagne et de l'Autriche, que Louis XIV avait brisée avec tant d'efforts. Devant cet accord intime de l'Espagne et de l'Autriche qu'il avait si follement provoqué, le duc de Bourbon voulut prendre des garanties; il les trouva dans une nouvelle alliance avec les puissances rivales de l'Espagne et de l'Autriche, c'est-à-dire avec l'Angleterre et la Prusse (traité de Hanovre, 1725). Voilà une fois encore l'Europe divisée en deux camps à la suite du mariage de Louis XV, et une guerre générale sur le point d'éclater, qui aurait certainement remis encore en question les traités d'Utrecht; mais le duc de Bourbon tomba du ministère en 1726 et fut remplacé par Fleury; c'est ce qui pouvait arriver de plus heureux pour la paix de l'Europe.

6. Nouvelle pacification générale de l'Europe (1731). — Les deux ministres dirigeants d'Angleterre et de France étaient partisans de la paix; cette communauté de sentiments prévint l'éclosion d'une guerre. Robert Walpole, principal conseiller de George II, avait besoin de la paix pour se maintenir au pouvoir; il la voulait par politique; Fleury, par caractère; tous deux s'entendirent aisément, et, comptant l'un sur l'autre, se firent de mutuels sacrifices. Fleury négligea la marine pour ne pas faire ombre au peuple anglais, et Walpole, confiant dans la modération de la France, ne s'inquiéta point de nos armements sur terre ni même de quelques victoires. La guerre entre les deux ligues n'avait eu encore d'autre effet qu'une vaine tentative des Espagnols sur Gibraltar en 1727. Fleury l'arrêta, dès cette même année, par les préliminaires de Paris. L'année suivante, au congrès de Soissons, l'Espagne et l'Autriche se brouillèrent. Afin de rendre cette rupture définitive, la France et l'Angleterre,

se hâtèrent de garantir les duchés italiens à l'Espagne (traité de Séville, 1729). Deux ans après, à la mort du dernier duc de Parme et de Plaisance, l'infant don Carlos fut mis en possession de ce domaine. L'Empereur le réclama inutilement; il ne retira son opposition que quand les puissances eurent accepté sa pragmatique. A la fin de ces laborieuses négociations, la bonne intelligence se trouva rétablie entre les cours de Madrid et de Versailles, et un Bourbon avait en Italie un duché (1734). Albéroni, retiré en Italie, put jouir du triomphe de sa politique; car parmi les projets qu'il avait poursuivis, il y avait celui d'établir les Bourbons dans la péninsule. Don Carlos était duc de Parme; sept ans plus tard, il allait être roi de Naples. Ce sera un nouveau succès pour la politique de l'ancien ministre de Philippe V.

7. Guerre de la succession de Pologne (1733-1735).

— L'établissement des Bourbons d'Espagne à Naples fut le résultat bien imprévu d'un débat qui avait surgi en 1733 sur les bords de la Vistule.

Le roi de Pologne Auguste II, l'ancien ennemi de Charles XII, venait de mourir. A qui allait revenir la couronne de Pologne qui était élective? Elle était réclamée par Stanislas Leczinski, le candidat national des Polonais, et par Auguste de Saxe, fils du défunt, le candidat des Russes et des Autrichiens. Fleury eût bien voulu rester étranger à cette querelle; l'opinion publique l'obligea à soutenir le père de la reine; mais il mit tant de lenteur à se décider, qu'Auguste III, couronné à Cracovie, força Stanislas à se jeter dans Danzig, où les Russes l'assiégèrent. Fleury envoya 1500 hommes au secours du protégé de la France. Leur chef, reconnaissant l'inutilité d'une pareille assistance, se retire à Copenhague. Il y trouve le comte de Plélo, notre ambassadeur, qui rougit pour la France et veut couvrir au moins cette honte d'un sacrifice. Il ramène les 1500 hommes devant Danzig. « Je sais que je n'en reviendrai pas, écrit-il au ministre de la marine Maurepas; je vous recommande ma femme et mes enfants. » Il force trois quartiers russes et tombe

percé de coups au quatrième. Lapeyrouse rallie ce qui reste de soldats et, appuyé à un ouvrage avancé de Danzig, résiste près d'un mois à 30 000 hommes. Stanislas s'enfuit déguisé en matelot. La France venait de perdre l'occasion de tirer peut-être la Pologne de l'abîme où elle se précipitait.

La question polonaise était résolue. Auguste II était roi de Pologne et la France ne le pouvait détrôner; mais il fallait qu'elle vengeât Plélo et l'échec de Danzig. Notre habile ministre des affaires étrangères, Chauvelin, représenta à Fleury que l'occasion s'offrait de revenir à la politique de Louis XIV, en attaquant l'Autriche qui avait pris parti contre notre candidat. Les territoires autrichiens étaient facilement vulnérables; on ne manquerait pas d'alliés, roi d'Espagne, roi de Sardaigne, pour attaquer les domaines des Habsbourg en Italie. Il fallait donc faire la guerre à l'Autriche. Fleury se laissa entraîner par ces habiles conseils. Il conclut avec la cour de Turin un traité qui promettait au roi de Sardaigne le Milanais, avec la cour de Madrid un autre traité qui promettait aux Bourbons d'Espagne le royaume de Naples pour l'infant don Carlos. En s'interdisant toute attaque contre les Pays-Bas, le cardinal obtint la neutralité de l'Angleterre et de la Hollande. Alors il envoya deux armées, l'une sur le Rhin, l'autre en Italie, commandées par Berwick et Villars, celui-ci encore bouillant comme un jeune homme. Le premier enleva Kehl, en face de Strasbourg, malgré le prince Eugène, assiégea Philippsbourg et eut la tête emportée par un boulet. « J'avais toujours bien dit, s'écria Villars, que cet homme-là était né plus heureux que moi. » Il n'eut pas en effet cette mort de soldat qu'il enviait; après deux brillantes campagnes qu'il avait très rapidement conduites, parce qu'il était, disait-il gaiement, trop vieux pour attendre, il mourut à Turin, dans sa quatre-vingt-deuxième année (1734). Le maréchal de Coigny, qui lui succéda, gagna les victoires de Parme (juin) et de Guastalla (septembre), qui livrèrent aux Français le Milanais, et le duc de Montemar, celle de Bitonto, qui

installa l'infant sur le trône de Naples et de Sicile (mai 1735). C'était un beau réveil de la France; mais la timidité du cardinal empêcha de recueillir les fruits de ces succès.

8. Traité de Vienne (1738). — L'Angleterre et la Hollande offraient leur médiation à l'Autriche; elle les accusa presque de trahison pour ne l'avoir pas suivie sur les champs de bataille et traita directement avec la France.

Il serait difficile d'imaginer quelque chose de plus imprévu, de plus compliqué, que les négociations qui terminèrent cette guerre. Le point de départ du débat avait été très simple : une couronne est convoitée par deux candidats. L'un des deux l'obtient; l'affaire est donc réglée. Non, parce que le candidat évincé a l'appui de la France et que la France imagine de le venger aux dépens de l'Autriche. L'Autriche a été vaincue. Il reste à traiter. Que faire de Stanislas Lecziński qui a été la cause première de la guerre? Que faire de l'infant don Carlos qui a triomphé avec nous sur les champs de bataille? On n'a pas cherché longtemps le sort à faire à l'infant d'Espagne. Il deviendra roi des Deux-Siciles; mais, comme il est déjà duc de Parme et Plaisance et qu'on ne veut pas le laisser régner aux deux bouts de l'Italie à la fois, il rendra Parme et Plaisance à l'Autriche, qui reprendra ainsi en partie d'une main ce qu'elle abandonne de l'autre. Le sort de Stanislas semblait plus difficile à fixer; mais la diplomatie comptait le régler grâce à une succession qui allait bientôt devenir vacante. Jean-Gaston Médicis, grand-duc de Toscane, n'avait pas d'enfant; lui mort, la famille des Médicis était éteinte. Alors, à qui adjuger la Toscane? Au duc de Lorraine, François, gendre de Charles VI. Et la Lorraine? A Stanislas, qui la gardera sa vie durant pour la faire passer après sa mort au roi de France. Jean-Gaston Médicis, qui était le pivot de toutes ces combinaisons, eut l'esprit de mourir à propos en 1737; aussitôt Stanislas s'établit à Nancy et François de Lorraine va régner à Florence.

Telles furent toutes ces combinaisons par ricochet.

auxquelles excellait et se complaisait la diplomatie de l'ancien régime. Les princes ne vont pas régner là où leurs droits sont établis ou défendables; ainsi Stanislas ne règne pas en Pologne, ni François de Lorraine en Lorraine; ils vont régner là où il plaît à la diplomatie de les envoyer régner. Ces actes bizarres ont eu la rare fortune de donner satisfaction à tout le monde, à Auguste III qui est reconnu roi de Pologne, à Stanislas qui devient duc de Lorraine, à Louis XV qui obtient l'expectative de la Lorraine, à François qui est investi de la Toscane, à Charles-Emmanuel I^{er} qui reçoit quelques morceaux du Milanais, à Charles VI qui recouvre Parme et Plaisance, à don Carlos qui fonde la dynastie des Bourbons de Naples.

Cette époque du traité de Vienne (1735-1738) marque le plus beau moment du ministère de Fleury, car la France avait acquis encore quelque gloire, et son gouvernement avait paru comme le médiateur de l'Europe. Depuis la paix de Vienne, dit le grand Frédéric, la France était l'arbitre de l'Europe : ses armées avaient triomphé en Italie comme en Allemagne. Son ministre à Constantinople avait conclu la paix de Belgrade (1739), le dernier traité glorieux que la Turquie ait signé et qui lui donnait la Serbie, une partie de la Valachie et Belgrade; la Russie s'engageait même à n'avoir ni flotte ni navire sur la mer d'Azof ou la mer Noire. L'Autriche reculait partout, en Italie comme sur le Danube; elle allait reculer encore pendant les deux guerres de la succession d'Autriche et, de Sept ans, cette fois non plus devant la France, mais devant un état militaire qui venait de naître au nord de l'Allemagne.

CHAPITRE XVIII

L'AUTRICHE ET LA PRUSSE AU MILIEU DU XVIII^e SIÈCLE¹.

1. Formation territoriale de l'état brandebourgeois-prussien. — 2. Le grand électeur Frédéric-Guillaume (1640-1688). — 3. Frédéric III, premier roi de Prusse (1701). — 4. Frédéric-Guillaume I^{er} (1713-1740). — 5. Frédéric II (1740-1786). — 6. L'Autriche de 1648 à 1740. — 7. Pragmatique de Charles VI. — 8. Guerre de la succession d'Autriche (1740-1748). Invasion de la Silésie par Frédéric II. — 9. Intervention de la France dans la guerre. — 10. Campagne de Bohême; défection de Frédéric II; mort de Fleury (1741-1743). — 11. Bataille de Dettingen (1743); défection de la Bavière (1745). — 12. Le maréchal de Saxe; bataille de Fontenoy (1745). — 13. Seconde défection de la Prusse; revers en Italie (1745-1746). — 14. Victoire de Raucoux et de Lawfeld (1746-1747). — 15. Traité d'Aix-la-Chapelle (1748). — 16. Nouvelle guerre entre Frédéric II et Marie-Thérèse, entre la France et l'Angleterre. — 17. Guerre continentale de Sept ans (1756-1763). Difficile position du roi de Prusse. — 18. Capitulation de Closterseven (1757). — 19. Défaite de Rosbach (1757). — 20. Défaite de Crevelt (1758). — 21. Désordres dans les armées françaises et l'administration. — 22. Succès et revers en Westphalie; d'Assas. — 23. Énergie du roi de Prusse (1758-1762). — 24. Traité d'Hubertsbourg (1763).

1. Formation territoriale de l'état brandebourgeois-prussien. — En 1417, Frédéric VI de Hohenzollern, burgrave de Nuremberg et seigneur de quelques fiefs en Franconie, acheta à l'empereur Sigismond à court d'argent le margraviat de Brandebourg, auquel était attachée la dignité électorale, et prit le nom de Frédéric I^{er}, électeur de Brandebourg : telle est l'humble origine de cette

¹ 1. Frédéric II, *Mémoires de Brandebourg et Histoire de mon temps*; Himly, *Histoire de la formation territoriale des états de l'Europe centrale*; Lavisse, *Études sur l'histoire de Prusse*; Léger, *Histoire de l'Autriche-Hongrie*; de Broglie, *Frédéric II et Marie-Thérèse*; Macaulay, *Frédéric II (Essais historiques)*.

monarchie qui a fait depuis un siècle une si prodigieuse fortune, qu'elle est aujourd'hui une menace pour toutes les puissances européennes.

La marche de Brandebourg avait été organisée militairement dans la grande plaine sablonneuse de la Havel et de la Sprée, entre l'Elbe et l'Oder, pour protéger contre les Slaves la frontière du monde germanique. Elle avait eu au ^{xii}^e et au ^{xiii}^e siècle une dynastie de margraves énergiques, les Ascaniens, qui avaient beaucoup fait pour son accroissement territorial; mais depuis 1320, date de l'extinction de cette famille, le Brandebourg n'avait cessé de décroître, et, en 1417, à l'avènement des Hohenzollern; rien ne faisait prévoir son brillant avenir. Mais les Hohenzollern devaient apporter à l'administration de leurs petits territoires un esprit de suite et de persévérance qui en assura la grandeur. Frédéric II Dent de fer acquit une partie de la Lusace (Cottbus), et acheta la Nouvelle Marche à l'ordre Teutonique (Kustrin, Landsberg, entre l'Oder et la Netze). Son frère Albert, l'Ulysse et l'Achille du Nord; statua que ses fils puînés auraient Anspach et Bayreuth, possessions originaires de la famille dans la Franconie, mais que les autres domaines, présents et futurs, seraient attachés à l'électorat, qui allait former une masse indivisible pouvant s'accroître, mais ne pouvant plus diminuer. Cette mesure, la *dispositio achillea* (1473), était un gage de puissance pour la nouvelle maison. Jusqu'au début du ^{xvii}^e siècle, l'histoire des Hohenzollern de Berlin n'offre rien de remarquable que leur adhésion à la réforme; mais les destinées de leurs états changèrent brusquement avec le margrave-électeur Jean-Sigismond (1608-1619). Ce prince, un des prétendants à la succession de Clèves et de Juliers qui faillit amener une guerre générale dans l'Empire, obtint la moitié environ des territoires contestés, c'est-à-dire le duché de Clèves avec les comtés de Mark, près du Rhin, et de Ravensberg, dans la Westphalie. Il hérita en outre (1618) du duché de Prusse.

La Prusse, où le pays qui s'étend sur les bords de la

Baltique, entre les embouchures de la Vistule et du Niémen, avait été conquise au ^{xiii}^e siècle par le grand-maître Hermann de Salza et les chevaliers allemands de l'ordre Teutonique sur la population indigène des Bo-russes, que la conquête allemande fit bientôt disparaître. Ainsi fut constitué aux environs de Königsberg un état religieux et militaire, les domaines de l'ordre Teutonique, que la Pologne plaça sous sa suzeraineté. A l'époque de la Réforme, les Teutoniques avaient pour grand-maître Albert de Brandebourg, cousin des Hohenzollern de Berlin. Albert avait sécularisé les biens de l'ordre et avait pris en 1525 le titre de duc de Prusse, toujours comme vassal de la Pologne. Il y eut alors une nouvelle branche des Hohenzollern, la branche ducale de Prusse. Il se trouva qu'elle s'éteignit en 1618 et que l'héritier le plus proche était le margrave Jean-Sigismond. Quand celui-ci régna à la fois à Berlin et à Königsberg, l'état brandebourgeois-prussien était créé.

2. Le grand électeur Frédéric-Guillaume (1640-1688). — Ainsi la maison de Hohenzollern s'était, dès le milieu du ^{xvii}^e siècle, élevée au-dessus des autres maisons princières de l'Empire. Ses domaines, épars du Niémen à la Meuse, formaient trois groupes distincts, le lot prussien, le lot brandebourgeois, le lot rhénan. Il était de toute nécessité pour elle de travailler à les réunir, car leur maître ne pouvait passer de l'un à l'autre sans en demander la permission à ses voisins.

Ce fut la constante préoccupation de Frédéric-Guillaume, celui qu'on appela le grand électeur. Au traité de Westphalie en 1648, il gagna Magdebourg sur l'Elbe et auprès Halberstadt, Minden sur le Weser, Cammin à l'embouchure de l'Oder, avec toute la Poméranie ultérieure le long de la Baltique, depuis l'Oder jusque vers le golfe de Danzig. Il avait une armée considérable pour l'étendue de ses états; il s'en servit dans une guerre entre la Suède et la Pologne, trahit à propos les deux partis, et par le traité de Welau (1657), que confirma le traité d'Oliva (1660), affranchit la Prusse de la suzeraineté polonaise

et obtint la cession d'Elbing, à l'est de la Vistule. A l'intérieur de ses domaines, l'électeur s'était délivré du contrôle des états provinciaux, remplacés par un simple comité consultatif, et, tout comme Louis XIV en France, saïssait le pouvoir absolu. Ses territoires étaient mal peuplés et pauvres; il y attira des colons de Hollande et de Frise, fit creuser des canaux, fonda un comptoir en Guinée, et rêva une Compagnie du commerce africain. Allié de la maison d'Orange, établi sur le Rhin par la possession du duché de Clèves, il prit une part active à toutes les affaires qui se passèrent de ce côté. Quoique membre de la ligue du Rhin, il dénonça à l'Allemagne l'ambition de Louis XIV, défendit contre lui la Hollande en 1672, envahit l'Alsace en 1674, et fonda, à la bataille de Fehrbellin, qu'il gagna sur les Suédois, alliés de la France, la réputation des armes prussiennes (1675). Il inspirait déjà de l'inquiétude à l'Autriche, qui voyait avec peine un nouveau roi des Vandales s'élever sur les bords de l'Oder : aussi le sacrifia-t-elle en 1678, à la paix de Nimègue; il fut obligé, par le traité de Saint-Germain (1679), de rendre ses conquêtes sur les Suédois. Il usa bien encore de la paix; il accueillit, lors de la Révocation, beaucoup de réformés français qui peuplèrent Berlin; il agrandit cette capitale qui vers 1650 n'avait que 6500 habitants, et fonda la bibliothèque et le château de Potsdam.

3. Frédéric III, premier roi de Prusse (1701). — Frédéric III (1688-1713) poursuivit l'ouvrage de son père. Il défendit l'unité de l'électorat contre ses frères; puis, excité par l'exemple de Guillaume d'Orange, son parent, qui s'était fait roi d'Angleterre, par celui de son voisin, l'électeur de Saxe, qui était appelé au trône de Pologne, il acheta de l'Empereur, pour 6 millions, le titre de roi en Prusse, et se couronna de ses propres mains à Königsberg (1701). Ainsi c'était un duché souverain, un petit pays étranger à l'Allemagne, qui devenait un royaume; l'électorat de Brandebourg et les autres domaines allemands restaient dans la dépendance de l'Empire. Ce titre,

accordé pour une province pauvre et lointaine, n'avait semblé d'aucune conséquence aux ministres autrichiens, embarrassés dans une guerre contre les Turcs et près d'entrer dans celle de la succession d'Espagne. Eugène comprit seul que cette royauté nouvelle, absolue, chercherait à joindre ses provinces disséminées et deviendrait un obstacle à la puissance de l'Autriche. La Prusse continua en effet ses agrandissements sur le Rhin. En 1702, le roi d'Angleterre, Guillaume III, de Nassau-Oranje, étant mort sans enfant, Frédéric se porta pour héritier de ses biens patrimoniaux; il prit possession des comtés de Lingen et de Moers, dans la Gueldre, de Tecklenbourg, au nord de Munster, et se fit élire quelque temps après prince de Neuchâtel et de Valengin, en Suisse, par les états du pays. Vain et fastueux, Frédéric voulut copier la cour de Louis XIV : beaucoup d'argent fut ainsi gaspillé; mais les lettres et les arts en eurent leur part : il fonda l'université de Halle, qui devint une des plus célèbres de l'Allemagne, et l'Académie de Berlin, que présida Leibniz. L'éclat même de sa cour était un prestige utile pour cette royauté naissante.

Frédéric III, qui, comme roi, fut appelé Frédéric I^{er}, mourut en 1713; au traité d'Utrecht, signé six semaines après, le roi de Prusse fut reconnu par toute l'Europe, excepté par le pape et les chevaliers Teutoniques; il fut confirmé souverain de Neuchâtel et de Valengin; à la place de la principauté française d'Orange, il reçut la Gueldre. Le nouveau royaume formait déjà une masse imposante, mais toujours divisée.

4. Frédéric-Guillaume I^{er} (1713-1740). — Ces éléments de force furent régularisés et accrus par Frédéric-Guillaume I^{er}. Le roi sergent (George II d'Angleterre l'appelait mon frère le caporal) fut l'ennemi du faste. Au lieu d'encourager les savants, il confisqua les fonds de la bibliothèque au profit de l'armée, n'eut ni cour ni ministres; et fit de Berlin une manufacture et une caserne. Il recherchait comme soldats les hommes de six pieds, les achetait jusqu'à 2000 écus chacun, et menait l'État

comme un régiment. Ses héros étaient Pierre le Grand, Charles X^I et le vieux prince d'Anhalt-Dessau, le créateur de l'infanterie prussienne, qu'il commanda pendant quarante ans. Il fit de ses sujets des soldats soumis, des calvinistes bigots, des travailleurs infatigables; lui-même allait frapper dans la rue les gens oisifs. « Sous notre père, dit Frédéric II, personne dans les états prussiens n'eut plus de trois aunes de drap dans ses habits, et moins de deux aunes d'épée à son côté. » Avec de telles idées, comment approuver son fils, qui apprenait à jouer de la flûte et lisait les auteurs français? Aussi le prince royal eut-il une jeunesse malheureuse. Il voulut sortir de cet esclavage et s'entendit avec son ami le lieutenant de Katt pour s'échapper. Leur complot fut découvert. Le roi les fit arrêter et les traduisit devant un conseil de guerre, qui condamna Katt à la détention perpétuelle et refusa de juger Frédéric. Le roi aggrava la peine de Katt, qu'il fit exécuter sous les yeux de son fils, et tint celui-ci quelque temps en prison.

Dès le commencement de son règne, Frédéric-Guillaume eut une armée de 60 000 hommes, quand il n'avait que deux millions et demi de sujets. Charles XII, revenu de Turquie, sollicita son alliance; mais comme il attaquait l'île d'Usedom, occupée par une garnison prussienne, le roi de Prusse entra dans la ligue formée contre les Suédois, contribua à la prise de Stralsund en 1715, et, à la paix de Stockholm en 1720, il acquit, pour 6 millions, Stettin avec la Poméranie citérieure presque entière et les îles de Wollin et Usedom. Il avait fait un essai avantageux de sa force; néanmoins, par amour de la patrie commune, il respecta toujours la maison d'Autriche, et resta son allié contre l'Angleterre et surtout contre la France, dont il voulait détruire l'influence dans l'Empire.

Une autre pensée le préoccupait : la Pologne, se prolongeant jusqu'à la Baltique par l'occupation des deux rives de la basse Vistule, séparait la Prusse ducale de l'électorat de Brandebourg. Dès 1656, le grand électeur avait songé à cette langue de terre : première idée du

partage de la Pologne. Il était dangereux pour la Prusse que l'électeur de Saxe s'établît à demeure dans ce pays et en fit un royaume héréditaire; elle en proposa le partage à Auguste II, qui fut roi de Pologne jusqu'en 1733 : nouvelle idée du démembrement. Il ne fallait pas non plus que l'influence française y prévalût avec Stanislas Leczinski : Frédéric-Guillaume fit alliance en 1733 avec la Russie et l'Autriche pour exclure le candidat de la France; il espérait imposer ses conditions à celui de l'Autriche et de la Russie, ou du moins reprendre le projet de partage. Mais ce dessein tomba par l'élection d'Auguste III. Dans la guerre qui suivit, Frédéric-Guillaume prit parti contre la France et envoya son fils sur le Rhin avec 10 000 hommes. Là, le jeune Frédéric vit, à la tête d'une armée, le vieil Eugène, qui n'était plus que l'ombre de lui-même; il comprit la faiblesse de l'Autriche. La Prusse, au contraire, était l'état le mieux réglé de l'Europe. L'armée était sur un bon pied, le trésor bien rempli, l'agriculture et l'industrie florissantes; la population augmentait par son développement naturel et par les nouveaux venus que le roi attirait, en affectant de protéger les réformés qu'il voulait réunir en un seul grand parti religieux. Personne n'osait soutenir les protestants du pays de Salzbourg, qui réclamaient près de la diète contre leur archevêque. Frédéric-Guillaume leur offrit un asile qui fut accepté par dix-huit mille d'entre eux. Ainsi la Prusse prenait le rôle de puissance militaire et de puissance protestante, que la Suède avait joué sous Gustave-Adolphe. Les instruments d'un grand règne étaient prêts, l'armée et l'argent; un souverain arriva, qui sut s'en servir.

5. Frédéric II (1740-1786). — En 1740, Frédéric II, celui qu'on devait appeler le grand Frédéric, monta sur le trône. Il continua ses relations avec les principaux écrivains de la France¹, mais se montra peu disposé à

1. C'est en français qu'il a écrit ses ouvrages historiques, *Mémoires de Brandebourg* et *Histoire de mon temps*; c'est en français aussi qu'il a rimé ses vers si peu poétiques.



Frédéric II, le Grand.

appliquer leurs maximes. On put voir, que dans sa retraite de Rheinsberg il avait étudié aussi l'art du gouvernement. Avec le grand électeur, la Prusse s'était élevée au premier rang des états allemands; avec Frédéric II, elle prit place parmi les grands états européens.

6. L'Autriche de 1648 à 1740. — En face de cette puissance qui grandit, l'Autriche s'abaisse. Le traité de Westphalie lui avait enlevé l'Alsace; elle avait compensé cette perte au traité de Carlowitz, en 1699, après la victoire d'Eugène à Zenta sur les Turcs, par l'acquisition de la Transylvanie et de l'Esclavonie; au traité de Rastadt, sa part dans l'héritage de Charles II d'Espagne avait été les Pays-Bas, le Milanais, Naples et l'île de Sardaigne; cette dernière possession fut échangée bientôt contre la Sicile. Depuis 1711, le chef héréditaire des Habsbourg, empereur élu d'Allemagne, était Charles VI, qui avant la mort de son frère Joseph I^{er} avait disputé la couronne d'Espagne à Philippe V sous le nom d'archiduc Charles. Après avoir signé la paix de Rastadt, il eut deux guerres contre les Turcs. Il les vainquit la première fois, grâce à Eugène (victoires de Peterwardein, 1716, et de Belgrade, 1717; traité de Passarowitz, qui donna à l'Autriche le bannat de Temesvar, Belgrade et l'ouest de la Valachie, 1718); mais, dans la seconde guerre, les Turcs lui reprirent ce qu'ils lui avaient d'abord cédé, moins le bannat (traité de Belgrade, 1739). On a vu la lutte excitée par Albéroni et la guerre pour la succession de Pologne qui coûta à l'Autriche les Deux-Siciles, et lui donna Parme et Plaisance, ce qui fortifiait sa position dans le nord de la péninsule.

7. Pragmatique de Charles VI. — La grande affaire de Charles VI fut le règlement de sa succession. Il n'avait pas de fils, et avec lui allait s'éteindre la race mâle des Habsbourg, qui avait donné quinze empereurs à l'Allemagne. Dans le but d'assurer son héritage à sa fille Marie-Thérèse, il n'avait reculé devant aucun sacrifice. Il avait supprimé la compagnie d'Ostende pour complaire aux puissances maritimes, laissé Stanislas occuper la Lorraine

pour gagner la France, cédé Naples et la Sicile pour gagner l'Espagne. Il avait obtenu de tous les états une reconnaissance solennelle de sa *pragmatique*, et, lorsqu'il mourut en 1740, la même année que Frédéric II montait sur le trône de Prusse, il laissa à Marie-Thérèse une ample collection de parchemins. « Mieux eût valu, dit Frédéric II, une armée de 200 000 hommes. » À peine eut-il expiré, que cinq prétendants se présentèrent. L'électeur de Bavière, descendant d'une fille de Ferdinand I^{er}; le roi d'Espagne, comme représentant de la branche aînée des Habsbourg qu'il avait remplacée en 1700; l'électeur de Saxe, gendre de l'empereur Joseph I^{er}, demandaient la totalité de l'héritage; le roi de Sardaigne voulait le duché de Milan; le roi de Prusse, quatre duchés de Silésie, qu'il réclamait en vertu d'anciens traités de succession que ses prédécesseurs n'avaient pu faire valoir. Un Montmorency réclamait le duché de Luxembourg; des princes italiens, d'autres domaines: tout le monde accourait à la curée.

8. Guerre de la succession d'Autriche (1740-1748).
Invasion de la Silésie par Frédéric II. — Frédéric II n'avait pas un grand royaume; mais son père lui avait laissé un riche trésor avec une belle armée, et la nature lui avait donné les plus rares talents. Il oublia les doctrines qu'il avait prônées dans son *Anti-Machiavel*, et céda à la tentation de mettre la main sur une riche province, qui doublerait la population de ses états. Sans faire part de son projet à personne, il envahit la Silésie avec 40 000 hommes, la conquit en quelques semaines, puis offrit, pour la cession de cette province, son alliance à Marie-Thérèse. Cette princesse, femme d'énergie et de talent, était un roi. Elle ne voulait pas inaugurer son règne par un démembrement, sans avoir du moins envoyé les vétérans d'Eugène contre cette royauté parvenue et ces troupes qui n'avaient encore combattu qu'à la parade. L'essai ne fut pas heureux: les Prussiens remportèrent la victoire de Mollwitz (1741).

9. Intervention de la France dans la guerre. — Une

nouvelle guerre commençait, donc, que tout le monde sentait grosse de complications. Quelle allait être l'attitude de la France? Sans doute, elle avait garanti la pragmatique; mais comment ne pas se mêler à une lutte qui semblait devoir aboutir au démembrement de l'Autriche? Frédéric comptait bien nous voir entrer en scène. En commençant cette campagne, il avait dit à l'ambassadeur de France : « Je vais jouer votre jeu : si les as me viennent, nous partagerons. » Un petit-fils de Fouquet, le comte de Belle-Isle, homme à projets, hardi et aventureux, proposa, dans le conseil, l'alliance de la Prusse et un plan qui réduisait Marie-Thérèse à la Hongrie, à la basse Autriche, à la Belgique, et partageait le reste entre les prétendants : le roi de Prusse aurait la basse Silésie; l'électeur de Saxe, la haute Silésie et la Moravie; celui de Bavière, le Tyrol; l'Autriche antérieure, la Bohême et de plus la couronne impériale. La France ne prenait rien pour elle. C'était trop de générosité; mais les grands sentiments en politique étrangère étaient fort en honneur à la cour de Louis XV. On voulait faire le magnanime pour avoir à agir le moins possible; d'ailleurs, on disait qu'abaisser l'Autriche, c'était élever la France. Malgré Fleury, plus porté que jamais à la paix à cause de son grand âge, ce plan fut adopté et le traité de Nymphenbourg conclu sur ces bases avec la Bavière (18 mai 1741).

10. Campagne de Bohême; défection de Frédéric II; mort de Fleury (1741-1743). — La France, au lieu d'agir résolument avec toutes ses forces, comme il faut le faire quand on tire l'épée, ne mit en mouvement qu'une armée de 40 000 hommes; et, au lieu de se porter du côté des Pays-Bas, où ses destinées l'appelaient, renouvelant en Allemagne les fautes commises tant de fois en Italie, elle envoya cette armée jusqu'au fond de la Bavière. Il est juste de dire que les puissances maritimes avaient mis à leur neutralité la même condition que dans la guerre précédente, à savoir que nous ne ferions pas entrer un soldat en Belgique. Maître de Lintz, la principale barrière de l'Autriche sur le haut Danube, l'électeur

eût pu s'emparer de Vienne; il préféra conquérir la Bohême. Prague en effet fut prise, grâce à une heureuse inspiration de Maurice de Saxe et au courage de Chevert. Mais Marie-Thérèse, qui écrivait quelques jours auparavant : « Il ne me restera bientôt plus une ville où faire mes couches »; eut le temps de soulever ses fidèles Hongrois. Elle se présente au milieu de la diète, portant son enfant entre ses bras. Les magnats sont touchés de ce spectacle, des larmes de la jeune souveraine, et, dans leur attendrissement chevaleresque, ils tirent leurs sabres, criant : *Morianur pro rege nostro Maria-Theresa!* Quelques semaines après, des nuées de Hongrois, de Croates, de Pandours et de Talpaches, inondaient la Bavière; les convois étaient enlevés, les communications interceptées, et, tandis que l'électeur de Bavière se faisait couronner empereur à Francfort sous le nom de Charles VII, les Autrichiens entraient à Munich (janv. 1742). Frédéric II menaça, il est vrai, la Moravie, et battit les Autrichiens à Chotusitz ou Czaslau en Bohême (17 mai); mais Marie-Thérèse sut faire à propos un sacrifice : elle lui laissa la Silésie avec le comté de Glatz (traité de Berlin, 1742). A cette condition, Frédéric II, avec un cynisme que sa conscience portait légèrement, oublia la parole qu'il avait donnée à la France et posa les armes.

Cette défection en entraîna d'autres. L'électeur de Saxe se retira de la guerre; le roi de Sardaigne y entra, mais pour le compte de l'Autriche, qui maintenant l'effrayait moins en Italie que la maison de Bourbon et qui lui donnait le marquisat de Final, avec promesse de Vigevane, du haut Novarais et d'une partie des provinces de Pavie et de Plaisance. L'Angleterre, qui venait de renverser du ministère le pacifique Walpole (févr. 1742) et d'arracher la guerre contre l'Espagne; parce qu'elle refusait de lui ouvrir ses colonies¹, la demandait à grands cris contre la France, dont le commerce prenait un prodigieux essor. En outre, elle ne voulait pas laisser consommer la ruine

1. Voyez le chapitre xxii, n° 4.

de sa « maréchaussée d'Autriche ». Le nouveau ministre promit à Marie-Thérèse un subside de 12 millions. Ainsi tout le poids de la lutte retomba sur la France, qui n'avait pris les armes qu'au profit d'autrui. Notre armée de Bohême fut coupée de la Bavière à la suite de la reprise de Lintz et de Budweiss par les Autrichiens, et assiégée dans Prague, où du moins elle se défendit bien. Fleury, qui naguère croyait la guerre finie et déjà désarmait, troublé de ces revers, écrivit au comte de Koenigsegg, général autrichien, une lettre confidentielle et des plus humbles. Koenigsegg la publia. Le vieillard s'en plaignit dans une seconde lettre et déclara au comte qu'il *ne lui écrirait plus ce qu'il pensait*. Celle-ci fut encore rendue publique. Fleury, deux fois joué à la face de l'Europe, mit le comble à la risée en désavouant ses propres lettres. Il entravait tout par sa timidité. Maillebois, fils de l'ancien contrôleur Desmarets, opérait dans la Franconie ; mais il avait ordre d'éviter une action décisive, car on comptait toujours que l'Autriche allait pour sûr nous offrir le Luxembourg et une partie du Brabant, comme elle avait donné la Silésie au roi de Prusse.

Maillebois ne put faire autre chose pour la délivrance de Prague que de s'emparer d'Egra. C'était du moins une ligne de retraite qu'il ouvrait à Belle-Isle, pour rentrer dans la vallée du Mein. Belle-Isle en effet sortit de Prague avec 14000 hommes, et fit à travers la glace, la neige et les ennemis, une glorieuse, mais pénible retraite : le noble et infortuné Vauvenargues y ruina sa santé. Chevert resta dans la ville avec les blessés et les malades. On le somma de se rendre à discrétion : « Dites à votre général que, s'il ne m'accorde pas les honneurs de la guerre, je mets le feu aux quatre coins de Prague et je m'ensevelis sous ses ruines. » On consentit aux conditions qu'il exigea (janvier 1743). Quelques jours après, Fleury mourut à quatre-vingt-neuf ans ; il avait voulu la paix à tout prix, et il laissait la France avec une grande guerre sur les bras.

11. Bataille de Dettingen (1743) : défection de la Bavière (1745). — L'Angleterre était entrée en lice :

50 000 Anglo-Allemands arrivèrent dans la vallée du Mein; le maréchal de Noailles les cerna à Dettingen, mais la folle impétuosité du duc de Gramont compromit ses habiles combinaisons, et ce ne fut qu'une sanglante affaire au lieu d'une victoire. De Broglie, qui commandait sur le Danube, ayant réculé jusqu'au Rhin, devant les Autrichiens, Noailles dut suivre ce mouvement de retraite (1743). Pour relever les affaires, on crut nécessaire de mettre le roi à la tête des armées. Une nouvelle favorite, la duchesse de Châteauroux, femme énergique et ambitieuse, voulait le tirer de son indigne torpeur. Louis XV vint donc en 1744 se montrer aux troupes. On avait changé le plan général de la guerre. Au lieu de combattre au fond de l'Allemagne, on s'était décidé à frapper des coups plus à notre portée. Le roi entra dans les Pays-Bas et vit le maréchal de Saxe y prendre plusieurs villes. Sur la nouvelle que les Autrichiens menaçaient l'Alsace, il y courut, emmenant avec lui Noailles et 50 000 hommes.

Une maladie fort grave l'arrêta à Metz. La mort, en s'approchant, lui inspira une bonne idée, qui malheureusement ne tint guère, et une belle parole. Il renvoya la duchesse de Châteauroux pour se réconcilier avec la reine et fit écrire au maréchal de Noailles : « Souvenez-vous que, pendant qu'on portait Louis XIII au tombeau, le prince de Condé gagnait une bataille. » La France paya de sa reconnaissance cet effort de son roi. Tout le royaume fit éclater sa douleur. « S'il succombe, disait-on, c'est pour avoir marché à notre secours ! Il meurt au moment où il allait devenir un grand roi ! » Un soir, le bruit courut à Paris qu'il n'était plus : aussitôt la foule affligée se répandit dans les rues, dans les églises avec des pleurs et des gémissements. Quand on sut qu'il vivait, il y eut chaque jour un concours de peuple au-devant des courriers ; et ceux dont les nouvelles étaient bonnes étaient portés en triomphe. Lorsqu'on apprit enfin son rétablissement, les églises retentirent d'actions de grâces ; pour remercier Dieu d'avoir conservé le *Bien-Aimé* (1744). Que la tâche était facile à cette royauté encore si populaire !

Cependant le roi de Prusse, effrayé des progrès de l'Autriche et de son alliance avec la Russie, reprit les armes, pénétra en Bohême et entra dans Prague. Cette diversion dégagait la ligne du Rhin. L'empereur Charles VII entra dans son électorat, mais pour y mourir. Son fils Maximilien traita avec Marie-Thérèse. La reine de Hongrie lui restitua ce qu'elle occupait encore de la Bavière et il renonça à toute prétention sur la succession d'Autriche (Traité de Flessen, 1745). En même temps, Marie-Thérèse faisait élire empereur son mari, François I^{er} de Lorraine.

12. Le maréchal de Saxe; bataille de Fontenoy, (1745). — Il semblait qu'il n'y eût plus qu'une chose à faire, conclure la paix, car la guerre était à présent sans objet. L'héritage de Marie-Thérèse restait intact moins la Silésie, la couronne impériale était rentrée dans la famille des Habsbourg. Mais les Anglais qui s'étaient engagés dans la lutte par pure jalousie contre nous refusaient de traiter; il nous fallut donc conquérir la paix. La France l'alla chercher aux Pays-Bas. Maurice de Saxe fut chargé d'en faire la conquête.

Maurice, fils naturel de l'électeur de Saxe, roi de Pologne, s'était formé sous le prince Eugène et avait pris du service en France dès l'année 1720. Élu duc de Courlande, l'inimitié des Russes l'empêcha de prendre possession de son duché; il revint dans sa patrie d'adoption, se signala dans la guerre pour la succession de Pologne, et obtint, malgré sa qualité de protestant, le bâton de maréchal après la prise de Prague et la défense de l'Alsace. En 1744, il tint en échec dans la Flandre des ennemis trois fois plus nombreux que ses troupes. Le maréchal souffrait alors cruellement d'une hydropisie; Voltaire lui témoignant des inquiétudes sur sa santé, « Il ne s'agit pas de vivre, lui dit-il, mais de partir ». Tout mourant qu'il était, il se mit à la tête des troupes et investit Tournay. Pour ne la point laisser prendre, 55 000 Anglo-Hollandais, sous la conduite du duc de Cumberland, s'approchèrent de la place. Le maréchal se décida à livrer une

bataille défensive. Il prit une forte position à 7 kilomètres



Hermann-Maurice, comte de Saxe.

sud-est de Tournay, la droite à Anthoin, le centre à Fontenoy, la gauche au bois de Barry. Les deux villages et le

bois étaient garnis de cent pièces de canon. Le feu commença à six heures du matin. Les Anglais assaillirent trois fois Fontenoy, et les Hollandais se présentèrent à deux reprises devant Anthoïn. Les derniers furent si vigoureusement repoussés, qu'ils ne reparurent plus.

L'attaque était manquée sur ces deux points; alors le duc de Cumberland masse son infanterie en une seule colonne pour percer le centre de la ligne française. Les Anglais marchaient précédés de six pièces d'artillerie et en ayant six autres au milieu d'eux. Arrivés à cinquante pas de notre ligne, les officiers anglais saluèrent en ôtant leurs chapeaux. Les officiers des gardes leur rendirent ce salut. Milord Hay cria: « Messieurs des gardes françaises, tirez. » Le comte d'Auteroche lui répondit: « Messieurs, nous ne tirons jamais les premiers, tirez vous-mêmes. » Aussitôt les Anglais firent un feu roulant qui coucha par terre 23 officiers et 380 soldats. Le premier rang ainsi renversé, le désordre se mit dans les autres. Les Anglais avançaient à pas lents, comme faisant l'exercice. On voyait les majors appuyer leurs canons sur les fusils des soldats pour les faire tirer bas et droit. Ils débordèrent Fontenoy et la redoute du bois. Dix régiments s'élancèrent successivement contre cette colonne longue, épaisse, inébranlable par sa masse et par son courage. Ils furent repoussés parce qu'aucune attaque ne se fit avec concert. La bataille était compromise; le maréchal, traîné dans une petite carriole d'osier, parce qu'il ne pouvait se tenir à cheval, n'osait faire les derniers efforts, ayant à garder le roi et le dauphin. Il disposait tout déjà pour la retraite. Cependant la colonne anglaise, étonnée de se trouver au milieu des Français sans avoir de cavalerie, sans être soutenue par les Hollandais, s'était arrêtée immobile, incertaine, mais fière; elle semblait maîtresse du champ de bataille. Richelieu ouvrit l'avis de foudroyer cette masse avec du canon. Quelques pièces sont mises en batterie; le maréchal ordonne en même temps une attaque générale sur les flancs. La colonne plie sous l'effort et sous cette pluie de fer et de mitraille. Elle s'ouvre, elle s'ébranle;

dès ce moment sa force est brisée. Les débris se précipitent en fuyant vers leur réserve. Les alliés avaient perdu 12 à 14 000 hommes, les Français plus de 7 000. C'était un grand succès, bien que ce ne fût pas une victoire savamment gagnée. Elle eut des suites considérables. Tournay, Gand, le dépôt général des ennemis, Oudenarde, Bruges, Dendermonde et Ostende capitulèrent. Au commencement de l'année suivante, les Français entrèrent à Bruxelles.

13. Seconde défection de la Prusse; revers en Italie (1745-1746). — Le roi de Prusse, vainqueur dans le même temps à Hohenfriedberg en Silésie, écrivait à Louis XV : « Je viens d'acquitter la lettre de change que Votre Majesté a tirée sur moi à Fontenoy. » La victoire de Kesseldorf lui ouvrit ensuite la Saxe et Dresde; il y signa avec Marie-Thérèse un nouveau traité qui lui confirma la cession de la Silésie et du comté de Glatz; puis, avec la même désinvolture qu'en 1742, il se retira de la guerre. Cette défection ne nous laissait plus un allié en Allemagne; la défaite du prétendant Charles-Édouard Stuart, qui, après avoir pénétré jusqu'à 40 lieues de Londres, fut vaincu à Culloden (1746), empêcha une révolution qui eût paralysé pour longtemps l'Angleterre. Marie-Thérèse et George II, libres de toute inquiétude, l'une à l'égard de la Prusse, l'autre de la part des jacobites, imprimèrent une nouvelle activité aux hostilités.

Marie-Thérèse chercha à se dédommager en Italie de ce qu'elle avait perdu en Allemagne et de ce qu'elle pouvait perdre encore aux Pays-Bas. L'armée franco-espagnole, après une tentative inutile sur la Savoie, s'était assuré le comté de Nice par la victoire de Coni (1744), et l'Apennin piémontais par l'alliance des Génois et du duc de Modène. La bataille de Bassignano lui livra le Milanais (1745); mais l'Espagne, par ses lenteurs, fit avorter un traité avec le roi de Sardaigne qui assurait à ce prince une partie du Milanais. L'impératrice eut le temps de porter en Italie des forces supérieures; Lichtenstein y réunit 45 000 Autrichiens auxquels Maillebois n'avait à

opposer que 28 000 hommes. La journée de Plaisance (1746) et la défection de l'Espagne donnèrent aux Impériaux tout le nord de la péninsule. De son côté, l'Angleterre, qui en 1745 avait bombardé toute la côte de Ligurie et Gênes elle-même, en 1746 essaya de s'emparer de Lorient et seconda une invasion des Austro-Sardes en Provence. Les alliés assiégèrent Antibes, et leurs partis coururent jusqu'en vue de Toulon. Mais cette invasion eut le sort de toutes les autres. Les mesures énergiques du maréchal de Belle-Isle et le soulèvement de Gênes contre les Autrichiens décidèrent la retraite. Ceux-ci se vengèrent par un décret qui déclara les Génois coupables du crime de lèse-majesté et, en conséquence, ordonnait la confiscation de leurs propriétés et de leurs créances partout où l'on pourrait les saisir.

14. Victoires de Raucoux et de Lawfeld (1746-1747). — Au midi, la France ne faisait donc que défendre sa frontière, et le beau plan qu'avait formé le ministre d'Argenson, pour chasser les étrangers de l'Italie et réunir tous les états de la péninsule en une confédération italienne, était manqué. Mais, au nord, la France avait d'éclatants succès. La bataille de Raucoux, gagnée par le maréchal de Saxe sur les Anglo-Hollandais au nord de Liège, y signala l'année 1746. Louis ne demandait rien autre chose, après chaque victoire, que la paix. On refusait de croire à ce désintéressement inusité, et la Hollande, effrayée de voir les Français à ses portes, rétablit, comme en 1672, le stathoudérat, sacrifiant sa liberté pour sauver son indépendance. Entraînée aussi par l'Angleterre, qui nous cherchait partout des ennemis, la tsarine Élisabeth conclut un traité de subsides (1747) et mit à la disposition des ennemis de la France cinquante vaisseaux russes et 57 000 hommes, qui s'acheminèrent sur le Rhin. La France, seule contre tous, s'avança encore aux Pays-Bas, la paix dans une main, l'épée dans l'autre. Le maréchal de Saxe gagna la bataille de Lawfeld (1747) et le comte de Lowendal prit l'imprenable Berg-op-Zoom. La Hollande était envahie. Maurice de Saxe fit, par d'habiles manœuvres, en

1748, l'investissement de Maestricht et réduisit cette place à capituler.

15. Traité d'Aix-la-Chapelle (1748). — Quand les Anglais virent cette série ininterrompue de victoires qui nous donnaient tous les Pays-Bas belges et qui entamaient la Hollande, ils craignirent de voir la France s'établir à demeure aux bouches de l'Escaut et ils se décidèrent enfin à traiter.

Des conférences pour la paix s'ouvrirent à Aix-la-Chapelle. Il ne fut pas difficile de s'entendre sur l'objet même de la guerre, la question de la succession d'Autriche, qui était réglée depuis 1745. La rivalité de la France et de l'Angleterre aurait pu provoquer encore bien des difficultés, car la guerre s'était étendue aux colonies : les Anglais nous avaient pris l'île de Cap-Breton au Canada et nous leur avions pris Madras dans l'Inde. Mais que tout cela importait peu à Louis XV ! Incapable de se faire plus longtemps violence, il demandait qu'on le laissât à ses plaisirs. Il disait « qu'il ne voulait pas traiter en marchand, mais en roi. » Quand le vainqueur était dans ces dispositions, la paix était certaine. Elle fut donc signée à Aix-la-Chapelle (avril 1748).

L'Autriche cédait (pour la troisième fois) la Silésie au roi de Prusse ; plusieurs places du Milanais au roi de Sardaigne, les duchés de Parme et Plaisance à l'infant d'Espagne don Philippe, frère du roi de Naples. L'Angleterre recouvrait pour quatre années l'*asiento* (droit d'importer des nègres) et le *vaisseau de permission* dans les colonies espagnoles. La France rendait Madras et rentrait en possession de l'île Royale (Cap Breton) ; mais elle ne gardait rien aux Pays-Bas qu'elle occupait presque tout entiers, et se laissait imposer la condition de ne fortifier Dunkerque que du côté de la terre. Des commissaires anglais, payés par nous, s'assurèrent que cette condition était exécutée ; et, quand le roi George exigea l'expulsion de France du prétendant, ce fut à l'Opéra qu'on l'arrêta, comme si l'on tenait à montrer que les ministres anglais faisaient la police dans Paris.

même. Le maréchal de Saxe, qui pouvait attendre mieux de ses victoires, ne survécut guère à ce traité. Il mourut en 1750 à l'âge de cinquante-quatre ans; au château de Chambord que Louis XV lui avait donné après Fontenoy.

Ainsi la France était intervenue dans une guerre qui, à vrai dire, ne la regardait pas, mais où l'on comprend cependant qu'elle soit intervenue. Depuis 1745, elle avait trouvé son véritable champ de bataille, les Pays-Bas, et elle s'y était couverte de gloire. Aux colonies, elle avait obtenu aussi de sérieux avantages. Et la conclusion de tous ces succès, c'était cette paix où la France abandonnait toutes ses conquêtes. Pour qui donc avions-nous sacrifié nos millions et nos soldats? Pour le roi de Prusse ou pour l'infant d'Espagne, qui avaient obtenu, l'un la Silésie, l'autre Parme et Plaisance. Beau résultat en vérité; l'opinion publique l'a bien apprécié dans un proverbe nouveau: se donner de la peine pour rien, ç'a été désormais travailler pour le roi de Prusse.

16. Nouvelle guerre entre Frédéric II et Marie-Thérèse, entre la France et l'Angleterre. — Cette paix d'Aix-la-Chapelle n'était pas définitive; car les deux questions qui s'étaient mêlées dans la guerre de la Pragmatique devaient reparaître à brève échéance, la question continentale entre la Prusse et l'Autriche, la question coloniale entre la France et l'Angleterre.

Nul prince n'avait mieux employé que Frédéric II les années de paix qui avaient suivi le traité de 1748. Il s'était attaché la Silésie par de sages mesures, il avait commencé son grand travail de réformation de la justice et des finances, et, en 1744, incorporé à son royaume l'Ost-Frise, dont sa famille avait depuis longtemps l'expectative; mais son esprit faisait tort parfois à sa politique. Par ses épigrammes trop justifiées il avait blessé la tsarine Élisabeth et la marquise de Pompadour. On en était malheureusement encore au temps où des ressentiments personnels de princes ou de favorites avaient plus de force que les intérêts des peuples. Marie-Thérèse vit naître cette colère et l'attisa habilement, dans l'espoir de la

faire tourner au profit de sa rancune implacable contre la Prusse. Elle ne pouvait voir un Silésien sans pleurer, et elle ne pouvait souscrire dans son cœur à la perte d'une belle province qui lui avait été volée par un prince audacieux. Aussi la paix était à peine signée qu'elle avait préparé la guerre, disciplinant son armée, réglant ses finances, de manière qu'avec moins de provinces que son père elle avait plus de soldats et de revenus. Elle remplaça les ministres intrigants de Charles VI par un habile politique, le célèbre Kaunitz. Mais il y avait bien peu de chances pour que l'Autriche, réduite à ses seules forces, pût arracher la Silésie à la Prusse. Pour courir cette aventure, il fallait que Marie-Thérèse trouvât des alliés.

Elle eut l'idée de s'adresser à la France; dès qu'elle y vit jour, elle fit proposer au cabinet de Versailles une alliance sur ces bases : restitution de la Silésie à l'Autriche, cession des Pays-Bas à un Bourbon de la branche d'Espagne, de Mons et de Luxembourg à la France. C'était le renversement de la politique deux fois séculaire de la France, puisque le traité de Versailles (1756) réunissait les deux puissances dont la rivalité avait fait couler tant de sang. La tsarine Élisabeth, qui ne pardonnait pas à Frédéric II ses coups de langue; la Suède qui regrettait la Poméranie; la Saxe, qui voulait s'agrandir, y accédèrent. Ainsi l'Autriche devenait l'amie de la France, l'ennemie de l'Angleterre, sa vieille alliée, et nous allions attaquer la Prusse. Tout le système des alliances européennes était changé. Mais le renversement du système politique n'était pas en lui-même un mal pour la France; car la politique varie suivant les intérêts, et l'intérêt de la France à ce moment était peut-être de se rapprocher de l'Autriche affaiblie, pour s'opposer aux progrès de la Prusse. Mais au moment même où allait recommencer le duel de la Prusse et de l'Autriche, le sang français coulait dans la vallée de l'Ohio, l'amiral Boscawen capturait nos navires, Richelieu enlevait Port-Mahon. La guerre, qui s'ouvrait, avait donc le double caractère d'une guerre continentale et d'une guerre maritime; le malheur de la

France fut d'être mêlée aux deux parties de la lutte et de plus faire pour l'alliance autrichienne que pour la défense de ses colonies.

Cette guerre dura de 1756 à 1763; on l'appelle, d'après sa durée même, la guerre de Sept ans. Elle s'est faite dans l'Europe centrale entre Frédéric et les Anglais; d'une part, les Autrichiens, les Français, les Saxons, les Russes de l'autre; elle s'est faite sur mer, au Canada, dans l'Hindoustan, entre les Français et les Anglais. On verra au chapitre suivant la guerre maritime et coloniale.

17. Guerre continentale de Sept ans (1756-1763).

Difficile position du roi de Prusse. — Sur le continent, la guerre commença par une irruption en Saxe du roi de Prusse, qui, comme toujours, prévint ses ennemis. Il enveloppa les Saxons dans leur camp de Pirna. Les Autrichiens s'approchant pour les dégager, il courut à leur rencontre en Bohême, les battit à Lowositz (1756), puis revint prendre toute l'armée saxonne, qu'il incorpora dans ses troupes. La France déclara ensuite les traités de Westphalie violés et fit entrer deux armées en campagne : le maréchal d'Estrées en Westphalie, Soubise vers le Mein. Attaqué par tous ses voisins, sans autre appui que l'Angleterre, Frédéric n'aurait pu, malgré son génie, se défendre contre cette coalition formidable, si les alliés eussent mis quelque concert dans leurs opérations. Il fut servi par le manque d'entente des généraux français, Soubise et Richelieu, et de Daun, le généralissime autrichien. De la Saxe, qu'il avait tout d'abord et hardiment occupée, il rentra en Bohême et gagna la sanglante bataille de Prague (1757). Vaincu à son tour près de cette ville, à Kollin, par Daun (1757), il fut forcé, pendant la retraite, de diviser ses forces, ce qui l'exposa à de nouveaux revers. En même temps, à l'est, les Russes lui prenaient Memel et battaient un de ses lieutenants à Jägersdorf, mais sans savoir tirer part de leur succès; à l'ouest, d'Estrées gagnait, sur les Anglais, la bataille de Hastenbeck, qui nous livrait le Hanovre, et une autre,

armée française marchait rapidement sur Magdebourg et la Saxe.

Ainsi le cercle d'ennemis dont Frédéric était enveloppé se resserrait chaque jour sur lui. Il demanda la paix. On le croyait aux abois : on la lui refusa. Il se décida alors, s'il le fallait, à « mourir en roi », comme il l'écrivit à Voltaire. L'incapacité de ses adversaires le dispensa de tenir parole.

18. Capitulation de Closterseven (1757). — Richelieu, qui succéda à d'Estrées dans le commandement de l'armée de Hanovre, enferma le duc de Cumberland dans une impasse, au milieu d'un pays marécageux ; mais, au lieu de le faire prisonnier, il lui accorda la capitulation de Closterseven, que le gouvernement anglais, dirigé par le fameux William Pitt, désayoua. Richelieu avait commis la faute de ne point dissoudre cette armée, qui se retrouvera tout entière quand elle reprendra les armes, et le résultat de deux campagnes heureuses sera perdu. Il en commit une autre lorsqu'il donna à ses officiers et à ses soldats l'exemple d'une scandaleuse avidité. De retour à Paris, il se fit bâtir, du fruit de ses déprédations, un élégant pavillon que le public nomma satiriquement *pavillon de Hanovre*. Les soldats, dont il autorisait le pillage, l'appelaient *le bon père la Maraude*. La discipline était ainsi ébranlée au moment même où l'on arrivait en présence de ces armées prussiennes, les mieux disciplinées de l'Europe.

19. Défaite de Rosbach (1757). — C'était à Soubise, le favori de Mme de Pompadour, qu'était échu le rôle difficile de leur tenir tête. Il s'était réuni à l'armée d'exécution, de qualité très médiocre, que l'Empire avait levée pour soutenir Marie-Thérèse, et marchait sur la Saxe. Frédéric II accourut de la Silésie sur la Saale ; il n'avait que 20 000 hommes contre 50 000. Il s'établit non loin des champs, depuis fameux, d'Iéna et d'Auerstædt, au village de Rosbach, sur des hauteurs, cachant sa cavalerie dans un repli du terrain, et une artillerie formidable derrière les tentes de son camp. Les alliés s'avancèrent

témérairement, sans ordre, au bruit des fanfares, trompés par les apparentes hésitations du roi, et le croyant prêt à fuir. Tout à coup l'artillerie prussienne se démasque et tonne, la cavalerie se précipite sur le flanc droit de Soubise que ce général ne croyait point menacé; l'infanterie la suit; les troupes allemandes de l'armée de Soubise lâchent pied tout de suite; les Français tiennent bon d'abord, mais bientôt ils sont entraînés dans la déroute générale. Les Prussiens ne tuèrent que 3 000 hommes; mais ils firent 7 000 prisonniers, enlevèrent 63 pièces de canon et ne perdirent que 400 soldats (5 novembre 1757). Soubise manda à Louis XV : « J'écris à Votre Majesté dans l'excès de mon désespoir. La déroute de votre armée est totale; je ne puis vous dire combien de vos officiers ont été tués, pris ou perdus. » Mais le juge le plus à redouter alors ce n'était pas le roi, c'était le public de qui tout commençait à relever, et qui punissait de ses satires mordantes l'impéritie des généraux et les fautes des ministres. Des chansons coururent :

Soubise dit, la lanterne à la main :
 J'ai beau chercher, où diable est mon armée ?
 Elle était là pourtant hier matin.
 Me l'a-t-on prise, ou l'aurais-je égarée ?
 Ah ! je perds tout ; je suis un étourdi, etc.

20. Défaite de Crevelt (1758). — Frédéric, laissant fuir Soubise, se retourne contre les Autrichiens, les chasse de la Saxe, où ils étaient rentrés, et les suit dans la Silésie, qu'il leur reprend à la journée de Leuthen ou de Lissa, où il renouvelle la manœuvre de Rosbach, menaçant une aile, écrasant l'autre (5 décembre 1757). Pitt, plus tard lord Chatham, devenait à ce moment premier ministre et déterminait l'Angleterre à de plus grands efforts en faveur de son allié. Le roi, en échange de nombreux subsides que Pitt lui fit voter, envoya un de ses lieutenants, Ferdinand de Brunswick, prendre le commandement de l'armée hanovrienne, qui, violant sa parole, rentra en campagne. Devant cet habile général, les Fran-

çais reculèrent, repassant le Weser, l'Ems, le Rhin; après quoi ils furent encore battus à Crevelt (1758). Le général qui dirigeait cette retraite peu glorieuse était le comte de Clermont, de la famille de Condé, abbé de Saint-Germain des Prés. Ce titre faisait pleuvoir sur lui les railleries. Frédéric l'appelait le général des bénédictins. A Paris on chanta :

Moitié plumet, moitié rabat,
Aussi propre à l'un comme à l'autre,
Clermont se bat comme un apôtre,
Il sert son Dieu comme il se bat.

21. Désordres dans les armées françaises et l'administration. — Napoléon a dit de ces courtisans qu'un caprice de Mme de Pompadour plaçait à la tête de nos armées que tous, généraux en chef, généraux particuliers, étaient de la plus parfaite incapacité. A quoi il faut ajouter que les querelles de cour se continuaient au camp et que plusieurs ont pu, non sans apparence de vérité, être accusés d'avoir, pour ruiner un rival, fait manquer des plans et perdre des batailles. Ce n'étaient pas seulement de très mauvais tacticiens, mais de détestables administrateurs. Les armées, fort mal composées, étaient encore plus mal tenues. Quand le comte de Clermont succéda à Richelieu, il dut casser quatre-vingts officiers. On vit une fois, à l'armée de Soubise, douze mille chariots de marchands et de vivandiers; le jour de la bataille, six mille maraudeurs étaient hors des rangs. Le mal n'était pas que là. Depuis que les femmes gouvernaient, l'administration supérieure était livrée aux caprices les plus désordonnés. De 1756 à 1763, vingt-cinq ministres furent appelés ou renvoyés, « dégringolant l'un après l'autre, écrit Voltaire (3 décembre 1759), comme les personnages de la lanterne magique. » Les plans changeaient comme les hommes, ou plutôt rien ne se faisait et tout allait à l'aventure.

22. Succès et revers en Westphalie; d'Assas. — Cependant, après les honteuses défaites de Rosbach et de

Crevelt, si l'on ne changea pas les généraux, on leur donna des forces tellement supérieures à celles de l'ennemi, que ce même Soubise, ce même comte de Clermont, le duc de Broglie, le maréchal de Contades, balancèrent à peu près la fortune les années suivantes avec les Prussiens, les Hessois et les Hanovriens.

Soubise était sur le Mein pendant la retraite du comte de Clermont; en menaçant la Hesse où de Broglie remporta, à Sandershausen, près de Cassel, un léger avantage, il rappela le duc Ferdinand en arrière et battit une partie de ses troupes à Lutzelberg (1758). L'année suivante, de Broglie eut un autre et plus important succès à Bergen, sur la Nidda, qui lui valut le bâton de maréchal; mais on le plaça sous les ordres de Contades, et la rivalité des deux généraux amena un nouveau désastre à Minden (août 1759). Contades en porta la peine, il fut destitué; de Broglie eut son commandement avec plus de cent mille hommes. Il occupa plusieurs villes, Cassel, Minden et une partie de son armée, sous le comte de Saint-Germain, eut, à Corbach, une rencontre heureuse avec 30 000 Prussiens (1760). Un détachement qu'il fit sur le Rhin réussit encore : 20 000 Prussiens venaient de prendre Clèves; de Castries les battit à Clostercamp. C'est là que se dévoua, avec le sergent Dubois, le chevalier d'Assas, capitaine au régiment d'Auvergne. Tombant dans une embuscade où l'ennemi comptait surprendre notre armée, il crie : « A moi, Auvergne ! voilà l'ennemi ! » Il est percé de coups, mais l'armée est sauvée (1760).

23. Énergie du roi de Prusse (1758-1762). — Ainsi, dans l'ouest de l'Allemagne, la guerre n'avait d'autre résultat que la dévastation du pays, où nos armées prenaient toujours leurs quartiers d'hiver. Au sud et à l'est, Frédéric tenait tête aux Russes et aux Autrichiens. Il disait des premiers : « Ils sont plus durs à tuer que difficiles à vaincre. » Cependant ils lui enlevèrent Koenigsberg, mais il les battit à Zorndorf, près de Kustrin (1758). Une défaite que les Autrichiens lui firent essuyer à Hochkirch, en Lusace, balança ce succès. Les Russes se

vengèrent même l'année suivante (1759) à Züllichau et à Kunersdorf, où 20 000 hommes restèrent de chaque côté sur le champ de bataille; et Frédéric se serait trouvé dans une position critique si ses adversaires avaient su profiter de leur victoire. Le brillant succès du prince Ferdinand à Minden (août 1759) sur le maréchal de Contades releva ses espérances. Il saisit ce retour de fortune pour demander la paix; ses ennemis, ne voyant dans cette démarche qu'un signe de détresse, la lui refusèrent encore (1760). Il les détrompa, battit l'Autrichien Laudon à Liegnitz, délivra Berlin qui avait été occupé par les Russes et les Autrichiens, força Daun dans une position formidable près de Torgau, et resta maître des deux tiers de la Saxe, tandis que ses lieutenants faisaient échouer, au nord et à l'ouest, les projets des Suédois et des Français.

Mais « ces travaux d'Hercule » avaient épuisé les forces du roi et de son peuple. Il se tint, durant toute la campagne de 1761, sur la défensive. Elle lui réussit mal; il perdit Schweidnitz et Dresde, et fut privé des subsides anglais. Heureusement pour lui, la tsarine Élisabeth mourut au commencement de 1762, et Pierre III déclara aussitôt la neutralité de la Russie; la Suède se retira en même temps de la lutte. Tranquille à l'est et au nord, Frédéric agit avec vigueur dans la Silésie, qu'il recouvra, et en Saxe, où le prince Henri gagna la bataille de Freiberg. Il ne gagnait pas seulement des batailles, il gagnait aussi l'opinion publique. Si, dans la guerre précédente, les vertus et le courage de Marie-Thérèse avaient excité l'enthousiasme, aujourd'hui la persévérance héroïque de Frédéric II, les talents qu'il déployait pour sortir des positions les plus désespérées, augmentaient chaque jour le nombre de ses admirateurs. Sa langue maternelle, qu'il méprisait, s'animait pour chanter ses victoires, et toute l'Europe répétait les vers qu'il écrivait à Voltaire.

24. Traité d'Hubertsbourg (1763). — A quoi avait abouti cette guerre opiniâtre? La Prusse, il est vrai, sans

commerce, sans industrie, dévastée, dépeuplée, ne se tenait debout que par l'énergie de son roi; mais Frédéric II gardait la Silésie, et l'Autriche, qui restait seule en face de lui, désespérait de la lui arracher. La France venait de se retirer de cette guerre continentale qui ne lui avait guère valu que défaites et humiliations, et elle payait les frais de la politique insensée de son gouvernement par l'abandon aux Anglais de tout son empire colonial (traité de Paris, 1763). Alors Marie-Thérèse reconnut à Frédéric II, pour la quatrième fois, la possession de la Silésie et du comté de Glatz. Frédéric II rendit la Saxe à son duc. Telles furent les conditions de la paix signée à Hubertsbourg en Saxe (février 1763) entre Marie-Thérèse, Frédéric II et Auguste III.

Frédéric II avait fait autre chose au cours de ces deux guerres, que d'enrichir ses états d'une belle province qui lui donnait avec tout le cours de l'Oder une position menaçante sur le flanc de la Bohême : il avait acquis une puissance morale de premier ordre. Le duel de l'Autriche et de la Prusse se terminait par la victoire des Hohenzollern. La prophétie du prince Eugène se vérifiait. L'électorat changé en royaume était devenu redoutable à l'Autriche. Quelle était la cause de cette transformation soudaine? Sans doute le génie de ses souverains, en particulier le génie de Frédéric le Grand; mais aussi le caractère avant tout militaire de la monarchie prussienne, dont le roi-sergent et son fils avaient fait une gigantesque machine de guerre. Vingt ans plus tard environ, Mirabeau visitait les états de Frédéric II; il résuma l'impression que lui avait faite la monarchie des Hohenzollern dans un mot frappant : « La guerre est l'industrie nationale de la Prusse. »

CHAPITRE XIX

RIVALITÉ MARITIME ET COLONIALE DE LA FRANCE ET DE L'ANGLETERRE¹.

1. La question coloniale. — 2. Grandeur maritime de l'Angleterre. — 3. La Banque d'Angleterre. — 4. La Compagnie anglaise des Indes orientales. — 5. La Compagnie française des Indes. — 6. Les Anglais et les Français dans l'Amérique du Nord. — 7. Partie maritime et coloniale de la guerre de la succession d'Autriche. — 8. Rivalité de Dupleix et de La Bourdonnais. — 9. Prospérité commerciale de la France de 1748 à 1756. — 10. Dupleix, gouverneur de la Compagnie des Indes (1742-1754). — 11. Causes d'une nouvelle guerre coloniale entre la France et l'Angleterre. — 12. Partie maritime et coloniale de la guerre de Sept ans. Conquête de Minorque (1756). — 13. Revers de la France sur mer. — 14. Revers de la France dans l'Inde. Lord Clive et Lally. — 15. Perte du Canada. Montcalm. — 16. Choiseul; le pacte de famille (1761). — 17. Traité de Paris (1763). — 18. Mort de Clive. Warren Hastings et le Bill régulateur. — 19. Hayder-Ali et Tippou-Sahib. — 20. Le régime colonial. — 21. Voyages maritimes et découvertes des Anglais. — 22. Voyages de Cook. — 23. Voyages de Bougainville et de La Pérouse.

1. La question coloniale. — Les découvertes maritimes des Vasco de Gama et des Christophe Colomb avaient ouvert des champs immenses à l'activité des Européens, qui, jusqu'à cette époque, avaient été enfermés dans la petite Europe; ou n'avaient guère navigué que sur la petite Méditerranée. Les grands états situés sur les bords de l'Atlantique voulurent prendre leur part du monde que les Portugais et les Espagnols entendaient se réserver : la France, l'Angleterre, la Hollande, devinrent

1. Gaffarel, *Les colonies françaises*; Malleson, *Histoire des Français dans l'Inde*; Hamont, *Dupleix*; Hamont, *Lally-Tollendal*; Macaulay, *Clive*; Warren Hastings (*Essais historiques*); Vivien de Saint-Martin, *Histoire de la géographie*; Vidal-Lablache, *la Terre*.

des états coloniaux. L'empire des Hollandais, fondé aux dépens des anciennes colonies portugaises, se développa au milieu des pays de l'Extrême-Orient, sans avoir à redouter la concurrence de rivaux européens; il n'en fut pas de même des colonies anglaises et françaises. Elles étaient contiguës et, dans l'Amérique du Nord et dans l'Hindoustan : de ce voisinage est issue une rivalité terrible, qui a été l'un des grands drames de l'histoire du xviii^e siècle, et qui nous a coûté notre empire d'outre-mer.

2. Grandeur maritime de l'Angleterre. — L'Angleterre est un bloc de houille et de fer, au milieu de l'Océan, et toute son histoire est dans ces trois mots. Cette position insulaire a fait d'elle le pays le plus libre de l'Europe; le fer lui a donné le principal instrument du travail industriel, et la houille la force qui met en mouvement les machines. Cependant l'Angleterre ne fut pas, dès le principe, une puissance maritime et coloniale.

Sous Henri VII, le vénitien Gabotto, au service de ce prince, avait longé le nord de l'Amérique sans y fonder aucun établissement. La marine s'était développée sous Élisabeth, avec Drake, Hawkins, Frobisher, Cavendish. Mais ce n'est qu'au commencement du xvii^e siècle que l'esprit de colonisation se montra en Angleterre, quand les troubles chassèrent de la métropole un grand nombre de ses enfants; c'est au milieu du même siècle que l'acte de navigation força l'Angleterre à devenir une grande puissance marchande; c'est à la fin que l'affaiblissement de la Hollande et la ruine de la marine française donnèrent aux Anglais l'empire des mers.

3. La Banque d'Angleterre. — La politique et la guerre lui avaient livré cet empire; trois choses lui en assurèrent la possession : la science, par ses applications utiles; l'industrie, par le développement de ses produits; la marine, par l'extension du commerce, que favorisa l'excellence des ports préparés par la nature, soit au pied des falaises de la côte, soit en des fleuves sans barre à leur embouchure et où la marée monte de plus de vingt pieds. Toutes ces causes réunies produisirent une

masse énorme de capitaux, et l'abondance du numéraire fit baisser le prix du loyer de l'argent, de sorte que l'État pour ses guerres, les particuliers pour leur industrie ou leur négoce, purent emprunter à un taux deux ou trois fois moindre que sur le continent, à trois et demi ou à quatre pour cent.

Une grande institution de crédit multiplia encore les transactions. La Banque d'Angleterre, fondée en 1693, sous Guillaume III, au capital de 1 200 000 livres sterling (30 millions de francs), qui fut successivement porté à une somme décuple, reçut du parlement le droit d'émettre des billets payables à vue. On les accepta de confiance, parce qu'ils étaient remboursés à présentation et garantis par l'encaisse métallique de la Banque et par son portefeuille, c'est-à-dire par les effets de commerce à échéance de deux, trois ou quatre mois, qu'elle escompta aux négociants. L'usage fit reconnaître que la circulation des billets pouvait, sans danger, être portée au triple de l'encaisse. Il en résulta que le capital des négociants qui recoururent à la Banque fut comme doublé ou triplé, puisque, en souscrivant des effets escomptables à ses bureaux, ils retrouvaient immédiatement, moyennant la petite somme prise par l'escompte, la libre disposition de l'argent qu'ils avaient engagé dans une affaire pour trois ou quatre mois. Un industriel, par exemple, avec un fonds de roulement de 100 000 francs, eut, grâce à ce papier de crédit, le moyen de travailler comme s'il en avait deux ou trois fois autant, par conséquent d'entreprendre deux ou trois fois plus d'affaires et d'en tirer un bénéfice double ou triple. A cette combinaison, la Banque, le commerce, le public, gagnaient, et il n'y avait de perte pour personne.

Une autre institution contribua plus encore à la prospérité commerciale de l'Angleterre et à sa grandeur politique, je veux parler de la Compagnie des Indes. Elle ressembla d'abord à toutes les compagnies créées par d'autres états ; mais le sens pratique des Anglais en fit un puissant instrument de domination, puisque cette

entreprise de commerce a fini par leur donner un empire.

4. La Compagnie anglaise des Indes orientales. — L'Inde, qui égale en étendue la moitié de l'Europe, était par son sol et son climat le plus riche pays de la terre. Dès l'année 1600, sous le règne d'Élisabeth, les Anglais avaient fondé la Compagnie des Indes. Son capital, formé par des actions de 50 livres sterling, était de 747 000 livres sterling (18 675 000 francs). Elle établit quelques comptoirs à Bantam dans l'île de Java, à Surate sur le golfe de Cambaye, et à Madras sur la côte de Coromandel. Les Hollandais, alors maîtres absolus des mers, chassèrent les Anglais de ces faibles positions, et la Compagnie fut près de se dissoudre. Elle se maintint cependant, obtint, en 1650, du Grand Mogol, héritier de Tamerlan et souverain de la plus grande partie de l'Hindoustan, le droit de trafiquer au Bengale, et acquit, en 1688, de la couronne l'île de Bombay, sur la côte de Malabar, que Charles II avait reçue comme dot de sa femme Catherine de Portugal. En 1683, nouvelle péripétie : les Hollandais lui enlèvent Bantam ; et les brigandages commis par John Child dans l'Hindoustan attirent les représailles du Grand Mogol Aureng-Zeyb. La colonie de Bombay fut en péril : heureusement le monarque indien pardonna aux marchands anglais (1689).

Sortie de ce mauvais pas, la Compagnie obtint des terres sur les bords de l'Hougly, un des bras du Gange, moyennant un tribut annuel de 750 000 francs, et y fonda Calcutta (1690), qui s'appela d'abord Fort-William ; elle avait acquis, quelques années plus tôt, Bencoulen dans l'île de Sumatra. Elle essuya des pertes énormes dans la guerre de Guillaume III contre Louis XIV : on estima que les Français firent perdre alors au commerce de la Grande Bretagne une valeur de 675 millions de francs. Une nouvelle société qui s'était formée était une autre entrave. Finissant par mieux comprendre leurs intérêts, les deux Compagnies cessèrent de se faire une guerre ruineuse : elles réunirent leurs fonds en 1701 ; la fusion

s'acheva sept ans après, par l'établissement d'une administration centrale et unique pour la direction des affaires. Ainsi fut définitivement constituée cette association de marchands qui entretiendra des armées, qui possèdera un territoire immense, qui gouvernera des peuples innombrables, et aura des rois pour tributaires.

Mais, avant d'en arriver là, elle eut bien des luttes à soutenir. La guerre de la succession d'Espagne fut fatale à son commerce : les corsaires français continuèrent contre elle le système qui leur avait si bien réussi pendant les précédentes hostilités. La mort d'Aureng-Zeyb (1707) arriva à propos pour elle, car l'empire du Grand Mogol ne tarda guère à se démembrer. Les Rohillas ou mercenaires afghans se rendirent indépendants entre le Gange et le Gograh ; les Mahrattes, sortis des monts Vin-dhya, où une partie de leurs tribus avaient sauvé leur indépendance, conquièrent le nord-ouest du Dekhan et s'emparèrent un moment de Delhi ; dans le reste des provinces, les gouverneurs se rendaient indépendants. Cette anarchie permit aux Anglais de s'étendre et de s'enrichir.

En 1726, la Compagnie fut autorisée à établir des cours de justice à Bombay, Madras et Calcutta, pour juger toutes les causes civiles et criminelles, à l'exception des cas de haute trahison. Son titre officiel était : *Compagnie unie des négociants anglais faisant le commerce dans les Indes orientales*.

5. La Compagnie française des Indes. — Une puissance éclipsait alors l'Angleterre dans les Indes, et cette puissance, c'était la France. Dès le règne de François I^{er}, des négociants de Rouen avaient hasardé une expédition qui n'était pas allée plus loin que le cap de Bonne-Espérance. Après les guerres de religion, sous Henri IV (1601), il s'établit en Bretagne une Compagnie des Indes orientales ; elle ne put se soutenir. Richelieu en fonda une seconde, Colbert une troisième (1664), qui, plus heureuse, c'est-à-dire mieux conduite, dura plus longtemps. Elle créa un comptoir à Surate en 1675, un autre en 1676 à Chandernagor ; douze ans après, elle acheta

cette dernière ville à Aureng-Zeyb. Pondichéry était le point le plus important qu'elle occupât : elle l'avait acquis du roi de Bidjapour en 1679. Les Hollandais jaloux s'emparèrent de la place en 1693 ; ils la fortifièrent, mais pour leurs ennemis : le traité de Ryswick rendit Pondichéry à la France. Ce bel établissement, qui cependant manquait d'un grand port, eût pu devenir le centre d'une vaste domination : malheureusement, la Compagnie fut abandonnée ; on travailla même à sa ruine, en défendant d'emporter les produits industriels de l'Inde. La guerre de la succession d'Espagne augmenta sa détresse ; la paix d'Utrecht ne s'occupa pas de l'Inde, où les intérêts de l'Angleterre et de la France n'étaient pas encore parvenus à un développement voisin de l'antagonisme. Law, avec ses projets chimériques à force d'être gigantesques, réunit les compagnies d'Occident, de la Chine, de l'Afrique et des Indes orientales en un seul et même corps, sous le nom de *Compagnie perpétuelle des Indes* (1719). La société perpétuelle tomba avec le système deux ans après ; mais elle se releva en 1723 et parvint à une nouvelle prospérité. Pondichéry trouva dans Dumas, envoyé comme gouverneur général en 1735, un homme habile et actif, qui obtint du Grand Mogol le droit de battre monnaie, et acheta pour une faible somme, à un prétendant indien, du royaume de Tandjaouar, la ville et le territoire de Karikal.

La Compagnie française s'étendit alors avec rapidité : elle eut des comptoirs à Calassor dans l'Orissa, à Chandernagor, à Dakka dans le Bengale, à Patna sur le Gange, et de plus, sur la côte de Malabar, à Calicut, à Mahé, à Surate. En un mot, elle était dans un état très prospère, quand la guerre de la succession d'Autriche, transportée aux colonies, fit éclater une lutte ouverte entre elle et la Compagnie anglaise.

6. Les Anglais et les Français dans l'Amérique du Nord. — Arrivés sur les côtes de l'Amérique du Nord, avec Sébastien Cabot, dès 1498, les Anglais n'y firent un premier établissement qu'un siècle plus tard (en 1584),

quand Walter Raleigh prit possession de la Virginie. Au cours du xvii^e siècle, l'esprit d'aventure et la persécution des Stuarts peuplèrent les côtes d'Amérique, au pied des Alleghanys, de colons nombreux et actifs, dont les descendants devaient créer à la fin du xviii^e siècle la république des États-Unis. Mais pendant longtemps ces colonies anglaises ne parurent pas appelées à un brillant avenir; elles étaient entourées de tous côtés, sauf à l'est, sur l'Atlantique, par les établissements beaucoup plus considérables des Français.

Jacques Cartier, au nom de François I^{er}, Samuel Champlain, au nom d'Henri IV, avaient exploré la région du Saint-Laurent; en 1608, Champlain fondait Québec. Les Français avaient ensuite rayonné dans les régions avoisinantes; ils avaient occupé à l'entrée du Saint-Laurent la grande île de Terre-Neuve, l'île de Cap-Breton, la péninsule de l'Acadie; par le nord, ils étaient arrivés aux côtes de la mer d'Hudson; enfin, par l'ouest, ils avaient pénétré jusqu'à la région des grands lacs, et par là ils avaient atteint, avec l'héroïque Cavelier de la Salle, l'immense plaine du Mississippi. Ils avaient donc dans l'Amérique du Nord deux gigantesques domaines, le Canada ou le Saint-Laurent, la Louisiane ou le Mississippi. Malheureusement, ce bel empire avait été fortement entamé par le traité d'Utrecht, qui, en donnant à nos rivaux la baie d'Hudson, Terre-Neuve, l'Acadie, leur avait livré les clefs du Canada. Law avait tenté de tirer parti de la Louisiane jusqu'alors inexploitée; mais on sait la chute retentissante de sa Compagnie du Mississippi. Pendant la période d'un quart de siècle environ (1717-1742) où la France et l'Angleterre furent unies par une alliance politique, nos établissements du Canada prirent un grand essor. Ce fut même la prospérité de nos établissements canadiens qui provoqua en partie la rupture de l'alliance franco-anglaise. Aussi, quand l'Angleterre se déclara contre nous au début de la guerre de la Pragmatique, c'était moins pour soutenir Marie-Thérèse que pour nuire à notre empire colonial dont le développement l'effrayait.

7. Partie maritime et coloniale de la guerre de la succession d'Autriche. — La guerre de la succession d'Autriche, dont nous avons vu les péripéties dans l'Europe centrale et aux Pays-Bas, se fit aussi sur mer, au Canada, dans l'Hindoustan, entre les Français et les Anglais.

Au cours de la campagne des Pays-Bas, les côtes de France furent attaquées un peu partout par les Anglais. Ils bloquèrent Brest et Toulon, bombardèrent Antibes; et Lorient ne leur échappa que par une terreur panique qui les fit courir vers leurs vaisseaux, au lieu d'entrer dans la ville, mal défendue. Nous ne pouvions pas, avec les trente-cinq vaisseaux de ligne auxquels la négligence de Fleury avait réduit notre marine, lutter contre cent dix. Nos chefs d'escadre surent du moins honorer leur défaite par un courage héroïque. Le 3 mai 1747, à la hauteur du cap Finistère, le marquis de la Jonquière, pour sauver un convoi destiné au Canada, lutta avec six navires contre dix-sept. Il fut pris après la plus glorieuse résistance. « Je n'ai jamais vu un pareil courage », écrivait un des vainqueurs. Il nous restait sur l'Atlantique sept vaisseaux : on les donna à M. de l'Estanduère pour convoyer une flotte marchande de deux cent cinquante voiles. Il rencontra près de Belle-Isle l'amiral Hawke avec quatorze navires et, pour sauver son convoi, livra bataille. Elle fut acharnée. Deux navires, le *Tonnant* et l'*Intrépide*, traversèrent toute la flotte victorieuse et rentrèrent à Brest, monceaux flottants de ruines sanglantes. L'amiral anglais passa devant une cour martiale pour les avoir laissés échapper. « Dans cette guerre, dit un historien anglais, l'Angleterre n'a dû ses victoires qu'au nombre de ses vaisseaux. »

En Amérique, ils nous enlevèrent (1745) Louisbourg, capitale de l'île importante de Cap-Breton, qui aurait pu remplacer, au débouché du golfe Saint-Laurent, l'Acadie perdue en 1713.

8. Rivalité de Dupleix et de La Bourdonnais. — Aux Indes, la France avait deux hommes éminents qui, s'ils avaient pu s'entendre et s'ils avaient été soutenus, nous auraient donné l'Hindoustan : Mahé de La Bourdon-

nais et Dupleix. Le premier avait tout créé à Bourbon et à l'Ile-de-France, dont il était gouverneur pour la Compagnie des Indes : les cultures, les arsenaux, les fortifications. Ingénieur, général, corsaire, rien ne l'arrêtait ; et de l'Ile-de-France, devenue avec son excellent port la clef de l'océan Indien, il courut cette mer et en chassa les Anglais. Dupleix voulait les chasser du continent. Il rêvait de grands projets, il voulait que la Compagnie, dont il administrait les comptoirs dans l'Hindoustan, n'agrandît pas seulement son commerce, mais son territoire. Pour réussir, ces deux chefs eussent dû agir de concert ; mais leurs attributions respectives étaient mal définies, et, d'autre part, ils différaient tout à fait sur le rôle à donner à la Compagnie des Indes.

La Bourdonnais était venu mettre le siège par mer devant Madras et en quelques jours il l'avait fait capituler (1746). Dupleix n'accepta pas une capitulation qui permettait à cette ville de se racheter ; il voulait garder Madras, trop voisine de Pondichéry pour pouvoir rester aux mains des Anglais. Il cassa la capitulation, il fit même destituer son rival de son commandement à l'Ile-de-France. La Bourdonnais, rappelé en France, fut enfermé à la Bastille ; Dupleix l'avait accusé de s'être laissé acheter par les Anglais (on a prouvé depuis que cette accusation était fondée). La Bourdonnais resta trois ans et demi en prison ; il fut acquitté, mais il mourut peu après de chagrin. Pendant ce temps, Dupleix avait repris Madras. Assiégé à son tour dans Pondichéry par l'amiral Boscawen, il fit une résistance admirable et repoussa toutes les attaques (1748).

La même année, la paix était signée à Aix-la-Chapelle ; elle donnait à l'œuvre de Dupleix un coup terrible. Madras était rendu aux Anglais. Il est vrai que nous recouvrions en Amérique l'île de Cap-Breton.

9. Prospérité commerciale de la France de 1748 à 1756. — Cependant les huit années qui suivirent cette paix malheureuse furent la plus belle époque du commerce français au XVIII^e siècle. Lorient, qui, en 1726,

n'était qu'une bourgade, avait reçu en 1736 pour 18 millions de marchandises. Si La Bourdonnais n'était plus à l'Île-de-France; son souvenir, ses leçons, y vivaient; Bourbon devenait une grande colonie agricole. Dupleix cherchait à élever dans l'Inde, en s'appuyant sur les puissances indigènes, un vaste empire colonial. Aux Antilles, la Guadeloupe, la Martinique, surtout Saint-Domingue, arrivaient à une prospérité qui rejaillissait sur les villes marchandes de la métropole, sur Nantes, sur Bordeaux, sur Marseille, qui avait de plus pour elle tout le commerce du Levant, dans la Méditerranée, où nul ne lui faisait alors concurrence. Le sucre, le café des Antilles françaises, chassaient du marché européen les produits similaires des colonies anglaises, et la Louisiane, si longtemps languissante, trouvait, dans la liberté du commerce qui lui avait été rendue en 1731, une fortune que le monopole ne lui avait pu donner.

La dernière guerre maritime n'avait fait que suspendre ce mouvement; dès qu'elle cessa, il reprit son cours avec une énergie que le gouvernement lui-même seconda; car, malgré l'inertie de Louis XV et la misérable influence de Mme de Pompadour, la force croissante de l'opinion publique imposait au gouvernement certains hommes et une certaine direction. C'est ainsi que le marquis d'Argenson avait été appelé en 1744 au ministère des affaires étrangères, et que celui de la marine fut donné à Rouillé et à de Machault, qui firent de louables efforts pour rétablir la flotte. En 1754, on compta dans les ports soixante vaisseaux, trente et une frégates et vingt et un autres bâtiments. L'Angleterre, avec ses deux cent quarante-trois bâtiments de guerre, dont cent trente et un vaisseaux de ligne, eût pu ne pas être jalouse de cette marine, imposante encore par le chiffre des bâtiments, mais à qui tout manquait. Elle s'effraya néanmoins de cette renaissance de notre puissance navale, surtout des progrès de notre commerce, à qui le doublement du droit de 50 sous par tonneau, décrété par Machault en 1740, donnait une énergique impulsion.

10. Dupleix, gouverneur de la Compagnie des Indes (1742-1754). — Ce qui inquiétait surtout les Anglais, c'étaient les progrès de Dupleix. Cet homme de génie, fils d'un fermier général, nommé en 1742 gouverneur de Pondichéry et directeur général des comptoirs français dans l'Inde, avait projeté ce que les Anglais ont depuis réalisé, en essayant de faire une puissance territoriale de la Compagnie, qui n'avait jusqu'alors été que commerçante. L'état de décomposition dans lequel était tombé l'empire du Grand Mogol depuis la mort d'Aureng-Zeyb en 1707, les luttes qui avaient éclaté entre les soubabs (vice-rois) et les nababs (gouverneurs de provinces), c'étaient là autant de circonstances favorables que Dupleix comptait exploiter pour l'exécution de ses projets politiques. Il s'était mis à l'œuvre aussitôt, mais sa malheureuse rivalité avec La Bourdonnais et la paix d'Aix-la-Chapelle avaient entravé ses projets.

Aussitôt cette paix signée, Dupleix avait repris ses plans de conquête. Secondé par sa femme, la *begum* (princesse) Jeanne, qui l'aiderait par sa connaissance des dialectes indigènes, servi par son lieutenant Bussy, il fit triompher un prétendant à la soubabie du Dekhan, et en obtint Masulipatam, avec un accroissement de territoire pour Pondichéry et Karikal. Il commanda alors, de la rivière Krichna jusqu'au cap Camorin, 200 lieues de côtes sur 50 à 60 de profondeur, et étendit son influence à un territoire cinq ou six fois plus vaste; il gouvernait trente millions d'hommes avec un pouvoir absolu, et en tirait un revenu de 14 millions. Combattu par Lawrence et Clive, officiers anglais, que soutenaient de bonnes troupes, ainsi que les Mahrattes et les princes de Tandjaouar et de Mysore, il ne put faire triompher son candidat à la nababie du Karnate. Ces expéditions coûtaient beaucoup; les marchands, dont Dupleix était l'agent, ne demandaient pas de la gloire et des conquêtes, mais des dividendes, et le gouvernement de Louis XV, qui eût dû voir ce que valait un pareil homme, mais que toute activité effrayait, ne le soutint pas et le rappela même (1754).

Son successeur, Godeheu, signa, au honteux traité de Madras, l'abandon par les deux Compagnies de toutes leurs conquêtes : égalité apparente qui était ruineuse pour nous. Dupleix quitta en pleurant cette terre de l'Inde où il avait fait de grandes choses et mourut à Paris dans la misère, après avoir été témoin de tous les désastres de la guerre coloniale (1763). Les Anglais ont dit de lui que, s'il avait été soutenu par son gouvernement, l'Inde serait à la France. C'est en pratiquant sa politique, qu'ils ont conquis un empire de deux cent cinquante millions d'âmes ; leur armée indigène n'est qu'une copie de la petite armée que Dupleix avait organisée, comme la condition qu'ils ont faite aux princes indiens est celle qu'il avait commencé à leur imposer.

11. Causes d'une nouvelle guerre coloniale entre la France et l'Angleterre. — Au moment où le cabinet de Versailles commettait le crime de rappeler Dupleix et de détruire son œuvre, une nouvelle guerre coloniale éclatait entre la France et l'Angleterre.

Quand on veut faire la paix à tout prix, on la fait mal. Or Mme de Pompadour avait dit aux plénipotentiaires envoyés en 1748 à Aix-la-Chapelle : « Souvenez-vous de ne pas revenir sans la paix : le roi la veut. » De là il était résulté qu'on avait rendu ce qu'on eût pu garder, et qu'on n'avait pas pris soin de vider tous les différends. Depuis longtemps, les colons français et anglais de l'Amérique du Nord se disputaient la vallée de l'Ohio, qui ouvrait les communications les plus courtes entre le Canada et la Louisiane ; mais à Aix-la-Chapelle, on n'avait pas décidé si l'Ohio appartenait à la Louisiane ou à la Virginie. On ne s'entendait pas davantage sur les limites de l'Acadie et sur la possession de Tabago, la plus orientale des Antilles. Les deux gouvernements nommèrent des commissaires pour vider ces questions. Ils ne purent se mettre d'accord, et les colons, mêlant les Indiens à leurs querelles, commencèrent les hostilités.

Washington, alors bien jeune, se distingua dans ces rencontres, mais d'abord d'une manière malheureuse. Le

détachement qu'il commandait surprit et tua, avec toutes ses escortes, un officier français, Jumonville, qui portait aux Anglais, comme parlementaire, une sommation d'évacuer la vallée de l'Ohio et de se retirer derrière les Alleghany. Ce fut le premier sang versé dans cette guerre (28 mai 1754). En 1755, sans déclaration de guerre, l'amiral anglais Boscawen captura deux vaisseaux de ligne français; le ministère protesta, mais resta six mois sans joindre les actes aux paroles; et, pendant ce temps, les Anglais nous enlevèrent plus de trois cents navires marchands, chargés d'une cargaison de 50 millions de livres et montés par 10 000 matelots qu'ils enrôlèrent pour la plupart dans leurs équipages. Il fallut bien pourtant reconnaître que c'était la guerre et s'y résigner.

12. Partie maritime et coloniale de la guerre de Sept ans. Conquête de Minorque (1756). — Avant de se lancer dans les aventures malheureuses de la guerre continentale de Sept ans où l'entraîna son alliance avec l'Autriche, la France frappa d'abord un coup vigoureux sur les Anglais. A l'attentat de l'amiral Boscawen, elle répondit en lançant, sur Minorque, anglaise depuis 1713, une escadre et une armée : l'une, commandée par La Galissonnière, battit la flotte anglaise de Byng; l'autre, sous le maréchal de Richelieu, enleva la forteresse réputée imprenable de Port-Mahon; ce fut un des beaux faits d'armes de ce siècle. L'Angleterre se vengea de cette défaite avec un procédé révolutionnaire : le malheureux Byng fut condamné à mort et fusillé à son bord.

13. Revers de la France sur mer. — Tandis que nous faisons sur le continent une guerre peu heureuse à Frédéric II, sur mer nous étions aux prises avec un ennemi dont l'écrasante supériorité ne laissait à nos marins que l'espérance de quelques succès isolés. La victoire navale gagnée par La Galissonnière en 1756 ne se renouvela plus; cependant l'honneur du pavillon fut brillamment soutenu dans nombre de rencontres partielles : ainsi, en cette même année, dans les parages de Rochefort, deux frégates françaises attaquèrent une frégate et

un vaisseau anglais et les mirent hors de combat. L'un des capitaines français, Maureville, ayant un bras emporté, criait de l'entrepont à ses marins : « Courage, mes amis, grand feu ! je défends d'amener. » Il y eut beaucoup d'exploits semblables.

Mais, tandis que l'Angleterre prodiguait toute sa sollicitude à sa marine, le gouvernement français laissait manquer nos colonies de navires, de soldats, d'argent ; et de malheureuses divisions énervèrent la discipline : les officiers gentilshommes, appelés officiers rouges, pleins de dédain pour les officiers bleus ou roturiers, qu'on laissait en temps de paix dans les garnisons, refusaient de leur obéir. De là des tiraillements, de la défiance, et par suite un mauvais service. Les Anglais bloquaient nos ports, et il n'en sortait pas un bâtiment qui ne tombât entre leurs mains : trente-sept vaisseaux de ligné, cinquante-six frégates, furent ainsi pris, brûlés ou périrent sur les écueils. Des descentes opérées par les Anglais sur les côtes de Normandie et de Bretagne, à Cherbourg et à Saint-Malo, n'eurent pas de conséquences durables, mais montraient que notre territoire pouvait être impunément violé, depuis que notre flotte n'en protégeait plus les rivages. Dans une de ces tentatives sur Saint-Malo, l'ennemi perdit pourtant, à Saint-Cast, 5 000 hommes que le duc d'Aiguillon et la noblesse de Bretagne, accourue en masse, lui tuèrent ou lui prirent (1758). Mais l'année suivante, l'impéritie de Conflans amena la destruction de la flotte de Brest, à la bataille honteuse de Belle-Isle. En 1761, les Anglais s'emparèrent de cette île : ils eurent alors dans le golfe de Gascogne, en vue de Nantes, entre Brest et Rochefort, l'avantageuse position que Jersey leur donnait de l'autre côté de la Bretagne, en vue de Saint-Malo, entre Cherbourg et Brest. Tout notre littoral de l'Océan, depuis Dunkerque jusqu'à Bayonne, se trouva comme assiégé.

14. Revers de la France dans l'Inde. Lord Clive et Lally. — Après le rappel de Dupleix en 1754, l'Angleterre ne perdit pas de temps à se mettre en possession

de ce bel héritage que la France laissait en déshérence et où le pavillon anglais ne couvrait encore qu'un petit nombre de forts.

Depuis quelques années était arrivé dans l'Inde un homme qui avait peu de naissance et encore moins de fortune, mais qui était bien résolu à se faire jour avec de l'audace, en se jetant au milieu des plus périlleuses aventures. Il avait obtenu la très modeste fonction d'écrivain au service de la Compagnie; ne la remplissant pas au gré de ses chefs, ceux-ci pensaient à le renvoyer; il allait donc se trouver avec de grosses dettes et sans position. Il voulut sortir d'embarras par le suicide; deux fois le pistolet rata; il l'examina, reconnut que rien n'y manquait, et le jeta en disant : « C'est bien, il faut vivre; il paraît que j'ai quelque chose à faire en ce monde. » Les grands ambitieux, qui se croient si aisément nécessaires, ont souvent de ces petites superstitions. Clive laissa la plume et prit l'épée; il se signala bien vite par un courage téméraire que guidait cependant une habileté supérieure. En 1751, avec 300 cipayes et 200 Anglais, il enleva la ville d'Arcot, la défendit ensuite contre une armée et en battit une autre qui voulait lui reprendre sa conquête : l'obscur commis devenait un général renommé.

Lorsque la guerre de Sept ans éclata en Europe, les deux Compagnies française et anglaise stipulèrent la neutralité. Mais le nabab, ou vice-roi du Bengale, Sourâdja-Djowlâh, surprit Fort-William et fit périr ses prisonniers anglais dans l'affreux supplice du « trou noir ». Clive vengea ses compatriotes par la célèbre victoire de Plassey (1757), et remplaça le nabab renversé par un autre chef qui régna pour le compte des Anglais. Cette seule affaire valut à Clive 7 à 8 millions et trois fois autant à la Compagnie. Sourâdja-Djowlâh avait été l'ami des Français, les Anglais rompirent la trêve en détruisant Chandernagor (1757), et la guerre entre les deux Compagnies recommença.

Le marquis de Bussy, ancien lieutenant de Dupleix, maintenait encore l'influence française. On le remplaça

par le comte de Lally, Irlandais au service de la France. C'était un officier de talent et un homme de grand courage, il avait pour les Anglais une haine irlandaise; mais il était emporté, violent et se rendit odieux aux agents de la Compagnie, plus encore, il est vrai, par sa probité que par ses vices. Il s'était figuré que Pondichéry était bien pourvue, et qu'il serait parfaitement secondé de la Compagnie et des troupes. Il fut vite détrompé. Point d'argent dans les caisses, peu de munitions dans les forts, des noirs et des cipayes pour armée, des particuliers riches et la colonie pauvre; nulle subordination. Cette déception alluma en lui une humeur qui sied mal à un chef et nuit toujours aux affaires. Il s'empara pourtant de Gondelour avec rapidité, mais il échoua devant Madras (1758), ses soldats ayant refusé de marcher parce qu'on ne les avait pas payés. A son tour, il est assiégé dans Pondichéry, où, avec 700 hommes, il se défend neuf mois contre 22 000. Les Anglais, maîtres enfin de la ville, en chassèrent les habitants et la rasèrent; ce fut le coup de mort pour la domination française dans l'Inde (1761). Elle ne s'y est pas relevée.

Tout est navrant dans cette histoire. De retour en France, Lally fut accusé de haute trahison et odieusement mis à mort. On lui ferma la bouche avec un bâillon pour l'empêcher de parler au peuple, et il fut ainsi conduit à la Grève dans un tombereau (1766). Sa mémoire fut réhabilitée en 1778, à la sollicitation de son fils, Lally-Tollendal.

15. Perte du Canada. Montcalm. — Au Canada, comme dans l'Hindoustan, le drapeau français fut d'abord porté très haut, puis renversé. Les marquis de Vaudreuil et de Montcalm enlevèrent les forts Oswego et de Saint-George, sur les lacs Ontario et du Saint-Sacrement, boulevards des possessions anglaises (1756). Mais en 1759 ils n'avaient que 5 000 soldats à opposer à 40 000 hommes, et la colonie manquait de vivres, de plomb, de poudre. Mme de Pompadour coûtait par an à la France deux à trois millions; faute d'une pareille somme, on ne

put faire passer au Canada 4000 soldats qui s'offraient à y demeurer après la guerre comme colons, et qui eussent changé l'issue de la lutte. L'ennemi assiégea Québec ; Montcalm livra bataille pour sauver cette ville (1759). Blessé à mort, il criait encore à ses soldats, dont il s'était rendu l'idole par son courage chevaleresque : « En avant ! et gardons le champ de bataille. » Le général anglais Wolf, atteint aussi de trois coups de feu, entendit dans l'agonie de la mort crier par les siens : « Ils fuient ! » Il se releva un instant et dit : « Je meurs content. » Vaudreuil lutta encore pendant quelque temps, mais enfin le Canada fut perdu. La Guadeloupe, la Dominique, la Martinique, la Grenade, Saint-Vincent, Sainte-Lucie, Tabago, Saint-Louis du Sénégal, l'île de Gorée, l'étaient aussi.

16. Choiseul; le pacte de famille (1761). — Un habile ministre prit alors la principale influence dans les



Médaille commémorative du pacte de famille.

affaires de la France, le duc de Choiseul. Il conserva l'alliance autrichienne, qui ne pouvait rien nous rapporter pour la guerre maritime; mais il en noua une autre. Il voulut réunir comme en un faisceau toutes les branches de la maison de Bourbon, établies en France, en Espagne, dans les Deux-Siciles, à Parme et Plaisance. C'était réaliser le vœu de Louis XIV; c'était donner aussi à la France l'utile appui de la marine espagnole. Ce traité,

fameux sous le nom de pacte de famille, fut signé le 15 août 1761 : les puissances contractantes se garantissaient mutuellement leurs états. L'Angleterre déclara aussitôt la guerre à l'Espagne et entraîna le Portugal dans son parti. La marine de la France était tombée si bas, celle d'Espagne était si languissante, qu'il n'y avait pour le moment rien à attendre de leur union. L'Espagne, entrée trop tard dans la lice, n'y essuya que des pertes : elle se vit enlever Manille, les Philippines, la Havane, douze vaisseaux de ligne et cent millions de prises. Une invasion en Portugal fut sans résultat.

17. Traité de Paris (1763). — La guerre maritime entre la France et l'Angleterre ne pouvait pas durer plus longtemps. L'Angleterre avait atteint son but, la destruction de notre marine marchande et militaire, et la France, qui avait dépensé 1350 millions sur terre et sur mer, était hors d'état de continuer la lutte. Alors la France et l'Angleterre signèrent, le 3 novembre 1762, des préliminaires qui aboutirent, le 10 février 1763, au traité de Paris. A l'Angleterre étaient acquis le Canada avec les soixante mille Français qui l'habitaient, les derniers débris de l'Acadie, l'île de Cap-Breton, la Grenade et les Grenadilles, Saint-Vincent, la Dominique, Tabago, le Sénégal; Minorque lui était rendu. Dans l'Hindoustan, elle occupait tous les territoires de la Compagnie française à l'exception de quelques comptoirs. A quoi se réduisait à présent notre domaine colonial? Aux îlots de Saint-Pierre et Miquelon, avec la jouissance du droit de pêche sur les côtes de Terre-Neuve et dans le golfe du Saint-Laurent; à nos possessions actuelles des Antilles, avec Haïti et Sainte-Lucie en plus et Saint-Barthélemy en moins; à l'îlot de Gorée au Sénégal; à Mahé, Karikal, Pondichéry, Chandernagor, où il nous était interdit d'envoyer des troupes. Belle-Isle, sur la côte de Bretagne, nous était rendue; mais il nous fallait encore démolir les fortifications de Dunkerque du côté de la mer et accepter l'insulte de la présence permanente d'un commissaire anglais dans cette ville, pour empêcher qu'on ne remuât une pierre sur les quais où

s'était embarqué Jean-Bart. Comme l'Espagne, tout en recouvrant Cuba et Manille, perdait au profit de l'Angleterre, la Floride et la baie de Pensacola, la France l'en dédommagea, quelque temps après, par la cession de la Louisiane.

Telles furent les conditions de la *paix honteuse*. « La guerre avait commencé pour deux ou trois chétives habitations ; les Anglais y gagnèrent deux mille lieues de terrain. » Cependant l'opinion publique en France ne s'émut pas beaucoup de cette ruine ; elle faisait plus attention à Soubise qu'à Dupleix ou à Montcalm ; elle se souciait plus de Rosbach ou du traité d'Hubertsbourg que de « quelques arpents de neige », comme Voltaire appelle le Canada. Nous, qui voyons aujourd'hui le *Dominion* du Canada s'étendre d'un océan à l'autre, l'empire anglo-indien couvrir une surface égale au tiers de l'Europe et renfermer une population de deux cent cinquante millions d'âmes, nous ne pouvons penser sans une profonde douleur à la perte de colonies qui auraient pu devenir de si beaux empires.

18. Mort de Clive. Warren Hastings et le Bill régulateur. — Les Anglais n'avaient plus aux Indes de concurrents européens. Clive continua alors ses succès. Renvoyé en 1764 dans l'Indoustan avec de pleins pouvoirs, il força le Grand Mogol à abandonner à la Compagnie la perception des revenus du Bihâr, du Bengale et de l'Orissa, sauf un tribut annuel de 750 000 francs. Mais, accusé plus tard dans les Communes de concussions, il ne voulut pas, quoique le rapport de la commission d'enquête, en parlant de ses fautes, eût parlé aussi de ses services, survivre à ce qu'il regardait comme une injustice, et il se tua (1774).

Les succès militaires de la Compagnie anglaise lui coûtaient fort cher avant de lui rien rapporter ; aussi fut-elle à un moment sur le point de faire banqueroute. Le gouvernement la secourut, à condition qu'il aurait le droit d'exercer une surveillance rigoureuse sur les affaires politiques. Ce fut l'objet du célèbre « Bill régulateur » :

Le règlement connu sous le nom d'*Act of regulation* (1773-1774) décida que les actionnaires dont les actions représentaient un capital de 1000 livres sterling et au-dessus seraient seuls admis à l'assemblée générale où étaient nommés les directeurs de la Compagnie, qui, de Londres, gouvernaient son empire indien. Le gouverneur du Bengale fut promu gouverneur général de toutes les possessions anglaises, avec autorité sur les chefs des trois autres présidences, Madras, Bombay et Agra. Un conseil suprême, investi de pouvoirs coercitifs, fut établi près de lui, et il ne put faire la paix ou la guerre, ni conclure un traité avec un prince indigène, que d'accord avec ce conseil. On créa une cour souveraine de justice, dont les membres furent nommés par la couronne, et la correspondance sur les affaires civiles et militaires dut être toujours communiquée à un des ministres anglais. Un bill de 1784 augmenta encore les droits de surveillance de l'État par l'institution d'un *board of control*, ou commission du gouvernement, qui connut de toutes les affaires, reçut communication des dépêches écrites par le directeur, et put en changer le contenu. Le soin des affaires commerciales resta seul aux actionnaires.

Le soin de mettre en vigueur le Bill régulateur fut confié à Warren Hastings, administrateur d'une rare capacité, qui a été avec Clive le véritable fondateur de l'empire anglo-indien, mais qui a acquis dans son gouvernement la plus détestable réputation. Les premiers gouverneurs de la Compagnie avaient exploité les malheureux Hindous avec une impitoyable cruauté. Clive avait beaucoup pillé; Warren Hastings les surpassa tous et a mérité d'être appelé le Verrès moderne. Ses exactions donnèrent lieu à un procès fameux dont l'Angleterre retint pendant sept années (1788-1795).

19. Hayder-Ali et Tippon-Sahib. — Après l'expulsion des Français, les Anglais trouvèrent un adversaire redoutable dans Hayder-Ali, souverain du royaume de Mysore dans le Dekhan (capitale, Seringapatam). En 1769, ils firent avec lui une paix désavantageuse qui leur permit

pourtant d'achever, en 1773, la conquête du Bengale. Chassé du Bengale, Hayder-Ali avait fait alliance avec les Mahrattes, peuple du nord-ouest du Dekhan, et le nizam du Dekhan, contre les Anglais. Cette coalition, formée au moment où la guerre venait d'éclater en Amérique, paraissait mettre les Anglais en péril (1778); mais nous n'avions plus de forces sérieuses aux Indes, et nous perdîmes promptement Chandernagor, Karikal et Pondichéry. Deux victoires d'Hayder-Ali furent inutiles (1780); et il subit, l'an d'après, une grande défaite. La France alors envoya à son secours le bailli de Suffren, un de ses meilleurs amiraux, qui battit les Anglais autant de fois qu'il les rencontra; mais Hayder-Ali mourut la même année (1782). Il laissait un digne successeur dans son fils, Tippou-Sahib; qu'on appela le Frédéric II de l'orient. Il fut du moins le représentant énergique de la nationalité indienne et un des hommes les plus remarquables de l'Asie moderne. Il continua la guerre; mais il perdit l'alliance française lorsque le traité de Versailles, réconciliant l'Angleterre et la France, rendit à cette puissance Pondichéry, Karikal, Chandernagor, et, à la Hollande, ses anciennes possessions, sauf Nagapatam (1783). Il signa alors le traité de Mangalore (1784).

En 1792, Tippou-Sahib recommença une guerre qu'il aurait rendue bien dangereuse pour les Anglais, si Bonaparte; qu'il appela de l'Égypte dans l'Inde; avait pu percer jusqu'à lui. Il périt en 1799, sur la brèche de sa capitale Seringapatam. A partir de ce moment, les Anglais furent les véritables maîtres de l'Inde.

Les actionnaires de la Compagnie y firent fortune en exportant les produits et les denrées de ce pays, coton, indigo, opium, sucre, etc.; mais la Compagnie y fit de mauvaises affaires, parce que l'entretien de l'administration et de l'armée lui coûta la meilleure partie de ses revenus. Le gouvernement métropolitain fut obligé de lui venir plusieurs fois en aide; en 1858, il se substitua à la société, que les Hindous, ne comprenant pas un tel mécanisme, appelaient *la vieille dame de Londres*. Aujourd-

d'hui les possessions anglaises de l'Hindoustan forment l'empire des Indes.

Cette grandeur de l'Angleterre, l'héroïsme sans doute l'a fondée; mais combien aussi y voit-on de rapacité mercantile, combien de perfidies et de sang! Du moins, les Anglais rachètent aujourd'hui ces commencements honteux de leur puissance dans l'Inde par les grands travaux qu'ils exécutent, routes, canaux, chemins de fer, et par les bienfaits d'une administration prévoyante. La civilisation est comme le char du dieu Indra, elle avance en faisant d'innombrables victimes.

20. Le régime colonial. — Au xvii^e siècle, on pensait que les colonies étaient fondées dans l'intérêt exclusif de leur métropole; qu'elles devaient lui vendre tous leurs produits et lui acheter tous les objets dont elles avaient besoin. Les tenir dans la plus étroite dépendance, était la règle du régime colonial de ce temps, ou de ce qu'on appelait le système mercantile. Maintenant, au contraire, la politique coloniale, consiste à laisser aux colons une grande liberté, même une liberté complète, comme l'Angleterre le fait au Canada et dans l'Australie. Le xviii^e siècle se tint à mi-chemin de l'une et de l'autre solution. Les métropoles n'abandonnèrent pas le principe du système mercantile; mais la prospérité croissante de leurs colonies les obligea à fermer les yeux sur le commerce de contrebande que les colonies firent d'abord entre elles et ensuite avec les colonies étrangères. Comme il est arrivé souvent, le contrebandier qui violait la loi établie, préparait cependant, par son intervention illégale et mauvaise, l'avènement d'une loi meilleure. L'Angleterre fut la première à reconnaître qu'il est de l'intérêt du gouvernement de laisser le plus libre essor au développement des forces individuelles, par conséquent de débarrasser l'industrie et le commerce de leurs entraves. Cette politique eut bientôt sa récompense; le pays qui l'inaugura devint le plus riche du monde, tandis qu'une politique contraire faisait de l'Espagne le plus pauvre État de l'Europe.

21. Voyages maritimes et découvertes des Anglais.
— La marine anglaise couvrit alors toutes les mers; elle se donna la mission de chercher les terres encore inconnues et d'aller scruter les coins les plus reculés de l'Océan, afin d'achever, après deux siècles, l'œuvre de Christophe Colomb et de Magellan.

Le premier en date, pour l'époque qui nous occupe, des navigateurs anglais qui cherchèrent des terres nouvelles, fut Dampier. C'était un de ces marins moitié marchands, moitié flibustiers qui, à la fin du ^{xvii}^e siècle et au commencement du ^{xviii}^e, couraient le monde, en profitant des guerres entre les puissances européennes pour piller tantôt celle-ci et tantôt celle-là. Après une vie vagabonde et nombre d'aventures, qu'il raconta dans un livre où se trouvaient de précieux renseignements sur la navigation dans le Grand océan, l'amirauté lui confia, un navire de douze canons, avec lequel il fit un voyage de découvertes, le long des côtes de l'Australie et de la Nouvelle-Guinée. Il reconnut la Nouvelle-Bretagne, la Nouvelle-Irlande, et un archipel de la Papouasie porte son nom.

Lord Anson fit le tour du monde de 1740 à 1743, plus en vue de la guerre que dans l'intérêt de la science. Il y gagna beaucoup pour sa fortune, par des prises heureuses, et pour sa gloire par de brillants combats, mais il ne fit gagner que fort peu de chose à la géographie. Au contraire, le commodore Byron eut une mission scientifique; il partit en 1764, avec deux vaisseaux, pour chercher les terres qui pouvaient se trouver entre le cap de Bonne-Espérance et l'extrémité méridionale de l'Amérique. Il visita les îles Malouines (Falkland), découvrit les îles du Roi-George dans la mer du Sud et, au bout de deux ans, retourna en Angleterre : voyage peu utile par ses résultats, mais qui commença la longue et glorieuse liste des voyages entrepris dans un but surtout scientifique. A peine, en effet, était-il débarqué, que l'amirauté anglaise faisait partir, avec les mêmes instructions, Wallis, qui eut sous ses ordres trois navires, dont l'un le *Swallow*, était

commandé par Carteret. Wallis resta quatre mois dans le détroit de Magellan pour en lever la carte. « Région sauvage, dit-il, où au milieu de l'été le temps est froid et orageux; où, presque partout, les vallées sont sans verdure, les montagnes sans bois; enfin où la terre ressemble plutôt aux ruines d'un monde qu'à l'habitation d'êtres animés. » Sorti du détroit, il trouva les îles de la Pentecôte, d'Egmont, de Gloucester, de Guillaume-Henri, et, le 19 juin 1767, un an avant Bougainville, il arrivait en vue de Taïti, « la reine de l'Océanie ». Il eut d'abord à combattre les indigènes, et ensuite à se défendre des charmes de la « Nouvelle-Cythère ». De son côté, Carteret, séparé de Wallis par un coup de vent, avait reconnu, au sud de l'archipel des îles de la Société, l'archipel de la Reine-Charlotte et les îles Gover et Carteret dans l'archipel Salomon.

22. Voyages de Cook. — L'amirauté ne se lassait pas. Carteret n'était pas encore de retour que, à la sollicitation de la Société royale de Londres, un navire, l'*Endeavour*, fut armé pour conduire à Taïti des astronomes qui y feraient l'observation du passage de Vénus sur le disque du Soleil¹. Cook, qui avait débuté comme matelot, mais qui venait d'attirer sur lui l'attention par ses belles cartes du Saint-Laurent et de Terre-Neuve, en eut le commandement. Le docteur Solander, sir Joseph Banks, l'astronome Green, s'embarquèrent avec lui; la Société royale avait donné de minutieuses instructions. L'*Endeavour*, sorti de la Tamise le 13 août 1768, mouilla devant Taïti durant trois mois. Cette première partie de sa mission remplie, Cook se mit à la recherche du continent austral dont l'existence supposée préoccupait les esprits. Il acheva d'abord la reconnaissance des îles de la Société, puis employa six mois à relever la côte orientale de la Nouvelle-Zélande, dont Tasman avait vu la côte opposée. Il constata que le détroit, auquel les Anglais ont donné

1. L'observation du passage de Vénus est d'une très grande importance pour donner la mesure de la distance de la Terre au Soleil, mesure à laquelle toutes les autres mesures astronomiques se rapportent.

son nom et que Tasman avait pris pour un golfe, était un bras de mer partageant la Nouvelle-Zélande en deux îles. Il découvrit ensuite l'entrée du canal qui sépare la Terre de Van-Diemen de la Nouvelle-Hollande; il longea la côte orientale de cette grande île et faillit périr sur un écueil de corail qui troua son navire. Heureusement, la pointe du rocher qui avait fait la blessure y était restée; Cook eut le temps de jeter son navire à terre et d'en fermer la plaie. Il passa ensuite entre le continent australien et la Nouvelle-Guinée, au milieu des récifs de cette mer dangereuse, et rentra en Angleterre le 21 juin 1771.

Cette fois la moisson était abondante. Le public, le gouvernement, s'intéressaient à ces recherches, et, le 13 juillet 1772, Cook partait avec deux vaisseaux, la *Resolution* et l'*Adventure*, noms qu'il faut conserver comme on garde ceux des vaillants régiments qui se sont signalés dans les batailles. D'après ses nouvelles instructions, il devait consacrer tous ses efforts à pénétrer aussi loin qu'il lui serait possible dans le sud, où l'on s'obstinait à chercher un continent qui fît équilibre à la masse des terres arctiques. Durant trois années, il se lança avec une indomptable persévérance au milieu des montagnes de glace et des brumes épaisses de l'Océan antarctique; toujours la banquise, attachée aux flancs du continent mystérieux, ou flottant sur la surface des eaux, l'arrêtait; il ne put dépasser que de quelques milles le 71^e degré de latitude sud. Ses successeurs, plus heureux, sont arrivés jusqu'au 79^e, et sur beaucoup de points, ont constaté l'existence de terres australes¹. Cook n'en garde pas moins l'honneur d'avoir montré la route, révélé les précautions à prendre pour naviguer dans ces mers dangereuses et conserver la santé des équipages. Quand arrivaient les longues nuits du pôle, il remontait au nord; revoyait la Nouvelle-Zélande, les îles de la Société et, chemin faisant, découvrait quelque terre encore inconnue, comme la Nouvelle-Calédonie et les îles des Amis, où il

1. L'Anglais James Ross a vu, par 79^e de latitude sud, la terre *Victoria* et le volcan *Erebus*.

recueillait une grande quantité d'observations de physique, d'histoire naturelle et d'anthropologie. A son retour, 3 juillet 1775, la Société royale de Londres, organe de l'admiration publique, l'admit à l'unanimité parmi ses membres, et le roi le nomma capitaine de vaisseau.

Le troisième voyage de Cook eut pour objet la recherche tant de fois tentée du passage du nord-ouest, c'est-à-dire le passage de l'Atlantique dans le Pacifique par le nord de l'Amérique. Davis, au ^{xvi}^e siècle (1585-1605), Hudson, au commencement du ^{xvii}^e (1610), avaient pris par les mers du Groënland et y avaient été arrêtés. Cook attaqua le problème par le côté opposé, par le détroit de Behring. Il partit le 12 juillet 1776, sur la *Resolution*, revit la Nouvelle-Zélande, les îles de la Société et découvrit les îles Sandwich, dont les naturels, à son grand étonnement, parlaient la même langue que les habitants des îles de la Société. Mettant le cap au nord-ouest, il toucha la côte d'Amérique non loin de l'Orégon, passa, sans les voir, devant les îles Vancouver, longea la presqu'île d'Alaska, les premières îles Aléoutiennes, et dépassa le détroit de Behring jusqu'au cap des Glaces, qu'il ne put franchir. Revenu hiverner aux Sandwich, il y fut tué par un indigène d'Owhihée, au milieu d'une querelle qu'il voulait apaiser (15 fév. 1779). Cette fois encore le grand navigateur n'avait pas résolu le problème; c'est d'hier seulement que Nordenskjöld en a trouvé la solution par la circumnavigation de l'ancien monde; mais il rapportait encore des cartes du Grand océan et du détroit de Behring qui sont d'une si parfaite exactitude, que les marins n'ont eu à y faire que fort peu de rectifications.

23. Voyages de Bougainville et de La Pérouse. —

La France eut aussi sa part de gloire dans cette exploration scientifique des mers du globe, grâce à de hardis marins comme Bougainville et La Pérouse.

Bougainville, ancien lieutenant du marquis de Montcalm au Canada, fit, de 1766 à 1769, le premier voyage autour du monde exécuté par un Français. En 1768, il découvrit l'archipel de Taïti, la « Nouvelle-Cythère, » où Wallis avait

déjà abordé, les îles Samoa ou des Navigateurs, les Nouvelles-Hébrides, dans ces mêmes parages que Cook devait parcourir l'année suivante.

Le comte de La Pérouse, qui avait servi avec éclat pendant la guerre d'Amérique, fut chargé par Louis XVI de compléter les découvertes de Bougainville et de Cook. Parti de Brest le 1^{er} août 1785 sur la frégate la *Boussole*, accompagnée de l'*Astrolabe*, il explora la partie nord du Pacifique, en particulier les côtes de l'Asie au nord de la Corée, où il découvrit la grande île Sakhalien (1787). Il gagna ensuite les archipels du Pacifique; le 7 février 1788, il écrivit de Botany-Bay (Australie) une lettre au ministre de la marine. Ce furent les dernières nouvelles qu'on reçut de lui. D'Entrecasteaux, envoyé à sa recherche, ne put découvrir ses traces. C'est seulement en 1826 que le capitaine anglais Dillon trouva les preuves du naufrage de ses vaisseaux près des îles Vanikoro, et Dumont-d'Urville, qui visita ces îles en 1828, rapporta en France quelques-uns de ces glorieux débris qui sont maintenant au Louvre, au musée de marine.

CHAPITRE XX

FIN DU RÈGNE DE LOUIS XV¹

1. Le roi et ses favorites. — 2. La famille royale. — 3. La cour. —
4. Le parlement. — 5. Le clergé. — 6. Lutte entre le parlement et le clergé. — 7. Suppression de l'ordre des Jésuites (1761-1764). —
8. Ministère de Choiseul (1758-1770). Réunion de la Lorraine (1766), de la Corse (1768). — 9. Le triumvirat (1770-1774). — 10. Réforme judiciaire du chancelier Maupeou. — 11. Pacte de famine, lettres de cachet, banqueroute.

1. Le roi et ses favorites. — Louis XIV, par cet air de grandeur qui relevait ses moindres actions, avait atténué le scandale de ses trop nombreuses faiblesses. Louis XV ne chercha pas même à sauver les apparences. Le cynisme des mœurs de la régence fut dépassé ; le vice impudent prit effrontément possession de la cour. On voudrait pouvoir jeter un voile sur cette partie d'un règne déplorable ; mais ces turpitudes ont contribué à la chute de l'ancien régime. Il n'est donc pas permis de les laisser dans l'ombre.

Jusqu'en 1735, Louis XV avait mené une vie régulière, et témoigné au moins de l'estime à la reine Marie Leczinska. Cette conduite, qualifiée de prudence bourgeoise par les anciens amis du régent, ne faisait point l'affaire des courtisans, qui pensaient avoir beaucoup à gagner si le règne des favorites recommençait. Le duc de Richelieu, type accompli du vice élégant, chef de cette école de débauchés qui paraient une immoralité profonde des séductions de la politesse la plus raffinée, entreprit de pervertir le roi. Louis XV ne résista pas à cette fatale influence,

1. Ouvrages de Rocquain et d'Aubertin cités au chapitre xvi ; Taine, *l'Ancien régime* ; Flammermont, *Le chancelier Maupeou et les parlements*.

et bientôt on le vit s'abandonner sans réserve aux plaisirs de la table, boire et manger avec excès, passer des nuits entières devant une table de jeu. En 1735, il combla les vœux de Richelieu, en prenant ouvertement pour favorites quatre sœurs de l'illustre maison de Nesles, qui en neuf ans se succédèrent dans ses caprices : la comtesse de Mailly, la marquise de Vintimille, la duchesse de Lauraguais, la duchesse de Châteauroux. La dernière, femme d'un caractère impérieux et énergique, prit un grand ascendant sur l'esprit mobile et indécis de Louis XV. Elle lui fit honte de son inertie, et, quand l'Alsace fut envahie en 1744, elle le décida à prendre le commandement de l'armée. Renvoyée de la cour pendant la maladie du roi à Metz, elle rentra en faveur dès que le retour à la santé chassa la crainte de la mort; mais elle mourut au mois de décembre de la même année, et une simple bourgeoise succéda à l'altière duchesse.

Jeanne Poisson avait pour mère une femme galante qui spécula sur la beauté de sa fille. Elle lui donna une brillante éducation, le goût et la pratique des arts du dessin, afin de l'armer de tous les moyens de séduction. Elle ne réussit d'abord qu'à la marier à un sous-fermier, Le Normand; mais ce sous-fermier était déjà riche et il avait une terre à Étioles, près de la forêt de Sénart où le roi venait souvent chasser. Mme d'Étioles ne manquait pas de suivre la chasse, dans une voiture légère, avec le plus élégant costume. Le manège réussit; le roi la remarqua et, en 1745, elle devint la marquise de Pompadour. Le charme de sa beauté irrégulière et piquante ne suffit pas à expliquer la longue durée de son empire. Elle avait de l'esprit, de l'instruction; elle possédait l'art de flatter les goûts du monarque indolent, de ménager à sa paresse de longs loisirs remplis par des fêtes ou des jeux et d'écarter de lui le souci importun des affaires. On eut pendant près de vingt ans le spectacle d'une femme premier ministre. Mme de Pompadour mit ses créatures partout, dans les finances, à l'armée, dans les ambassades. Elle eut même sa politique à l'intérieur au sujet du parle-

ment et des philosophes, des jansénistes et des molinistes ; elle en eut une aussi pour l'étranger : on sait de quel prix la France la paya. Les désastres et les hontes de la guerre de Sept ans sont en partie son ouvrage, car elle usa de son crédit pour décider l'alliance avec l'Autriche, et imposer des généraux incapables, comme Soubise, le vaincu de Rosbach.

Elle mourut en 1764, à 42 ans, et l'on est forcé de dire que son règne fut presque honorable, en comparaison de ce qui suivit. Après elle, commencèrent les orgies du Parc-aux-Cerfs, dont nous ne pouvons parler, et, à partir de 1768, le crédit cynique de la Vaubernier, faite comtesse du Barry, qui régna jusqu'à la mort du roi, en 1774, et finit sur l'échafaud, pendant la Révolution.

2. La famille royale. — Durant ces scandaleux désordres, la reine, Marie Leczinska, trouvait dans les pratiques d'une piété exaltée la consolation des outrages que la conduite du roi lui infligeait. Elle vivait isolée à la cour, dans un petit cercle dont faisait partie le duc de Luynes, le Dangeau du règne de Louis XV ; elle mourut en 1768. Le dauphin, Louis de France, mérita par la pureté de ses mœurs de provoquer, quand il mourut en 1765, des regrets semblables à ceux qui avaient jadis accompagné dans la tombe le malheureux duc de Bourgogne. Affligé de tout ce qu'il voyait, il avait, comme sa mère, demandé à la religion le refuge qu'elle offre aux âmes blessées. On a conservé de lui un mot qui témoigne de la dangereuse exaltation de ses sentiments religieux : « Si je suis appelé au trône, et que l'Église me commande d'en descendre, j'en descendrai. » Ce prince mélancolique et dévot, égaré au milieu des saturnales d'une cour corrompue, laissait trois fils et deux filles, nés de son mariage avec Marie-Josèphe de Saxe. Les trois fils régneront sous les noms de Louis XVI, Louis XVIII et Charles X. A la mort de son père, le futur Louis XVI était un jeune prince dont les mœurs pures et les goûts austères formaient une sorte de protestation muette contre l'immoralité régnante. Louis XV lui fit épouser, en 1770, une

archiduchesse d'Autriche, Marie-Antoinette, à laquelle le nouveau dauphin ne témoigna d'abord qu'une froideur voisine de l'aversion.

3. La cour. — Si la famille royale, les favorites, les courtisans, occupent le premier plan à la cour, derrière eux s'agit tout un monde subalterne qu'il faut aussi connaître. Le roi a une garde de 9 000 hommes, infanterie et cavalerie, dont l'entretien coûte chaque année 7 681 000 livres : gardes du corps, gardes françaises, gardes suisses, cent-suisses, etc., tous magnifiquement vêtus, et chamarrés d'or. Les gardes du corps, 1200 gentilshommes, de noblesse constatée, sont particulièrement splendides à voir, avec leurs grandes bottes noires, leur culotte rouge, leur habit bleu brodé d'argent. Les écuries royales se composent de 1857 chevaux, 217 voitures, 1458 valets, palefreniers, cochers, etc., dont la livrée seule coûte 540 000 francs par an. La dépense totale pour le service des écuries s'élèvera, en 1775, à 4 600 000 livres, et elle augmentera encore. La chasse coûte à peu près 1 200 000 livres par an. Tout le territoire autour de Paris, à dix lieues à la ronde, est chasse gardée. Aussi le roi y fait d'effroyables tueries : de 1743 à 1774, Louis XV avait forcé 6 400 cerfs; en 1780, Louis XVI tuera 20 534 pièces, et le compte des bêtes abattues par lui, en quatorze années, sera de 189 251. Dans la *chapelle du roi* il y a 75 aumôniers, chapelains, confesseurs, compositeurs de musique sacrée, etc. La *faculté* se compose de 48 médecins, chirurgiens, apothicaires; la *musique*, de 128 chanteurs, danseurs, ou instrumentistes; le *cabinet des livres*, de 43 conservateurs, lecteurs, interprètes; 62 hérauts, porte-épées ou introduceurs, sont employés dans les cérémonies; pour les logements, lorsque le roi voyage, il ne faut pas moins de 63 maréchaux des logis. On est effrayé du nombre de bouches inutiles et voraces que le roi consent à nourrir. Pourquoi donc accepter cette ruineuse obligation? Parce qu'un grand train de maison rehausse l'éclat de la majesté royale. Il est de l'essence même d'un gouvernement tel

que Louis XIV l'avait conçu d'entourer la personne du prince de pompes destinées à éblouir les peuples. C'est pour cela que les questions d'étiquette avaient alors une si grande importance.

En vertu de ce système qui fait du faste royal une nécessité, chaque prince du sang, chaque princesse, est pourvu dès sa naissance d'une « maison », image réduite, mais toujours coûteuse, de celle du roi. Il faut à tout fils et à toute fille de France des valets, des équipages, des cuisiniers, des gardes, des officiers de toute sorte. Les fonctions inutiles se multiplient à l'infini. Autour du roi et de la famille royale s'agite tout un peuple famélique et oisif qui vit de la cour. Le service des cuisines compte près de cinq cents individus cachant sous des noms pompeux ou grotesques leur coûteuse inutilité : grands officiers de la bouche, gentilshommes panetiers, coureurs de vin et hâteurs de rôts, garde-vaisselle, etc. Voici encore le grand chambellan avec une nuée de subordonnés : pages de la chambre, huissiers de l'antichambre, barbiers, tapissiers, horlogers ; voici le grand maître de la garde-robe assisté d'un nombre infini d'auxiliaires, tailleurs, lavandiers, empeseurs, secrétaires de cabinet, valets de la garde-robe, etc. Un domestique est spécialement chargé de porter la canne et le manteau du roi, un autre de nouer sa cravate, un troisième de le peigner ; le cumul de si hautes fonctions est interdit ; chacune d'elles a son titulaire. Le roi seul nourrit, habille, loge, paye toute cette gent servile : lourde charge pour les finances de l'État.

Telle est la maison du roi, à Versailles ; encore faudrait-il, pour compléter l'énumération, ajouter à cette innombrable valetaille le personnel spécialement attaché à chacune des résidences royales, Marly, les deux Trianon, la Muette, Meudon, Choisy, Saint-Germain, Fontainebleau, Compiègne, Saint-Cloud, Rambouillet, Chambord, sans compter les Tuileries et le Louvre. L'entretien de ces palais, ameublements et parcs, exige encore des dépenses considérables. Le moindre déplacement du roi est rui-

neux. Veut-il se rendre à Fontainebleau ou à Rambouillet : c'est l'entrée en campagne d'une armée. Une multitude de laquais, une interminable file d'équipages et de fourgons chargés de bagages, des chevaux, des écuyers, des soldats couvrent au loin les routes.

Les plus grands seigneurs sollicitent comme un honneur, se disputent comme un profit les fonctions de la domesticité auprès du maître. Louis XIV les avait habitués à considérer comme une marque de rare faveur le soin de porter le bougeoir quand il rentrait le soir dans ses appartements. Au temps où nous sommes, le comte d'Artois présentant à sa femme les officiers de sa maison, parmi lesquels se trouvent plusieurs membres de la plus haute noblesse, les appelle « ses gens. » Et cela semble tout naturel aux descendants des seigneurs féodaux. La cour est le grand marché des grâces. C'est là seulement qu'on obtient pensions, titres, dignités : avec de l'esprit et de l'assiduité, on arrive à tout. Malheur à qui cherche fortune ailleurs ! Dans ce milieu factice, l'esprit s'affine, la politesse, l'élégance, le goût se développent ; mais les caractères s'avilissent.

Quels ont été les résultats du régime de cour ? La cour a été le principal obstacle à l'équilibre des finances, en absorbant par an la somme énorme de 80 à 90 millions. Elle a transformé en un peuple de flatteurs adroits, d'intrigants sans scrupules, d'oisifs quémandeurs, cette noblesse si pleine autrefois de sève généreuse. Elle a consacré le triomphe de la royauté absolue par l'éclat qu'elle lui a donné ; mais elle a aussi creusé un abîme entre le roi et ses sujets, supprimé toute communion entre le peuple et la noblesse, établi le règne de la faveur et du privilège ; de sorte que la cour fut tout à la fois l'expression la plus complète de l'ancien régime et l'une des causes les plus directes de sa chute.

4. Le Parlement. — Au XVIII^e siècle, le parlement de Paris était divisé en sept chambres : la *Grand'Chambre* où pouvaient siéger les princes, les pairs, les conseillers d'État, et qui jugeait les appels comme d'abus, les causes

concernant la régle, le domaine, les pairs et les principaux officiers de la couronne ; trois *Chambres des enquêtes* connaissant en appel des procès jugés sur pièces ; la *Tournelle criminelle*, qui prononçait sur les jugements criminels dont appel était fait au parlement, et deux *Chambres des requêtes* chargées des causes que, par privilège, des corps et des personnes avaient le droit de porter directement au parlement.

C'était une corporation puissante par la dignité et la richesse de ses membres, par les nombreuses attaches de ces grandes familles parlementaires dont plusieurs générations, avaient, de père en fils, décidé de la fortune, de l'honneur et de la vie des citoyens. La science, la vertu, les mœurs austères de beaucoup d'entre eux et la considération publique qui les entourait, leur avaient ouvert la haute société, tandis que par tout un monde d'hommes de robe qui remplissaient le palais, ils exerçaient une active influence sur la bourgeoisie parisienne. Réduits au silence par Louis XIV, ils avaient après sa mort retrouvé la voix, cassé son testament, déféré au duc d'Orléans la régence avec la plénitude de l'autorité royale et, en récompense, ils avaient recouvré le droit de faire des remontrances. A leur autorité judiciaire, ils joignaient donc des droits politiques : l'enregistrement des édits royaux, formalité sans laquelle ces édits n'auraient pas été exécutoires, et les remontrances, qui arrêtaient l'action de l'autorité royale, agitaient l'opinion publique et obligeaient quelquefois le gouvernement à reculer. Enfin, comme ils avaient une vague attribution de police générale, ils prétendaient intervenir dans toutes les affaires d'administration intérieure et ne s'en faisaient faute, surtout quand ils crurent et voulurent persuader au public que tous les parlements de France n'en faisaient qu'un, seul et qu'en l'absence des états généraux, ils étaient la représentation de la nation. Cette ingérence tracassière dans une foule de questions étrangères à l'administration de la justice ; cette prétention de défendre la royauté contre elle-même, en combattant sa trop

grande déférence pour Rome et ses projets d'impôts ou de réformes, troublèrent tout le règne de Louis XV. Le roi répondait aux arrêts et aux remontrances par des coups d'autorité intermittents, si bien que ce règne peut être appelé celui des lits de justice et des lettres de cachet; mais il n'avait ni l'énergie ni la persévérance nécessaires pour enfermer ces magistrats dans leurs fonctions. Gallican par tradition nationale, janséniste par opposition aux jésuites, le parlement se mêla de toutes les querelles religieuses du temps, et il en augmenta la vivacité. Le roi entendait garder le pouvoir absolu; le parlement aurait voulu mettre le prince en tutelle; non au profit des libertés publiques, mais pour l'avantage particulier de la corporation : deux prétentions contraires et mauvaises dont le choc contribua à disloquer la vieille machine.

5. Le clergé. — Le clergé se divisait en *clergé de France* dans les anciennes provinces et en *clergé étranger* dans les contrées conquises depuis François I^{er}. Cette distinction n'avait d'importance que pour les impositions; mais les évêques de Metz, de Toul, de Verdun et de Strasbourg, suffragants de Trèves ou de Mayence, et les cinq évêques de la Corse, suffragants de Pise ou de Gênes, ne prenaient point part aux assemblées générales du clergé. Les archevêques de Besançon et de Cambrai avaient au contraire des suffragants étrangers. Les diocèses étaient fort inégaux : celui de Rouen renfermait 1388 paroisses; ceux de Toulon et d'Orange 20. Les revenus ressemblaient aux diocèses. L'évêque de Strasbourg avait 500 000 livres de rente, celui de Gap, 8 000, et Fleury signait « évêque de Fréjus par l'indignation divine ». Un grand nombre d'abbés possédaient à peine 1000 livres de revenu; celui de Fécamp pouvait en dépenser 120 000; celui de Saint-Germain-des-Prés, à Paris, près de trois fois autant. Beaucoup de curés étaient fort riches, mais beaucoup de vicaires mouraient de faim. Louis XVI méritera leur reconnaissance en fixant leur portion congrue à 550 livres. On voit que les uns avaient

trop, les autres pas assez. Le roi nommait à toutes les places de quelque importance dans l'Église; les évêques, les chapitres et les seigneurs laïques nommaient aux autres. En résumé, 12 000 évêques, abbés, prieurs et chanoines se partageaient près du tiers du revenu de l'Église, plus de 40 millions; les deux tiers restants devaient suffire à huit fois autant de prêtres et de religieux. Je ne parle point des *petits* abbés, qui n'étaient ni du monde ni de l'Église, et qui scandalisaient l'un et l'autre.

6. Lutte entre le parlement et le clergé. — Le clergé était fort attaqué par les philosophes, et il se défendait mal. Quels exemples donnaient des cardinaux tels que Dubois et Bernis, le protégé de la marquise de Pompadour? des archevêques comme Tressan, à Rouen; Tencin, à Embrun; et, pour un Massillon, combien de La Fare, cet évêque de Laon « qui eût été un mauvais sujet pour un mousquetaire? » Quel respect inspiraient ces évêques qu'on voyait à Paris et à Versailles, mais qu'on voyait si rarement dans leurs diocèses, et ces abbés mondains qu'on trouvait dans tous les salons et qui servaient à tout? Enfin, parmi les plus vertueux, quelles étranges préoccupations théologiques en un temps où les esprits supérieurs, ceux qui conduisent les sociétés, s'inquiétaient bien plus d'établir la justice humaine que de déterminer les limites de la grâce divine, et délaissaient la question du libre arbitre pour celle des libertés publiques. Des jansénistes se laissèrent aller à la folie des miracles du diacre Pâris (1727). Le ridicule suffisait seul à faire justice des convulsionnaires : on provoqua contre eux de nouvelles persécutions, l'exil, les lettres de cachet; et le parti se releva. Les molinistes¹, à leur tour, étendirent la persécution à ceux qui, refusant d'adhérer à la bulle ou constitution *Unigenitus*, avaient appelé du pape au futur

1. Molina, jésuite espagnol, mort en 1601, est auteur d'un livre sur le libre arbitre et la grâce, qui prépara la doctrine condamnée par Pascal dans les *Lettres à un provincial*; de là le nom de *molinistes*, souvent donné aux jésuites et aux directeurs trop indulgents des consciences.

concile; et ces *appelants* étaient nombreux : on en comptait quarante-huit parmi les docteurs de la seule faculté de théologie. Une partie du bas clergé, plusieurs évêques des plus respectables, à leur tête le cardinal de Noailles, archevêque de Paris, et tout son clergé, étaient *anticonstitutionnaires*. En 1727, Tencin, pour obtenir la pourpre cardinalice, qui n'aurait pas caché la honte de sa vie, condamna, dans le concile provincial d'Embrun, un vieillard de quatre-vingts ans, Soanen, évêque de Senez¹ et janséniste endurci. Soanen en appela, pour le spirituel, au pape et au futur concile; pour le temporel, au parlement, qui prit feu aussitôt, et, dans son arrêt de 1730, essaya de faire revivre la déclaration de 1682. « Les canons de l'Église, disait-il, ne deviennent lois de l'État qu'autant qu'ils sont revêtus de l'autorité du souverain, et les ministres de l'Église sont comptables au roi et à la cour, sous son autorité, de tout ce qui peut blesser les lois de l'État. » Les molinistes, tout-puissants auprès du roi, le décidèrent à prendre parti contre ceux qui défendaient les prérogatives de sa couronne; il cassa l'arrêt, exila des conseillers, même le parlement presque tout entier, et finit, pour avoir la paix, par le rappeler; le parlement rentra triomphant dans Paris.

La querelle recommença en 1749, par un mandement de l'archevêque de Paris, Christophe de Beaumont, qui ordonna de refuser les sacrements à quiconque ne présenterait pas un billet de confession signé du nom d'un prêtre *adhérent* à la bulle, et menaça du refus de sépulture, c'est-à-dire d'une note d'infamie, ceux qui mourraient sans avoir été administrés. Dans le parlement, à côté de vieux conseillers jansénistes, se trouvaient, aux requêtes et aux enquêtes, beaucoup de jeunes magistrats qui partageaient les sentiments de Voltaire. Tous crurent l'occasion convenable pour renouveler la lutte, ceux-là contre le clergé moliniste, ceux-ci contre l'autorité cléri-

1. Petite ville des Basses-Alpes, arrondissement de Castellane. Cet évêché a été supprimé en 1790.

cale; ils rendirent un arrêt pour obliger les curés à administrer les mourants, et des recors de justice allèrent contraindre les prêtres à porter le saint viatique aux malades. L'archevêque leur défendit d'obéir, et le curé de Saint-Étienne refusa l'extrême-onction au duc d'Orléans (le fils du régent), zélé janséniste, qui s'était depuis longtemps retiré à l'abbaye de Sainte-Geneviève. Le parlement fit saisir le temporel de l'archevêque (1752), décréta des curés de prise de corps; et condamna au bannissement perpétuel ceux qui l'attaquaient en chaire par d'injurieux commentaires. Une instruction de l'évêque de Troyes fut brûlée par la main du bourreau, à quoi l'évêque répondit en excommuniant ceux qui liraient l'acte du parlement ou en garderaient copie. L'archevêque de Paris, alors confiné dans sa maison de Conflans, fit mieux : il enveloppa dans l'excommunication tous ceux qui n'adhéraient pas à la bulle. La sentence fut prononcée avec l'appareil usité au moyen âge, les cierges éteints et les cloches sonnant lugubrement. La cour, fatiguée de tous ces cris discordants, exila le parlement et l'archevêque (1753). A ces étranges combats, les philosophes battaient des mains, et beaucoup qui s'éloignaient de ces discussions oiseuses, au fond desquelles se cachait pourtant la question de l'indépendance du pouvoir temporel, s'éloignaient aussi de la religion qui les suscitait : le scepticisme gagnait de toutes parts.

On profita, en 1754, de la naissance du duc de Berry pour avoir l'air de faire une grâce : le parlement, exilé l'année précédente, en même temps que l'archevêque de Paris, fut rappelé. Il revint animé de la même ardeur. En vain le roi imposa un silence absolu sur les questions religieuses; le parlement supprima un bref apostolique du pape Benoît XIV qui, tout en adoucissant les exigences de la bulle *Unigenitus* et les rigueurs du clergé français, les autorisait pourtant. Puis il essaya de former, avec les autres parlements du royaume, un grand corps, qui, en faisant agir dans le même sens toutes les influences dont il disposait, aurait contraint la royauté à renoncer au

pouvoir absolu : résultat souhaitable, mais qui devait être obtenu par d'autres moyens. Le roi ordonna aux magistrats de ne pas sortir de leurs fonctions ordinaires : cent quatre-vingts donnèrent leur démission. L'effervescence fut extrême dans Paris. Un illuminé, François Damiens, s'exalta au point d'attenter aux jours du roi (1757). Il ne le blessa que légèrement, et fut écartelé. Le succès du procès des jésuites et la victoire gagnée sur ces anciens ennemis enfla le cœur des parlementaires; en même temps qu'elle augmentait l'irritation de ceux qui, à la cour, étaient les amis des jésuites et les ennemis des « robins ».

7. Suppression de l'ordre des Jésuites (1761-1764). — Les jésuites avaient cherché, en France, à mettre l'épiscopat aux pieds du saint-père, le parlement aux pieds du roi, et tous les ordres de l'État sous leur influence. Ils voulaient gouverner les âmes pour assurer leur salut, mais aussi pour la plus grande gloire et puissance de leur compagnie. Leur lutte contre l'esprit laïque, prise dans son ensemble, ne manque ni d'audace ni de grandeur, quoiqu'elle ait été poursuivie souvent avec de l'astuce, de la duplicité, des compromis coupables, et de détestables moyens. Mais, comme pour toute guerre l'argent est une nécessité, ils avaient joint à leurs missions apostoliques des entreprises de commerce qu'ils savaient faire réussir. A Goa, au Brésil, dans l'Amérique espagnole, ils trafiquaient sur une large échelle, au détriment des négociants ordinaires et des compagnies commerciales fondées par les diverses nations. Les gouvernements, qui trouvaient partout, dans les affaires d'ordre spirituel, cette corporation sourdement remuante, voyaient encore les intérêts matériels de leurs sujets compromis par une rivalité quelquefois déloyale. Au Canada, ils faisaient un commerce très actif de contrebande pour les pelleteries, malgré le gouverneur de la province et les instantes réclamations des directeurs de la Compagnie des Indes contre cette violation des lois et cette atteinte aux privilèges de leurs commettants. Ailleurs, ils achetaient et vendaient

des esclaves; dans la mer des Indes; ils exploitaient, avec des esclaves, des pêcheries de perles; à Gènes, à Venise, à Rome même, à Lyon, ils avaient des comptoirs. Un jour, l'Espagne et le Portugal convinrent d'un échange de provinces qui faisait passer le Paraguay sous la domination portugaise; les jésuites, qui avaient dans ce pays des établissements très prospères, encouragèrent la résistance des habitants, et l'échange ne se fit pas. Le marquis de Pombal, qui régnait à Lisbonne sous le roi Joseph I^{er}, les accusa à Rome de comploter contre l'État et de se livrer à des trafics illicites. Il leur interdit le commerce; un attentat ayant eu lieu contre le roi, il enveloppa dans le procès trois jésuites, pour avoir, comme confesseurs ou casuistes, approuvé le projet de régicide: un d'eux fut brûlé; puis il confisqua les biens de l'ordre, et chassa tous ses membres du Portugal (1759).

Cet événement fit un grand bruit en Europe. Un autre eut un retentissement et des suites encore plus considérables: le P. La Valette, préfet des missions aux Antilles, fit une banqueroute de trois millions. Les intéressés, gros négociants de Marseille, essayèrent de se faire payer par les chefs de l'ordre, et, n'y réussissant pas, actionnèrent la compagnie devant les juges consulaires de Marseille, puis au parlement de Paris. Pour ne point payer, les jésuites prétendirent que leurs différentes maisons n'étaient point solidaires quant au temporel, et que cette règle était établie dans leurs Constitutions. Le parlement ordonna aussitôt l'apport des Constitutions, jusqu'alors si bien cachées; quand il les eut, il les examina, en vue d'y trouver autre chose que la règle dont les jésuites s'autorisaient pour ne pas payer leurs créanciers. L'examen terminé, il rendit deux arrêts: l'un condamnant au feu beaucoup de livres composés par des jésuites, où se trouvait une doctrine « meurtrière et abominable »; l'autre recevant l'appel du procureur général contre les Constitutions de la Société. La reine, le dauphin, une partie de la cour et presque tout l'épiscopat étaient pour les jésuites; mais Mme de Pompadour, Choiseul,

et le public étaient pour le parlement : ils l'emportèrent.

Le 6 août 1764, le parlement de Paris déclara l'institut « inadmissible par sa nature dans tout État policé... comme étant un corps politique qui tend, par toutes sortes de voies, à une indépendance absolue et à l'usurpation de toute autorité.... Corps immense, répandu dans tous les États sans en faire réellement partie, ladite Société s'est constituée monarchique, en sorte qu'autant elle se procure de membres, autant les souverains perdent de sujets, qui prêtent, entre les mains d'un monarque étranger (le général résidant à Rome), le serment de fidélité le plus absolu et le plus illimité.... Par son existence même au milieu de l'État, elle tend à effectuer la dissolution de toute administration, et à détruire le lien de toutes les parties du corps politique. » Les jésuites furent contraints de vider dans la huitaine leurs maisons et leurs collèges, où l'on envoya d'autres maîtres. « Je prétends, avait dit La Chalotais, procureur général au parlement de Bretagne, je prétends revendiquer pour la nation une éducation qui ne dépende que de l'État, parce qu'une nation a un droit inaliénable et indestructible d'instruire ses membres, et que les enfants de l'État doivent être élevés par l'État. » Une déclaration royale de novembre 1764 prononça officiellement le bannissement de France de la Société de Jésus. C'était sur une misérable question d'argent que cette grande Compagnie tombait ; mais l'édifice était depuis longtemps miné par l'opposition parlementaire et janséniste, et par l'esprit anti-religieux du XVIII^e siècle ; la banqueroute du P. La Valette déterminâ le choc qui le renversa.

L'Espagne et Naples suivirent l'exemple de la France (1766) ; Parme fit de même en 1768. En vain le pape Clément XIII protesta par une bulle qui confirmait les jésuites dans leurs privilèges. Le saint-siège dut céder aux instantes réclamations des puissances catholiques, et Clément XIV prononça solennellement, en 1773, la suppression, pour toute la chrétienté, de la Compagnie de

Jésus. On comptait alors environ 20 000 jésuites, dont 4 000 en France.

La lutte entre le clergé et le parlement ne fut pas terminée par ce grand coup. En 1765, l'assemblée du clergé ayant demandé le rappel des jésuites, des mesures sévères pour la défense de la foi¹ et le respect des immunités de l'Église, les cours souveraines lancèrent des arrêts, rédigés en termes violents, défendant, sous les peines les plus graves, la publication des *actes*, ou résumé des délibérations de l'assemblée. Le roi, dont la dévotion et les vices augmentaient avec l'âge, penchait de plus en plus vers le clergé; il cassa les arrêts des parlements, et, quatre ans plus tard, il cassa les parlements eux-mêmes. Le clergé avait satisfaction : victoire stérile! car dans vingt années il perdra ses privilèges et les abus qu'il croyait sauvés.

8. Ministère de Choiseul (1758-1770). Réunion de la Lorraine (1766), de la Corse (1768). — Le ministre qui avait été mêlé au grand débat de l'expulsion des jésuites était le duc de Choiseul. Cet homme d'État avait d'abord porté le nom de comte de Stainville et avait servi avec mérite dans la guerre de la Pragmatique. Entré dans la carrière diplomatique, il avait géré l'ambassade de Rome et celle de Vienne; il était à Vienne lors de la conclusion de l'alliance franco-autrichienne, et le rôle qu'il joua en ces circonstances importantes contribua à le mettre en évidence. Son intimité avec Mme de Pompadour le servit mieux encore. La marquise l'avait rappelé de Vienne, l'avait fait créer duc de Choiseul, pour lui donner en 1758, en remplacement du cardinal de Bernis, le portefeuille des affaires étrangères, qu'il échangea en 1761 contre celui de la guerre et de la marine. En 1766, il reprit les affaires étrangères confiées depuis 1761 à son cousin, le duc de Praslin qui devint alors ministre de la guerre; Choiseul resta au ministère jusqu'en 1770. Il

1. L'assemblée du clergé de 1770 demanda encore l'exécution des anciennes lois contre les protestants et la punition des auteurs d'écrits contraires à la religion.

à donc géré pendant douze ans les plus importants de nos services, et, sans en avoir le titre, il a fait fonction de premier ministre. On ne peut l'appeler un grand ministre ; mais il fut un ministre patriote qui eut à cœur de relever la France de l'abaissement où elle était tombée.

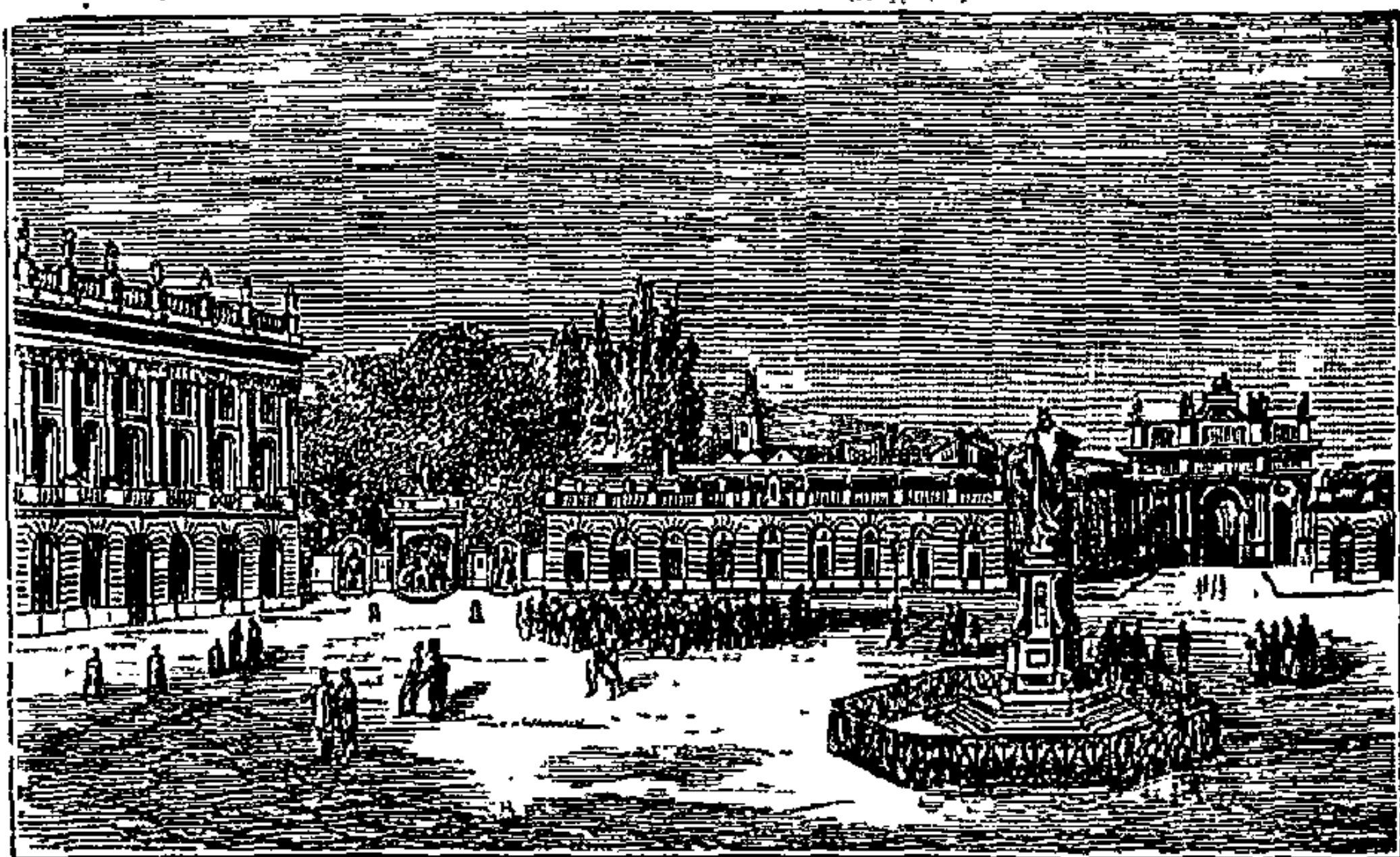
La guerre de Sept ans avait été entreprise pour la ruine du roi de Prusse et la défense des colonies françaises : Frédéric II en sortait victorieux et les colonies françaises étaient détruites. Au traité d'Aix-la-Chapelle, la France paraissait encore la première des puissances militaires, grâce aux victoires du maréchal de Saxe, qui avaient jeté sur elle un reflet de la gloire de Louis XIV ; mais la guerre de Sept ans avait montré l'impéritie de nos généraux, l'indiscipline de nos soldats et, malgré quelques exceptions heureuses, l'affaiblissement des qualités militaires de notre pays. Sur mer, c'était plus qu'une décadence, c'était une ruine complète. Choiseul avait donc à refaire nos forces et à préparer la revanche contre la Prusse et l'Angleterre.

Il essaya de réorganiser l'armée de terre en diminuant les dilapidations dont elle était victime, et en constituant fortement des cadres pour qu'il fût aisé de passer rapidement du pied de paix au pied de guerre. Il reprit l'œuvre de Machault pour la création d'une flotte. Le mouvement revint dans nos ports, et l'Angleterre vit avec douleur renaître cette marine qu'elle croyait avoir à jamais détruite. Pour compenser la perte de nos colonies, Choiseul essaya de coloniser la Guyane ; la tentative fut d'ailleurs malheureuse. Lorsqu'il quitta le ministère, nous avions soixante-quatre vaisseaux et cinquante frégates ou corvettes, qui bientôt, dans la guerre d'Amérique, disputeront aux escadres anglaises l'empire de l'océan.

Des actes, des paroles énergiques, montrèrent que la France se redressait sous les revers. Un Anglais, surpris au moment où il levait le plan des fortifications de Brest, fut mis à mort, sans que son ambassadeur osât réclamer. La Corse, soulevée contre les Génois, ses anciens maîtres, et vendue par eux à la France, fut occupée, conquise,

réunie au territoire français, et l'Angleterre se contenta de faire un héros de Paoli, qui avait combattu contre nos troupes. C'est en 1768 que l'île fut acquise à la France ; c'est en 1769 que Napoléon y naquit, juste à temps pour naître Français.

Deux ans plus tôt (1766), la mort de Stanislas avait amené la réunion de la Lorraine à la France. Ce prince s'était fait bénir par son administration paternelle, et son



Place Stanislas, à Nancy.

souvenir vit encore à Nancy, qui est fière à bon droit des monuments dont il la décore.

C'étaient des acquisitions sans gloire, mais utiles, et dont l'Angleterre frémissait. Choiseul ne prenait aucun souci de calmer ces inquiétudes. Des Anglais, étant venus s'établir en Amérique dans une île espagnole, en avaient été chassés ; ils menacèrent l'Espagne d'une guerre : Choiseul prépara aussitôt, pour soutenir notre alliée, un formidable armement qui les fit réfléchir. En même temps, il encouragea l'opposition qui se formait parmi les colons anglo-américains contre leur métropole ; il détacha le

Portugal et la Hollande de l'alliance anglaise, et prépara cette union des marines secondaires qui devait, quelques années plus tard, devenir la ligue des neutres contre ceux qui s'appelaient les maîtres de l'océan.

Dans la politique européenne, Choiseul avait donné à notre pays une très forte position. Le pacte de famille avait fait des états bourboniens comme des satellites de la France. L'alliance de l'Autriche, dont il avait été l'un des auteurs, qu'il avait renouvelée en arrivant aux affaires, et qu'il scella en 1770 par le mariage du dauphin avec Marie-Antoinette, pouvait nous donner l'espérance d'arrêter les progrès de la Prusse, si nous savions en tirer meilleur parti que dans la guerre de Sept ans. Dans l'Europe orientale, Choiseul essayait de fortifier le gouvernement suédois contre les intrigues de la Russie et tendait une main amie à la Pologne, qui, sous le poids des vices de sa constitution, penchait de jour en jour vers l'abîme; il lui envoyait un agent secret, Dumouriez. S'il eût réussi, une barrière restait debout contre ce colosse du nord, qui depuis Pierre le Grand ne cessait de grandir, la tête au pôle, les pieds sur le Danube, une main sur la Baltique et l'autre s'étendant déjà sur la Pologne. Mais une brusque disgrâce vint anéantir tous ces projets.

9. Le triumvirat (1770-1774). — Choiseul avait beaucoup d'ennemis. Les jésuites avaient laissé derrière eux un parti puissant qui ne pardonnait pas au ministre leur expulsion. Le duc d'Aiguillon, qu'il avait fait révoquer de son gouvernement de Bretagne, le chancelier Maupeou, l'abbé Terray, contrôleur des finances, formèrent contre lui un secret triumvirat qui eût été impuissant sans le honteux auxiliaire qu'ils se donnèrent. A Mme de Pompadour, morte en 1764, avait succédé la comtesse du Barry, dont la seule présence était une souillure pour Versailles. Le duc de Choiseul refusa de plier devant son crédit cynique. Elle jura sa ruine et obséda le roi pour l'obtenir. Le triumvirat la poussait et lui fournissait les raisons sérieuses quand elle avait épuisé les saillies inconvenantes : Choiseul, disait-on au

roi, était le chef des philosophes, et le vicieux monarque détestait leur liberté de penser; l'ami des parlements, et Louis s'irritait de leur intervention dans les affaires publiques; il ne rêvait que guerre, et le roi ne voulait que paix. Cette cabale enfin triompha, et en 1770 Choiseul fut exilé par un billet laconique dans sa terre de Chanteloup, près d'Amboise, où le suivit tout un cortège de partisans et d'amis qui ne craignirent pas, cette fois, de déserteur la cour, tant les temps étaient changés! Louis XV, dit-on, fit un jour, de ce ministre, un éloge qui était sa propre condamnation: quand il apprit que la Russie, l'Autriche et la Prusse venaient de se partager la Pologne: « Ah! cela ne serait pas arrivé, s'écria-t-il, si Choiseul eût été encore ici! » Il ne remonta jamais au ministère; mais son influence auprès de Marie-Antoinette lui permit de servir encore indirectement la France en poussant Louis XVI à prendre parti pour les Américains;

D'Aiguillon prit la place de Choiseul aux affaires étrangères, mais pour détruire l'œuvre de son prédécesseur. S'il conserva au début quelques agents en Pologne, s'il fit au futur Gustave III, lors de son voyage en France, des promesses de subsides, il se désintéressa de tout le reste avec la plus complète indifférence. La politique extérieure de ses trois années et demi de ministère (1770-1774) se résume, en un mot: c'est la politique du néant.

10. Réforme judiciaire du chancelier Maupeou. — Pendant tout ce siècle, les parlements avaient montré l'esprit d'indépendance qui était alors dans l'air et que tout le monde respirait. En face d'un gouvernement débile, leur ambition grandissait, et ils avaient cherché à étendre leur autorité jusqu'aux affaires de l'État. Édits du roi, bulles du pape, mandements des archevêques, écrits des philosophes, tout était traduit à leur barre, et, pour avoir raison de cette opposition, il fallait recourir sans cesse aux lits de justice, aux lettres de cachet, même à l'exil. La chute de Choiseul qui les soutenait, l'entrée aux affaires de d'Aiguillon qui était leur ennemi, de Maupeou à qui on prêtait des idées de réforme judiciaire, faisaient

pressentir aux parlements le sort qui les attendait. Ces craintes furent bientôt réalisées.

Le parlement de Bretagne avait eu de longues querelles avec le duc d'Aiguillon, gouverneur de cette province, qui avait toujours soutenu la cause des jésuites. Le procureur général La Chalotais avait malmené dans ses réquisitoires le protecteur aussi bien que les protégés. D'Aiguillon se vengea par un acte arbitraire : il fit jeter La Chalotais en prison. Le parlement de Rennes intenta aussitôt un procès à d'Aiguillon ; et, comme il était pair de France, le procès fut évoqué au parlement de Paris, qui allait condamner le duc, quand le roi, dans un lit de justice, arrêta la procédure. Alors les magistrats déclarèrent que, « dans leur douleur profonde, ils n'avaient pas l'esprit assez libre pour décider des biens, de la vie et de l'honneur des sujets du roi », et l'administration de la justice fut suspendue. « Ils veulent mettre la couronne au griffe », disaient Maupeou et le roi. C'est à ce moment que Choiseul fut renvoyé, et sa place donnée à d'Aiguillon.

Dans la nuit du 19 au 20 février 1771, cent soixante-neuf magistrats furent réveillés par l'arrivée de deux mousquetaires, qui leur enjoignirent de signer un *oui* ou un *non* à l'ordre de reprendre leurs fonctions. Trente-huit seulement signent *oui* et se rétractent le lendemain. La nuit suivante, un huissier leur signifie la confiscation de leur charge, et des mousquetaires leur apportent des lettres de cachet qui les relèguent en divers lieux : à la fin de l'année, il y avait plus de sept cents magistrats en exil.

L'antique parlement de Paris n'existait plus ; Maupeou avait le champ libre pour appliquer ses idées de réforme judiciaire. Elles consistaient dans ces trois points essentiels : diminution de l'étendue des ressorts de justice, et, pour cela, création dans le ressort du parlement de Paris de six conseils supérieurs, à Arras, Blois, Châlons, Clermont-Ferrand, Lyon, Poitiers ; suppression de la vénalité des offices ; suppression des vacations et épices, c'est-à-dire gratuité de la justice. Appliquée d'abord au parle-

ment de Paris (1771), cette réorganisation fut étendue ensuite aux parlements de province.

On ne peut contester aujourd'hui que cette réforme ne réalisât un véritable progrès; mais personne ne voulut voir ce qu'elle pouvait avoir de bon, d'utile, de nécessaire même; on ne vit que le renvoi brutal d'une magistrature qui faisait de l'opposition et, pour cela même, très populaire, et son remplacement par une nouvelle que l'on disait servile et vendue au pouvoir. Les railleries accablèrent de toutes parts le parlement nouveau auquel on attachâ le nom de Maupeou. L'aventure d'un de ses membres, le fameux Goézman, que Beaumarchais dans ses *Mémoires* étincelants de verve et dévorés de la foule, convainquit de s'être vendu, lui fut un coup terrible. « Sire, dit au roi le comte de Noailles, nous pouvons espérer que votre parlement réussira : il commence à *prendre*. »

Ce qui était le plus grave, c'est que l'opinion publique s'était enfin sérieusement émue; que l'opposition parlait même autour du trône, que tous les princes du sang, un seul excepté, que treize pairs, protestaient « contre le renversement des lois de l'État », qu'enfin le nom redoutable des états généraux était prononcé par les parlements de Toulouse, de Besançon, de Rouen, et à Paris même, où la cour des aides, par la bouche du vertueux Lamoignon de Malesherbes, avait fait entendre les paroles suivantes : « Pour la première fois, Sire, depuis l'origine de la monarchie, nous venons de voir la confiscation des biens et celle des offices prononcées sur une simple allégation et par un arrêt de votre conseil.... Le peuple avait autrefois la consolation de présenter ses doléances aux rois vos prédécesseurs; mais depuis un siècle et demi, les états n'ont point été convoqués. Jusqu'à ce jour, au moins la réclamation des cours suppléait à celle des états, quoique imparfaite; mais aujourd'hui l'unique ressource qu'on avait laissée au peuple lui est aussi enlevée.... La noblesse, qui approche de près Votre Majesté, est forcée de garder le silence; enfin l'accès du trône semble se fermer aux princes mêmes du sang. Interrogez donc, Sire, la nation elle-

même, puisqu'il n'y a plus qu'elle qui puisse être écoutée de Votre Majesté. » Bientôt, en effet, il faudra que la nation vienne elle-même, mais pour tout reconstruire, car tout s'ébranle et chancelle. Richelieu et Louis XIV avaient détruit l'importance politique de la noblesse : Louis XV détruisant le grand corps de la magistrature, qu'allait-il donc rester pour étayer le vieil édifice et couvrir le monarque ?

11. Pacte de famine, lettres de cachet, banqueroute. — Et chaque jour la honte de ce monarque augmente. En 1775, c'est la Pologne, que l'Autriche, la Prusse et la Russie se partagent, sans que la France fasse rien pour empêcher cette exécution de tout un peuple. En 1767, c'est l'association dite *le pacte de famine*, qui renouvelle son bail pour l'accaparement des grains et qui crée les famines artificielles de 1768 et 1769. Louis XV était un des actionnaires de cette monstrueuse compagnie. Pour regagner ce que lui coûtaient ses plaisirs, il agio-tait sur les blés, il spéculait sur la disette. Ce sont les lettres de cachet, qu'on prodigue d'une effrayante manière, et par lesquelles la liberté des citoyens est livrée aux riches et aux puissants qui ont une passion à assouvir ou une vengeance à satisfaire. C'est l'abbé Terray enfin, cet homme qui avait été l'un des organisateurs du pacte de famine et qui regardait le peuple « comme une éponge qu'il faut pressurer » ; il ne savait pas qu'un impôt exagéré est ruineux pour le fisc même, parce qu'il empêche la formation de la matière imposable ou qu'il la détruit quand elle est formée. Terray remania tout le système des contributions de manière à rendre les taxes accablantes. La misère s'accrut, le revenu n'augmenta pas, et il ne trouva d'autre remède pour réduire la dette de l'État qu'une banqueroute. Aux clameurs qui s'élevaient de toutes parts, Terray répondait froidement : « Le roi est le maître ; la nécessité justifie tout. » Il n'en laissa pas moins subsister un déficit annuel de 41 millions. Et cependant, depuis 1715, les impôts avaient plus que doublé, étant montés de 165 millions à 365. Louis XV

prévoyait bien que quelque terrible expiation approchait ; mais dans son égoïsme il s'en consolait en pensant que la catastrophe tomberait sur une autre tête : « Ceci durera bien autant que moi, » disait-il ; mon successeur s'en tirera comme il pourra. » Aussi sa mort (10 mai 1774) fut-elle accueillie avec une joie universelle.

CHAPITRE XXI

L'EUROPE ORIENTALE DANS LA SECONDE MOITIÉ DU XVIII^e SIÈCLE¹.

1. État de la Suède, de la Turquie et de la Pologne au XVIII^e siècle. —
2. Catherine I^{re} (1725-1727). Pierre II (1727-1730). Anne (1730-1740).
— 3. Ivan VI (1740-1741). — 4. Élisabeth (1741-1762). Pierre III
(1762). — 5. Catherine II (1762-1796). — 6. Intrigues russes et
prussiennes en Pologne; élection de Poniatowski (1764). — 7. Af-
faire des dissidents; confédération de Bar (1763). — 8. Victoires des
Russes sur les Turcs (1769-1770). — 9. Premier partage de la
Pologne (1773). — 10. Révolte de Pougatchef (1775). — 11. Traité
de Kaïnardji avec les Turcs (1774). — 12. Soumission des Cosaques
(1775). — 13. Seconde guerre contre les Turcs; traité de Jassy
(1792). — 14. Deuxième partage de la Pologne (1793). — 15. Troi-
sième et dernier partage de la Pologne (1795). — 16. Mort de Ca-
therine II (1796). — 17. Révolution opérée en Suède par Gustave III
en 1772.

**1. État de la Suède, de la Turquie et de la Po-
logne au XVIII^e siècle.** — L'Europe orientale est une
plaine immense bordée au nord et au sud par deux mers
et deux péninsules montagneuses. Les Polonais et les
Russes se sont disputé cette plaine et y ont dominé tour à
tour, les uns au moyen âge, les autres dans les temps
modernes. Des deux péninsules, la Scandinavie et la
Thrace, sortirent aussi deux peuples qui essayèrent d'en-
tamer la plaine : les Turcs prirent tout le versant de la mer
Noire; les Suédois occupèrent presque tout le bassin de la
Baltique. Ainsi la Suède, la Pologne et la Turquie, contenant
la Russie, lui barraient les routes de l'occident et lui fer-

1. Rulhière, *Histoire de l'anarchie de Pologne et du démembrement de
cette république*; Gelfroy, *Histoire des États scandinaves*; Rambaud, *His-
toire de Russie*; Léger, *Histoire de l'Autriche-Hongrie*; de la Jonquière,
Histoire de l'empire ottoman; Sorel, *La question d'Orient au XVIII^e siècle*.

maient l'accès des mers européennes. Pierre le Grand s'était déjà ouvert la Baltique; sa fille Élisabeth allait conquérir une partie de la Finlande; Catherine II allait s'ouvrir l'Euxin, et, par le démembrement de la Pologne, porter sa frontière occidentale jusqu'à la Vistule.

Comment ce peuple, né d'hier, put-il ainsi prévaloir contre ses glorieux voisins? Ce fut moins par sa force, quoiqu'elle fût grande, que par leur faiblesse.

La Suède, trop pauvre pour faire seule la guerre devenue si coûteuse, trop mal peuplée pour tenir tête, comme autrefois, avec ses petites armées, aux multitudes qu'on a pris, depuis Louis XIV, l'habitude de mettre sur pied, venait de dépenser, avec Charles XII, jusqu'à son dernier soldat et son dernier écu. Il lui fallait du temps et du repos pour se remettre. En attendant, la Russie y avait acheté un parti qu'on appelait les *bonnets*, et, jusqu'à Gustave III, elle la tiendra, par son or, dans sa dépendance.

Les Turcs avaient de bonnes frontières et de belles provinces, mais ils avaient perdu leur élan guerrier. Après un siècle de courses furieuses et de victoires à travers l'Europe et l'Asie, ce peuple, né sous la tente et mal préparé pour la richesse et la domination, était retombé dans l'apathie orientale. Les sultans, qui passaient de la prison sur le trône, n'y portaient nulle connaissance des choses et des hommes, et leurs ministres étaient comme eux. La vénalité corrompait tout, l'ordre civil et l'ordre militaire.

Pendant que le monde marchait autour d'eux, les Turcs s'étaient arrêtés, et leur organisation militaire, supérieure au xv^e siècle à celle des Européens, n'ayant pas été améliorée, était devenue très inférieure. Les janissaires n'étaient plus une force contre le dehors, et, au dedans, ils étaient un danger continuel par leur esprit turbulent. Enfin le mépris des Turcs pour les chrétiens les avait empêchés de se mêler à leurs sujets, de sorte qu'ils formaient moins un grand peuple qu'une armée d'occupation campée au nord du Bosphore. Les vaincus, au con-

traire, que leur tolérance, faut-il le dire, avait laissés vivre en corps de nation, formaient en face d'eux une masse de populations deux ou trois fois plus nombreuse, qui ouvrait l'oreille et donnait la main à toutes les intrigues étrangères. Ainsi, en Turquie, superposition violente du petit nombre au plus grand; et ces maîtres, que tant de périls entourent, passent deux siècles à perdre leurs qualités, à augmenter leurs vices, par conséquent à diminuer leur force. Y a-t-il à s'étonner que le souvenir de Mahomet II et de Soliman n'eût plus rien d'effrayant pour l'Europe?

En Turquie cependant il y avait un centre, une autorité : c'est ce qui l'a fait durer. En Pologne, il n'y en avait point. Plaine immense sans frontières naturelles, la Pologne était un État géographiquement mal fait; de plus, et surtout, c'était un État mal organisé qui marchait à rebours de l'Europe et de la civilisation. Une lutte héroïque trois et quatre fois séculaire, contre les Mongols, les Russes et les Ottomans, y avait formé une noblesse très brillante, très batailleuse, mais pas de bourgeoisie, point de peuple. Le paysan était serf. Cent mille nobles s'estimaient tous égaux et prétendaient aux mêmes droits. Dans la diète générale, l'opposition d'un seul député arrêtait tout (*liberum veto*), et, si la diète unanime avait voté une mesure que quelques nobles n'approuvaient pas, ils se confédéraient pour la combattre, et ces insurrections à main armée étaient légales. Un Polonais n'obéissait qu'à la loi qu'il avait approuvée. En théorie, c'était beau; en pratique, détestable : il en résultait l'anarchie en permanence. Ils avaient pris, pour la royauté, depuis 1572, le système électif, sorte de gouvernement qui serait le meilleur, s'il n'était le plus difficile, et qui ne peut être bon que pour une nation très avancée et bien assise, que son éducation politique et sociale a rendue capable de le pratiquer. En Pologne, ce régime n'engendrait que faiblesse et confusion et ouvrait la porte à toutes les intrigues de l'étranger. En outre, cette royauté élective, ils l'avaient réduite à rien, ne lui laissant ni la loi à faire, ni l'armée

à commander, ni la justice à rendre, alors que l'Europe entière accordait à ses rois le pouvoir absolu, c'est-à-dire concentrait dans une seule main toutes les forces nationales. Gustave-Adolphe, Turenne, Frédéric II, renouelaient l'art de la guerre : les Polonais restaient une chevalerie magnifique, sans forteresses, ni artillerie, ni génie. Les haines religieuses s'apaisaient : ils reprenaient, en plein XVIII^e siècle, contre les dissidents luthériens ou grecs, les lois des plus mauvais jours de l'intolérance, et des contemporains de Voltaire montraient toutes les fureurs de la Ligue. Il en coûte d'avoir des paroles sévères contre cette grande infortune ; il faut pourtant bien qu'on sache, pour la leçon des peuples, que si la Pologne a péri, c'est qu'elle n'a pas voulu se sauver en guérissant elle-même ses maux. Mais ses ennemis ont mis à la tuer tant de duplicité et de violence, et, pour leur résister, elle a, dans ses derniers jours et depuis, montré un si héroïque courage, qu'elle a justement gagné en mourant un renom immortel.

2. Catherine I^{re} (1725-1727). Pierre II (1727-1730). Anne (1730-1740). — Après la mort de Pierre le Grand, la cour de Russie fut le théâtre d'intrigues et de révolutions sans nombre. Sa femme, Catherine I^{re}, lui succéda d'abord ; le pouvoir réel appartint à Mentchikof, qui continua l'œuvre du maître auquel il devait tout (1725-1727). L'ascendant de Mentchikof sembla s'accroître encore sous Pierre II, fils du malheureux tsarévitch Alexis. Mais un jeune favori, Ivan Dolgorouki, d'une famille qui prétendait descendre de Rurik, captiva l'esprit du tsar, et le vieux ministre, renversé, fut relégué en Sibérie. Pierre II étant mort prématurément à quinze ans (1730), les Dolgorouki et les Galitzin donnèrent l'empire à la nièce de Pierre le Grand, Anne Ivanovna, duchesse de Courlande, en lui imposant des conditions qui eussent détruit, si elles avaient été observées, l'œuvre de Pierre le Grand au profit de l'aristocratie. Ce fut la première tentative faite par la noblesse pour ressaisir le pouvoir ; la seconde a été la grande conspiration de 1825 ; mai

dans l'intervalle les nobles ont égorgé trois empereurs : Ivan VI, Pierre III et Paul I^{er}.

Anne n'eut pas grand'peine à s'affranchir des entraves mises à son pouvoir. Les Galitzin furent bannis; les Dolgorouki envoyés en Sibérie, et tout plia sous le favori Biren, fils d'un paysan courlandais, qui fit périr dans les supplices tous ceux qui lui portaient ombrage. La Sibérie ne protégea même pas les princes Dolgorouki contre sa haine. Quatre d'entre eux furent écartelés, d'autres décapités; douze mille de leurs partisans périrent dans les supplices; vingt mille furent exilés. En 1757, Anne fit élire son favori duc de Courlande, malgré la résistance de la noblesse de cette province, qui avait, quelques années auparavant, refusé de le reconnaître pour simple gentilhomme. Ce règne ne manqua pourtant point d'un certain éclat. Anne, à l'exemple de Pierre I^{er}, s'entoura d'étrangers, surtout d'Allemands, dont plusieurs montrèrent des talents. La Russie intervint avec succès dans la guerre de la succession de Pologne, et fit reconnaître Auguste III, malgré les droits de Stanislas Leczinski, l'élus de la nation, qu'en 1754 une armée russe assiégea dans Danzig. « Jamais, dans cette guerre, dit un contemporain, 300 Russes ne se détournèrent pour éviter 5000 Polonais. »

La Porte, qui avait souffert l'oppression des Polonais, expia cette faute. L'irlandais Lascy entra dans Azof; l'allemand Munnich força, en 1756, les lignes de Perekop et parcourut la Crimée, mais sans pouvoir la garder. L'année suivante, après l'alliance conclue avec les Autrichiens, il emporta d'assaut Oczakof, le boulevard de l'empire ottoman à l'embouchure du Dnieper; en 1759, il prit Choczim, sur le Dniester, franchit le Pruth, qui avait été si fatal à Pierre le Grand en 1711, et entra dans Jassy, capitale de la Moldavie. Il voulait aller plus loin, franchir le Danube, les Balkans. Il comptait sur un soulèvement des Grecs, et ne doutait pas d'emporter avec eux Constantinople; mais les revers essuyés par les Autrichiens (perte d'Orsova, 1758; défaite de Krotzkâ, près de Belgrade, 1759) obligèrent la Russie à signer la paix

de Belgrade sur la médiation de la France (1739) : elle rendait toutes ses conquêtes et prenait l'engagement de n'avoir ni flotte ni navire d'aucune sorte sur la mer d'Azof et l'Euxin. Munnich est resté célèbre, comme Souvarof, par une énergie quelquefois sauvage. Devant Oczakof, une colonne refusait d'avancer, effrayée par le feu terrible de l'ennemi : Munnich fit pointer le canon derrière elle. Voyant ses soldats feindre des maladies pour rester en arrière, il publia dans son armée une défense d'être malade, sous peine d'être enterré vif. Le lendemain trois soldats subirent ce supplice sur le front du camp.

3. Ivan VI (1740-1741). — Anne avait désigné pour lui succéder son petit-neveu, Ivan VI, encore au berceau, qui était par les femmes un arrière-petit-fils d'Ivan V. Biren devait être régent. Mais la mère du jeune tsar, la duchesse de Brunswick, gagna Munnich, et, au bout d'un mois de règne, Biren fut envoyé en Sibérie. La vanité nationale s'irrita de voir des Allemands disposer ainsi de la couronne et du pouvoir. Élisabeth, seconde fille de Pierre le Grand, avec 105 grenadiers du régiment des gardes Préobrajenski, conduits par le médecin Lestocq, se rendit au palais (1741), s'en empara, relégua la duchesse Anne dans une prison, et y jeta Ivan VI, qui, au bout de vingt-trois années, fut égorgé par ses gardiens.

4. Élisabeth (1741-1762). Pierre III (1762). — Une réaction terrible éclata contre les étrangers. Biren fut rappelé de Sibérie ; Munnich prit sa place, et y resta vingt ans. Beaucoup d'autres eurent le même sort ; quelques-uns, plus heureux, échappèrent, tels que Keith, Laszy, Lowendall, le mathématicien Euler. Le règne d'Anne et d'Ivan VI avait été celui des Allemands, qui occupaient en Russie tous les hauts emplois ; Élisabeth les remplaça par des Russes : Bestoutchef, Voronzof, dirigèrent le gouvernement, Apraxin commanda l'armée. A l'intérieur, elle reprit l'œuvre de Pierre le Grand et multiplia ses établissements (fondation des universités de Saint-Petersbourg et de Moscou, d'une académie des

beaux-arts à Saint-Petersbourg, d'un gymnase à Kazan, d'écoles jusqu'en Ukraine et à Orenbourg, construction du palais d'Hiver, etc.); elle augmenta la flotte et fortifia l'armée; enfin elle abolit la peine de mort et la remplaça par la déportation en Sibérie, ce qui fut souvent, il est vrai, la même chose. Intimement liée au début de son règne avec l'ambassadeur de Louis XV, le marquis de la Chétardie, elle mit à la mode les mœurs et la langue du pays de son favori. La littérature française remplaça à sa cour celle de l'Allemagne, et des acteurs français y jouèrent des pièces de notre théâtre. C'est elle qui fit remettre à Voltaire les documents demandés par lui pour écrire l'histoire de Pierre le Grand.

Au dehors, elle intervint avec succès dans les affaires du continent : elle conquiert la Finlande, que la médiation de l'Angleterre l'empêcha de garder tout entière (traité d'Abo, 1743). Ennemie de la France durant la guerre de la Pragmatique, elle revint, dans la guerre de Sept ans, à l'idée de son père, celle d'unir la Russie à la plus grande puissance continentale de l'occident contre l'État, Autriche ou Prusse, qui, en Allemagne, visait à la prépondérance. La Prusse venait de l'acquérir; Élisabeth voulut la lui ôter, pour n'avoir pas un voisin si fort. Son armée battit en plusieurs rencontres celle de Frédéric II et ses troupes entrèrent à Berlin. Sa mort sauva la Prusse d'une ruine inévitable (1762). Élisabeth avait véritablement préparé la grandeur de Catherine II.

Pierre III, qui lui succéda, était fils d'un duc de Holstein-Gottorp et de la fille aînée de Pierre le Grand. Il se déclara l'allié de Frédéric et mit les troupes russes à sa disposition. Mais ce prince incapable ne régna guère : au moment où il allait punir les désordres de sa femme, celle-ci le prévint, le détrôna et le fit étrangler. Elle prit le nom de Catherine II.

5. Catherine II (1762-1796). — Catherine II, princesse d'Anhalt-Zerbst, était allemande; mais elle s'attacha à faire oublier son origine, flatta l'orgueil moscovite en affectant de respecter les habitudes de ses sujets; et,

si elle se servit d'étrangers, ce fut sans se laisser dominer par eux. Elle joignit à beaucoup de vices, qui étaient ceux du temps, une vigueur d'esprit et une activité qu'aucun souverain, Frédéric excepté, ne montrait alors. Véritable successeur de Pierre, elle acheva la création du grand tsar, et fit de l'empire russe une puissance de premier ordre. Deux questions dominèrent



Catherine II.

sa politique étrangère : la question polonaise et la question turque.

6. Intrigues russes et prussiennes en Pologne; élection de Poniatowski (1764). — D'abord elle rétablit Biren dans le duché de Courlande; puis, après la mort d'Auguste III, elle proposa pour roi de Pologne une de ses créatures, Stanislas Poniatowski. Malgré l'opposition des patriotes, ayant à leur tête l'intrépide Mokranowski, qui refusèrent de délibérer sous la pression des

baïonnettes russes, le candidat russe fut proclamé sous le nom de Stanislas-Auguste (7 septembre 1764).

La Pologne, colosse vermoulu et sans base, puisqu'elle n'avait pas de peuple, sans tête, puisque, à vrai dire, elle n'avait pas de roi, ne pouvait être sauvée que par une réforme énergique; mais cette réforme, ni la Russie ni la Prusse ne voulurent la laisser s'accomplir. Frédéric II, qui n'avait de scrupule d'aucune sorte, roulait depuis longtemps dans sa tête le plan d'un démembrement de la Pologne qui lui donnerait le territoire placé entre ses provinces de Prusse et de Poméranie. De bonne heure, il sonda la tsarine sur ce projet; mais Catherine feignit de ne pas comprendre, se réservant déjà la Pologne pour elle seule. Ils s'entendirent pourtant sur un point : la conservation de l'anarchie dans ce malheureux État, et, avant l'élection de Poniatowski, conclurent un traité d'alliance où le maintien de la constitution polonaise était stipulé.

7. Affaire des dissidents; confédération de Bar (1768). — Il ne fut pas difficile de pousser les Polonais à de dangereuses résolutions : l'affaire des dissidents (on appelait ainsi les catholiques grecs et les luthériens) servit de prétexte. Catherine déclara qu'elle les prenait sous sa protection et obligea la diète à retirer les lois édictées contre eux. Les évêques protestent : l'ambassadeur russe à Varsovie en fait arrêter deux qu'il envoie en Sibérie. Rome s'indigne, Ferney applaudit, Frédéric II attend. Il n'attendit pas longtemps, Les catholiques forment la confédération de Bar (1^{er} mars 1768), qui prend pour étendard une bannière de la Vierge et de l'enfant Jésus. La croix latine marche contre la croix grecque; les paysans égorgent leurs seigneurs; la Pologne nage dans le sang. Les Prussiens entrent dans les provinces de l'ouest, les Autrichiens dans le comté de Zips; les Russes sont partout.

8. Victoires des Russes sur les Turcs (1769-1770). — L'Angleterre, inquiète déjà des dispositions de ses colonies d'Amérique, se tenait à l'écart des affaires conti-

mentales; mais en France, Choiseul cherchait à sauver la Pologne. Il avait envoyé auprès des confédérés de Bar Dumouriez comme agent secret. Il pensait aussi que le meilleur moyen de s'opposer aux ambitions de Catherine, c'était de faire prendre les armes aux Turcs; et, en 1768, le sultan Mustapha III, poussé par de Vergennes, l'ambassadeur de France, déclara la guerre à la Russie, à la suite d'une violation de son territoire par les Cosaques Zaporogues qui avaient poursuivi jusque sur les terres ottomanes quelques-uns des confédérés de Bar. Mais les armées de Catherine eurent partout l'avantage : à Choczim et à Azof, en 1769; près d'Ismail, à Bender, en 1770; la Moldavie, la Valachie furent occupées, et une flotte russe, conduite par des officiers anglais, apparut dans la Méditerranée après avoir fait le tour de l'Europe, et incendia la flotte ottomane dans la baie de Tchesmé, au sud-ouest de Smyrne (1770). Toute l'Europe applaudit à ce coup. Il fallait, disait-on, chasser les *barbares* de l'Europe, et on voyait avec joie les Russes se charger de l'exécution. Un seul homme, Montesquieu, jugeait l'empire des Ottomans nécessaire à l'équilibre européen; mais l'Autriche, inquiète des progrès de Catherine II sur le bas Danube, signa un traité secret avec la Porte. Frédéric aussi s'effrayait. Il ramena, malgré elle, Catherine II aux affaires de Pologne, en laissant entrevoir l'union menaçante de la Prusse et de l'Autriche. Son frère Henri alla à Moscou décider l'impératrice.

9. Premier partage de la Pologne (1773). — La spoliation ne s'accomplit pas sans lutte : mais les défenseurs de la Pologne, Paulawski, le français Dumouriez, Oginski, grand général de Lithuanie, ne purent par leur courage suppléer au nombre. Les Turcs mêmes les abandonnèrent en signant un armistice avec la Russie (1772). Une poignée d'officiers et de soldats français, sous le brave Choisy, résista héroïquement dans Cracovie, et y soutint un long siège. Le roi Stanislas-Auguste, comme s'il ne se fût agi ni de lui ni de son pays, laissait faire et restait à Varsovie, au milieu des Russes. Pour en finir,

les trois cours déclarèrent que ceux qui prendraient les armes en Pologne seraient traités comme brigands et incendiaires, et, le 5 août 1772, fut conclu, entre elles, à Pétersbourg, le traité de partage que, le 26 septembre, leurs ambassadeurs notifièrent au roi et à la république de Pologne.

L'impératrice-reine Marie-Thérèse, l'impératrice de toutes les Russies Catherine II, et le roi de Prusse, Frédéric II, voulant, disaient-ils, arrêter l'effusion du sang en Pologne et y rétablir la tranquillité, ont résolu de faire valoir leurs droits « aussi anciens que légitimes » sur plusieurs provinces polonaises. En conséquence, les trois puissances demandaient la convocation de la diète afin de régler avec elle les nouvelles limites de la république. La diète fut tenue en effet à Varsovie, le 19 avril 1773, et le traité y fut accepté. La Russie obtint tout le pays situé à l'est de la Duna, c'est-à-dire la Livonie polonaise, tout le palatinat de Mielislaw, les extrémités de celui de Minsk et une partie de ceux de Vitebsk et de Polock; l'Autriche se réserva la Galicie et la Lodomélie, avec les riches salines de Wieliczka et de Sambar; la Prusse acquit la Pologne prussienne, sauf Danzig et Thorn, avec la grande Pologne jusqu'à la Netze, ce qui réunissait enfin la province de Prusse à ses états allemands, et mettait dans sa dépendance la plus grande partie du commerce de la Pologne. Ces provinces avaient été occupées même avant la fin de l'année 1772. Les trois puissances garantirent d'ailleurs solennellement à la Pologne le reste de ses possessions.

10. Révolte de Pougatchef (1773). — La même année 1773 où s'accomplissait cette grande iniquité, un aventurier, nommé Pougatchef, d'abord soldat, puis déserteur, enfin bandit, se fit passer chez les Cosaques, ses compatriotes, pour Pierre III, échappé à ses assassins. Il rassembla une armée nombreuse, fit de rapides progrès, grâce à la guerre contre les Turcs qui avait dégarni de troupes le sud-est de la Russie, jeta la terreur dans Moscou; qu'il aurait dû attaquer, au lieu de perdre son temps

au siège d'Orenbourg, et, repoussé par le prince Galitzin, alla prendre et saccager Kazan. Mais il s'était aliéné l'esprit des populations en ravageant tout sur son passage : aussi son parti diminua-t-il peu à peu ; il fut enfin livré, par un de ses complices, moyennant 100 000 roubles, amené à Moscou dans une cage de fer, et décapité avec cinq de ses partisans, en 1775.

11. Traité de Kaïnardji avec les Turcs (1774). — Les hostilités, momentanément interrompues avec la Turquie en 1772, avaient recommencé en 1773. La guerre, d'abord favorable aux Turcs qui firent deux fois lever le siège de Silistrie, tourna encore à l'avantage de la Russie. Le général Romanzof battit le grand vizir près de Kaïnardji, en Bulgarie, et obtint, le 10 juillet 1774, le traité du même nom, qui renversa au profit de la Russie l'équilibre des forces dans l'Europe orientale. La Turquie reconnut l'indépendance des Tartares de la Crimée et du Kouban, qui ne tardèrent pas à subir l'influence moscovite, accorda aux Russes la libre navigation de la mer Noire, et leur céda Kinburn, Iénikalé, Kertch, Azof, Taganrog, avec la langue de terre comprise entre le Dnieper et le Bûg, plus une indemnité de guerre de 35 millions. Une amnistie lui fut imposée pour les Grecs qui s'étaient soulevés en faveur des Russes, et un droit de protectorat fut accordé aux tsars sur la Moldo-Valachie. Le traité ne stipulait rien pour la Pologne, causé occasionnelle de la guerre. Ce silence même était une ratification de l'iniquité de 1772.

12. Soumission des Cosaques (1775). — L'année suivante (1775), Catherine mit fin, en la subjuguant, à la redoutable république des Cosaques Zaporogues, qui formaient dans l'empire un État à part, vivaient de brigandages et arrêtaient l'affermissement de la domination russe au nord de l'Euxin.

13. Seconde guerre contre les Turcs; traité de Jassy (1792). — Le partage de la Pologne n'avait fait que mettre en goût les cours spoliatrices. Après la paix de Kaïnardji, le gouvernement de Marie-Thérèse se fit

céder par la Turquie la petite province de Bukowine aux sources du Sereth et du Pruth. De son côté, Catherine II était prête à traiter la Turquie comme une autre Pologne.

Dès l'année 1777, la tsarine, au mépris du traité de Kaïnardji, fit entrer des troupes en Crimée, dont le khan lui vendit la souveraineté moyennant une pension qu'on ne lui paya pas. En 1785, elle en prit possession, et Potemkin y commença en 1786 Sébastopol; elle s'empara aussi du pays du Kouban, et fit accepter son protectorat au roi de Géorgie, Héraclius : la domination russe franchissait le Caucase. Catherine portait ses vues plus loin encore; elle donna au second de ses petits-fils le nom de Constantin; elle fit frapper une médaille à son effigie portant au revers Constantinople avec les sept tours écrasées par la foudre, et annonça fastueusement ses projets par un voyage triomphal en Tauride (1787), durant lequel elle s'entendit avec l'empereur Joseph II pour le partage de l'empire turc. A Kherson, un arc de triomphe portait une inscription grecque, que le ministre d'Angleterre traduisit un peu librement par ces mots : « *Chemin de Byzance* ». Le traducteur avait tort, mais l'ambassadeur avait raison. Catherine eut en effet, vers ce temps-là, avec le comte de Ségur, une conversation où elle ne cachait pas ses projets : « Rien ne serait plus facile, disait-elle, que de rejeter les Turcs en Asie. La France aurait pour son lot Candie ou l'Égypte. »

Le sultan Abdul-Hamid répondit à ces provocations par une déclaration de guerre (1787); mais, en la déclarant à Catherine, il la déclarait aussi à son allié Joseph II. Attaqués à la fois par les Russes et les Autrichiens, les Turcs tinrent d'abord bravement tête aux assaillants; les Autrichiens furent rejetés derrière la Save, Joseph II battu à Temesvar, et les Russes vaincus dans une bataille navale en vue de Sébastopol (1788). Mais Choczim et Oczakof furent pris; l'année suivante, les Russes étaient vainqueurs à Fokschani, les Autrichiens prenaient Belgrade, Potemkin s'emparait de Bender, et Souvarof entra dans

Ismail après un affreux carnage. Heureusement la défiance de la Prusse s'éveilla; elle conclut une alliance avec la Porte. La Hollande, l'Angleterre, s'unirent à elle et, aux conférences de Reichenbach, obligèrent Léopold, successeur de Joseph II, mort en 1790, à accorder au Divan la paix de Sistova, qui ne coûtait à la Turquie que Orsova et un district de la Croatie sur la rive gauche de la haute Unna (1791). En même temps, 80 000 Prussiens se réunissaient en vue des frontières russes. Catherine II, inquiète de ces dispositions hostiles, accepta les préliminaires de Galatz (1791). Le traité de Jassy donna le Dniester pour frontière aux deux empires. La Russie gardait, avec la forteresse d'Oczakof, la Crimée et le Kouban (1792). Elle avait dépensé, dit-on, à ces conquêtes, plus d'un million d'hommes; mais c'était une mise de fonds que la tsarine ne regrettait pas.

14. Deuxième partage de la Pologne (1793). — La Pologne paya pour la Turquie. Le premier démembrement avait ouvert les yeux, et tout le monde dans le royaume comprenait que le seul moyen de sauver le pays était de changer sa constitution anarchique. Le successeur de Frédéric II, Frédéric-Guillaume II, encourageait les réformateurs par crainte de la Russie, et promettait son alliance si l'on portait l'armée à 60 000 hommes bien organisés. La diète décréta, en 1791, que le *liberum veto* et la loi d'unanimité seraient abolis, le pouvoir législatif partagé entre le roi, le sénat et les nonces, le pouvoir exécutif confié à un roi héréditaire. Le plus vif enthousiasme éclata dans la nation; mais on perdit du temps à décréter ces réformes. Quand on voulut les exécuter, les dispositions de la Prusse étaient encore changées. Elle était rentrée dans l'alliance de l'Autriche, à cause des affaires de France, et comptant aller avec elle étouffer la révolution au milieu de Paris, elle ne pouvait plus en favoriser une autre à Varsovie. La Pologne, abandonnée à elle-même, envoya vainement 8 000 soldats lutter contre 20 000 Russes; elle fut de nouveau démembrée, sous prétexte que les patriotes polonais étaient des jacobins. Par

deux traités signés le 15 juillet et le 25 septembre 1793, la Russie prit la moitié de la Lithuanie, la Podolie, le reste des palatinats de Polock, de Minsk, une portion de celui de Vilna et la moitié de ceux de Nowogrodek, de Brzesc et de Wolhynie. La Prusse obtint la meilleure partie de la grande Pologne, avec Thorn et Danzig, qu'elle convoitait depuis longtemps, plus Czenstokova dans la petite Pologne. Il restait un lambeau de la Pologne : comme en 1773, une clause dérisoire garantit à la république l'intégrité des possessions qui lui étaient laissées.

Par une suprême dérision, on avait obligé les Polonais à ratifier eux-mêmes la spoliation. Une assemblée fut réunie à Grodno, cernée par des grenadiers russes. Un jour entier et une nuit (23 septembre) ses membres restèrent assis sur leurs bancs sans parler. Lorsque enfin, à trois heures du matin, Bielinski, le maréchal de la diète, demanda si les députés autorisaient leur délégation à signer le traité, personne encore ne répondit. Cependant une voix dit : « Le silence équivaut au consentement ». Tous se levèrent et sortirent en pleurant. Ils se soumettaient à la nécessité ; du moins, ils ne la ratifiaient ni du cœur ni des lèvres.

15. Troisième et dernier partage de la Pologne (1795). — Ce scandaleux marché amena un soulèvement. A la tête de 4000 Polonais mal armés, et comptant sur l'appui de l'Autriche, qui n'avait pas pris part au second démembrement, Kosziusko marcha à l'ennemi et battit 12000 Russes à Raslawice. Varsovie chassa sa garnison, et l'insurrection se propagea rapidement (1794) ; mais elle manquait de moyens matériels et elle était troublée par des divisions intérieures. L'accession de l'Autriche à la coalition de la Prusse et de la Russie fut pour les Polonais le coup mortel. Kosziusko, vaincu à Maciejowice (10 octobre 1794) par Souvarof, tomba percé de coups. Il fut pris avec son ami, le poète Niewcevicz, et emmené en Russie, où il fut retenu captif jusqu'à la mort de Catherine. La Pologne était morte, suivant le mot qu'on prête au

héros polonais : *Finis Poloniæ!* Souvarof marcha aussitôt sur Varsovie, et s'en empara après l'assaut de Praga, qui rappela celui d'Ismaïl. Poniatowski abdiqua pour une pension de 200 000 ducats, qu'il ne toucha pas longtemps, étant mort à Saint-Petersbourg le 11 février 1797, et le partage définitif du pays fut conclu entre les trois puissances. L'Autriche eut la plus grande partie du palatinat de Cracovie, ceux de Sandomir et de Lublin, et s'étendit jusqu'au cours supérieur du Bug; la Prusse obtint une partie de la Lithuanie en deçà du moyen Niemen et la majeure partie de la Podlachie et de la Masovie; Varsovie était dans le lot prussien. La Russie garda tout le reste (1795).

Ainsi fut consommée cette honteuse violation du droit des nations qui retrancha de l'Europe la patrie de Sobieski : iniquité doublement fatale et par ce qu'elle fit et par ce qu'elle autorisa à faire. Si, dans les traités qui suivirent les grandes guerres de la Révolution, les peuples furent partagés comme des troupeaux, les pays comme des fermes, à la convenance des vainqueurs du jour, ce fut l'application des exemples donnés par les auteurs de cette spoliation.

16. Mort de Catherine II (1796). — Catherine mourut l'année suivante (9 novembre 1796) d'une attaque d'apoplexie foudroyante. Les Russes l'appellent la Grande; les moralistes, la Messaline du nord, et tous ont raison; car, en bien comme en mal, elle a dépassé la commune mesure : c'est le second Pierre le Grand de la Russie. Elle faisait exécuter par Pallas, Falks et Billings, des voyages de découvertes ou d'explorations scientifiques, et elle flattait la civilisation occidentale dans ses principaux représentants. Elle réunissait solennellement les députés de toutes ses provinces pour leur faire écrire un code des lois de l'empire, qui ne s'écrivit pas. Elle laissait agiter la question de l'abolition du servage, au sujet duquel Montesquieu venait de dire : « Celui qui a des esclaves s'accoutume insensiblement à manquer à toutes les vertus morales et devient fier, prompt, dur, colère, voluptueux »

et cruel » ; mais pas un serf n'était affranchi. Elle appelait les étrangers en Russie, mais laissait bien peu de Russes visiter les pays étrangers. Quoi qu'il en soit, la tsarine qui a porté la Russie jusqu'à la mer Noire, au Dniester et au Niemen, a bien mérité d'être appelée la Grande.

17. Révolution opérée en Suède par Gustave III, en 1772¹. — La Suède était menacée du même sort que la Pologne, parce qu'elle était divisée aussi par les factions, le parti français ou des *chapeaux* et le parti russe ou des *bonnets*, et qu'à Stockholm, comme à Varsovie, la royauté était sans force. En 1741, les *chapeaux* firent déclarer la guerre à la Russie pour déchirer le traité de Nystad ; cette guerre tourna mal, et, sans l'assistance de l'Angleterre qui interposa sa médiation, la Suède eût perdu la Finlande ; elle n'en céda, par le traité d'Abo (1743), que quelques districts. De ce jour l'influence de la Russie devint prépondérante en Suède, et l'argent, les promesses de l'étranger, entretenirent les factions qui empêchaient la réorganisation de ce pays. Le roi Adolphe-Frédéric (1751-1771) songea bien à faire la révolution que son fils Gustave III accomplit ; mais il recula devant les menaces de ses deux puissants voisins. On se souvient du traité de 1764 qui servit de point de départ au démembrement de la Pologne ; une convention semblable, qui n'a été connue qu'en 1847, fut conclue entre la Prusse et la Russie pour le maintien de la constitution, c'est-à-dire de l'anarchie en Suède. La décision de Gustave III en prévint les effets. Parvenu au trône en 1771, il accomplit en 1772 un coup d'État sans effusion de sang, et le compléta en 1789 par « l'acte d'union et de sûreté ». L'aristocratie fut dépouillée de sa haute situation politique et la royauté prit en mains le gouvernement du pays. La Suède inclinait peut-être à présent vers le despotisme ; mais au moins était-elle délivrée de l'anarchie et des intrigues de la Russie.

1. Pour plus de détails sur la Suède, voyez le chapitre xiv, n° 9.

En 1788, quand éclata la seconde guerre de Catherine et des Turcs, Gustave, qui comprenait que la cause de la Turquie et de la Pologne était la sienne, déclara la guerre aux Russes; mais, après une pointe hardie en Finlande qui le mena presque aux portes de Pétersbourg, il fut obligé de reculer, trahi par ses officiers nobles. L'avantage qu'il remporta à la bataille navale de Swenska-Sund (1790) lui permit au moins de conclure honorablement la paix de Varela; qui fut peu brillante, puisqu'elle ne lui rendait pas un pouce de terre, et l'obligeait à abandonner la Turquie. Deux ans après, les nobles l'assassinèrent (16 mars 1792). Il avait réussi dans son œuvre de restauration monarchique; mais il n'avait pu ébranler l'édifice que la Russie avait élevé sur les bords de la Baltique.

CHAPITRE XXII

L'ANGLETERRE AU XVIII^e SIÈCLE ; HISTOIRE INTÉRIEURE¹.

1. Retour sur l'histoire intérieure de l'Angleterre depuis 1688. Guillaume III et Marie II (1688-1702). — 2. Anne Stuart (1702-1714). — 3. Maison de Brunswick-Hanovre : George I^{er} (1714-1727) et Walpole. — 4. George II (1727-1760). — 5. Expédition du prétendant (1745-1746). — 6. William Pitt. — 7. George III (1760-1820). — 8. Gouvernement parlementaire. — 9. Locke ; sa théorie du gouvernement. — 10. L'aristocratie anglaise. — 11. La tribune et la presse. — 12. Les lettres et les arts. — 13. Sciences et industrie.

1. Retour sur l'histoire intérieure de l'Angleterre depuis 1688. Guillaume III et Marie II (1688-1702). — La révolution de 1688 avait eu pour résultats, au dedans, de faire revivre les libertés nationales, soit politiques, soit religieuses ; au dehors, de substituer à la Hollande épuisée l'Angleterre, comme adversaire de la France et de Louis XIV. La guerre de la ligue d'Augsbourg et celle de la succession d'Espagne ruinèrent la marine de la France et permirent à sa rivale de saisir le sceptre des mers. La guerre n'est pas d'ordinaire favorable aux libertés publiques ; cependant l'Angleterre affermit les siennes durant cette grande lutte. Guillaume III ne trouvait à l'intérieur que gêne et contrariété : on le contraignit à renvoyer sa garde hollandaise ; son revenu lui était parcimonieusement mesuré par les Chambres, et il n'obtenait de subsides qu'en faisant des concessions aux dépens de la prérogative royale. Aussi le voyait-on plus souvent à la Haye qu'à Londres, et l'on disait qu'il n'était que stathouder en Angleterre, mais qu'il était roi en Hol-

1. Macaulay, *William Pitt (Essais historiques)* ; Taine, *Histoire de la littérature anglaise* ; Fleury, *Histoire d'Angleterre*.



La reine Anne.

lande. Il mourut d'une chute de cheval le 16 mars 1702. Sa femme, la reine Marie, l'avait précédé de sept ans au tombeau, et comme il ne laissait pas d'enfant, la seconde fille de Jacques II lui succéda. En 1696, il avait fait commencer un hôpital des invalides de la marine à Greenwich, lieu déjà célèbre par l'observatoire que Charles II y avait fondé.

2. Anne Stuart (1702-1714). — La *bonne reine* Anne, zélée protestante, avait épousé le prince de Danemark, frère de Christian V, qui mourut en 1705. Elle eut pour favorite, jusqu'en 1710, lady Churchill, duchesse de Marlborough, femme du général de ce nom, et que son caractère orgueilleux et hautain fit disgracier. L'événement le plus important de ce règne, à l'intérieur, fut la réunion de l'Angleterre et de l'Écosse en un seul état sous le nom de royaume de la Grande Bretagne. Il n'y eut plus qu'un parlement; l'Écosse y fut représentée par seize pairs à la Chambre haute et quarante-cinq députés à la Chambre des communes (1^{er} mai 1707). Au dehors, l'Angleterre se couvrit de gloire dans la guerre de la succession d'Espagne : l'amiral Rooke prit Gibraltar (1704), et Marlborough gagna les victoires de Blenheim (1704), de Ramillies (1706), d'Oudenarde (1708) et de Malplaquet (1709). La disgrâce de Marlborough, méritée par ses rapines, et la révolution parlementaire de 1710, qui appela les tories au pouvoir à la place des whigs, représentants de la révolution de 1688 et par conséquent fort animés à la guerre contre la France, amenèrent le traité d'Utrecht (1713). On a vu les avantages considérables qu'il faisait à l'Angleterre. Un autre traité, conclu en 1703 par sir Methuen avec la cour de Lisbonne, eut d'importantes conséquences. Les Portugais s'engageaient à prendre les produits manufacturés de l'Angleterre; la Grande Bretagne, à acheter les vins du Portugal, pour lesquels il y avait à l'entrée un droit plus faible des deux tiers que celui qui frappait les vins de France. Le Portugal devint alors un marché britannique; tout l'or du Brésil passa aux ouvriers de Manchester et de Leeds, tandis que les importations

anglaises arrêtaient sur les bords du Tage et du Douro le développement du travail national.

3. Maison de Brunswick-Hanovre : George I^{er} (1714-1727) et Walpole. — Il y avait entre le fils de



George I^{er}.

Jacques II, héritier légitime de la couronne suivant les droits de la naissance, et le prince qu'un acte du parlement appelait au trône, George de Brunswick-Lunebourg, arrière-petit-fils de Jacques I^{er} par la princesse Sophie, sa mère, électrice douairière de Hanovre, cinquante-sept personnes dont les droits étaient supérieurs à ceux

de l'électeur. George, protestant et violent ennemi de Louis XIV et de la France, avait aux yeux des Anglais un titre suffisant. Il était étranger; mais l'Angleterre n'a jamais eu, depuis la conquête normande, des souverains de son sang, et elle ne s'en est pas trouvée plus mal. Enfin, il ne savait pas un mot d'anglais ni un article de la constitution qu'il jura d'observer; il en fut quitte pour laisser gouverner Robert Walpole, chef du parti whig qu'il rappela au pouvoir. Ce revirement subit et la condamnation de deux chefs des tories, d'Ormond et Bolingbroke, persuadèrent au prétendant Jacques Stuart, dit le chevalier de Saint-George, que le moment était venu de tenter une restauration. Un mouvement eut lieu en Écosse (1715). Il y débarqua au commencement de l'année suivante; mais la bataille de Sheriffmuir, dans le comté de Perth, fit tomber ses espérances, et il fut réduit à se sauver sous un déguisement. Deux lords furent décapités; d'autres insurgés, pendus ou écartelés; mille, déportés aux colonies. Ce succès profita à la royauté; Walpole, voulant accroître un pouvoir dont il était le dépositaire, fit déclarer le parlement septennal. Il avait ainsi à renouveler moins souvent ses marchés avec les députés, car il avait fait de la corruption un véritable système de gouvernement¹.

George, menacé par le prétendant, et le régent de France, qui l'était par Philippe V, se rapprochèrent. Nous savons les effets de cette alliance. Walpole, tombé du pouvoir en 1717, mais qui y revint quatre ans plus tard, pour n'en plus sortir qu'en 1742, se proposa d'éviter les agitations de l'intérieur et du dehors. Afin de couper court à celles-ci, il s'efforça, de concert avec les ministres de France, sur-

1. Macaulay représente ces marchés honteux comme une nécessité du temps, ce qui est peut-être une excuse pour Walpole, mais n'est pas l'éloge des mœurs politiques de l'Angleterre : « Walpole eut recours à la corruption pour gouverner, parce que, au temps où il vécut, il était impossible de s'en passer. Dans le siècle qui suivit la restauration, la Chambre des communes ne pouvait être gouvernée qu'ainsi, ou eût été absolument ingouvernable. Elle n'était tenue en crainte ni, comme au xvi^e siècle, par la royauté, ni, comme aujourd'hui, par l'opinion publique. Sa constitution était tout oligarchique, ses délibérations secrètes, son pouvoir immense. »

tout avec Fleury, de conserver l'Europe en paix, et il y réussit. Cette double paix au dedans et au dehors ouvrit au commerce anglais les voies vers une étonnante prospérité.



George II.

4. George II (1727-1760). — Lorsque George I^{er} mourut en 1727, son fils George II lui succéda sans difficulté. Ils avaient fort mal vécu ensemble. Il semblait que le nouveau roi allait tout changer dans le gouvernement; il ne changea rien, car il garda Walpole. Des désordres financiers, de scandaleuses dilapidations étalées au grand

jour par des procès, résultat inévitable du système corrompteur du premier ministre, signalèrent le commencement de ce règne. Des satires de tout genre attaquèrent Walpole. Il bâillonna la presse et astreignit le théâtre à une censure rigoureuse. L'opposition tonna contre lui, le peuple le brûla en effigie; il paya un peu plus cher les votes ministériels et garda sa majorité. Cependant l'esprit public s'éveillait, et la force même que le ministre avait développée, l'esprit de négoce, le renversa. En 1759, la nation arracha à Walpole la guerre contre l'Espagne, qui refusait d'ouvrir ses colonies au commerce anglais.

L'Angleterre avait obtenu de l'Espagne le droit d'envoyer en Amérique un vaisseau de 500 tonneaux chargé de marchandises anglaises. A la faveur de cette concession, les Anglais organisèrent, avec les colonies espagnoles, une vaste contrebande. A mesure que le *vaisseau de permission* se vidait, une foule de petits navires venaient remplacer les marchandises vendues. Le vaisseau toléré n'était plus qu'un entrepôt inépuisable où s'approvisionnaient les colons espagnols, au grand détriment de l'industrie métropolitaine. La cour de Madrid protesta. Pour mettre fin à l'abus, elle demanda et prit le droit de visite sur les navires qui fréquentaient le littoral de ses colonies. Aussitôt éclate en Angleterre un orage de réclamations. Journaux, pamphlets, brochures, tous demandent « la mer libre ou la guerre ! » Walpole ne put résister. On arma. Les Anglais prirent Puerto-Bello, mais ne prirent pas Carthagène (1759-1740). Cette guerre se fondit, en 1742, dans la guerre générale. Walpole ne pouvait plus diriger cette politique nouvelle; il tomba. On l'a appelé le maquignon des consciences, et il se vantait de savoir le tarif de chaque homme; mais, s'il faussa par la corruption les institutions de son pays, il ne les détruisit point, et comme, sous le fils aussi bien que sous le père, il fut le roi véritable, le pays s'accoutuma très volontiers à la formule constitutionnelle : « Le roi règne et ne gouverne pas ».

Cette guerre générale qui renversait Walpole était celle

de la succession d'Autriche. L'Angleterre ne pouvait laisser succomber son ancienne alliée sur le continent. Le successeur de Walpole, lord Carteret, envoya une armée en Allemagne. Le roi voulut la commander lui-même. Il prenait le plus grand intérêt aux affaires d'Allemagne, à cause de son électorat de Hanovre, qui était inutile à l'Angleterre et gêna souvent sa politique. L'expédition faillit tourner mal, et George ne se tira d'un fort mauvais pas, à Dettingen, que par la faute d'un de nos généraux. L'Angleterre ne donnait d'abord à la guerre continentale qu'une attention distraite; mais l'amiral Mathews, ayant laissé indécise la bataille navale de Toulon (1744), l'opinion publique exigea sa destitution; on n'admettait déjà plus, de l'autre côté du détroit, que l'Angleterre pût ne pas être partout victorieuse sur les mers. La défaite du duc de Cumberland, fils de George II, à Fontenoy, le 11 mai 1745, ouvrit les Pays-Bas aux Français, et, la même année, une tentative faite par le prétendant Charles-Édouard, petit-fils de Jacques II, porta le péril au cœur même de la Grande-Bretagne.

5. Expédition du prétendant (1745-1746). — Ce prince avait enfin obtenu de la France, après quatre ans d'attente, quelques vaisseaux et des soldats, pour renverser la maison de Hanovre. Débarqué en Écosse en 1745, il réunit autour de lui beaucoup de chefs des Highlanders ou montagnards écossais des hautes terres, entra dans Édimbourg, battit à Preston le général Cope et pénétra jusqu'à Derby, à 175 kilomètres de Londres. Forcé de rétrograder par l'indiscipline de ses soldats et l'abandon où le laissèrent les jacobites anglais, il vainquit encore les Anglais à Falkirk, mais fut complètement battu par le duc de Cumberland à Culloden en Écosse (1746). Les représailles furent sanglantes. Cinq lords et plus de deux cents personnes furent exécutés. Charles-Édouard, dont la tête avait été mise à prix (50 000 livres sterling), erra pendant cinq mois de retraite en retraite au milieu des plus grands périls. Il revint en France treize mois après son départ (1746). L'Écosse paya des

derniers restes de sa nationalité cette malheureuse expédition : le système des clans ou tribus fut aboli, ainsi que la juridiction héréditaire, dernier vestige du régime



William Pitt (lord Chatham).

féodal, et l'usage de porter le costume montagnard ou plaid, dont les carreaux variaient selon les clans.

Pendant que ce drame s'accomplissait, les victoires du maréchal de Saxe aux Pays-Bas rendaient inutiles les

succès des Anglais en Amérique. Quand le traité d'Aix-la-Chapelle fut signé (1748), ils se trouvèrent n'avoir gagné à cette guerre qu'une augmentation de la dette nationale, qui fut portée de 50 à 80 millions de livres sterling.

6. William Pitt. — Walpole était mort en 1745, trois ans après sa disgrâce. L'année suivante (1746), lord Newcastle remplaça lord Carteret. Sous ce ministre, le commerce fut favorisé, la pêche maritime encouragée par des primes, l'exportation des machines et métiers défendue, l'intérêt de la dette publique ramené de 4 à 3 1/2 pour 100, l'armée diminuée, la ville d'Halifax fondée par des vétérans dans l'Acadie ou Nouvelle-Écosse, province de l'Amérique du Nord cédée par la France en 1713, et un autre établissement formé sur la côte des Mosquitos, dans le golfe du Mexique. Cependant, malgré cette prospérité, un membre du ministère désapprouvant la politique de lord Newcastle, donna sa démission en 1754. C'était le fils d'un simple *squire*, jouissant à peine d'un revenu de 200 livres sterling, que le bourg pourri d'Old-Sarum avait envoyé au parlement à l'âge de vingt-sept ans, et que ses contemporains ont nommé le grand député des Communes, William Pitt.

Tant que Walpole fut ministre, Pitt siégea sur les bancs de l'opposition. Nommé en 1746 vice-trésorier d'Irlande, conseiller privé et payeur général des troupes anglaises, il se distingua dans ces fonctions par sa sagesse réformatrice, son intégrité et son désintéressement. En 1756, à la chute du duc de Newcastle, Pitt rentra aux affaires; mais ce ne fut qu'en 1757 qu'il les dirigea véritablement. A la première audience qu'il eut du roi : « Sire, dit-il à George II, accordez-moi votre confiance : je la mériterai. — Méritez-la, répondit George, et vous l'obtiendrez. » Pitt tint parole : seulement il fut le ministre national de l'Angleterre et non le courtisan du prince de Hanovre. La France n'éprouva que trop ses talents et sa haine pendant la guerre de Sept ans, à laquelle il imprima, de 1757 à 1761, une énergie qui fut fatale à notre marine et

à nos colonies. Aussi les Communes, fières de ces succès utiles, ne refusaient rien à l'heureux ministre. Sur sa demande, l'armée fut portée à 175 000 hommes, et il obtint tous les subsides qu'il sollicita.



William Pitt (fils de lord Chatham).

7. George III (1760-1820). — La mort de George II en 1760 fit arriver au trône son petit-fils George III. Ce jeune prince de vingt-deux ans, pieux, économe, de mœurs irréprochables, mais d'une raison faible, qui fut troublée à plusieurs reprises depuis 1766 et pendant de longues années, montra, contrairement à ses deux prédécesseurs, une prédilection marquée et constante pour les

tories. Pitt voulait à la fois la grandeur et la liberté de l'Angleterre; il ne put céder aux préférences du roi et sortit du ministère en 1761, à la suite d'un échec parlementaire que lui fit éprouver le premier ministre, lord



George III.

Bute, au sujet de la déclaration de guerre à l'Espagne. Cette retraite du grand ministre n'arrêta pas les succès de l'Angleterre, et c'est à lui que revint en réalité l'honneur d'avoir imposé à la France le traité de Paris, qui porta si haut la puissance coloniale de l'Angleterre; pourtant il reprocha aux ministres de l'avoir signé, ne trouvant pas que la France fût mise assez bas. On verra plus

loin la dernière grande guerre que l'Angleterre soutint au XVIII^e siècle, avant 1789, la guerre avec ses colonies américaines.

8. Gouvernement parlementaire. — Protégée contre les invasions par son grand fossé de la Manche, n'ayant pas besoin d'une armée de terre, qui, ailleurs, servit tant au pouvoir absolu des princes¹, et suffisant à tous ses besoins de défense avec une flotte qui ne pouvait faire voter le parlement sous la menace de ses canons, l'Angleterre avait de bonne heure conquis des libertés que les Tudors et les Stuarts supprimèrent et que la révolution de 1688 rétablit. Guillaume III ne fut reconnu roi qu'après avoir accepté une *déclaration* où se trouvaient les articles suivants :

« Le pouvoir de suspendre l'exécution des lois est radicalement nul.

« Toute levée d'impôts sans le concours du parlement est illégale.

« Tout Anglais a le droit d'adresser des pétitions au roi et ne peut être poursuivi pour l'avoir exercé.

« Le roi ne peut lever une armée sans le consentement du parlement.

« Tout Anglais protestant a le droit d'avoir des armes pour sa défense.

« Les élections des membres du parlement doivent être libres.

« Aucun membre du parlement ne peut être accusé ni poursuivi pour les discours qu'il a prononcés ou pour les votes qu'il a émis.

« Il est nécessaire de convoquer souvent le parlement, pour trouver remède aux griefs exposés, corriger les abus, fortifier les lois et les maintenir.

« Toute concession faite à un tiers d'amendes ou de bien confisqués, avant la condamnation de l'accusé, est nulle de plein droit. »

Ainsi tout se rapporte au parlement; le roi, désarmé,

¹ Au temps de Walpole, l'armée anglaise était de 12000 hommes, et il y eut grande discussion au parlement pour la porter à 18000.

est tenu en lisière par la nécessité d'obtenir annuellement le vote de l'impôt, qu'il ne peut remplacer, comme l'avaient fait les Tudors et les Stuarts, par des amendes et confiscations. Le glorieux Guillaume III fut obligé de respecter ces libertés; elles s'affermirent sous les rois de la maison de Hanovre, qui, étrangers au pays, furent contraints de s'abandonner à leurs ministres anglais.

9. Locke; sa théorie du gouvernement. — La révolution de 1688 eut son théoricien dans Locke, comme la monarchie absolue l'avait eu dans Thomas Hobbes. Né en 1632, mort en 1704, ce philosophe reçut le surnom de Sage, et le mérita par la modération de ses opinions et la dignité de sa vie. Cette modération n'empêcha pas qu'il ne fût persécuté par Jacques II. Il vécut huit années en Hollande, et ne revint qu'avec Guillaume en Angleterre. Nous n'avons pas à nous occuper ici du plus connu de ses ouvrages, son *Essai sur l'entendement humain*, qui l'a placé parmi les philosophes éminents; mais d'un autre de ses livres, l'*Essai sur la véritable origine, les limites et le but du gouvernement*. Ce traité parut en 1690. Une telle date indique assez qu'il faut y chercher moins une étude désintéressée de droit public qu'une apologie de la révolution de 1688. Guillaume III en jugea ainsi; il donna à Locke une place lucrative : 200 livres sterling par an étaient alors une somme considérable, surtout pour un philosophe. Dans ce livre, Locke détruit la doctrine du droit divin des rois que les Stuarts défendaient en accusant Guillaume III d'usurpation, et montre que cette doctrine n'a de bases ni dans la nature ni dans l'histoire : « La monarchie absolue, dit-il, qui semble être considérée par quelques-uns comme le seul gouvernement qui doive avoir lieu dans le monde, est, à vrai dire, incompatible avec la société civile, et ne peut être nullement réputée une forme de gouvernement. » Quelle est donc, pour Locke, la condition essentielle de tout gouvernement, tel nom qu'il porte; d'ailleurs, qu'on l'appelle démocratie, oligarchie ou monarchie? C'est la liberté; et la liberté, « dans la société civile, consiste à n'être soumis à aucun

autre pouvoir législatif que celui qui a été établi par le consentement de la communauté, ni à aucun autre empire que celui qu'on y reconnaît. » Ainsi le dogme de la souveraineté du peuple est soutenu hardiment par Locke. « La communauté peut établir tel gouvernement qu'elle veut. » Mais ces gouvernements ne sont conformes à la raison qu'à deux conditions : la première, c'est que le pouvoir de faire les lois qui obligent la communauté, par conséquent dans une monarchie le chef de l'État lui-même, sera toujours séparé du pouvoir exécutif. La seconde, c'est que nul ne sera tenu de payer l'impôt sans son consentement donné personnellement ou par représentants. « L'égalité, disait encore le grand philosophe anglais, est le droit égal qu'a chacun à la liberté, et qui fait que personne n'est assujéti à la volonté ou à l'autorité d'un autre homme. » Locke a été, en politique, le précurseur de Jean-Jacques. La nécessité du consentement commun, reconnue comme base de toute société politique, qu'est-ce autre chose que le principe du suffrage universel?

Après avoir établi à quelle condition les gouvernements sont légitimes, Locke énonce avec précision quel but ils doivent se proposer. « Le souverain doit gouverner selon les lois établies et connues de tous, n'employer que des juges équitables et désintéressés, ne faire servir enfin la force, au dedans, qu'à l'exécution des lois; au dehors, qu'à la défense des propriétés et de la communauté. » Et il reconnaît que, si le chef choisi fait un mauvais usage du pouvoir qui lui a été délégué, il peut être remplacé. Il faut ajouter qu'en matière religieuse Locke défendit toujours la cause de la tolérance. Il n'avait fait d'ailleurs que reprendre, en politique, les vieilles doctrines de son pays et notamment la thèse développée par sir John Fortescue, chancelier d'Angleterre sous Henri VI; qui, écrivant pour l'enseignement du prince de Galles son traité célèbre *De laudibus legum Angliæ*, proclamait que les gouvernements ont été institués par les peuples et n'existent que pour leur avantage.

10. L'aristocratie anglaise. — Qu'était-ce que ce parlement auquel la constitution de 1688 donnait tant de puissance? Il se composait de deux Chambres : celle des Lords¹, où siégeaient les évêques et les pairs héréditaires ou électifs, qui étaient les aînés des grandes familles; celle des Communes, où les cadets de ces maisons se faisaient élire, en payant eux-mêmes l'élection ou en la faisant payer soit par un protecteur ou un parti; soit par un ministre.

Le peuple n'avait point d'action sérieuse sur les élections, parce que le corps électoral, très restreint, était sous l'influence et la direction des propriétaires fonciers, les *landlords*. De grandes cités industrielles et commerçantes n'avaient point de représentants, mais d'anciennes villes déchues, de simples hameaux, *bourgs pourris*, nommaient le député que le seigneur de la terre désignait, quelquefois un plébéien de talent dont le landlord payait l'élection pour assurer à lui-même ou à son parti un avocat dans la Chambre des communes. Ainsi Burke, le puissant orateur, devint, par la grâce du premier lord de la Trésorerie, le marquis de Rockingham, l'élu du bourg de Wendover. Old-Sarum, ancienne cité romaine, puis évêché, était, au XVIII^e siècle, réduit à une ferme dont le tenancier continuait à nommer les deux députés attribués à ce bourg cinq siècles auparavant. Cette bizarrerie nous choque; mais elle montre un des grands côtés du caractère anglais, le respect du passé qui doit être un des éléments de la vie sociale.

Le pouvoir politique était donc aux mains de l'aristocratie terrienne, qui possédait tout le sol de l'Angleterre². A la différence de notre noblesse, qui vécut en mangeant

1. La Chambre des Lords se composait des princes du sang, des nobles qui entraient par droit de naissance, de seize pairs d'Écosse élus pour chaque parlement, de vingt-huit pairs d'Irlande élus à vie, des membres ecclésiastiques dont nous parlerons plus loin, de ceux enfin que le roi appelait à la pairie. En vertu de cette prérogative de la couronne, qui était exercée par les ministres, ceux-ci faisaient parfois des fournées de pairs pour déplacer la majorité.

2. L'aristocratie anglaise se composait de la *nobility* (lords ou pairs d'Angleterre qui portaient un des titres suivants : duc, marquis, comte

son bien, l'aristocratie anglaise sut accroître le sien. A sa richesse immobilière, garantie par le droit d'aînesse et le système des *substitutions*, elle ajouta la richesse mobilière, en engageant ses capitaux dans le commerce. Le duc de Bridgewater avait dans son immense domaine de Worsley de très riches houillères qu'il ne pouvait exploiter faute de moyens de transport. Il creusa, en 1758, un canal qui passa au travers d'une montagne et à 40 pieds au-dessus de la rivière d'Irwell, mais qui aboutissait à la Mersey, c'est-à-dire à la mer. Sa fortune en fut doublée et celle de l'Angleterre s'en augmenta, car la houille, « ce pain de l'industrie », fit la prospérité de Manchester et de Liverpool, où put alors arriver le charbon de Worsley.

L'aristocratie anglaise aurait pesé sur le peuple d'un poids écrasant, si elle fût restée unie. Heureusement, elle se divisait en deux partis : les *whigs* ou libéraux et les *tories* ou conservateurs. Ni les uns ni les autres ne se proposaient de changer la constitution ; ils se disputaient l'influence dans le pays, les places au ministère, et chacun de ces deux partis remplissait dans l'État une fonction utile, celui-là poussant aux réformes, celui-ci empêchant qu'on ne s'y précipitât. Dans leurs mains, le gouvernement était une machine qui avait la force d'impulsion et les freins d'arrêt. Aussi, depuis bientôt deux siècles, l'Angleterre a fait une multitude de réformes et pas une révolution.

Cette aristocratie laïque était doublée d'une aristocratie ecclésiastique, la haute Église, investie de grands privilèges et dotée, dans l'Angleterre seule et le pays de Galles, d'un revenu de plus de dix millions de livres sterling. Un certain nombre des cadets des familles nobles, n'ayant pas acheté un grade dans l'armée ou un siège au parlement, trouvaient dans les bénéfices ecclésiastiques une compensation au sort que le droit d'aînesse leur faisait. Cependant, comme il fallait faire la part, dans les fonc-

vicomte ou baron) et de la *gentry*, comprenant les fils cadets des pairs, les plus riches propriétaires, les baronnets et autres personnes vivant *noblement*. Au-dessous de la *gentry* étaient les professions industrielles.

tions sacerdotales, à la science et au talent de parole, des parvenus arrivaient aux grandes dignités de l'Église, qui leur ouvraient la Chambre des lords. Les deux archevêques de Canterbury et d'York, vingt-cinq évêques d'Angleterre, un archevêque et trois évêques d'Irlande, tous anglicans, allaient discuter les affaires publiques avec les plus nobles seigneurs d'Angleterre, et surtout défendre la législation rigoureuse établie contre les catholiques et les *dissenters*, qui ne pouvaient prétendre à aucun emploi public.

Le roi était le chef de ces deux aristocraties, sans être plus le maître de l'une que de l'autre, car si le parlement le tenait en tutelle pour les affaires politiques, il ne pouvait trancher par lui-même aucune question ecclésiastique. Il avait une liste civile que les Communes lui accordaient après des discussions parfois blessantes, une grande représentation, le cérémonial des grandes cours du continent et des formules à son usage qui faisaient illusion sur les limites de son pouvoir. En penchant vers l'un ou l'autre des deux partis politiques, vers les whigs ou vers les tories, il pouvait déplacer des voix au parlement et constituer un ministère selon ses vues. Mais sa sphère d'action était étroite : il régnait et ne gouvernait pas. Même il put être, durant de longues années, privé de raison, comme George III, ou de popularité, comme George IV, sans que la machine gouvernementale, montée et conduite par d'autres, se dérangerât.

11. La tribune¹ et la presse. — On a vu la déclaration des droits établir la liberté absolue de la parole dans les deux Chambres. Longtemps l'obligation, qui subsiste encore, pour l'orateur de s'adresser au *speaker*, ou président, et non pas à ses collègues ou à l'adversaire qu'il combat, alanguit l'éloquence anglaise, qu'alourdissait aussi la nature des intérêts habituellement discutés : taxes, tarifs, affaires de commerce, etc. Puis, ces dis-

1. Par le mot « tribune », il faut entendre l'éloquence parlementaire, car il n'y a pas de tribune dans les Chambres anglaises : chaque député parle de sa place.

cours, prononcés devant un auditoire peu nombreux, ne pouvaient être reproduits par les journaux; l'orateur manquait donc du stimulant que donne la publicité; et Hume a pu dire que la Chambre des communes ressemblait plus à un greffe qu'à un sénat antique. Mais viennent les grandes affaires, et les émotions profondes susciteront les orateurs éloquents qui sauront trouver le moyen de parler à l'Angleterre entière et au monde. Tels furent dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, à la Chambre haute : Chatham, célèbre, avant son élévation à la pairie, sous le nom de William Pitt, *the great Commoner*, et les ministres Grenville et North; à la Chambre basse : le second Pitt et Fox, les deux rivaux qui se livrèrent tant de brillants combats, l'un pour le pouvoir, l'autre pour les libertés; Burke, qui parla pour la première fois aux Communes le jour où Chatham y prononça son dernier discours : « Splendide couchant, s'écrie Macaulay, et splendide aurore ! » Sheridan, enfin, qui gagna si grande renommée comme accusateur de Warren Hastings. Dans cet âge héroïque de l'éloquence parlementaire, les Chambres anglaises retentirent d'accents dignes de l'antiquité, et la parole reconquit, pour le gouvernement des peuples, l'autorité qu'elle avait eue à Athènes et à Rome.

La loi qui défendait la reproduction des débats parlementaires, était, comme beaucoup d'autres lois anglaises, une épée habituellement tenue au fourreau. On écoutait aux portes; des mémoires fidèles rapportaient les argumentations les plus pressantes et les passages les plus éloquents. Malgré le peu de sincérité des élections populaires et de la représentation nationale, il y avait, en dehors des classes privilégiées, des citoyens qui s'intéressaient aux affaires du gouvernement, une opinion publique qui, quelquefois, parlait très haut et dont les journaux et les recueils périodiques étaient l'organe. C'est par eux que Burke commença et se fit connaître. Leurs articles étaient déjà lus avec avidité. Dans ce pays qui avait l'égalité devant la loi, la liberté individuelle (*habeas cor-*

pus) et le jury : garanties civiles¹; le droit de pétition; et de réunion : garanties politiques; et la liberté de la presse, puissant instrument de propagande, les citoyens possédaient de nombreuses armes pour se défendre contre des actes illégaux, pour absoudre un accusé populaire, porter en haut lieu leurs réclamations, après avoir librement discuté leurs griefs, et réunir enfin, par la double action des journaux et des discours publics, beaucoup de volontés individuelles, dans un même effort vers un but commun. Sur certaines questions, on provoquait des *meetings* où des orateurs en plein vent enflammaient l'esprit de multitudes infinies, qui s'en allaient ensuite présenter au parlement des pétitions couvertes de 120 000 signatures². En avant des grands journaux qui, par leur polémique sérieuse et quotidienne, étaient l'armée régulière des partis, il y avait les caricaturistes, dont les traits légers faisaient parfois de douloureuses blessures, et les libelles qui éclataient de temps à autre, comme ceux de Wilkes ou les *Lettres* de Junius³.

12. Les lettres et les arts. — Toutes les forces vives se portant sur la politique, les lettres proprement dites déclinaient, bien que les Anglais aient cru devoir désigner l'âge littéraire des Addison, des Swift, des Daniel de Foe, des Pope, sous le nom de siècle de la reine Anne. L'Angleterre avait un grand versificateur, Pope, l'auteur de *l'Essai sur l'homme*; elle n'avait plus de grands poètes : c'était le règne de la prose. Cependant Young venait d'écrire avec éclat pour les âmes assombries par le malheur ses *Pensées nocturnes*, et Tompson, dans ses *Saisons*, chantait l'éternelle poésie de la nature. Il commençait l'école descriptive qui nous a valu tant de détails vrais et charmants, mais aussi tant d'ennuyeuses longueurs. Les *essayistes* sont des écrivains d'un souffle

1. Il faut pour une condamnation que le jury soit unanime.

2. Par exemple, le 2 juin 1780, quand l'association protestante demanda le rappel d'une loi favorable aux catholiques.

3. Lettres anonymes, très violentes contre le ministère North, publiées de 1769 à 1772.

court et intermittent, qui écrivent, en des recueils périodiques, de petits traités de morale bourgeoise. Le *Spectator* d'Addison est le chef-d'œuvre de cette littérature qui n'ébranle ni l'imagination ni les nerfs, avec sa morale indulgente, ses accents spirituels et tranquilles. D'autres composent en de trop longs ouvrages des romans - du coin du feu, très honnêtes, très véridiques comme peinture du *home* anglais, mais sans élévation ni idéal. De l'autre côté de la Manche, Richardson et Goldsmith ont encore des lecteurs avec *Clarisse Harlowe* et le *Pasteur de Wakefield*; mais on lit partout le *Robinson Crusoé* de Daniel de Foe, le *Gulliver* de Swift, le *Tristram Shandy* de Sterne, et les grandes histoires de Robertson et de Gibbon.

Pour être complet, même en n'écrivant qu'une table de noms propres, il faut citer encore Adam Smith, le grand économiste qui a montré (*Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776) que la richesse est dans l'intelligence, c'est-à-dire dans la force productive de l'esprit, et que par conséquent le travail n'est pas seulement le moyen de s'assurer du bien-être matériel, mais qu'il est aussi pour l'homme le plus sûr garant de son amélioration morale. Adam Smith est encore un des chefs de l'école philosophique, dite écossaise, qui combattit le scepticisme de Hume et de Berkeley et avec un froid bon sens voulut rappeler la philosophie des témérités métaphysiques, où souvent elle se perd, à l'observation patiente des faits psychologiques.

Nommons encore Reynold, le premier des peintres anglais, et, un peu plus tard, le sculpteur Flaxman. Malgré ces deux grands artistes, l'art resta la partie inférieure de cette civilisation; tout comme la littérature anglaise du XVIII^e siècle, malgré les accents virils de l'éloquence parlementaire, demeura bien pâle à côté de celle des deux époques qui se résument dans les noms de Shakspeare et de Byron.

13. Sciences et industrie. — Dans le mouvement scientifique de l'Europe au XVIII^e siècle, l'Angleterre

compte de très grands noms. Au commencement du siècle, c'est Newton (1642-1727); il a découvert la loi de la gravitation universelle, qui s'applique à tous les corps. Le livre qui contient cette immortelle découverte, les *Philosophiæ naturalis principia mathematica*, parut en



Newton.

1687; on peut dire que c'est une date dans l'histoire de l'humanité. A la fin du siècle, c'est Herschell qui enrichit la carte du ciel de tant de découvertes. Au milieu, c'est l'astronome Halley, qui calcula la marche de la comète à laquelle on a donné son nom, et Bradley, qui découvrit l'aberration de la lumière. Ce sont encore les chimistes Cavendish et Priestley, qui se sont fait une place parmi

les plus grands noms de la science, à côté de Lavoisier ; les médecins Jenner, qui découvrit la vaccine, et Cheseldon, qui fit la première opération de la cataracte sur un aveugle-né.

L'Angleterre eut de plus un certain nombre d'ouvriers de génie qui firent une révolution dans la mécanique industrielle. Un simple tisserand, Arkwright, inventa la *Mull-Jenny*, ou métier à filer le coton. Newcomen construisit la première machine à vapeur qui put être utilisée industriellement, et Watt en fit la machine moderne. Enfin on était sur le point de trouver le chemin de fer, les mineurs ayant déjà l'habitude de faire rouler leurs chariots sur des bandes de bois placées parallèlement et recouvertes d'une bande de fer. Nommons encore deux réformateurs de l'agriculture anglaise, l'économiste Arthur Young pour ses livres, Bakewell, simple fermier à Dishley, qui a fondé la science du croisement des animaux, et transformé tout le bétail de l'Angleterre.

Aidée par toutes ces découvertes, l'industrie anglaise devenait la première du monde, et le commerce trouvait dans les produits des manufactures et des usines de quoi charger ses innombrables navires. Le coton, la laine, la soie, les dentelles, le fer ouvré, étaient les principaux objets d'exportation. Les produits agricoles donnaient une telle valeur aux terres qu'un domaine rapportant, sous le règne de Henri VIII, 8 livres sterling était en 1780 affermé 160 livres sterling, ou vingt fois la rente primitive.

En résumé, ce qui frappe dans l'histoire de l'Angleterre au XVIII^e siècle, c'est l'originalité profonde de ce pays. Institutions parlementaires, partis politiques, puissance maritime et coloniale, activité intellectuelle, prospérité économique, tout cela ne se trouvait alors qu'au delà de la Manche sous la forme où nous venons de le voir.

CHAPITRE XXIII

LE MOUVEMENT INTELLECTUEL ET POLITIQUE AU XVIII^e SIÈCLE¹.

1. Différence entre la littérature du XVIII^e siècle et celle du XVII^e. —
2. Les salons. — 3. Les philosophes; Voltaire, Montesquieu et Rousseau. — 4. Buffon. — 5. Les encyclopédistes. — 6. Le chancelier d'Aguesseau, Vauvenargues et Condorcet. — 7. Les économistes. —
8. Pouvoir croissant de l'opinion publique. — 9. Arts. — 10. Sciences. — 11. Vaccine; navigation à vapeur; galvanisme. Voyages. —
12. Mouvement scientifique et littéraire à l'étranger.

1. Différence entre la littérature du dix-huitième siècle et celle du dix-septième. — La littérature d'une époque s'explique toujours, le génie mis à part, par les idées et les mœurs du temps. Au XVIII^e siècle, il existait entre les idées et les institutions un contraste qui provoquait l'examen : aussi les écrivains, au lieu de s'enfermer, comme au siècle précédent, dans le domaine de l'art, voulaient tout soumettre à leur critique et prétendaient tout réformer. Les forces les plus viriles de l'esprit français semblaient tournées à la recherche du bien public. On ne travaillait pas à faire de beaux vers, mais à lancer de belles maximes; on ne peignait plus les travers de la société pour en rire, mais pour changer la société même. La littérature devenait une arme que tous, les imprudents comme les habiles, voulaient manier, et qui, frappant sans relâche, faisait de terribles et irrémédiables blessures. Par une étrange inconséquence, ceux qui avaient le plus à souffrir de cette invasion des gens de

1. Villemain, *Tableau de la littérature au XVIII^e siècle*. Taine, *l'Ancien Régime*; Rambaud, *Histoire de la civilisation française*; Rocquain, Aubertin, ouvrages cités au chapitre XVI; Bayet, *Précis d'histoire de l'art*.

lettres dans la politique étaient ceux qui y applaudissaient le plus. Cette société du XVIII^e siècle, frivole, sensuelle, égoïste, avait du moins, au milieu de ses vices, le culte des choses de l'esprit. « Qui n'a pas vécu, disait Talleyrand, dans les années voisines de 1789, ne sait pas ce que c'est que le plaisir de vivre. » Jamais les salons ne furent aussi animés, la politesse aussi exquise, la conversation aussi brillante. Le talent y tenait presque lieu de naissance, et la noblesse, avec une témérité chevaleresque qui rappelait celle de Fontenoy, essuyait, le sourire aux lèvres, le feu de cette polémique ardente que des fils de bourgeois dirigeaient contre elle. « Alors, dit Malesherbes, un noble enthousiasme s'était emparé de tous les esprits. »

2. Les salons. — De même qu'on ne pourrait parler de la littérature sous le règne de Louis XIV sans tenir compte de l'influence de la cour de Versailles, de même il faut faire leur place aux salons dans le mouvement intellectuel du XVIII^e siècle. La cour de Versailles avait remplacé l'hôtel de Rambouillet, et les alcôves des précieuses; à leur tour, les salons se substituèrent à la cour.

En 1724, quelques hommes politiques et quelques économistes prirent l'habitude de se réunir chaque samedi chez l'un d'eux, l'abbé Alary, dans son entresol de la place Vendôme : à cette académie d'un genre nouveau on donna le nom de *Club de l'Entresol*. Parmi ses membres, on compte le marquis d'Argenson, Ramsay, l'abbé de Saint-Pierre, lord Bolingbroke. C'était une sorte d'académie des sciences politiques, car les hôtes de l'abbé Alary discutaient des questions courantes ou d'une manière générale des principes mêmes du droit politique. Le gouvernement finit par prendre ombrage de ces discussions faites en pleine liberté, et, en 1731, Fleury fit comprendre au Club de l'Entresol qu'il eût à se dissoudre. Cette réunion n'a donc pas duré longtemps; mais elle a laissé une trace profonde dans le mouvement politique, qui a été aussi actif à l'époque de Louis XV, que le mouvement littéraire proprement dit.

Les réunions littéraires présidées par des femmes d'esprit sont fort nombreuses. Le salon de la marquise de Tencin, la mère de d'Alembert, a été fréquenté par tous les gens de lettres. Dans le salon de la marquise du Deffand se rencontrent Horace Walpole, le frère du ministre de ce nom et ambassadeur à Paris, Voltaire et bien d'autres noms illustres; devenue aveugle d'assez bonne heure, la marquise conserva jusqu'au dernier jour une



Ermitage de Rousseau, à Montmorency.

société nombreuse. Chez Mlle Lespinasse, ancienne amie de Mme du Deffand, le personnage le plus en vue était d'Alembert. Chez la marquise d'Épinay, nous trouvons Rousseau, pour qui la marquise fit construire l'Ermitage de Montmorency, Diderot, d'Holbach, l'Allemand Grimm, l'abbé italien Galiani. Le salon d'une simple bourgeoise, Mme Geoffrin, était fréquenté par d'Alembert, Thomas, Morellet, Stanislas Poniatowski, le futur roi de Pologne. Au déclin du siècle, le salon de Mme Necker a entendu Bernardin de Saint-Pierre lire pour la première fois

Paul et Virginie, et a vu grandir la future baronne de Staël.

3. Les philosophes ; Voltaire, Montesquieu et Rousseau. — Trois hommes sont à la tête du mouvement du siècle : Voltaire, Montesquieu et Rousseau. Le premier, dont le nom est Arouet, naquit à Paris en 1694 d'un père ancien notaire et originaire du Poitou. Il ne vit que les années malheureuses du grand roi et fut un des plus ardents dans la réaction qui éclata contre les habitudes religieuses du dernier règne. A vingt et un ans, il fut mis à la Bastille pour une satire de Louis XIV qu'il n'avait point faite ; il payait déjà pour sa réputation d'esprit et de malice.

Entré dans la carrière avec sa tragédie d'*OEdipe*, pleine de vers menaçants (1718), et la *Henriade*, apologie de la tolérance religieuse (1723), il arriva promptement à la renommée et fut recherché partout. Un jour cependant, il sentit les inconvénients de cette haute société aristocratique au milieu de laquelle il avait été introduit dès son jeune âge et dont s'accommodaient son esprit brillant et léger, son tempérament fin et délicat. Un chevalier de Rohan-Chabot, ayant parlé de lui avec impertinence, en avait été aussitôt châtié par une de ces paroles acérées que Voltaire décochait si bien. Il se vengea en grand seigneur lâche et brutal par la main de ses laquais. Voltaire, qui n'avait pas de laquais, demanda une réparation. Le gentilhomme, par une seconde lâcheté, obtint du ministre qu'on enfermât à la Bastille l'insolent roturier qui osait appeler un grand seigneur. Bientôt relâché, mais à condition de passer à l'étranger, Voltaire se rendit en Angleterre « pour apprendre à penser ». Il y resta trois ans, et en rapporta Locke, Newton, Shakespeare, avec un culte ardent pour la liberté de l'esprit et de la parole, bien plus que pour la liberté politique. A son retour, ses pièces de théâtre, *Brutus*, *la Mort de César*, mirent sur notre scène un reflet du grand tragique anglais, et ses *Lettres anglaises* popularisèrent les idées du sage philosophe et du grand astronome. Ce ne fut pas



Voltaire (François-Marie Arouet de).

sans persécutions. Le dernier ouvrage fut brûlé par la main du bourreau.

Voltaire, qui devait au sentiment chrétien deux de ses plus belles œuvres, *Zaïre* et *Tancrède*, attaquait l'Église avec acharnement, et ses premiers, ses plus constants efforts, furent dirigés contre le pouvoir spirituel, qui empêchait de penser, bien plus que contre l'autorité civile, qui n'empêchait que d'agir. Pour cette guerre, il fit alliance avec les souverains et se couvrit de leur protection. Il fut en correspondance avec la grande Catherine de Russie et avec beaucoup de princes allemands; il séjourna à la cour de Frédéric II, prince sceptique et lettré, dont il corrigeait les vers français. Il finit par s'établir à l'extrémité de la France, sur la frontière même, pour la pouvoir passer au moindre indice de péril, à Ferney, près de Genève; il y vécut vingt ans, de 1758 à 1778. De là s'échappaient, emportés par tous les vents, poésies légères, épîtres, tragédies, romans, ouvrages d'histoire, de science, de philosophie, qui en quelques jours faisaient le tour de l'Europe.

En bien, en mal, Voltaire représentait son siècle. Ainsi le désordre des mœurs lui était indifférent, et, si de brillants dehors le couvraient, il était bien près de l'estimer une élégance de plus; mais, en vieillissant avec le siècle, il prit, comme lui, des pensées plus sérieuses. Le mal social devint son ennemi personnel, et l'amour de la justice sa plus ardente passion. Il secourut, il défendit les victimes de déplorables erreurs judiciaires, les Calas, les La Barre, les Lally; il dénonça sans relâche les nombreux défauts de la législation, de la jurisprudence, de l'administration publique; et toutes les réformes qu'il sollicita dans l'ordre civil ont été accomplies après lui. *Le roi Voltaire* eut en quelque sorte, pendant cinquante années, le gouvernement intellectuel de l'Europe, et il a justement mérité la haine de ceux qui croient que le monde doit rester immobile, l'admiration de ceux qui regardent la société comme obligée de travailler sans cesse à son amélioration matérielle et morale. Le cardi-

nal de Bernis l'appelait en 1775 « le grand homme du siècle », et ce cardinal avait raison.

Le président de Montesquieu (1689-1755), esprit plus calme, plus grave, quoiqu'il eût écrit les *Lettres persanes*, moquerie profonde et redoutable tout en paraissant légère



Montesquieu (Charles de Secondat, baron de la Brède et de).

(1721), passa vingt années à composer un seul livre, *l'Esprit des lois*; mais c'était un monument immortel qu'il élevait. « Le genre humain avait perdu ses titres, dit Voltaire, M. de Montesquieu vient de les retrouver. » Montesquieu cherche et donne la raison des lois civiles et des lois politiques; il expose la nature des gouvernements, et, s'il n'en condamne aucun, si les changements

l'inquiètent peu, ses préférences sont bien claires pourtant, c'est la liberté anglaise qu'il offre à l'admiration de la France. Quand il visita la Grande Bretagne en 1729, il écrivit : « A Londres, liberté et égalité. » Il se trompait de moitié pour l'Angleterre; mais, soixante ans avant 1789, il donnait la devise de la Révolution.

Rousseau, fils d'un horloger de Genève (1712-1778); ne commença d'écrire qu'au milieu d'une vie déjà longue, toute remplie de fautes, de misères et de contradictions. A trente-huit ans, il composa son premier discours *contre les sciences et les arts* : c'était une déclaration de guerre à la civilisation; son second, sur *l'Origine de l'inégalité parmi les hommes*, en fut une autre à l'ordre social tout entier. Dans *l'Émile*, il traça un plan chimérique d'éducation; dans le *Contrat social*, il proclama le principe de la souveraineté nationale et du suffrage universel, plaçant à côté de grandes vérités de grandes erreurs, mais exprimant toujours les unes et les autres avec une singulière éloquence.

Le xviii^e siècle, à la fois si vieux et si jeune, avait bien des sentiments de convention : il ne connaissait du cœur humain que les relations de plaisir, de la nature que les décorations d'opéra ou de boudoir et les ifs de Versailles. Rousseau donna à cette société frivole une secousse vigoureuse qui la ramena aux sentiments naturels; dans sa *Nouvelle Héloïse*, il lui ouvrit les yeux sur la nature réelle et les passions véritables; il créa la poésie dont le xix^e siècle a vécu.

A ne s'attacher qu'au point de vue politique, on peut dire que l'influence de ces trois hommes allait se retrouver aux trois grandes époques de la Révolution : celle de Voltaire dans l'élan universel de 1789, celle de Montesquieu dans les efforts des constitutionnels de l'Assemblée nationale, celle de Rousseau dans la pensée, sinon dans les actes, des rêveurs farouches de la Convention.

4. Buffon. — Près de ces grands écrivains, dans une région moins agitée, mais quelquefois plus haute, se

tenait Buffon (mort en 1788), sereine et majestueuse intelligence, comme la nature même dont il se fit le peintre inimitable.

5. Les encyclopédistes. — Derrière les chefs étaient les soldats. Diderot, écrivain fougueux et inégal, d'Alembert, grand géomètre, essayaient d'organiser l'armée des philosophes, c'est-à-dire des écrivains, car ces deux mots étaient devenus synonymes. Ils fondaient l'*Encyclopédie*, dont le premier volume parut en 1751 et le dernier en 1777, immense revue de toutes les connaissances humaines, qui y étaient toutes exposées d'une manière nouvelle, souvent menaçante pour l'ordre social, toujours hostile pour la religion. De redoutables déclamateurs allaient plus loin encore : Helvétius, dans son *livre de l'Esprit*; le baron d'Holbach, dans son *Système de la nature*; Lamettrie, dans son *Homme-Machine*; l'abbé Raynal, dans son *Histoire philosophique des deux Indes*.

6. Le chancelier d'Aguesseau, Vauvenargues et Condorcet. — Mais il faut une place à part pour le chancelier d'Aguesseau, dont les belles ordonnances de réformation composent le code Louis XV; pour le moraliste Vauvenargues, qui a écrit cette ligne : « Les grandes pensées viennent du cœur »; pour l'abbé de Condillac, puissant analyste dont la sèche philosophie a fait école; pour son frère, l'abbé de Mably, publiciste hardi; enfin pour le marquis de Condorcet, qui, condamné plus tard avec les girondins, composa, en attendant la mort, une *Esquisse des progrès de l'esprit humain*, où il voulait montrer l'humanité, voyageuse infatigable, marchant au milieu des ruines, et qui pourtant s'avance, à chaque siècle, vers un avenir meilleur.

7. Les économistes. — Les philosophes s'attaquaient à tout; les économistes ne prétendaient toucher qu'aux intérêts matériels. Au xviii^e siècle, on croyait une nation d'autant plus riche qu'elle achetait moins et vendait davantage. Quesnay, médecin de Louis XV, montra, dans le *Tableau économique* (1758), que les métaux précieux sont le signe de la richesse, non la richesse même, et il

mit celle-ci dans l'agriculture; on appela sa doctrine la physiocratie. Gournay réclama pour l'industrie. La théorie de l'Écossais Adam Smith, qui vécut longtemps en France, fut plus générale; pour lui la richesse était dans le travail, et le travail avait trois modes d'application, l'agriculture, l'industrie et le commerce; ses élèves en reconnurent un quatrième, le travail intellectuel, je veux dire les arts, les lettres et les sciences.

Ainsi la pensée de l'homme, longtemps renfermée dans les spéculations purement métaphysiques et religieuses, ou bornée au culte désintéressé des lettres, prétendait aborder maintenant les plus difficiles problèmes de la société humaine. Et tous, philosophes comme économistes, cherchaient la solution du côté de la liberté. De l'école de Gournay était sorti l'axiome célèbre : « Laisser faire, laisser passer », qui fut un moment appliqué, quand les édits de 1754 et de 1764 reconnurent la liberté du commerce des grains, que Turgot va de nouveau proclamer. Le marquis d'Argenson avait dit la même chose sous une autre forme : « Pas trop gouverner ».

8. Pouvoir croissant et exigences de l'opinion publique. — Tout ce travail des esprits avait réussi à créer en France une puissance nouvelle, l'opinion publique, dont le gouvernement commençait à subir l'influence. La nation, longtemps spectatrice indifférente de ces longs efforts, avait fini par y prendre intérêt, par s'inquiéter des réformes, par désirer un changement.

On voulait que l'administration ne fût plus un affreux dédale où le plus habile se perdait, et que les finances publiques cessassent d'être au pillage, que chacun eût sécurité pour sa liberté personnelle et pour sa fortune, que le code criminel fût moins sanguinaire, le code civil plus équitable. On demandait la tolérance religieuse, au lieu du dogme imposé sous peine de la vie; la loi fondée sur les principes du droit naturel et rationnel, au lieu de l'arbitraire, de l'inégalité et de la confusion de nos 384 coutumes provinciales; l'unité de poids et mesures, au lieu de la plus extrême confusion; l'impôt payé par

tous, au lieu de la misère taxée et de la richesse affranchie; l'émancipation du travail et la libre admissibilité aux charges publiques, au lieu du privilège de la naissance et de la fortune; la plus active sollicitude, au lieu de l'indifférence, pour tous les intérêts populaires; en un mot, l'égalité devant la loi et la liberté réglée suivant le droit.

Ces réclamations étaient si vives, si générales, que la nécessité d'y faire droit frappait tous les yeux clairvoyants. Jamais plus terrible mouvement n'a eu plus de prophètes sonnant l'alarme. Catinat, Vauban, Saint-Simon, même Leibniz, du vivant de Louis XIV, s'effrayaient de l'avenir. « Catinat, dit Saint-Simon, déplo-rait les fautes commises, le vice, l'ignorance, l'inquisition mise à la place de la police, et, voyant tous les signes de destruction, prédisait qu'il n'y avait qu'un comble très dangereux de désordre qui pût enfin rappeler l'ordre dans le royaume. » Dès l'année 1707, un magistrat, Bois-Guillebert, disait : « Le procès va rouler maintenant entre ceux qui payent et ceux qui n'ont fonction que de recevoir »; et Fénelon en 1710 : « C'est une vieille machine délabrée qui va encore de l'ancien branle qu'on lui a donné et qui achèvera de se briser au premier choc. » La seule femme qui ait voulu tirer Louis XV de sa torpeur, la duchesse de Châteauroux, « voyait venir un grand bouleversement, si l'on n'y portait remède ». Mme de Pompadour, qui lui succéda, même le roi, ne se faisaient pas davantage illusion, mais s'étourdissaient en disant : « Après nous le déluge ». Au dedans, au dehors, on pensait de même : lord Chesterfield, comme le philosophe allemand Kant, un homme de bien, Malesherbes, comme l'ambassadeur d'Angleterre¹ : « Tout ce que j'ai jamais rencontré dans l'histoire de symptômes avant-coureurs des grandes révolutions, disait le premier, existe actuel-

1. C'est lui qui écrivait, le 21 février 1763, à son gouvernement : « On ne peut qu'être frappé ici du désordre visible des affaires publiques et du déclin de l'autorité royale. » Je ne parle pas de Cazotte : sa fameuse scène prophétique n'est qu'un jeu d'esprit; mais le duc de Modène, à force de peur, avait prédit juste.

lement en France et s'augmente de jour en jour. Avant la fin de ce siècle, le métier de roi et de prêtre déchoira de près de moitié. »

A mesure, en effet, que le siècle avance et que la honte, augmente, qu'après Rosbach on a le Parc-aux-Cerfs et le pacte de famine, les voix, moqueuses, d'abord, deviennent sévères, redoutables. Ce règne, qui avait commencé par les *Lettres persanes*, finit par le *Contrat social*. Les uns espèrent, les autres s'épouvantent. Rousseau était consulté, en 1761, par un conseiller au parlement de Paris, sur le choix d'un asile en Suisse, et il ajoute : « Cette lettre ne me surprit pas absolument, parce que je pensais comme lui et comme beaucoup d'autres que la constitution déclinante menaçait la France d'un prochain délabrement. » Deux ans après, le parlement de Rouen disait au roi lui-même : « Les maux sont à leur comble et présagent l'avenir le plus effrayant. » Dans les parlements, dans les salons, dans les livres, vingt voix s'élevaient pour prédire une catastrophe. Voltaire écrivait, le 2 avril 1764, au marquis de Chauvelin : « Tout ce que je vois-jette les semences d'une révolution qui arrivera inmanquablement, et dont je n'aurai pas le plaisir d'être témoin. Les Français arrivent tard à tout, mais enfin ils arrivent. La lumière s'est tellement répandue de proche en proche qu'on éclatera à la première occasion, et alors ce sera un beau tapage. Les jeunes gens sont bien heureux ; ils verront de belles choses¹. » Ces belles choses furent malheureusement mêlées à d'affreuses catastrophes, qu'on eût pu prévenir en cédant plus tôt à des vœux légitimes.

9. Arts. — Il y a deux parts à faire dans la littérature du XVIII^e siècle : l'une sérieuse, l'autre frivole. Les arts n'ont que celle-ci. La recherche exclusive de la grâce fait oublier la beauté des lignes et des types. On produit de charmants ouvrages, on décore avec esprit et une

1. Autre lettre du 24 novembre 1759 : « M. de Choiseul m'a mandé que feu M. de Meuse avait une terre sur la porte de laquelle était gravé : « A force d'aller mal, tout va bien. » Le marquis de Mirabeau annonçait « la culbute générale » (Rivarol, dans sa lettre à M. de Necker).

coquette élégance, dans le style Louis XV, les hôtels des riches; on ne fait ni une grande statue ni un grand tableau. Et comme on déserte Versailles pour vivre dans les boudoirs, les architectes réduisent leurs plans aux proportions modestes d'une société qui ne sait plus avoir le grand air de l'âge précédent.

Cependant Ange Gabriel (1782)¹ éleva les deux charmantes colonnades de la place de la Concorde, en s'inspirant de la colonnade du Louvre; l'École militaire, construction grandiose qui ferme l'un des côtés de la plaine du Champ de Mars; la salle d'opéra de Versailles et le château de Compiègne. Robert de Cotte (1755) construisit la colonnade de Trianon; Soufflot (1781), le Panthéon; Servandoni (1766), le portail de Saint-Sulpice, trop vanté et n'ayant pas la simple grandeur de celui du Panthéon; Antoine, l'hôtel des Monnaies.

Notre école de sculpture compte à cette époque les noms de G. Goustou (1745); de Pigalle (1785), auteur de la statue de Voltaire à l'Institut et du tombeau du maréchal de Saxe, à Strasbourg; de Bouchardon (1762), qui a laissé plusieurs statues à Saint-Sulpice et la fontaine de la rue de Grenelle, dont il a été à la fois le sculpteur et l'architecte; de Falconet (1791), qui a exécuté à Saint-Petersbourg pour Catherine II la statue colossale de Pierre le Grand; de Houdon, l'auteur de *Saint Bruno*, de la statue de Voltaire qui est à la Comédie-Française, etc.

Les peintres du temps ont eu une grande célébrité, qu'ils ont en partie conservée, surtout Watteau (1721), bien qu'il ne représente qu'un art conventionnel avec ses bergères d'opéra; Carle Vanloo (1765), dont on vante l'*Énée portant Anchise*; J. Vernet (1707), célèbre par ses marines; et les grands portraitistes Rigaud, Largillière. Mais Boucher (1760), que ses contemporains, séduits par ses figures « nourries de roses », appelaient le Raphaël français, n'a pas gardé l'estime des amis du grand art. Un peu plus tard, Chardin (1779) réagit contre cette

1. Les dates qui suivent sont celles de la mort

peinture de convention par ses scènes d'intérieur et ses natures mortes; Greuze (1805), l'auteur de *la Cruche cassée*, le peintre préféré de Diderot, montra la gracieuse naïveté de son talent; et Vien (1809) prépara, par la sé-



Le Panthéon.

vérité de son dessin, la réforme que David, son élève, opéra.

Rameau (1764), le compositeur de *Castor et Pollux*, et Grétry (1815), qui a laissé au théâtre *Richard Cœur-de-Lion*, avaient commencé une ère nouvelle pour la musique française.

10. Sciences. — Les sciences, plus austères, préparent leur avènement et leur empire en commençant, pour le monde physique, cet immense travail d'investigation que les lettres avaient entrepris pour le monde moral. Les grandes découvertes et les grands hommes, sauf Buffon, n'appartiennent point au siècle de Louis XV. Il eut cependant Réaumur, qui construisit le thermomètre de son nom; Clairaut et d'Alembert, membres de l'Académie des Sciences, l'un à dix-huit ans, l'autre à vingt-quatre, qui développèrent l'analyse mathématique; les botanistes Adanson et Bernard de Jussieu; La Caille, qui alla en 1750 au cap de Bonne-Espérance dresser la carte du ciel austral; Bouguer et La Condamine, qui se rendirent en 1736 sous l'équateur, tandis que Clairaut et Maupertuis allaient au pôle nord, pour déterminer la mesure d'un degré et la figure de la terre. Le Piémontais Lagrange, né de parents français, était alors retenu à Berlin par les bienfaits de Frédéric II, et Lavoisier n'était point maître encore des idées qui allaient renouveler la chimie.

Mais, à mesure que le siècle avance, les sciences se développent; elles commencent même à prendre le caractère qu'elles auront surtout au siècle suivant : elles tendent à l'application et cherchent à devenir populaires. Lavoisier décomposait l'eau, et par ce seul fait transformait la chimie et avec elle l'industrie moderne (*Théorie de la calcination des métaux*, 1775); il introduisait la balance dans les laboratoires, ce qui lui permettait de démontrer aux savants étonnés que les corps augmentent de poids en brûlant, et de confirmer le vieux principe de Lucrèce, devenu un des fondements de la science moderne, que dans la nature rien ne se crée et rien ne se perd; enfin il créait (1787) la nomenclature chimique, c'est-à-dire une langue précise comme l'algèbre, pouvant exprimer la composition de tous les corps et être comprise des savants de tous les pays. Les Français Berthollet et Guyton de Morveau l'aidèrent à établir cette nomenclature.

L'année même où se réunissaient les états généraux,

Laurent de Jussieu, précisant les idées de son oncle Bernard, proclamait, pour la classification botanique, le principe de la subordination des caractères, qui, généralisé par Cuvier, a renouvelé les sciences naturelles. Son livre, *Genera plantarum secundum ordines naturales disposita*, marque, dans les sciences d'observation, une époque peut-être aussi importante que la chimie de Lavoisier dans les sciences d'expérience. Lagrange, attiré à Paris par les offres de Louis XVI après la mort de Frédéric II, commença en 1787 la publication de la *Mécanique analytique*. Laplace ne donna qu'en 1796 son *Exposition du système du monde*.

Dans le même temps, l'abbé de l'Épée fondait son Institution des sourds-muets, qui réparait une des erreurs de la nature (1778); Valentin Haüy, l'Institut des aveugles, qui en diminuait une autre (1784), tandis que Pinel montrait que les fous n'étaient point des êtres dangereux qu'il fallait enchaîner, mais des malades qu'on pouvait guérir. Turgot créait une chaire d'hydrodynamique, afin de répandre les connaissances nécessaires aux grands travaux hydrauliques qu'il méditait. En 1778, érection d'une chaire de minéralogie pour une autre science dont l'abbé Haüy donnait en ce moment les lois, et fondation de la Société royale de médecine; en 1780, établissement de l'École vétérinaire d'Alfort, et, en 1788, de l'École des mines; en 1787, création au sein de l'Académie des sciences des sections d'histoire naturelle, d'agriculture, de minéralogie et de physique : c'était comme l'avènement de ces sciences à la popularité.

11. Vaccine; navigation à vapeur; galvanisme. Voyages. — Sept ans plus tôt, l'anglais Jenner avait découvert la vaccine, par laquelle on peut combattre un fléau qui décimait l'humanité, et l'agriculture s'enrichissait des deux plus grandes conquêtes qu'elle eût faites depuis l'introduction du maïs et du ver à soie : Parmentier augmentait les ressources alimentaires du peuple en popularisant l'usage de la pomme de terre (1779), et Daubenton introduisait en France la race espagnole des

moutons mérinos. Deux ans après, le marquis de Jouffroy faisait le premier essai de la navigation à vapeur : tentative qui resta malheureusement alors sans résultats. Galvani, de Bologne, allait constater (1791) les singuliers phénomènes d'électricité auxquels on a donné son nom, et Volta, de Côme, inventer (1794) la pile qui a ouvert à la chimie une carrière nouvelle.

En même temps, de hardis et savants navigateurs, les Anglais Wallis et Cook, les Français Bougainville et La Pérouse, complétant l'œuvre de Christophe Colomb et de Vasco de Gama, achevaient la reconnaissance du globe, et au prix de mille dangers, au prix de leur vie, ouvraient des voies sûres au commerce¹. Ainsi les sciences proprement dites tournaient à l'utile, à l'application, comme les sciences morales tendaient aux réformes politiques. Cet accord involontaire annonçait l'approche des temps nouveaux.

12. Mouvement scientifique et littéraire à l'étranger. — Ce que l'on constate en France se retrouvait en Europe, dans les pays, du moins, qui avaient conservé quelque activité de la pensée. L'Angleterre, l'Allemagne, avaient leurs philosophes incrédules, lord Bolingbroke et Hume, le chef de l'école sceptique anglaise, Kant, le promoteur de toute la philosophie allemande, dont les étapes successives ont été marquées par les audacieux systèmes de Fichte, de Schelling et de Hegel. La Grande-Bretagne possédait aussi des écrivains humoristiques : de Foe, Sterne, Fielding; des poètes corrects et froids : Pope, Young, Gray; des historiens dont les œuvres vivent encore, Robertson et Gibbon; des économistes, Arthur Young et Adam Smith; un grand astronome, Herschell. La littérature allemande commençait avec Klopstock, Lessing, Schlegel, Herder; déjà Goethe avait donné en 1772 son *Goetz de Berlichingen*, et Schiller avait écrit ses *Brigands*. Stahl a laissé un nom dans l'histoire de la chimie, Werner dans celle de la géologie, le Suédois

¹ Voyez le chapitre XIX, nos 22 et 25.

Linné, mort en 1778, dans l'histoire naturelle, dont il est un des fondateurs. Scheele, de Stralsund (1786), découvrit le chlore, le Suédois Bergmann (1784), l'acide carbonique. L'Italie ne présente guère qu'un philosophe historien, Vico, un poète classique, Alfieri, et quelques savants illustres, Spallanzani, Volta et Galvani. La Suisse s'honorait des deux Bernouilli et d'Euler, profonds mathématiciens, et de l'anatomiste Haller. Pour l'art, il n'avait alors qu'en France des représentants renommés.

CHAPITRE XXIV

MOUVEMENT DE RÉFORMES EN EUROPE¹

1. Influence des idées françaises en Europe. — 2. Réformes de Pombal en Portugal. — 3. Charles III d'Espagne. — 4. Réformes de Tanucci à Naples. — 5. Léopold en Toscane. — 6. Beccaria. — 7. Réformes de Joseph II en Autriche. — 8. Réformes de Frédéric II en Prusse. — 9. Réformes de Gustave III en Suède. — 10. Struensee en Danemark. — 11. Réformes de Catherine II en Russie. — 12. Résumé.

1. Influence des idées françaises en Europe. — Depuis longtemps on parlait français dans toutes les cours de l'Europe; nos livres y étaient lus, quelquefois plus vite qu'en France, et notre littérature regagnait le terrain que notre politique avait perdu. Ce n'étaient plus les gens de lettres qui courtoisaient les rois; les rôles avaient changé : les rois semblaient se faire les courtisans de ceux qui, par leurs écrits, dirigeaient la puissance nouvelle de l'opinion publique. Frédéric II, Catherine II, avaient des flatteries pour la vanité des écrivains en renom, des pensions pour leurs besoins; et, aux conversations qui se tenaient à Berlin ou à Saint-Petersbourg, on aurait pu se croire en France, avec une plus grande liberté de parole. Nos philosophes et nos économistes faisaient une double guerre : l'une, contre les débris encore subsistants du moyen âge et pour des réformes qui devaient ouvrir des sources nouvelles de richesse;

1. Léger, *Histoire de l'Autriche-Hongrie*; Macaulay, *Frédéric II (Essai historique)*; Lavisse, *Études sur l'histoire de Prusse*; Gessroy, *Histoire des États scandinaves*; Gessroy, *Gustave III et la cour de France*; Rambaud, *Histoire de Russie*; Zeller, *Histoire d'Italie*; Sorel, *L'Europe et la Révolution française*.

l'autre, en faveur de l'émancipation des peuples et de la liberté politique. De celle-ci les monarques se souciaient peu ; mais l'autre leur paraissait excellente. Elle les aida, en effet, à débarrasser leur pouvoir d'entraves gênantes et à améliorer la condition matérielle de leurs peuples, qui, enrichis par une agriculture perfectionnée et par une industrie florissante, purent rendre davantage à leur trésor. Cette distinction est importante à faire, car elle explique le grand travail de réformation qui s'opéra alors d'un bout de l'Europe à l'autre, depuis le Portugal jusqu'au fond de la Russie, mais s'arrêta aux réformes par lesquelles pouvaient être accrues la fortune et l'autorité des rois. Tous les princes et ministres réformateurs du XVIII^e siècle entendaient être, suivant la formule du temps, des despotes éclairés, c'est-à-dire des maîtres intelligents, dévoués, mais en même temps des maîtres absolus.

2. Réformes de Pombal en Portugal. — Joseph I^{er}, le quatrième successeur de ce Jean IV, de Bragance, qui avait, en 1640, affranchi le Portugal de la domination espagnole, voulut à son tour l'affranchir de ses propres misères. Il donna le pouvoir à Joseph de Carvalho (1750), qui fut créé plus tard marquis de Pombal. Ce ministre essaya d'être le Richelieu du Portugal. Craignant que l'influence des jésuites ne contrariât ses projets, il impliqua l'ordre dans un complot, auquel un attentat contre la vie du prince donna de la vraisemblance, et ils furent expulsés du royaume (1759). Un d'eux, le P. Malagrida, coupable d'avoir répandu dans le peuple de menaçantes prédictions contre Joseph I^{er}, fut condamné à mort et monta sur le bûcher. Ce malheureux n'était probablement qu'un pauvre fou, si l'on en juge par les écrits extravagants qu'il composa dans sa prison. Pombal, qui s'était servi de l'inquisition pour faire condamner Malagrida, diminua le pouvoir du tribunal redoutable, dès qu'il n'eut plus besoin de lui. Il intimida les nobles en exilant les plus illustres seigneurs, un Souza, un Bragance. Un tremblement de terre, qui coûta la vie à près de 30 000 personnes, détruisit Lisbonne (1756) ; il la rebâtit en quelques

années et en fit une des belles villes de l'Europe. À partir de ce moment, chaque année fut marquée par des créations utiles ou des tentatives honorables : encouragements aux manufactures, par l'élévation des droits sur les produits étrangers; à l'agriculture par la fondation d'une école spéciale, la construction du canal d'Oëyras, le défrichement de l'Alentejo, etc.; à l'instruction publique par la création du collège des nobles et d'écoles populaires gratuites; réorganisation de l'armée, dont la solde fut assurée et l'effectif porté à 32 000 hommes; réforme dans la perception de l'impôt et meilleure gestion financière; répression des pirateries des Barbaresques; fortification de l'île de Mozambique, la clef du commerce portugais dans les Indes; envoi de nouveaux colons au Brésil; révocation, en 1763, de dotations de terres immenses en Afrique et en Amérique, faites aux nobles par les prédécesseurs de Joseph I^{er}; établissement, en 1754, d'une compagnie commerciale pour le négoce exclusif de la Chine et des Indes, et, en 1755, d'une autre dite du Maragon et du Grand-Para. Par malheur, il voulut, comme bien d'autres réformateurs du siècle, *faire le bien à coups de hache*, et le bien ne se fait pas ainsi. Ses meilleures institutions furent victimes de la violence qui les avait établies, et le Portugal, un moment galvanisé par ce puissant administrateur, retomba après lui dans son ancienne faiblesse. Disgracié en 1777, à l'avènement de Marie I^{re}, il fut mis en jugement, déclaré criminel et digne d'un châtiment exemplaire; on se contenta pourtant de l'envoyer en exil; il y mourut dix mois après, en 1782.

3. Charles III d'Espagne. — L'Espagne s'était ranimée sous sa nouvelle dynastie de Bourbon. Philippe V, prince indolent, fit bien peu pour la régénérer. Il quitta, puis reprit la couronne, et toujours se laissa gouverner : par la princesse des Ursins; par Albéroni, qui faillit mettre l'Europe en feu; par sa seconde femme, Élisabeth Farnèse, qui le jeta dans des guerres au bout desquelles il trouva du moins le royaume des Deux-Siciles pour un de ses fils (1738), Parme et Plaisance pour un autre (1748);

enfin, par le sage Patinho, que l'emphase castillane appela « le Colbert de l'Espagne ». Il créa une école de marine à Cadix, une autre à Barcelone, agrandit les chantiers du Ferrol et dota l'Espagne d'une flotte de vingt-deux vaisseaux de ligne. Ferdinand VI, (1746-1759), secondé par un habile ministre, le marquis de la Ensenada, continua l'œuvre de la régénération espagnole. A la fin de son règne, la flotte comptait quarante-neuf vaisseaux de ligne et dix-neuf frégates; le canal de Castille était achevé; l'agriculture et l'industrie prospéraient; malgré les diminutions d'impôts, l'équilibre entre les recettes et les dépenses se trouvait enfin établi, et le Trésor renfermait une épargne de cinquante-neuf millions.

Don Carlos, fils aîné de Philippe V et de sa seconde femme, Élisabeth Farnèse, céda à un de ses enfants la couronne de Naples, qu'il portait depuis 1734, et prit celle d'Espagne, sous le nom de Charles III (1759-1788). Il appela au ministère, en 1766, un diplomate habile, le comte d'Aranda. « Le second Choiseul » fit arrêter 2.500 jésuites, en une nuit, et les fit conduire hors du territoire (1767). Toute correspondance avec eux fut interdite aux sujets espagnols; on ne leur alloua qu'une faible pension; encore devaient-ils en être tous privés pour la mauvaise conduite d'un seul. Cette mesure violente montrait que le ministre ne s'arrêterait point devant les abus. Il établit une police vigilante qui donna à Madrid la sécurité, qu'elle ne connaissait pas, fit faire le dénombrement de la population, restreignit les *rosarios* ou processions, et s'attaqua même à l'inquisition. Son ami, le comte de Campomanès, président du conseil de Castille, et qui sera ministre d'État en 1788, s'inspirait comme lui des philosophes et des économistes français. Ses ouvrages témoignent d'un esprit libéral, et il s'y montre disciple éclairé de Quesnay, d'Adam Smith et de Turgot. Aussi le vit-on combattre sans relâche les entraves et prohibitions qui gênaient l'industrie et le commerce, l'accumulation des biens-fonds dans les mains du clergé, la mendicité, le grand fléau de l'Espagne. Rome et le clergé

parvinrent, en 1773, à éloigner d'Aranda du ministère, en le faisant envoyer ambassadeur en France; mais son rival, le comte de Florida Blanca, fils d'un simple bourgeois de Murcie, voulait comme lui la régénération de son pays. Il avait rédigé le rapport concluant à la suppression des jésuites : c'est dire que les réformes ne s'arrêtèrent point.

Pour combler les vides de la population et ranimer l'agriculture, de nombreux laboureurs allemands furent attirés dans la péninsule; les routes furent réparées; le canal d'Aragon, ouvert sous Charles-Quint, fut continué; on commença ceux du Manzanarès, de Murcie, de Guadarrama, de San Carlos et d'Urgel; on rendit libre à l'intérieur le commerce des grains, et l'on fonda la banque de Saint-Charles. La fabrique de draps de Guadalajara, organisée par Albéroni en 1718, fut réunie à celle de San Fernando, qui occupa dès lors 24 000 ouvriers; la fabrique de toile à Saint-Ildéphonse, celle d'armes à Tolède, furent encouragées. Un décret de 1773 déclara que l'industrie ne dérogeait pas à la noblesse; d'autres dotèrent l'Espagne d'un cabinet d'histoire naturelle, d'un jardin botanique, de plusieurs académies de peinture et de dessin, d'un hôtel des douanes et d'un hôtel des postes. Pour l'armée et la marine, on créa une école d'artillerie à Ségovie, d'ingénieurs à Carthagène, de cavalerie à Ocaña, de tactique à Avila, et la flotte fut portée de 37 vaisseaux de ligne, qu'elle avait, en 1761, à près de 80; de sorte qu'elle fut en état de paraître avec honneur dans la guerre d'Amérique, à côté des escadres de France. Cependant Charles III échoua à deux reprises contre les pirates barbaresques, et ne put reprendre Gibraltar aux Anglais. Lorsqu'il mourut, en 1788, les revenus de l'Espagne avaient triplé, et sa population était montée de 7 à 11 millions. Son œuvre fut malheureusement compromise par l'incapacité de son successeur, le faible Charles IV, qui abdiquera à Bayonne entre les mains de Napoléon.

4. Réformes de Tanucci à Naples. — Avant d'être

roi d'Espagne, Charles III avait gouverné le royaume de Naples sous le nom de Charles IV. Là aussi, il avait accompli d'heureuses réformes, avec l'aide de son ministre Bernard Tanucci.

Il n'y avait pas dans le royaume moins de onze législations différentes, héritage laissé par onze peuples qui avaient possédé ce pays en totalité ou en partie : Normands, Souabès, Angevins, Aragonais, Autrichiens, etc.; elles furent simplifiées et un code uniforme fut entrepris, le code Carolin. Le clergé possédait des privilèges et des immunités incompatibles avec le bon ordre de l'État : le concordat de 1741 conclu avec le pape Benoît XIV les diminua et restreignit le nombre des prêtres en réduisant les ordinations à dix par mille âmes. Tanucci attaqua ensuite, non dans ses biens, mais dans ses juridictions, la noblesse, qui voulait rester féodale; il mit la loi au-dessus des grands, les tribunaux au-dessus de leur justice seigneuriale; et il les rendit plus dociles en les appelant à la cour. Les sciences et les lettres furent encouragées, les académies fondées, entre autres celle d'Herculanum¹, les hautes études et l'instruction secondaire fortifiées par d'importantes améliorations, Naples embelli de magnifiques monuments (théâtre de San Carlo, hospice royal des pauvres). Régent pendant la minorité de Ferdinand IV, qui succéda à Charles IV à l'âge de huit ans, en 1759, Tanucci agit encore avec plus de vigueur : il abolit les dîmes, supprima un grand nombre de couvents, réduisit de moitié le corps ecclésiastique, bannit les jésuites (1767) et réorganisa l'enseignement public. Une disgrâce termina ce ministère, qui n'avait pas duré moins de quarante-trois ans (1734-1777); pendant lesquels Tanucci avait touché à beaucoup de choses, mais sans avoir obtenu de résultats bien durables. Sous Ferdinand IV, qui régna jusqu'en 1825, tout dépendit, à Naples, des caprices de la reine Marie-Caroline, sœur de l'empereur Joseph II et

1. Herculanum avait été ensevelie par une éruption du Vésuve, 79 ans après notre ère, avec Pompéi et Stabies. Les fouilles ont commencé à Herculanum en 1714; à Pompéi en 1755 et celles-ci durent encore.

de la reine de France Marie-Antoinette, et fameux à plus d'un titre, surtout par sa haine contre la France après 1789.

Le petit duché bourbonien de Parme et de Plaisance eut aussi son réformateur dans le Français du Tillot, ministre de don Philippe et de son fils Ferdinand.

5. Léopold en Toscane. — A la mort du dernier des Médicis, Jean-Gaston, en 1737, la Toscane avait été assignée à François, duc de Lorraine, époux de Marie-Thérèse, qui devint empereur en 1745. Sous ce prince, peu aimé des Toscans, en sa qualité d'étranger, de sages réformes furent introduites dans la législation et dans les finances par d'habiles ministres, le prince de Craon et le comte de Richecourt. Son second fils, Léopold, frère de l'empereur Joseph II, gouverna la Toscane de 1765 à 1790. « Constamment occupé à réformer tous les abus introduits pendant plus de deux cents ans d'une administration vicieuse, il simplifia les lois criminelles, rendit au commerce la liberté, retira des provinces entières de dessous les eaux, et en partagea la propriété entre des cultivateurs industriels, qu'il ne chargea que d'une rente peu onéreuse; il doubla ainsi les produits de l'agriculture, et rendit à ses sujets une activité et une industrie qu'ils avaient perdues depuis longtemps. Mais il les fatigua quelquefois par une vigilance inquisitoriale, et il éprouva une violente opposition à ses réformes ecclésiastiques. Le peuple, qui lui devait tant, le regretta peu » (Sismondi). Il avait aboli la peine de mort.

Dans les états du roi de Sardaigne, deux édits de 1761 et 1762 avaient accordé ce que la France n'obtiendra qu'après 1789, le rachat des droits féodaux.

6. Beccaria. — Un Italien, le marquis de Beccaria, disciple de Montesquieu, a une place très honorable parmi les philosophes réformateurs du XVIII^e siècle, par son *Traité des délits et des peines*, publié en 1764. Quelques-uns des principes qu'il a établis ont servi de base à de grands travaux législatifs; ainsi la distinction entre le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire; la condamnation

des procédures secrètes, des emprisonnements arbitraires, de la torture et des peines inutiles; l'obligation pour le juge d'établir une juste proportion entre le délit et la peine, et pour le législateur de ne pas se borner à punir le crime, mais de chercher à le prévenir, enfin la nécessité d'employer dans les causes criminelles « des assessseurs donnés au juge par le sort », c'est-à-dire un jury. Beccaria a pris soin de résumer son système sous la forme d'une sorte de théorème qui termine son livre : « Pour qu'une peine ne soit pas une violence d'un seul ou de plusieurs contre un citoyen, elle doit être publique, prompte, nécessaire, la moindre qui soit possible dans les circonstances données, proportionnée au délit et fixée par la loi. »

Le *Traité des délits et des peines* fut accueilli avec enthousiasme. Les éditions, les traductions dans toutes les langues se multiplièrent rapidement. Voltaire le commenta, Malesherbes le fit traduire en français, et Catherine II voulut attirer son auteur à la cour de Russie. Quelques protestations s'élevèrent cependant contre certaines propositions qui parurent trop aventurées, celle-ci entre autres : « Le droit de propriété, droit terrible et qui n'est peut-être pas nécessaire ! » Le philosophe, âme tendre et timide, fut ému de ces attaques. Il avouait lui-même, « qu'en étant l'apôtre de l'humanité, il voulait éviter d'en être le martyr ». Il renonça donc à écrire et se contenta de perfectionner son beau livre à mesure que les éditions nouvelles se succédaient. Une chaire d'économie politique avait été fondée pour lui à Milan en 1768 : il y professa jusqu'à sa mort, en 1795.

7. Réformes de Joseph II en Autriche. — L'esprit nouveau pénétra jusque dans la vieille Autriche, introduit par le fils de Marie-Thérèse, l'empereur Joseph II. Ce prince avait été élu empereur d'Allemagne à la mort de son père François I^{er} de Lorraine, en 1765; mais sa mère avait gardé le pouvoir dans les états autrichiens. Suivant alors l'exemple de Pierre le Grand, avide d'apprendre, quoique n'ayant pas la patience de s'instruire,

comme l'écrivait Frédéric II, Joseph II se mit à visiter les pays étrangers, puis parcourut ses propres domaines; à la mort de sa mère, en 1780, il se lança impétueusement dans les réformes.

Les diverses contrées qui formaient l'État autrichien, se gouvernant chacune avec des lois particulières, n'avaient entre elles aucun lien; Joseph tenta de les unir par une vaste organisation administrative. Il abolit les juridictions particulières, divisa le territoire en treize gouvernements subdivisés en cercles. Il y eut autant de cours de justice, de commandants militaires et de magistrats de police qu'il y avait de gouvernements. L'administration générale se partagea en quatre départements, politique, administration proprement dite, justice, guerre. Toutes les affaires furent centralisées dans les chancelleries d'État de Vienne, et les états provinciaux supprimés ou annihilés; le despotisme de l'empereur se substituait aux tiraillements du régime féodal.

En 1780, les dîmes, les corvées et les droits seigneuriaux sont abolis. De nombreuses mesures sont prises contre l'Église : les bulles du pape n'ont de force qu'après avoir été approuvées par l'empereur; les membres du clergé sont subordonnés au pouvoir temporel; les revenus de certains évêchés réduits; plus de mille couvents changés en hôpitaux, en maisons d'instruction ou en casernes; quatre cents paroisses nouvelles fondées; le culte dégagé de certaines pratiques superstitieuses; le droit de primogéniture aboli; le mariage déclaré un simple contrat civil, et le divorce facilité. Le 13 octobre 1784, un célèbre édit de tolérance autorise l'exercice des cultes grec et protestant; les juifs sont admis aux écoles publiques; une nouvelle traduction de la Bible est faite en allemand; et le pape Pie VI, qui entreprend le voyage de Vienne pour arrêter l'empereur dans ses réformes, n'obtient que les égards dus à son caractère.

Le fils de la pieuse Marie-Thérèse s'exprimait sur le compte du clergé en termes que Diderot et Voltaire n'eussent pas désavoués : « Il est nécessaire, disait-il, de dimi-

nuer la considération des ulémas. Je méprise les superstitions et les sadducéens; il faut que j'en délivre mon peuple. Les principes du monachisme sont en contradiction avec la raison humaine. » Ou bien encore : « Les moines sont les plus dangereux et les plus inutiles sujets d'un État. » Imbu des idées économiques professées par l'école française des physiocrates, Joseph II ne voulait pas souffrir dans ses états des reclus dont la règle avait pour objet la contemplation religieuse. Il les regardait comme des oisifs qui consommaient sans produire, et refusait d'admettre qu'il fût légitime de donner satisfaction au besoin de mysticisme qui tourmente certaines âmes. Son libéralisme était donc bien étroit; il avait l'intolérance naturelle à tous ceux qui veulent organiser la société d'après des formules en quelque sorte mathématiques, sans tenir compte d'éléments qui échapperont éternellement à l'algèbre sociale. Le monarque philosophe apprend un jour qu'une secte de déistes vient de se former en Bohême. Voici l'un des articles de l'ordonnance qu'il rend à ce sujet : « Si un homme ou une femme vient se faire inscrire comme déiste à la chancellerie du cercle, il faut lui administrer immédiatement vingt-quatre coups de bâton, non parce qu'il est déiste, mais parce qu'il prétend être quelque chose qu'il ne comprend pas. »

Joseph II était peu lettré; il encouragea cependant les sciences et les arts; il fonda des universités, des bibliothèques publiques, des chaires de sciences physiques et naturelles, et enleva la censure des livres aux ecclésiastiques pour la donner à des gens de lettres éclairés; mais il défendit à ses sujets de voyager à l'étranger avant vingt-sept ans. Le commerce et l'industrie nationale reçurent une vive impulsion: des manufactures furent établies; les douanes provinciales supprimées; l'importation des marchandises étrangères frappée d'un droit énorme; les provinces autorisées pour la première fois à échanger entre elles leurs produits; Trieste et Fiume déclarés ports francs; des routes nouvelles ouvertes; des canaux creusés ou réparés.

Ainsi Joseph II touche à tout. Il veut tout renouveler au profit du bien-être matériel de ses sujets, au profit surtout de son pouvoir; mais il a le tort de combiner cette œuvre de réformes intérieures avec une politique agressive et une ambition démesurée. Ses prétentions sur Maestricht et le pays d'outre-Meuse l'impliquent dans des démêlés avec la Hollande, qui aboutissent à extorquer à cette dernière dix millions de florins, et à lui faire contracter une alliance avec la France (1785); il avait obtenu du moins la suppression des garnisons hollandaises dans les places de la *barrière*. Ses projets sur la Bavière amènent la conclusion d'une nouvelle ligue offensive et défensive entre les rois de Prusse et d'Angleterre, les électeurs de Saxe et de Mayence, et une multitude de princes allemands. Il rêve le partage de l'empire turc avec la Russie, et quand le sultan, qui se sent menacé, déclare la guerre aux Russes (1787), Joseph, alléguant qu'il est l'allié de la tsarine, attaque la Porte sans sujet (1788); mais il échoue devant Belgrade; le grand vizir Yousouf pénètre dans la Hongrie, et il est battu lui-même à Temesvar. Le feld-maréchal Laudon et le prince de Cobourg rétablissent l'honneur de ses armes, sans toutefois que la paix de Sistova, signée en 1791 par son frère et successeur Léopold II, assure à l'Autriche, en retour d'énormes dépenses, d'autres avantages que l'acquisition de deux petits territoires. Mais des troubles éclatent en Hongrie, où les nobles lui sont ennemis, parce qu'il a violé leurs privilèges féodaux; où le peuple lui est contraire, parce qu'il l'a blessé par ses innovations religieuses; les Pays-Bas se soulèvent et tentent de s'organiser en république des États-Unis belgiques (1789), parce qu'il veut les soumettre à de nouveaux impôts; tout en leur retirant leurs vieilles libertés; enfin la révolution française qui éclate ne menace pas seulement le pouvoir de sa sœur Marie-Antoinette, mais menace tous les rois absolus. Joseph II regrette ce qu'il a fait, s'effraye de l'avenir, et descend tristement au tombeau le 20 février 1790. Il avait rédigé lui-même son épitaphe: « Ci-gît Jo-

seph II, qui fut malheureux dans toutes ses entreprises.

8. Réformes de Frédéric II en Prusse. — La guerre de Sept ans avait diminué la population de la Prusse de 500 000 âmes; 14 500 maisons avaient été brûlées; dans la Silésie, la Poméranie et la Nouvelle-Marche, les paysans s'attelaient à la charrue, car il manquait 60 000 chevaux pour le labourage. « Il y avait, dit Frédéric, comme une création nouvelle à entreprendre. » Il recommença tout. Après avoir sauvé son pays du démembrement, après avoir constitué, par la gloire, un peuple nouveau en Europe, et mis ce peuple au rang des grandes nations, il le sauva de la misère par une administration habile et vigilante.

Disciple des physiocrates, Frédéric II regardait les paysans comme « les pères nourriciers de la société », et, pour en accroître le nombre dans ses provinces, ses agents parcoururent l'Allemagne, offrant partout, en son nom, des conditions avantageuses, avances d'argent, terres, privilèges, à quiconque s'établirait dans ses états. Pour exciter le zèle de ces recruteurs, chacun d'eux recevait trois thalers pour un ouvrier célibataire, cinq pour un ouvrier marié qu'il décidait à devenir prussien. Cette industrie du racolage pour le compte de Frédéric II prit une telle extension, que les souverains des états voisins se plaignirent. Frédéric se contenta de recommander à ses agents d'agir avec prudence, et n'en continua pas moins d'inonder la Saxe, le Mecklembourg, la Pologne surtout, de proclamations où il énumérait complaisamment tous les avantages qui attendaient les ouvriers ou agriculteurs étrangers établis dans ses états. Grâce à ces procédés, la population de la province de Poméranie augmenta de 20 000 âmes, celle du Brandebourg de 207 000. Berlin seul gagna en quinze années 32 000 habitants. La Prusse reçut plus d'hommes par l'immigration qu'elle n'en avait perdu sur les champs de bataille. Mais aussi que de soins pris par le roi pour retenir ses nouveaux sujets et contenter les anciens, car, dans son gouvernement, il apportait ce soin du détail, cette volonté

tenace, cette heureuse fécondité d'expédients qui le rendaient si redoutable dans les combats.

Tout admirateur qu'il fut de nos philosophes et de nos économistes, il n'aliéna jamais l'indépendance de son jugement. Quand les jésuites furent chassés de tous les états et reniés par le pape, il leur donna asile; et les fugitifs acceptèrent sur les bords de la Sprée l'hospitalité offerte précédemment aux protestants, leurs victimes. Le roi de Prusse se sentait assez fort pour contenir cette Compagnie dénoncée partout comme l'ennemie des gouvernements, et il leur laissa, dans ses provinces catholiques, l'enseignement de la jeunesse, mais d'après un plan qu'il avait tracé lui-même, et sous la surveillance des autorités laïques. Modération remarquable de la part du grand ami de Voltaire et du correspondant de d'Alembert! Ce n'était pas faiblesse à l'égard du clergé, car un jour il fit pendre un prêtre, parce qu'il avait dit que la désertion d'une recrue n'était qu'un péché véniel.

Ce monarque, qui faisait raccommoder ses vieux habits afin de les porter plus longtemps, qui relevait dans le compte des revenus d'une de ses provinces une erreur de cinq sous, qui dépensait annuellement pour sa cour 12 000 thalers, moins que Mme de Pompadour en un mois pour sa toilette, consacra des sommes énormes à la création de villages nouveaux, au desséchement des marais de la triste Poméranie, à la fertilisation des sables de l'aride Brandebourg, au percement du canal de Plauen entre l'Elbe et l'Oder, et de Bromberg entre l'Oder et la Vistule; cette dernière entreprise exigea une dépense de 740 000 thalers et le travail de 6 000 ouvriers pendant seize mois, jour et nuit. D'immenses travaux furent exécutés pour mettre les provinces riveraines de l'Elbe, de l'Oder et de la Vistule à l'abri du fléau périodique des inondations. Il construisit Swinemunde, le port de Stettin, un hôtel des Invalides à Berlin, le château de Sans-Souci dont il fit sa résidence favorite. Des plantations de mûriers donnèrent naissance à l'industrie de la soie, inconnue jusqu'alors dans l'État prussien. De nombreuses manufac-

tures s'élevèrent dans les villes : étoffes riches et velours à Berlin, étoffes unies à Potsdam, raffineries à Berlin, etc. Une compagnie maritime, fondée à Emden, tenta des relations commerciales avec la Chine. La diminution des droits qui frappaient le commerce d'exportation augmenta les revenus du trésor. Enfin ce puissant soldat fut aussi un législateur ; il fit rédiger un code unique pour tous les états prussiens par son chancelier Cocceji, « un sage, disait-il, qui eût fait honneur aux républiques grecques ». Il supprima la torture comme moyen de procédure, et un paysan ayant été frappé d'une sentence injuste, il cassa l'arrêt en faisant publier dans les journaux : « Le dernier des paysans est aussi bien homme que le roi : devant la justice tous sont égaux. »

Ce souverain qui comprenait si bien son métier de roi, et s'en acquittait avec une ardeur que ni l'âge ni la maladie ne purent affaiblir, ce grand homme de guerre qui introduisit tant de perfectionnements dans la tactique, l'armement des soldats, l'approvisionnement des armes, trouva encore le temps d'écrire quelques vers français et d'importants ouvrages d'histoire : 1° *l'Histoire de mon temps* ; 2° les *Mémoires pour servir à l'histoire de la maison de Brandebourg* ; 3° *l'Histoire de la guerre de Sept ans* ; 4° des *Mémoires* allant de la paix d'Hubertsbourg (1763) jusqu'au partage de la Pologne en 1773. Il appartient à l'histoire littéraire de raconter ses relations avec des écrivains français, son intimité, puis sa brouille avec Voltaire. L'histoire politique s'occupe davantage du réformateur et de l'homme de guerre éminent qui, ayant reçu de son père 120 000 kilomètres carrés, en laissa 190 000 à son successeur, avec une population de 5 millions et demi d'habitants, au lieu de 2 500 000, et du prince qui avait su faire de la monarchie des Hohenzollern, presque ignorée jusqu'alors, l'arbitre de l'Allemagne.

Lorsqu'en 1777 l'électeur de Bavière mourut sans enfant, Marie-Thérèse avait acheté la succession à l'héritier direct, l'électeur palatin. L'affaire était bonne pour l'Autriche, à qui elle donnait un territoire non interrompu,

depuis les frontières de la Turquie jusque vers le Rhin, presque toute l'Allemagne du midi; c'était une belle compensation à la perte de la Silésie. Mais il ne plaisait pas à Frédéric II que l'Autriche s'agrandît ainsi. Il s'y opposa tout de suite et s'appuya sur la cour de Saint-Petersbourg. Après une campagne sans combat, la médiation franco-russe amena la paix de Teschen (1779). Le duc de Deux-Ponts, héritier de l'électeur palatin, eut la succession bavarroise; la Saxe et le Mecklembourg obtinrent des indemnités, et l'Autriche reçut Braunau et quelques districts qui joignaient le Tyrol à ses autres domaines. Frédéric se contenta de distribuer les parts, sans prendre cette fois rien pour lui-même. En 1785, Joseph II ayant repris ces idées d'annexion en offrant à l'électeur de Bavière d'aller régner aux Pays-Bas, nouvelle intervention de Frédéric. Sous le prétexte de maintenir la constitution germanique, il organisa le *Fürstenbund*, ou ligue des princes, avec seize princes de l'Empire, et Joseph II dut renoncer à ses projets. Dès cette époque, ce n'étaient plus les Habsbourg, mais les Hohenzollern qui étaient les maîtres dans l'Empire. Le *Fürstenbund* fut le dernier acte de la politique du grand Frédéric; il mourut l'année suivante, en 1786.

9. Réformes de Gustave III en Suède. — On a vu les tristes résultats de la politique aventureuse de Charles XII. Une réaction nobiliaire éclata à Stockholm en 1718, après la mort du roi. Sa jeune sœur, Ulrique-Éléonore, fut appelée au trône, et une constitution aristocratique, qui dépouilla la royauté de toutes ses prérogatives, inaugura pour la Suède une longue période d'anarchie au dedans, et d'impuissance au dehors. Toute l'autorité passa entre les mains de la diète, composée des députés des quatre ordres, nobles, clergé, bourgeois, paysans, l'ordre nobiliaire exerçant une influence prépondérante. Deux partis se formèrent : celui des *chapeaux*, ou partisans de l'alliance française, celui des *bonnets*, qui se résignait à subir la suprématie de la Russie. Tirillée en sens contraires par ces deux partis, la Suède fit mal une guerre

contre la Russie, qui lui coûta la Finlande méridionale (traité d'Abo, 1743), et ne parut pas avec avantage comme alliée de la France, qui la soudoya, dans la guerre de Sept ans. Quand Adolphe-Frédéric mourut, en 1771, la royauté n'existait plus que de nom. Le roi ne pouvait dissoudre la diète, dont la session se prolongeait aussi longtemps que la noblesse l'exigeait. Les députés influents étaient à la solde des gouvernements étrangers.

Gustave III arriva au trône en 1771; il résolut de mettre un terme à cette anarchie. Il avait visité, pour étudier leurs besoins, toutes les provinces de la Suède, et voyagé à l'étranger. En France, où il avait reçu de Louis XV une magnifique hospitalité, il compara cette royauté de Versailles, encore si imposante, avec celle qui l'attendait à Stockholm; il écouta les projets de réforme de nos philosophes et trouva qu'une moitié au moins était excellente. De retour en son pays, il s'appliqua à gagner l'armée, et, le 19 août 1772, il accomplit, avec quelques bataillons dévoués, la révolution pacifique qui fit passer le pouvoir des mains de la noblesse à celles du roi. Une nouvelle constitution fut promulguée; elle portait qu'au roi il appartenait de convoquer les états, de fixer le lieu et la durée de leurs sessions, d'indiquer les matières sur lesquelles ils auraient à délibérer. S'il ne peut déclarer la guerre sans l'assentiment de la diète, seul il signe les traités, conclut les alliances, commande les armées de terre et de mer, distribue les emplois civils et militaires. Les impôts existants sont maintenus à perpétuité; le cas de guerre défensive, « de nécessité pressante », peut seul justifier la création de nouvelles taxes. C'était l'établissement en Suède d'une royauté à peu près absolue.

Six années de paix intérieure (1772-1778) suivirent cette révolution. Gustave III sut les rendre fécondes : suppression de la torture, des tribunaux exceptionnels et de tout impôt direct, en faveur des paysans, journaliers, manœuvres, soldats ou marins ayant au moins quatre enfants; interdiction de la mendicité et création de maisons de travail pour les mendiants; organisation d'un

service médical aux frais de l'État pour tous les villages; fondation d'hôpitaux, de maisons de refuge pour les orphelins; ordonnances sévères contre la vénalité des juges; extension de la liberté de la presse; liberté absolue du commerce des grains. Il attira des ouvriers de tous les pays de l'Europe et doubla le produit des mines de fer et de cuivre, la grande richesse du pays. Le commerce, favorisé par des privilèges accordés aux marins, par la franchise donnée au port de Marstrand, à l'entrée du Cattegat, prit l'essor, et, par la suppression de vingt-deux jours de fête, la somme du travail national s'accrut. Comme Frédéric II, Gustave III écrivit beaucoup, même des drames, et comme lui il admirait passionnément notre littérature. Il fonda, sur le modèle de l'Académie française, une compagnie littéraire de dix-huit membres avec des concours et des prix, que lui-même daigna disputer; et un théâtre représenta devant une cour brillante les principales pièces de notre répertoire.

La noblesse n'avait pas oublié le 19 août 1772. Gustave III ayant déclaré la guerre à Catherine II, alors occupée à conquérir la Crimée, s'était emparé presque sans coup férir de la Finlande russe (1788). Déjà l'épouvante régnait à Saint-Petersbourg, et l'impératrice se disposait à prendre le chemin de Moscou, lorsque beaucoup d'officiers de l'armée suédoise, gagnés sans doute par l'or de la Russie, envoyèrent leur démission, sous prétexte que le roi avait violé la constitution en commençant la guerre sans l'aveu de la diète. Arrêté par cette trahison, Gustave III fut obligé d'évacuer sa conquête (paix de Varela, 1790). Deux ans après, il périssait assassiné dans un bal masqué, par Ankarström, instrument des vengeances de la noblesse contre le prince qui lui avait ôté un pouvoir dont elle usait si mal.

Par cette double trahison de son aristocratie, la Suède venait de perdre l'occasion de reprendre, au nord de l'Europe, son rang de puissance prépondérante. Désormais elle ne pourra plus arrêter le colosse russe dans sa croissance formidable, ni modérer dans leur orgueil les

héritiers des électeurs de Brandebourg, en réveillant le souvenir et en agitant à leurs yeux l'image de Gustave-Adolphe.

10. Struensée en Danemark. — L'autre royaume scandinave, le Danemark, eut aussi son réformateur énergique en Struensée, qui remplaça auprès de Christian VII un autre ministre remarquable, Bernstorff. Précepteur du fils du roi et favori de la reine, il exerça un pouvoir absolu, mais de courte durée (1771-1772). La noblesse, qui ne lui pardonnait pas ses réformes, exploita le sentiment national contre ce parvenu d'origine allemande. Accusé de relations coupables avec la reine et d'abus de pouvoir, il fut soumis à un procès odieux et décapité (1772). Son œuvre périt en grande partie avec lui.

11. Réformes de Catherine II en Russie. — Gustave III disait de Catherine II : « Hélas ! si ma cousine l'impératrice de Russie eût été roi de France, combien de grandes choses n'aurions-nous pas faites ensemble ! » Catherine méritait cet hommage. Comme le grand Frédéric et Gustave, elle avait subi l'influence des idées françaises. Elle attachait à son service le philosophe Grimm, qui de Paris lui envoyait une correspondance régulière sur les affaires de France ; elle n'hésitait pas à se dire la « bonne amie » d'une femme qui exerçait alors une sorte de royauté intellectuelle à Paris, Mme Geoffrin. Marmontel reçut les remerciements de l'impératrice pour l'envoi de son *Bélisaire*, qu'elle fit traduire en russe. Elle appela à Saint-Petersbourg Diderot, dont elle avait acheté la bibliothèque ; elle lui prodigua les prévenances, au point de lui faire oublier sans doute le souhait qu'il avait formé « d'étrangler les rois ». Enfin, elle eut avec Voltaire, de 1763 à 1778, une correspondance que la mort seule interrompit, comme si elle eût voulu donner à croire que pour elle le grand écrivain, qui paye des égards avec des éloges, donne plus qu'il n'a reçu. Il y avait beaucoup de calcul dans ces flatteries intéressées à ceux qui étaient devenus les maîtres de l'opinion ; on ne

doit pas moins savoir gré à cette reine moscovite de son goût pour les choses de l'esprit.

A force de lire nos philosophes, elle prit quelques-unes de leurs idées. Ainsi, ayant réuni, de 1766 à 1768, une commission qu'elle chargea de rédiger un code de lois, elle lui donna des instructions qui contenaient des déclarations si hardies, qu'un des conseillers de Catherine lui disait : « Ce sont des axiomes à renverser les murailles. » « La nation n'est pas faite pour le souverain, mais le souverain pour la nation. L'égalité consiste pour les citoyens à n'obéir qu'à la loi; la liberté est le droit de faire tout ce qui n'est pas défendu par la loi. Il vaut mieux épargner dix coupables que de perdre un innocent. La torture est un moyen admirable de perdre l'innocent d'une santé faible, et de sauver un coupable robuste. » D'autres passages condamnent l'intolérance, les persécutions religieuses, les pénalités cruelles. Aussi Voltaire écrivait-il que l'instruction de la tsarine ne pourrait être imprimée à Paris. Au cours des discussions qui eurent lieu dans le sein de la commission, on osa proposer de restreindre les droits des seigneurs, et prononcer même le mot d'affranchissement des serfs. Catherine se montrait très satisfaite de cette assemblée; mais la guerre de Turquie lui fournit un prétexte décent de la congédier, et il n'en resta rien que de belles paroles qui avaient retenti au loin : c'était tout ce qu'on avait voulu. Un concours ayant été ouvert sur la question de l'émancipation des paysans, un mémoire obtint le prix, mais non pas l'autorisation d'être imprimé. Cependant une dame de la plus haute noblesse fut condamnée en 1768 à l'exposition publique et à l'emprisonnement perpétuel, parce qu'elle fut convaincue d'avoir fait périr dans les tourments quarante de ses serviteurs ou servantes. Catherine aimait mieux, et c'est le trait caractéristique de sa politique intérieure, frapper avec éclat un grand coupable, que détruire l'odieuse institution d'où provenaient de tels excès. Les philosophes, satisfaits, célébrèrent la juste sévérité de l'impératrice; la noblesse

russe, de son côté, ne marchandait pas son approbation à un oukase de 1767, qui interdit aux paysans de porter plainte contre leurs maîtres, et autorisa de nouveau ces derniers à envoyer leurs serfs en Sibérie.

Catherine II poursuivit impitoyablement un des plus vieux abus de l'administration russe, la concussion. « Je considère, disait un oukase de 1762, comme mon devoir le plus indispensable et le plus essentiel de déclarer au peuple, avec un profond déchirement de mon cœur, que l'improbité a fait de tels progrès, qu'on pourrait à peine citer une administration ou un tribunal qui n'en soient pas infectés. » Mais on ne change pas aussi facilement les mœurs d'un pays que le protocole des actes officiels. Les juges continuèrent à vendre la justice, les fonctionnaires à pressurer leurs administrés.

Les divisions administratives de l'empire furent modifiées en 1775. Au lieu d'une quinzaine de provinces, il y eut cinquante gouvernements, subdivisés en districts. Le siège de l'administration et de la justice fut ainsi placé moins loin des administrés. Chacune des provinces nouvelles eut son gouverneur et son sous-gouverneur; des gouverneurs généraux furent investis d'un droit de haute surveillance sur deux ou trois gouvernements.

Beaucoup de districts, même des plus fertiles, étaient à peu près déserts dans l'Ukraine. Pour les peupler, elle eut, comme Frédéric II, recours à la colonisation. Tout étranger qui vint s'établir en Russie reçut un capital destiné à subvenir aux premiers frais de son établissement et obtint en outre l'exemption de tout impôt pendant trente ans. La seule année 1774 amena en Russie jusqu'à 26 000 colons. Deux cents villes nouvelles furent fondées.

Le clergé possédait des biens immenses; les seuls monastères avaient près d'un million de serfs. Catherine II, qui devait plus tard protester énergiquement contre les sécularisations de la révolution française, accomplit avec le plus grand calme une transformation analogue. Elle confisqua au profit de la couronne les revenus des

couvents, et leur assura, en échange, une allocation proportionnée à leur importance. A l'égard des cultes dissidents, elle usa d'une tolérance dont elle se faisait gloire auprès de Voltaire. Elle permit aux Tartares du Volga de relever leurs mosquées, détruites sous Elisabeth; elle laissa les jésuites acheter le droit de rester dans la Russie Blanche. Son vigoureux esprit n'aimait pas les préjugés. Au grand scandale des vieux Russes, elle introduisit la vaccine dans l'empire, et donna elle-même l'exemple, en se faisant inoculer.

L'ignorance était profonde. Catherine II comprenait que, faute d'une éducation nationale, son peuple ne possédait pas « cette classe d'hommes qu'en d'autres pays on appelle le tiers état ». On rédigea sur son ordre un vaste plan d'instruction publique. Il ne put être appliqué dans toutes ses parties; des écoles d'enseignement secondaire furent au moins fondées dans les grandes villes. Comme le gouverneur de Moscou se plaignait que les écoles restassent vides, elle lui répondit, assure-t-on : « Mon cher prince, ne vous plaignez pas de ce que les Russes n'ont pas le désir de s'instruire; si j'institue des écoles, ce n'est pas pour nous, c'est pour l'Europe où il faut maintenir notre rang dans l'opinion. Mais du jour où nos paysans voudraient s'éclairer, ni vous ni moi nous ne resterions à nos places. » Si cette lettre est authentique, Catherine II s'y calomnie elle-même, ce qui arrive parfois aux gens d'esprit, et elle en avait beaucoup. Elle s'occupa de l'éducation des filles : un institut, placé sous la direction d'une Française, et que Napoléon admira plus tard à Moscou, réunit 480 jeunes filles russes, appartenant à la noblesse ou à la bourgeoisie. « Nous ne les voulons ni prudes ni coquettes », écrivait Catherine à Voltaire. Excellent programme d'éducation féminine.

On voit qu'il n'est pas possible d'étudier l'histoire intérieure de ce grand règne sans rencontrer des traces de l'influence française. Tout le monde, à la cour de Catherine, partageait, ou tout au moins affectait, d'imiter le goût de la souveraine, pour nos grands écrivains. Les

poètes russes traduisaient nos classiques du xviii^e siècle, ou s'inspiraient d'eux. Les plus grands seigneurs s'honoraient de correspondre avec nos hommes de lettres. Mais cet enthousiasme était une mode, chose de surface et d'emprunt, qui ne venait pas du fond de la conscience russe. Comme Pierre le Grand, Catherine voulut offrir à l'Europe l'illusion d'une Russie policée et d'un gouvernement philanthropique. Elle y réussit. Voltaire, Diderot et bien d'autres s'y trompèrent. On put voir bientôt combien était fragile le mince et brillant vernis de civilisation qu'elle avait étendu sur son peuple. Pour être conséquente avec ses propres maximes, l'impératrice aurait dû suivre d'un œil favorable le travail de réformes entrepris par la Constituante; elle s'en indigna, au contraire, et toute sa noblesse avec elle. L'amie des philosophes et du progrès fit place à l'autocrate, toute remplie de l'esprit du passé; la vieille Russie reparut avec ses préjugés, sa haine contre les innovations, et elle commença une guerre acharnée contre la révolution française. Il y a dans les réformes de Catherine beaucoup de bonnes intentions, un désir sincère et intelligent de faire le bien; on y trouve aussi beaucoup de cet art particulier que les peintres ont nommé le « trompe-l'œil ».

11. Résumé. — Ainsi, dans la seconde moitié du xviii^e siècle, tous les gouvernements réveillés, excités par les idées françaises, reconnurent la nécessité d'opérer de nombreuses réformes. Rois et ministres se mirent à l'œuvre. Ils réformèrent les lois, détruisirent des privilèges, des abus, exigèrent de la noblesse, du clergé, d'importants sacrifices, tout en augmentant leur pouvoir personnel. Ils creusèrent des canaux, multiplièrent les routes, encouragèrent l'industrie, le commerce, l'agriculture; ils cherchèrent, et quelques-uns réussirent, à augmenter la richesse nationale, le bien-être de leurs peuples, pour accroître leurs propres revenus. Partout même on parla de justice, de tolérance, et la philanthropie devint une mode, ce qui n'empêchait pas au besoin de recourir à la diplomatie la plus machiavélique,

comme le partage de la Pologne, comme celui de la Suède, que la Prusse et la Russie méditaient, comme celui de la Turquie sur lequel la tsarine et l'empereur Joseph cherchaient à s'entendre. Les gouvernements, en un mot, faisaient des réformes, mais aucun ne songeait à se réformer lui-même. Ils voulaient bien achever la destruction du moyen âge, mais à leur profit, et aucun prince ne pensait que l'heure fût arrivée, ni même qu'elle dût jamais venir, où les peuples seraient assez éclairés pour avoir le droit d'être consultés sur leurs intérêts. L'exemple de l'Angleterre n'avait pas encore fait comprendre aux souverains l'opportunité, pour quelques-uns d'entre eux au moins, d'accorder à leurs sujets une part d'influence dans la gestion des affaires publiques.

Aussi ces princes réformateurs, arrivés au pouvoir absolu et fortifiés par leurs réformes mêmes dans ce pouvoir, allaient s'unir contre la révolution française qui révéla aux peuples des principes nouveaux. L'Angleterre se joindra elle-même à la coalition contre cette liberté naissante pour prendre sa revanche du traité de Versailles et arrêter une grandeur qui l'effrayera.

CHAPITRE XXV

LA FRANCE À L'AVÈNEMENT DE LOUIS XVI¹.

1. Esprit d'examen. — 2. Pouvoirs mal définis du gouvernement. — 3. Mauvaise organisation administrative. — 4. Diversité dans la condition des provinces. — 5. Organisation judiciaire. — 6. Rigueur du code pénal. — 7. Justice exceptionnelle. — 8. Justice trop chère et non uniforme. — 9. Diversité dans la condition des personnes. — 10. Inégalité quant aux fonctions publiques. — 11. Inégalité quant à l'impôt. — 12. Inégalité quant à la justice. Les lettres de cachet. — 13. La liberté de conscience refusée. — 14. Sévérité et faiblesse à l'égard de la presse. — 15. Défauts de l'organisation militaire. — 16. Pas de crédit public. — 17. Mauvaise administration du trésor public. — 18. Mauvaise perception des contributions publiques. — 19. Servitude de l'industrie et entraves mises au commerce. — 20. Décadence de l'agriculture. — 21. Misère générale. — 22. Insuffisance des secours contre la misère ou la maladie. — 23. Des mœurs. — 24. Désaccord entre les idées et les institutions. — 25. Agitation croissante des esprits.

1. Esprit d'examen. — Il y a dans ce siècle un autre spectacle que le tableau des guerres malheureuses et du gouvernement honteux de la France, c'est celui du mouvement qui emportait les esprits. Jamais on ne vit une curiosité aussi vive de toutes choses, une audace aussi grande à s'aventurer hors des sentiers battus. Longtemps on s'était consolé d'un abus par une épigramme et d'une iniquité par une chanson. « Ils chantent, donc ils payeront, » disait Mazarin. Mais déjà l'on chantait moins ; l'esprit devenait plus sérieux, partant plus redoutable. En face d'une royauté qui se dégradait comme à plaisir, de nobles « qui semblaient tout au plus les mânes de leurs

1. Rocquain, Aubertin, Taine, Rambaud, ouvrages cités au chapitre xxiii ; de Tocqueville, *l'Ancien régime et la Révolution* ; Paul Boiteau, *La France en 1789* (2^e édition).

ancêtres » et ne savaient même pas nous donner des généraux¹, d'un clergé enfin où ne se trouvaient ni des Bossuets ni des Fénelons, on interrogeait les droits, on étudiait les titres de ces puissances jadis si respectées.

2. Pouvoirs mal définis du gouvernement. — La constitution n'étant point écrite, tout reposait sur les usages et n'avait qu'une valeur d'opinion, variable par conséquent comme l'opinion même, et qui avait sans cesse varié. La royauté était, en théorie, un pouvoir absolu; elle ne l'était point toujours en fait, car des intérêts nombreux et puissants, des traditions, des précédents qu'on érigeait en lois fondamentales, lui faisaient obstacle; de sorte que le droit de personne n'étant défini et les mœurs politiques manquant plus encore que les institutions, tous s'efforçaient d'empiéter sur le domaine de chacun, et nul ne se tenait à sa place. Les ministres mettaient au besoin la main sur la justice, comme les parlements sur la loi, pour faire violence à l'une et à l'autre. Un édit royal n'était exécutoire qu'après avoir été enregistré au parlement, mais le conseil d'État rendait des « arrêts en commandement », qui se passaient de cette formalité. Le clergé et la noblesse avaient des tribunaux; le tiers état des fonctions publiques, qu'il avait achetées à beaux deniers; et, pour le plus grand nombre des charges, le roi était dépouillé d'une de ses plus importantes prérogatives, du droit d'appeler les plus capables et les meilleurs au service de l'État.

3. Mauvaise organisation administrative. — Il y avait six ministres : le chancelier chef de la justice, mais qui n'avait plus guère qu'un titre quand il n'avait pas les sceaux; le contrôleur général des finances et les quatre secrétaires d'État de la maison du roi, de la guerre, de la

1. Nos meilleurs généraux au XVIII^e siècle, le maréchal de Saxe et le comte de Lowendal, n'étaient pas Français; le comte de Saint-Germain, qui servait tant à l'étranger, l'était à peine; le duc de Broglie était d'une famille originaire du Piémont, naturalisée seulement depuis 1683. Gribeauval, le réformateur de notre artillerie, entré comme volontaire dans le Royal-artillerie, en 1732, resta dix-sept ans officier pointeur, et c'est au service de l'Autriche, dans la guerre de Sept ans, qu'il gagna sa réputation.

marine et des affaires étrangères. Ces ministères offraient le plus singulier enchevêtrement d'attributions, et le royaume était encore géographiquement partagé entre eux. Ainsi les gouverneurs et lieutenants généraux des provinces ne relevaient pas du ministre de la guerre; mais les postes relevaient de lui, ainsi que le Dauphiné et tous les pays conquis depuis 1552. Le ministre de la marine était en même temps ministre du commerce maritime; il avait dans sa dépendance les consulats, la chambre de commerce de Marseille, qui, elle-même, formait un petit ministère pour le commerce du Levant. Le ministre des affaires étrangères réglait les pensions et administrait les provinces de Guyenne, Normandie, Champagne, Berry, etc. Le ministre de la maison du roi avait les affaires ecclésiastiques et les lettres de cachet, Paris, le Languedoc, la Provence, la Bretagne, la Navarre, etc. On avait placé dans les attributions du contrôleur général les ponts et chaussées, le service des hôpitaux, des prisons, des épidémies, le commerce de terre et l'agriculture. Cependant l'unité se retrouvait, tous les quinze jours, dans le conseil des Dépêches auquel le roi, avec tous les ministres, assistait et où les décisions importantes étaient prises.

Pour les divisions administratives, il y en avait autant que d'administrations différentes. Les circonscriptions des 34 intendances, des 25 généralités, des 40 gouvernements ou provinces, des 131 archevêchés et évêchés ou diocèses, des 17 parlements et conseils souverains ou ressorts, des 22 universités, etc., ne s'accordaient point entre elles. Ceci d'ailleurs est resté, à peu de chose près, dans notre organisation actuelle.

4. Diversité dans la condition des provinces. —

Les unes, pays d'états, comme le Languedoc, la Bourgogne, la Bretagne, l'Artois, avaient encore une ombre de liberté pour la gestion de leurs affaires et lui devaient une situation meilleure; les autres, pays d'élection, ne connaissaient que les ordres absolus de la cour. Enfin, celles-ci payaient des impôts que celles-là ne payaient

point ou payaient dans une proportion moindre. La Lorraine, les Trois Évêchés, l'Alsace et le pays de Labourd n'avaient point de douanes entre eux et l'étranger. D'autres en étaient entourées de toutes parts. En 1789, il existait encore, dans le midi de la France, 1200 lieues de lignes de douanes intérieures, et la même mesure de sel devait être achetée ici 6 livres, là 62. L'impôt du vingtième était moins lourd dans la Lorraine, l'Alsace et la Franche-Comté que dans les autres provinces; la Lorraine n'était même pas soumise à la capitation; de sorte que la vieille France se trouvait plus chargée que la France nouvelle qu'elle avait conquise. Et je ne parle pas des privilèges des localités, des corporations, des personnes. A Paris, en 1783, l'administration des Invalides, de l'École militaire, de la Bastille, et diverses communautés religieuses ne payaient pas de droits d'octroi; de là une foule d'abus, beaucoup de denrées s'introduisant sous le nom des privilèges pour des gens qui ne l'étaient pas.

5. Organisation judiciaire. — Treize parlements et quatre conseils provinciaux prononçaient souverainement au civil et au criminel; plus de 300 bailliages ou sénéchaussées jugeaient en première instance. On avait le ministère public, que les anciens ne connaissaient pas; mais on n'avait point le juge de paix, que la Révolution a institué. Ces parlements avaient des ressorts très inégaux. Celui du parlement de Paris couvrait les deux cinquièmes de la France. La réforme de Maupeou n'avait corrigé qu'en partie ces imperfections.

En outre, il y avait des tribunaux de l'armée et du commerce, des seigneurs et de l'Église. Ceux des villes n'avaient qu'une juridiction de police locale. Cependant, le sénat de Strasbourg jugeait à mort. Quant aux juges spirituels des *officialités*, ils pouvaient prononcer la prison perpétuelle, et quelquefois le haut seigneur justicier, afin de prouver son droit, « faisait pendre un homme qui méritait le bannissement ». Les chambres des comptes, les cours des aides et la cour des monnaies jugeaient tous les procès relatifs aux impôts, aux monnaies et aux

matières d'or et d'argent. Le grand conseil, les requêtes de l'Hôtel du roi, le tribunal de l'Université de Paris, les capitaineries royales, etc., avaient une juridiction particulière. Certaines personnes ne pouvaient être jugées que par certains tribunaux.

6. Rigueur du code pénal. — La loi civile consacrait bien des injustices ; mais la loi pénale commandait les tortures avant le jugement, et prodiguait, avec une effrayante facilité, les mutilations, la mort et les supplices les plus atroces, sans accorder à l'accusé un défenseur qui plaidât pour lui, sans permettre un débat contradictoire, sans même exiger du juge qu'il motivât son jugement. En 1766, un jeune homme de dix-neuf ans, le chevalier de la Barre, fut condamné, même sans preuves, à être brûlé vif, après avoir eu la langue et le poing coupés, pour une croix de bois brisée sur le pont d'Abbeville ; quatre autres condamnés à la même peine échappèrent par la fuite. La procédure lente, compliquée, poursuivie dans les ténèbres et le silence, cherchait moins la vérité qu'un coupable, et considérant d'avance le prévenu comme un condamné, frappait quelquefois l'innocent. En 1770, Montbailly fut roué, à Saint-Omer, pour un crime dont le conseil supérieur d'Artois et la France entière le déclarèrent, trois mois après, non coupable. C'était en vain que Voltaire avait fait retentir la France et l'Europe de ses éloquentes protestations contre de déplorables erreurs judiciaires ; en vain que le livre de Beccaria avait montré les vrais principes de la législation criminelle, et que des arrêts de cassation chaque jour plus fréquents avertissaient les juges : le parlement repoussait toute réforme, et il fallut, en 1785, au président Dupaty, autant de persévérance que de courage, pour sauver de la roue trois hommes injustement condamnés. La magistrature probe, éclairée, valait mieux que la loi ; mais cette loi était telle, qu'elle exposait à l'erreur le juge le plus consciencieux et qu'elle devait faire trembler l'accusé même innocent. « Si l'on m'accusait d'avoir volé les tours Notre-Dame, disait un personnage du temps, je

jugerais prudent d'abord de me sauver. » D'un autre côté, cette société était embarrassée de tant de débris encore vivants du moyen âge, qu'on y retrouvait jusqu'à une coutume des temps mérovingiens : le droit d'asile existait à Paris même dans l'enclos du Temple, et en 1718 le parlement de Bordeaux avait encore condamné un homme à mort comme sorcier. Ce fut, il est vrai, le dernier.

7. Justice exceptionnelle. — Les grands ne conspiraient plus ; on ne voyait pas comme autrefois des commissions extraordinaires enlever des accusés à leurs juges naturels. Mais le roi prononçait encore fréquemment l'emprisonnement ou l'exil, sans jugement et quelquefois sans terme ; et bien des procès étaient arrêtés par un lit de justice, ou évoqués au grand conseil, ce qui était une manière de les arrêter encore.

8. Justice trop chère et non uniforme. — Les magistrats, greffiers, officiers de justice, n'étaient pas payés par le roi ou l'étaient fort mal ; aussi se faisaient-ils payer par les plaideurs, au taux qu'ils fixaient eux-mêmes. Ces cadeaux obligatoires portaient le singulier nom d'épices, parce que l'usage avait d'abord été d'offrir aux magistrats des denrées en nature. Comme, dans cette société inégale, on se heurtait à chaque pas contre un privilège, une prohibition ou d'obscurs règlements, les procès étaient innombrables, sans fin, et les plaideurs livrés à ce qu'un contemporain, un avocat du roi, ne craint pas d'appeler « le brigandage de la justice ». Ces exactions coûtaient annuellement aux justiciables, en valeur actuelle, 50 millions de francs, ou, suivant un ministre de Louis XV, près de 80. La réforme de Maupeou avait essayé de déraciner cet abus, en établissant une justice « pure et gratuite », et en assignant des gages fixes aux membres des nouveaux conseils supérieurs.

Au lieu d'une seule loi, il y avait 384 coutumes différentes, de sorte qu'il pouvait arriver que ce qui était justice dans une province fût injustice dans une autre. Chaque parlement ayant des règlements particuliers, la

diversité de législation était encore accrue par la diversité de la jurisprudence.

9. Diversité dans la condition des personnes. —

Les trois ordres de l'État, clergé, noblesse, roture, étaient distingués par des privilèges ou des charges qui faisaient du peuple français trois nations différentes, chacune ayant sa hiérarchie propre et ses classes distinctes. Ainsi il y avait la grande et la petite noblesse, l'une qui vivait à la cour et du budget, la seconde, dans les provinces et de ses maigres revenus; le haut et le bas clergé, le premier très riche, le second très pauvre¹. Dans la roture, 50 000 familles possédant, à titre héréditaire, les charges de judicature, formaient une aristocratie réelle qui ne frayaient point avec les financiers; le bourgeois dédaignait l'artisan; et le paysan, au bas de l'échelle, dans la misère et l'ignorance, portait avec colère tout le poids d'une société qui l'écrasait. Dans la famille même il y avait inégalité : le droit d'aînesse ne laissait aux puînés des maisons nobles que leur épée ou l'Église, à beaucoup de filles que le couvent. Au-dessous des trois ordres étaient les serfs, les protestants, qui n'avaient même pas d'état civil, et les juifs.

Cette distinction des Français en classes, noblesse, clergé, tiers état, les deux premières privilégiées, choque et avec raison les idées d'égalité sociale que la Révolution a répandues partout et qu'elle a réalisées. Il faut se rappeler qu'elle s'expliquait historiquement par les services que nobles et clercs avaient jadis rendus au pays; mais depuis bien longtemps, les services avaient disparu, les privilèges seuls avaient subsisté, et il en résultait cette anomalie flagrante d'une condition exceptionnelle que plus rien ne justifiait.

10. Inégalité quant aux fonctions publiques. —

Deux noblesses se partageaient toutes les places. Celle d'épée avait les grades dans l'armée, les hautes dignités dans l'Église et les grandes charges de cour et de repré-

¹ 1. Pour le clergé, voyez le chapitre xx, n° 3.

sentation; celle de robe, toutes les charges de judicature et les places de la haute administration. Il ne restait au roturier que l'industrie, le commerce et la finance; après quoi, il est vrai, si ses affaires avaient prospéré, il pouvait acheter des lettres de noblesse et devenir marquis, sauf à encourir les sarcasmes de ceux qui ne l'étaient pas encore, et les longs dédains de ceux qui l'étaient déjà.

11. Inégalité quant à l'impôt. — La nation payait alors presque autant que nous, avant l'ère des gros budgets, et trois choses rendaient la charge bien lourde pour nos pères : ils étaient beaucoup plus pauvres, près d'un tiers moins nombreux, et soumis à une répartition fort inégale. Ainsi le clergé, qui, outre les revenus de ses immenses propriétés, recevait la dime des biens de la terre, ne payait rien ou peu de chose, mais faisait des *dons gratuits*. La noblesse et les officiers royaux, excepté dans quelques généralités, n'étaient pas astreints à la taille ou impôt foncier; ils devaient les autres impôts directs, la capitation et le vingtième du revenu, mais un grand nombre trouvaient moyen de s'en faire exempter en totalité ou en partie. Les roturiers, qui ne possédaient qu'une moitié du territoire de la France, devaient seuls la taille, 94 millions, la dime, qui était ici du quarantième, là du quart du produit brut, et en somme coûtait aux agriculteurs 135 millions, les droits seigneuriaux, évalués à 35, et les corvées à 20. Pour les grandes routes, par exemple, dont beaucoup furent construites sous Louis XV, l'État ne faisait que les frais du tracé et les travaux d'art, les matériaux étaient fournis et leur emploi avait lieu au moyen de la corvée, de sorte que ces travaux, si profitables à tout le pays, étaient exécutés aux dépens des populations riveraines.

12. Inégalité quant à la justice. Les lettres de cachet. — Le noble était décapité, le roturier pendu : la différence n'était que dans la forme. Mais, pour un délit commis ensemble, la marquise de Courcelles est condamnée à deux ans de clôture dans une abbaye; Rostaing, qui

n'est qu'un roturier, sera pendu et étranglé (arrêt de 1669).

Deux droits précieux, la liberté individuelle et la propriété, n'avaient que des garanties illusoires. Les lettres de cachet mettaient l'une à la discrétion des ministres et de leurs amis; l'autre était menacée par la confiscation, par l'arbitraire dont la cour était armée pour la création d'impôts nouveaux, par une justice qui n'était pas toujours impartiale, et par ces arrêts de surséance qui dispensaient les grands de payer leurs dettes (par exemple pour la banqueroute du prince de Guéméné).

Pauvre, on l'aurait frappé d'un arrêt légitime;
Il est puissant : les rois ont ignoré son crime.

Malesherbes, président de la cour des aides, disait au roi, dans des remontrances restées célèbres : « Avec les lettres de cachet, Sire, aucun citoyen n'est assuré de ne pas voir sa liberté sacrifiée à une vengeance, car personne n'est assez grand pour être à l'abri de la haine d'un ministre, ni assez petit pour n'être pas digne de celle d'un commis des fermes. » « Rien, a dit un publiciste, ne protégeait personne, tel est le dernier aspect de l'ancien régime; » et il cite, en preuve de l'insuffisance des corps ou des positions privilégiées, le général comte de Lally, le procureur général la Chalotais et toutes les victimes ecclésiastiques de la bulle *Unigenitus*.

13. La liberté de conscience refusée. — Les règlements les plus sévères restaient en vigueur contre les dissidents. En 1746, il y avait deux cents protestants condamnés par le seul parlement de Grenoble aux galères ou à la reclusion pour des actes de leur culte; en 1762, le parlement de Toulouse fit pendre un pasteur qui avait exercé en Languedoc son ministère et décapiter trois jeunes gentilshommes qui s'étaient armés pour se défendre contre une émeute catholique. Les mêmes magistrats firent rouer le protestant Calas, accusé d'avoir tué son fils, qui voulait, disait-on, se faire catholique, et qui en

réalité s'était suicidé. Sirven et sa femme n'échappèrent à un pareil sort que par la fuite.

14. Sévérité et faiblesse à l'égard de la presse. —

La censure existait. Il y en avait même plus d'une, celle du roi, celle du parlement, celle de la Sorbonne; mais souvent elles se contrariaient. Tel livre, amnistié par l'un, était brûlé par l'autre. Il se vendait plus cher, et n'en circulait pas moins, quelquefois sous le couvert même des ministres. Lamoignon de Malesherbes, qui fut directeur de la librairie dans la seconde moitié du règne de Louis XV, favorisa le plus qu'il put la presse et les écrivains; mais la loi avait toujours des peines très sévères, la marque, les galères, la mort même, contre les auteurs ou colporteurs d'écrits hostiles à la religion et à l'État. Le plus souvent, l'administration fermait les yeux, et ce mélange d'excessive sévérité et de tolérance aveugle ne faisait qu'irriter la curiosité publique. On s'informait des arrêts pour savoir quels ouvrages on devait lire. Ce siècle était bien le temps où l'abbé Galiani définissait l'éloquence « l'art de tout dire sans aller à la Bastille ». Fréret y alla pour une dissertation sur les Francs; Leprévost de Beaumont, secrétaire du clergé, y resta vingt et un ans, jusqu'en 1789, pour avoir dénoncé au parlement le pacte de famine.

15. Défauts de l'organisation militaire. — L'effectif réglementaire, en temps de paix, était de 170 000 hommes, dont 131 000 d'infanterie, 31 000 de cavalerie et 8 000 à 9 000 pour la maison du roi; mais l'effectif réel n'atteignait pas 140 000 hommes. Dans ce nombre sont comptés 12 régiments suisses, 8 allemands, 3 irlandais, 1 suédois. 21 000 canonnières gardes-côtes ne servaient guère en temps de paix, de même que les 60 000 miliciens des régiments provinciaux. Les grades étaient multipliés outre mesure, il n'y avait pas moins de 60 000 officiers en activité ou en retraite, et, d'après un règlement de 1772, un régiment de cavalerie de 482 hommes comptait 142 officiers et sous-officiers, ce qui faisait un chef pour moins de trois soldats. Les grades s'achetaient, même

dans les armes spéciales, et les acquéreurs pouvaient, sans avoir fait aucun service, devenir officiers généraux. Le duc de Bouillon était colonel à onze ans, le duc de Fronsac à sept; son major en avait douze. Malgré les réformes de Choiseul, il y avait encore, bien des dilapidations dans l'armée, et un mauvais système d'enrôlements volontaires en gâtait la composition. L'armée régulière était recrutée par des enrôlements volontaires, la milice par le sort, qui désignait chaque année 10 000 hommes astreints à servir six ans. Mais le tirage au sort de la milice, qui pesait principalement sur les campagnes, était marqué par les plus scandaleux abus, et si les volontaires donnaient de bons soldats, les racoleurs envoyaient souvent aux régiments la lie des grandes villes; aussi avions-nous alors annuellement quatre mille désertions à l'étranger. Dans la marine, le mépris des officiers rouges ou de naissance pour les officiers bleus ou les roturiers, entraînait le service.

16. Pas de crédit public. — Le crédit est une puissance qui ne se développe que dans les états où la loi est plus forte que les caprices du pouvoir. Aussi n'existait-il pas en France, et moins encore pour le gouvernement que pour les particuliers. « On était réduit, dit le comte Mollien, à calculer les chances d'un contrat fait avec les ministres, comme celles d'un prêt à la grosse aventure. » Les promesses les plus solennelles ayant été cent fois violées, le trésor n'obtenait des avances qu'en donnant un gage, et même, avec cette condition honteuse, payait encore un intérêt usuraire de 20 pour 100 sur les avances de la Ferme générale. Cependant, dès ce temps, le gouvernement anglais trouvait facilement de l'argent à 4 pour 100 : ce qui veut dire que la puissance financière de l'Angleterre était déjà cinq fois plus grande que la nôtre. Or la guerre veut du courage et du talent, mais elle veut aussi beaucoup d'argent.

17. Mauvaise administration du trésor public. — La comptabilité était si mal tenue, que les comptes n'étaient établis que dix, douze et même quinze années

après l'expiration de l'exercice dont ils devaient retracer les opérations; si obscure, que nul, pas même le ministre, ne savait au juste ce que l'État avait à payer, ce qu'il avait à recevoir. En 1726, Fleury abandonna aux fermiers généraux quelques reliquats de comptes, que le trésor négligeait; ils en tirèrent 60 400 000 liv.; la veille même de la révolution, de Calonne, Necker et les notables ne purent jamais s'entendre sur le chiffre réel du déficit. En outre, depuis François I^{er}, le trésor public était confondu avec le trésor particulier du prince, de sorte que le roi puisait à pleines mains dans la caisse commune, sans autre formalité que l'ordre donné au trésorier de payer la somme marquée sur l'*acquit au comptant*. Louis XV prit ainsi, en une seule année, 180 millions employés pour une bonne part à payer ses plaisirs ou ses courtisans. En 1769, après six années de paix, les dépenses excédaient le revenu de cent millions, et certains revenus étaient mangés dix années d'avance. Il y avait des assignations jusque sur l'année 1779. Un des plus déplorables principes de l'administration était de battre monnaie en créant des places inutiles qui grevaient le public. Pontchartrain, sous Louis XIV, avait nommé des jurés crieurs héréditaires d'enterrements, des essayeurs de bières de Paris et mille offices semblables. Cet abus avait un autre et singulier effet : le nombre des titulaires dépassant de beaucoup les besoins du service, ces officiers ne servaient qu'à tour de rôle. Ainsi, dans le grenier à sel de Paris (tribunal pour les faits de gabelle), les titulaires alternaient d'année en année; les greffiers ne faisaient même leur office qu'un an sur trois¹.

18. Mauvaise perception des contributions publiques. — Les impôts présentaient la plus étrange confusion, et le gouvernement ne faisait pas lui-même, comme aujourd'hui, toutes ses recettes. Les impôts indirects

1. Forbonnais a calculé qu'en 1666 il y avait déjà 47 730 officiers de justice et de finance, dont les places étaient estimées 420 millions, qui vaudraient aujourd'hui un milliard et demi. (*Recherches sur les finances depuis l'année 596 jusqu'en 1721*, t. I, p. 329.)

étaient affermés à des compagnies de traitants et à 60 fermiers généraux, qui se disaient « les colonnes de l'État, » mais qui le soutenaient, disait-on, comme la corde soutient le pendu. Ils faisaient payer au trésor un intérêt usuraire et quelquefois grossissaient leurs rentrées par tous les moyens possibles. Ainsi le produit du don de joyeux avènement levé sous Louis XV leur fut abandonné pour 25 millions, ils en tirèrent plus de 40. En six années, la ferme des droits sur les objets de consommation leur donna un bénéfice de 96 millions. Aussi n'y a-t-il pas à s'étonner de leur scandaleuse fortune. Un d'eux, Bouret, fut en état de manger 42 millions; et pourtant ils partageaient avec les courtisans en leur assurant des *croupes*, c'est-à-dire des pensions ou des parts proportionnelles à leurs bénéfices. De grands seigneurs, de grandes dames, recevaient ces honteux présents; Louis XV lui-même tendait la main : il était *croupier*.

Ces traitants avaient à leur disposition un code si compliqué que le contribuable ne le pouvait connaître, si rigoureux que, pour le seul fait de la fraude sur le sel, il y avait constamment 1 700 à 1 800 personnes dans les prisons et plus de 300 aux galères. Le trésor n'était pas plus indulgent : si un receveur de la taille n'y versait point sa recette, on arrêtait les quatre principaux taillables de la localité, quoiqu'ils ne dussent rien à l'État, et on les retenait en prison jusqu'à ce qu'ils eussent comblé le déficit. C'était l'odieux système de l'administration romaine sur la responsabilité des curiales.

19. Servitude de l'industrie et entraves mises au commerce. — Les corporations, jurandes et maîtrises arrêtaient l'essor de l'industrie en limitant le nombre des patrons, ce qui détruisait la concurrence; et en ne permettant que l'exercice du métier dont on avait payé l'apprentissage, ce qui enfermait chacun dans son état comme dans une geôle. Ne devenait pas maître qui voulait, mais qui pouvait acheter une maîtrise trois, quatre, et quelquefois 5 000 livres, non compris le chef-d'œuvre, les cadeaux, le repas. Et, après avoir payé tout cela, on

n'avait pas encore acheté le droit de perfectionner son industrie, car un perfectionnement était un attentat aux droits antérieurs de la corporation. Le fabricant d'étoffes ne pouvait les teindre, le teinturier en fil n'avait pas le droit de teindre la soie ou la laine, le chapelier de vendre de la bonneterie. Enchaînés par de minutieux règlements, les manufacturiers étaient exposés à voir la police détruire leurs produits pour une inadvertance ou une modification dans le travail qui ne devaient causer aucun tort à l'acheteur. « Chaque semaine, pendant nombre d'années, dit un inspecteur des manufactures, j'ai vu brûler à Rouen 80 ou 100 pièces d'étoffe; parce que tel règlement sur le tissage ou sur la teinture n'avait pas été de tout point observé, quoique l'étoffe fût donnée pour ce qu'elle était. »

Il n'y avait plus qu'une monnaie : celle du roi, et depuis 1726 le commerce n'était plus entravé par l'altération des espèces ou par de subites et officielles variations dans le prix du marc d'argent; mais il l'était encore par la diversité des poids et mesures, qui changeaient de ville à ville. La Compagnie des Indes entravait, par ses privilèges commerciaux, les efforts des négociants particuliers. Ses privilèges avaient été suspendus en 1769, et le commerce maritime déclaré libre; mais, à l'intérieur, le négoce avait encore à combattre contre des restrictions et des monopoles funestes. Ainsi, à Rouen, une compagnie était chargée de l'approvisionnement de la ville en grains; une autre avait le privilège du transport des blés; une troisième, celui de les faire moudre dans ses moulins, au grand détriment des habitants, à qui il était interdit de se pourvoir ailleurs. Les blés ne circulaient même point d'une province à l'autre, de sorte que les agioteurs pouvaient à volonté faire la disette ou l'abondance sur certains points, c'est-à-dire y vendre très cher ou acheter à vil prix. Enfin, les douanes intérieures, qui isolaient les provinces, rendaient les relations commerciales aussi difficiles entre elles qu'avec les pays étrangers, et les péages prélevaient sur les transports 96 millions. Pour descendre

la Saône et le Rhône de Gray à Arles, il fallait s'arrêter et payer trente fois, de sorte que, sur cette route dont la nature seule avait fait les frais, le commerce laissait, aux mains des péagers 25 à 30 pour 100 de la valeur des produits transportés. Ajoutons que les pays catholiques ayant par année cinquante jours de fêtes, que n'avaient point les pays protestants, ceux-ci travaillaient plus et pouvaient vendre à meilleur compte. Cependant nos colonies des Antilles étaient si florissantes et l'industrie européenne si arriérée, que, malgré tout cela, notre commerce prospérait.

20. Décadence de l'agriculture. — Près d'un cinquième des terres, immobilisées aux mains du clergé, rendaient peu, parce qu'elles étaient soustraites à l'action de l'intérêt personnel; presque tout le reste, cultivé par des métayers, donnait à peine davantage. La division de la propriété avait commencé depuis longtemps; mais la terre n'était arrivée aux mains des paysans que chargée de rentes, cachet de l'ancienne servitude. Peu de bétail, quatre fois moins qu'aujourd'hui, par conséquent appauvrissement des terres par suite d'une fumure insuffisante. Peu de grands propriétaires cultivant eux-mêmes. « On ne compterait pas, disait un écrivain du temps, trois cents seigneurs vivant sur leurs terres. » C'était le mal dont l'Irlande a tant souffert, qu'on a créé un mot pour le désigner, l'*absentéisme*. Vauban, Bois-Guillebert, se plaignaient déjà du discrédit attaché à l'état de cultivateur. Il fallut, en 1720, un arrêt du conseil d'État pour autoriser les nobles à prendre à ferme, sans déroger, les terres des princes du sang. Un écrivain disait encore en 1788 : « L'état de laboureur est méprisé dans les provinces du centre; il l'est moins dans la Brie, la Beauce et la Picardie. » Ce mépris venait de la misère profonde où vivait le paysan, ruiné par les impôts, les corvées, les restrictions apportées au commerce des grains, ruiné encore par des droits de garenne, de colombier et de chasse, qui étaient autant de fléaux pour le champ du pauvre, quelquefois même pour celui du riche. « Quand

il plaît, dit Saint-Simon, au seigneur de Thouars, il mande à celui d'Oiron, son vassal, qu'il chassera un tel jour dans son voisinage, et qu'il ait à abattre une certaine quantité de toises de son parc pour ne point trouver d'obstacles, au cas que la chasse s'adonne à y entrer. » Les belles routes construites sous Louis XV ne servaient qu'entre les grandes villes. La plupart de nos voies de communication ne remontent pas au delà d'un siècle, et, dans bien des provinces, les routes non royales étaient impraticables huit mois de l'année. D'ailleurs, « les terres, dit Montesquieu, rendent moins en raison de leur fertilité que de la liberté de leurs habitants. »

21. Misère générale. — Tous les témoignages montrent l'affreuse misère du peuple. Les paysans de Normandie vivaient en grande partie d'avoine et s'habillaient de peaux; dans la Beauce, le grenier de Paris, les fermiers mendiaient une partie de l'année; on en vit réduits à faire du pain avec de la fougère. Dans un grand nombre de provinces, l'usage de la viande était inconnu. La consommation ne s'élève pas, dit un écrivain vers 1760, pour les trois quarts de la population de la France, au delà d'une livre par tête et par mois. Les riches mêmes étaient pauvres; car ces charges, qu'ils achetaient si cher, et qui stérilisaient d'énormes capitaux, étant fort mal rétribuées par l'État, ne leur rendaient pas même l'intérêt de leur argent, et leurs vastes domaines, mal cultivés, étaient improductifs. Vauban n'estimait pas qu'il y eût en France plus de 10 000 familles fort à l'aise. Le médecin de Louis XV, Quesnay, le *penseur*, comme le roi l'appelait, ne porte qu'à 76 millions la rente du sol pour les propriétaires, qui en retirent aujourd'hui vingt fois davantage, 1500 millions. Le premier chiffre est sans doute trop faible; mais une chose hors de doute, c'est que depuis cent ans la population n'a pas doublé, et que l'agriculture a quadruplé ses produits. Les denrées alimentaires étaient donc en quantité deux ou trois fois moindres pour nos pères que pour nous.

22. Insuffisance des secours contre la misère ou la maladie. — Les institutions hospitalières ne manquaient pas, la charité chrétienne les avait multipliées; mais le capital national étant très restreint, les secours étaient très limités, et l'on voyait incessamment des bandes de mendiants parcourir les campagnes et effrayer les villes. La France avait alors environ 800 hôpitaux civils, dont la population s'élevait à 140 000 individus, mais la mortalité y restait effrayante : à l'Hôtel-Dieu de Paris, on comptait 2 morts sur 9 malades, le triple d'aujourd'hui. Telles étaient l'insuffisance des secours et l'ignorance des plus simples règles de l'hygiène, que, dans cet hôpital, le plus riche de France, on réunissait les malades de toute sorte, sans exclure ceux qui étaient atteints d'affections contagieuses, dans les mêmes salles, et jusqu'à cinq et six dans le même lit, car il n'y avait que 1249 lits servant quelquefois à 6000 malades. « A Bicêtre, disait Necker dans un rapport au roi, j'ai trouvé dans un même lit neuf vieillards enveloppés dans leurs linges corrompus. » Aussi n'y a-t-il point à s'étonner, à raison de toutes ces causes, qu'on ait estimé la durée de la vie moyenne beaucoup moins longue alors qu'elle ne l'est aujourd'hui.

23. Des mœurs. — Il est un point de ce tableau que je suis forcé de laisser sous le voile, les mœurs et les croyances. Jamais la moralité n'était tombée si bas; et cette corruption était générale. Les scandales de Trianon se renouvelaient à Windsor, à Potsdam, au palais de l'Ermitage. La noblesse et une partie de la riche bourgeoisie rivalisaient avec la cour. Pour faire comprendre le renversement des idées morales, un mot suffira. Un des hommes assurément honnêtes de ce siècle, le marquis d'Argenson, ne craignait pas d'écrire : « Le mariage, ce droit furieux et dont la mode passera. » Il souhaitait que ce droit devint « un loyer où l'on pouvait entrer en octobre et sortir en janvier, les unions libres étant bien plus favorables à la peuplade. » Le maréchal de Saxe, le duc de Richelieu, mille autres dans les hautes classes, pen-

saient de même et agissaient en conséquence. Aussi, lorsque, durant la Terreur, les nobles et les prêtres périsaient en foule, le comte de Maistre, s'appuyant sur les idées d'expiation et de châtiment providentiel, prononçait sur eux ces dures et cruelles paroles, qui ne peuvent sortir que de sa bouche : « Il y a des innocents sans doute parmi les victimes ; mais il y en a bien moins qu'on ne l'imagine communément ; » et encore : « Jamais un grand crime n'eut plus de complices. »

24. Désaccord entre les idées et les institutions. —

A s'en tenir aux faits qui viennent d'être indiqués, on voit que le moyen âge, tué dans l'ordre politique, vivait toujours dans l'ordre social. De là un profond désaccord entre les éléments constitutifs de la société. Par les idées, par les mœurs régnantes, on était bien au dix-huitième siècle ; par les usages et par beaucoup d'institutions, on était encore au treizième. Du moment que cette différence fut sentie, une révolution fut proche, car de nouvelles idées appellent nécessairement des institutions nouvelles. Mais voilà ce dont ne voulaient ni la cour ni tous ceux qui vivaient des abus comme d'une propriété légitime. Un ministre parlait-il de réformes, il était chassé. Les écrivains essayaient-ils de percer ces ténèbres palpables amassées par le gouvernement autour de lui-même, un arrêt du conseil interdisait absolument de rien publier sur des matières d'administration publique ; et en 1768, à vingt ans de Mirabeau et de la Constituante, de pauvres diables étaient envoyés aux galères pour avoir vendu quelques livres, parmi lesquels l'innocente brochure de Voltaire : *L'homme aux quarante ecus*.

25. Agitation croissante des esprits. — Il faut qu'un gouvernement soit bien glorieux et bien fort pour résister à de légitimes et persévérantes réclamations de l'opinion publique. Louis XIV y avait réussi ; Louis XV n'y était pas parvenu.

Les abus dont je viens de parler, ces inégalités blessantes, cet immense désordre et ces misères avaient en effet provoqué l'examen. Vauban, Bois-Guillebert, avaient

demandé des réformes au point de vue économique; Fénelon, au point de vue politique. Durant la régence, la liberté, la licence même de l'esprit répondit à celle des mœurs. Sous le ministère du duc de Bourbon s'organisa le club de l'Entresol. Fleury le ferma dans l'espoir d'arrêter une curiosité impatiente. Mais, dans le même temps, un futur ministre, le marquis d'Argenson, dans ses *Considérations sur le gouvernement de la France*, écrites avant 1739, réclamait la décentralisation locale, les conseils municipaux et cantonaux, la liberté du commerce au dedans et au dehors, l'application du scrutin au choix des officiers royaux. Et ce marquis, ce ministre, ne craint pas d'écrire : « On dira que les principes du présent traité, favorable à la démocratie, vont à la destruction de la noblesse : on ne se trompera pas.... Je ne demande que de mettre à part le plus stupide préjugé, pour convenir que deux choses seraient principalement à souhaiter pour le bien de l'État : l'une, que tous les citoyens fussent égaux entre eux; l'autre, que chacun fût le fils de ses œuvres. Les nobles ressemblent à ce que sont les frelons aux ruches. » Voilà déjà tout énoncé un des articles de foi de la révolution.

Machault et Choiseul avaient entrepris quelques réformes; mais quelle portée pouvaient-elles avoir sous un prince comme Louis XV? Enfin l'avènement de Louis XVI ouvrit la porte aux espérances, et la France entière salua le nouveau règne comme un règne réformateur.

CHAPITRE XXVI

RÈGNE DE LOUIS XVI JUSQU'À LA RÉVOLUTION¹

1. Louis XVI. — 2. Maurepas, Vergennes, Malesherbes, Saint-Germain. — 3. Turgot, contrôleur général (1774-1776). — 4. Réformes de Turgot; opposition des privilégiés. — 5. Faiblesse du roi. — 6. Renvoi de Turgot (1776); suppression de ses réformes. — 7. Necker (1776-1781). — 8. Affaires extérieures. — 9. Progrès des sciences. — 10. Mort de Voltaire et de Rousseau (1778). — 11. Découverte des aérostats (1783). — 12. Le magnétisme; l'illuminisme. — 13. Francs-Maçons. — 14. La reine Marie-Antoinette. — 15. Calonne (1783-1787). — 16. Les notables (1787). — 17. Ministère de Brienne (1787-1788). — 18. Second ministère de Necker (1788-1789). — 19. Convocation des états généraux.

1. Louis XVI. — Le petit-fils de Louis XV n'était âgé que de vingt ans, quand il devint roi (mai 1774). C'était un prince de mœurs pures, d'un esprit peu étendu; d'une timidité extrême de caractère et de parole; aimant le bien, le voulant; malheureusement trop faible pour savoir imposer sa volonté à son entourage. Lorsqu'il était encore dauphin, il avait dit un jour aux courtisans qui lui reprochaient son humeur morose, au milieu de la folle cour de son aïeul : « Je veux être appelé Louis le Sévère. » Et l'histoire, lui cherchant un surnom, ne trouverait que celui qu'elle a donné au fils de Charlemagne.

2. Maurepas, Vergennes, Malesherbes, Saint-Germain. — D'abord, il remit au peuple le don de joyeux avènement; il réforma la loi qui rendait les taillables solidaires du paiement de l'impôt, et, pour donner une

¹ Droz, *Histoire du règne de Louis XVI pendant les années où l'on pouvait prévenir ou diriger la révolution française*; Lacretelle, *Histoire du XVIII^e siècle*; de Tocqueville, *L'Ancien régime et la Révolution*; Léon Say, *Turgot*. Voyez aussi les ouvrages cités au chapitre précédent.

première satisfaction à l'opinion publique, il rétablit l'ancienne organisation des parlements. Les événements devaient montrer bientôt qu'on avait eu tort de détruire entièrement l'œuvre de Maupeou.

Louis XVI, à cause de son âge et de son inexpérience, avait besoin d'un ministre dirigeant; il appela, non pas Choiseul qui avait été l'ennemi de son père, mais un vieillard futile, Maurepas, ancien ministre de la marine. Celui-ci renvoya le triumvirat et fit entrer au ministère de Vergennes, Malesherbes, Turgot.

Le comte de Vergennes, qui avait rempli avec distinction plusieurs ambassades, reçut, à la place de d'Aiguillon, le portefeuille des affaires étrangères. Sa politique fut de ménager l'Autriche en la contenant, de protéger la Turquie et de saisir toute occasion de nuire à l'Angleterre. C'était un homme laborieux et bien au courant des affaires de son administration, mais à qui manquait la fermeté de caractère qui eût été d'autant plus nécessaire au ministre qu'elle manquait à son souverain.

Lamoignon de Malesherbes, un des plus grands hommes de bien du XVIII^e siècle, était, depuis 1750, président de la cour des aides et directeur de la librairie. Dans la première de ces places, il n'avait jamais perdu une occasion de rappeler que le gouvernement devait au pays une gestion économe de la fortune publique; dans la seconde, il favorisa l'esprit de réforme et d'innovation dont toute la littérature était animée. Cette conduite lui avait valu une grande popularité parmi les gens de lettres, lorsque le roi l'appela au poste de ministre de sa maison, auquel la police du royaume était attachée. Dès le commencement de 1771, il avait demandé la convocation des états généraux; longtemps après, en 1787, il fit rendre aux protestants leur état civil.

L'année suivante, le roi donna le ministère de la guerre à un autre honnête homme, le comte de Saint-Germain, qui voulait réorganiser l'armée, comme ses collègues entendaient réorganiser les finances et l'administration, mais qui, touchant à la hâte à beaucoup de choses, avec

de bonnes idées et une mauvaise exécution, nuisit en somme, dans son ministère de deux années (1775-1777), à la cause générale de la réforme.

3. Turgot, contrôleur général (1774-1776). — Turgot, né à Paris, en 1727, appartenait à une famille de la noblesse de robe. Destiné à l'état ecclésiastique, il avait passé par le séminaire de Saint-Sulpice et la Sorbonne; mais il était revenu de bonne heure à la vie civile. Entré au conseil d'État comme maître des requêtes, il n'avait pas tardé à attirer l'attention sur lui par plusieurs écrits sur l'économie politique. En 1764, le gouvernement de Louis XV lui avait fourni l'occasion d'appliquer ses idées, en le nommant à l'intendance du Limousin. Le poste n'était pas envié, car le pays était peu peuplé et à peu près dénué de ressources. C'est justement sur ce terrain ingrat que Turgot put donner la mesure de ses rares facultés. En quelques années il transforma sa province. Il avait supprimé les corvées, ouvert des routes, popularisé l'usage de la pomme de terre; et, par de sages et généreuses mesures, création d'ateliers de charité, vente libre de grains, sacrifice de sa propre fortune, il avait empêché cette pauvre province de s'apercevoir d'une disette. Le succès de cette administration provinciale, la réputation de vertu et de science qu'il s'était justement acquise, ses relations avec les philosophes et les économistes, tout désignait Turgot au choix de Louis XVI. Il entra en effet tout de suite au ministère, d'abord comme ministre de la marine, puis quelques semaines après comme contrôleur général. C'était bien là qu'était sa place.

Dès son entrée aux affaires (20 juillet 1774), Turgot repoussa les conseils funestes que les consciences sans scrupules donnaient au roi, et lui dit : « Point de banqueroute, point d'augmentation d'impôt, point d'emprunt. » Il demanda au roi, comme la condition première de toutes les réformes, la plus stricte économie. En effet, sans recourir aux expédients fort usités, il trouva moyen, en vingt mois, de rembourser plus de 190 millions de dettes. Pour aider et éclairer le gouvernement, il

voulait faire élire, parmi les propriétaires les plus imposés des villes et des provinces rurales, des municipalités chargées de répartir l'impôt, de pourvoir aux travaux publics de la communauté, à la subsistance de ses pauvres, et de transmettre aux ministres ses désirs sur tous les intérêts locaux. Au-dessus de ces municipalités de commune, il eût bientôt érigé des municipalités d'arrondissement tirées des premières par l'élection, et enfin, plus tard, quand la nation eût été habituée, dans une petite sphère, à administrer ses propres intérêts, il eût créé des municipalités de province et une municipalité du royaume.

C'étaient là de bien grandes nouveautés. Turgot en projetait d'autres plus redoutables : abolition des corvées qui pesaient sur le pauvre ; établissement sur la noblesse et le clergé d'un impôt territorial ; mais amélioration du sort des curés et des vicaires, qui n'avaient que la plus petite portion des revenus de l'Eglise, et suppression de la plupart des monastères ; égale répartition de l'impôt par la création d'un cadastre ; liberté de conscience et rappel des protestants ; rachat des rentes féodales ; un seul code ; un même système de poids et mesures pour tout le royaume ; suppression des jurandes et maîtrises, qui enchaînaient l'industrie ; la pensée aussi libre que l'industrie et le commerce ; enfin, comme Turgot s'occupait des besoins moraux aussi bien que des besoins matériels, un vaste plan d'instruction publique pour répandre partout les lumières.

4. Réformes de Turgot ; opposition des privilégiés.

— Ces réformes n'étaient rien moins qu'une révolution : aussi les intérêts menacés firent-ils une rude guerre au ministre ; il ne put procéder que lentement et partiellement. Il alla d'abord au plus pressé. Les grains ne sortaient pas de la province où ils avaient été récoltés, et même, dans l'intérieur de chaque province, ce commerce était chargé d'entraves. Turgot détruisit les monopoles désastreux en autorisant la libre circulation des grains et farines par tout le royaume.

Cet édit, de septembre 1774, était précédé de très longs considérants qui en faisaient un véritable mémoire d'économie politique; Turgot s'efforçait de démontrer qu'il prenait cette mesure dans l'intérêt bien entendu de tous. « On n'avait point encore eu d'édit, dit Voltaire, dans lequel le souverain daignât enseigner son peuple, raisonner avec lui, le persuader avant de lui commander. » La libre circulation des blés ruinait les calculs coupables des agioteurs. Les ennemis du ministre se hâtèrent de dire que l'exportation allait être permise; quelques-uns, qu'elle l'était déjà. On émut le peuple, en lui montrant les blés passant à l'étranger, on lui fit craindre la famine : c'est le plus sûr moyen de la produire. Des soulèvements eurent lieu dans les campagnes; des troupes de brigands, qu'on croit avoir été soudoyés, mais sans savoir qui payait, osèrent se présenter même à Versailles, et pillèrent; à Paris, des boutiques de boulangers. Il fallut user de la force pour venir à bout de ce soulèvement factice qu'on appela la guerre des farines (mai 1775).

Une explosion plus violente eut lieu contre Turgot, lorsqu'il eut fait adopter au roi le projet de remplacer la corvée par un impôt que payeraient les propriétaires, « privilégiés et non privilégiés ». L'édit atteignait les magistrats; l'intérêt leur fit oublier la justice, et le parlement, qui avait tant de fois parlé du bien public, entra en lutte, pour la défense d'un abus odieux, contre le ministre réformateur. Il n'enregistra l'édit qu'en un lit de justice, après avoir soutenu que « le peuple est tailable et corvéable à volonté, » et que « c'est une partie de la constitution que le roi est dans l'impuissance de changer ». Les nobles disaient : « Si le roi peut nous obliger à contribuer pour la corvée, il peut donc aussi la rétablir en nature et nous forcer à travailler sur les grandes routes! » et le roi : « Je vois bien qu'il n'y a que M. Turgot et moi qui aimions le peuple » (mars 1776).

Dans le même lit de justice, Turgot fit enregistrer

l'édit qui abolissait les jurandes et les maîtrises. « Dieu, disait-il, en donnant à l'homme des besoins, a fait du droit de travailler la propriété de tout homme ; » et pour rétablir l'usage de ce droit il faisait entrer la liberté dans l'industrie, comme il avait voulu la mettre dans le commerce. Ce sont ces trois édits, sur les grains, sur la corvée, sur les corporations, qui ameutèrent contre le grand ministre la foule de ses ennemis.

5. Faiblesse du roi. — Le principal ministre, Maupeou, minait sourdement son crédit auprès du roi ; la reine attaquait un contrôleur général qui ne parlait que d'économies ; Louis XVI, malgré ses excellentes intentions, commençait à se lasser des rudes épreuves auxquelles Turgot mettait son esprit par l'exposé de vastes desseins qui en dépassaient la portée. Un jour le ministre entrant dans son cabinet : « Voyez, lui dit-il, je travaille aussi. » Il composait un mémoire pour la destruction des lapins dans les campagnes voisines des capitaineries. Aux autres moments, il faisait de la serrurerie, dessinait des cartes de géographie, ou passait des jours entiers à la chasse. C'étaient là les occupations du roi de France à la veille de la révolution ! Lorsqu'en 1777 l'empereur Joseph II vint en France, où il étudia de si près, et non sans une secrète envie, notre industrie et nos arts, il apprit avec stupeur que son beau-frère, loin d'avoir visité ses villes et ses provinces, n'avait même jamais vu ni les Invalides, ni l'École militaire. Henri IV était le plus brave soldat de son armée ; son fils se battait encore bien ; Louis XIV et Louis XV assistèrent à des actions de guerre : leur successeur fut toujours inconnu de l'armée. Ainsi cette royauté s'était peu à peu retirée du milieu de la vie nationale et s'étiolait dans la solennelle oisiveté de Versailles.

6. Renvol de Turgot (1776) ; suppression de ses réformes. — L'intègre Malesherbes, l'ami, le collègue de Turgot, et, comme lui, poursuivi par la colère des privilégiés, faiblit le premier ; il donna sa démission. Turgot, d'une trempe plus forte, attendit la sienne ; il ne voulut

point abandonner le poste où il pouvait faire le bien qu'il n'en eût été chassé. Il écrivit au roi en secret pour lui montrer la nécessité impérieuse de rompre avec l'esprit de réaction et de marcher hardiment dans la voie des réformes. Ces lettres n'étaient peut-être pas faites pour lui ramener la confiance de Louis XVI. Dans l'une se trouvait cette phrase : « N'oubliez jamais, Sire, que c'est la faiblesse qui a mis la tête de Charles I^{er} sur un billot. » Le 12 mai 1776, il reçut l'ordre de quitter le ministère. Il écrivit encore au roi : « Tout mon désir est que vous puissiez toujours écrire que j'avais mal vu, et que je vous montrais des dangers chimériques. Je souhaite que le temps ne me justifie pas et que votre règne soit aussi heureux, aussi tranquille, que vos peuples se le sont promis, d'après vos principes de justice et de bienfaisance. » Il n'y eut que ceux dont l'œil exercé voyait venir la révolution qui s'affligèrent de la chute de Turgot. Voltaire lui adressa l'*Épître à un homme*, et André Chénier le célébra dans son *Hymne à la France*. Cet homme de bien mourut à Paris en 1781.

Quatre mois étaient à peine écoulés depuis la chute de Turgot, que le roi céda aux privilégiés le rétablissement de la corvée et celui des maîtrises. A Turgot, à Malesherbes succédèrent des hommes nuls : Amelot, Clugny, Ta-
boureau des Réaux. Le vieux Maurepas, vieillard frivole de soixante-quinze ans, qui gouvernait avec des épigrammes, redoutait les hommes qui troublaient sa quiétude, en lui montrant l'abîme et en voulant le combler. « Du moins ne m'accusera-t-on pas, disait-il, en appelant Amelot au ministère, d'avoir choisi celui-là pour son esprit. »

7. Necker (1776-1781). — Cependant la guerre d'Amérique allait commencer. Une ordonnance du 10 juin 1776 prescrivit l'armement de vingt vaisseaux de ligne. Pour faire face aux dépenses nouvelles, avec un budget en déficit, il fallait un habile homme. On recourut à un banquier genevois, Necker, qui avait une grande réputation comme financier. Ses opérations de banque étaient déjà

considérables sous Louis XV, et plus d'une fois alors il avait reçu du contrôle général des billets conçus en ce style de débiteur aux abois : « Nous vous supplions de nous secourir dans la journée.... Nous avons recours à votre amour pour la réputation du trésor royal. » Il fut appelé à administrer ce trésor, dont le désordre lui avait été ainsi révélé. Comme il était protestant et étranger, il n'eut que le titre de directeur des finances (octobre 1776).

Son esprit n'avait pas l'étendue et la force de celui de Turgot; ce n'était pas comme lui un réformateur et un homme d'État, c'était un homme d'affaires, un financier. Il projetait aussi une organisation d'assemblées provinciales, mais dans un simple but d'administration financière et sans en faire une grande conception politique. En certaines choses; il manquait de lumières et d'opinions arrêtées; il croyait qu'on pouvait guérir le mal dont se mourait la France par des expédients et quelques réformes partielles. Du reste, les plus généreux sentiments l'animaient; il voulait fermement le bien public et souhaitait d'arriver par ce chemin à la gloire. Pendant cinq années, il se tira avec honneur d'une situation que rendaient bien difficile le caractère mesquin et jaloux de Maurepas, l'indolence du roi, l'avidité des courtisans. Il lui fallait diminuer le déficit que Turgot n'avait eu ni le temps ni les moyens de faire disparaître, pourvoir aux frais de la guerre d'Amérique et aux dépenses énormes d'une cour encombrée d'un peuple d'officiers et de valets. Il y réussit sans augmenter les impôts, sans économiser beaucoup sur la cour, mais par une réduction dans les frais de perception, par mille petites réformes utiles et par 490 millions d'emprunts qui furent constitués, pour la plupart, en rentes viagères. C'était bien d'en appeler au crédit public; mais emprunter à titre onéreux, c'est reculer la difficulté, non la résoudre, et, sous cette administration honnête d'un habile banquier, non d'un grand ministre, le gouffre continuait à se creuser. Necker, pour le combler, comptait sur la paix, sur l'avenir; mais qui est le maître de l'avenir?

Necker tomba deux ans avant la conclusion de la paix. L'occasion de sa chute fut son fameux *Compte rendu de l'état des finances*, publié en 1781, qui fit tant de bruit et qui était pourtant fort incomplet, car il ne montrait que les recettes et les dépenses normales. On n'y parlait ni des emprunts ni des dépenses pour la guerre. La recette y apparaissait supérieure de dix millions à la dépense. Le public, charmé qu'on levât à ses yeux, ne fût-ce qu'un coin du voile épais qui cachait les finances, reçut cette publication avec d'immenses applaudissements : les capitalistes prêtèrent au ministre 256 millions ; mais la cour s'irrita de cet appel à l'esprit public. Si le jour entraît dans l'administration financière, que deviendraient les pensions et tout le pillage habituel ? Maurepàs donna le signal des attaques. Le *Compte rendu* avait paru broché avec une couverture bleue : « Avez-vous lu le conte bleu ? » demanda-t-il à quelqu'un ; le mot fit fortune, et la guerre qui avait si bien réussi contre Turgot recommença contre son successeur. Bientôt le parlement se cabra contre l'édit pour l'établissement des assemblées provinciales, car Necker tenta cette expérience dans le Berry et la Haute-Guyenne. Les courtisans jouèrent de la langue pour décrier le ministre qui les ruinait en mettant de l'ordre dans les finances, qui retranchait jusqu'à leurs petits bénéfices, qui supprimait dans la maison du roi les coureurs de vin, les hâteurs de rôti, les galopins, mille autres offices de ce genre qui étaient donnés aux gentilshommes, et que ceux-ci vendaient fort cher, parce que l'acheteur y trouvait l'occasion de maint profit secret. Devant ces clameurs de la cour, Louis XVI céda encore ; et, quand Necker, à bout de patience, lui offrit sa démission, il l'accepta (21 mai 1781). Ce fut pour le vrai public comme une calamité ; il n'était question partout que de la retraite de Necker ; on saisisait au théâtre toutes les allusions à sa disgrâce ; les plus grands seigneurs l'allèrent voir dans sa terre de Saint-Ouen. Joseph II et l'impératrice de Russie lui écrivirent

Outre ses réformes financières, quelques actes hono-

rables avaient signalé son administration : il avait fait affranchir les serfs du domaine royal, fondé à Paris l'hôpital qui porte son nom, détruit le « droit de suite », qui livrait au seigneur tous les biens acquis en pays étranger par son serf fugitif, et aboli la question préparatoire. Quelques seigneurs, qui avaient encore des serfs, suivirent l'exemple du roi ; le chapitre de Saint-Claude, dans le Jura, exigea, pour affranchir les siens, une indemnité de 25 000 écus.

8. Affaires extérieures. — Nos intérêts, au dehors, étaient mieux défendus. On verra au chapitre suivant la part glorieuse prise par la France à la guerre d'Amérique, et la convention qui nous rendit, à la paix, une partie des colonies perdues en 1763. Le traité de Versailles, annonçait, sous deux ans, un traité de commerce entre la France et l'Angleterre. Il fut signé en 1786 et substitua à la prohibition qui existait un droit proportionnel à la valeur des objets sur les marchandises communes aux deux pays. Le traité était le premier pas fait par l'Angleterre dans la voie d'une politique commerciale nouvelle, celle qui a définitivement substitué le régime de la liberté à celui de la prohibition. Un autre traité de commerce avec la Russie, en 1787, nous ouvrit ce pays que jusqu'alors les marchands hollandais et anglais avaient seuls exploité.

La France venait d'aider un peuple nouveau à monter au rang des nations. En Europe, elle avait renoué avec Gustave III l'alliance qui s'était brisée depuis Charles XII. Quand une guerre fut sur le point d'éclater entre l'Autriche et la Prusse au sujet de la succession bavaroise, elle prévint les hostilités, et fit accepter sa médiation et celle de la Russie (traité de Teschen, 1779). Sa diplomatie était donc aussi heureuse que ses armes : c'était toujours Vergennes qui la dirigeait. Il négocia encore en 1785 le traité de Fontainebleau qui rétablit la paix entre Joseph II et les Provinces-Unies¹. Le traité de com-

1. Ce traité d'ailleurs provoqua une certaine opposition. La France s'était

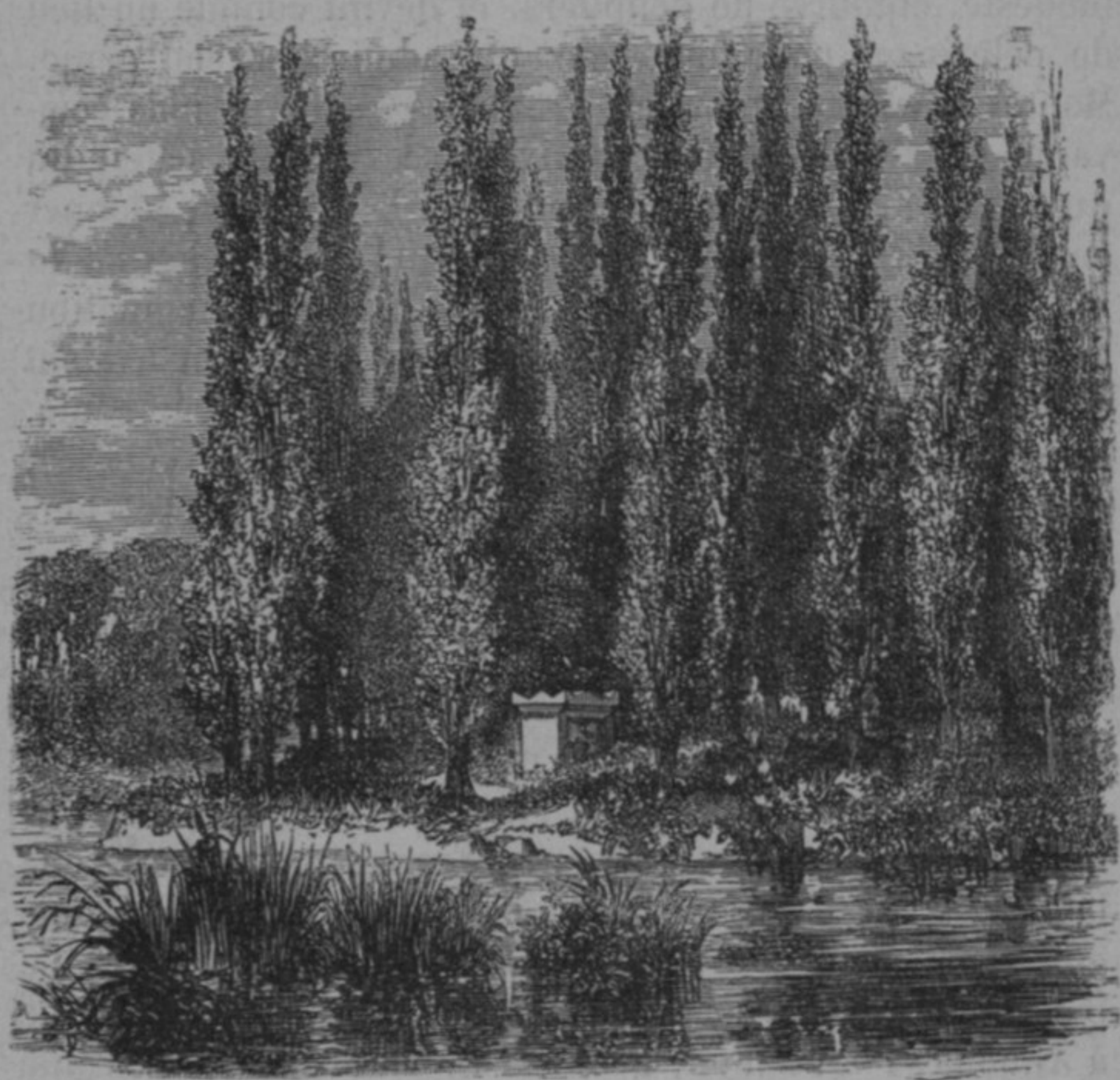
merce avec Catherine II fut le dernier de ses travaux.

9. Progrès des sciences. — Cependant le mouvement qui emportait le siècle continuait son cours. Les travaux publics étaient remarquables : le canal de Bourgogne, entre la Seine et la Saône, celui du Centre, entre la Saône et la Loire, et la digue de Cherbourg, étaient commencés. Les esprits étaient à la fois et plus graves et plus enthousiastes. Des sciences étaient créées; toutes se développaient et cherchaient à devenir populaires. La presse devenait plus active et plus audacieuse. Un ami de Turgot écrivit un ouvrage sur les *Inconvénients des droits féodaux*, que le parlement fit brûler. Le 1^{er} janvier 1777 parut le premier numéro du *Journal de Paris*, qui se fit quotidien pour répondre à l'inquiète curiosité de l'opinion publique. Enfin ceux qui représentaient la pensée du siècle recevaient de derniers et enthousiastes hommages.

10. Mort de Voltaire et de Rousseau (1778). — Voltaire, alors âgé de quatre-vingt-quatre ans, et sûr de ne plus être inquiété, quitta Ferney. Il rentra à Paris et descendit dans l'hôtel du marquis de Villette, au coin de la rue de Beaune et du quai des Théatins, qui depuis s'est appelé quai Voltaire. Sous les fenêtres, dans les salons, se pressait une foule immense. L'illustre Franklin lui amena son petit-fils pour le bénir; le patriarche de Ferney étendit les mains sur la tête de l'enfant : « Dieu et liberté, dit-il, voilà la seule bénédiction qui convient au petit-fils de M. Franklin. » Il se rendit à l'Académie française, qui vint au-devant de lui, ce qu'elle ne faisait pas même pour les souverains, puis il alla à la Comédie-Française, « presque porté dans les bras de la France entière ». Quand il parut dans la loge des gentilshommes de la Chambre, toute la salle éclata en applau-

interposée comme médiatrice entre la Hollande et l'empereur. Celui-ci exigeant une indemnité de 9 500 000 florins, et la Hollande ne voulant payer que 5 millions, la France donna la différence, et en même temps signa un traité d'alliance avec la Hollande. On accusa la reine d'avoir fait sacrifier les trésors de la France aux intérêts de l'Autriche.

dissements; lui, se penchant hors de sa loge, s'écriait : « Français, vous me ferez mourir de plaisir ! » On lui plaça sur la tête une couronne, qu'il ôta d'abord pour la donner à Mme de Villette, mais que le prince de Beauvau replaça sur sa tête. On eut peine à commencer la pièce. C'était



Tombeau de Rousseau à Ermenonville.

la sixième représentation d'*Irène*. Cette pièce finie, la toile se releva : on vit le buste de Voltaire au milieu du théâtre, et tous les comédiens alentour, une couronne à la main. Le buste fut couvert de fleurs et demeura ainsi pendant toute la pièce suivante, qui était encore de lui (*Nanine*, la meilleure de ses comédies). Voltaire ne vécut que deux mois après ce triomphe : il mourut le 30 mai

1778. Son corps fut enseveli d'abord à l'abbaye de Selrières et, en 1791, transporté au Panthéon.

Rousseau, son émule en gloire et en influence, le suivit de près (4 juillet) et mourut solitaire, comme il avait vécu, dans la retraite que le marquis de Girardin lui avait fait accepter à Ermenonville. Une petite île reçut sa tombe modeste, entourée de peupliers, et devint comme un lieu de pèlerinage pour tous ceux qui admiraient son génie. Montesquieu était mort en 1755. Des quatre grands écrivains du siècle, Buffon survivait seul; il ne s'éteindra qu'en 1788, à quatre-vingt-un ans. Il venait de donner encore (1778) un magnifique ouvrage, ses *Époques de la nature*, un des livres qui ont le plus frappé l'imagination des hommes de ce temps. Voltaire et Rousseau avaient cependant chacun un héritier d'une partie de leur génie. Beaumarchais, l'auteur du *Mariage de Figaro* (1784), continuait la guerre aux préjugés de naissance, et Bernardin de Saint-Pierre, dans ses *Études* (1784), surtout dans *Paul et Virginie*, essayait de réunir, pour peindre la nature, le style de Fénelon à celui de Rousseau.

11. Découverte des aérostats (1783). — L'ardeur de connaître et de se frayer une route nouvelle était si grande, qu'il semblait que l'horizon des sciences humaines n'eût plus de bornes. Si Franklin avait « arraché la foudre au ciel, » les frères Joseph et Étienne Montgolfier lançaient dans les airs les premiers aérostats. Le 5 juin 1782, ils firent leur première expérience publique à Annonay : un ballon, gonflé d'air raréfié, s'éleva à une hauteur qu'on évalua à mille toises. En septembre 1783, l'expérience fut renouvelée d'une manière solennelle à Versailles, devant le roi et toute la cour, avec le plus grand succès. Quelques semaines après (novembre 1783), Pilâtre de Rozier exécuta la première ascension dans une montgolfière. Ainsi l'homme, déjà maître de la terre et de l'océan, voulait prendre aussi possession de l'air, de cet air que Lavoisier venait récemment de décomposer, par l'oxydation du mercure, en des gaz distincts. En 1785, Blanchard fit en ballon la traversée de la Manche de

Douvres à Calais; mais Pilâtre de Rozier et Romain, qui voulurent faire la même traversée, avec un nouveau système, furent précipités sur les rochers de la côte.

12. Le magnétisme: l'illuminisme. — A côté des aérostats, les mystères, les mensonges du magnétisme,



Beaumarchais (Pierre-Augustin Caron, de).

Cagliostro et Mesmer; l'un, aventurier italien qui se disait comte, vivait dans l'opulence et prétendait tenir les véritables secrets de la chimie, tels que les avaient découverts les prêtres de l'Égypte et de l'Inde; l'autre, aventurier allemand qui, ayant échoué à Vienne, vint à Paris donner ses fameuses séances (1779). Dans un appartement riche, embaumé de parfums, faiblement éclairé, plein de douces harmonies musicales, disposé enfin pour agir sur l'ima-

gination et les sens, les malades ou les curieux se réunissaient autour du *baquet magnétique*; quelques-uns, bientôt, tombaient en convulsions, la contagion gagnait les autres. C'était le remède de tous les maux. « Il n'y a, disait-il, qu'une nature, une maladie, un remède. » Une commission, nommée par le gouvernement et composée de Lavoisier, Franklin et Bailly, fut chargée d'examiner les expériences magnétiques : elle déclara que les magnétiseurs opéraient des effets singuliers, non, il est vrai, par un fluide, comme ils le prétendaient, mais par la surexcitation de l'imagination. Un magistrat fameux, d'Espréménail, prit chaudement la défense de Cagliostro et de Mesmer.

Certains esprits perdaient terre en quelques sorte. Saint-Martin publiait les incompréhensibles rêveries du *Philosophe inconnu*, sorte de spiritualisme mystique qui trouva la plus grande faveur dans les salons parisiens et surtout auprès des femmes. Il fut le fondateur de l'illuminisme avec Svédénborg. Les contemporains de Louis XVI traduisaient, dévoraient le livre étrange du philosophe suédois intitulé : *les Merveilles du ciel et de l'enfer et des terres planétaires et australes, d'après le témoignage de ses yeux et de ses oreilles*.

13. Francs-maçons. — Au-dessous de la politique et de la science, dans l'ombre et le silence, travaillaient les francs-maçons, vaste et vieille association d'hommes de tout rang et de tout pays qui, parmi ses initiés, comptait des princes, et qui, sous des rites bizarres et quelque peu puérils, cachait et propageait des idées libérales. Introduite en France en 1725, la franc-maçonnerie y avait pris une rapide extension malgré les défiances du gouvernement. Le grand maître de l'ordre sous le règne de Louis XVI était un prince même du sang, le duc de Chartres (Philippe-Égalité), tant il est vrai que les idées nouvelles pénétraient jusque dans les plus hautes classes de la société.

14. La reine Marie-Antoinette. — En présence de toutes ces choses merveilleuses qui attestaient la force,



Marie-Antoinette d'Autriche (Josèphe-Jeanne).

quelquefois aussi le délire de la raison, l'opinion devenait la reine du monde, et les puissances les plus respectées devaient maintenant compter avec elle. Jadis la cour donnait le ton et la mesure à la société française. A présent ce n'était pas Louis XVI. qui pouvait continuer la tradition de Louis XIV, et la belle, la gracieuse Marie-Antoinette, devenue reine de France à dix-neuf ans, s'était fait de nombreux ennemis, à la cour par ses amitiés trop exclusives, dans le public par un dédain trop grand des règles de l'étiquette et des convenances royales. Elle délaissait Versailles pour Trianon, et croyait qu'une reine de France pouvait alors vivre pour elle-même. C'étaient les habitudes de la maison de Habsbourg, mais ce n'étaient pas celles de la maison de Bourbon. Un soir, son carrosse s'étant brisé, elle se rendit dans un fiacre au bal de l'Opéra; le lendemain, tout Paris commentait cette imprudence. Ainsi commençaient les médisances qui plus tard se changeront en colère et éclateront d'une si terrible manière contre celle que l'on n'appellera plus que l'Autrichienne.

Un événement malheureux montra, dès l'année 1785, les dispositions du public à son égard. Le cardinal de Rohan était alors le scandale de l'Eglise. Ambassadeur à Vienne, il y avait compromis son caractère de prêtre et de représentant de la France par une conduite légère et d'effroyables dépenses. Il disait qu'il était impossible à un gentilhomme de vivre avec 1 200 000 livres de rente. Son parent, le prince de Rohan-Guéméné, ayant fait une banqueroute de 50 millions qui ruina une foule de gens, le cardinal en était tout fier : « Il n'y a, disait-il, qu'un souverain ou un Rohan qui puisse faire une pareille banqueroute. » Méprisé du roi, surtout de la reine, il était en complète disgrâce. Une intrigante, la comtesse de Lamotte, lui fit croire qu'elle était la confidente de Marie-Antoinette et que cette princesse était disposée à lui rendre sa faveur; elle appuyait ses insinuations par de fausses lettres où l'écriture de la reine était imitée à s'y méprendre. Elle alla jusqu'à lui promettre une entrevue,



Village suisse du Petit-Trianon.

le soir, dans les jardins de Versailles, avec sa souveraine. Une fille qui ressemblait beaucoup à la reine joua le rôle que la comtesse lui avait appris, et le cardinal crut que rien ne serait plus refusé à son ambition. Or, quelque temps auparavant, deux joailliers avaient proposé à Marie-Antoinette un collier d'une valeur de 1 600 000 livres, qu'elle avait refusé, en ajoutant, avec le roi, que deux vaisseaux de guerre étaient plus utiles à la France qu'un joyau. La comtesse persuada au cardinal que la reine avait grande envie du collier et qu'elle le chargeait de l'acheter secrètement pour elle. Il alla trouver les joailliers, leur montra les lettres et reçut d'eux le bijou, dont la comtesse fit aussitôt son profit. A quelque temps de là, les marchands, inquiets de n'être pas payés, écrivirent à la reine. Aussitôt tout se découvre. Le cardinal, arrêté à Versailles même, dans ses habits pontificaux, est envoyé à la Bastille, et le parlement, saisi de l'affaire, rend un arrêt qui le délivre, comme simple dupe, en condamnant la comtesse à la marque et à la réclusion. L'affaire du collier (1785-1786) fit grand bruit, et, quoique la reine y fût complètement étrangère, sa réputation souffrit d'avoir été mêlée à ce scandale.

Louis XVI ne lui avait d'abord montré qu'une extrême froideur. Plus tard, après la naissance d'un dauphin en 1781, elle prit sur lui un très grand empire. Ce fut après la retraite de Necker qu'elle commença à se mêler activement du gouvernement. N'ayant pas le génie administratif de sa mère Marie-Thérèse, elle voulut bien de l'influence, elle ne voulait pas du souci des affaires; et, comme elle ne prêtait à celles-ci qu'une attention distraite, elle ne pouvait donner à son influence une direction éclairée. Ce fut elle qui fit appeler de Calonne, en 1783, au contrôle général. Le temps des ministres réformateurs était fini; le roi revenait aux ministres courtisans.

¹ **15. Calonne (1783-1787).** — Calonne, ancien intendant de Lille, avait des connaissances en administration, une grande facilité de travail, mais c'était un dissipateur. A peine nommé, il vint trouver le roi : « Sire, j'ai

220 000 livres de dettes; un autre vous le cacherait et prendrait sur les fonds de son ministère; j'aime mieux vous le déclarer.» Le roi, étonné, va à son secrétaire, sans mot dire, et lui donne la somme en actions d'une compagnie; Calonne garda les actions; ses dettes se payèrent autrement. Ses principes financiers étaient ceux-ci : un homme qui veut emprunter a besoin de paraître riche, et pour paraître riche, il faut éblouir par ses dépenses. L'économie est doublement funeste : elle avertit les capitalistes de ne pas prêter au trésor obéré et elle fait languir les arts, que la prodigalité vivifie : théorie agréable à tous ceux pour qui les approches du trésor sont faciles. Les courtisâns, les femmes, étaient enchantés de ce ministre aimable qui ne portait pas sur son front, comme Turgot et Necker, les soucis du pouvoir consciencieusement exercé, et qui prévenait une demande de la reine en lui disant : « Si c'est possible, Madamé, c'est fait; si cela n'est pas possible, cela se fera. » Un prince racontait plus tard : « Quand je vis que tout le monde tendait la main, je tendis mon chapeau. » Le roi, dans son indolence, s'accommodait d'un personnage que rien n'embarrassait. Ces beaux dehors cachèrent cinq cents millions d'emprunts en trois ans et en temps de paix.

Le moment vint cependant de tout dévoiler au roi. Alors le prodigue se fit réformateur : Calonne imagina un plan où se mêlaient les idées de tous ses devanciers. Soumettre les privilégiés à l'impôt et à une subvention territoriale; établir des assemblées provinciales; diminuer la taille; décréter la liberté du commerce des grains, etc. « Mais, c'est du Necker que vous me donnez là! s'écria le roi; c'est du Necker tout pur! — Sire, répondit l'ennemi de Necker, dans l'état des choses, on ne peut rien vous offrir de mieux. »

16. Les notables (1787). — Ainsi le mot fatal revenait toujours, *les privilèges! les abus!* Le gouvernement, n'ayant pas l'appui du parlement, avait besoin pour ses réformes de recourir à la nation; mais les états généraux effrayaient : on n'osa pas aller plus loin qu'une assemblée

de notables. Bien des gens encore s'en alarmèrent, car il n'y avait pas eu d'assemblée de ce genre depuis celle que Richelieu avait convoquée en 1626. « Le roi donne sa démission; » dit le vicomte de Ségur; et le vieux maréchal de Richelieu demanda quelle peine Louis XIV eût infligée au ministre qui lui eût proposé pareille chose. Les notables, tous désignés par le roi, se réunirent le 22 février 1787. Ils comptaient cent quarante-quatre membres, dont vingt-sept étaient censés représenter le tiers état; en réalité, il n'y avait que six ou sept roturiers. Calonne y développa ses plans, qui furent accueillis avec une bonne volonté assez générale. Plusieurs commissions voulaient même que le tiers eût, dans les assemblées provinciales, autant de membres à lui seul que les deux autres ordres. Les notables furent moins faciles à l'égard de la subvention territoriale. Ils demandèrent l'état des recettes et des dépenses. Calonne présenta des comptes si obscurs, qu'on ne put rien vérifier. Les uns y trouvaient cent millions de déficit, les autres deux cents¹. Mais les notables étaient moins occupés de voir clair dans les finances que d'éviter la subvention territoriale. La querelle se ralluma et devint fort vive. Calonne se fâcha; le roi fit de même; il fut ordonné aux notables de délibérer sur la forme et non sur le fond de l'impôt. Sur quoi ce pamphlet d'un cuisinier parlant à des poulets: « A quelle sauce voulez-vous qu'on vous mange? — Mais

1. Bailly, qui a retrouvé aux archives du ministère des finances l'état au vrai de l'exercice 1786, estime (*Hist. financière de la France*, t. II, p. 294) que le déficit pour 1787 était d'environ 200 millions de livres. Quant au chiffre de la dette publique, il est impossible de le déterminer en capital. D'après Bailly, sur les 510 millions de livres perçus par le trésor au nom du roi, il y avait à prélever pour rentes, gages, intérêts de cautionnements et autres créances privilégiées, 224 millions, 27 pour les pensions et 76 pour les frais de recouvrement, de sorte qu'il ne restait pas à l'État, pour toutes ses dépenses, 200 millions, sur lesquels la liste civile prenait 40 millions, les acquits au comptant 156. On n'arrivait donc à couvrir le déficit que par des emprunts que la ruine du crédit de l'État rendait bien difficiles et très onéreux, à 10 pour 100 au plus bas taux; ou par des anticipations qui ne faisaient que reculer la difficulté et la rendre plus grave. En 1790, à l'Assemblée constituante, on évalua la dette constituée au capital de 2 milliards 500 millions, sans compter la dette non constituée ou flottante.

nous ne voulons pas qu'on nous mange! — Vous changez l'état de la question; on vous demande à quelle sauce vous voulez être mangés? » Les ennemis de Calonne l'emportèrent enfin, et peu de jours après que Louis XVI avait dit très haut: « Je veux que tout le monde sache que je suis content de mon contrôleur général, » il l'exila en Lorraine.

17. Ministère de Brienne (1787-1788). — Un des plus actifs contre Calonne avait été Loménie de Brienne, archevêque de Toulouse, brillant ambitieux, mais prélat sans mœurs et peut-être sans croyances, que le pieux Louis XVI repoussa longtemps du ministère. Il l'y appela enfin. Brienne se mit en crédit auprès des notables par des plans d'économie. Cette assemblée, du reste, ne tarda pas à se dissoudre (25 mai). Les gentilshommes s'y ennuyaient; le comte d'Artois, le duc d'Orléans, le prince de Conti partaient au milieu des séances pour la chasse. Les notables ne firent rien, ne votèrent pas la subvention territoriale; mais dans leur sein avait été prononcé le mot d'états généraux, même d'assemblée nationale. « Il faut, avait dit la Fayette, une assemblée nationale. — Vous voulez dire des états généraux, reprit le comte d'Artois. — Oui, Monseigneur, et même quelque chose de mieux, si c'est possible. »

Brienne, débarrassé des notables, se trouva en face du parlement, plus difficile encore à aborder. L'édit qui concernait l'établissement de dix-neuf nouvelles assemblées provinciales fut enregistré sans difficulté; mais la lutte s'engagea vivement à propos de l'impôt du timbre et de la subvention territoriale. Le roi tint un lit de justice et fit enregistrer les deux derniers édits. Le parlement protesta; les meneurs étaient Duport, Robert de Saint-Vincent, Fréteau de Saint-Just, surtout d'Esprémesnil, dont l'ardente éloquence dominait alors cette assemblée, et que la foule, au sortir des séances, portait en triomphe jusqu'à sa voiture. Le roi exila le parlement à Troyes.

Il y eut peu d'hommes plus impopulaires alors que Brienne. On le savait soutenu par la reine, à laquelle

il devait sa place et son crédit sur le roi ; et Marie-Antoinette n'avait pas retrouvé, depuis l'affaire du collier, la faveur publique. Elle représentait une alliance qui était odieuse, celle de l'Autriche, et on l'accusait de protéger tous les ennemis des réformes, Brienne, après Calonne. Les pamphlets ne respectaient déjà plus sa double couronne de reine et de mère. Ils lui imputaient les profusions du trésor ; ils l'appelaient *Madame Déficit*. Elle fut insultée dans le parc de Saint-Cloud, et, à la prière du lieutenant de police, le roi l'engagea à ne se point montrer dans Paris. Brienne n'avait pas même l'appui de son ordre. L'assemblée du clergé lui refusa un misérable subside de 1 800 000 livres. Tout le monde mettait alors des bâtons dans les roues, et quand, dans trois ans, le char se brisera, ils crieront à la violence populaire.

Au dehors, le ministère n'était pas plus heureux. Il laissait en Hollande les intrigues de l'Angleterre et les armes du roi de Prusse Frédéric-Guillaume II renverser le gouvernement républicain de ce pays qui nous tendait les bras (1787) ; il disait qu'au milieu de l'effervescence intérieure, il était dangereux de soutenir la liberté au dehors. C'était marcher au rebours de tous les sentiments de l'époque.

Cependant un rapprochement se fit entre le gouvernement et le parlement. L'ordre d'exil fut rapporté. La compagnie rentra au milieu de l'ivresse générale ; le mannequin de Calonne fut brûlé sur la place Dauphine, et l'audace croissait si vite, qu'on voulait brûler aussi l'effigie d'une personne auguste.

Pourquoi le parlement était-il si populaire, lui qui défendait la cause des privilégiés ? C'est qu'il soutenait contre la cour le principe que les états généraux ont seuls le droit de changer la base de l'impôt. Brienne travailla sourdement à gagner des parlementaires, et quand il crut tenir la majorité, il lui apporta un édit pour un emprunt de 420 millions à réaliser en cinq ans. Il voulait d'un seul coup se pourvoir pour longtemps.

n'avoir plus à marchander des emprunts partiels. Il promettait, en échange, la convocation des états généraux avant la fin de cette période, bien résolu d'avance à ne pas tenir sa promesse. Il y eut d'énergiques protestations : « Si un fils de famille faisait de semblables actes, dit Robert de Saint-Vincent, en parlant du taux usuraire des emprunts, il n'y a pas un tribunal qui hésitât à les annuler. » Louis XVI fit enregistrer l'édit d'autorité. Sabatier et Fréteau, qui avaient été très vifs, furent arrêtés. Le duc d'Orléans, qui avait prononcé le mot d'illégalité, fut exilé à Villers-Cotterets. *C'est légal*, avait répondu le roi, *c'est légal parce que je le veux.*

Le parlement, qui sentait surtout les abus dont il souffrait, s'émut de l'atteinte portée, en deux de ses membres, à la liberté individuelle. D'Esprémesnil rédigea, au nom du parlement, un acte qui résumait ce que l'on appela les lois fondamentales de la monarchie, et un jeune conseiller, Goislard de Montsabert, proposa de mettre obstacle à la perception de l'impôt des vingtièmes : l'ordre du roi de les saisir tous deux. Le parlement était en permanence. La marquis d'Agoult, aide-major des gardes-françaises, s'y présente de nuit et demande qu'on remette entre ses mains les deux magistrats ; les conseillers des requêtes se lèvent : « Nous sommes tous, s'écrient-ils, d'Esprémesnil et Montsabert. » Ceux-ci pourtant se livrèrent en protestant, et furent envoyés, l'un à Pierre-Encise, l'autre à l'île Sainte-Marguerite.

Le gouvernement profita de ce coup, et le parlement, mandé à Versailles, le 8 mai 1788, dut vérifier plusieurs édits qui lui enlevaient l'enregistrement pour le transférer à une « cour plénière, » sorte de conseil d'État composé à la dévotion du roi, et qui prescrivaient l'érection de quarante-sept bailliages pour juger les procès civils de moins de 20 000 livres. Ainsi Brienne livrait un nouveau combat, comme Maupeou, à la puissance des parlements.

La résistance s'organisa à Paris et dans les provinces. Des mouvements eurent lieu en Bretagne, dans le Béarn,

en dix autres provinces; une insurrection terrible, la journée des Tuiles, éclata à Grenoble. « J'ai tout prévu, disait le ministre d'un air profond, même la guerre civile. » Il avait seulement oublié que le trésor était vide. Pour trouver quelques ressources, il s'empara de la caisse des invalides et du produit de plusieurs loteries de bienfaisance. Ces honteux moyens le firent vivre quelques jours; mais, le 16 août 1788, il fut obligé de déclarer, par un arrêt du conseil, que les paiements de l'État auraient lieu partie en argent, partie en billets du trésor.

Tout le monde fut saisi d'effroi, croyant voir revenir le papier-monnaie, la banqueroute. Ce fut le coup fatal pour Brienne; il implora le secours de Necker, qui répondit : « L'année précédente, j'étais prêt à partager ses travaux; je ne veux pas partager maintenant son discrédit. » Il fallut céder la place à l'homme qui réunissait à l'habileté financière la plus grande popularité (25 août 1788). Loménie se retira dans l'archevêché de Sens et fut nommé peu après cardinal.

18. Second ministère de Necker (1788-1789). — Le retour de Necker fut salué par des acclamations de joie; le départ de Brienne, par des scènes de désordre qui malheureusement furent sanglantes. Des attroupements brûlèrent son effigie et persistèrent avec assez d'opiniâtreté pour que la troupe tirât sur eux. Ce premier sang versé dans Paris fit grande impression; le parlement procéda. Cependant la confiance renaquit, grâce à Necker : en un jour les effets publics gagnèrent 30 pour 100. Mais il n'avait trouvé dans le trésor que 500 000 livres : les besoins étaient urgents et considérables. « Que ne m'a-t-on donné, disait Necker, ces quinze mois de l'archevêque de Sens ! A présent il est trop tard. » Il était trop tard, en effet, pour sauver le pays avec de petits moyens. Brienne, dans un moment d'exaspération, avait jeté la promesse de convoquer les états généraux en 1789; Necker reprit cette promesse. Le 24 janvier 1789, le roi adressa la lettre de convocation aux gouverneurs de provinces.

19. Convocation des états généraux. — La réunion des états devint l'unique pensée de la France. En quelle forme se réuniraient-ils? Le tiers y occuperait-il le même rang qu'en 1614, lorsqu'il fut tant humilié, ou au contraire y serait-il rendu dominant? Depuis deux siècles les choses avaient bien marché. Le tiers état était devenu un ordre considérable, par sa richesse, son savoir, son activité et les hautes fonctions que ses chefs remplissaient dans le gouvernement et l'administration du pays. Le respect pour la noblesse était singulièrement ébranlé, et tout le monde, même les nobles, avaient applaudi sur la scène en 1784 les hardies épigrammes du Figaro de Beaumarchais : « Parce que vous êtes un grand seigneur, vous vous croyez un grand génie!... Vous vous êtes donné la peine de naître, rien de plus. » Or, pour que le tiers état occupât la place qu'il méritait, il fallait au moins doubler le nombre de ses membres et établir le vote par tête au lieu du vote par ordre. Ce parti était soutenu par Necker et par tous les hommes libéraux. Mais la noblesse résistait; celle de Bretagne surtout se montra si obstinée, qu'il y eut à Rennes plusieurs combats sanglants entre les jeunes bourgeois et les gentilshommes. Necker voulut faire résoudre la question par une seconde assemblée de notables; mais celle-ci refusa tout changement à l'ancienne forme. Il se décida à trancher lui-même une partie de la difficulté, et fit rendre un arrêt du conseil qui établissait la double représentation, sans rien décider quant au vote par tête, et qui convoquait les états à Versailles pour le 1^{er} mai 1789.

On avait essayé tous les expédients, bons ou mauvais; ils avaient échoué. Il n'y avait plus qu'à donner la parole à la nation.

CHAPITRE XXVII

LA GUERRE D'INDÉPENDANCE EN AMÉRIQUE¹.

1. Origine des colonies anglaises d'Amérique. — 2. Gouvernement des colonies anglaises d'Amérique. — 3. Causes de l'insurrection des colonies. — 4. Franklin et Washington. — 5. Guerre d'Amérique (1775-1783). Combat de Lexington (1775). — 6. Déclaration d'indépendance (1776). — 7. Les Anglais prennent New-York et Philadelphie. Leur capitulation à Saratoga (1777). — 8. Secours indirects de la France. — 9. Alliance de la France avec les Américains (1778). — 10. Le bill conciliatoire. — 11. Bataille navale d'Ouessant (1778). — 12. Succès balancés (1778). — 13. L'Espagne se réunit à la coalition contre l'Angleterre (1779). — 14. Prise de Charlestown par les Anglais (1780). — 15. La neutralité armée (1780). — 16. Succès du comte de Grasse et du bailli de Suffren. — 17. Bataille des Saintes. — 18. Siège de Gibraltar (1782). — 19. Traité de Versailles (1783). — 20. Constitution américaine de 1787.

1. Origine des colonies anglaises d'Amérique. — Les Anglais n'avaient pas compté sur l'Hindoustan, et l'Hindoustan est pour eux une mine féconde de richesses. Ils avaient compté sur des colonies moins opulentes, il est vrai, mais plus rapprochées, et il se trouve aujourd'hui que ces colonies sont libres, qu'elles se sont enrichies pour leur propre compte, qu'elles forment une puissance considérable et qu'elles disputent à la mère patrie la supériorité commerciale et maritime.

En 1497 et 1498, le vénitien Sébastien Cabot avait conduit les navires d'Henri VII sur les côtes de Terre-Neuve et de la Floride; mais les premières tentatives de colonisation furent faites seulement un siècle plus tard,

1. La Fayette, *Mémoires*; Mignet, *Vie de Franklin*; Laboulaye, *Histoire des États-Unis*; Doniol, *Histoire de la participation de la France à l'établissement des États-Unis*.

en 1584, par Walter Raleigh dans la province qu'il nomma la Virginie en l'honneur de la reine Elisabeth. On croyait trouver sur ce littoral des mines d'or et d'argent, comme au Mexique, et en 1606 deux compagnies dites de Londres et de Plymouth se formèrent pour les exploiter. Jacques I^{er} leur partagea les contrées situées entre le 34^e et le 45^e degré de latitude. La première eut la Virginie, où elle fonda Jamestown; la seconde, la Nouvelle-Angleterre. On ne découvrit point de métaux précieux; mais la pêche de la baleine sur les côtes du Groënland, celle de la morue à Terre-Neuve, firent prendre à la marine anglaise l'habitude de pratiquer ces parages, et les riches terres de la Virginie, où la culture du tabac prit rapidement de l'importance, attirèrent des colons. Quant aux terres du nord, ce fut l'intolérance du gouvernement qui les peupla. En 1618, des puritains, fuyant la vieille Angleterre où ils étaient persécutés, s'établirent au pied du cap Cod, non loin du lieu où Boston s'éleva quelques années après. En même temps, les Bermudes et une partie des Antilles furent occupées. En 1627, la colonie du Massachusetts fut organisée. Puis vinrent celles du New-Hampshire et du Maine (1630; le Maine fut réuni au Massachusetts en 1652), du Maryland, cédé en 1632 à un Irlandais, lord Baltimore, qui y établit deux cents gentilshommes catholiques, du Connecticut (1635), de Rhode-Island (1636). Sous Cromwell, les Anglais enlevèrent aux Espagnols la Jamaïque, et, un plus tard, aux Hollandais, la Nouvelle-Belgique, dont ils firent trois provinces, New-York, New-Jersey, Delaware (1667). Charles II encouragea par politique les mouvements d'émigration que son père avait provoqués par ses violences. Il donna la Caroline, qui fut plus tard partagée en deux provinces, à huit lords anglais, et fit une pareille donation à William Penn, l'un des chefs de la secte des Quakers, qui appela Pennsylvanie le pays où il s'établit (1682). Par le traité d'Utrecht, l'Angleterre acquit l'Acadie ou Nouvelle-Écosse, Terre-Neuve et la baie d'Hudson (1715). La Géorgie ne fut occupée qu'en 1733.

En résumé, au milieu du XVIII^e siècle, il y avait sur les bords de l'Atlantique, entre le Canada français et la Floride espagnole, les treize colonies suivantes : New-Hampshire, Massachusetts (Boston), Rhode-Island, Connecticut, New-York (New-York), New-Jersey, Pennsylvanie (Philadelphie), Maryland, Delaware, Virginie, Caroline du Nord, Caroline du Sud, Géorgie. Le drapeau américain aux treize raies rouges et blanches rappelle encore ces treize colonies.

2. Gouvernement des colonies anglaises d'Amérique. — Toutes ces colonies, fondées aux frais des particuliers, et n'étant pas tenues comme les nôtres à la lisière par le gouvernement métropolitain, se développèrent rapidement. Les colons anglais, qui n'étaient que quatre mille en 1650, formaient en 1660 une population de deux cent mille âmes; le Canada, colonisé beaucoup plus tôt, n'avait atteint à la même époque que le chiffre de onze à douze mille âmes. C'est qu'au berceau des colonies anglaises s'est fixée la liberté religieuse, civile et commerciale, tandis que le monopole et la plus étroite dépendance enlacèrent le Canada. Elles s'ouvraient à tous venants, et il n'y avait pas de parti vaincu dans les révolutions de la métropole qui ne trouvât en Amérique un asile prêt à le recevoir : la Nouvelle-Angleterre, dont le code s'appelait *the bodies of liberties*, pour les têtes rondes et les républicains; la Virginie pour les cavaliers; le Maryland pour les catholiques.

Il y avait trois sortes de gouvernements, les gouvernements à charte, les gouvernements royaux, les gouvernements de propriétaires. Dans les premiers (Massachusetts, Connecticut et Rhode-Island), les colons exerçaient par leurs agents ou leurs représentants les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. Dans les seconds (Virginie, New-York, les Carolines, la Géorgie, le New-Hampshire et New-Jersey), le gouverneur et tous les fonctionnaires étaient nommés par le roi, mais les assemblées législatives étaient électives. Dans les troisièmes (Maryland, Delaware, Pennsylvanie), les propriétaires avaient le pou-

voir législatif et le pouvoir exécutif. Là aussi cependant existaient des assemblées législatives, nommées en partie par les propriétaires, en partie par le peuple; de sorte que, développé ou restreint, le système représentatif existait partout dans les colonies anglaises, tandis que les Français du Canada n'avaient pu même obtenir de nommer à Québec un syndic ou maire, « n'étant pas bon, écrivait Colbert, que personne parle pour tous. » L'imprimerie, qui ne fut introduite dans notre colonie qu'en 1764, après que nous l'eûmes perdue, existait dès 1638 dans le Massachusetts; une loi de cette province exigeait, sous peine d'amende, qu'il y eût une école primaire par chaque réunion de cinquante feux et une école de grammaire dans chaque bourg de cent. Un collège pour les hautes études fut fondé en 1638, « afin, disaient les colons, que les lumières de nos pères ne soient pas ensevelies avec eux dans leurs tombeaux. »

Les colonies avaient eue d'abord pleine liberté commerciale. Cromwell la leur retira; mais elles ne se conformèrent jamais que très imparfaitement à ces lois restrictives, surtout la plus florissante de toutes, le Massachusetts, qui répondait aux ministres de Charles II : « Le roi peut étendre nos libertés, mais n'a pas pouvoir de les restreindre. » Les Stuarts faisaient à ce moment les plus sérieux efforts pour relever en Angleterre le pouvoir absolu; ils l'établirent aux colonies. Le Massachusetts perdit sa charte; la révolution de 1688 la lui rendit.

3. Causes de l'insurrection des colonies. — En 1739, on avait insinué à Walpole l'idée de taxer les colonies : « J'ai déjà contre moi toute la vieille Angleterre, avait-il répondu, voulez-vous que je fasse encore de la jeune mon ennemie? » Mais la guerre de Sept ans, si favorable politiquement à l'Angleterre, avait porté sa

1. Les autres provinces suivirent l'exemple du Massachusetts, excepté la Virginie, dont le gouverneur disait au ministre de Charles II : « Dieu merci, il n'y a dans la colonie ni école libre ni imprimerie, et j'espère bien que nous n'en aurons d'ici à trois siècles, car les connaissances ont légué au monde la rébellion, l'hérésie avec toutes les sectes, et l'imprimerie les a répandues! »

dette à 2 milliards, et demi, qui exigeaient un intérêt annuel de 88 millions de francs. Après la guerre de Sept ans, sous le ministère de lord Grenville, beau-frère du premier Pitt, le parlement établit pour les colonies d'Amérique l'impôt du timbre, qui les forçait à employer dans les actes un papier timbré à Londres, et vendu fort cher (1765); l'opposition que souleva cet impôt obligea le ministère de le révoquer l'année suivante. On le remplaça par un impôt sur le verre, sur le papier, sur le thé (1767). Les colons, alléguant le grand principe de la constitution anglaise que nul citoyen n'est tenu de se soumettre aux impôts qui n'ont pas été votés par ses représentants (ils n'étaient pas représentés au parlement de Londres), refusèrent de payer ces droits, et quatre-vingt-seize villes formèrent la convention de Boston, dont les membres s'engagèrent à n'acheter aucune marchandise anglaise tant qu'il ne serait pas fait droit à leurs plaintes. Dans la seule année 1769, les exportations anglaises pour l'Amérique diminuèrent de plus de 15 millions. Lord North, ministre d'Angleterre, voyant le commerce baisser, proposa la révocation des nouvelles taxes, excepté de l'impôt sur le thé. Cette demi concession ne satisfit personne : les habitants de Boston jetèrent à la mer trois cargaisons de thé, apportées par les navires de la Compagnie des Indes (18 déc. 1773), et le ministre frappa la ville d'interdit. Un congrès général des colonies s'ouvrit alors à Philadelphie (5 sept. 1774), on adressa au roi une requête qui fut inutile; et, malgré l'éloquente opposition de William Pitt, qui voulait à la fois la liberté américaine et l'intégrité de l'empire britannique, les colons furent déclarés rebelles.

4. Franklin et Washington. — La guerre qui commençait allait mettre en évidence deux grands citoyens qui ont été les héros de la liberté américaine. L'un l'a servie par sa parole, l'autre par son épée, tous deux par leur sagesse politique et leur désintéressement.

Benjamin Franklin était le fils d'un petit fabricant de savon de Boston. Ayant connu dès l'enfance l'impérieuse

nécessité du travail, il s'ingénia de mille manières pour gagner sa vie. Il alla se fixer à Philadelphie et y fonda une imprimerie qui réussit à merveille. L'imprimeur intelligent et heureux voulut être aussi un homme de science. En 1752, il fit sa fameuse expérience du cerf-volant, qui a eu pour résultat l'invention du paratonnerre. Avant la guerre d'indépendance, il avait rempli avec succès une mission à Londres et obtenu de faire révoquer le bill du timbre. Élu membre du congrès de Philadelphie, il fut envoyé à Paris pour obtenir le secours du gouvernement de Louis XVI et il eut la gloire de signer avec de Vergennes le traité d'alliance de 1778. Il servit encore sa patrie dans la rédaction de la constitution américaine. Il mourut en 1790, à quatre-vingt-quatre ans, entouré de témoignages unanimes de respect et de reconnaissance.

George Washington appartenait à une riche famille de planteurs virginien. Officier dans la milice de sa province, il s'était fait connaître à vingt-deux ans, en 1754, par l'affaire malheureuse où fut tué Jumonville. Élu membre du congrès de Philadelphie, il fut désigné par ses collègues pour conduire les opérations militaires contre les Anglais. Ce généralissime improvisé triompha de tous les obstacles, dont les moindres n'étaient pas l'insuffisance et la désorganisation des troupes américaines. Il termina la guerre en faisant capituler Cornwallis dans York-Town (1781); mais sa gloire de citoyen est bien plus grande que ses mérites de général. Il aurait pu garder le pouvoir militaire, il le résigna; il aurait pu prendre la dictature qu'on lui offrait, il la repoussa; élu deux fois à la présidence de la république par un vote unanime, il refusa une troisième magistrature. Il mourut en 1799; les États-Unis prirent le deuil pendant un mois pour honorer la mémoire de ce grand citoyen, qui avait été un exemple vivant de patriotisme, de loyauté, de désintéressement.

5. Guerre d'Amérique (1775-1783). Combat de Lexington (1775). — La guerre se fit sur trois points : dans le nord-est, aux environs des importantes places de

Boston, de New-York et de Philadelphie; dans le nord-ouest, vers le Canada, que les Américains essayèrent d'attirer dans leur mouvement, et d'où les Anglais partirent pour prendre à revers les colonies; qu'ils menaçaient de front du côté de l'Atlantique; enfin dans le sud, autour de Charlestown, dans la Caroline méridionale, où les Anglais, avec leur flotte, avaient toute facilité de porter la guerre, ce qui obligeait les Américains à diviser leurs forces et à faire parcourir à leurs troupes d'énormes distances. Quand la France prit part à la lutte, elle s'étendit à toutes les mers.

L'ouverture des hostilités fut marquée par un succès qui éleva le cœur des « insurgents » : les milices américaines battirent, à Lexington, près de Boston, un détachement anglais (1775), et 30 000 hommes assiégèrent le général anglais Gage dans cette ville. C'était une multitude, et non pas une armée. Pour l'organiser, le Congrès nomma généralissime George Washington. Pendant qu'il y mettait la discipline et qu'il en soutenait l'ardeur, les colons de l'Ouest envahissaient le Canada et prenaient Montréal; mais leur chef, Montgomery, fut tué au siège de Québec. Carleton les repoussa de cette ville et les chassa de la province. La prise de Boston par Washington (17 mars 1776) n'était pas une compensation suffisante.

6. Déclaration d'indépendance (1776). — Cependant le congrès de Philadelphie ne craignit pas de rompre irrévocablement avec l'Angleterre. Dès 1774, il avait fait paraître une *Déclaration des droits*, pour rappeler les principes de droit public qui avaient été proclamés à plusieurs reprises par leurs ancêtres d'Angleterre et dont le plus important dans la circonstance était le consentement de l'impôt. En 1776, quand les colons virent que l'Angleterre persistait dans ses mesures de coercition et que la bataille de Lexington leur donnait quelques chances de soutenir la lutte, ils n'hésitèrent pas à rompre les derniers liens qui les rattachaient à la mère patrie. Le 4 juillet 1776, le congrès de Philadelphie vota l'acte d'indépendance des treize colonies, rédigé par un

de ses membres, l'avocat virginien Jefferson. À partir de ce jour, il y eut un état nouveau dans le monde, la république des États-Unis; mais il lui fallut passer par bien des épreuves avant de pouvoir faire reconnaître son existence par les Anglais.

7. Les Anglais prennent New-York et Philadelphie. Leur capitulation à Saratoga (1777). — Le ministère anglais avait acheté aux princes allemands 17 000 mercenaires. Les volontaires américains, sans magasins, sans ressources, ne purent d'abord tenir tête aux vieux régiments, bien munis et bien payés, qu'on dirigeait contre eux. Howe prit New-York, Rhode-Island, et fit essuyer à Washington, près de la rivière Brandywine, un échec qui découvrit Philadelphie. Le découragement se mit dans l'armée de Washington; on vit les rares partisans que conservait l'Angleterre, les royalistes, s'agiter, et quelques états chanceler dans leur fidélité nouvelle pour l'Amérique. Le Congrès abandonna même Philadelphie, où Howe entra le 11 septembre, et se retira à Baltimore, dans le Maryland. Mais le général américain savait conserver, au milieu des plus rudes épreuves, l'audace tempérée qu'exigeait une pareille guerre. Dès le 30 octobre, il avait repris l'offensive à Germantown, et, s'il n'avait pas été vainqueur, il n'avait pas non plus éprouvé de défaite. Cette constance sauva son pays; car en retenant ainsi Howe autour de la baie de la Chesapeake, il l'empêcha de tendre la main à Burgoyne qui descendait avec une belle armée du Canada. Les milices de l'Ouest, auxquelles Washington avait joint quelques-unes de ses meilleures troupes commandées par Gates, arrêterent Burgoyne à Saratoga, le 19 septembre, l'enveloppèrent, et l'obligèrent, le 17 octobre, à mettre bas les armes (1777). Ce succès militaire eut une conséquence de la plus haute portée; il décida le gouvernement de Louis XVI à faire alliance avec les Américains.

8. Secours indirects de la France. — La France avait accueilli avec enthousiasme une révolution où elle se reconnaissait. Elle recevait dans ses ports les corsaires

américains, et la Hollande leur vendait des munitions. Pour déterminer la France à changer cette assistance indirecte en alliance, les États-Unis lui envoyèrent une députation à la tête de laquelle était l'illustre Franklin; celui-ci, pendant son séjour à Paris, fut l'objet d'une ovation perpétuelle. La jeune noblesse, exaltée par les idées philosophiques et toute au désir d'effacer la honte de la guerre de Sept ans, de combattre l'odieuse rivale, demandait à partir en foule pour l'Amérique. Le marquis de la Fayette, à peine âgé de vingt ans, quitta sa jeune femme enceinte, et frêta lui-même un vaisseau qu'il chargea d'armes. Mais le gouvernement redoutait une rupture avec l'Angleterre. Turgot avait demandé qu'on restât neutre, prévoyant bien que l'Angleterre gagnerait plus à reconnaître l'indépendance de ses colonies qu'à les tenir frémissantes sous le joug. De Vergennes, d'accord avec le cabinet de Madrid, se contenta d'envoyer d'abord des secours indirects; il avança secrètement à Beaumarchais l'argent nécessaire pour qu'il expédiât aux colons les armes et les munitions qui leur manquaient.

9. Alliance de la France avec les Américains (1778).

— La défaite de Saratoga détermina Louis XVI à céder aux instances de Franklin et de ses ministres. Le 6 février 1778, Vergennes signa avec les États-Unis un traité de commerce, corroboré d'une alliance offensive et défensive, si l'Angleterre déclarait la guerre à la France. Ces traités reconnaissaient d'une manière formelle « la liberté, la souveraineté, l'indépendance absolue, et illimitée des États-Unis ». L'ambassadeur anglais fut aussitôt rappelé.

10. Le bill conciliatoire. — Lord North, pour conjurer le péril, offrit aux colonies, par le bill conciliatoire, plus qu'elles n'avaient demandé au début de la guerre : il était trop tard. Les Américains rejetèrent toute concession qui n'allait pas jusqu'à la reconnaissance de leur indépendance, et la guerre continua.

11. Bataille navale d'Onessant (1778). — La France heureusement avait passé par les mains de Choiseul, qui avait relevé sa marine. Une flotte de douze vaisseaux et

de quatre frégates partit de Toulon pour l'Amérique (1778), sous le comte d'Estaing; une autre se forma à Brest pour combattre dans les mers d'Europe; enfin une armée se prépara à faire une descente en Angleterre. Le combat de la frégate la *Belle-Poule*, qui démâta une frégate anglaise, ouvrit glorieusement les hostilités; et le comte d'Orvilliers, sorti de Brest avec trente-deux vaisseaux, tint la fortune indécise, dans la bataille d'Ouessant, contre l'amiral Keppel (27 juillet). L'Angleterre fut effrayée de voir la France reparaître sur mer à armes égales, et traduisit son amiral devant un conseil de guerre. N'avoir pas saisi la victoire, c'était pour elle avoir été vaincu.

12. Succès balancés (1778). — En Amérique, Clinton, menacé d'être enveloppé dans Philadelphie par l'armée de Washington et par la flotte française du comte d'Estaing, se replia sur New-York, où il ne rentra qu'après un échec essuyé à Monmouth. Pour diviser les forces qui le poursuivaient, il envoya le colonel Campbell dans la Géorgie, et la guerre s'étendit alors aux colonies du sud. Elle atteignit les Antilles; le marquis de Bouillé y prit la Dominique, mais les Anglais s'emparèrent de Sainte-Lucie, que d'Estaing en put recouvrer. Aux Indes, nous perdîmes Pondichéry.

13. L'Espagne se réunit à la coalition contre l'Angleterre (1779). — On recueillit alors les fruits de la politique du duc de Choiseul, qui avait renoué l'alliance de la France avec l'Espagne par le pacte de famille. Cette puissance offrit sa médiation, que l'Angleterre rejeta. Poussée par le comte de Vergennes qui lui montrait Gibraltar, Minorque et les Florides à reconquérir, elle déclara la guerre à l'Angleterre et réunit sa marine à celle de la France (1779). Le comte d'Orvilliers, avec soixante-six vaisseaux de ligne, cingla sur Plymouth; une tempête, qui dispersa sa flotte, épargna à l'Angleterre quelque désastre. La France se consola d'avoir perdu le fruit de ce grand armement par la prise de la Grenade, que d'Estaing, après une victoire sur l'amiral Byron, enleva;

en sautant le premier dans les retranchements ennemis.

Cet événement eut à Paris un retentissement considérable. L'amiral Rodney s'y trouvait alors, retenu pour des dettes qu'il ne pouvait solder. Un jour, qu'il dînait chez le maréchal de Biron, il traita avec dédain les succès des marins français, disant que, s'il était libre, il en aurait bientôt raison. Le maréchal paya aussitôt ses dettes : « Partez, monsieur, lui dit-il ; allez essayer de remplir vos promesses ; les Français ne veulent pas se prévaloir des obstacles qui vous empêchent de les accomplir. »

Cette générosité chevaleresque nous coûta cher ; Rodney faillit tenir parole. Il battit une flotte espagnole, ravitailla Gibraltar, qu'une armée franco-espagnole assiégeait, et alla aux Antilles livrer, l'année suivante (1780), trois combats au comte de Guichen. Mais le comte tint la victoire indécise et enleva, à son retour en Europe, un convoi anglais de soixante bâtiments, avec un butin de cinquante millions.

14. Prise de Charlestown par les Anglais (1780).

— L'année 1780 fut favorable aux armes anglaises. La diversion tentée par Clinton dans le sud avait réussi : la Géorgie était occupée. Ce succès l'enhardit à tenter une autre entreprise. Il voyait les Américains, déjà lassés de la guerre, se reposer sur la France et l'Espagne du soin de les sauver, et Washington réduit à l'inaction par la misère de son armée. Il quitta New-York avec une partie de ses forces, emporta Charlestown, dans la Caroline du Sud, où il fit 5 000 Américains prisonniers, et y laissa Cornwallis, qui battit tous ceux que le Congrès chargea de recouvrer cette province.

15. La neutralité armée (1780). — Un échec du comte d'Estaing devant Savannah, dont il voulut s'emparer avant que la brèche fût ouverte, compromit un moment la cause américaine. Mais une vaste coalition se formait contre le despotisme maritime de l'Angleterre. Pour empêcher la France et l'Espagne de recevoir des régions du nord les munitions navales nécessaires à leurs arsenaux, les Anglais arrêtaient et visitaient les bâtiments

neutres. De là mille vexations, des abus, et la ruine du commerce des neutres. Catherine II, la première, déclara (août 1780) la franchise des pavillons, à la condition qu'ils ne couvriraient pas la contrebande de guerre, poudre, boulets, canons, etc.; et, pour soutenir ce principe, elle proposa un plan de neutralité armée qui fut successivement accepté par la Suède et le Danemark, la Prusse et l'Autriche, le Portugal, les Deux-Siciles et la Hollande¹. L'Angleterre déclara aussitôt la guerre à la Hollande, la plus faible et la plus vulnérable des puissances neutres. Rodney se jeta sur Saint-Eustache, une de ses colonies, où il fit une prise de 16 millions, que le brave Lamotte-Piquet ravit en vue des côtes d'Angleterre.

16. Succès du comte de Grasse et du bailli de Suffren. — L'Angleterre plia sous le faix. La France ayant envoyé aux Américains une armée sous Rochambeau et de l'argent, les alliés eurent une suite de victoires (1781). Les Espagnols prirent Pensacola, dans la Floride, et le comte de Grasse désola les Antilles anglaises. « Il a six pieds, disaient de lui nos marins, et six pieds un pouce les jours de bataille. » Ses victoires contribuèrent à celles que Washington, Rochambeau et la Fayette remportèrent sur le continent américain. Le 11 octobre 1781, ils forcèrent le général Cornwallis à capituler dans Yorktown, avec 7 000 hommes, six vaisseaux de guerre et cinquante bâtiments marchands. C'était la seconde armée anglaise qui, dans cette guerre, était faite prisonnière. Ce fait d'armes fut décisif pour l'indépendance américaine. Les Anglais, qui occupaient encore New-York, Savannah, Charlestown, ne firent plus que s'y défendre; la guerre proprement américaine était

1. La ligue se proposait de défendre les principes dont la France a obtenu la reconnaissance par l'Angleterre (1834) : le pavillon couvre la marchandise, par conséquent liberté absolue du commerce des neutres, excepté pour la contrebande de guerre qui servirait à l'ennemi; le neutre peut aller partout, excepté dans les ports bloqués par une force effective; le neutre doit subir la visite, s'il n'est pas convoyé par un bâtiment de guerre; mais le visiteur doit se tenir à portée de canon et n'envoyer qu'un canot monté par trois hommes.

finie. En même temps, le marquis de Bouillé leur enlevait Saint-Eustache; le duc de Crillon, renouvelant à Minorque l'exploit de Richelieu, leur arrachait cette île pour la seconde fois (1782). Suffren, un de nos plus grands hommes de mer, envoyé aux Indes orientales pour sauver les colonies hollandaises, y gagnait quatre victoires navales (fév.-sept. 1782). Déjà il formait, avec Hayder-Ali, sultan de Mysore, de vastes plans pour la destruction de la domination anglaise sur ce continent, quand la paix vint l'arrêter.

17. Bataille des Saintes. — Dans les Antilles, les Anglais ne conservaient d'autre île importante que la Jamaïque. De Grasse voulut la leur enlever en 1782; mais, attaqué par les forces supérieures de Rodney dans les eaux des Saintes, il fut battu et pris : à son bord il n'y avait que trois hommes qui ne fussent point blessés. Cette bataille des Saintes, qui fut sans résultats fâcheux, eut une grande importance dans l'opinion. On oublia que c'était la première, dans cette guerre, que nous perdions.

18. Siège de Gibraltar (1782). — L'habile défense de Gibraltar contre les forces réunies de la France et de l'Espagne, fut un autre échec. Ce siège avait soulevé une attente universelle. Un frère de Louis XVI, le comte d'Artois, avait obtenu du roi la permission de s'y rendre. 20 000 hommes et quarante vaisseaux bloquaient la place; deux cents bouches à feu, du côté de la terre, et dix batteries flottantes, ouvrirent, le 13 septembre, un feu épouvantable contre ce rocher que défendaient sa redoutable position et le courage du gouverneur anglais Elliot. Ces batteries, inventées par le colonel d'Arçon, étaient formées par des vaisseaux rasés, recouverts d'un triple toit à l'épreuve de la bombe; et garnis d'un bordage épais. La place, attaquée comme nulle autre ne l'avait encore été, se trouva bientôt aux abois. Elle avait vainement lancé six cents boulets rouges contre les batteries flottantes, lorsqu'un de ces derniers projectiles entra sans qu'on s'en aperçut dans le bordage de la *Tailla Pedra*, où toutes les précautions recommandées par l'inventeur

n'avaient pas été prises, y chemina silencieusement, arriva aux poudres et la fit sauter. L'incendie gagna les batteries voisines, et les Espagnols, sous prétexte d'empêcher les Anglais de s'emparer des autres, y mirent le feu. 12 000 hommes périrent à ce siège, et Gibraltar resta aux Anglais.

19. Traité de Versailles (1783). — Cependant l'Angleterre avait perdu son renom d'invincible sur les mers, prodigieusement souffert dans son commerce, accru sa dette de deux milliards et demi. Lord North, chef du parti de la guerre, quitta le ministère et fut remplacé par les whigs (1782), qui firent porter au cabinet de Versailles des propositions de paix. La France, de son côté, avait dépensé 1 400 millions; au moins avait-elle obtenu un grand et noble résultat, l'indépendance des États-Unis. La paix fut signée à Versailles le 3 septembre 1783. Elle était honorable pour la France, qui faisait effacer le honteux article du traité d'Utrecht relatif à Dunkerque; obtenait pour l'Espagne Minorque et la Floride; recouvrait pour elle-même Chandernagor, Pondichéry, Karikal, Mahé et Surate, aux Indes; Tabago et Sainte-Lucie, aux Antilles; les îlots de Saint-Pierre et Miquelon, avec le droit de pêche à Terre-Neuve; enfin Gorée et le Sénégal en Afrique. Cette guerre fut le dernier triomphe de l'ancienne monarchie.

La paix ne termina pas les travaux de Washington; il eut à apaiser les murmures de ses soldats, qui se crurent oubliés du moment qu'ils n'étaient plus utiles. Leur sort réglé, il donna sa démission, et, simple particulier sur les bords du Potomac, à l'ombre de sa vigne et de son figuier, il vécut tranquille dans sa maison de Mount-Vernon, en Virginie, avec la gloire d'avoir fondé l'indépendance de sa patrie et conquis le nom le plus pur des temps modernes.

L'Angleterre perdait par l'affranchissement des États-Unis une grande partie de ses colonies en Amérique; mais elle y conservait la Nouvelle-Bretagne (le Canada) et les Antilles; elle avait des comptoirs à la côte occiden-

l'île d'Afrique; elle s'ouvrait un monde nouveau dans l'Océan Pacifique, où elle établit, en 1787, à Botany-Bay, un lieu de déportation; enfin, elle continuait de s'agrandir aux Indes; de sorte que, malgré ses défaites, elle restait la première puissance maritime et coloniale du monde. D'ailleurs, si elle a perdu par cette guerre un immense territoire, elle y a gagné un immense marché pour le placement de ses produits et l'achat des matières premières que son industrie met en œuvre. Ses anciennes colonies sont aujourd'hui la seconde puissance économique du monde, et leurs relations les plus étendues sont avec l'Angleterre.

20. Constitution américaine de 1787. — Avant l'indépendance, les états de l'Union n'avaient d'autre lien entre eux que la souveraineté de l'Angleterre, et ils se gouvernaient chacun d'après la charte que la Couronne leur avait octroyée au moment de leur établissement. La confédération, qui se forma pour la guerre limita, sans la détruire, l'indépendance des états : ils conservèrent leur législation et leur administration particulières. La paix faite, les Américains voulurent sortir du provisoire, qui faillit les conduire à la dictature ou à l'anarchie. Une convention, réunie à Philadelphie, le 25 mai 1787, sous la présidence de Washington, arrêta une constitution que, le 17 septembre, elle envoya au Congrès pour être communiquée par lui aux divers états. Dix sur treize l'avaient déjà acceptée en 1788; le 4 mars de l'année suivante, elle fut mise en pratique.

Cette constitution prit pour base le système fédéral, chaque état conservant son autonomie pour son administration propre, et déléguant ses pouvoirs à un gouvernement central pour les questions d'intérêt commun et de politique extérieure.

Le gouvernement central se composa d'un président, élu pour quatre années, et de deux Chambres. Le président eut dans ses attributions la paix, la guerre, la diplomatie, les traités, la monnaie, la police, les postes, et la conciliation des différends d'état à état. Il devait « de temps

en temps » présenter au Congrès un rapport sur l'état de l'Union et appeler son attention sur les mesures qui lui paraissaient nécessaires.

Pour l'élection du président, chaque état nomme des électeurs en nombre égal au chiffre des députés et des sénateurs qui le représentent au Congrès. Ces électeurs votent le même jour dans tous les états par bulletin portant deux noms de candidats. Les votes sont envoyés, sous pli cacheté, au président du Sénat qui, en présence des deux Chambres, proclame celui qui a obtenu le plus de voix; celui qui vient après lui est nommé vice-président. Lorsque aucun des candidats n'a réuni la majorité, la Chambre des représentants choisit le président parmi les trois candidats ayant obtenu le plus de voix. Si le président meurt avant la fin des quatre années de son pouvoir, il est remplacé par le vice-président, jusqu'à l'expiration du terme fixé par la constitution. Le président est rééligible sans condition de temps; mais Washington, en refusant une troisième présidence, a créé un précédent qui a toujours été suivi.

Le président et le Sénat nomment tous les fonctionnaires fédéraux, y compris les juges du tribunal suprême. Ceux qui occupent des emplois du gouvernement ne peuvent siéger dans les Chambres.

La Chambre des représentants est élue pour deux ans, à raison d'un député par 30 000 âmes au moins¹, par les citoyens ayant soit un revenu de 65 à 100 francs, soit une propriété de 700 à 1 200 francs, payant une taxe à l'état ou servant dans la milice². Sont exclus du vote, les mendiants, les hommes poursuivis criminellement et les hommes de couleur. Pour être député, il faut avoir vingt-cinq ans au moins et être citoyen américain depuis sept années. La Chambre a seule le pouvoir de mettre en accusation les fonctionnaires publics; mais c'est le Sénat qui prononce sur ces accusations.

1. Ce minimum s'est successivement accru. Aujourd'hui, il y a un représentant par 151 425 habitants.

2. Les conditions requises pour l'électorat variaient d'état à état, et ont été à présent remplacées par le suffrage universel.

Le Sénat est élu pour six ans par les assemblées législatives des différents états, à raison de deux membres par état. Il participe au pouvoir exécutif par la surveillance qu'il exerce sur le gouvernement et par l'assentiment qu'il doit donner aux traités, etc. Les sénateurs auront au moins trente ans, et devront avoir joui depuis neuf ans des droits de citoyens. Les membres du Congrès reçoivent une indemnité et sont inviolables durant la session, à moins d'un crime de haute trahison; ils ne pourront être poursuivis pour les discours prononcés dans les Chambres. Il leur est interdit d'accepter un emploi pendant la durée de leur mandat. Les bills de finances sont votés par la Chambre basse, mais le Sénat peut les modifier par des amendements. Pour qu'un bill ait force de loi, après le vote des deux Chambres, il faut qu'il soit accepté par le président. S'il le repousse, il ne peut devenir exécutoire qu'après avoir réuni les deux tiers des voix dans les deux Chambres.

La liberté de conscience, de la presse et de l'enseignement fut absolument garantie et il n'y eut pas de culte salarié. Malgré cette égalité, la race noire continua à être tenue en dehors de la société civile, et l'esclavage se conserva dans les états du Sud jusqu'à la guerre de Sécession (18 décembre 1865, abolition de l'esclavage dans les États-Unis).

Cette constitution fut appliquée pour la première fois par Washington dans ses deux présidences successives, de 1789 à 1797. La sagesse de son gouvernement et l'habitude héréditaire de la liberté la firent entrer profondément dans les mœurs du pays; depuis 1789, elle n'a subi d'autres revisions que des modifications de détail. Il y a aujourd'hui cinquante-six millions d'hommes qui sont régis par ces institutions.

CHAPITRE XXVIII

SITUATION POLITIQUE DE L'EUROPE EN 1789

1. L'Europe en 1789. — 2. France. — 3. Grande-Bretagne. — 4. Espagne. — 5. Portugal. — 6. États italiens. — 7. Empire. — 8. Autriche. — 9. Prusse. — 10. États secondaires de l'Empire. — 11. Hollande. — 12. Suisse. — 13. Russie. — 14. Turquie. — 15. Pologne. — 16. Suède. — 17. Danemark. — 18. Nouvelle répartition de la puissance.

1. L'Europe en 1789. — Les grandes guerres maritimes et coloniales qui se sont produites au cours du XVIII^e siècle, la ruine ou la disparition d'anciennes puissances, la naissance et le développement de puissances nouvelles, avaient modifié l'équilibre politique tel que l'avaient organisé les traités du commencement du siècle. D'ailleurs cet état de choses ne doit pas durer longtemps. La révolution française va déclencher en Europe une guerre générale au cours de laquelle toutes les nations seront bouleversées, et les relations des puissances radicalement changées. C'est au moment où l'ancien régime est sur le point de finir qu'il faut voir ce qu'était la vieille Europe, au lendemain de la guerre d'Amérique, au moment des partages de la Pologne, à la veille des guerres de la révolution. Fixons d'abord l'état géographique des puissances ; nous verrons ensuite comment se fait l'équilibre des forces.

2. France. — Grâce aux conquêtes de Louis XIV et à l'acquisition de la Lorraine sous Louis XV, la France atteignait au midi et dans une partie de l'est ses frontières

1. Sorel, *L'Europe et la Révolution française* ; Lavis, *Vue générale de l'histoire politique de l'Europe*.

naturelles ; mais elle n'avait au nord et au sud-est que des frontières artificielles. Ses limites étaient celles qu'elle a gardées jusqu'à la fatale année 1870, avec quelques enclaves en plus : Philippeville, Marienbourg, Bouillon, Sarrelouis, Landau, et quatre petites provinces en moins : Montbéliard, le comtat Venaissin, la Savoie et Nice. Hors d'Europe, la France possédait en Amérique : trois îlots, Saint-Pierre et les deux Miquelon, au banc de Terre-Neuve ; la partie occidentale de Saint-Domingue, la Martinique, la Guadeloupe, Marie-Galande, les Saintes, la Désirade, Saint-Martin, Tabago, Sainte-Lucie, une partie de la Guyane ; — en Afrique : des comptoirs à Bone et à la Calle, sur la Méditerranée, pour la pêche du corail ; Saint-Louis sur le Sénégal et l'îlot de Gorée sur la côte de Sénégambie, Bourbon, l'Île-de-France et les Seychelles ; — en Asie : les comptoirs de Chandernagor, Yanaon, Karikal, Pondichéry, Mahé. On a vu que la France avait retrouvé, par ses idées et sa littérature, un empire que ses armes ne lui donnaient plus, et que dans son sein s'agitaient mille pensées de réformes que Malesherbes, Turgot et Necker avaient désiré faire, que la cour les avait empêchés d'accomplir. Le temps où la révolution pouvait être prévenue était passé ; mais cette révolution, qui maintenant arrivait, pouvait encore être dirigée. En aura-t-on la force et la volonté ?

3. Grande-Bretagne. — Les deux royaumes d'Écosse et d'Angleterre avaient, en 1707, consommé leur union politique ; il n'y avait plus dans la Grande-Bretagne qu'un seul parlement. L'Irlande restait toujours une annexe qu'on traitait en pays conquis. Les Anglais venaient de perdre le territoire des États-Unis et Minorque ; mais leur empire colonial était toujours considérable. Outre leurs possessions aux Indes, où ils n'avaient plus d'adversaires sérieux que les Mahrattes et Tippou-Sahib, roi de Mysore, ils occupaient en Amérique, la Nouvelle-Bretagne, Terre-Neuve, les Bermudes, les Lucayes, plusieurs des Antilles, la Jamaïque, Balise ; à la côte d'Afrique, des comptoirs sur la Gambie, Sierra Leone, cap Corse à la Côte-d'Or,

Sainte-Hélène, l'Ascension. Ils campaient sur le sol allemand depuis l'adjonction du Hanovre, et sur le territoire espagnol depuis la prise de Gibraltar. Ils venaient de fonder Sydney (1788) dans la Nouvelle-Hollande. Ils trouvaient dans leur gouvernement aristocratique plus de force encore que dans leurs vastes domaines, parce que les mesures nécessaires, sagement délibérées, étaient exécutées avec promptitude et énergie.

4. Espagne. — L'Espagne, qui s'est vu enlever par l'Autriche les Pays-Bas et le Milanais, a recouvré le royaume des Deux-Siciles pour un de ses infants, le duché de Parme et Plaisance pour un autre; elle garde les îles Baléares, où elle vient de reprendre Minorque, et, en Afrique, Ceuta, Oran, les Canaries, Fernando-Po et Annobon; aux Indes et dans l'Océanie, les Philippines, les Mariannes; en Amérique, Buenos-Ayres, le Chili, le Pérou, la Nouvelle-Grenade, Caracas, Guatémala, le Mexique, la Louisiane, qu'elle abandonnera en 1792, la Floride, Cuba, Porto-Rico et la partie orientale de Saint-Domingue. Si l'on mesurait la puissance à l'étendue des possessions, l'Espagne aurait été alors le premier état de l'Europe; mais elle n'avait plus de grand que ses souvenirs, bien qu'elle se fût quelque peu ranimée sous sa nouvelle dynastie, surtout sous Charles III.

5. Portugal. — Le Portugal conservait son indépendance et ses limites. Il occupait, à la gauche de la Guadiana, Olivença, qu'il a perdu en 1801. De son magnifique empire colonial il ne gardait plus que Goa et Diu aux Indes, Macao en Chine, et une partie de Timor, dans l'Océanie; tout autour de l'Afrique, le Mozambique, l'Angola, le Congo, les îles Saint-Thomas, du Prince, du Cap-Vert, Madère, les Açores; enfin en Amérique, le Brésil. Ce royaume, énergiquement remué par Pombal, était retombé après lui dans son ancienne faiblesse.

6. États italiens. — En Italie, l'état le plus important était le royaume de Sardaigne, qui s'étendait du lac de Genève et du Rhône au Tessin et au lac Majeur, et qui touchait à la Méditerranée par le comté de Nice; il com-

prenait en outre l'île de Sardaigne. À l'est des états sardes, les duchés de Milan et de Mantoue, avec la principauté de Castiglione, appartenaient à l'Autriche. Plus loin, à l'est de l'Adda, était la république de Venise, depuis longtemps en pleine décadence; elle gardait cependant une partie de la Dalmatie et les îles Ioniennes. Un Bourbon régnait à Parme, Plaisance et Guastalla; un autre, à Naples. Modène avait son duc, Monaco, son prince; Lucques et Gênes étaient libres. Au centre de la péninsule, la Toscane appartenait à la maison de Lorraine-Autriche depuis 1737, et les états de l'Église s'étendaient entre les deux mers, du Pô au Garigliano, enveloppant la petite république de Saint-Marin. Le pape possédait en France le comtat Venaissin avec Avignon, et, dans le royaume de Naples, le duché de Bénévent. Un faible lien de dépendance rattachait au royaume des Deux-Siciles l'île de Malte, occupée par l'ordre religieux de Saint-Jean qui avait perdu, lui aussi, sa discipline et son esprit militaire. Les présides de Toscane (Orbitello, Porto Ercole, etc.), appartenaient au roi de Naples. Piombino formait, avec une partie de l'île d'Elbe, un petit état indépendant.

« Annibal et Brennus, dit Voltaire (*Lettres*, décembre 1759), ont passé les Alpes moins difficilement que ne le font les livres... » Cependant, malgré sa torpeur deux ou trois fois séculaire, l'Italie, au moins sur certains points, s'était réveillée au bruit des idées qui couraient le monde. Tanucci à Naples, Léopold en Toscane, Charles-Emmanuel en Sardaigne avaient fait d'utiles réformes.

7. Empire. — Le Saint-Empire romain de nation germanique n'existait plus que de nom, l'autorité impériale étant à peu près nulle. Les seuls états d'empire qui comptaient étaient les huit électors, Mayence, Cologne, Trèves, Bohême (à l'Autriche), Saxe, Brandebourg, Palatinat-Bavière, Hanovre; mais leur droit électoral était devenu une formalité, car le titre d'empereur d'Allemagne semblait fixé dans la maison d'Autriche.

8. Autriche. — L'Autriche, qui s'était agrandie aux dépens de l'Espagne en Italie (Milanais et Mantoue) et

dans les Pays-Bas (Belgique), était couverte, à l'est, par son royaume de Hongrie dont les dépendances étaient la Transylvanie, l'Esclavonie, la Croatie, la Bukowine et le bannat de Temesvar. Elle avait compensé, par le démembrement de la Pologne (royaume de Galicie et de Lodomérie), la perte de la Silésie, que la Prusse lui avait enlevée, et elle conservait la Moravie, la Bohême, une petite portion de la Silésie, la Styrie, la Carinthie, la Carniole, le Frioul (Aquilée, Trieste), le Littoral hongrois (Fiume), le Tyrol, le Vorarlberg, le comté de Bregenz et la Souabe autrichienne (Hohenberg, Ravensbourg, le Brisgau, Fribourg, Vieux-Brisach, Laufenbourg, Rheinfelden, Seckingen, Waldshut). C'était une agglomération de provinces, sans unité de races ni de territoires.

9. Prusse. — La Prusse (duché de Prusse avec Königsberg, Poméranie ultérieure avec Colberg, marche de Brandebourg avec Berlin, diverses possessions en Saxe, comme Magdebourg, en Westphalie, comme Minden et Mark, sur le Rhin, comme Clèves) s'était accrue, au XVIII^e siècle, de la haute Gueldre (1713), de l'Ost-Frise (1744), de la haute et basse Silésie avec la principauté de Glatz (1745), de Stettin et de la Poméranie jusqu'à la Peene, enlevés à la Suède (1720), de la Prusse royale ou polonaise, prise à la Pologne (1773). Elle s'étendait donc, en 1789 comme en 1618, de la Meuse au Niémen; mais elle avait supprimé l'interruption entre la Prusse et le Brandebourg, et occupé toute la vallée de l'Oder.

10. États secondaires de l'Empire. — La maison de Saxe était partagée en deux lignes: la ligne albertine ou électorale, qui deviendra royale en 1806, possédait la Lusace, la Misnie, une partie de la Thuringe, Mersebourg, etc.; la ligne ernestine ou ducale se divisait en branche de Weimar et branche de Gotha; celle-ci subdivisée encore en quatre rameaux.

La principauté d'Anhalt était partagée entre quatre princes; le Mecklembourg, le Brunswick, Lippe, Waldeck, n'avaient chacun que deux maisons régnantes; mais la Hesse en avait cinq. L'électorat de Hanovre appartenait

au roi d'Angleterre; l'électeur palatin, avait succédé à l'électeur de Bavière et réuni au Palatinat les territoires bavarois (1779); le duc de Wurtemberg et le margrave de Bade avaient opéré aussi d'utiles réunions, ce qui les mettait déjà à part dans cette foule de cinq à six cents princes ou états que l'Allemagne comptait encore en 1789.

11. Hollande. — Les sept Provinces-Unies, qui avaient rétabli le stathoudérat en 1747, après Fontenoy, venaient d'essayer de le détruire. Une ligue de la Prusse et de l'Angleterre l'avait maintenu (1787); mais les soldats de Pichegru y trouveront un parti nombreux pour les accueillir. Leur commerce était toujours florissant, grâce à leurs nombreuses colonies (la Guyane, les îles de Curaçao et de Saint-Eustache, en Amérique; des comptoirs à la Côte-d'Or, et le cap de Bonne-Espérance, en Afrique; Cochin, sur la côte de Malabar; Madras, sur celle de Coromandel; Ceylan, Malacca; les îles de la Sonde : Sumatra, Java, Bornéo, Célèbes, Timor; les Moluques et un comptoir à Nagasaki, au Japon). Le traité de Versailles (1783) venait de leur enlever le bel établissement de Négapatam, cédé aux Anglais.

12. Suisse. — Les treize Cantons suisses, avec leurs alliés et dépendances, se tenaient à l'écart des affaires européennes. Ils n'avaient pas de rôle politique; ils se contentaient de la paix intérieure et de la prospérité matérielle.

13. Russie. — La Russie prenait déjà des proportions gigantesques. Par le traité de Nystad (1721), elle avait reçu de la Suède la Livonie, l'Esthonie et la Carélie, et s'était ouvert la Baltique; par le traité d'Abo (1743), elle acquit une partie de la Finlande avec les villes de Willmanstrand et de Fredrikshamn. Au nord-ouest, elle touchait à la Laponie danoise, et ainsi, enveloppait de ce côté les possessions de la Suède. En 1775, elle pousse ses envahissements en Pologne jusqu'à la Duna et au Dnieper qu'elle dépasse même sur plusieurs points. En 1774, par le traité de Kaïnardji, elle obtient les deux Kabardies (territoires du Kouban et du Terek); elle

s'ouvre la mer Noire par l'acquisition d'Azof, de Kertch, de Iénikalé, dans la Crimée, et par celle du pays entre le Bug et le Dnieper où elle fonde Kherson en 1778. En 1784, elle asservit les Tartares de la Crimée et du Kouban. En 1792, après le traité de Jassy, elle arrivera jusqu'au Dniester. Au sud du Caucase, la Géorgie s'est placée sous sa protection (1785), et au delà de l'Oural s'étend la Sibérie, son immense province asiatique, avec les îles Kouriles, au nord du Japon, et les îles Aléoutiennes, qui rattachent la Sibérie à l'Amérique russe.

14. Turquie. — La Turquie, entamée d'un côté par l'Autriche, recule de l'autre devant la puissance envahissante de la Russie, en lui abandonnant les rivages de la mer Noire. Elle a pour limites, du côté de la Pologne, le Dniester; du côté de l'Autriche, les monts de Transylvanie, le Danube, la Save et en partie l'Unna; à l'ouest, en Dalmatie, les possessions vénitiennes, Raguse qui ne restait indépendante qu'en lui payant tribut, et la mer Ionienne; au sud, la mer de Candie; à l'est, l'Archipel; mais elle avait toute l'Asie occidentale jusqu'au golfe Persique, l'Égypte, Tripoli, Tunis et Alger. L'esprit de réforme n'entraît pas encore en Turquie; cependant il se glissait dans les provinces roumaines, où l'hospodar Constantin Mavrocordato abolissait la juridiction féodale des boyards.

15. Pologne. — La Pologne, réduite par la Prusse, qui s'avance jusqu'aux murs de Danzig et de Thorn, par l'Autriche, qui lui a pris la Galicie jusqu'à la haute Vistule, par la Russie, qui s'est établie sur la Duna et le Dnieper, est sur le point d'être anéantie. Un premier partage invite au second : les affaires d'occident le favoriseront. Il aura lieu en 1793, et en 1795 la Pologne sera effacée de la liste des nations, pour n'avoir pas voulu ou avoir voulu trop tard réformer sa constitution vicieuse.

16. Suède. — La Suède possédait toute la péninsule scandinave, moins la Norvège et la Laponie danoise, et s'étendait en Finlande jusqu'au Kymmene, avec les îles d'Aland. Elle occupait encore les îles de Gottland, et

d'Éland, et, en Allemagne, l'île de Rugen avec la Poméranie citérieure depuis Stralsund jusqu'à la Peene; Wismar, plusieurs cantons du Mecklenbourg; elle avait une colonie, la petite île de Saint-Barthélemy, dans les Antilles, achetée à la France en 1784.

17. Danemark. — Le Danemark possédait, outre le Jutland, le Sleswig et une partie du Holstein, les îles de Fionie, Seeland, Langeland, Laaland, Falster, Mœen et Bornholm, la Norvège, la Laponie septentrionale, les îles Fœroë, l'Islande, le Groënland; il avait acquis les comptoirs de Tranquebar dans l'Inde et de Christianborg, à la Côte-d'Or en Afrique et, dans les Antilles, les îles de Saint-Thomas, Saint-Jean et Sainte-Croix. Sa position sur les bords du Sund donnait toujours à cet état une assez grande importance militaire; mais son rôle politique, surtout à présent que l'empire de la Baltique était passé à la Russie et à la Prusse, était à peu près insignifiant.

18. Nouvelle répartition de la puissance. — Voilà la répartition géographique des états de l'Europe. Quelle est à présent la répartition de la puissance politique entre les membres de la famille européenne?

Au ^{xvii}^e siècle, la France domine; au ^{xviii}^e, elle baisse, et, à la fin du siècle, « notre pays ne conduit plus la politique générale. Sur terre et sur mer, la France est diminuée; la revanche qu'elle prend sur l'Angleterre par la guerre d'indépendance de l'Amérique ne compense pas les désastres antérieurs. Mais cette guerre est autre chose qu'une entreprise de représailles. C'est une œuvre de l'esprit nouveau, une très noble action faite avec un enthousiasme sincère. »

Tandis que notre pays est déchu dans l'ancien monde politique, l'Angleterre monte. De tous les états européens celui-ci est le plus commerçant, le plus industriel et le plus riche. Elle a assez de capitaux pour solder les armées de l'Europe, assez de flottes pour couvrir l'océan de son pavillon; l'empire des mers lui appartient, malgré la perte récente de ses treize colonies américaines. La

Hollande, qui était la plus grande puissance navale au temps de la guerre de Trente ans, est tombée, faute de territoire et de population, à la condition d'un état de troisième ordre. Au midi, l'Espagne, l'Italie, ne sont que des ruines, le Portugal qu'une colonie anglaise.

Au centre du continent, le vieil antagonisme de l'Allemagne du nord et de l'Allemagne du sud, de l'Allemagne protestante et de l'Allemagne catholique, est maintenant représenté par deux grandes puissances, la Prusse et l'Autriche. Mais ces deux états ont chacun leurs embarras et des causes de faiblesse : l'un est mal fait, ayant sa tête à Koenigsberg, les pieds sur la Meuse, corps mince et long que la Hesse, le Hanovre et le Brunswick coupent dans l'ouest, Thorn et Danzig dans l'est; l'autre, formé d'éléments hétérogènes, n'a de bonnes frontières qu'au nord et est aisément vulnérable à Bruxelles et à Milan. Leur complicité dans le partage de la Pologne les rapproche, et la crainte de la France les unira; mais ils auront dans l'Allemagne, où ils se disputeront l'influence, un champ de bataille longtemps ouvert à leur diplomatie et en 1866 à leurs armes.

Dans le nord et l'est, trois états, la Suède, la Pologne et la Turquie, déclinent ou s'écroulent, livrant toute la largeur du continent, du fond du golfe de Bothnie jusqu'aux bouches du Danube, à la convoitise de leurs voisins.

La première avait été tuée par la géographie. Son empire autour de la Baltique n'avait pu durer qu'autant qu'elle n'avait trouvé derrière le mince ruban dont elle enveloppait cette mer que faiblesse et anarchie. Du jour où il y avait eu de la force chez les Russes et les Prussiens, les Suédois avaient été rejetés, par les uns dans le golfe de Finlande, et par les autres hors des terres d'Allemagne. La Pologne était morte d'un mal intérieur, de l'anarchie. On sait comment la Russie, l'Autriche et la Prusse avaient fait régner l'ordre dans Varsovie. C'était pour s'être endormis dans la mollesse que les Turcs avaient eu le terrible réveil de Tchesmé et d'Ismail. Pen-

dant deux siècles, ils n'avaient rien appris et avaient tout oublié.

Tel était l'état de l'Europe au moment où le volcan de la révolution française allait, en éclatant, bouleverser les frontières des états et le système des alliances.



LISTES CHRONOLOGIQUES

DES PAPES, DES EMPEREURS ET DES PRINCES

QUI ONT RÉGNÉ DANS LES PRINCIPAUX ÉTATS DE L'EUROPE
DEPUIS 1610 JUSQU'À 1789.

Empereurs élus d'Allemagne et archiducs héréditaires d'Autriche.

Branche cadette des Habsbourg :		CHARLES VI.	1711
RODOLPHE II.	1576	CHARLES VII (de Bavière), empe-	
MATHIAS.	1612	reur	1742
FERDINAND II.	1619	Maison de Habsbourg-Lorraine :	
FERDINAND III.	1637	FRANÇOIS I ^{er}	1745
LÉOPOLD I ^{er}	1658	JOSEPH II.	1765
JOSEPH I ^{er}	1705	Mort	1790

Danemark.

CHRISTIAN IV.	1588	CHRISTIAN VI.	1730
FRÉDÉRIC III.	1648	FRÉDÉRIC V.	1746
CHRISTIAN V.	1670	CHRISTIAN VII.	1766
FRÉDÉRIC IV.	1699		

Espagne.

Branche aînée des Habsbourg :		LOUIS I ^{er}	1724
PHILIPPE III.	1598	PHILIPPE V (pour la seconde	
PHILIPPE IV.	1621	fois)	1724
CHARLES II.	1665	FERDINAND VI.	1746
Maison de Bourbon :		CHARLES III ^{er}	1759
PHILIPPE V.	1700	CHARLES IV.	1788
Abdique.	1724		

France.

Bourbons :		LOUIS XV.	1715
LOUIS XIII.	1610	LOUIS XVI.	1774
LOUIS XIV.	1643		

Grande-Bretagne.

Maison de Stuart :		JACQUES II.	1685
JACQUES I ^{er}	1603	GUILLAUME III d'Orange. . . .	1689
CHARLES I ^{er}	1625	ANNE STUART.	1702
République de 1649 à 1660 ;		Maison de Hanovre :	
protectorat d'Olivier Crom-		GEORGE I ^{er}	1714
well, 1653-1658 ; de son fils		GEORGE II.	1727
Richard Cromwell, 1658-59.		GEORGE III.	1760
CHARLES II.	1660		

Hollande.

MAURICE D'ORANGE, stathouder.	1584	Et roi d'Angleterre en. . . .	1689
FRÉDÉRIC-HENRI, stathouder.	1625	Pas de stathouder	1702-1747
GUILLAUME II, stathouder.	1647-1650	HEINSIUS, grand pension-	
Pas de stathouder.	1650-1672	naire.	1689-1720
JEAN DE WITT, grand pensionn ^{re}	1653	GUILLAUME IV, stathouder héré-	
GUILLAUME III, fils de Guillau-		ditaire	1747
me II, stathouder.	1672	GUILLAUME V.	1751

Modène, Ferrare et Reggio.

CÉSAR D'ESTE.	1597	FRANÇOIS II.	1662
ALPHONSE III.	1528	RENAUD.	1691
FRANÇOIS I ^{er}	1629	FRANÇOIS III.	1737
ALPHONSE IV.	1638	HERCULE III RENAUD.	1780

Naples.

Gouverné par les rois d'Espa-		Bourbons d'Espagne :	
gne de.	1504-1707	CHARLES IV.	1755
* Par les Autrichiens de.	1707-1735	FERDINAND IV, ou I ^{er} comme roi	
		des Deux-Siciles.	1759

Parme et Plaisance.

RANUCE I.	1592	Bourbons d'Espagne :	
ÉDOUARD.	1622	DON CARLOS.	1751
RANUCE II.	1646	DON PHILIPPE, son frère. . . .	1748
FRANÇOIS.	1694	FERDINAND.	1765-1801
ANTOINE.	1727		

Pologne.

SIGISMOND III, de Suède.	1587	JEAN CASIMIR.	1648
WLADISLAS VII, son fils.	1632	Abdique.	1668

Pologne (suite).

MICHEL WISNIOVIECKI	1668	STANISLAS (de nouveau), roi no-	
JEAN SOBIESKI	1674	minal	1733-1736
AUGUSTE II, électeur de Saxe.	1697	AUGUSTE III, de Saxe, son rival.	1733
STANISLAS LECZINSKI.	1704	STANISLAS PONIATOWSKI.	1764
AUGUSTE II (2 ^e fois).	1709	1 ^{er} partage de la Pologne.	1773

Portugal.

Les rois d'Espagne de 1580 à 1640		JEAN V	1706
Maison de Bragance :		JOSEPH	1750
JEAN IV.	1640	MARIE I ^{re} , fille de Joseph.	1777
ALPHONSE VI.	1636	Avec son époux, PIERRE III, qui	
PIERRE II, régent depuis	1667	meurt.	1786
roi à la mort d'Alphonse VI.	1683		

Prusse.

Maison de Hohenzollern :		FRÉDÉRIC III.	1688
Électeurs de Brandebourg :			
JEAN SIGISMOND.	1608	Rois de Prusse :	
Réunit le duché de Prusse en	1618	FRÉDÉRIC III (1 ^{er} comme roi).	1701
GEORGES-GUILLAUME.	1619	FRÉDÉRIC-GUILLAUME I ^{er}	1713
FRÉDÉRIC-GUILLAUME, le grand		FRÉDÉRIC II LE GRAND.	1740
électeur.	1640	FRÉDÉRIC-GUILLAUME II.	1786

Rome.

PAUL V	1605	INNOCENT XII.	1691
GRÉGOIRE XV.	1621	CLÉMENT XI	1700
URBAIN VIII	1623	INNOCENT XIII	1721
INNOCENT X.	1644	BENOÎT XIII	1724
ALEXANDRE VII.	1655	CLÉMENT XII	1730
CLÉMENT IX	1667	BENOÎT XIV.	1740
CLÉMENT X.	1670	CLÉMENT XIII.	1758
INNOCENT XI	1676	CLÉMENT XIV.	1769
ALEXANDRE VIII.	1689	PIE VI.	1775

Russie.

WLADISLAS de Pologne, usurpa-		CATHERINE I ^{re}	1725
teur	1610	PIERRE II ALEXIÉVITCH.	1727
Maison de Romanof :		ANNE IVANOVNA.	1730
MICHEL	1613	IVAN VI.	1740
ALEXIS.	1645	ÉLISABETH PETROVNA.	1741
FÉDOR II.	1676		
PIERRE LE GRAND et IVAN.	1682	Branche de Holstein-Gottorp :	
Leur sœur SOPHIE, corégente	1686	PIERRE III.	1762
PIERRE LE GRAND, seul depuis.	1689	CATHERINE II, princesse d'An-	
		halt-Zerbst, sa femme.	1762

Sardaigne.

Maison de Savoie :		Acquisition du Montferrat en.	1708
CHARLES-EMMANUEL I ^{er} LE GRAND.	1580	Roi avec la Sicile en.	1713
VICTOR-AMÉDÉE I ^{er} .	1650	Avec la Sardaigne, depuis.	1720
FRANÇOIS-HYACINTHE.	1657	VICTOR-AMÉDÉE II abdique.	1730
CHARLES-EMMANUEL II.	1658	CHARLES-EMMANUEL III.	1750
VICTOR-AMÉDÉE II.	1675	VICTOR-AMÉDÉE III.	1775

Suède.

Dynastie de Vasa :		CHARLES XII.	1697
CHARLES IX.	1604	ULRIQUE-ÉLÉONORE.	1719
GUSTAVE II ADOLPHE.	1611	Abdique en.	1720
CHRISTINE.	1652	Branche de Holstein :	
Branche de Deux-Ponts :		FRÉDÉRIC I ^{er} , mari d'Ulrique.	1720
CHARLES X GUSTAVE, son cousin	1654	ALPHONSE-FRÉDÉRIC.	1751
CHARLES XI.	1660	GUSTAVE III.	1771

Toscane.

Médicis :		Maison impériale de Habsbourg-Lorraine :	
COSME II.	1609	FRANÇOIS II.	1737
FERDINAND II.	1621	LÉOPOLD I ^{er} .	1765
COSME III.	1679		
JEAN GASTON.	1723		

Turquie.

ACHMET I ^{er} .	1603	ACHMET II.	1691
MUSTAPHA I ^{er} .	1617	MUSTAPHA II.	1695
OTHMAN II.	1618	ACHMET III.	1705
MUSTAPHA I ^{er} , rétabli.	1622	MAHMOUD I ^{er} .	1730
AMURATH IV.	1625	OTHMAN III.	1754
IBRAHIM.	1639	MUSTAPHA III.	1757
MAHOMET IV.	1649	ABDUL-HAMID.	1774
SOLIMAN III.	1687	SÉLIM III.	1789

FIN DES LISTES CHRONOLOGIQUES



TABLE DES MATIÈRES

Chapitres.	Pages.
Programme officiel.	vii
Table des gravures	ix
Liste des cartes.	xii
I. Louis XIII. Troubles de la régence. États généraux de 1614	1
II. Louis XIII et Richelieu. Lutte contre les protestants et les grands. Accroissement de l'autorité monarchique. Marine et colonies.	19
III. Minorité de Louis XIV. Mazarin. La Fronde.	40
IV. Guerre de Trente ans. Paix de Westphalie. Paix des Pyrénées.	65
V. Les Stuarts en Angleterre. Révolution de 1648. Cromwell. La restauration	95
VI. État de l'Europe vers 1660.	124
VII. Le mouvement intellectuel dans la première moitié du xvii ^e siècle	138
VIII. Gouvernement personnel de Louis XIV. Colbert, Louvois, Vauban	156
IX. La politique de Louis XIV jusqu'à la formation de la ligue d'Augsbourg (1661-1686) : guerre de Dévolution, guerre de Hollande, chambres de réunion. . .	187
X. La révolution de 1688 en Angleterre et la guerre de la ligue d'Augsbourg (1688-1697).	214
XI. La succession d'Espagne. Traités d'Utrecht et de Rastadt. . .	236
XII. Affaires religieuses sous le règne de Louis XIV : déclaration de 1682, révocation de l'édit de Nantes, jansénisme	260
XIII. Gouvernement de Louis XIV. Dernières années du règne. . .	284
XIV. Le mouvement intellectuel à l'époque de Louis XIV . .	310

Chapitres.	Pages.
XV. Lutte de la Suède et de la Russie : Charles XII et Pierre le Grand. État de l'Europe vers 1715	342
XVI. La France, de 1715 jusqu'au milieu du xviii ^e siècle ; histoire intérieure.	371
XVII. Les affaires européennes dans la première moitié du xviii ^e siècle.	397
XVIII. L'Autriche et la Prusse au milieu du xviii ^e siècle. . .	408
XIX. Rivalité maritime et coloniale de la France et de l'Angleterre	438
XX. Fin du règne de Louis XV.	465
XXI. L'Europe orientale dans la seconde moitié du xviii ^e siècle.	488
XXII. L'Angleterre au xviii ^e siècle ; histoire intérieure. . . .	506
XXIII. Le mouvement intellectuel et politique au xviii ^e siècle.	528
XXIV. Mouvement de réformes en Europe.	546
XXV. La France à l'avènement de Louis XVI.	569
XXVI. Règne de Louis XVI jusqu'à la Révolution.	588
XXVII. La guerre d'indépendance en Amérique.	614
XXVIII. Situation politique de l'Europe en 1789.	631
Listes chronologiques.	644



PARIS. — IMPRIMERIE GÉNÉRALE LAHURE
9, RUE DE FLEURUS, 9



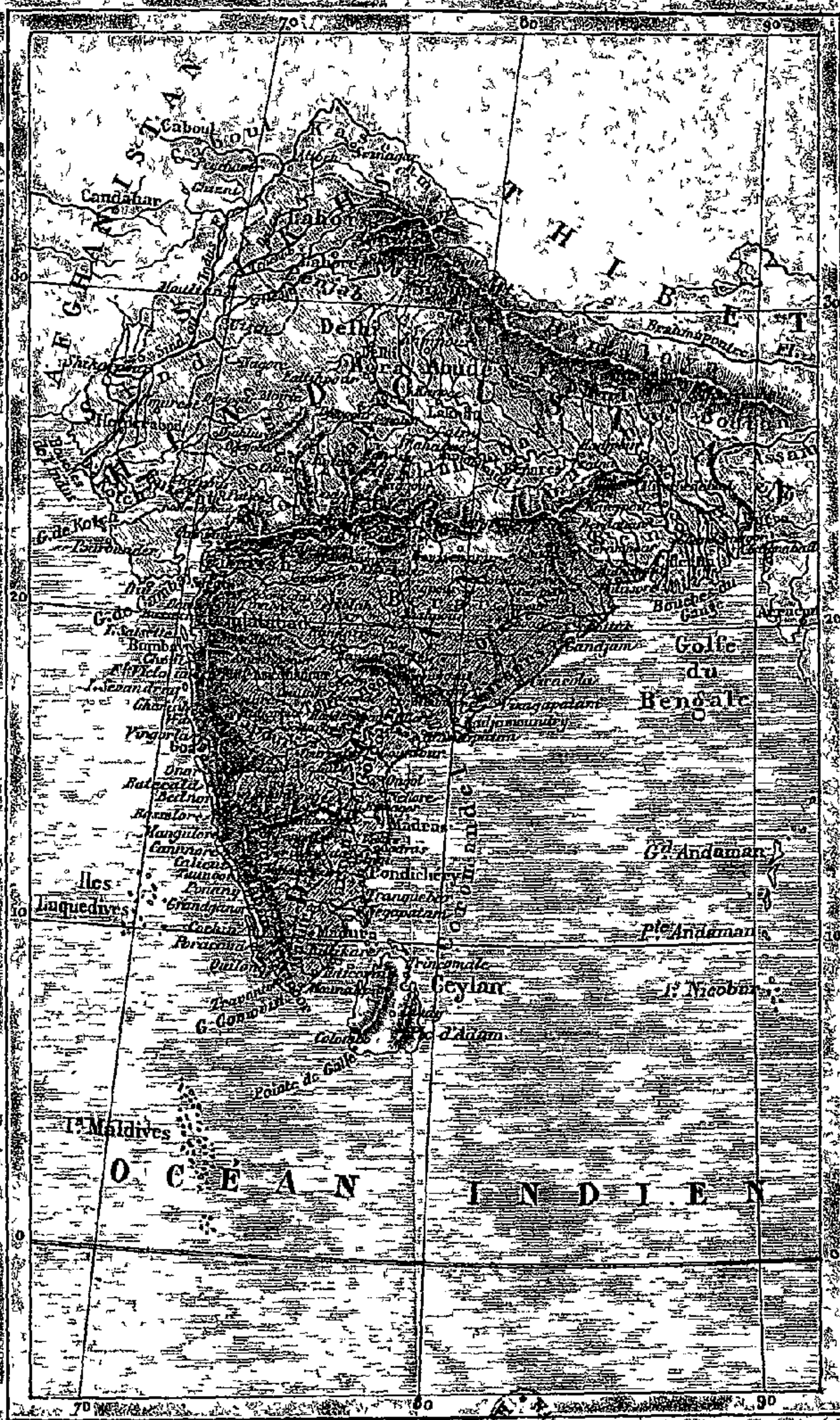


ALLEMAGNE DE 1635 À 1763.





L'INDE



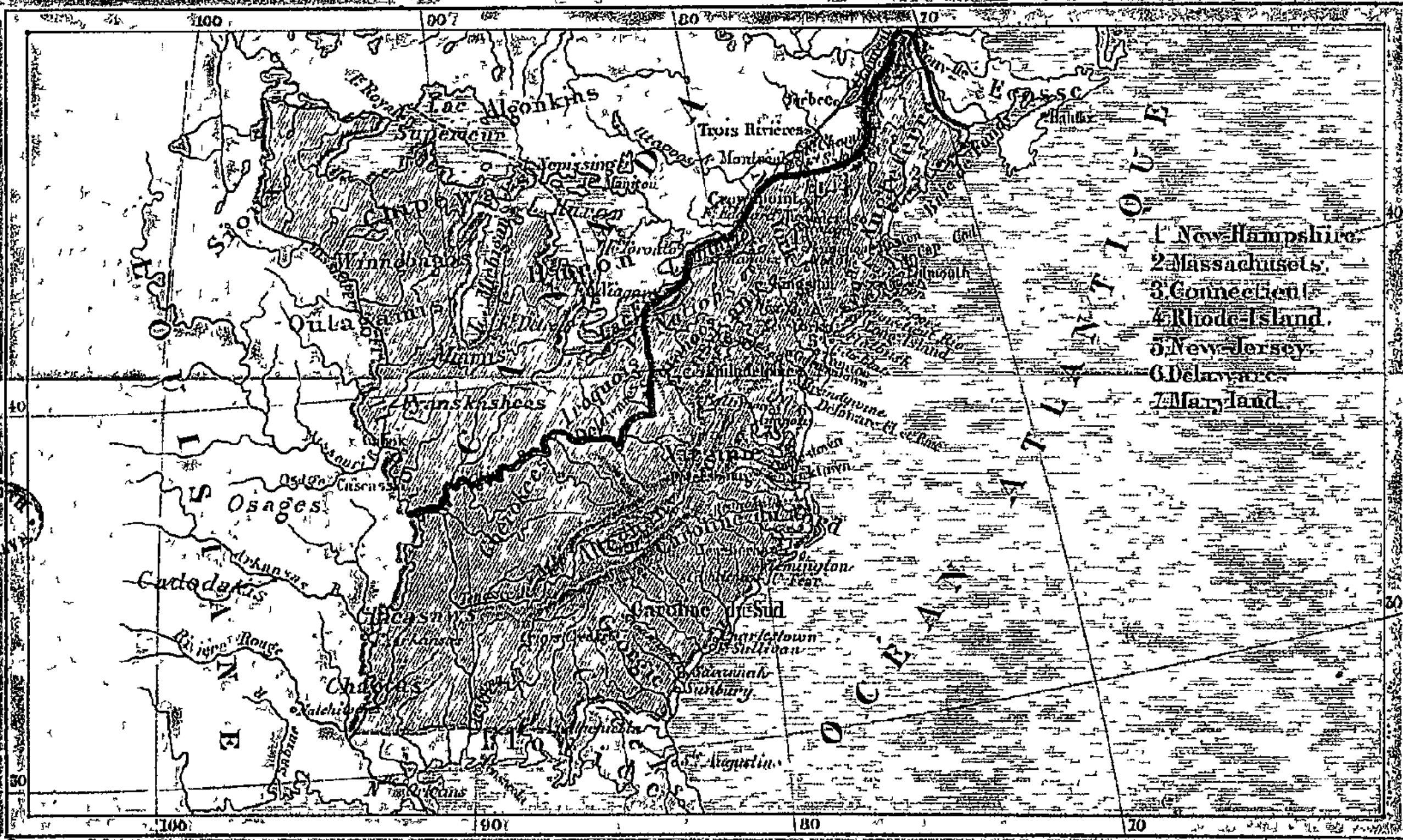
Gravé par Erhard

Dashette et C^{ie}



L. Thuillier del.

AMERIQUE DU NORD.

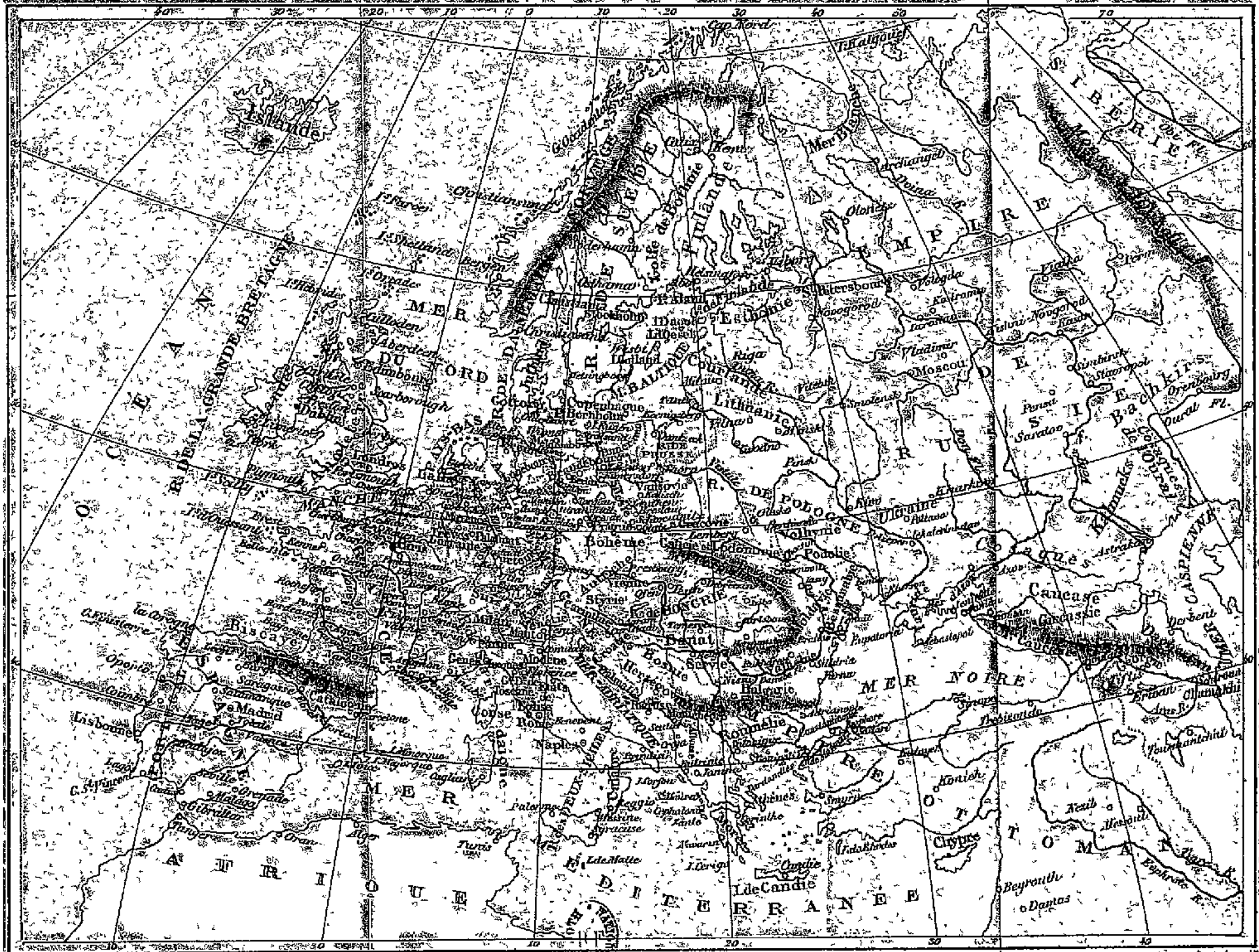


- 1 New-Hampshire
- 2 Massachusetts
- 3 Connecticut
- 4 Rhode-Island
- 5 New-Jersey
- 6 Delaware
- 7 Maryland

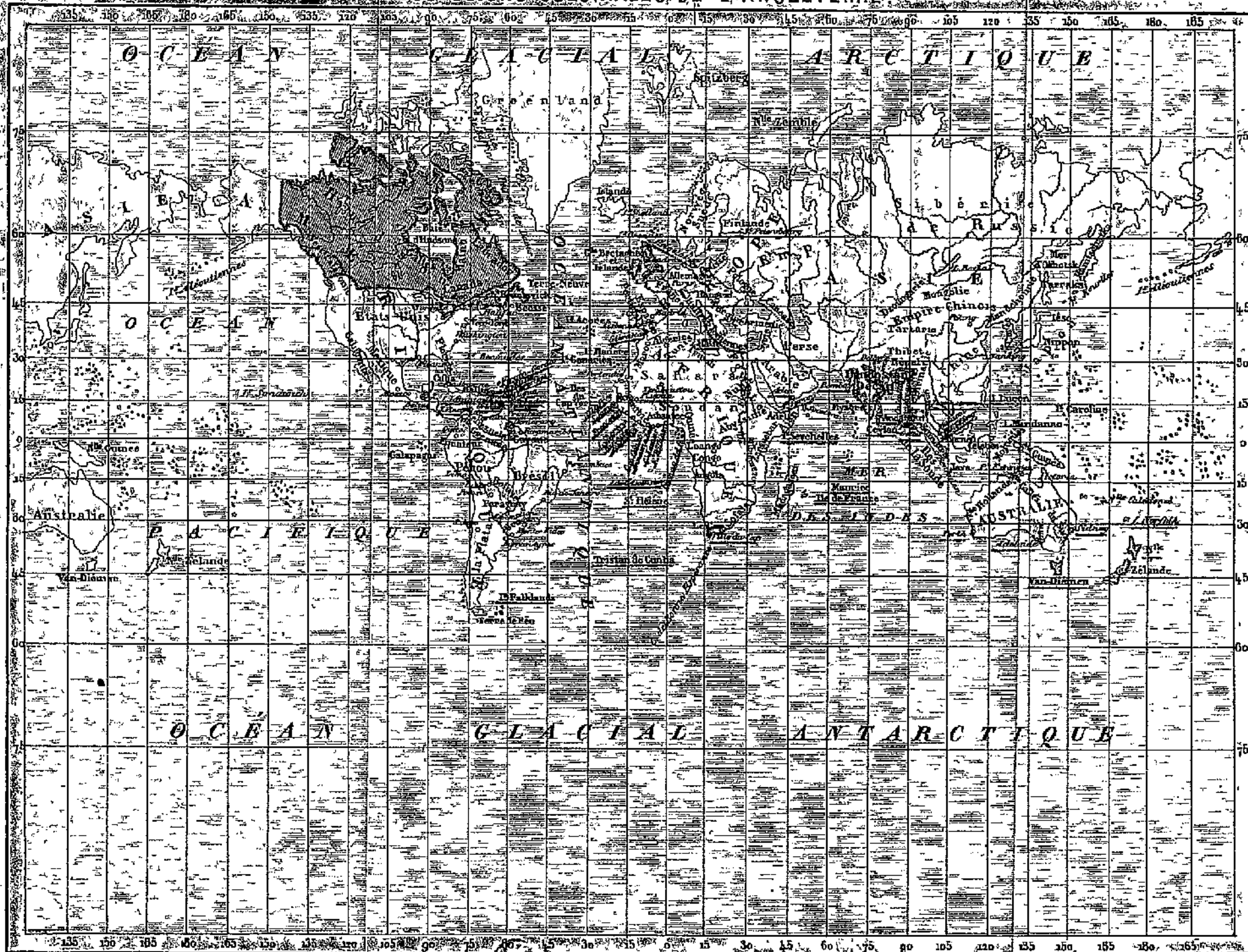


Convo par Richard

EUROPE EN 1789



POSSESSIONS COLONIALES DE L'ANGLETERRE



REPORT

Richelle et Cie

Генер. Духовн.